

ENTRETIENS SUR L'ANTIQUITÉ CLASSIQUE

TOME XIII

LES ORIGINES
DE LA RÉPUBLIQUE ROMAINE

NEUF EXPOSÉS SUIVIS DE DISCUSSIONS

PAR

EINAR GJERSTAD, FRANK E. BROWN, P. J. RIIS,
JACQUES HEURGON, EMILIO GABBA, KRISTER HANELL,
ARNALDO MOMIGLIANO, ANDREAS ALFÖLDI,
FRANZ WIEACKER, J. H. WASZINK, DENIS VAN BERCHEM

FONDATION HARDT
POUR L'ÉTUDE DE L'ANTIQUITÉ CLASSIQUE
VANDOEUVRES – GENÈVE

Les premiers «Entretiens sur l'Antiquité classique» ont eu lieu en 1952, du 8 au 13 septembre. Dans l'avant-propos du volume où ils sont consignés, le Baron Kurd von Hardt en donne la définition. La voici: «Chaque année, au siège de la Fondation à Vandœuvres, auront lieu des 'Entretiens sur l'Antiquité classique', au cours desquels des spécialistes, représentant plusieurs pays, feront des exposés sur un domaine choisi et, au cours des discussions, procèderont à d'enrichissants échanges de vue.»

Conçue et mise au point par des savants tous aujourd'hui décédés – parmi eux Ludwig Curtius, Bruno Snell, Kurt von Fritz, Albin Lesky, Theodor Klauser, Olof Gigon – l'institution s'est révélée viable. Quarante-cinq fois, des savants de divers pays se sont réunis à Vandœuvres, au mois d'août; les «Entretiens» ont été régulièrement publiés.

FONDATION HARDT

POUR L'ÉTUDE DE L'ANTIQUITÉ CLASSIQUE

ENTRETIENS

Tome XIII

LES ORIGINES
DE LA RÉPUBLIQUE ROMAINE

LES ORIGINES
DE LA RÉPUBLIQUE ROMAINE

EINAR HEDSTRÖM, FRANÇOIS BOISSONNAUD,
JACQUES JERÔME, THIERRY MARCHÉ, CHRISTIAN MANZI,
ANNALISA MONTEFORTE, CHRISTIAN MÜHLDORF,
FRANÇOIS NEUFCHATEL, PIERRE REVEL, DONALD VAN SICKEN

VANIGEL VRIJS GENÈVE
19 octobre - 4 SEPTEMBRE 1986

ENTRETIENS SUR L'ANTIQUITÉ CLASSIQUE

Publiés par Olivier Reverdin

TOME XIII



LES ORIGINES DE LA RÉPUBLIQUE ROMAINE

NEUF EXPOSÉS SUIVIS DE DISCUSSIONS

PAR

EINAR GJERSTAD, FRANK E. BROWN, P. J. RIIS,
JACQUES HEURGON, EMILIO GABBA, KRISTER HANELL,
ARNALDO MOMIGLIANO, ANDREAS ALFÖLDI,
FRANZ WIEACKER, J. H. WASZINK, DENIS VAN BERCHEM

VANDOEUVRES-GENÈVE

29 AOÛT - 4 SEPTEMBRE 1966

TOUS DROITS RÉSERVÉS

© 1967 by Fondation Hardt, Genève

LES ORIGINES DE LA RÉPUBLIQUE ROMAINE

ANASTATIQUE REIMPRESSION DE L'ÉDITION ORIGINALE PARUE EN 1967

RÉIMPRESSION ANASTATIQUE DE
L'ÉDITION ORIGINALE PARUE EN 1967

ISSN 0071-0822

ISBN 2-600-00713-X

CES ENTRETIENS ONT ÉTÉ ORGANISÉS ET CE VOLUME A ÉTÉ PUBLIÉ
AVEC LE CONCOURS DE LA FONDATION DU JUBILÉ
DE L'UNION DE BANQUES SUISSES

AVANT - PROPOS

Les origines de la République romaine ont fait l'objet, ces dernières années, de travaux très importants. Aux données de la tradition, dont l'étude critique a été renouvelée, s'ajoutent des données archéologiques toujours plus nombreuses. La civilisation des Etrusques, celle de la Grande-Grèce sont de mieux en mieux connues. L'interprétation des événements n'en demeure pas moins fort controversée.

La Fondation Hardt a mis le sujet à l'ordre du jour de ses XIII^e Entretiens sur l'Antiquité classique, qui ont eu lieu à Vandœuvres (Genève) du 29 août au 3 septembre 1966. Elle a invité à y prendre part les savants qui ont le plus contribué au renouveau des études sur les origines de la République romaine.

Le professeur Einar Gjerstad (Lund) s'était chargé de l'exposé introductif, ce qui lui a offert l'occasion de défendre son interprétation des événements et de leur chronologie. Les sondages auxquels le professeur Frank E. Brown, directeur de l'Académie américaine, a procédé en 1964 et en 1965 lui ont permis de reconstituer le plan de la première Regia, qui date des débuts de la République ; il a présenté, sur le résultat de ces sondages, un exposé très nouveau. Par une analyse méthodique et minutieuse de l'évolution des arts plastiques en Italie centrale au V^e siècle, le professeur P.-J. Riis (Copenhague) a jeté une lumière originale sur le jeu complexe des influences grecques et étrusques sur la Rome des Tarquins et de la République naissante. Que l'influence étrusque ait été particulièrement sensible dans le domaine des restitutions, M. Jacques Heurgon l'a mis en évidence de manière fort suggestive ; mais il n'en a que mieux dégagé les éléments originaux de la construction politique romaine.

Après ces quatre exposés à certains égards liminaires, on est entré dans le vif du sujet avec le professeur Emilio Gabba (Pise),

qui a soumis à une critique très pertinente les traditions historiques et littéraires sur les origines de la République ; le professeur Krister Hanell (Lund) en a fait autant pour ce qui nous reste des Fasti, source fort importante pour la chronologie des événements et pour la connaissance de la nature des principales magistratures.

Quel a été, dans l'avènement de la République le rôle des patriciens, quel a été celui des plébéiens ? A ces questions, le professeur Arnoldo Momigliano (Londres) a apporté des réponses difficilement conciliables, sur plus d'un point, avec la manière dont le professeur Andreas Alföldi (Princeton) reconstitue les structures de l'Etat romain au V^e siècle. Il en est résulté entre ces deux savants et leurs collègues une discussion fort animée.

Les lois des XII Tables datent des débuts de la République. Pour peu qu'on les replace dans leur cadre historique, ce qu'a fait avec une large érudition le professeur Franz Wiegärtner (Göttingue), ces lois sont riches d'enseignements sur l'état de la civilisation romaine à ce moment décisif où l'Etat patricien succède à la monarchie des Tarquins.

Ces neuf exposés (le professeur Werner avait accepté d'en présenter un dixième ; il en a été empêché) forment avec les discussions qui les ont suivis la matière du présent volume. Aux discussions ont également pris part le professeur H.-J. Waszink (Leyde), qui les a présidées et le professeur Denis van Berchem (Genève).

Ce XIII^e tome des Entretiens sur l'antiquité classique de la Fondation Hardt a été publié, comme les précédents, par le professeur Olivier Reverdin (Genève), qui a estimé utile de donner une certaine ampleur aux index. Sans la générosité de la Fondation du Jubilé de l'Union de Banques Suisses, cet ouvrage n'aurait pu paraître. Qu'elle en soit ici remerciée.

TABLE DES MATIÈRES

I.	EINAR GJERSTAD <i>The Origins of the Roman Republic</i> Discussion	1 31
II.	FRANK E. BROWN <i>New Soundings in the Regia; the evidence for the early Republic</i> Discussion	45 61
III.	P. J. RIJS <i>Art in Etruria and Latium during the First Half of the Fifth Century B.C.</i> Discussion	65 92
IV.	JACQUES HEURGON <i>Magistratures romaines et magistratures étrusques</i> Discussion	97 128
V.	EMILIO GABBA <i>Considerazioni sulla tradizione letteraria sulle origini della Repubblica</i> Discussion	133 170
VI.	KRISTER HANELL <i>Probleme der Römischen Fasti</i> Discussion	135 192
VII.	ARNALDO MOMIGLIANO <i>Osservazioni sulla distinzione fra patrizi e plebei</i>	197
VIII.	ANDREAS ALFÖLDI <i>Zur Struktur des Römerstaates im V. Jahrhundert v. Chr.</i> Discussion	223 279
IX.	FRANZ WIEACKER <i>Die XII Tafeln in ihrem Jahrhundert</i> Discussion	291 359

TABLE DES MATIÈRES

INDICES

I.	INDEX AUCTORUM ET FONTIUM	
A.	Auctores antiquiores	365
B.	Fontes variae	369
C.	Auctores recentiores	370
II.	INDEX GEOGRAPHICUS	
A.	Index generalis	375
B.	Topographia urbis Romae	377
III.	INDEX PROSOPOGRAPHICUS	
A.	Dei, heroes	379
B.	Homines, stirpes	380
IV.	INDEX RERUM GRAECARUM, ROMANARUM ET ITALICARUM	384

ILLUSTRATIONS

I.	Exposé de Frank E. Brown, <i>New Soundings in the Regia</i>	
Fig. 1.	The Excavations of 1898-1901 ; air view	54
Fig. 2.	The Excavations of 1964-1965 ; general plan	54
Fig. 3.	The Remains of the First Regia ; plan actual state	54
Fig. 4.	The first Regia ; plan restored	54
II.	Exposé de P. J. Riis, <i>Art in Etruria and Latium</i>	
Fig. 1.	Detail of Etruscan red-figured Vase	70
Fig. 2.	Facial types of South-Etruscan and Latin terracottas	78
Fig. 3.	Right profile of the Capitoline She-Wolf	86

EINAR GJERSTAD

The Origins of the Roman Republic
Based on the Archaeological Foundations of the Roman Republic

The pre-urban area comprises two principal sectors: the pre-urban open and the reach of the Aenatic

area.

The earliest remains of the pre-urban epoch discovered hitherto within the boundaries of ancient Rome date from the Bronze Age period, it being as a settlement on the Quirinal. Bronze Age remains have also been found on the Esquiline and in the Viminal valley, between the Palatine and the Capitoline. Although our material from these periods is still lacking locally in quantity, it is historically important by proving that there was uninterrupted habitation in Rome from the early half of the 2nd millennium B.C. down to c. 700 B.C. when Iron Age tribes settled there.

The pre-urban open of the Iron Age can be divided into two phases, the first phase dating from the 8th cent. B.C. and the second phase from 700 to 575 B.C. The cultural pattern of the first phase may be summed up in this way: primitive communities of small farmers and shepherds living in scattered villages of thatched-clay huts on the hillsides, with their means of earning a livelihood based on the principles of mutual economy and domestic industry, moving about in groups to new places when necessary for their sustenance, all the time continuing their traditional and secluded life, without contact with the world beyond the nearest Italic regions.

In the second phase, settlement extended to the valleys between the hills, but there was no tendency towards urbanization of the villages. As before, the dwellings

THE ORIGINS OF THE ROMAN REPUBLIC

A survey of the pre-Republcan history of Rome is needed as a basis for a discussion of the problems connected with the origins of the Roman Republic.

This pre-Republcan history comprises two principal periods : the pre-urban epoch and the epoch of the Archaic City.

The earliest remains of the pre-urban epoch discovered hitherto within the boundaries of ancient Rome date from the Chalcolithic period and belong to a settlement on the Esquiline. Bronze Age remains have also been found on the Esquiline and in the Velabrum valley, between the Palatine and the Capitoline. Although the material from these periods is still inconsiderable in quantity, it is historically important by proving that there was uninterrupted habitation in Rome from the early half of the 2nd millennium B.C. down to c. 800 B.C. when Iron Age tribes settled there.

The pre-urban epoch of the Iron Age can be divided into two phases, the first phase dating from the 8th cent. B.C. and the second phase from 700 to 575 B.C. The cultural pattern of the first phase may be summed up in this way : primitive communities of small farmers and shepherds, living in scattered villages of wattle-and-daub huts on the hilltops, with their means of earning a livelihood based on the principles of natural economy and domestic industry, moving about in groups to new places when necessary for their sustenance, all the time continuing their traditional and secluded life, without contact with the world beyond the nearest Italic regions.

In the second phase, settlement extended to the valleys between the hills, but there was no tendency towards urbanization of the villages. As before the dwellings

consisted of primitive wattle-and-daub huts and the villages were not yet united into a single community, but were situated on either side of a brook running across the Forum valley to the Tiber. The topographical connection of the Janus monuments with the Forum brook and the association of Janus Medius with war and peace show that this water-course had once been a frontier. Agriculture and cattle-breeding were still the economic basis of the villages of the second pre-urban phase. Professional handicraft became a successful competitor to domestic industry, but trade had not yet become an economic factor of importance and there is no evidence of overseas trade. Only towards the end of the pre-urban epoch there are signs of an incipient inland trade. In spite of a certain technical advancement in handicraft production, the incipient economic and social differentiation of the society, the economic, political and cultural pattern of this society remained essentially the same as before. We are in the concluding phase of the pre-urban epoch and not in the initial stage of the epoch of the Archaic City¹.

For the epoch-making transformation of the villages into a single community of urban character, a city, the archaeological evidence is clear and ample. In the intersection between the previous villages, a market-place, a civic centre, was laid out, the first Forum Romanum. To make room for the forum the pre-urban huts existing at that place and dating from the end of the pre-urban epoch were demolished and the pebble floor of the forum was laid immediately on top of the levelled remains of the huts. Regular streets were constructed and another market-place, the Forum Boarium, was laid out near the Tiber harbour, this latter forum also placed on top of demolished huts from the end of the pre-

¹ For the pre-urban epoch, see *Early Rome* IV, pp. 25-329, the summary, pp. 330-348 and *Acta archaeol.* XXXVI, 1965, pp. 1 ff.

urban epoch. Temples were erected, to begin with of modest size, but adorned with figurative or non-figurative terracotta sculptures : art sculpture made its entry into Rome, where only primitive sacred images had existed in the pre-urban epoch. Frank Brown's excavations of the Regia have shown that the earliest walls of that building, the cult premises of the rex, the sovereign of the city-state, are founded directly on remains of huts dating from the end of the pre-urban epoch ; further, the earliest finds from the Temple of Vesta, from the Sacellum on the Comitium, and from the cult-place dedicated to Fortuna and Mater Matuta on the Forum Boarium are associated with Greek Attic and Laconian pottery assignable to 580-560 and with architectural terracottas dating from second quarter of the 6th cent. B.C. Both the final date of the pre-urban remains and the initial date of the earliest objects connected with cult-places and buildings of the Archaic City are thus linked together, without a chronological gap. No doubt this transformation and unification of the pre-urban villages into a city are the real foundation of Rome in as much as Urbs and Roma are synonymous.

The city founded c. 575 B.C. was not defended by a continuous enceinte. A city-wall was not built before the early 5th cent. The urbanization started in the centre of the city. A well-known proverb says that all roads lead to Rome ; but in Rome itself all roads lead to the Forum Romanum : all the principal streets from the different parts of the city met there like a cobweb. It is a significant fact that the foundation of Rome was not connected with the construction of a fortification wall of the city, but with its civic centre. The Forum Romanum is the birth-place of Rome. It extends on both sides of the earlier frontier between the pre-urban villages. Thus the pre-urban frontier was removed and the political significance of the foundation of the city was expressed by the location of this forum.

The urbanization was, however, not only an event but a process. Starting in the centre it extended gradually to the periphery of the community. This is not only shown by the date of the city-wall, but also by the fact that architectural terracottas dating from the first phase of the Archaic city have only been found in the centre of the city, whereas the terracottas found in the peripherical parts of the city are nowhere earlier than its second phase, that is about 530-500 B.C. It is also self-evident that all the huts existing at the time of the foundation of the city did not disappear at once. This is shown by hut remains assignable to the initial phase of the Archaic City and found at the Sacra Via and also in other parts of the city. Towards the middle of the 6th cent. B.C., however, wattle-and-daub huts were no longer normal dwellings for the Roman citizens, who instead lived in houses built on stone foundations, with walls of sun-dried bricks, revetted with painted stucco and covered by tiled roofs¹.

This general and rapid change from primitive villages to a city-like community, from wattle-and-daub huts to advanced house and temple architecture, from artless sacred images to art sculpture included also a change of the economic basis of the society. If we compare the quantity of Greek pottery imported into Rome during the time of the Archaic City with that of the pre-urban epoch, we find that during the whole pre-urban epoch of the Iron Age, covering a period of about 225 years only 28 vases of Greek origin have been found in Rome, whereas in the period of the Archaic city, lasting about 125 years, the number of Greek vases so far found in Rome amounts to 451. The small number of Greek vases found in pre-urban Rome

¹ The archaeological material bearing upon the foundation of the City is published in *Early Rome* IV, pp. 349-581, the summary, pp. 581-599, and in *Acta archaeol.* XXXVI, 1965, pp. 22 ff.

indicates no regular and direct commercial connections with Greece. The situation changed immediately after the foundation of the Archaic city. The culmination is reached in the 30 years between 530 to 500 B.C., when 203 vases are imported. The import from Greece shows some decrease between 500 and 450 B.C. but is still of considerable quantity, being represented by 145 vases¹. By comparison with the amount of Greek pottery imported to the principal cities of Etruria it becomes evident that the overseas trade of Rome was of the same dimensions as that of the biggest Etruscan cities². Overseas trade as an important economic factor is thus a feature that characterizes Archaic Rome.

After about 450 B.C. the commercial connections with Athens were reduced to a minimum. This is illustrated by the fact that only 2 Attic Red-Figured vases assignable to 450-420 have been found in Rome, marking a real hiatus in the middle of the 5th cent. B.C., and it is not until the end of the 5th cent. that the commercial connections with Greece slowly begin to revive again³.

As shown by the archaeological evidence mentioned, the foundation of Rome is a union, a political synoikismos of the two village settlements on either side of the frontier brook, the later Cloaca Maxima. This is entirely in agreement with the Roman legend both about the battles between the Sabines of Titus Tatius and the Latins of Romulus fought in the frontier area of the later Forum Romanum and the unification of the settlements after the battles. That the inhabitants on the Quirinal were Sabines and those on the other side of the frontier were Latins is also in agreement with the legend. The subsequent removal of the Sabine

¹ *Early Rome* IV, pp. 514 ff.

² VILLARD, *La céramique grecque de Marseille* (Bibl. école franç. d'Athènes et de Rome, fasc. 195), p. 124.

³ *Early Rome* IV, pp. 517 f.

king, on the other hand, and the installation of the Latin king as the sole sovereign of the state belong, of course, entirely to the fictitious part of the legend, as Romulus and Titus Tatius themselves. In reality the Sabine Numa was the first king of the unified city and there are indications that the Sabines played a dominant role in the formation of the city¹. Another important factor not mentioned by the legend is the role played by the Etruscans for the foundation of Rome. About 700 B.C. a culture of city-state structure was introduced into Italy for the first time by the Greeks and the Etruscans. When the Etruscans became the dominant power in Central Italy, the transformation of the earlier villages into cities was the necessary political effect of the total incorporation of this part of Italy into the Etruscan sphere of dominion. The foundation of the Roman city-state is therefore by no means a unique phenomenon. After all, about the same time as the pre-urban villages of Rome were moulded into a city-state, other Archaic cities were founded in Latium, having evolved like Rome from villages into cities and for the same reason². This does not mean that Etruscans all the time were supreme rulers of Rome and the other cities in Latium: that country was only a transitional area for the Etruscans on their way to fertile Campania, and the list of the Roman kings from Numa to Tarquinius Superbus indicates that four kings were of Latin or Sabine origin and that Etruscans, represented by the two Tarquins, were supreme rulers only occasionally.

I think the list of the kings is authentic³, although several scholars doubt it. There may be opportunity to return to this problem in the discussion after my lecture. Here I only wish to emphasize that all archaeological evidence assigns

¹ *Scripta Minora Reg. Soc. Hum. Lund.*, 1960-1961: 2, pp. 41 ff.

² *Etruscan Culture*, p. 148.

³ *Historisk Tidskrift*, 1949, pp. 327 ff.

the foundation of Rome to about 575 B.C., that, accordingly, *ab urbe condita* is the time after that date and that the reign of Numa cannot be dated earlier than about 575 B.C.

Another fixed point is given by the date of the temple of Jupiter Optimus Maximus on the Capitoline and the ceremonies connected with it¹. According to tradition Tarquinius Priscus started building the temple and Tarquinius Superbus completed it, but there is no tradition connecting the king intervening between these two, namely Servius Tullius, with the erection of the temple. Only Tacitus mentions Servius Tullius as having had charge of the construction of the temple², a late and worthless notice, evidently created on account of the suspicious omission of this king as one of the builders of the temple. Some scholars say that this is not surprising, since notices of the constructions of temples refer only to the vow and the dedication of the temples³. In this case, however, both the Etruscan kings are engaged upon the construction of the temple. True, Tarquinius Priscus made the vow, but Tarquinius Superbus was not the dedicator. Other scholars are willing to admit that it is strange that the construction of the temple is connected with both Tarquins, since it would make the time of construction very long, according to traditional chronology 75-100 years. These scholars see no way out of the difficulty except by adhering to the opinion that the two Tarquins are only a reduplication of one person and that Tarquinius Superbus alone built the temple. The fact that some events and acts in the annalistic novellae invented about these kings are related to each other and may be regarded as duplicates should not seduce us to believe that the two Tarquins are only reduplications of one person.

¹ *Scripta Minora Reg. Soc. Hum. Lund.*, 1960-1961 : 2, pp. 50 ff.

² *Tac. Hist.* III, 72.

³ *Rhein. Mus. f. Phil.* C, 1957, p. 91.

There is sufficient material to show that the two Tarquins should be considered as two historical individuals. The reasons for the actual reduplications are various. Some are due to pure confusion of the acts of one king with those of the other, which is easily explained by their common *nomen gentile*. Other duplications have to be explained in another way, but it would carry me too far away to go into details. We must admit that it is not an explanation to say that such and such a thing is a duplicate. Assuming a duplicate we have to explain how this duplication came into being. As regards the connection of the two Tarquins with the construction of the Capitoline temple, the only possible explanation I am able to give is that the original tradition mentioned a king Tarquinius, namely Priscus, as the builder of the temple. As the date of the dedication of the temple fixed by the *Fasti* at 509 B.C. could not be changed, Tarquinius Superbus, the last king, had also to be connected with the building when in current opinion that year became the first year of the Republic. This explanation is confirmed by a comparison of the different elements of tradition concerning the construction of the temple. In the notices attributing the construction to both the Tarquins, Tarquinius Priscus is in charge of marking out the necessary area for the temple and of laying its foundations¹, while the rest of the construction is assigned to Tarquinius Superbus². There is, however, a notice telling another story. Pliny, quoting Varro, informs us that Tarquinius Priscus summoned the Etruscan artist Vulca from Veii and ordered him to make the terracotta cult-statue for the Jupiter temple and also the terracotta quadrigae on

¹ Cic. *De rep.* II, 20 (36); Liv. I, 38.7; 55; Dion. Halic. III, 69; IV, 59; Tac. *Hist.* III, 72; Plut. *Popl.* 14; Macrob. *Sat.* III, 4, 7 ff.

² Cic. *In Verr.* V, 19, 48; Liv. I, 55 f.; Dion. Halic. IV, 59; Tac. *Hist.* III, 72; Plut. *Popl.* 14.

the roof¹. This shows that the temple was already roofed in the time of Tarquinius Priscus and even that the decoration for the exterior was being made then. If the temple was completed in the reign of Tarquinius Priscus, as indicated by Varro's statement, it is reasonable to assume that the dedication of the temple also took place during the reign of that king or immediately after it. Therefore, it is reasonable to assume that Priscus was still reigning in 509 B.C. or, in any case, immediately before. The testimony of Varro cannot be put aside. Nor are we entitled to assert that either he or Pliny made a mistake, confusing the two Tarquins. We are not entitled to assert that without proving it or making it probable. We are facing two contradictory groups of testimonies and we have to choose. From the point of view of source criticism, the choice is not difficult. Varro's testimony has been given to us as a plain statement without consideration of chronological questions and political context. The other group of testimonies is inserted into a fixed chronological system and a historical-political context based upon the view that the Republic was introduced the same year as the temple was dedicated and the tradition had therefore to be fitted in according to the demands of the accepted chronological system and the current historical opinion. The fact that Priscus was associated with the temple could not be denied, but as his reign in the accepted chronological system was assigned to 616-578 B.C., only the preparation of the ground for the temple and the construction of its foundations were attributed to him and the rest of the work to Tarquinius Superbus. It is, however, noteworthy that no text of this contrived tradition mentions

¹ Plin. *Nat. Hist.* XXXV, 157: *praeterea (sc. Varro tradit) laboratam banc artem (sc. plasticen) Italiae et maxime Etruriae; Vulcanum Veiiis accitum, cui locaret Tarquinius Priscus effigiem in Capitolio dicandam; fictilem eum fuisse et ideo miniari solitum; fictiles in fastigio templi eius quadrigas, de quibus saepe diximus; ab hoc eodem factum Herculem qui hodieque materiae nomen in urbe retinet.*

the cult-statue as having been ordered by Tarquinius Superbus, nor does any text of that group connect Vulca with Tarquinius Superbus. In nothing but general terms is this king said to have summoned Etruscan craftsmen from Veii to work on the construction of the temple. Only the fictile quadrigae to be placed on the roof are by a single author, namely Plutarch (who only speaks of one quadriga), connected with Tarquinius Superbus but not with Vulca. It is easy to understand the connection with Superbus. In Plutarch's version, this king ordered the quadriga to be made by some craftsmen in Veii. Before the quadriga was delivered, the king was expelled from the throne. When the quadriga was baked, it expanded instead of shrinking, and this was considered by the Veientines to be an omen foreboding the future greatness of Rome and, on that account, the Veientines refused to deliver the quadriga to the Romans, with the excuse that it had been ordered by Tarquinius Superbus and not by the Romans. Another portent forced the Veientines to deliver the quadriga. It is evident that a principal point in the story narrated by Plutarch would have been lost, if the quadriga had not been connected with Tarquinius Superbus and his expulsion from the throne. So, after all, Plutarch only did what he had to do in order to tell a good story, but he did not do more than was necessary : he did not introduce Vulca into the legend, because that would not have been to the point. The others of the second group of testimony who did not enter upon this legendary stuff could manage with vague and general terms when dealing with the connections of the Veentine craftsmen and Tarquinius Superbus. To sum up : the testimony of Varro is preferable, because its statement is not dictated by discernable, easily discernable, motives ; the contrary is the case with the other testimonies.

That Tarquinius Priscus completed the construction of the Jupiter temple is also confirmed by other evidence.

The temple, the triumph, the Circus Maximus and the Ludi Magni are united as sacred institutions: the goal of the triumph was the Capitoline temple, and the triumphal procession was followed by the celebration of the Ludi in the Circus Maximus¹. Both the erection of the Circus, the institution of the triumph, and the Ludi Magni are assigned to Priscus². A further indication of the contemporary construction of the Circus and the Capitoline temple is shown by the record that both were built with spoils from Apioleae conquered by Tarquinius Priscus³. The triumphal procession surely cannot have taken place before the Capitoline temple was finished and the cult-statue of Jupiter was erected in its place in the central cella of the temple. The tradition that ascribed the triumphal institution to Priscus caused a chronological conflict when the reign of that king was dated between 616 and 578 B.C. and the year of the dedication of the temple was considered to be the first year of the Republic. This dilemma was avoided thus: according to Plutarch the triumphal institution was ascribed by some authors to Valerius, one of the consuls of 509 B.C.⁴ *Sat sapienti!*

Tradition says that Tarquinius Priscus captured Crustumium. In Livy II, 19 we read about the events in 499 B.C.: *Fidenae obsessae, Crustumeria capta*. Niebuhr⁵ saw that we have here a documentary notice attached to the *Fasti* of the *pontifices* and preserved in its original laconic form. By combining the tradition of Tarquinius Priscus as the conqueror of Crustumium with the notice in the *Fasti* about the date of that conquest, we may infer that Tarquinius

¹ MOMMSEN, *Röm. Forsch.* II, pp. 42 ff.

² Cic. *De rep.* II, 20, 36; Liv. I, 35.7-9; Dion. Halic. III, 68; Plut. *Popl.* 16, 1; Aurel. Vict. *De vir. ill.* 6, 8; Eutrop. 1, 6.

³ Liv. I, 35.7.

⁴ Plut. *Popl.* 16, 1.

⁵ NIEBUHR, *Röm. Gesch.* II, p. 5.

Priscus still reigned in 499 B.C. It has been said¹ that this is one of the "duplicates" occurring in early Roman history that is sometimes explained as due to repeated events—for instance, the recapture of a region that had been conquered earlier but then lost—and sometimes as due to a projection into an earlier period of events that really took place on a later occasion. We know that there are cases which can be proved to be duplicates of one or other of the categories mentioned, but this case cannot be proved to be such a duplicate.

Some scholars² have advanced the opinion that the archaeological evidence for an urbanization of Rome about 575 B.C. does not refer to the foundation of the city but to an urbanization begun by Tarquinius Priscus and continued by his successors. The earlier part of the Regal period, covering the reigns of Numa, Tullus, and Ancus, should therefore be assigned to the time before 575 B.C. In this way it would be possible to bring the reign of Tarquinius Priscus in better chronological contact with the conventional date of that reign and in this way it would be possible to maintain that the construction of the Capitoline temple had been begun by Tarquinius Priscus about 575 B.C., almost completed by Tarquinius Superbus at the time of his expulsion and then dedicated in the first year of the Republic, in accordance with the *opinio vulgata*. The urbanization has, however, also been brought into connection with Servius Tullius³, as that would bring it in still better chronological accordance with the conventional dates of the reigns of the kings: the reign of Servius Tullius, as we know, was fixed between 578 and 534 B.C. The idea lying behind these

¹ *Rhein. Mus. f. Phil.* C, 1957, p. 91; *Bull. Comun.* LXXIV, 1951/52, pp. 50 f.

² *Arch. class.* XII, 1960, p. 35; *Riv. stor. ital.* LXXIII, 1961, p. 805; *Cultura e Scuola*, 1962, p. 71.

³ *Studi etruschi* XXXI, 1963, p. 15.

views is obviously that the conventional dates of the reigns of the kings are trustworthy or approximately so. We have seen that archaeological evidence shows that Rome consisted of pre-urban hut-villages until about 575 B.C. and it is absolutely incredible that the enormous change from primitivism to architectural monumentality, represented by the Capitoline temple, the largest of its time in Italy, could have happened overnight, so to speak. Archaeological evidence shows that this incredible thing did not happen. Domestic architecture was still of a modest character in the 3rd quarter of the 6th cent. B.C. and it is only in the last quarter of that century and in the early 5th cent. that houses of a more complicated plan and advanced technique are represented¹. Sacred architecture shows the same gradual development: both the actual remains of the temples and their terracotta revetments dating before the last third of the 6th cent. are all of small size². Even the idea of the colossal Capitoline temple is inconceivable before the last third of the 6th cent. On the other hand, its construction cannot have begun later, since it was dedicated in 509 B.C. The process of urbanization from primitivism to monumentality was rapid in Rome: the astonishing thing is not that this process took 45-50 years, but that it only took such a short time.

The period of the Archaic City before the last third of the 6th cent. is represented by sanctuaries and cults which do not indicate Etruscan origin or associations. The Regia³ and the Temple of Vesta⁴ date both from the initial phase of the city, and in tradition the construction of their earliest

¹ *Early Rome* I, pp. 130 ff.

² *Op. cit.*, III, p. 203, Fig. 127: 8, 9; p. 251, Fig. 156; p. 289, Fig. 189; p. 291, Fig. 190.

³ *Op. cit.*, IV, pp. 383 f.

⁴ *Op. cit.*, III, pp. 320, 372 ff.

buildings are connected with Numa¹. The cult of Vesta is represented in Latium but there are no sure traces of a Vesta cult outside Latium², in any case not in Etruria. In the Regia there was a *sacrarium Martis* and a *sacrarium Opis Consivae*³, but the principal cult was that of Janus and the *rex sacrorum* was his special priest⁴. All the deities gathered within the precinct of the Regia are thus non-Etruscan, as Vesta, and their cults are certainly even of pre-urban origin, which was the case with many cults practised in the early phase of the Archaic City.

Turning from these sanctuaries in the Forum Romanum to those on the Capitoline hill we find supplementary evidence for a pre-Etruscan initial phase of the Archaic City. In fact, the earliest temple on the Capitoline built by an Etruscan king of Rome is the temple of Jupiter Optimus Maximus. Tradition tells us that there were shrines of other deities on the site intended for this temple, and that these cults were removed when the Jupiter temple was built, except that of Terminus⁵. There was, however, another Jupiter temple on the Capitoline considered to be earliest in Rome, namely the temple of Jupiter Feretrius. It was said to have been built by Romulus, which means that it was assigned to a time immediately after the foundation of the city⁶. The temple was enlarged by Ancus Marcius⁷.

¹ Plut. *Numa*, 11, 14; Dio Cass. fr. 5.3; Festus 320 L.; Dion. Halic. II, 66.1; Ovid. *Fasti* VI, 262 ff.; Solinus I, 21. The occasional reference to Romulus as founder of the Temple of Vesta is only based on secondary consideration (Pauly-Wissowa, *RE*, *Vesta*, p. 1724).

² *Op. cit.*, pp. 1720 ff.

³ Varro, *De ling. lat.* VI, 21; Festus, 202 L.; Dio Cass. XLIV, 17.2; Gellius IV, 6.2.

⁴ Varro, *De ling. lat.* VI, 12; Ovid. *Fasti*, I, 318.

⁵ Dion. Halic. III, 69; Festus, 160 L.; Liv. I, 55.3 f.; Ovid. *Fasti* II, 667 ff. Later Iuventas joined Terminus in this story.

⁶ Liv. I, 10.5, 6; IV, 20.3; Plut. *Rom.* 16; Dion. Halic. II, 34.

⁷ Liv. I, 33.8.

The cult was aniconic, an indication of its great age : the cult object was a sacred flint-axe, a symbol of the thunderbolt, and the god is therefore also called Jupiter Lapis. That an early state cult was represented by this god is shown by the fact that he formed the central part of the old Roman triad, Jupiter, Mars and Quirinus, existing before the triad of Jupiter, Juno and Minerva worshipped in the Etruscan Capitoline temple. The old triad was a sacred symbol of the foundation of the city. Mars and Quirinus represent the Palatine and Quirinal villages united into the city of Jupiter. When *spolia opima* were offered, and in the ritual of the Fetiales, Jupiter Feretrius or Lapis forms together with Mars and Quirinus the triad of gods involved. The same triad is also represented in the ritual of the Salii, the Latin-Sabine *sodalitates* of Mars and Quirinus¹. Janus and Vesta at the Forum Romanum formed a sacred unit with the old Roman triad on the Capitoline, illustrated even in Late Republican times by the order of precedence of the supreme priests : *rex sacrorum*, the *flamines maiores* and the *pontifex maximus*. The *rex sacrorum*, the special priest of Janus, represented that god ; the *flamines maiores* represented the triad Jupiter, Mars and Quirinus ; the *pontifex maximus*, the legal representative of the Vestals, was therefore considered and called *sacerdos Vestae*². This central group of Latin and Sabine cults associated with sanctuaries and institutions assignable to the earliest phase of the city proves that Roman tradition of a pre-Tarquinian city is right, a city governed by Latin and Sabine kings : Numa, Tullus and Ancus.

Professor Frank Brown's excavations of the Regia have produced further chronological confirmation. On top of the earliest modest Regia buildings, temples of a more

¹ Wissowa, *Rel. u. Kultus d. Röm.*², pp. 117 f., 555.

² *Op. cit.* pp. 503 f.

monumental character were erected with foundations of huge blocks of cappellaccio, 3 ft. long¹. In Archaic Rome cappellaccio blocks of these dimensions are only used for the construction of one other building, namely the Temple of Jupiter Optimus Maximus². It cannot therefore be doubted that these two buildings are approximately contemporaneous. The new Regia is dated by its antefixes assignable to about 530-525 B.C.³, thus confirming the date for the construction of the Jupiter temple on the basis of other evidence.

The necessity for dating the whole construction of that temple in the last third of the 6th cent. B.C., the association of the temple with Tarquinius Priscus as well as the institutions connected with it, the triumph, the Ludi Magni, etc., indicate that the concluding part of the Regal period, the time of Servius Tullius and Tarquinius Superbus, belongs to the first half of the 5th cent. and, in fact, there is both archaeological and literary evidence for such a date.

Tradition connects Servius Tullius, as we know, with the institution of centuries and the new division of the Roman territory into tribes. No good reason can be found why this should have been falsely ascribed to the initiative of Servius Tullius, although the later division of the centuries into five classes, and other features, have been ascribed anachronistically to that king. The new tribes were originally 21 in number⁴. If we read Livy II, 21, we detect two references to the year 495 B.C.: *Romae tribus una et viginti factae. Aedes Mercuri dedicata est idibus Maiis.* That these again are pontifical notices attached to the *Fasti* is recognizable from their laconic style, and they appear as simple facts

¹ Information from Prof. Frank Brown.

² *Early Rome* III, p. 174.

³ Information from Prof. Frank Brown.

⁴ HIRSCHFELD, *Kleine Schriften*, pp. 248 ff.

without any context what-so-ever with the annalistic stories told by Livy to have happened that year. Combining the notice about the establishment of the 21 tribes in 495 with the tradition of Servius Tullius as originator of the new tribes we may infer that Servius Tullius was reigning in 495 B.C. It has been argued that the notice about the 21 tribes does not necessarily mean that the new institution of the tribes took place in 495, only that the tribes attained the number of 21 in that year¹, but cf. Livy VI, 8 about the new tribes added in 387 B.C.: *Tribus quattuor ex novis civibus additae, eaeque viginti quinque tribuum numerum explevere.* The only natural interpretation of the notice in Livy II, 21 certainly is that in 495 B.C. 21 tribes were created in Rome. For an unusual interpretation particular and cogent reasons are required, but, as far as I can see, there are no such reasons in this case.

There is also archaeological evidence for dating the reign of Servius Tullius in the early 5th cent. The earliest temple of Fortuna and Mater Matuta on the Forum Boarium was built, according to tradition, by Servius Tullius². The earliest remains of this temple belong to the third floor of the Forum Boarium and this floor can be assigned to the early 5th cent. B.C. on the basis of the pottery found beneath it³; such a chronology is also confirmed by the date of the architectural sculptures belonging to this temple: the

¹ KUBITSCHEK, *De Rom. trib. orig.* (Abh. arch.-epigr. Sem. Univ. Wien III, 1882) p. 14; DE SANCTIS, *Storia dei Rom.* II, p. 20; ROSS TAYLOR, *Vot. Distr. of Rom. Rep.*, pp. 6, 36 f. Some scholars, e.g. MOMMSEN (*Röm. Staatsrecht*³, III, p. 167), BELOCH (*Röm. Gesch.*, pp. 268, 270) and others are of opinion that *Tribus Clustumina* has been added to the 16 rustic tribes considered to have gentile names. ALFÖLDI (*Early Rome and the Latins*, pp. 296 ff.) has shown that some of the tribes have local names; he rejects the notice in Liv. II, 21, about the 21 tribes in 495 B.C. and advances a theory on the establishment of these tribes without any support of the sources.

² Liv. V, 19.6; Dion. Halic. IV, 27.7.

³ *Early Rome* III, p. 458.

style of these sculptures assigns them to a date not earlier than about 480 B.C.¹.

Roman tradition is unanimous in assigning the construction of a fortification agger to Servius Tullius, and Tarquinius Superbus is said to have strengthened this agger by raising its height and widening the ditch in front of it². Roman tradition does not know of any construction of fortifications between the time of the late Regal period and that of the Republican city-wall of 378 B.C. In several places remains of an agger have been found that is earlier than that of the city-wall of 378 B.C. It is interesting that this earlier agger shows two distinct building periods which agrees with tradition assigning the construction of the pre-Republic agger to the two kings Servius Tullius and Tarquinius Superbus³. From the agger of the second period no finds are reported. In the agger of the first period some Late Archaic fragments of roof-tiles and pottery were found. True, the exactly dateable pottery consists only of one Attic Red-Figure sherd — in quantity the smallest possible evidence, but in quality very good evidence, as it provides a safe dating between 520 and 470 B.C.⁴. As the vase must have been used some time before it was broken and the fragments happened to get into the fill of the agger, the upper chronological limit for the construction of the agger and for the reign of Servius Tullius cannot therefore be earlier than about 500 B.C.

A fixed point for the chronological determination of the reign of Tarquinius Superbus is given by the notice of the written records that this king built a temple to Semo Sancus which was dedicated in 466 B.C.⁵. It seems unlikely that

¹ *Loc. cit.*

² Liv. I, 44.3; Dion Halic. IV, 54.2.

³ *Early Rome* III, pp. 32 ff.

⁴ *Op. cit.*, p. 40.

⁵ Dion. Halic. IX, 60.

the dedication of a sanctuary already constructed would be postponed for at least 40 years. In this temple there were several objects connecting it with its builder, for instance, the *foedus Gabinum*¹ inscribed on a wooden shield covered by ox-hide and settling the relations between Rome and Gabii, which had been conquered by Tarquinius Superbus. This is an indication that this king reigned in the sixties of the 5th cent. B.C.

A piece of evidence referring to all of the last three kings in the occurrence of Etruscans as Roman magistrates recorded by the *Fasti*. First of all, we should bear in mind that Rome even during the reigns of the Etruscan kings, remained a Latin city and that the Etruscan kings ruled Rome as Roman kings, making use of Roman state organization and of Roman magistrates to a large extent. It is indeed astonishing that the number of Etruscan magistrates is not less than it is: in 509, L. Tarquinius Collatinus is eponymous magistrate, in 506 and 490 that office is held by Sp. Larcius, in 501 and 498 by T. Larcius, in 506 by T. Herminius. This year consequently both the eponymous magistrates were Etruscans. In 497, T. Larcius was *magister populi*. This is the first group of Etruscan magistrates. The second group beginning with P. Volumnius, eponymous magistrate in 461, includes further L. Tarquitius who was *magister equitum* in 458 and Lars or Sp. Herminius who was eponymous magistrate in 448. After that date the Etruscans disappear as Roman magistrates. This is remarkable and still more the fact that the Etruscan names do not appear at random in the *Fasti* but are concentrated in two chronological groups, the first one covering the time from 509 to 490 and the second one from 461 to 448 B.C. It can be seen that these two groups of magistrates with Etruscan names coincide approximately with the chronological evidence

¹ *Op. cit.*, IV, 58.

for the reigns of the two Tarquins just mentioned and the intermediate period is represented by the non-Etruscan king Servius Tullius¹.

It may be asked : what will become of the Roman history of the first part of the 5th cent. if the Regal period is extended to include that time, usually considered to be the initial phase of the Republic? The answer is that all the records bearing on that part of Roman history and proved to be trustworthy tradition will remain as they were before and, as before, they will form the documentary material for our conception of that history. We have only to change our point of view and to interpret the material accordingly. In order to restore historical reality we have to exchange the *rex sacrorum* for a real king and make him the sovereign in the Roman state until about the middle of the 5th cent. B.C. The two magistrates mentioned in the *Fasti* as eponymous remain the supreme magistrates of the state, but the king is the sovereign. These magistrates who became eponymous in 509 B.C. were subordinate to this sovereign after 509 as they had been before that date. One of these magistrates was most probably called *praetor*, but there were at least three *praetores*, and in his capacity of eponymous being in rank superior to his colleagues, he was called *praetor maximus*². Who was the other eponymous magistrate? In view of the military functions of the *praetor*, it seems likely that the other eponymous magistrate was also a military commander, and I would therefore suggest that he was the chief commander of the mounted soldiers, the *celeres*. We know that there were probably three *tribuni celerum*³. Late sources mention also a chief⁴ of all the *celeres*, with three

¹ *Opusc. Rom.* III, pp. 101 f.

² HANELL, *Das altröm. eponyme Amt*, pp. 156 ff.

³ DE FRANCISCI, *Primordia civitatis*, pp. 542 ff.

⁴ Dion. Halic. III, 39.2 f.; 40.4; 41.4; IV, 3.2.

tribuni celerum as subordinate commanders. Whatever his title was, it cannot be doubted that there was a chief for the mounted soldiers corresponding to the *praetor maximus* as chief for the infantry, as Alföldi has pointed out¹. This is also confirmed by the way of arranging the military command of extraordinary character, to which I shall return presently.

The military functions of the two eponymous magistrates were thus of primary importance ; but, as time went on, it seems likely that they, as the Athenian archons, increased their authority in relation to that of the king, and the more complicated the state administration became, the more they and the functionaries in the public service were used in various branches of the civil administration and extended their influence far beyond their original sphere of activity. From having originally been servants and assistants of the king, these functionaries became state magistrates, as emphasized by De Francisci². A theory has been advanced that the Roman kings during the later part of the Regal period—even if that is supposed to have ended 509 B.C.—had lost almost all their political and military power and had properly only retained their sacred functions, a Roman parallel to the last Athenian kings³, but there is no evidence, as far as I can see, that the power of the Roman kings had been reduced to that extent. The picture of Tarquinius

¹ ALFÖLDI, *Der frühröm. Reiteradel*, p. 90 ; DE FRANCISCI, *op. cit.*, pp. 544 f.

² DE FRANCISCI, *op. cit.*, pp. 764 ff.

³ For the different opinions on this matter, cf. MAZZARINO, *Dalla monarchia allo stato repubblicano*, pp. 87 ff., 178 ff. Evolution and revolution do not exclude each other. MAZZARINO, *op. cit.*, p. 179, has quite rightly emphasized that point : “ Nulla avviene, che non sia giustificato e postulato da una esigenza, ossia da un generico processo evolutivo ; e questa esigenza non diventa atto, senza una volontà operante, che non sia tanto determinata, quanto positivamente attiva, soprattutto, cioè a dire del passaggio dalla monarchia alla repubblica in Roma : c'è qualcosa di veroe nella teoria rivoluzionaria e in quella evoluzionista ; la prima ci avvicina di più ai fatti, la seconda al senso e al significato dei fatti ”.

Superbus as a tyrant is a copy of Greek prototypes, as has been pointed out many times, and most of the events associated with the other kings, too, are not historically trustworthy, but there are exceptions to the rule. The traditions of the wars waged by Tullus against Alba¹, by Ancus against Politorium, Tellenae, Ficana², by Tarquinius Priscus against Apiolae, Collatia, Corniculum, Ficulea, Cameria, Crustumerium, Ameriola³, and by Tarquinius Superbus against Gabii⁴, bear the impress of truth. Only the wars against Alba and Gabii are dramatized and both these cities were renowned historically, above all Alba; but Alba must have been destroyed at an early date, because the Alban patrician *gentes* appear already in the first half of the 5th cent. (the Cloelii, Curiatii, Gegani, Iulii, Quinctii, Servilii)⁵, and the treaty with Gabii is, as we have seen, firmly connected with the temple of Semo Sancus built by Tarquinius Superbus. All the other cities mentioned are of no historical fame, most of them were forgotten at an early date, and their conquest is mentioned in a matter-of-fact way, often laconically, always without novelistic padding. There seems to be no reason whatsoever to doubt the authenticity of these events.

That the kings were military chiefs is also proved by the fact that when they had to leave Rome for military operations a *praefectus urbi* was appointed as a representative of the king, in charge of the administration of the law and other urgent business, as Tacitus informs us⁶.

¹ Liv. I, 28, 33; Dion. Halic. III, 31; Strabo V, 231; Serv. *Ad Aen.* II, 113.

² Liv. I, 33.1; Dion. Halic. III, 37 ff.; 43.

³ Liv. I, 35.7; 38; Dion. Halic. III, 49 ff.

⁴ Liv. I, 53.4—55.10; Dion. Halic. IV, 53 ff.

⁵ Liv. I, 30.2.

⁶ Tac., *Ann.* VI, 11: *qui ius redderet ac subitis mederetur*; Livy I, 59.12; MOMMSEN, *Röm. Staatsrecht*³, I p. 45; DE FRANCISCI, *op. cit.*, pp. 415, 597 f.

Clear evidence that the king was the supreme leader in war, even in the later part of the Regal period, is provided by the institution of triumphs ascribed to Tarquinius Priscus, as mentioned before. The *triumphator* used to wear the dress of the king, and the king must therefore have been the *triumphator* during the Regal period. This means that he was in possession of *auspicia* and *imperium*, because triumph and *auspicia* belong together¹. The first triumphs celebrated by persons without *auspicia* were those of the two legates of Caesar, Q. Fabius Maximus and Q. Pedius, in 45 B.C.². The person in possession of the *auspicia* was *triumphator*, irrespective of whether he or one of his officers had gained the victory.

When the king left Rome for military operations, he appointed a *praefectus urbi*, as mentioned, to be his vicegerent in the city. On the other hand, when the king could not take the field, either because he was ill or had to attend to questions of a political or sacred nature in Rome, he appointed a vicegerent as a supreme military commander, and this vicegerent was the *magister populi* or, as he was later called, the *dictator*. This has been made clear by Hanell, De Francisci, and others³. The question is only what authority the *dictator* had during the Regal period. During the Republic, his position is known: he was in full possession of *auspicia* and *imperium*, and the ordinary supreme magistrates were not removed from office but became subordinate to the *dictator*. It can hardly have been so in the Regal period, because then the king would have been subordinate to his vicegerent. I suppose therefore that the king retained the *auspicia*, and that the *magister populi* had an *imperium mandatum*. The relations between the king and the *magister populi* were

¹ MOMMSEN, *op. cit.*, pp. 130 f.

² *Op. cit.*, p. 130, n. 4.

³ HANELL, *op. cit.*, pp. 191 ff.; DE FRANCISCI, *op. cit.*, pp. 598 ff.

therefore probably similar to those between the *dictator* and the ordinary supreme magistrates in the Republican period. As an instance we may choose the situation which arose in 431 B.C., when Aulus Postumius Tubertus was appointed *dictator*. One of the eponymous magistrates—Livy calls them *consuls*—was left behind to protect the city. The *dictator* and the other *consul*, Titus Quinctius, set out from Rome to meet the enemy, the *dictator* encamping with his troops near Tusculum and the *consul* near Lanuvium. The victory of the latter is thus described : *consul auspicio dictatoris Postumi Tuberti... res prospere gesserat*¹.

In the same way as a *magister populi* was appointed for the infantry a *magister equitum* was appointed by the king as a chief of the mounted soldiers, with *imperium mandatum* as the *magister populi*. In Republican times, when the latter was in full possession of *auspicia* and *imperium*, he appointed the *magister equitum*, as we know, but in my opinion De Francisci is right in assigning that act to the king during the Regal period², because that is the only conceivable procedure in view of the king's position as sovereign and supreme commander of war. We know that in the *ordo sacerdotum*, the *rex sacrorum* was the first in rank : *maximus videtur rex*, and the reason for that is significant : *Rex quia potentissimus*³. This conception of the kingdom cannot be explained by the formal rank of the king in the *ordo sacerdotum* but must be considered as a survival from the time when the king was *potentissimus* in the proper sense of the word, that is, when he was sovereign of the state, in full possession of *auspicia* and *imperium*, of political power.

¹ Liv. IV, 41.11. A similar system was practised during the principate : *Monum. Anc.* 4 : ... *res a [me aut per legatos] meos auspicis meis...*; Suet. *Aug.* 21 : *Domuit autem partim ductu, partim auspicis suis Cantabriam...*; Tac. *Ann.* II, 41 : ... *recepta signa cum Varo amissa ductu Germanici, auspicis Tiberii...*

² DE FRANCISCI, *op. cit.*, p. 612.

³ Festus, 198. L.

Trustworthy tradition states that T. Larcius was the earliest *magister populi* known in Rome. The year of his dictatorship was 497 B.C.¹. It is interesting that the earliest Roman *magister populi* was of Etruscan origin and that he was in that service in one of the last years of the reign of Tarquinius Priscus, in accordance with the chronology proposed by me. This sets his dictatorship on a line with the eponymous Roman magistrates of Etruscan origin and therefore more plausible in that political milieu than if we suppose that Tarquinius Superbus was expelled from Rome in 509 and that an Etruscan *dictator* was appointed there about a decade after the expulsion of the kings.

Political events of an external and internal kind brought an end to this regime of declining kingdom about the middle of the 5th cent. B.C. Numerous written and archaeological sources give evidence of this statement. We know that the demands for a codification of the law were realized in 451, that prohibition of marriage between patricians and plebeians was abrogated in 445, that the military tribunate was established in 444 and the censorship in 443 B.C. There is also reason to believe that the assembly of the tribes, the *comitia tributa*, was constituted about the middle of the 5th cent. B.C. In the Twelve Tables the *comitiatus maximus*² probably refers to the *comitia centuriata*, constituted in about 495 B.C. In any case *maximus* indicates that the three kinds of assemblies existed about the middle of the 5th cent. B.C., and the constitution of the *comitia tributa* at that time is also indicated by the notice that the quaestors who previously had been nominated by the chief representative of the state were elected by the assembly of the tribes for the first time in 447 B.C.³. All this indicates a social and constitu-

¹ *Hommages Albert Grenier*, pp. 757 ff.

² *Leg. XII tab. IX*, 1.

³ *Tac. Ann. XI*, 22: *Sed quaestores regibus etiam tum imperantibus instituti sunt, quod lex curiata ostendit ab L. Bruto repetita. Mansitque consulibus potestas diligendi,*

tional change about 450 B.C., and a considerable success for the political aspiration of the plebeians. This change of the social and political structure of the Roman state is chronologically connected with the end of the Etruscan regime in Latium and the expulsion of its last king, Tarquinius Superbus. We have seen that this king still reigned in the 460's, but in 453 B.C.¹ a Syracusan expedition to Elba and Corsica showed the collapse of Etruscan power. The Samnite invasion of Campania in 438/7 B.C. is a further confirmation of that fact². The expulsion of Tarquinius Superbus should be seen in this historical context: as already mentioned, the last Etruscan magistrate in Rome is recorded by the *Fasti* for the year 448 B.C. Thus there is chronological concordance between the internal and external causes for the origins of the Roman Republic. Archaeological material affords supplementary evidence. Etruscan art, in sculpture and architecture, continues in Rome during the first half of the 5th cent. B.C., but contact with Etruscan art is suddenly interrupted at the middle of that century. A similar phenomenon is shown by the overseas trade with Greece. It has already been emphasized that this trade was still flourishing during the first half of the 5th cent. but was suddenly broken at the middle of that century³.

The political and social crisis culminating in the middle of the 5th cent. started, however, earlier in that century. In 474 B.C. the Etruscans were beaten by Hieron of Syracuse in a naval battle at Cumae⁴—a forerunner of the Syracusan thalassocracy shown in 453 B.C. Within the sphere of

donec eum quoque honorem populus mandaret. Creatique primum Valerius Po<ti>tus et Aemilius Mamercus sexagesimo tertio anno post Tarquinios exactos [447 B.C.], ut rem militarem comitarentur.

¹ Diod. XI, 88.4 f.

² Diod. XII, 31.

³ *Early Rome* IV, pp. 517 f.

⁴ Pind. Pyth. I, 138-140; Diod. XI, 51.

internal policy, the new division of the people into local tribes made in 495 B.C. and the *comitia centuriata* based on this division of the people brought about a change of the social structure of the society and introduced a timocratic system : the political rights were not based on noble birth but on possession of land. The wealthy plebeians were therefore able to obtain some influence in the popular assembly, but were excluded from the supreme magistracy. The poor plebeians had nothing to gain from a timocratic system and a struggle of the orders was therefore inevitable. From this point of view the introduction of the Republic was not only an event but a process, which began gradually during the concluding period of the kings and culminated about 450 B.C.

The constitutional change marking the transition from kingdom to Republic about 450 B.C. did not bring a satisfactory solution of the social and political tension between the patricians and the plebeians. One of the aims of the plebeians was admittance to the supreme magistracy. As shown by the *Fasti*, the new Republican supreme magistracy, the military tribunate, was in principle not inaccessible to the plebeians, but the patricians were still, as a rule, able to keep exclusive possession of it. The plebeian names appearing in the *Fasti* between about 450 and 366 B.C. have been considered as interpolated¹, but without good reason. They do not appear at random, but form a significant pattern in two main groups, the one between 400 and 396², during the Veian war, and the other one between 388 and

¹ BELOCH, *op. cit.*, p. 253.

² In 400 B.C. : P. Licinius Calvus, L. Titinius Pansa, P. Maelius Capitolinus, L. Publilius Philo (BROUGHTON, *op. cit.*, I, p. 84) ; in 399 B.C. : Cn. Genucius Augurinus, L. Atilius Priscus, M. Pomponius Rufus, C. Duillius Longus, Volero Publilius Philo (BROUGHTON, *op. cit.*, p. 85) ; in 396 B.C. : L. Titinius Pansa, P. Licinius Calvus, P. Maelius Capitolinus, Ch. Genucius Augurinus, L. Atilius Priscus (BROUGHTON, *op. cit.*, p. 87).

379 B.C.¹, during the crisis following the Gallic invasion of 390 B.C. Otherwise there are no plebeian names, except one in 444² and another in 422 B.C.³, and both these years are marked by critical moments for Rome, conflicts with Ardea, the Aequi and Volsci, although of a less serious character than the Veian war and the catastrophe after the Gallic invasion, when the great number of more than 20 plebeian names appear. The plebeians were thus admitted to the supreme magistracy, but exceptionally, in times when social disintegration was dangerous for the state and national coalition was needed. By such temporary admittance to the supreme magistracy the final victory of the plebeians could not be deferred for a long time and, in fact, it was confirmed by the Licinian-Sextian laws in 366 B.C., introducing the Roman Republic in its classical form. The time between about 450 and 366 B.C. represents the initial phase of the Republic, a transitional period between the kingdom and the Republic of the nobility.

¹ In 388 B.C.: L. Aquilius Corvus (BROUGHTON, *op. cit.*, p. 98); in 383 B.C. M. Trebonius (BROUGHTON, *op. cit.*, p. 103); in 379 B.C.: C. Sextilius, M. Albinus, L. Antistius, P. Trebonius, C. Erenucius (Genucius?; BROUGHTON *op. cit.*, p. 106).

² Liv. IV, 7 (L. Atilius).

³ Liv. IV, 42 (Q. Antonius).

DISCUSSION

M. Waszink: Was it absolutely necessary to have a Jupiter Capitolinus with a temple in order to be able to have a triumph at all?

M. Hanell: Yes. In the first place, there was a strong connection between the triumph and the Circus Maximus and the *ludi magni*, as Mr. Gjerstad has observed. In the second place, we can refer to the fact that the red face of the statue of Jupiter Capitolinus is also found in the triumphator. Therefore, a *triumphus* at Rome is in fact unthinkable without the Capitoline temple.

M. Alföldi: Was hat nun wirklich die Priorität über den Triumph?

M. Hanell: Sie meinen doch auch, dass der Triumph in Rom nach dem Tempel gerichtet war, den Tempel zum Ziel hatte?

M. Alföldi: Ich bin da nicht ganz überzeugt. Es ist nämlich meines Erachtens nicht unmöglich, dass es militärische Umzüge auf dem Mons Albanus gegeben hat, auf dem es bekanntlich keinen Tempel gab. Es ist somit ein militärischer Umzug, bzw. ein Triumph, ohne Tempel möglich.

M. Gjerstad: But the triumph at Rome took place with *Etruscan* emblems. Does this fact not refute the idea of a pre-Etruscan triumph on the Mons Albanus? Further, there is no sure tradition of an early triumph connected with the Mons Albanus.

M. Heurgon: Les caractères étrusques du triomphe romain n'excluent pas la possibilité qu'il y ait eu un triomphe de ce genre dans la ligue latine, si nous reconnaissons, avec M. Alföldi, que des influences étrusques se sont exercées sur les institutions de cette ligue.

M. Gjerstad: Against this conception, I would like to underline once more my conviction of the purely Etruscan character of the triumph.

M. Alföldi : Against this, I want to refer to the costume of the Roman triumphator which can be found, in an identical form, also on Apulian vases. In this fact I see an argument in favour of the hypothesis of a non-Roman origin of the triumph. In addition, I would like to refer to the sceptres carrying an eagle which are also found in Apulia and which point in the same non-Roman direction.

M. Gjerstad : I wonder whether all these representations on the Apulian vases do not rather owe their existence to an inspiration coming from Rome.

M. Alföldi : This is, in my conviction, quite improbable, for the costumes found on Apulian vases do not come at all from Rome, but from Attic tragedy.

M. Hanell : Nach meiner Überzeugung muss man genau unterscheiden zwischen dem römischen Triumph, so wie wir ihn kennen, und militärischen Dankprozessionen an einen sieggebenden Gott. Diese letzteren können ein uraltes Erbe sein und brauchen nicht einen Tempel zum Ziel zu haben. Der römische Triumph dagegen ist eine Spezialform. Hier behalten die vorgebrachten Argumente ihre Gültigkeit : Verbindung des Triumphes mit dem Circus Maximus und die Tatsache, dass sowohl das Kultbild des Jupiter Optimus Maximus als der Triumphator das Gesicht mit Menning gefärbt hatten.

M. Riis : Nach Anlass der Bemerkung von Herrn Alföldi möchte ich hervorheben, dass das attische Theaterkostüm des 5. und 4. Jahrhunderts mit der Tracht auf den apulischen Vasen des 4. Jahrhunderts nicht ganz identisch war.

M. van Berchem : M. Gjerstad fait coïncider l'aménagement du Forum romain avec le début de la période urbaine. Et au Forum romain, il associe le Forum Boarium. Or s'il est certain que le Forum romain est une création artificielle et relativement récente dans l'histoire du site, on peut se demander si le Forum Boarium n'est pas antérieur. L'existence d'un passage à travers le fleuve en aval de l'île Tibérine a nécessairement eu pour effet de faire converger les routes sur ce point de la rive du Tibre, aussi longtemps que le Forum romain n'a pas constitué un point

d'attraction plus puissant. A preuve le tracé de la vieille Via Salaria. J'aimerais savoir si les fouilles opérées dans les deux forums n'ont pas fait apparaître cet échelonnement chronologique.

M. Gjerstad: So far, the excavations have shown that the Forum Romanum and the Forum Boarium were laid out at about the same time, but the pre-urban huts found beneath the earliest floor of the Forum Boarium are slightly later than those found beneath the earliest floor of the Forum Boarium, although all these pre-urban huts date from Period IV.

M. Heurgon: La discussion sur le Forum Boarium et sur les temples de Fortuna et Mater Matuta que Tite-Live attribue à Servius Tullius, nous amène peut-être à poser la question de la date du règne de ce roi. M. Gjerstad, dans son exposé, a suggéré que le problème de la séquence des rois de Rome pourrait être discuté aujourd'hui. Qu'il me permette de lui demander pour quelles raisons, lui qui a pris, au sujet de la date de la fondation de Rome et de la fondation de la République, des partis si révolutionnaires, il manifeste à l'égard de la tradition relative à la suite des rois (Romulus excepté) une si totale confiance. En ce qui concerne la Rome pré-tarquinienne et le caractère non étrusque des cultes de la Regia (Vesta et Janus) et de celui de Jupiter Feretrius au Capitole, son analyse m'a paru parfaite. Je voudrais insister seulement sur ce que la tradition relative aux rois étrusques — Tarquin l'Ancien, Servius Tullius, Tarquin le Superbe — a d'artificiel. Les anciens en avaient eux-mêmes conscience. L'empereur Claude parlait de Servius Tullius comme d'un roi *insertus* entre les deux Tarquins. Et cette « insertion » avait laissé des traces visibles dans le fait qu'on ne savait plus bien si Tarquin le Superbe était le petit-fils ou le fils de Tarquin l'Ancien. Les annalistes du milieu du second siècle, comme Calpurnius Piso, s'étaient aperçus en effet que la tradition antérieure, qui faisait du Superbe le fils de l'Ancien, aboutissait à faire de lui un homme déjà vieux au moment de son avènement ; d'ailleurs si Tanaquil y avait assisté, elle aurait eu 110 ans. Ces corrections, ces remaniements qui se poursuivent au deuxième siècle av. J.-C., nous donnent une idée

de la manière dont Fabius Pictor avait composé la séquence chronologique des rois de Rome, en combinant tant bien que mal des légendes empruntées à des sources hétérogènes, et transmises jusqu'à lui par des *carmina convivalia* ou d'autres traditions orales : légendes de Vulci (Servius Tullius), légendes de Tarquinia (les Tarquins), qui s'offraient à lui parallèlement et qu'il s'était efforcé de mettre bout à bout. Par là s'explique, par exemple, que Servius Tullius n'intervienne pas (sinon dans un témoignage tardif de Tacite) dans la construction du temple du Capitole.

M. Gjerstad : You asked why I have rejected the conventional dates for the introduction of the Republic and for the foundation of Rome but consider the list of the kings to be trustworthy. My answer is : The initial date of the Republic has arbitrarily been identified with the introduction of the eponymous system, and the chronology of the Regal period is entirely based on speculations without documentary evidence. Accordingly, the literary tradition concerning the early history of Rome is often placed in a chronologically wrong context. As regards the list of the kings it cannot be doubted that Romulus is fictitious. He was created in the 4th cent. B.C. and is first mentioned by Alkimos. He was then added to the original list of the kings beginning with Numa and ending with Tarquinius Superbus (*Historisk Tidskrift*, 1949, pp. 327 ff.). This list must therefore go back to pre-literary times, at least to the 4th cent. B.C. or probably earlier, representing a genuine tradition. With the new chronology the few trustworthy notices about the kings and their activities fit in with archaeological evidence.

M. Alföldi : I would like to ask Mr. Gjerstad whether, it is necessary, when he accepts the historicity of Numa Pompilius, to be faithful to the list of all the other kings as well? A queer thing are at all events the double names, in the 7th century, whereas in those early times only one name was usual (think, for instance, of Manios and Numasios in the Manios-inscription).

M. Gjerstad : As far as I can see, there is no reason to consider the kings following after Numa to be historically less trustworthy

than Numa himself. You are quite right that in early times the Latins used only one name, but a patronymicum could be added for better identification of the person. The second name of the non-Etruscan kings may be patronymic, whereas that of the two Tarquins is certainly a *nomen gentile*.

M. Momigliano : I would like to ask Mr. Gjerstad for some information about the text of the passage of Pliny referring to Tarquinius Priscus and Vulca.

M. Gjerstad reads the passage in question (Plin., *N.H.* 35, 157), of which the text is certain in the main lines : *M. Varro tradit... Vulcam Veis accitum, cui locaret Tarquinius Priscus Iovis effigiem Capitolio dicandam, fictilem eum fuisse et ideo miniari solitum, fictiles in fastigio templi eius quadrigas.*

M. Momigliano observes that this text does not say explicitly that Vulca was the maker of the quadrigae. *M. Gjerstad* observes that the really important thing is that Vulca did make the cult-statue for the Capitoline temple, which must then have been under roof during the reign of Tarquinius Priscus. *M. Riis* raises the possibility that the quadriga mentioned by Pliny was an acroterium. *M. Alföldi* observes that the use of the verb miniari shows that the cult-statue must have been meant.

M. Brown : If you accept the antefix found on the spot of the temple, you must agree that the temple was smaller than we think.

M. Riis : We must not forget that there may have been two kinds of antefixes on the same building.

M. Gjerstad : An antefix like the one in the Capitoline area has now been found on the site of the temple of Castor (late archaic type : date around 485 B.C.).

M. Brown : A similar antefix was also found near the arch of Titus.

M. Momigliano : Mr. Gjerstad assumes that Servius Tullius was active about 490 B.C. This would mean that *comitia centuriata* of some sort were introduced in Rome about that date. Now, the *comitia centuriata* do not take cognizance of the existence

of a profound cleavage between patricians and plebeians. How would you explain the existence of sharp conflicts between patricians and plebeians just about 490 B.C.? Do you assume that this tradition is wrong and that there was no struggle between patricians and plebeians in this period?

M. Gjerstad: No, certainly not.

M. Hanell: I would like now, for my part, to bring in the question of the names of the Kings. Pompilius and Hostilius may not have been *nomina gentilicia* but *nomina patronymica*. The plebeian gens Hostilia must then later on have changed Hostilius into a *nomen gentilicium*.

So as king-names these names are not necessarily later additions. With the exception, perhaps, of Pompilius, which may have been introduced instead of its equivalent Quintilius, because Numa is generally called a Sabine.

It should also be observed that in later times Numa Pompilius was regarded as the founder of the state, since he was regarded as the founder of the cult, and a cult is a necessary condition for a state. (*Further examples concerning Danish and Swedish family names are given*).

M. Heurgon: M. Hanell a remarqué qu'il était difficile de savoir quand s'était introduit l'usage des gentilices. On peut noter que les premiers noms énumérés dans les *Fasti*, comme Valerii, Iunii, Horatii, sont des gentilices.

M. Alföldi: First of all, I wish to thank for the efforts of our speaker to elucidate the archaeological preconditions of the Early Republic; it does not devalue his archaeological merits if I cannot accept his historical deductions.

The list of the Kings cannot be taken as authentic: whoever does it, takes into account *nolens-volens* the reign of Romulus, counting it with one generation.

It should be observed that the archaeological data do not reflect the events of the constitutional history of Rome, but could be rather connected with external relations of the Roman state, — favourable and unfavourable ones. E.g.: The beginning of

the importation of Greek pottery is certainly connected with urbanization, but not with the rule of "Romulus", whose figure comes from a very old Indo-European mythical stratum along with Remus—maybe in imitation of the myth of King Silvius of Alba Longa. Or : the supposed end of the importation of Greek vases has nothing to do with the end of the monarchy. This import came mostly via Caere, and the Caeretans could well continue the imports under the Republic. Equally inadmissible is the contamination of the list of the kings with the republican list of eponymous magistrates. The authentic feature of the pre-Republcan tradition, that the *last* king built the Capitoline temple, cannot be shifted by such a combination to 450 B.C. The royal chronology reposes on late, annalist arithmetics, based on the sack of Troy, as calculated by Eratosthenes. The Etruscan names in the consular lists do not mean that they officiated in the royal epoch.

The list of the Kings shows three kinds of names : (1) the mythical founders ; (2) names having the imprint of the Etruscan binominal system, as Numa Pompilius, Ancus Marcius, Tullus Hostilius, Servius Tullius ; (3) late fictitious *cognomina* as Priscus and Superbus, impossible before the 4th or 3rd century B.C., when the system of the *tria nomina* was established. The binominal system belongs to the 6th and 5th centuries.

In that list of kings, Servius Tullius is a figure of very old legendary tradition. His miraculous birth is a variety of the birth of Romulus, grandson of Tarchetios of Alba Longa—Tarchetios being a variety of Etruscan Tarchon—, and of the birth of Caeculus, founder of Praeneste. This is a bronze-age myth of the blacksmith-King, son of the heavenly Blacksmith, parallel to the Iranian Kawi, the Blacksmith, and probably of Hittite origin.—But the contamination of Servius Tullius with Mastarna of Vulci is an operation of Fabius Pictor. The chronological position of the Vulcentan occupation of Rome being rather well established, we can be rather sure that Mastarna interrupted the dynastic rule of the Tarquins, for whom we cannot be sure, whether two or more of them occupied the throne of Rome.

I agree completely with E. Gjerstad, that there was a profound political transformation going on around the middle of the fifth century ; I shall try to give the reasons for it in my forthcoming lecture.

M. Gjerstad : If I consider the names of the kings from Numa to Tarquinius Superbus to be authentic, I cannot see that this forces me to accept the fictive Romulus.

The end of the importation of Greek vases coincides with events indicating the introduction of the Republic, and gives therefore evidence of a change of the commercial relations in connection with the political events.

The Etruscan names in the *Fasti* are understandable, if Etruscan kings were reigning when these names occur, but it seems very unlikely that the Roman republic after the expulsion of the Etruscan kings should have elected Etruscans as magistrates. Eponymous magistrates may very well exist during a kingdom, as shown by the Assyrian *limmu* and the Spartan *ephoroi*.

As far as I know, there is no evidence that the identification of Servius Tullius with Mastarna is due to Fabius Pictor, but it is well known that the Emperor Claudius has advanced the opinion that the king called Servius Tullius by the Romans was called Mastarna by the Etruscans. It is very uncertain whether condottieri from Vulci have occupied Rome. If a condottiere called Mastarna has ruled in Rome, it has only been for a short time, and he was not considered as a legitimate king. He was not therefore included in the list of the Kings.

M. Gabba : Bisognerà spiegare perchè la tradizione letteraria fornisce una ricostruzione delle origini di Roma con una cronologia così diversa da quella proposta dal professore Gjerstad. Quanto al passo di Livio II 21, 7 (*Romae tribus una et viginti factae*), si può forse intendere nel senso che in quell' anno, 495 a.C., si raggiunse il *totale* di 21 tribù, non che le 21 tribù siano state istituite in quell' anno. Quanto alla presenza di magistrati con nomi etruschi nel quinto secolo a.C. non sembra necessario ricavare la conclusione che in quel periodo vi fosse ancora la

monarchia dei re etruschi; tanto più che questi nomi sono molto pochi.

M. Brown: I would like to observe that Weissenborn-Müller's interpretation is based on the fact that Livy had mentioned those names before.

M. Momigliano: How would Varro know about Vulca?

M. Hanell souligne la possibilité de sources étrusques de Varron.

M. Heurgon je suis d'accord avec *M. Hanell* sur ce point. Dans ces questions si difficiles, il faut procéder avec autant de précision qu'il est possible. Claude ne dit pas que, de son propre chef, il identifiait Servius Tullius et Mastarna; il les considère comme une seule et même personne, dont le souvenir s'était perpétué, à Rome et chez les Etrusques, sous deux noms différents. L'identification, si identification il y a eu, était de toute manière antérieure à Claude, ainsi que l'a montré *M. Alföldi*: Denys d'Halicarnasse (III 65, 6) prêtait déjà à Servius Tullius les caractères *δεξένος καὶ ἀπόλιτος* que lui attribuait la légende étrusque.

M. van Berchem: Il est un point sur lequel tout le monde semble tomber d'accord, grâce à l'heureuse combinaison de plusieurs modes de datation, la dédicace du temple capitolin en 509 (ou 508). En cette année-là, selon *M. Gjerstad*, Rome aurait encore connu un régime monarchique. Or, lors de cette inauguration, le roi, qui exerçait des fonctions religieuses éminentes (voir le futur *rex sacrorum*), devait nécessairement jouer le premier rôle. C'est à lui, du reste, que la tradition attribue toutes les fondations de temples antérieurs, et l'exemple de Pyrgi montre que son geste pouvait être commémoré par une inscription. Personne ne met en doute la part qu'un des Tarquins, ou que les deux Tarquins ont eue dans l'érection et l'achèvement du temple de Jupiter. Est-il dès lors concevable que sa présence à l'inauguration ait pu s'effacer dans la mémoire des Romains au profit d'un obscur Horatius, si réellement il avait encore occupé son poste à cette date?

M. Gjerstad: Horatius is dedicator of the Capitoline temple because he was mentioned in the *Fasti* as eponymous magistrate for the year of the dedication of the temple. If the Regal period is extended to the early half of the 5th cent. B.C., it seems strange to some scholars that the kings and their deeds do not figure in that of the 5th century, and that the eponymous magistrates of that same period do not figure in the history of the kings. These peculiarities are explained, if we realize that the annalists wrote the history of the early part of the fifth century under the impression that the Republic was introduced in 509. For the history after 509 the *Fasti* formed the backbone of the annalistic account of the historical events. In consequence, the eponymous magistrates had to be connected with the events of each year and became automatically dedicators of the temples mentioned by the *Fasti* to have been dedicated in the year of their magistracy.

M. Hanell: I should like to point out that the question about the dedication of the Capitoline temple is a very difficult one. In the Roman tradition it is said that M. Horatius performed the dedication, and one often finds in modern works that the tradition relied upon a dedicatory inscription set up by Horatius. As a source for that inscription Dion. Hal. V 35, 3 is referred to. Dionysius says : τὴν δ' ἀνιέρωσιν αὐτοῦ καὶ τὴν ἐπιγραφὴν ἔλαβε Μάρκος Ὁράτιος, i. e. that Horatius took the honour of having performed the work. The phrase τὴν ἐπιγραφὴν λαμβάνειν has that significance and has nothing to do with a dedicatory inscription. I think that Horatius' name stood at the beginning of the list of the eponymous magistrates and that the list began with the year of the dedication as is stated by Polybius in his dating of the first treaty between Rome and Carthage (III 22, 1) : Κατὰ Λεύκιον Ἰούνιον Βροῦτον καὶ Μάρκον Ὁράτιον, τοὺς πρώτους κατασταθέντας ὑπάτους μετὰ τὴν τῶν βασιλέων κατάλυσιν, ἐφ' ὃν συνέβη καθιερωθῆναι καὶ τὸ τοῦ Διὸς ἱερὸν τοῦ Καπετωλίου.

The tradition tells us that M. Horatius dedicated the temple, and I believe that the tradition is based on the *Fasti*. About the

position of Horatius as a magistrate we do not know anything at all. He was the eponymous of the year and perhaps he was a *praetor*, but that we really do not know.

M. Momigliano: I think that Mr. Hanell's interpretation of Dion. Hal. V 35, 3 is both important and convincing. As he says, this passage does not prove that the name of Horatius stood in an inscription in the temple. But the analogy of the inscription of Q. Catulus (Val. Max. VI 9, 5 *nomenque eius in Capitolino fastigio fulgeret*) still points in that direction also for his predecessor Horatius. The existence of an inscription seems also to be the most economic explanation for the appearance of the name of Horatius in the tradition of the dedication of the temple.

Let us then suppose that Horatius dedicated the temple. If he was a *praetor*, he must have had *imperium* in the republican sense of the word : this implies that there was no king, no Tarquin, above him. I do not quite understand what Gjerstad and Hanell mean by the notion of *imperium mandatum* for the period of the kings. Did an *imperium mandatum* ever exist? Or do I simply misunderstand what Gjerstad and Hanell have said about *imperium*?

M. Hanell: In order to answer this question, one should first know whether there existed an *imperium mandatum* and what it was. I take it that Tarquin dedicated the temple himself.

M. Momigliano: So what you imply is more or less a misunderstanding by Dionysius of Halicarnassus.

M. Hanell: It should be well remembered that eponymity is part of the calendar. When the old calendar (of ten months) was reformed into a calendar of twelve months, this must have taken place about 509 B.C.

M. Gjerstad: Let me add a few remarks. In the 12-month calendar there are two months, namely September and November, in which there are no festivals of an early date. We have here the key to the solution of the problem of the 10-month calendar. The essential purpose of the calendar was to regulate the festivals,

to distinguish the sacred days from the profane ones. As there were no festivals to be celebrated during the two months in question, they were therefore superfluous in sacred respect and were merely added as profane time to the preceding month with which they formed a sort of double-month. There are several ethnological analogies to such a practice. The earliest sacred ceremonies in September and November are assignable to the Tarquin epoch, indicating that the Roman calendar with 12 months dates from that period (cf. *Acta archaeol.* XXXII, 1961, pp. 193 ff.). In this matter I therefore agree with Professor Hanell.

M. Waszink: Is it not so that, as Nilsson asserted in *Ancient Time-Reckoning*, January and February were only added afterwards, and that there was a vacuum in the period end December-beginning of March, when the farmer's work was practically suspended?

M. Gjerstad: Not only Professor Nilsson but several other scholars assumed that the 10-month year ended with the month called December in the 12-month calendar and that the time represented by January and February had originally not been included in the year. This cannot be right, because in January and February there are several early festivals, which must have been regulated by the calendar, and these months must therefore have existed in the 10-month calendar, although with other names: Sextilis was a double-month corresponding to the later Sextilis and September, as I just mentioned; further, September of the 10-month calendar was another double-month corresponding to the later October and November; this implies that October, November, and December of the 10-month calendar corresponded to the later December, January and February. For this problem, see *op. cit.* pp. 205 ff.

M. Waszink: I was only speaking about a vacuum in *work*, which, in my opinion, naturally leads to the manifold feasts and *ludi* mentioned by you. Therefore, I remain convinced that Nilsson is right.

M. Alföldi: I would like to know whether M. Gjerstad thinks that the king would have missed the event of dedicating the temple.

M. Gjerstad: The king was probably the dedicator—according to my chronology, Tarquinius Priscus—but, as I have already mentioned, Horatius was later considered to be the dedicator, because he was eponymous magistrate for the year of the dedication of the temple.

III

FRANK E. BROWN

New Soundings in the Regia: the evidence for the Early Republic

NEW SOUNDINGS IN THE REGIA : THE EVIDENCE FOR THE EARLY REPUBLIC

All during the Roman Republic, the *Regia* was an ever present reminder to the men who frequented the Roman Forum. Up to the time of the erection of the Temple of Divus Julius, it had loomed at the eastern end of the square, closing the vista in that direction, flanking the Sacra Via as it entered the Forum. It was an essential and unquestioned presence, whose significant actuality overshadowed its history.

To latter-day investigators the *Regia*, even before it was located and exhumed, was rather an embarrassment. The scanty and often contradictory allusions of ancient authors raised perplexing questions of just what the *Regia* was and whose it had been. The *Regia* was described now as a *domus*¹, now as a *fanum*². It was said to contain a hearth, *focum*³, and two laurel trees⁴, but also *sacra* of Mars⁵ and Ops Consiva⁶. There was an altar as well, at which sacrifices were performed monthly on the Kalends and Nones to Juno and Jupiter⁷ and on *dies agonales* to Janus and others⁸ by a variety of priests—the *Rex* and *Regina Sacrorum*, the *Flaminica Dialis*, the *Pontifex* and Vestal Virgins⁹.

¹ Festus, 347 L; Plut., *Num.* 14, 1; Serv., *Ad Aen.* 2, 57; 8, 363.

² Festus, 346 L.

³ Festus, 190 L; Liv., *Periocha Oxyrhyncea* 50.

⁴ Iulius Obsequens, 19; Liv., *Periocha Oxyrhyncea* 50.

⁵ Gell., *N.A.* 4, 6, 1-2; Iulius Obsequens, 6, 36, 44, 44a, 47, 50; Serv., *Ad Aen.* 7, 603; 8, 3; cf. Festus, 439 L.

⁶ Varro, *LL.* 6, 21; Festus, 202 L, 292 L; *Fasti Fratrum Arvalium* (*Insc. It.* XIII, 2, p. 31).

⁷ Macrob., *Sat.* 1, 15, 19; 1, 16, 30.

⁸ Varro, *LL.* 6, 12.

⁹ Varro, *LL.* 6, 12; Macrob., *Sat.* 1, 15, 19; 1, 16, 30; Festus, 439 L.

By name the *Regia* was obviously a king's: *Regia, domus ubi rex habitat*¹. But what king's? Rome had always had a king of sorts, even after the Tarquin was expelled. Could he inhabit a *fanum*? How had the *Regia* become the seat of the Pontifex Maximus, as the evidence from the later Republic and the Empire implied?²

By the time of Ovid, the king who had given the *Regia* its name was taken to have been Numa, the priestly king³. Thenceforward, throughout antiquity this account, most vividly elaborated by Plutarch, was unanimously accepted as history⁴. It seemed not, however, to have formed part of earlier, annalistic tradition. It was not noticed by Livy or Dionysius of Halicarnassus. The antiquarian tradition, touching the rites currently practiced in the *Regia*, knew only of the *Rex Sacrorum* beside the Pontiff, who dominated the most characteristic cults⁵.

The perplexity arising from the written sources was not banished by the discovery of the building itself. The slow and fitful process of lowering the Campo Vaccino to its ancient bed had exposed the site of the *Regia* in the 1870s.⁶ The building was identified in 1886⁷ and excavated by Jordan and Hülsen in 1886 and 1889⁸ and by Giacomo Boni from 1898 to 1901⁹.

¹ Festus, 347 L.

² Gell., *N.A.* 4, 6, 1-2; Cic., *Att.* 10, 3A, 1; Dio Cass. 43, 24, 4; Plin. *Ep.* 4, 11, 6.

³ Ovid, *Fast.* 6, 264; *Tr.* 3, 1, 30.

⁴ Tac., *Ann.* 15, 41, 1; Plut., *Num.* 14, 1; Dio Cass., frg. 6, 2; Solin., 1, 21; Serv., *Ad Aen.* 2, 57; 8, 363.

⁵ Varro, *LL.* 6, 12; Hor., *Carm.* 1, 2, 15; Macrob., *Sat.* 1, 15, 19; Festus, 439 L; cf. Gell., *N.A.* 4, 6, 1-2; Dio Cass., 43, 24, 4; 44, 17, 2.

⁶ F. DUTERT, *Le Forum Romain* (Paris 1876), 14, 40.

⁷ *Archæologia* 50 (1887), 227-250.

⁸ *RM* 1 (1886), 94-111; *JdI* 4 (1889), 228-253.

⁹ *NSc* (1899), 128, 220-223, 486-488; *Bull Comm* 27 (1899), 144-147; 31 (1903), 42 ff.; *CR* 13 (1899), 186, 322, 330, 466 f., 468; *AA* (1900), 7 f.; *RM* 17

The structures uncovered by these operations did, indeed, display the general form of an archaic *domus* (Fig. 1). It consisted of an oblong building, separated from the *Atrium Vestae* by a street and divided lengthwise into three chambers, the western of which contained a hearth. To the north, a trapeziform courtyard enclosed a cistern, wells and a massive, square foundation. The *Regia*, so constituted, also appeared to belong to that peculiar class of early Roman buildings, like the hut of Romulus and the Capitolium, whose original plans were inviolable. At any rate, the marble *Regia* of the Empire, the *Regia* of Domitius Calvinus, was seen to be founded on an earlier building of tufa, whose outlines it more or less faithfully reproduced. Moreover, Boni's soundings under this earlier building had brought to light potsherds, which could be dated well back in the sixth century¹.

Thus, on the one hand, it was found possible to conclude from this evidence that, in effect, Ovid's account was substantially trustworthy. The archaic house form, termed a "megaron", acquired vague Mycenean overtones. The two, successive structures that had been unearthed might be supposed to overlie others of the same plan, the earliest of which must be the dwelling of the ancient king. Ovid's source also affirmed that the tholos of Vesta was the reproduction in marble of a primitive, circular hut and that it, too, was the work of Numa². Had not archaeology, once again, corroborated the truth of tradition? ³

(1902), 62-66; 20 (1905), 77-80; *Atti del Congresso Internazionale di Scienze Storiche* 5 (1904), 518-525.

¹ *MAAR* 12 (1935), 67-88; I. S. RYBERG, *An Archaeological Record of Rome ("Studies and Documents"*, XIII, 1-2, London 1940), 43-45, 71; E. GJERSTAD, *Early Rome III* (Lund 1960), 295-309.

² Ovid, *Fast. 6*, 261-264.

³ E.g. E. TEA, *BullComm* 48 (1920), 155-162; H. MÜLLER-KARPE, "Vom Anfang Roms", *RM, Ergänzungsheft* 5 (1959), 31-42, 94-100.

On the other hand, it was observed that neither the structures excavated nor the finds indubitably attached to them were demonstrably older than the third or fourth century, while the earlier materials from Boni's soundings were not necessarily related to the kind of building found above them. Ovid's account, furthermore, merited little confidence. It was apparently late and manifestly imbued with pseudo-historical and pseudo-scientific rationalism. It presupposed anachronistically the separation of the hearth and *Penates* of the community from those of its king. At the same time, topography, the tradition about the Palatine settlement and the analogy of other primitive communities made the eastern edge of the Forum valley an unlikely spot for an early king's dwelling. As for the tholos of Vesta, circular huts were not to be found in Iron Age Latium, and, besides, excavation had shown that the older remains around the Imperial rotunda were those of a building of rectangular plan¹.

Meanwhile, both fresh archaeological discoveries and the renewed study and publication of the body of previous findings were rapidly expanding and changing the horizon of early Rome. The time seemed ripe, after 65 odd years, for a fresh investigation of the *Regia*, aimed at resolving or at least clarifying some of the problems it posed. The work was undertaken at the invitation of the Italian authorities and carried out in close collaboration with them at various times during 1964 and 1965. The older excavations were cleaned out and re-examined, and the new soundings were designed to reach the earliest vestiges of the occupation of the site and to furnish stratigraphic sections across its

¹ *NSc* (1900), 172-183; E. B. VAN DEMAN, *The Atrium Vestae* (Washington 1909), 9-14; *MAAR* 12 (1935), 67, 71 f.; *Latomus* 13 (1954), 129; P. STEHOUWER, *Etude sur Ops et Consus* (Groningen 1956), 87, 97; *MonAnt* 45 (1959), 9 f., Figs. 1, 2; K. LATTE, *Römische Religionsgeschichte* (Munich 1960), 108 f., 111, n. 1.

length and breadth as far as possible (Fig. 2). While the work is still unfinished and while the results so far are still under study, it may not be presumptuous to invite critical appraisal of those which, at this stage, seem to bear upon the beginnings of the Roman Republic.

The marble *Regia* of 36 B.C. proves to have been the latest of three superimposed buildings of similar plan, three *Regias*, it is fair to say. Its immediate predecessor, known from the old excavations, can now be dated on fresh evidence to the latter half of the third century. The first of the three, with which we shall be chiefly concerned, had no predecessor of the same description. It was planted *de integrō* upon the ruins of a temple and precinct, which had itself supplanted others in an evolution of the site that must be briefly examined.

The area within the perimeter of the Imperial *Regia* was found to have been first occupied by part of a crowded settlement of small huts. The ground over which they spread was a bank of alluvium, sloping northwestward from the corner of the Palatine hill. Along the southern side of the perimeter, the settlement was bisected by a winding, cobbled road, descending westward. It was cut into the slope on the south, banked up and curbed on the north. (A stretch of the south side of this road and traces of the settlement beyond were brought to light by Gjerstad in 1957¹).

Separate soundings have disclosed the remains of eleven huts. Given the same density, the area within the perimeter would have accommodated some twenty. The huts whose plans may be read from their postholes in the alluvial clay are similar in every respect to those found on the Palatine. Of others the dimensions and orientation may be roughly estimated from partial alignments of postholes. Still others

¹ E. GJERSTAD, *Early Rome* III (Lund 1960), 328-335, 346 f., 353 f., 356-358.

are revealed only by hearths and kitchen crockery, by sunken, trodden floors covered by layers of carbonized timber and thatch and disintegrated clay walling. There appears to be little variation in size. The huts toward the south were disposed along the road. Those further north appear to have been aligned with the brink of the alluvial bank beyond the northeast side of the perimeter.

The permanence of the settlement is evidenced by repeated rebuildings after destruction by flood or fire. Its duration is roughly measurable by the offerings found in three graves associated with the huts. The oldest, near the southwest angle of our perimeter, is similar to the graves found nearby under the Temple of Divus Julius, whose dates are still debated by prehistorians. Two infant burials, uncovered along the northeast side of the perimeter, are clearly of the third Latial period and may probably be dated not far from 700 B.C. The latest huts in the north half of our field, to judge by the pottery found amid the debris of their destruction, did not long survive the third quarter of the seventh century.

They were replaced by the first stone-founded structures : to the west, the well worn cappellacio slabs of the curbing of a rectangular platform or precinct ; further east, a stretch of the cappellacio foundation of a wall, presumably of crude brick. This appears to have formed part of the southwest side of an enclosure with a sloping, trodden floor. In its center stood a monument, of which there remains only a sort of cippus in the shape of a halved, truncated cone. Its form and the raised, vertical borders on either side at the rear would presuppose a twin, set back-to-back with it or at the other end of an intermediate member. The surviving cippus stands above one side of one of the infant burials.

Were these structures of the end of the seventh century cult places? Although we have no proof, it is hard to doubt it. Perhaps the cults were parental or ancestral. Be that as

it may, the huts of the living still stood side by side along the road to the south.

They finally gave way to the first full fledged building within the confines of our soundings. Two soundings exposed the foundations of rough cappellaccio blocks which enclosed a rectangular room with a doorway in the middle of the east end. From its north side starts the perpendicular foundation, overriding the curb of the older platform, of the retaining wall of a terraced precinct. A third sounding uncovered part of the socketted base for a timber column of the porch; a fourth and fifth the thinly cobbled area to the south, running up to the road. Still another sounding revealed the floor of rammed clay within the room. Set into it on the axis of the doorway was a circular bed of freshly washed pebbles, covered by a layer of purified, whitish clay, the ritual insulation, perhaps, of a cult image.

The plan undoubtedly suggests a temple. This impression is borne out by the numerous elements, found on its floor and in the equivalent strata round about, of the terracotta decoration of its roof. Other fragments of the same sima and revetment frieze, presumably from the same building, were unearthed in the nearby excavations under the Temple of Divus Julius between 1950 and 1954. All may be dated to the second quarter of the sixth century.

At the same time, the terracing of the area north and east of the temple buried the cippus-monument and the foundation of its enclosure. Upon the surviving cippus was set one end of a rough, rectangular base or altar. Along its south side ran a curbing of cappellaccio blocks. Further east, on a line parallel with the front of the temple, were found two stretches of the cappellaccio foundation of a wall containing a doorway. The connecting links are still missing, but it is not, perhaps, fanciful to see in these disconnected structures the elements of a single *area sacra*.

The part around the cippus-altar was presently rebuilt as a self-contained precinct, bounded by a wall with an opening opposite the altar. The space within was paved with slabs of cappellaccio and equipped with a box drain, inclined northward. A portion at least of the precinct was roofed. Its destruction by fire left a layer thick with the debris of the crude brick and tile of its superstructure. These remains and other objects from this layer imply a date in the third quarter of the sixth century.

The conflagration was general and levelled all the structures within the perimeter of our soundings. Their places were taken by a single new temple and new precinct, skirted by a new road to the south. The temple, rising on deep and massive foundations of cappellaccio at the opposite end of the area from its predecessor, was turned at right angles to face somewhat east of north. The foundations define the four sides of an almost square cella with the independent emplacement of the portico of its pronaos. The surviving parallel stretch of the west enclosure cuts across the earlier temple. The open precinct between was found floored with a thick layer of crushed grey and red tufa, perhaps the bedding for vanished slabs of cappellaccio. The new road ran some 0.50 m. above the old and, as before, swung southward as it climbed past the back of the temple. A sidewalk along its northern side was paved with broad slabs of cappellaccio. The roadway was cobbled and had an open drain at the foot of a rough breast wall against the southern slope.

The remains of the temple have not betrayed the identity of its occupant, but its approximate date cannot be doubted. The debris of its destruction, wherever encountered, included most of the members of the covering of its roof, which was richly adorned with molded and painted terracotta. Its antefixes, in particular, place it in the third quarter of the sixth century.



*Fig. 1. Rome. New Soundings in the Regia.
The Excavations of 1898-1901; air view.*

Fototeca Unione.

REGIA

PLANIMETRIA GENERALE
ALLO STATO 14-VII-65

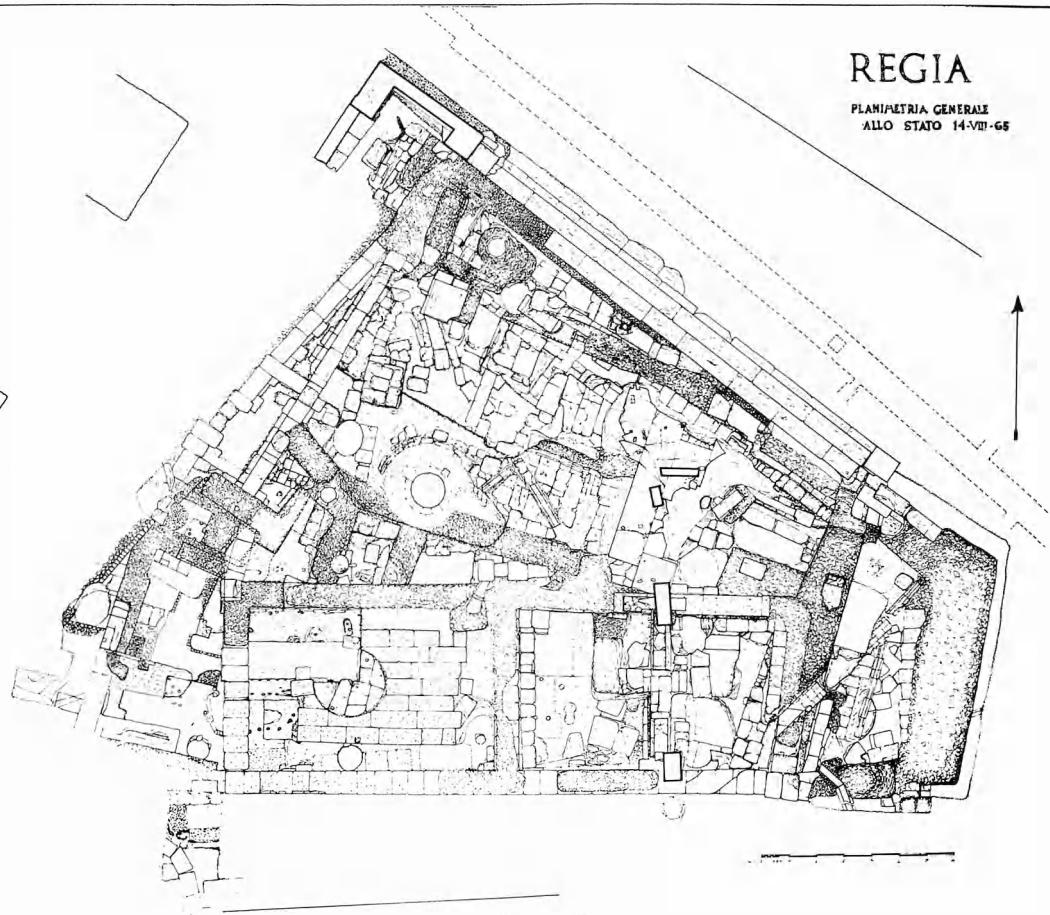


Fig. 2. Rome. New Soundings in the Regia. The Excavations of 1964-1965; general plan.

REGIA

PLANIMETRIA GENERALE
ALLO STATO 14.VIII.65

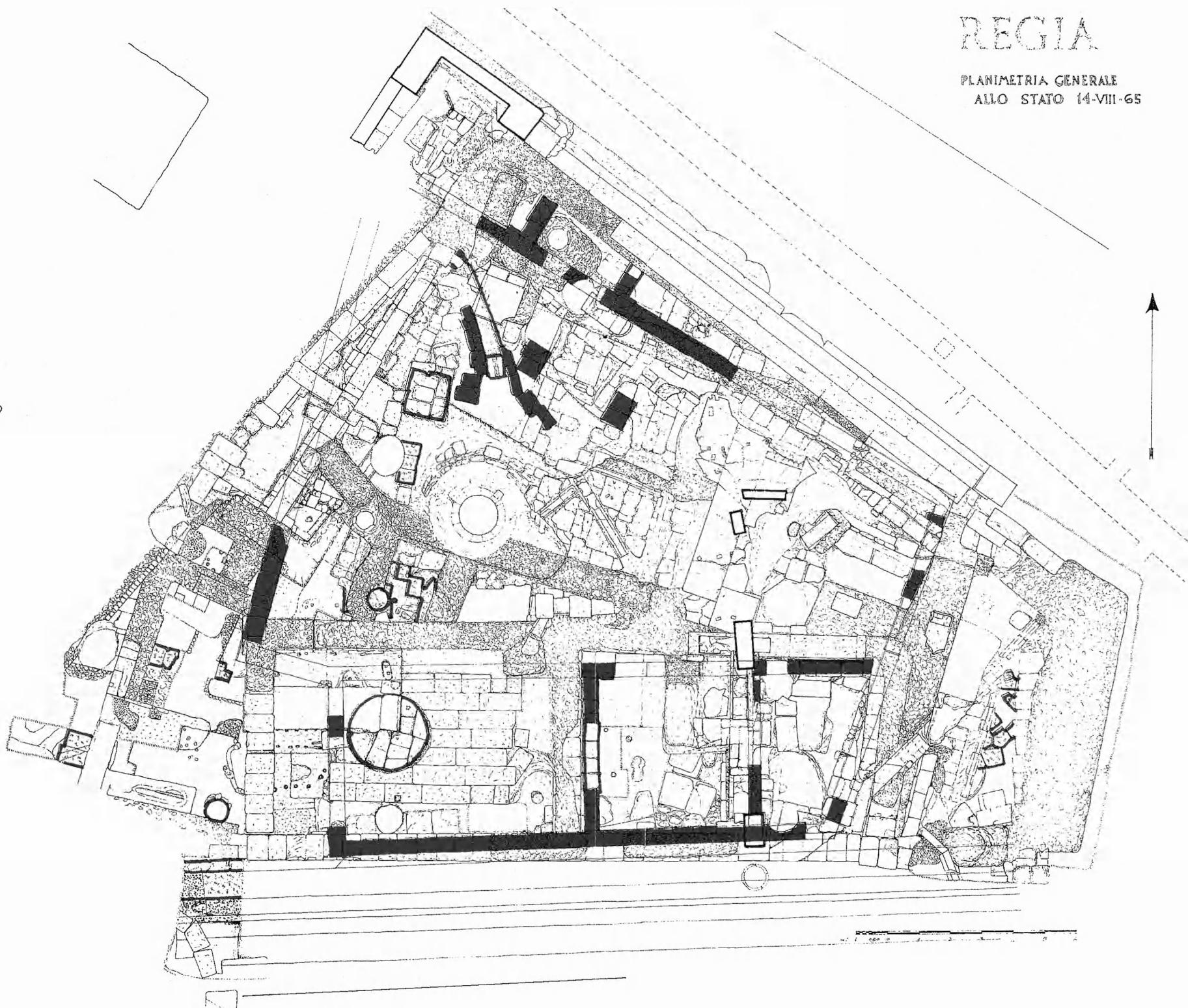


Fig. 3. Rome. New Soundings in the Regia. The Remains of the First Regia; plan, actual state.

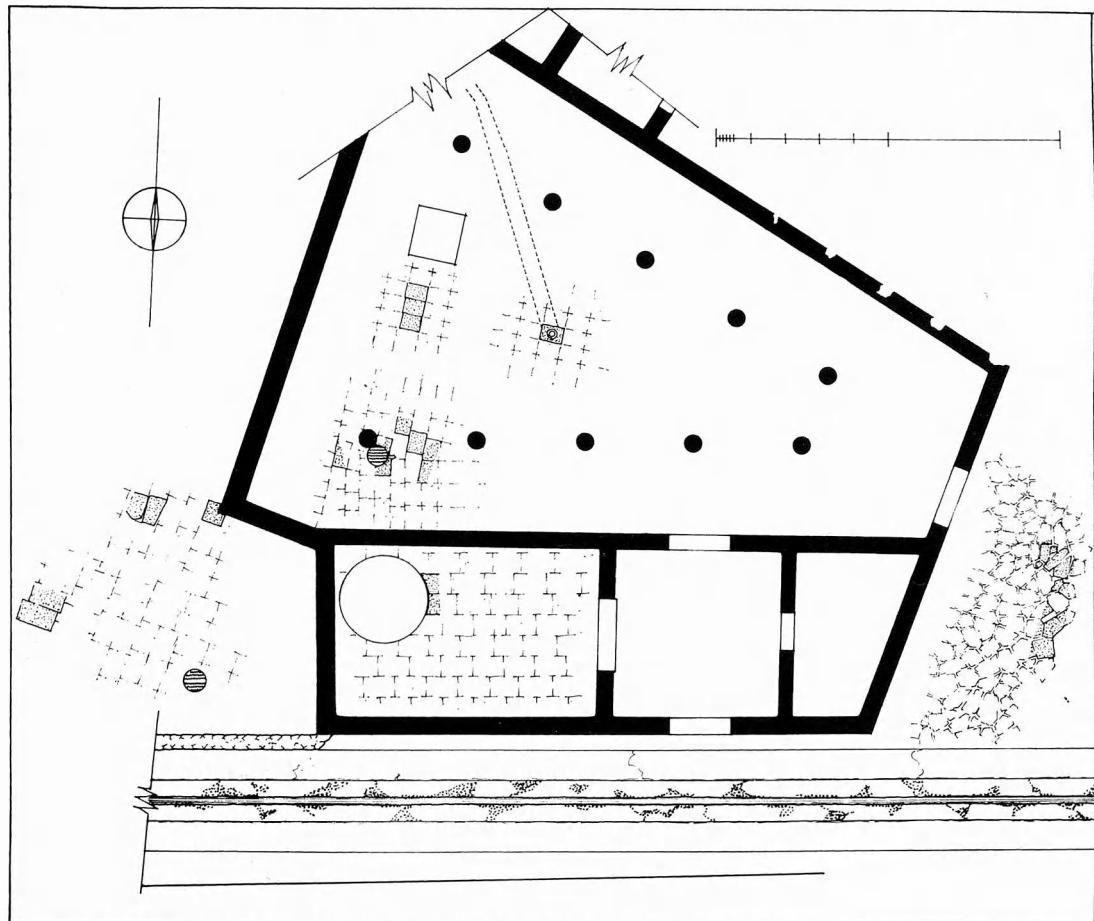


Fig. 4. Rome. New Soundings in the Regia. The First Regia; plan restored.

The sequence of structures we have now briefly examined constitutes, so to speak, the prehistory of the *Regia*. They were, in whatever sense, the precursors of the historical *Regia*, the *Regia* of the singular but unified plan, which was maintained in all essentials down to the end of the Empire. We observe, over the first three-quarters of the sixth century, the progressive suppression of part of a settlement of huts and the progressive substitution of a temple precinct. At least once, toward the end of the period, there was violent destruction and replanning, but the constituent elements remain the same. The first *Regia* took advantage of the structures it supplanted but, in conception, plan and aspect, was a radically new departure (Fig. 3).

The full, asymmetrical site north of the road was now occupied by an oblong, tripartite building on the south and a trapeziform courtyard with annexes on the north. A new and wider road ran straight along its south side. The west wall of the courtyard was the wall of the former precinct. The east wall ran on the east foundations of the demolished temple, giving the *Regia* that obliquity of facade that marked it ever after.

We owe to the religious scruple shown in its successor, the enlarged *Regia* of the third century, the preservation of much of its plan. The later building respected, by using or incorporating, as much of the fabric of the earlier as was necessary or expedient. Thus the lower part of its walls of well dressed blocks of cappellaccio survives in several places. They stood five courses high, making a foundation and socle, from which rose the superstructure of crude brick, plastered with fine clay.

The central chamber of the oblong building was a sort of vestibule, having doorways to the chambers on either side, to the courtyard and, we must assume, from the street. The large, west chamber at least was paved with slabs of cappellaccio. A raised circular hearth of the same stone filled its

northwest corner. Outside the east and west ends of the building were paved areas, the latter containing a well. The cappellaccio pavement at the east end stepped and sloped downward toward the north.

The south wall of the building was founded on the old road. The new road, running 0.50-0.60 m. higher, had thus to be shifted southward. It was also widened, so as to comprise paved sidewalks on either side of a cobbled roadway with an open drain down the middle. Its gradient brought it level with the pavement outside the east end of the building, 0.40-0.50 m. above the floor of the east chamber, evidence that the chamber was not accessible from the outside.

Further north, however, the lower level of this pavement afforded entrance to the courtyard. It, too, was paved with slabs of cappellaccio, one of which was bored to form the intake, near the center of the court, of a deep, covered drain, running north-westward. Near its southwest corner the courtyard contained a well and further north the massive, square foundation of an altar. The discovery of a pair of foundations for piers or columns along the northeast side gives evidence for a portico. Two partition walls, perpendicular to the northeast socle, indicate a range of rooms along this side, whose outer wall lay beyond the perimeter of the Imperial *Regia*.

These elements, isolated, completed and integrated in a coherent plan, give the measure of the first *Regia*'s difference from all that had gone before it on its site (Fig. 4). They give the plan of a complete, archaic house, but of a house adapted to a specific place and specific functions. This *aedes* was not entered, as one would expect, from an end, but from a side, by a doorway facing the *Atrium Vestae* across the road. The east chamber was not a porch and the middle chamber not an anteroom, but a vestibule for chambers at either side. The courtyard sheltered a well but also an imposing altar.

From what we are told of the *Regia* let us attempt to give these spaces names. Let us suppose, for example, that the west chamber with its hearth was the *sacrarium Martis*. The *ancilia* and *bastae* of the god hung and clattered on its walls. The hearth was sprinkled for the god with the blood of the October Horse. Let us suppose that the little east chamber with its narrow portal was the *sacrarium Opis Consivae*, so confined or so holy, as the text of Varro be emended, that only the priest and the Vestal Virgins might enter. The courtyard will be Livy's *Atrium Regium*¹, the altar that of the periodic immolations to Jupiter, Juno and Janus. There seems to be a place for everything except an inhabitant. This may be a *fanum* in the shape of a *domus*. It is not a habitation.

When was it built? Obviously after the third quarter of the sixth century, when the temple that preceded it was in existence. How long after? The walls themselves impose a limit. The clay plaster that covered them was in part painted. Scores of tiny fragments repeat a single design of narrow blue, white and red stripes. The analogy of the painted tombs of Tarquinia suggests that these come from painted bands at the top and bottom of the walls. At Tarquinia such bands are current in the tombs of the last half of the sixth and the first half of the fifth centuries. Narrow stripes with a prevalence of blue recur most frequently in the last quarter of the sixth².

For sharper definition we have to rely on stratified potsherds. The strata formed during the construction of the *Regia* and the laying of its floors, where our soundings have penetrated them, are fairly clear and fairly sound. They

¹ Liv. 26, 27, 3; 27, 11, 16.

² From the *Tomba dei Tori* to the *Tomba della Nave*, including the *Tomba della Caccia e Pesca*, *Tomba degli Auguri*, *Tomba delle Iscrizioni*, *Tomba del Pulcinella*, *Tomba delle Olimpiadi*, *Tomba dei Bacchanti*, *Tomba Tarantola*. Cf. M. PALLOTTINO, *MonAnt* 36 (1937), 304.

have yielded hundreds of potsherds. Most of the fragments of imported Greek vessels clearly come from the last quarter of the sixth century. The latest that are more or less precisely dateable may be assigned to its last decade. None of the Bucchero or of the local, painted wares appears to be later. The evidence is slim. It can tell us only that, in all probability, the *Regia* was erected not far from the turn of the sixth and fifth centuries.

For present purposes that may be sufficient. It is safe to say (even in this company) that one is on the threshold, if not in the thick, of the Roman Republic. The *Regia* on the Roman Forum was built not for a *rex* but for a *rex sacrorum*. It was built not for his dwelling but for the performance of his sacred duties. Our sources represent the creation of the *Rex Sacrorum* as an act of religious statesmanship by the founders of the Republic. The *Regia* was its material expression. The first *Rex Sacrorum*, we are told, was a certain Manius Papirius. A stray find from Boni's soundings in the *Regia* may be his autograph¹.

Though no dwelling, the *Regia* kept the outward forms of a kingly house, because it embodied the cults and emblems, which remained inseparable from the office and name of king and without which the state, though no longer ruled by a king, could not prosper². As regalia, indispensable to the new commonwealth, it was transplanted to the vicinity of the public *Forum*, where no king's dwelling had ever stood. It was established in calculated relation to the shrine of Vesta and the house of her virgin ministers. (The straightening of the way between the two connotes the enlargement, if not the installation, of the *Atrium Vestae* in this place). Here the doubling of the ancient, regal hearth

¹ Dion. Hal., *Ant. Rom.* 5, 1, 4; E. GJERSTAD, *Early Rome* III (Lund 1960), 300, Fig. 199, 4.

² L. DEUBNER, *RM* 36 (1921), 17-23; K. LATTE, *Römische Religionsgeschichte* (Munich 1960), 108-111.

of the community took physical shape. The hearth in the emblematic *Regia* now served only the intimate, bloody cult of Mars. The hearth of the new commonwealth blazed beside it, personified in Vesta. The two, none the less, were bound together by proximity and by the surrogate king and his putative daughters.

This act of religious statesmanship may also be seen as an aspect of the equally statesmanlike act of the deliberate creation of the civic center of the new Republic. As the *Regia* and the house of Vesta came to dominate the eastern, so the Comitium the northwestern end of the Forum. Hitherto the Forum, for all we know, had been a featureless expanse. We hear of no other buildings beside it, save the precincts of Saturn and Vulcan on the lower slopes of the Capitol¹. We are informed only that it had been drained by means of the Cloaca Maxima and that it was crossed by a road, the Sacra Via, running from the Velia to the Arx². The two temples, of the Castores and Saturn, that came to define its southern and western extremities, were the work of the following decades³.

Like the *Regia*, the Comitium, as Gjerstad has shown, was the creation of the beginning of the Republic⁴. Like the *Regia*, it celebrated functions of the old dispensation that were felt to be indispensable in the new. It was not made to serve the great assemblies of the Republic, *comitia centuriata*, *comitia tributa*, but embodied the residual powers of

¹ Festus, 430 L; Dion. Hal., *Ant. Rom.* 6, 1, 4; Macrob., *Sat.* 1, 8, 1.

² Varro, *LL.*, 5, 47; Festus, 372 L.

³ Liv. 2, 20, 12; 45, 5; Dion. Hal., *Ant. Rom.* 6, 13, 4; cf. *CR* 20 (1906), 77-82, 184; *MAAR* 5 (1925), 79-90. Liv. 2, 21, 2; Dion. Hal., *Ant. Rom.* 6, 1, 4; Macrob., *Sat.* 1, 8, 1; cf. K. J. BELOCH, *Römische Geschichte* (Berlin/Leipzig 1926), 12 f.; K. LATTE, *Römische Religionsgeschichte* (Munich 1960), 254, n. 2; *Hommages à A. Grenier* ("Collection Latomus", Brussels 1962), 757-762.

⁴ E. GJERSTAD, *Opus Arch.* 2 (1941), 97-158; *Early Rome* III (Lund 1960), 217-223.

the regal *comitia curiata*. Like the *Regia*, it appears to have been transplanted to the borders of the Forum to associate venerable presences with the new reality. *Regia* and Comitium together not only brought to the new center of public affairs the religious and political sanction of the past, but by their position and forms gave shape and measure to the space between them. These poles, religious and political, at either end of the Forum were linked visually by the Sacra Via stretching between them and ritually by the action of the *Rex Sacrorum*, when he *comitiavit* or *fugit*¹. They established the axis of the early Forum.

This glance from the vantage of the *Regia* at the place of the Forum in the beginning of the Roman Republic may suggest a process at once more deliberately revolutionary than what our sources let us perceive and more inherently conservative, the revolution, in sum, of god-fearing aristocrats. It may also suggest the working of a keen and very Roman sense of the efficacy of the deliberately shaped environment in the molding of human impulses.

¹ *Fasti Praen. ad d. 24 Mart.* (*Insc. It. XIII, 2, 122 f.*); Varro, *LL. 6, 31*; Festus, 311 L; Ovid, *Fast. 5, 727 f.*; Festus, 346 L; cf. A. DE GRASSI, *Insc. It. XIII, 2, 415 f.*

DISCUSSION

M. Gjerstad: I want to thank Mr. Brown both for his excavation and his conference. The μέγαρον-type of building is not so exclusively Greek as is generally thought. There is a μέγαρον probably in Troy I and certainly in Troy II, and it is represented as far East as Tainat. It was, therefore, an Anatolian type of building too. Hence I consider the possibility that this type was introduced in Italy from Anatolia through the Etruscans, and therewith I regard it as more Etruscan than Italic. What is your view?

M. Brown: I can go with you, if you use the term "μέγαρον-type". But at the same time I must underline that it is a very vague term : the μέγαρον-type is found also all over Northern Europe ! But I agree that for Rome a transmission of it through the Etruscans is quite probable.

M. Gjerstad: If I remember well, you once spoke or wrote to me of two temples of Cappellaccio facing the North, immediately preceding the *Regia*, the second of which you did not refer to this morning. Could you give me some explications ?

M. Brown: Since the remains of a foundation, possibly of a second temple, to the West of the precinct under the *Regia*, lie outside the area of the first *Regia*, I left them out of record in this morning's presentation.

M. Gjerstad: I would like to bring up the question of dating the early republican *Regia*. In my opinion, in dating the republican *Regia* by means of the red-figured κύλιξ, one must bear in mind, that it only furnishes a *terminus post quem*. Could you show us further ceramic material from the levels relevant to the first *Regia* ?

M. Brown shows slides of a number of further objects, among which a remarkable number of fragments of objects in bucchero.

M. Gjerstad: Bucchero cannot be dated within so narrow margins as Greek pottery, but some bucchero types shown on the slides do not appear earlier in the stratigraphic sequence of the Forum Boarium than in the layer contemporary with the first temple of Fortuna and Mater Matuta. This temple can be assigned to the early 5th century as shown by the style of its architectural terracottas. The profiles of the feet of the Greek black glazed kylikes shown on the slides will also give useful chronological criteria.

M. Riis: The Attic black-figured sherd shown by Mr. Brown may be the latest of the imported pottery and is therefore of considerable chronological importance. It belongs to a debased kind which goes down into the first half of the 5th century.

M. Brown: In my opinion, the term *bucchero* should be more clearly defined. In the *Regia* the bucchero fragments in the sixth century levels fall into three distinct wares. At all events the bucchero must be re-studied.

M. Waszink: Do you think that, after the expulsion of the kings, the *rex sacrorum* dominated the cults of the *Regia* and the *Domus Vestae*? In later times we find, of course, the *pontifex maximus* connected with both the *Regia* and the *virgines Vestales*.

M. Brown: Certainly the *pontifices* were connected with the *Regia*. We simply do not possess evidence to show whether the *pontifex* supplanted the *rex sacrorum*, and, if so, when.

M. Wieacker: We are not to forget that from the beginning the *pontifices* must have had a *consultative*, not an *executive* power.

M. Momigliano: The trouble is that it is so difficult to establish what the *pontifex maximus* was supposed to do as such, not as one of the members of the *collegium* of the *pontifices*.

M. Brown: Indeed we hear only general things about the *Pontifex maximus*, but only quite special things about the *rex sacrorum*.

M. Wieacker: Civil law at Rome owed much to this consulting of the *pontifices*. For instance, we may think of the testaments made in *comititis calatis*.

M. Alföldi: The results of M. Brown are fundamental. We know now, that the Republic of the patricians reshaped the topographical frame of the political life after they seized power. What they installed, was not a creation *ex nihilo*, but a reinstallation of most sacred institutions. A hint to this, namely to the appurtenance of the *Regia* to the old double kingship and double state-organization of Rome is the planting of two laurel trees flanking the doorway of this building. The sanctuaries of the Quirinal-group had two myrtle trees flanking their doors, and those of the Palatine group two laurel trees. As the Etruscan rulers resided on the Arx, breaking through the old twofold order, the original location of the State Hearth and the *Regia*, connected with it, must be pre-Etruscan. It is likely that they were placed too between the Palatine-half and the Quirinal-half of the oldest Rome.

M. Brown: At any rate, the Comitium seems to have been brought to the Forum from the Capitol since the *comitia calabra*, its purely religious counterpart, remained there in later times.

M. Momigliano: What about the fires? Was the temple which preceded the *Regia* destroyed by fire?

M. Brown: Apparently not: the great fire was that which destroyed the first temple and precinct in the third quarter of the sixth century.

M. Gjerstad: The contents of the archaic pozzo of the Vesta temple show that this sanctuary was destroyed by fire at the same time as the earliest *Regia* building.

M. Riis: I should like to return to chronology: Is the first temple to be connected with the antefix of Veientan type?

M. Brown: Stratigraphically the antefix is slightly later.

M. Riis: As to the second temple, which is dated by the upper part of an antefix: this part alone is difficult to date, because the lower half has disappeared.

M. Brown: We have in total three of these antefixes from the *Regia*. They complete each other and are near duplicates of the oldest antefix from Caere of the series, which is now at Berlin.

M. Riis: A very important point is: how long a time you will allow for the objects to have been used before they came into the earth under the republican *Regia*.

It is a very important point, because it is not only the date of the fall of the meteorites which is important, but also the date when the objects were used. If we suppose that the objects were used at the same time as they fell, then the date of the fall of the meteorites would be the same as the date of the use of the objects. But if we suppose that the objects were used at a later date, then the date of the fall of the meteorites would be later than the date of the use of the objects. This is a very important point, because it is not only the date of the fall of the meteorites which is important, but also the date when the objects were used. If we suppose that the objects were used at the same time as they fell, then the date of the fall of the meteorites would be the same as the date of the use of the objects. But if we suppose that the objects were used at a later date, then the date of the fall of the meteorites would be later than the date of the use of the objects.

It is a very important point, because it is not only the date of the fall of the meteorites which is important, but also the date when the objects were used. If we suppose that the objects were used at the same time as they fell, then the date of the fall of the meteorites would be the same as the date of the use of the objects. But if we suppose that the objects were used at a later date, then the date of the fall of the meteorites would be later than the date of the use of the objects. This is a very important point, because it is not only the date of the fall of the meteorites which is important, but also the date when the objects were used. If we suppose that the objects were used at the same time as they fell, then the date of the fall of the meteorites would be the same as the date of the use of the objects. But if we suppose that the objects were used at a later date, then the date of the fall of the meteorites would be later than the date of the use of the objects.

It is a very important point, because it is not only the date of the fall of the meteorites which is important, but also the date when the objects were used. If we suppose that the objects were used at the same time as they fell, then the date of the fall of the meteorites would be the same as the date of the use of the objects. But if we suppose that the objects were used at a later date, then the date of the fall of the meteorites would be later than the date of the use of the objects.

ART IN ETRURIA
AND LATIUM DURING THE FIRST HALF OF THE
FIFTH CENTURY B.C.

P. J. RIIS

Art in Etruria and Latium during the First Half of the
Fifth Century B.C.

ART IN ETRURIA AND LATIUM during the first half of the fifth century B.C. has hitherto been discussed from the point of view of the products of the great centers of production, especially as, unfortunately, only a few towns have been excavated, so that many, in a systematic way, are still unknown and many existing works.

As to style probably the most important indications of some sort of regional or even national origin will have conditionally to come when we make studies have been established. At present a number of the regional styles of Central Italy may have begun to be clearly defined; of the country; but both architecture, sculpture and pottery are dependent upon the available materials, and the hill ranges and mountain passes which the ancient ancient roads have had an obstructing effect upon the traffic, which accordingly had to follow the valleys. In the main Central Italy can be divided into a hilly region in the south and a volcanic region in the north. The former is North Etruria, among which of the Liris, over the coast in particular are centre. The volcanic region covers more land west and south of the latter river and to the Apennine Hill can two zones, a northern and a southern. The northern one is in fact the central part of Etruria, where the productions of Tarquinia and Vulci are particularly interesting. The southern zone connects east with Toscana, with Caen and Veii, the Ager Faliscus around Falerii, and

¹ On this question see P. J. Riis, *Archaeological Conference*, p. 481, 1894 (see bibliography, last, p. 476), p. 473, 1895.

ART IN ETRURIA AND LATIUM DURING THE FIRST HALF OF THE FIFTH CENTURY B.C.

Before one attempts to draw any historical conclusions from the art of Central Italy one must know where the things were made, and when they were made ; style geography and chronology are of primary importance, also to the historian¹. Therefore, I shall concentrate upon these subjects, especially as, unfortunately, not all the problems have been solved, or treated, in a satisfactory way, so as to produce unanimity among scholars.

As to style geography, however—although attributions of some series of works and of some individual objects still differ considerably—it seems that the main divisions have been agreed upon. Of course, a modern view of the regional styles of Central Italy must have regard to the natural divisions of the country ; for both architecture, sculpture and pottery are dependent upon the available materials, and the hill ranges and mountains as well as the dense ancient forests have had an obstructing effect upon the traffic, which accordingly had to follow the valleys. In the main Central Italy can be divided into a limestone region in the north and a volcanic region in the south. The former is North Etruria, among whose cities Clusium was the most important art centre. The volcanic region begins immediately west and south of the latter town and is by the Ciminian Hills cut into two zones, a northern and a southern. The northern one is in fact the central part of Etruria, where the productions of Tarquinii and Vulci are particularly interesting. The southern zone comprises both South Etruria with Caere and Veii, the Ager Faliscus around Falerii, and

¹ On style geography, see P. J. Rørs, *Tyrrhenika*, Copenhagen 1941, p. 4-8, 187-188 ; on chronology, *ibid.*, p. 147-149, 159-161, 188, 191-195.

Latium ; it is important that between these three districts there are no physical borders offering any real obstacle. So it was a region of vivid cultural contacts and fluctuating frontiers. The Alban Hills constitute the centre of Latium ; Rome lies in the northwestern periphery of the Latin territory, next to Etruria, just as Tibur and Praeneste are on the northeastern borders, and Satricum on the verge to Campania. All this may seem commonplace, but it is necessary to remember it when art is dealt with. It should also be pointed out that the regional styles were not more uniform than that the more elaborate products betray different traditions in the principal towns.

In chronology the main problem is raised by the fact that the artists of Central Italy to an astonishing degree used the Greek ways of expression, so that there are very few local works of art which have nothing whatever in common with Greek art. Consequently, no detail of style which had its origin in Greece and not in Italy, could appear in Italy before Greek works with such a detail had been made known to the local artists. The earliest Greek parallels to Etrusco-Italian works with the same detail provide only a terminus post quem for the Italian products, and thus our difficulty consists in evaluating the time lag between the Greek source of inspiration and the final Etrusco-Italian work. To make the right estimate it is also necessary to be aware of the difference between subarchaic and archaic elements that too late a dating does not result. Unfortunately, not all scholars have realized that an extremely profound knowledge of Greek art is indispensable for those who have to deal with the Etrusco-Italian production ; for without this knowledge we shall not be able to find the right Greek parallels and to single out that Greek detail in the individual Etrusco-Italian work which actually is the latest, as no specimen can be older than its latest feature. The results of style analysis must be checked by a study

of find complexes and their relationship to the deplorably few historical data which offer a basis for art chronology.

The dependence upon Greece is easiest to demonstrate in two-dimensional art, where copying is a comparatively simple matter. I shall show you a few examples, first a figure in a North Etruscan fresco painting, in the Tomba del Colle Casuccini near Clusium¹. The way of rendering the folds of a chiton by means of a restricted number of vertical wavy lines as those seen here in the lower part of the drapery is a feature which appeared on Attic vases, e.g. by the Amasis Painter, already in the third quarter of the 6th century. In general, however, the Clusine fresco has a Late Archaic character. The profile of the face, for instance has parallels in vase pictures by the Panaitios Painter; but the ductus of the drapery borders, which offer a certain superficial likeness to those drawn by the Kleophrades Painter, are in fact more free, roughly as we find them in Athens about the time 470-465. An earlier date for the fresco is not possible.

A red-figured vase, decorated in superposed colour and said to have come from Orvieto in Central Etruria, is kept in the Danish National Museum². The hands, the eye and the mouth of the woman depicted on the vase resemble what can be seen in Attic paintings of the late 6th century; nevertheless her firm chin, the folds of her chiton and the head of the silenus forbid us to place this pot before 490, as similar details do not occur before certain works of the

¹ *Vie Italienne, Revue Officielle de l'E.N.I.T.*, VIII no. 24, Bergamo 1957, p. 65. These tomb frescoes were dated to the decade 500-490 by F. MESSERSCHMIDT, *Beiträge zur Chronologie der etruskischen Wandmalerei*, Ohlau 1926, p. 53 note 12, 59, 63 no. 31; but M. PALLOTTINO, *Etruscan Painting*, Geneva 1952, p. 131 rightly put them after 470.

² *Corpus Vasorum Antiquorum*, Copenhague, Musée National, fasc. 5, Paris s. a., IV B p. 169, pl. 218.3 a-c. H. DRAGENDORFF, in *Jahrbuch des deutschen archäologischen Instituts* XLIII, Berlin 1928, p. 346 fig. 17. J. D. BEAZLEY, *Etruscan Vase-Painting*, Oxford 1947, p. 195, 197 no. 37.

Berlin, Foundry and Kleophrades Painters, and even remind us of the Pistoxenos Painter in the 470's. Another vase from the same Central Etruscan workshop, found at Vulci and now in Munich¹ (fig. 1) is particularly interesting on account of the theme rendered on one of its sides: Aineias as a beardless youth leaving Troy, with Anchises on his left shoulder, and preceded by Kreousa and Askanios.

This is not the way in which the famous Trojan exit is shown on Attic vases². We find a more similar rendering on Late Archaic coins issued by the Macedonian town of Aineia³ and on the Capitoline Tabula Iliaca, according to the inscription an illustration of the *Ilioupersis* by Stesichoros of Himera, who wrote in the first half of the 6th century; the said inscription moreover stated that Aineias was in the act of emigrating to Hesperia, i.e. Italy⁴. In his *Troika* the historian Hellanikos of Mytilene, who died about 400, let Aineias both found Aineia and come to Italy⁵. Certainly, it is a non-Attic source which lies behind the Etruscan representations like the one in Munich, and as both the

¹ O. JAHN, *Beschreibung der Vasensammlung König Ludwigs in der Pinakothek*, Munich 1854, p. 290-291 no. 903 (Inv. No. 3185). E. GERHARD, *Auserlesene Vasenbilder III*, Berlin 1847, p. 131-132 pl. 217. G. Q. GIGLIOLI, in *Bullettino della Commissione Archeologica di Roma LXIX*, Roma 1941, *Bullettino del Museo dell'Impero*, p. 9 fig. 2. BEAZLEY, *op. cit.*, p. 195 no. 3. K. SCHAUENBURG, in *Gymnasium LXVII*, Heidelberg 1960, p. 181 no. 58. No inscriptions.

² SCHAUENBURG, *loc. cit.*, p. 176-191.

³ W. H. ROSCHER, *Ausführliches Lexikon der griechischen und römischen Mythologie I*, Leipzig 1884-86, p. 167, 185.

⁴ O. JAHN, *Griechische Bilderchroniken*, Bonn 1873, p. 2-4, 36-37 pl. 1*; A. SADURSKA, *Les tables iliaques*, Warsaw 1964, p. 29, no. 4 and 7, a, lines 1-2; p. 30, f, lines 9, 31-36 and 39-41; p. 32-35, 99-100 no. 10 pl. 1. Two not identical groups, but similar in so far as the movement is directed towards the right, Anchises is carried on Aineias's left shoulder and holds himself a cista; with them fly a woman and a boy. The inscriptions read: 'Ιλιου πέρσις κατὰ Στησίχορον... Αἰνήας σὺν τοῖς ἰδίοις ἀπαίρων εἰς τὴν Ἐσπερίαν... Ἀγχίσης καὶ τὰ ιερά.

⁵ Dion. Halic., 'Πωμαϊκὴ ἀρχαιολογία I 48,1; 47,6; 49,4 and 72,2.



Fig. 1. Detail of Etruscan red-figured Vase.

Munich 3185. By Courtesy of the Direktion der Antikensammlungen.

Aineian die-cutters and the Etruscan artists drew from it, there is reason to believe that the source was not the poem of Stesichoros, who may have utilized the myth for local Sicilian purposes, but rather a separate Ionian tradition, perhaps the same as was reflected in Hellanikos's work. At any rate the Munich pot was not the first to make people in Vulci acquainted with Aineias. He also appears in Vulcian black-figure, although in other scenes, both about 470 on a vase in Würzburg, and twice perhaps in the so-called Pontic Group of the second half of the 6th century, on vases in Paris and Copenhagen¹, and of the 57 Attic vases with representations of Aineias 17 were found in Etruria and 10 of these came from Vulci, among them the earliest one of the whole series, a cup of the 520's from the workshop of Nikosthenes², who had specialized in meeting the demands of his Etruscan customers. So, we have to conclude that people at Vulci took a certain interest in Aineias about that time already, and it seems that Vulci was the first Central Italian town either to learn the Aineias myth or to make it popular. No wonder that just the Pontic workshop in Vulci treated Greek subjects and was very familiar with Greek myths and epics; for the style seems to indicate that at least the founder of the workshop was an Ionian Greek.

But we must return to the vase in Munich. Although there are zigzag borders in the manner of the late 6th century,

¹ E. LANGLOTZ, *Griechische Vasen in Würzburg*, Munich 1932, p. 142-143, no. 799 pl. 232. BEAZLEY, *op. cit.*, p. 17-18. P. J. RIIS, *Den etruskiske kunst*², Copenhagen 1962, p. 148-149, fig. 86. R. HAMPE & E. SIMON, *Griechische Sagen in der frühen etruskischen Kunst*, Mainz 1964, p. 41-42, fig. 8; pl. 28.1; p. 51; pl. 19. The picture of the first Pontic vase, from the Tityos Painter's workshop, has been explained as referring to the persuasion of Helena as told in the epic *Kypria*, that of the other, of the latter part of the Paris Painter's œuvre, to the death of Achilleus, dealt with by Arktinos of Miletos in the *Aithiopis*.

² *Corpus Vasorum Antiquorum*, Paris, Musée du Louvre, fasc. 10, III H e, Paris 1951, p. 90-91; pl. 99.1. J. D. BEAZLEY, *Attic Black-Figure Vase Painters*, Oxford 1956, p. 231 no. 6. SCHAUENBURG, *loc. cit.*, p. 181, no. 52.

and though the picture no doubt was inspired by works of Douris and the Brygos Painter, Anchises's chiton, Askanios's abdominal muscles and Aineias's face with the firm and full chin are drawn as on the Pistoxenos Painter's skyphos in Schwerin, and the figures tend towards the elongated as on vases by the Danaë Painter, the Sabouroff Painter and other Early Classical masters. It is impossible to place the vase earlier than the 470's; in time it is not far from the Tyrant Slayers of Kritios and Nesiotes, put up in Athens in 477.

In spite of the deep Greek influence, the workshop which produced the two red-figured pots in Copenhagen and Munich is by the employed techniques and style defined as purely Etruscan and probably to be localized in Vulci. More than half of the vases belonging to the same group were found at that place, as already mentioned, also the Munich one. The word *Praxias*, which is written on the mouth of another member of the group, is possibly the name of the potter or rather that of the painter. Writing in the Greek alphabet of Northern Sicily and South Italy he appears to have been either himself a Greek or of Greek descent. According to Dragendorff the earliest works of the *Praxias* Painter should be dated about 465-460.

If we go to Tarquinii, Central Etruria's other important art centre, we shall find a similar style in the frescoes of the Tomba del Triclinio¹. The draperies are more archaic than classical, but it is from ca. 470 onwards in the oeuvre of the Attic mannerists, for instance that of the Pan Painter, that such faces occur.

To judge from its inside painting a Vulcian red-figured cup in the Rodin Museum at Paris² was not made before

¹ MESSERSCHMIDT, *op. cit.*, p. 50-52, 59, 63-64 no. 41 gives the date 480-470. PALLOTTINO, *op. cit.*, p. 73-80, 131, that of about 470.

² *Corpus Vasorum Antiquorum*, Paris, Musée Rodin, Paris 1945, p. 39-41; pl. 28-30. BEAZLEY, *Etruscan Vase-Painting*, p. 3; 25-27; pl. 4, 1-3. *Mélanges offerts à Jérôme Carcopino*, Paris 1966, p. 515-528, fig. 1-3.

450; but the external frieze must have been copied from an older work, an Attic, Dourian, cup of the 460's, and there may be at least 15 years' distance between the Greek prototypes of the two pictures. The vase is one of the first Etruscan made in the ordinary Attic red-figure technique, and a special curiosity is the Etruscan inscription containing the name Avle V(i)pinas which Professor Heurgon recently explained to us.

South Etruria does not present the same wide range of painted vases and frescoes as Vulci and Tarquinii, but I should like to call attention to some fragments of painted terracotta slabs which embellished temples in the southern region. On the interior cella walls of the Portonaccio sanctuary at Veii, the one with the famous Apollo group on its roof, there were friezes composed of such slabs¹. A front view of a female head may remind us of similar drawings by Euphranor and other Attic vase painters between 510 and 500, but also of pictures by the Brygos Painter, of the following decades, and, in fact, it is not till about 480 that we find the same broad black border stripe of the mantle as on another slab from the frieze. So far the style situation seems analogous to that of Central Etruria, and this is confirmed by a completely preserved slab recently acquired by the Museum of Fine Arts in Boston²; probably it came from a temple site 8 kilometres to the east of Caere, where related plaques have been found. The conspicuous archaisms, particularly the swallow-tail borders, the scallops of the forehead hair and the old-fashioned eye, have not deceived Vermeule, who in his publication of the painting rightly dated it to the decade 470-460.

¹ *Notizie degli Scavi* VII, Rome 1953, p. 70-72 no. 1; 74-75 no. 6, fig. 49 a-b and 52 bis; cf. p. 68-69, fig. 48.

² *Bulletin of the Museum of Fine Arts* LXI, Boston 1963, p. 155-158, fig. 4, presumably from Ceri.

All these Etruscan paintings help to show how few details betray the advanced date, as a certain conservatism is predominating. They warn us against a superficial dating from a general impression alone, and we have now been prepared to meet similar phenomena in the reign of sculpture; but it must be particularly emphasized that but rarely do we still have the entire plastic work, and not always, probably, does a fragment include just the very latest style element of the complete object. Many sculptures can therefore only be safely dated through their fitting-in well into a carefully established, long and amply represented typological series after due comparisons with its individual specimens.

Of such series we possess in Northern Etruria the numerous limestone sculptures from the Clusine district. Unfortunately the statues of the Late Archaic range, as it is now preserved, have not retained their heads, but some interesting reliefs and an excellent mid-5th century statue to some extent indemnify the art historian. On a cippus in Palermo¹ the drapery of the flanking figures have a central bundle of folds with a swallow-tail border like the early red-figured ones in Athens, and the facial profile of the right figure may recall certain Ionian and Attic works of the late 6th century. However, the cloak folds of the central figure and the chiton border with closely put vertical striations are not paralleled in Athens before the 470's, and if we look very thoroughly we may find out that after all the central folds and the swallow-tail border are more freely cut than those of the 6th century. The second afore-mentioned Clusine sculpture, now in Florence, represents a seated woman with a child in her arms². The head of the statue is

¹ E. GABRICI, in *Studi Etruschi* II, Florence 1928, p. 72, pl. 10. G. Q. GIGLIOLI, *L'arte etrusca*, Milan 1935, p. 29, pl. 151.3.

² L. A. MILANI, *Il Regio Museo Archeologico di Firenze*, Florence 1912, p. 234; pl. 87.1. GIGLIOLI, *op. cit.*, p. 42; pl. 231. RIIS, *Tyrrhenika*, p. 116 no. 12; 161. M. PALLOTTINO, H. & I. JUCKER, *L'art étrusque*, Paris 1955, p. 23, pl. 92.

inspired by Attic art of the 450's, but the sphinxes of the chair have their hair dressed according to the Greek fashion in the third quarter of the century. The body is hollow, originally having had the function of a cinerary urn, and in the interior was found an imported Attic plastic vase of the decade 470-460, seen below left in Giglioli's photograph. This fact clearly shows that Greek works of art could be kept for twenty years or more during which period they were able to serve as models for several Etruscan sculptures. Thus we better understand the simultaneous appearance of the two quite different head types in the same piece of sculpture.

Since Neugebauer in 1924 published his fundamental article on the widely dispersed Etruscan bronze objects with plastic decoration¹, many of which were found at Vulci, it has been customary to regard that town as the seat of Etruria's most important bronze industry, the centre that issued the famous tripods, censers, candelabra and other utensils elaborately embellished with figures and ornaments. One of the finest Vulcian bronzes is the tripod British Museum no. 587, of the years shortly before 470². Over each of the vertical or hairpin-shaped supports there are plastic groups: animal combats, a couple of sileni, two youths with winged boots, and Hercules in the company of a woman. Signora Zancani-Montuoro has made it highly plausible that groups as the latter three formed a whole and represented a Greek myth of Hera attacked by sileni, but

¹ K. A. NEUGEBAUER, in *Archäologischer Anzeiger*, Berlin 1923/24, p. 301-326; *id.* in *Jahrbuch des deutschen archäologischen Instituts* LVIII, Berlin 1943, p. 206-278. For other views, see W. L. BROWN, *The Etruscan Lion*, Oxford 1960, p. 95 note 1. Cf. however, P. J. RIIS, in *Gnomon* XXXV, Munich 1963, p. 207.

² *Monumenti dell'Istituto di corrispondenza archeologica* III, Rome 1834-38, pl. 43. H. B. WALTERS, *Catalogue of the Bronzes in the British Museum*, Greek, Roman and Etruscan, London 1899, p. 85 no. 587. P. J. RIIS, in *Acta Archaeologica* X, Copenhagen 1939, p. 23-28 no. 15; *id.*, *Tyrrhenika* p. 78, pl. 14.4.

defended by Herakles¹. As to type, the woman and the youths are less advanced than the bald-headed one of the sileni, who has Late Archaic Attic relatives, e.g. on vases by the Kleophrades Painter, and the head of the other silenus even resembles that of the terracotta Zeus with Ganymedes found in Olympia and belonging to the second quarter of the 5th century. The Hercules is wearing the lion skin drawn over his head and tightly fitting to his trunk as if it were a nicely buttoned morning-coat. This type of Hercules had been in vogue in Vulci and other towns of Etruria since the 520's, at which time—and apparently before its occurrence elsewhere—we also meet, both in Vulcian bronzework and pottery, and often together with Hercules, a peculiar female figure². Over her clothes she has a goat skin with horns, and it is worn in more or less the same way as the lion's hide by Hercules. She is armed, and in some cases she evidently is his partner in the same story as on the London tripod; accordingly she must be Uni, the Etruscan counterpart of Hera. In a similar form she was worshipped in Latin Lanuvium under the name of Juno Sospita Mater Regina; her statue there seems to be reproduced on Roman coins of the 1st century B. C.³. A Juno the Queen received cult also in Etruscan Veii before the Roman conquest in 392.

¹ P. ZANCANI-MONTUORO, in *Annuario della Scuola Archeologica di Atene* XXIV-XXVI (VIII-X), Bergamo 1946-48 (1950), p. 85-98. Cf. ROSCHER, *op. cit.* I 2, 1886-90, p. 2235; IV, 1909-15, p. 467, fig. 6.

² RIIS, *Tyrrhenika* p. 81, n. 2; 178 n. 5 no. 2. PALLOTTINO & JUCKER, *op. cit.*, p. 15; pl. 54-56. RIIS, *op. cit.* p. 178 n. 5 no. 1. H. B. WALTERS, *Catalogue of Greek and Etruscan Vases in the British Museum II*, London 1893, p. 66-67 no. B 57. P. DUCATI, *Pontische Vasen*, Berlin 1932, p. 14-15 no. III 5; pl. 13. HAMPE & SIMON, *op. cit.* p. 5, 24; pl. 6.1, by the Paris Painter.

³ *American Journal of Archaeology* LXIII, Princeton 1959, p. 4-6; pl. 4.1-12 and 5.7-8. Cf. ROSCHER, *loc. cit.*, and the inscription *Corpus Inscriptionum Latinarum*² I 2, Berlin 1918, p. 617 no. 1430. On some of the coins, e. g. *American Journal of Archaeology*, *loc. cit.*; pl. 4.3-4, the head of the goddess looks like Classical Etruscan works of the time 450-350.

If we turn to South Etruria Caere will offer the richest material, and it is now amply supplemented by the sensational recent excavations, directed by Professor Massimo Pallottino, at Pyrgi, where was in Antiquity one of the ports of Caere¹. The new finds have tempted me to reconsider our entire stock of archaic and classical architectural terracottas from Southern Etruria, Latium and the Faliscan District; for in Pyrgi there were both unfamiliar types which fill out certain lacunae in our series, and also well-known ones which never before appeared in the Caeretan publications. Thus we must be extremely grateful to the lucky excavators for having presented us with some missing links. A revision of the material may enable us to establish at least three separate typological double-series, each of them composed of a male and a female range, and if one pays attention to the finding-places, particularly those of the Early and Ripe Archaic specimens of the series, it will appear justified to give the three series geographical names and to regard the individual series as sort of pedigrees and representing special artistic traditions or schools (fig. 2). The first of these traditions has its roots in Caere and is therefore labelled "Caeretan", the second one called "Latin" seems to issue from Central Latium, the third may be named "Veiento-Faliscan" as it originated in Veii and apparently continued in Falerii. But much of all this falls outside the subject of my lecture to-day, and I shall confine myself to stressing the principal peculiarities of the three traditions and naming some examples of the Late Archaic and Classical times. In this period the predominant female types of the Caeretan series had the hair arranged in scallops and later in fine waves; at the beginning of the period those with a hair fringe were preferred in Latium. Characteristic Caeretan

¹ *Notizie degli Scavi* XIII, Rome 1959, p. 143-263. *Archeologia Classica* XVI, Rome 1964, p. 49-117. *Studi Romani* XIII, Rome 1965, p. 1-15. *Studi Etruschi* XXXIII, Florence 1965, p. 191-235. *Archaeology* XIX, Vermont 1966, p. 11-23.

male heads have snail-curls and a simple or wavy moustache, whereas usually the ends of a Latin moustache are split into two. It is difficult to find a sharp division between the Latin tradition and the Caeretan. Exportation from Latium to Caere cannot be precluded, but perhaps the true reason is that prototypes unknown to us existed at Caere. Veientan female hair is scalloped or waved as at Caere, but more sharply modelled, and the male heads have mostly plain, sometimes dropping moustaches, and often a mouche under the mouth¹.

As will be known from the preliminary publications, two temples named A and B were unearthed at Pyrgi². A, the one towards the North-West, is of the traditional Etruscan, so-called Tuscan type; but for B, the south-eastern one, which is the earliest of the two, the Greek peripteral scheme was employed³. In itself a peripteros is an indicium of a very strong Greek influence, and up

¹ Already A. ANDRÉN, *Architectural Terracottas from Etrusco-Italic Temples*, Lund 1939-40, compared certain types represented in Rome with specimens found at Velitrae and Veii, taking all of them for Veientan by origin, *ibid.* p. cxix-cxxi, cl-cli : Rome, Palatine I 4-6, 8-9, Forum Romanum I 7 and 10, Capitolium I 5-6 and Esquiline I 1, Velitrae I 1-5 and 13, Veii, Sporadic Finds 1-2. Others from Rome he compared with pieces from Satricum, Signia, Velitrae and Falerii and believed that at least in some of the cases the types were created in the latter town, *ibid.* p. clxvi-clxvii, clxxvii : Rome, Esquiline I 3, Satricum II 7, Falerii, Celle I 1 — Rome, Palatine I 11, Satricum II 8, Signia I 2, Velitrae I 11, Falerii, Sassi Caduti I 5 and Vignale Maggiore, mould b, Uncertain Provenance I 4; variant : Satricum II 9 — Falerii, Sassi Caduti I 6-7, Vignale Maggiore I 3-4 and Vignale Minore I 2 — Caere III 15, Antemnae, Norba 6, Signia I 4, Satricum II 10, Uncertain Provenance I 17-20, Falerii, Sassi Caduti I 9 and Vignale Maggiore, mould c. Others again he put together without saying anything on the home of the type, *ibid.* p. clxxii-clxxiii : Velitrae I 10, Veii, Falerii, Vignale Minore I 3, cf. Praeneste II 2 and Caere III 12 — Caere III 13, Veii, and Narce 1.

² *Archeologia Classica* XVI, Rome 1964, pl. 25. *Studi Etruschi* XXXIII, Florence 1965, pl. 1 (plan of actual remains) and 2 (restored plan). *Archaeology* XIX, Vermont 1966, p. 14, fig. 3 (restored plan).

³ As my manuscript for this lecture was written before the Pyrgi campaign of 1966 I had no possibility of taking the most recent finds into consideration.

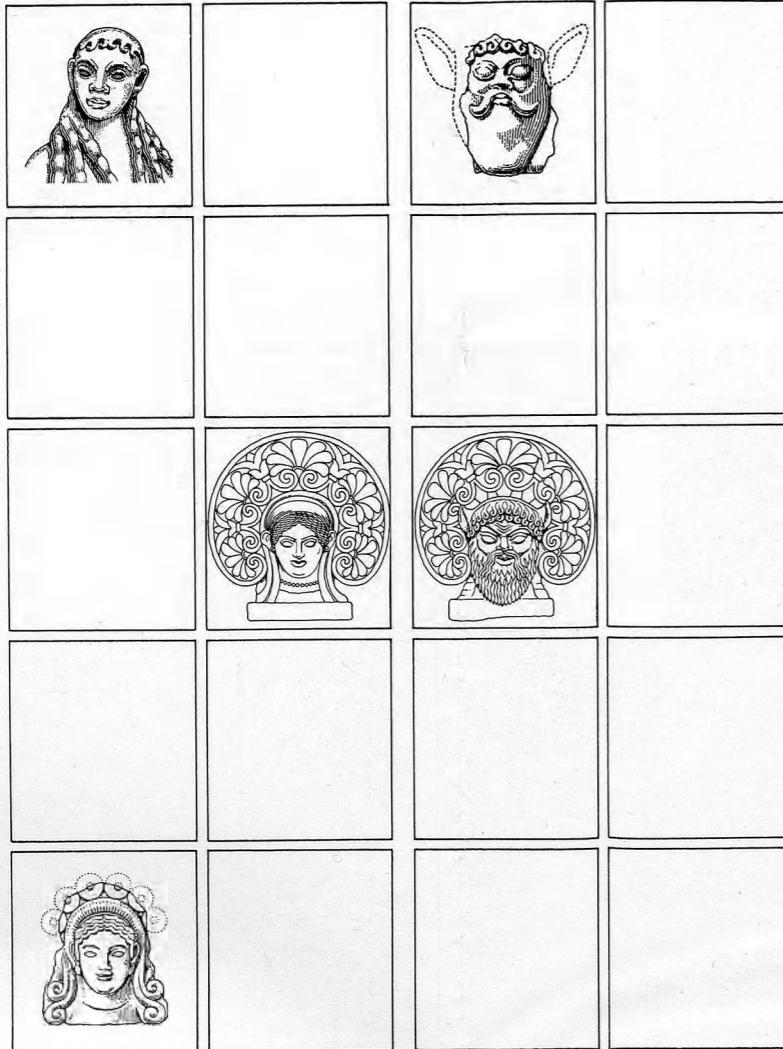
525-00

Late archaic

CAERE

♀

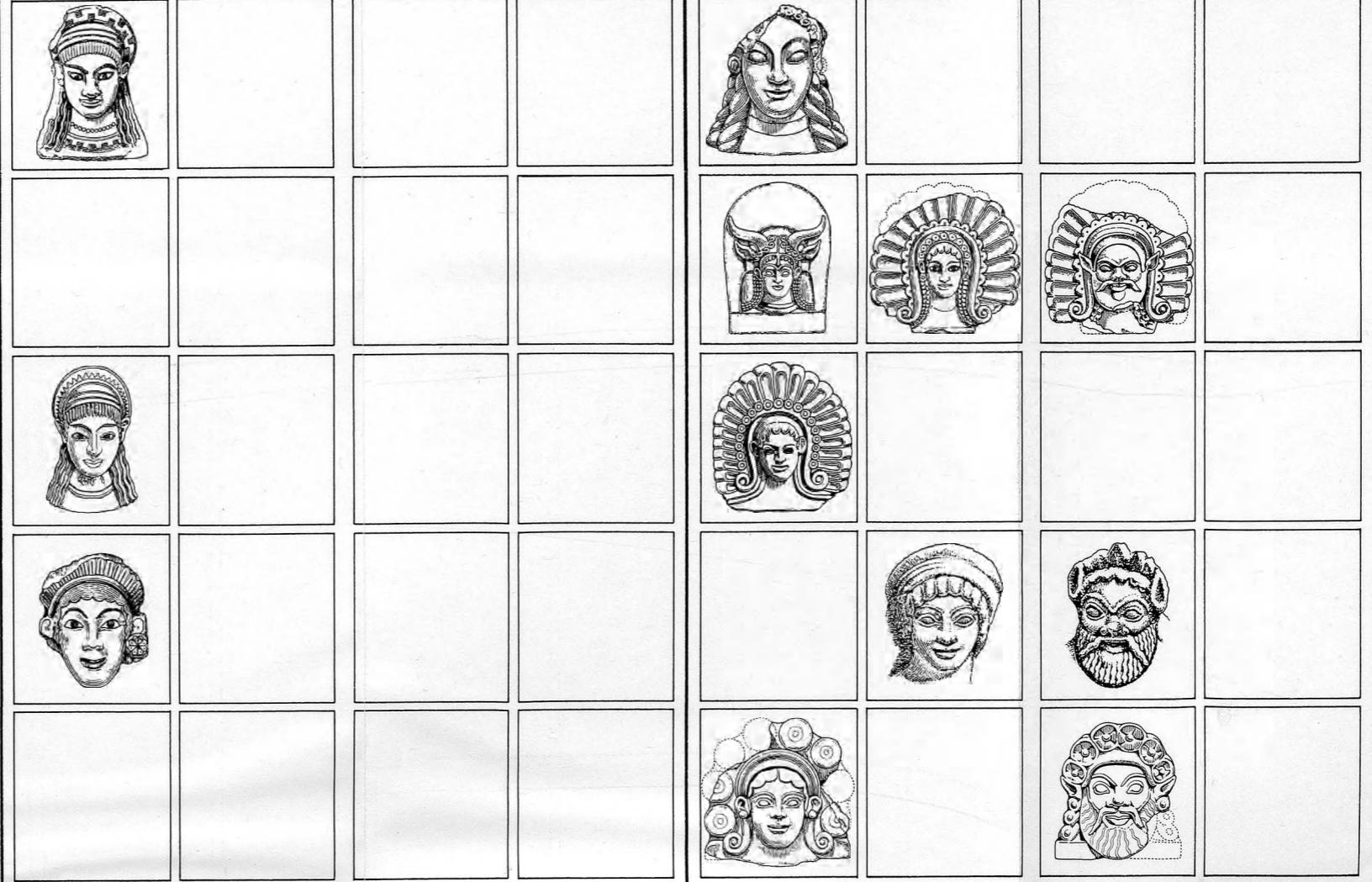
♂



LATIUM

♀

♂



VEII & FALERII

♀

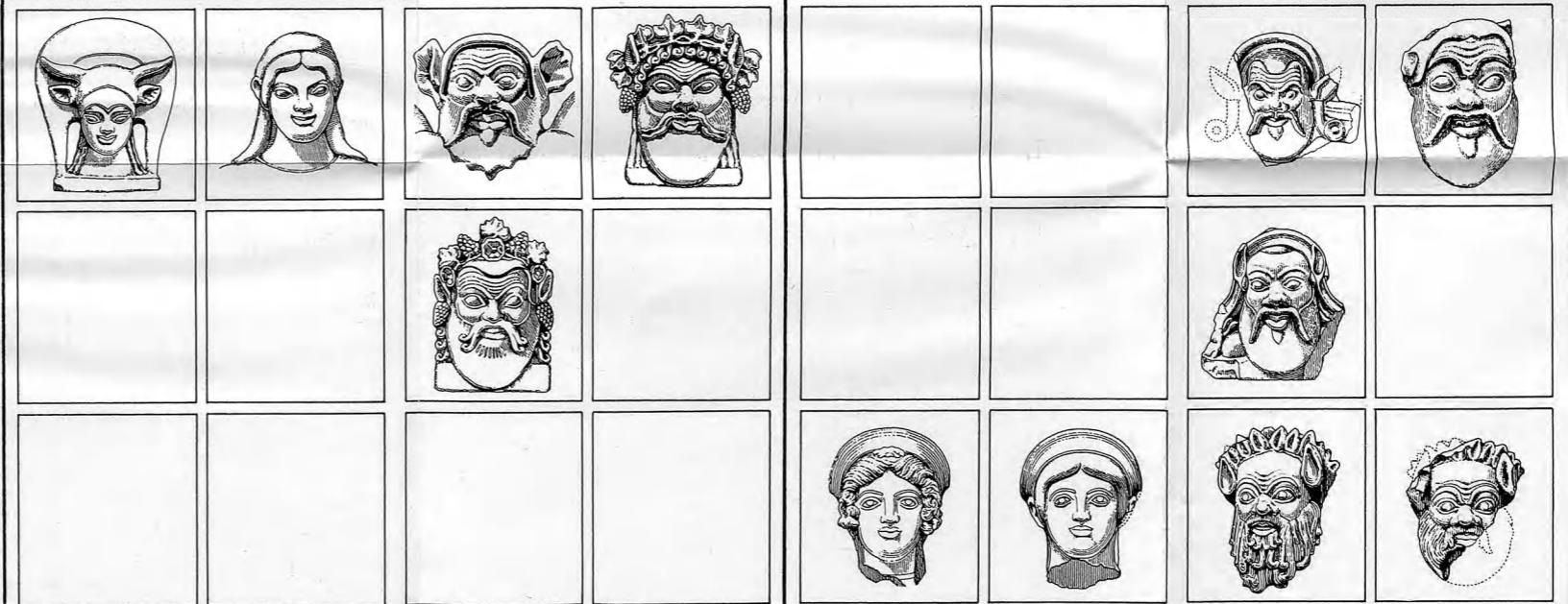
♂



500 ?

475-50

Early classical



470-65 ?

425-00

450 ?

Fig. 2. Facial types of South-Etruscan and Latin terracottas.

Drawn by Mr. Poul Christensen, Copenhagen.

till now this building and Temple II at Satricum are the only early Central Italian ones. It seems that the now already famous Etruscan and Phoenician inscriptions on the gold scrolls buried between the temples refer to a "Holy Place" in Temple B, a dedication by the Caeretan king Thefarie Velianas to the goddess Uni or Juno, who was identified with the Phoenician Astarte. The details of the lettering and the language place the inscriptions not later than about 415-400, so that this date becomes a terminus ante quem for the temple¹. Supposing that the temple was finished in the decade 500-490 we cannot be far from truth. The acroteria in the shape of female figures, among them Amazons, strongly resemble some terracottas from a temple at Caere itself, found in 1869 in the Vigna Marini-Vitalini, and of which two important lots already in the last century came to Copenhagen and Berlin. If we consider the proportions and the modelling of the preserved female face from Pyrgi, particularly the curls over the forehead it will be evident that this type of face is the counterpart of the sileni and other similar males from the old find².

A more advanced stage in the archaic development at Caere is marked by a couple of shell antefixes in Berlin and Copenhagen³, and next come two antefixes in the Ny Carlsberg Glyptotek and a rather badly restored one in the Louvre; the hair of the latter corresponds to that of the

¹ A. PFIFFIG, *Uni-Hera-Astarte, Studien zu den Goldblechen von Santa Severa/Pyrgi: mit etruskischer und punischer Inschrift*, in Denkschriften der österreichischen Akademie der Wissenschaften, Phil. Hist. Kl. LXXXVIII 2, Vienna 1965.

² *Archaeologia Classica* XVI, Rome 1964, pl. 32-33. *Archaeology* XIX, Vermont 1966, p. 15, fig. 6-7. Cf. ANDRÉN, *op. cit.*, p. 34-35, 37-45, pl. 10-13: Caere II 13, 14, 17, 18 and 20. *Etruscan Culture, Land and People, Archaeological Research... in San Giovenale*, Malmö 1962, pl. 44.

³ ANDRÉN, *op. cit.*, p. 49-50, pl. 17, 52-53: Caere III 8 and 7. *Etruscan Culture etc.*, pl. 42.

female Olympia sculptures and similar Attic terracottas¹. If we make one more step in the same direction we arrive at the stage of the Temple A at Pyrgi². Again, it is the Pyrgi excavations which yield a valuable dating, for during the 1965 campaign, as Professor Pallottino kindly told me, a fragment of an Attic red-figured vase of the transition between Archaic and Early Classical times was unearthed in the foundation pit of Temple A. Accordingly, the terminus post quem for the latter is roughly spoken 475 B. C., which means that its terracottas should be placed to the second quarter of the 5th century. What makes Temple A particularly interesting is a large relief with a combat between gods and giants which adorned the end of the ridge-pole beam³. We see the remains of four figures in different planes behind each other, in the background Minerva in a rather quiet position facing the onlooker, still in a way twisted around the vertical axis, a motif which distantly recalls that of Myron's Athena. The god in chiton and cloak striding in front of her must be Jupiter; below, a third deity is fighting a giant. The latter three figures are all bearded, and their faces, as that of Minerva and fragments of others, whose places in the relief have not yet been determined, are firmly rooted in the Caeretan tradition as exemplified in the foregoing. In spite of some archaisms the relief must date from the years just before 450, and it is immediately followed by a smaller version of the male Pyrgian antefix type, which was employed in Veii and the Faliscan District, perhaps fashioned over an imported

¹ ANDRÉN, *op. cit.*, p. 51, pl. 18.57: Caere III 11.

² *Notizie degli Scavi* XIII, Rome 1959, p. 189, fig. 40 and 41.2: Pyrgi II 22-23.

³ *Notizie degli Scavi* XIII, Rome 1959, p. 171, fig. 21. E. RICHARDSON, *The Etruscans*, Chicago 1964, pl. 37. *Archaeology* XIX, Vermont 1966, p. 16-18, fig. 8-9.

Caeretan specimen¹; with the ears placed differently it occurred also at Caere itself². Its female counterpart is purely Early Classical; it has a fringy forehead hair, and its finding-places are Caere, Praeneste, Velitrae, Veii and Falerii³.

In Veii we cannot build upon an independent chronological evidence as that of the Pyrgi temples, but have to rely upon style analysis alone. One of the earliest types represented in the Portonaccio sanctuary is a female antefix on which Professor Luisa Banti rightly wrote that it was "not made before 510/00, perhaps later". This head⁴ I should place at the beginning of our period. The temple was of the Tuscan type like Building A at Pyrgi, and along the ridge of its roof the famous Apollo and its counterparts functioned as acroteria⁵. I have already shown you some of the cella paintings, which seem to belong to the years about 480 at the earliest, and that must mean that the building as such was then existing; but of course we cannot a priori tell if the roof figures were put up before or at the same time as the paintings. At any rate the antefixes corresponding to the Apollo and the other roof figures are more advanced than the specimen you saw a moment ago⁶, i.e. after 500. From these descend not only very similar pieces⁷, but apparently also a bald-headed silenus antefix in Boston stated to have

¹ *Notizie degli Scavi* VII, Rome 1953, p. 51-52, fig. 27 c-f, m-n: Veii, ANDRÉN, *op. cit.*, p. 151, pl. 57.189: Narce 1.

² ANDRÉN, *op. cit.*, p. 52, pl. 15.49: Caere III 13.

³ ANDRÉN, *op. cit.*, p. 51-52, 101, 375 and 414; pl. 18.59, 35.120, 116.408 and 129.454: Caere III 12, Falerii, Vignale Minore I 3, Praeneste II 2 and Velitrae I 10, and *Notizie degli Scavi* VII, Rome 1953, p. 51-52, fig. 27 g-h: Veii.

⁴ *Bollettino d'Arte* XXXVII, Rome 1952, p. 156, 159, fig. 27. L. BANTI, *Die Welt der Etrusker*, Stuttgart 1960, p. 42, 274, pl. 35 above.

⁵ *Notizie degli Scavi* VII, Rome 1953, p. 107, fig. 73: plan, cf. the model of a Tuscan temple, *Etruscan Culture* etc., p. 57, fig. 38.

⁶ ANDRÉN, *op. cit.*, p. 6-8: pl. 2.4 and 3, 3.5: Veii 4, 3, 5-6.

⁷ *Notizie degli Scavi* VII, Rome 1953, p. 51-52, fig. 27 i and o.

been found at Veii¹. In between the latter ones seem to fit a couple with rosettes represented only in Faliscan finds² and another silenus type differing but slightly from the said bald-headed specimen³.

Falerii had no tradition of its own as far as architectural terracottas were concerned, and the first local antefixes are made from a mould which has luckily been preserved and is of an other clay than the antefixes⁴. That of the mould recurs in the archaic silenus antefix with rosettes mentioned before; but it is the antefixes made from the preserved mould that are of local clay, and the other clay does not look unlike the Veientan. The mould has not simply a frontal head, but displays a group representing a silenus and a maenad in the Late Archaic style. The facial types of the two figures fit very well into the Veientan series, as does that of another mould.

The Contrada Vignale, where these moulds and one of the antefixes made from it were found, was the ancient acropolis of Falerii. Of course, it is to be expected that a new way of embellishing temples was first introduced there, by means of imported works and probably such as were made at Veii, the nearest Etruscan city of importance. Thus, the Vignale finds give us the clue to the intermingling, and it may not be too far-fetched to attribute also the remains of an exquisite Early Classical series of group antefixes from another local temple site, Sassi Caduti, to a Veientan artist or at least to the Veientan tradition; they too represent

¹ ANDRÉN, *op. cit.*, p. 496-497, pl. 154.520: Uncertain Provenance I 2.

² ANDRÉN, *op. cit.*, p. 95, 100, 102, 112; pl. 29.103 and 102: Falerii, Vignale Maggiore I 4 and 3, Sassi Caduti I 7 and 6, Vignale Minore I 2.

³ ANDRÉN, *op. cit.*, p. 146, 341-342 and 398; pl. 55.179 and 121.427: Falerii, Sporadic Finds I 2, Rome Capitolium I 3, Signia I 3, and *Rendiconti dell' Accademia dei Lincei* XVI, Rome 1961, p. 58-59, pl. 3.1: Rome, Basilica Julia.

⁴ ANDRÉN, *op. cit.*, p. 99, 100-101, 111, pl. 32.111 and 33.114: Falerii, Vignale Maggiore, mould a, Vignale Minore I 1 and Sassi Caduti I 4 b.

something stylistically new at Falerii¹. The ties connecting them with the archaic rosette antefixes and with their bald-headed male descendants are evident, and we may also point out a special feature characteristic of all these as well as of the Portonaccio sculptures, namely the protruding eyes with very marked lids.

At Veii we again meet our old friend Aineias, this time in terracotta, exemplified by three fragmentary votive figurines made in the same mould². Here too he is beardless and carries his father on his left shoulder; but in other respects the type is different: Aineias has greaves on his legs, a round shield on his left arm and a high-crested Attic helmet with the cheek guards cocked upwards, and Anchises is clinging to his neck with both arms. Although the details are somewhat blurred sufficient is seen to enable us to date the type to the second quarter of the 5th century. If local Veientan the facial features of Anchises should be compared with those of the bald-headed silenus antefix in Boston, whereas Aineias may recall the beardless Sassi Caduti heads.

We may now proceed to Latium. The architectural terracottas once more help us to form an idea of the artistic development. A Latin tradition was actually existing already in the 6th century, as far as can be gathered from finds at Satricum, Lanuvium and Praeneste, and on the verge to the Late Archaic period we have a female antefix from Tibur with the fringy forehead hair characteristic of a Ripe Archaic type from Praeneste³. Very similar, but slightly later is a head from Tre Fontane near Rome⁴, and

¹ ANDRÉN, *op. cit.*, p. 109-111; pl. 37-38. 125-128: Falerii, Sassi Caduti I 3 a-q.

² *Le Arti* I, Florence 1938/39, p. 402-403, pl. 126-127. *Bullettino della Commissione Archeologica di Roma* LXIX, Rome 1941, *Bullettino del Museo dell' Impero* p. 1-16, p. 8, fig. 1, pl. 1-2a and 2b: two specimens from the Portonaccio sanctuary, one from that of the Contrada Campetti.

³ ANDRÉN, *op. cit.*, p. 370, pl. 114.402: Tibur I 1.

⁴ P. E. ARIAS, *Storia della scultura romana*, Messina 1941, p. 13-14, pl. 1.1.

then follows a piece with scalloped hair, from Praeneste and now in the American Academy at Rome ; I am much indebted to Professor Frank Brown for information and a photograph¹.

As I maintained several years ago, the first terracotta series of the sanctuary of Mater Matuta at Satricum (Temple I A) was imported from Capua or made in Capuan moulds in the Early Archaic period. Apart from casual renewals the next was a local and somewhat provincial set from a complete rebuilding in the Ripe Archaic period, put up when a colonnade was added (Temple I B), and the third series was that of the later peripteros ; but evidently this temple had originally a rather narrow peristasis (II A) and was later provided with the wider one (II B), to which probably the famous groups of maenads and uncouth sileni belong². As was already realized by Della Seta a safe for the dating of the peripteral temple is given through the fact that its terracotta series included representations of Greeks fighting Amazons and other Orientals, among them at least one Persian³; but it is impossible to say for the moment whether this figure belonged to Temple II A or II B. Combats with Persians, Amazons and Centaurs were popular themes in Greek art after the victories at Salamis and Plataiai, and no doubt we may regard the Satricum series as a reflexion of such Hellenic representations, so much the more because we also find a Centaur painted on the shield of one of the Greeks⁴. At Satricum a silenus head with split moustache, related to the type of the group antefixes, was matched with a female head wearing a helmet

¹ ANDRÉN, *op. cit.*, p. 375, pl. 116.407 : Praeneste II 1.

² *Acta Archaeologica* XII, Copenhagen 1941, p. 67-69, fig. 1-6, cf. ANDRÉN, *op. cit.*, p. 453-457, fig. 39. *Studi Etruschi* XXXIII, Florence 1965, p. 192-197, pl. 1.

³ A. DELLA SETA, *Museo di Villa Giulia*, Rome 1918, p. 272 ad no. 10045. ANDRÉN, *op. cit.*, p. 462, 464, fig. 43 : Satricum II 2 g.

⁴ ANDRÉN, *op. cit.*, p. 461-462, pl. 141.492 : Satricum II 1.

with goat's horns and ears, evidently the same Juno whom we already met in Vulcian art of the late 6th century, and there also connected with sileni; thus these antefix couples may allude to the same Greek myth as the bronzes¹. As an antefix type this Juno seems to have had predecessors in the Caeretan tradition, likewise represented in Satricum and used on the Ripe Archaic Temple I B already², and in the Veientan series³.

The typologically latest stage in the Satricum range is marked by a silenus with split moustache ending in curls; the same type was found at Velitrae, Lavinium, Falerii and Rome⁴. It is subarchaic, Early Classical, and corresponds to the bald-headed Boston silenus from Veii, but nevertheless it does not seem to have belonged to Temple II B, where the antefixes were whole figures and not heads. I suppose that this silenus type was a substitute used secondarily on Temple II A, to whose original set I should rather ascribe the earlier head antefix with split moustache without curls. That would mean that Temple II A was built and II B with its whole-figure antefixes strongly recalling the head antefixes

¹ ANDRÉN, *op. cit.*, p. 468-469, pl. 145.505 and 508: Satricum II 7 and 10.

² ANDRÉN, *op. cit.*, p. 52, 112, 387, 398-399, 469, 502-503, pl. 156.522: Caere III 15, Falerii, Sassi Caduti I 9, Norba 6, Signia I 4, Satricum II 10 (smaller variety), Uncertain Provenance I 17, 18 and 20. *Rendiconti dell'Accademia dei Lincei* XVI, Rome 1961, p. 58-59, pl. 3.2: Rome, Basilica Julia. Cf. the Caeretan types, ANDRÉN, *op. cit.*, p. 33-34, 48 pl. 9.30 and 18.54: Caere II 11 c and III 5. E. GJERSTAD, *Early Rome* III, Lund 1960, p. 90, fig. 57: Rome, Palatine.

³ ANDRÉN, *op. cit.*, p. 99, 502-503, pl. 32.113 and 156.524: Falerii, Vignale Maggiore, mould c, Uncertain Provenance I 19, cf. p. 6-7, pl. 2.4: Veii 4.

⁴ ANDRÉN, *op. cit.*, p. 468, 414, 88, 99, 112, 330, 497; pl. 145.506, 27.95, 32.113, 157.535: Satricum II 8, Velitrae I 11, Falerii, Celle I 1, Vignale Maggiore, mould b, Sassi Caduti I 5, Rome, Palatine I 11, Uncertain Provenance I 4. — An unpublished specimen from Lavinium in the Castello Borghese at Pratica di Mare. — *Bullettino della Commissione Archeologica di Roma* LXIX, Rome 1941, *Bullettino del Museo dell'Impero* p. 91-92, fig. 9. GJERSTAD, *op. cit.*, III, p. 88-89, fig. 56.9, 188-189, fig. 119.1-2: Rome, Palatine and east slope of Capitol. Though a mould was found at Falerii, the type is not Faliscan.

of II A planned before the creation of the "curly" type, but completed after this date, and that accordingly the preparing and realization of the rebuilding for some reason or other (war perhaps?) took some time¹. Therefore I should prefer to date the completion of Temple II B after ca. 465.

It is on this wide background of South Etruscan and Latin works of art that we have to review the rather scarce Roman finds of the period. The Capitoline Juppiter temple was mainly a work of the preceding century to judge from the Ripe Archaic terracotta friezes found on or near the site, but there is one more precious fragment, of an antefix whose discovery on the temple site leaves no doubt as to its belonging to the structure. It is a bald-headed silenus head of the type with a dropping moustache, which I would now take for Veientan and date after 470/65, at least not before 490². It may be a sign that the roof was not finished when the temple was dedicated in 509, but it may of course also be taken as evidence of a repair. However, it is no isolated indication of 5th century work on the temple, for another fragment from the Capitol corresponds to the palmette-and-lotus friezes of Satricum Temple II B and thus leads us down to the same time as the silenus³.

Probably from the temple of the Dioscuri or Castor, consecrated in 484, we may have two fragments of antefixes, a silenus and a Juno, found under that end of the Basilica Julia which is facing the Castor temple⁴. The silenus is of the same, perhaps Veientan type as the Capitoline one just

¹ When the narrow peristasis of Temple II A was demolished, the roof tiles could, of course, be re-used for the temporary roofing of the cella during the building of the new and wider peristasis; but some of them may have been broken during the work and substitutes therefore needed.

² GJERSTAD, *op. cit.*, III, p. 188-189, fig. 119.3-4.

³ A. MUÑOZ, *Campidoglio*, Rome 1930, p. 11, fig. 7. GJERSTAD, *op. cit.*, III, p. 202 and 204, fig. 128.1.

⁴ *Rendiconti dell'Accademia dei Lincei* XVI, Rome 1961, p. 58-59, pl. 3.1-2.



Fig. 3. Right profile of the Capitoline She-Wolf.

By Courtesy of the Direzione dei Musei Capitolini.

mentioned ; but the Juno, whom we have in Satricum on Temple I B, is earlier and may be Caeretan of the transition between the Ripe and Late Archaic periods.

The later Latin silenus version with the curly moustache is represented both on the Palatine and at the eastern slope of the Capitol near the Comitium¹. The one from the latter place may have come from a repair of the Curia, as may a female head from a group antefix like those of Satricum Temple II B, found during the old excavations at the Comitium².

Notwithstanding the interest offered by these fragments the most important Roman terracotta finds of the period are no doubt those from the sacral area at S. Omobono, at the border of the Forum Boarium. Also in this sanctuary there were employed Ripe Archaic Veientan friezes as on the Capitoline temple, but more exciting are the remains of two small statues, a Minerva and a Hercules³. The head of the Minerva is preserved, but of her male counterpart we have now only the trunk and the left thigh. The clay is the same as that of the Ripe Archaic friezes, but in Velitrae, where the same slabs occurred, the belonging antefix type, probably also Veientan, was evidently earlier than the Minerva and Ripe Archaic. Still, the Omobono Minerva does not fit very well into the Veientan series between the Velletri head and the Portonaccio terracottas, where it ought to be placed if really Veientan. In my opinion it comes much nearer to the females of Satricum Temple II B, as clearly evidenced by the front views ; I owe the photos used for the slide to the kindness of Professor Gjerstad. It is true that the profile of the Minerva is somewhat more archaic, and she therefore seems to take an intermediate position between the Tibur

¹ See above, p. 85, n. 4.

² GJERSTAD, *op. cit.*, III, p. 244 and 248-249 ; fig. 155.4.

³ GJERSTAD, *op. cit.*, III, p. 452-453 and 456 ; fig. 283-286.

antefix with the fringy forehead hair and the Satricum girls. If we check this placing into the Latin series by means of a comparison with Greek works we shall find that—in spite of its Ionisms—it can hardly be earlier than the head no. 696 from the Athenian Acropolis¹. By Schrader this marble was dated about 500, by Payne about 490, and that the “Ionic” smile still occurred in the Athens of the early 5th century is shown by the sculpture no. 687 of about 490², which in the modelling of the features, also in profile, corresponds rather closely to the Minerva. Accordingly the latter should not be put before 490, and the same dating is in fact also recommended by its place in our Latin series. Evidently the Ionisms of the figure provide us only with a terminus post quem.

So much for the Latin terracottas. I still have to mention three bronzes from Latium, but I quite deliberately desist from commenting upon those Roman works of art which we know from written sources alone, as we cannot say anything for certain about their style, at least not enough to place them into the right stylistic context.

The first bronze is a head from Aricia, now in the Glyptothek of Copenhagen, to which museum it came from the collection of the Spanish cardinal Despuig³. Elsewhere I shall in detail explain that this head may be regarded as a remainder of Diana's famous cult image at Nemi which Professor Alföldi has persuaded us to recognize in the representations on certain denarii issued in 43 B. C.⁴. If

¹ H. PAYNE & G. M. YOUNG, *Archaic Marble Sculpture from the Acropolis*, London s. a., p. 38-40, pl. 82-83, 1, H. SCHRADER, *Die archaischen Marmorbildwerke der Akropolis*, Frankfort 1939, p. 61-62 no. 20, pl. 29.

² PAYNE & YOUNG, *op. cit.*, p. 71, pl. 92.1 and 4. SCHRADER, *op. cit.*, p. 59 and 61 no. 19, pl. 28.

³ F. POUlsen, *Ny Carlsberg Glyptotek, Ancient Sculpture*, Copenhagen 1951, p. 46-47 no. 29.

⁴ *American Journal of Archaeology* LXIV, Princeton 1960, p. 137-144, pl. 31-34. A. ALFÖLDI, *Early Rome and the Latins*, Ann Arbor 1965, p. 47-55, pl. 1.1-3.

my identification is right we now have a much better basis for obtaining a safe dating than by means of the busts on the obverses of the coins. As to style there is no direct connection between the bronze head and the Latin terracottas just discussed, and I still stick to regarding the Aricia-Nemi head as Vulcian of the Late Archaic period¹. The corkscrew curls are three-dimensional to the same degree as those of a marble from the Athenian Acropolis, no. 621, which the best authorities date to the years about 500 or the very beginning of the 5th century². This is the Greek stage of development reflected by the Etruscan head, and the latter must then be placed to the following decade at the earliest, a date which in fact is also implied by its Vulcian parallels. Such a placing, however, differs from that assigned by Professor Alföldi to the original of the coin images, and, therefore, the historical conclusions to be drawn from the bronze head cannot be the same; but the inscription recording the dedication of the *Lucus Dianus*, the Holy Grove of Diana, does not mention any statue, and it is not at all to be taken as granted that the grove and the cult image were consecrated at one and the same time³.

The second bronze which I am going to mention is the so-called Sciarra Youth, also in the Copenhagen Glyptothek⁴.

¹ RIIS, *Tyrrhenika* p. 61, 89, pl. 11.1 and 17.1. A. DE RIDDER, *Les bronzes antiques du Louvre I*, Paris 1913, p. 8 no. 3, pl. 2. *Encyclopédie photographique de l'art*, Musée du Louvre III, Paris 1938, pl. 99 E. PALLOTTINO & JUCKER, *op. cit.*, p. 18, pl. 68. Cf. RIIS, *Tyrrhenika*, p. 78, tripods 13 and 15, p. 79 no. B 5. PALLOTTINO & JUCKER, *op. cit.*, p. 21, pl. 81.

² PAYNE & YOUNG, *op. cit.*, pl. 103 no. 621. SCHRADER, *op. cit.*, p. 231-233 no. 315, pl. 142.

³ *American Journal of Archaeology* LXIV, Princeton 1960, p. 143-144, ALFÖLDI, *op. cit.*, p. 48-55.

⁴ F. POULSEN, *op. cit.*, p. 45-46 no. 28. RIIS, *Tyrrhenika* p. 29-30, pl. 4.1. *Mitteilungen des deutschen archäologischen Instituts IV*, Berlin 1951, p. 32-34. *Archäologischer Anzeiger*, Berlin 1954, p. 233. *Acten der Preußischen Akademie der Wissenschaften, Klasse für Klassische Altertumswissenschaften* LXXI, Berlin 1956, p. 150, note 4. P. J. RIIS, *Den etruskiske kunst*², Copenhagen 1962,

It was found about 1642 on the Janiculum in Rome, when the ramparts were renewed by Pope Urban VIII of the Barberini family, and thus it came into the possession of the latter and from them to the Sciarra. Its most extraordinary feature is the feathering which covers the hair; but it has been plausibly suggested that the youth originally wore a cap in the shape of a swan's neck like certain Etruscan boy figures which have been interpreted as rural deities related to the Roman Lares. In the right hand of the statue we must reconstruct an offering-bowl, in the left a wine jug or the like. There is unanimity among art historians about the date; it is a typical work of the Early Classical style, of the decade 470-460. Some have taken it for a work of Magna Graecia; but I think that the nearest relatives are Caeretan of the years shortly before 450, e. g. the Minerva on Temple A at Pyrgi and the female antefix type with fringy forehead hair of roughly the same time¹.

To conclude this survey of early 5th century art in Central Italy I take as my last example the most famous of all Etrusco-Latin masterpieces, the "Lupa Capitolina"². Friedrich Matz has given us a particularly acute analysis of its style, in the *David M. Robinson Festschrift* of 1951. The result obtained by him is that the wolf is a Central Italian work of the first half of the 5th century, and rather of the second quarter than of the first, and that it is closely related to bronzes which have been attributed to Tarquinii and Vulci. I myself find Matz's observations conclusive and have very little to add³. I feel that the wolf is more likely to be

p. 128-129, fig. 74; *Etruscan Culture etc.*, p. 373, fig. 459-460, pl. 50. Furtwängler, Bulle, Langlotz and Curtius held it for South-Italian.

¹ See above, p. 80, n. 3 and 81, n. 3.

² *Studies Presented to David Moore Robinson* I, Saint-Louis 1951, p. 754-760, pl. 93 a-b, with reference i. a. to Riis, *Tyrrhenika*, pl. 17.2.

³ Riis, *Tyrrhenika*, p. 30-31; *Etruscan Art*, Copenhagen 1953, p. 66-67, 70, pl. 35.54; *Den etruskiske kunst*², Copenhagen 1962, p. 114-115, fig. 63.

a Central Etruscan than a Veientan work, and I may venture the step to ascribe the statue to a workshop in Vulci. With regard to its date one small, but significant detail seems to have been overlooked: The upper lid of the right eye intersects the lower lid (fig. 3), and the same may have been intended with the left eye; but there the intersection does not come out clearly. Now, this detail is a characteristic which we do not meet at all in Archaic art. It belongs to the naturalism emerging at the end of the Early Classical period, particularly as conceived in the workshop of Phidias¹. This would lead us to the very years about 450.

Here I must stop, having tried to provide you with a chronology which in my opinion is far safer than what you will find in several hand-books and catalogues. The attributions to local schools are, in fact, much more problematic than the dating; until new excavations and—above all—exhaustive publication of the old excavations, bring us over the dead point, considerable uncertainty will reign. This is one of the reasons why the views of competent archaeologists still differ so greatly.

¹ Cassel Apollo: *From the Collections of the Ny Carlsberg Glyptothek III*, Copenhagen 1942, p. 37, fig. 4. — Lemnia: A. FURTWÄNGLER, *Meisterwerke der griechischen Plastik*, Leipzig-Berlin 1893, pl. 3. — Parthenos: P. ARNDT & W. AMELUNG, *Photographische Einzelaufnahmen antiker Sculpturen XIII*, Munich 1932, p. 56 no. 3845-3847. Cf. *Jahrbuch des deutschen archäologischen Instituts LV*, Berlin 1940, p. 231, note 1. — Metopes, frieze and pediments of the Parthenon: *ibid.*, p. 230, fig. 48; p. 231, fig. 50. F. BROMMER, *Die Skulpturen der Parthenon-Giebel*, Mainz 1963, pl. 94.1 and 95.1. The Parthenon sculptures, being Greek originals, present, of course, the best evidence.

DISCUSSION

M. Brown: This summer's excavations at Pyrgi have shown that the temple B is not a peripteros, but more equal to the Etruscan and Italic temple.

Further, I would like to ask you where you place the Palladium published by Paribeni in the *Bulletino d'Arte*.

M. Riis: As to the Palladium I have not seen it myself (now also mentioned in *AJA* LXIX 1965, pp. 359-360, pl. 87). The head is held to be Attic of the late 6th Century B.C., but may have belonged to a statue, which came to Rome in Late Republican or Imperial times. As to the temple from Pyrgi, we must then accept the fact that Satricum has the only early peripteros in central Italy.

M. Brown: You assume a quite brisk activity in the second quarter of the 5th century B.C. Do you connect this with the possibility of a beginning of the Roman republic in this same period?

M. Riis: By this matter I would like to be extremely cautious; but something concerning early Roman history might be indicated by the finds in the area of S. Omobono.

M. Momigliano: By any account the early fifth century B.C. is a very creative period of Roman history. If we accept Gjerstad's chronology of political events, we are entitled to identify it with Servius Tullius' period of reforms. But if we keep the traditional chronology and think that the early V century is the period of the struggles between patricians and plebeians, then we may connect the artistic and religious developments of the time with the rise of the plebs. I shall try in my paper to emphasize the creativeness of the plebeians in this period.

M. Brown: The temple of the Castores, built 484 B.C., constituted one of the corners of the Forum. It is possible that

these things on the Forum happened earlier, not about 450 B.C. but about 480 B.C.

M. Riis : The *lupa* is best understood as having been put up about the middle of the century.

M. Alföldi : Concerning the original location and purpose of the statue of the *lupa*, there are two important analogies : the representation of the myth of origin of Lavinium by a statuary group on the market-place of that city with the figures of an eagle, a she-wolf and a fox ; further on, the statue of the *porca cum triginta porcellis* in Lavinium and in all likelihood in all the member-cities of the Latin confederacy. In this case, the originally cultic purpose of this statuary group is well established by the *Lares grundules* in Rome.

M. Wieacker : Are we perhaps to see the *lupa* as a symbol of the new republic, or rather as a relict from Etruscan times ?

M. Riis : Rather as a dedication dating from the beginning of the Republic. Similarly, the Capitoline temple of the Tarquins and the Olympieion at Akragas—both extraordinary big structures showing the arrogance of the builders—may be taken as instances of political manifestations.

M. Momigliano : Do you think the *lupa* stood in a temple ?

M. Riis : If a cult-image, it would, being of bronze, rather have stood in the open ; but it might, of course, have been a votive offering.

M. Gjerstad : I would like to return to the chronological problem of the sculptures from the area of S. Omobono. The frieze adorning the temple of Fortuna and Mater Matuta was made in moulds dating from the late 6th century, but the Minerva akroterion dates from the early 5th century, as shown by Riis. This forms no chronological conflict : the moulds were sometimes used for a long time, and we have to date the temple from its latest terracottas. An analogous phenomenon is shown by the Velletri terracottas: the same frieze as that from S. Omobono is there combined with antefixes considered to date from the early 5th century.

M. Riis : In Velletri the friezes and antefixes are, in my opinion, contemporaneous ; but one should be careful with the dating of architectural terracottas in Etruria and Latium, for it is certain that the *moulds* could be used for a long time.

M. Alföldi : How long do you suppose moulds would exist ?

M. Riis : That depends in the first place on how often a mould was used.

M. Brown : The question is also how many moulds there were.

M. Heurgon : Il est certain que le moule d'une antéfixe à Capoue, datant du cinquième siècle, a encore été employé au quatrième (cf. Heurgon, *Etudes sur les inscriptions « iūvīlas »*, Paris 1942, p. 45).

M. Brown : A most important point is also the *form* of the mould : the flatter it is, the less are its chances to be broken.

M. Hanell : Ich möchte hier vor allem die überragende Wichtigkeit der Datierung betonen und, in diesem Zusammenhang, meine Dankbarkeit für die von Professor Riis vorgenommenen Datierungen aussprechen.

Ich nehme an, dass die Wölfin des Kapitols einige Bedeutung für die Geschicht e haben kann.

Es ist sehr wichtig, das klarzumachen, was wir mit dem Wort Republik meinen. Ich bin der Ansicht, dass es bedeutet, dass die etruskische Herrschaft durch die patrizische ersetzt wurde. Nun kann aber die patrizische Herrschaft ein Zurückgreifen auf die Vergangenheit bedeuten. Dann ist es aber möglich, dass gerade damals beim Beginn der Republik ein altes Symbol wiedereingeführt wurde.

M. Momigliano : One has no means to discover what connection, if any, the Romans saw between the *lupa* and the political events of about 450 (if this is the date of the statue we have). Why should the *lupa* be relevant only to the beginnings of the Roman Republic and not—say—to the decemvirate or to the *rogatio Canuleia*?

M. Heurgon : La question qui vient d'être débattue entre M. Alföldi et M. Riis — à savoir si la louve capitoline ne compor-

terait pas une signification politique plus acceptable au début de la République romaine que sous la monarchie étrusque (or M. Riis la date d'environ 450) — me rappelle qu'hier déjà la construction de la *Regia* à la fin du VI^e siècle a pu paraître comme la réaffirmation de traditions non-étrusques et proprement romaines. Il semble donc qu'au début de la République, une renaissance de l'esprit romain se soit manifestée, mais celle-ci n'excluait pas la persistance des influences étrusques. La forte empreinte étrusque de la civilisation romaine dans la première moitié du V^e siècle ne me paraît pas prouver que Rome était encore soumise aux Tarquins. 509 — selon la chronique traditionnelle — est l'année de l'expulsion des rois (*post reges exactos*), mais non d'une rupture avec le monde étrusque. Jamais les historiens latins n'ont eu le sentiment que les Tarquins étaient issus d'un peuple étranger, ethniquement différent, dont leur révolution politique les libérait en même temps que d'un régime abhorré. Si Tarquin l'Ancien était dit par Tite-Live *ne Italicae quidem stirpis* (I 40, 2), c'est qu'il était fils de Démarate de Corinthe. Chasser les Tarquins, établir la République, ne signifiait donc en aucune mesure se refuser à la seule civilisation qui dominât alors l'Italie centrale, la civilisation étrusque; celle-ci ne cesserait de s'exercer à Rome qu'au milieu du siècle lorsqu'elle entrerait en décadence dans ses propres foyers créateurs.

M. Riis: I want to add one more remark about the *dating* of the wolf. One should be careful to date too quickly on account of just one or two uncharacteristic details, as for instance the ribs. At any rate, I cannot accept the early dating of the *lupa* (last quarter of the 6th century B.C.). In my opinion, Matz is right in placing it to the second quarter of the 5th century B.C., at the earliest.

M. Wieacker: Ich möchte dies allgemeiner auf Grund der XII Tafeln bestätigen: der Hintergrund zeigt einen Einfluss ganz neuer griechischer Rechtsgedanken, die wohl aus Grossgriechenland stammen. Aber auch wenn wir das anerkennen, so ist es doch *nicht* nachweisbar, dass hier *absichtlich* der etruskische Einfluss zurückgedrängt worden ist.

M. Alföldi weist hin auf die Wölfin auf einer Stele in Bologna, die ein Kind säugt. M. Riis ascribes this monument to the second half of the fifth century B.C. M. Alföldi weist noch auf die erste Abbildung der Wölfin auf einer Münze, einen silbernen Denarius (Syd. 781 A).

M. Gjerstad: In the discussion of to-day it has been said that there is no evidence for the expulsion of the Etruscans, but only for the expulsion of the Etruscan kings. Quite true: neither the ancient sources, nor the modern scholars have said anything else. On the other hand if the Etruscan names in the *Fasti* of the first half of the 5th century are only considered to prove that there were Etruscans in Rome, but no Etruscan kings, I cannot agree. I must emphasize what I have said before: these Etruscans of the Roman *Fasti* are not private persons, they are Roman chief magistrates, they appear in two distinct groups chronologically associated with the two Tarquins according to my chronology, and their disappearance about the middle of the 5th century indicates the expulsion of the last Etruscan king at that time. There were Etruscans as private persons in Rome after that date, but they were *not* Roman magistrates. Prof. Gabba said in the discussion after my lecture that the second group of Etruscan magistrates in Rome contains only a few names. Yes, but enough to supply evidence for my opinion. I have emphasized that Rome even during the reigns of the Etruscan kings remained a Latin city. It is astonishing that the number of Etruscan magistrates is not less than it is.

M. Waszink might bring forward the fact that most clearly there are not only Etruscan loan-words in Latin, but also Latin loan-words in Etruscan (e.g. macstru, the Indo-European magister; vgl. weiter z. B. Latte, Römische Religionsgeschichte, 149); this shows that we should rather think of an interpenetration than of a domination.

M. Hanell: Die etruskische Sprache sowie die etruskische Kultur sind sicher nicht gleichzeitig mit den Königen aus Rom verschwunden; aber doch muss man unter der neuen Patrizierherrschaft mit einem Zurückgehen des etruskischen Einflusses rechnen.

JACQUES HEURGON

Magistratures romaines et magistratures étrusques

Il est donc tout à fait normal que l'ordre des magistratures étrusques soit étudié dans le contexte des pratiques de l'Italie centrale en particulier dans toute zone où les appartenances aux cités-États étrusques étaient les plus marquées. C'est dans cette zone même que l'on peut observer le caractère régional de l'Étrurie qui fut au V^e siècle Compagnie à l'épreuve de synthèse. Aux chevaliers étrusques qui se sont alors présentés, il convient d'ajouter « Des villes étrusques ». — Metaponte, Hirapolis, Caere etc. — quand bien même Pythagore lui-même à la fin de sa vie, évoquant ses renommées architecturales, ne voulut pas être classé parmi les Grecs, et ce qu'il leur a fait est évidemment à voir avec ces villes étrusques. Le désir d'être non citoyen mais quelque chose regarderait cet hommage non pas à l'art mais à l'ordre tout de même, différant de l'art grec et de nature aussi bien du temps que de l'espace. Il est à noter que l'ordre étrusque n'imposait rien moins que la fondation de cités étrusques pour prouver qu'il y avait des Etrusques à l'œuvre, parmi lesquels Pythagore. Des documents corroborent cela, et cela, à Larinum, d'après Cicéron en quoi ces deux cités, qui avaient été formées en terrains dénudés par le lac de Roma, étaient plus à même d'y faire entendre une voix qu'en d'autre endroit. Les Mithraea Pygmal viennent en effet apporter deux attentes qui reposent sur les rapports que Roma entretient aussi bien avec la Grèce propre (M. Olympia, Iudea, Sidon) que avec Grèce ou Antiquité-Rome, c'est-à-dire la quantité des

¹ *Dante, Div. L. 4. 2.*

MAGISTRATURES ROMAINES ET MAGISTRATURES ÉTRUSQUES

Le monde archaïque méditerranéen, dans lequel se placent les débuts de la République romaine, n'était pas, ainsi qu'on l'a cru longtemps, un monde où la circulation des marchandises et des idées était entravée par un insurmontable cloisonnement, comme si chacun des peuples de l'Italie centrale en particulier avait vécu replié sur soi, imperméable aux courants étrangers, dans un horizon étroitement fermé. Tite-Live était déjà victime de ce préjugé quand il protestait contre la légende qui faisait de Numa Pompilius un disciple de Pythagore. Aux objections chronologiques qu'on avait déjà présentées, il ajoutait celle-ci : « De ces villes lointaines — Métaponte, Héraclée, Crotone —, quand bien même Pythagore eût vécu à la même époque, comment sa renommée aurait-elle pu venir jusque chez les Sabins, et en quelle langue aurait-elle pu y venir éveiller chez Numa le désir d'être son élève ? Sous quelle sauvegarde cet homme isolé fût-il arrivé à travers tant de nations différentes de langage et de mœurs jusqu'au bout du voyage ? » (I, 18, 3.) Pourtant ce que Tite-Live jugeait impossible s'était réalisé : le *Catalogue* de Jamblique nous prouve qu'il y avait des Etrusques à Crotone parmi les premiers Pythagoriciens¹. Des découvertes récentes, comme celle, à Lavinium, d'une dédicace en grec aux Dioscures, ont montré que Tarente ou Locres n'étaient pas si loin de Rome, étaient plus à même d'y faire entendre leur voix qu'on n'avait cru. Les *Mélanges Piganiol* viennent de nous apporter deux articles qui insistent sur les rapports que Rome entretenait aussi alors avec la Grèce propre. M. Gjerstad, *Trade Relations with Greece in Archaic Rome*, dénombre la quantité des

¹ DIELS, *Vors.* I, 45 A.

importations de céramique attique à Rome entre 550 et surtout 530 et 450. M. van Berchem, *Rome et le monde grec au VI^e siècle avant notre ère*, fait apparaître « la possibilité d'une diffusion rapide d'institutions d'origine grecque parmi les nations indigènes de la péninsule italique », et conclut qu'à cette époque « Rome participe largement à la culture grecque et tend à modeler ses institutions sur celles de la polis ».

Entre ces nations italiques elle-mêmes, un brillant essai de S. Mazzarino — dont le titre, *Dalla Monarchia allo Stato Repubblicano*, correspond tout à fait au sujet de nos Entretiens — avait, il y a vingt ans, signalé l'existence, inaperçue jusqu'alors, d'une vaste *koinè* de culture qui associait Rome, dans un même effort de rénovation politique, aux peuples de son entourage. D'un bout à l'autre de la Méditerranée, les monarchies s'étaient effondrées, les tyrannies avaient surgi, les républiques naissaient. Les peuples de l'Italie centrale, tous atteints et profondément secoués par la même crise, s'ingéniaient en commun, par des tentatives parallèles et des échanges réciproques, à inventer des institutions nouvelles. On avait étudié déjà souvent les emprunts que Rome avait pu faire aux Latins, dont les rapports avec Rome ont été remis récemment par M. Alföldi dans une lumière très juste. Mazzarino était revenu, après M. Momigliano, sur la question des origines latines de la dictature romaine. Mais surtout il avait réagi contre la tendance que l'on avait à exclure les Etrusques de la *koinè* italique, en les maintenant derrière une sorte de rideau de fer. C'est sur ce terrain que je voudrais me placer aujourd'hui à mon tour. Comment exclure en effet du problème de l'origine des institutions républicaines à Rome celui des relations avec un peuple qui avait donné à Rome trois de ses rois, et dont le rayonnement religieux et artistique à Rome, durant toute la première moitié du V^e siècle, demeurait si évident ?

Le fait est, pourtant, qu'on ne sait pas grand chose des institutions politiques étrusques à cette époque. Les textes littéraires et les monuments épigraphiques attestent dans chacune des républiques étrusques, à Orvieto, à Chiusi, à Vulci, à Tarquinii et dans l'*ager Tarquiniensis*, un certain nombre de magistratures dont, depuis Rosenberg, Cortsen et Leifer, on a essayé de préciser la compétence et l'organisation¹. Mais cette documentation n'est pas antérieure en général au IV^e siècle, et c'est seulement par hypothèse, en tenant compte du conservatisme propre à toute la civilisation étrusque, qu'on peut en faire remonter les données jusqu'au Ve. Au Ve siècle, le droit public à Veii et Cære nous apparaît en plein devenir et gestation, et peut-être encore moins fixé qu'il n'était à Rome. La tradition livienne nous montre des rois à Veii jusqu'en 437 ou 428 ; une restauration monarchique y aurait même eu lieu avant la fin du siècle, et l'un des sketches introduits par Camille dans les Jeux Capitolins après la prise de la ville en 396, l'*auctio Veientium*, comportait la vente à l'encan d'un vieux roi (Fest. 428 L.). Mais on peut penser aussi que Veii fut la dernière des cités étrusques où se maintint le régime des Lucumons, puisque les autres peuples de la confédération refusèrent alors, *odio regni*, de venir à son aide, *donec sub rege essent* (Liv. V, 1, 3 et 6). Pour Caere, un des *Elogia Tarquinias* mentionne, dans un passé indéterminé, une guerre de Tarquinii contre le roi des Cérites². Les lamelles d'or de Pyrgi, au début du Ve siècle, restent, sur ce point comme

¹ A. ROSENBERG, *Der Staat der alten Italiker*, Berlin 1913 ; S. P. CORTSEN, *Die etruskischen Standes- und Beamtentitel*, Copenhague 1925 ; F. LEIFER, *Studien zum antiken Ämterwesen*, Klio Beih. XXIII, 1931, 132-328 ; plus récemment M. PALLOTTINO, *Nuovi spunti di ricerca sul tema delle magistrature etrusche*, St. Etr. XXIV, 1955-56, 45-72 ; J. HEURGON, *L'Etat étrusque*, Hist. VI, 1957, 63-97 ; R. LAMBRECHTS, *Essai sur les magistratures des républiques étrusques*, Bruxelles-Rome, 1959.

² P. ROMANELLI, N. Sc. 1948, 266 n° 77 ; M. PALLOTTINO, St. Etr. XXI, 1950, 51, 164 sq.

sur d'autres, très énigmatiques¹: si le personnage dont elles commémorent la dédicace à Astarté, Thefarie Velianas, est qualifié, dans l'inscription punique, de « Melek sur Kistri », il récuse, dans les deux inscriptions étrusques, le titre attendu de lucumon ; il semble que ce ne soit plus un roi, mais déjà un magistrat, dont les fonctions, qui sont celles d'un *zilaθ* ou préteur (*zilacal* dans E 1, lignes 12/13) sont probablement définies par une périphrase, *munistas ḫuwas tameresca*, c'est-à-dire, d'après M. Pfiffig : « gouverneur ou protecteur de ce pays »². Mais il faut noter que Thefarie Velianas exerce ces fonctions depuis trois ans, et par conséquent sa magistrature n'était pas annuelle, soumise, comme dirait Tite-Live, *taedio annuae ambitionis*, mais viagère comme celle du roi dont il ne portait plus le nom. Un tyran peut-être, ou un dictateur, comme l'a suggéré M. Pallottino. Le statut politique de Caere, autour de l'année 500, était intermédiaire entre le *regnum* et la *respublica*.

On ne saurait donc attendre que les rapports entre magistratures romaines et magistratures étrusques au début de la République aient eu la forme de l'emprunt unilatéral, par un peuple sous-développé, d'une constitution déjà élaborée dans ses détails par un peuple plus civilisé. Nous devons bien plutôt nous placer dans les perspectives que traçait S. Mazzarino dans son livre déjà cité, lorsqu'il imaginait une grande expérience, vécue simultanément et solidairement, à Rome, à Tusculum, à Veii, à Caere, à Tarquinii, et plus loin encore chez les Ombriens d'Iguvium et les Campaniens de Capoue, et dans laquelle chaque cité s'efforçait, dans un travail commun, par la paix ou par la

¹ M. PALLOTINO - G. COLONNA - G. GARBINI - L. VLAD BORELLI, *Scavi nel santuario etrusco di Pyrgi e scoperta di tre lame d'oro iscritte in etrusco e in punico*, Arch. class. XVI, 1964, 49-117.

² A. J. PFIFFIG, *Uni-Hera-Astarte, Studien zu den Goldblechen von S. Severa-Pyrgi mit etruskischer und punischer Inschrift* (Österreich. Akad. d. Wissensch., Phil. Hist. Kl. LXXXVIII, 1965) 29 sq.

guerre, de trouver des solutions au problème qu'avaitposé la disparition de la monarchie.

Ainsi, des emprunts étrusques à Rome nous sont attestés bien avant la conquête romaine de l'Etrurie. Dès le VI^e siècle, le nom du *calator*, c'est-à-dire du héraut qui accompagnait le roi pour énoncer à haute voix ses ordres, apparaît, en même temps que dans l'inscription du *Lapis niger*, dans un graffite de Caere ; il y a fourni un nom propre, peut-être un prénom, de la même façon qu'à Rome le titre royal Lucumo avait été pris pour un nom individuel. L'inscription : *mi kalaturus qapenas* nous fait connaître, au génitif, un certain Calator Fabenna dont le gentilice était peut-être la transcription du latin *Fabius*¹. A Orvieto, on rencontre dans la seconde moitié du IV^e siècle un édile, *aidilis*, transcrit en étrusque, avec changement normal de la dentale aspirée au milieu du mot, *aifilis*, d'où *ailf* (...)². Au III/II^e siècle, à Tuscana dans l'*ager Tarquinensis*, un Etrusque arborant superbement trois titres, désormais sans contenu réel, d'un passé révolu, se proclamait quelque chose comme Souverain Pontife, Président de la République et Généralissime de sa petite patrie : *eisnevc eprθnevc macstrev*³. Mais dans le dernier, *macstrev*, on reconnaît un verbe formé sur le thème *mastr*, c'est-à-dire *magister*. Il avait été *magister*, comme, plusieurs siècles plus tôt — si M. Alföldi me permet de défendre contre lui l'interprétation de G. Herbig —, le *macstrna* ou *Mastarna* de la tombe François, c'est-à-dire le *magister* pourvu d'un suffixe. On sait que d'après l'emprereur Claude c'était le nom que portait Servius Tullius dans la tradition étrusque. J'ai la faiblesse de croire — et ici c'est à M. Momigliano que j'en demande pardon — qu'il ne s'agit pas là d'une identification artificielle et tardive, mais de l'identité d'un même condot-

¹ *T. L. E.* 65.

² *T. L. E.* 234.

³ *T. L. E.* 195.

tiere, dont le souvenir s'était perpétué, à Rome et à Vulci, sous des noms différents qui ne se recouvreriaient pas l'un l'autre — à Rome avec un prénom et un gentilice, chez les Etrusques sous un surnom tiré de son titre. Dans cette façon de voir — et maintenant c'est vers M. Gjerstad que je me tourne en rougissant — la date de Servius Tullius Mastarna serait confirmée par la dédicace d'un des frères Vibennae, *avile vipiiennas*, sur un pied de coupe de bucchero de Veii qui remonte au milieu du VI^e siècle. Mais ce titre, *magister*, appelle encore une remarque. S. Mazzarino a voulu y reconnaître, en un sens prégnant, le *magister populi* qui était le nom ancien du dictateur. Pourquoi pas aussi bien *magister equitum*? *Magister* n'est pas déterminé, et signifie seulement le chef, le maître. C'est un titre qu'on ne connaît pas d'autre part, sans complément, sauf dans sa tardive résurgence étrusque à Tuscania. De même, à Pyrgi, Thefarie Velianas, qui ne voulait pas du titre de roi que lui donnaient les Carthaginois, exerçait une magistrature ambiguë pour laquelle il recourrait à un euphémisme : « gouverneur ou protecteur de ce pays ». Servius Tullius, dit le Maître, avait été peut-être, lui aussi, un tyran, ou un dictateur.

La recherche en commun, menée dans toute l'Italie centrale, de nouvelles formes institutionnelles, impliquait donc des influences non point à sens unique, mais rayonnant en diverses directions, et aboutissant ça et là à des solutions variées. Celles-ci s'éclairent parfois les unes les autres. C'est ce que je voudrais montrer en reprenant, de ce point de vue, la question tant débattue du *praetor maximus*.

* * *

En 509 av. J.-C., ou plus exactement en 508, le magistrat suprême à Rome portait le titre de *praetor maximus*.

Le problème a fait couler beaucoup d'encre. Plusieurs des savants qui m'écoutent ont apporté à son étude de très importantes contributions, auxquelles je suis largement

redevable. J'ai le grand plaisir d'être d'accord avec eux sur beaucoup de points. Ils voudront bien m'excuser si, sur quelques autres, je présente une autre interprétation.

Il y a peut-être un tout petit fait nouveau à verser au débat¹. Je crois qu'il existe un argument assez fort en faveur de l'authenticité de la *lex uetusta* qui mentionne ce magistrat — le *praetor maximus* — et que Tite-Live cite d'après l'antiquaire L. Cincius (VII, 3, 5 sq.). On pouvait croire que celui-ci l'avait recueillie dans la tradition littéraire, où elle se fût sinon formée, du moins déformée au gré de la fantaisie des auteurs ou en liaison avec certaines combinaisons érudites. Il me paraît maintenant établi que Cincius l'a copiée directement au Capitole avant l'incendie de 83, avec d'autres inscriptions qu'il avait publiées dans ses *Mystagogica*, qui étaient un Guide des Antiquités de Rome. Nous avons donc affaire à un document épigraphique fixé une fois pour toutes, et qui, quelle que soit la date qu'on lui assigne, est antérieur à la formation de la tradition littéraire, et échappe aux soupçons qu'encourent souvent les textes annalistiques. L'hyper-critique, naturellement, supposera qu'il s'agit d'un faux relativement tardif, destiné à légitimer on ne sait quelle machination. Rien à mon avis n'empêche de garder à cette inscription la date haute qu'elle postule au jour de la dédicace du temple de Jupiter Capitolin, 13 Septembre 508, où elle fut gravée, «en caractères et en mots archaïques», sur le mur de la cella de Minerve, afin de rappeler l'obligation qui était faite dorénavant, chaque année au retour de ce *dies natalis*, à celui qui serait *praetor maximus*, de procéder à la plantation du clou rituel : *lex uetusta est, priscis litteris uerbisque scripta, ut qui praetor maximus sit idibus Septembribus clavum pangat*. Contemporaine de l'inscription du Lapis niger, de la dédicace aux Dioscures de Lavinium, et des lamelles de Pyrgi, cette inscription peut se restituer à peu près sous

¹ L. Cincius et la loi du « *clavus annalis* », Athen. XLII, 1964, 432-7.

la forme suivante: *praitor maxsumos quoi esed eidibus Septembribus eis clauom pancitod*; elle n'a en elle-même rien de suspect ni d'invraisemblable — si l'on pouvait savoir ce qu'était, en 508, un *praetor maximus*.

L'expression ne réapparaît nulle part ailleurs, sauf une fois, chez Festus, c'est-à-dire chez Verrius Flaccus, dans une notice qui n'apporte pas un exemple indépendant de son emploi, mais n'est que l'écho de la découverte épigraphique qu'avait faite Cincius sur les murs du temple du Capitole. Il était naturel que Cincius d'abord, son contemporain Varron, et tous les grammairiens du siècle d'Auguste, tentassent d'expliquer ces mots obscurs, qui n'évoquaient à leur esprit que le collège des six, huit ou seize préteurs des derniers siècles de la République. Parmi ceux-ci ils connaissaient des *maiores praetores* et des *minores praetores*, mais aucun *praetor maximus*. Et les uns se demandaient si l'on n'avait pas voulu entendre sous ce nom celui des préteurs qui avait le plus grand pouvoir, les autres celui qui était le plus âgé: *maximum praetorem* — et ils mettent *maximum* en tête parce que c'est le mot qui fait difficulté — *dici putant alii eum, qui maximi imperi sit, alii, qui aetatis maximae* (Fest. 152 L.).

Les modernes ne sont pas moins embarrassés. Ce n'est pas *praetor* qui étonne. On sait qu'avant de se spécialiser dans la désignation du principal magistrat de l'ordre judiciaire, ce mot avait une acceptation beaucoup plus générale. Il est bien attesté par Tite-Live, Dion Cassius et Festus que c'avait été le nom primitif des consuls, en sorte que l'on n'aurait aucune peine à identifier le *praetor maximus* de 508 avec l'un des consuls, si le superlatif n'était incompatible avec le nombre de ceux-ci, qui, assure-t-on, n'étaient que deux. La dualité des consuls exige en effet, pour désigner l'un d'eux, le comparatif *major*.

Pour sortir de l'impasse, Ernst Meyer, reprenant une traduction de Mommsen: « der jeweilige höchste Beamte »,

nie que *praetor maximus* ait constitué un titre officiel de magistrature¹; il s'agirait d'une formule vague et prudente — « celui qui, à un moment donné, détiendra l'autorité suprême » — par laquelle le législateur envisageait la possibilité que le régime sous lequel il vivait pût être modifié. Mais les constitutions des Etats n'admettent pas volontiers qu'elles puissent devenir caduques, et tiennent d'habitude pour définitifs les organes de gouvernement qu'elles ont établis. L'Empereur des Français ne légifère pas pour le Président de la République ou pour le Roi de France. Le droit public romain, si exact, appelle toujours par leur nom les magistrats dont il définit les fonctions : *Quicumque duumuiiri aedilesue coloniae Iuliae erunt*²... *Hique tres uiri capitäles, quicumque posthac facti erunt*³... En 508, si elle avait voulu prévoir d'autres titulaires éventuels de l'*imperium maximum*, la loi du *clavis annalis* aurait spécifié : *qui consul* (ou *praetor*) *uel dictator* (ou *magister populi*) *uel interrex erit, is clavum pangito*. Nous prendrons donc *praetor maximus* non comme une expression abstraite et générique, mais comme le titre précis du magistrat chargé de la plantation du clou.

D'autres historiens font ici bon marché du superlatif, et considèrent que l'objection qu'il oppose à l'identification du *praetor maximus* avec l'un des deux consuls n'a qu'une valeur purement « formelle et linguistique », c'est-à-dire à leurs yeux aucune valeur réelle⁴. Ils allèguent les exceptions que comportent toute règle, citent une paire d'exemples où *natu maximus* (Tér., *Ad.* 881), *stirpis maximus* (Liv. I, 3, 10) s'appliquent par négligence à l'aîné de deux frères. Et il est

¹ Ernst MEYER, *Römischer Staat und Staatsgedanke*², Zurich-Stuttgart 1961, 480; cf. D. COHEN, *The Origin of Roman Dictatorship*, Mnem. X, 1957, 307.

² F. D. R. A. 80.

³ F. D. R. A. 177 sq.

⁴ F. DE MARTINO, *Storia della Costituzione romana* I², Naples 1958, 187.

bien vrai qu'avec le temps et dans le laisser-aller de la langue parlée le superlatif tendait à s'introduire à la place du comparatif. Mais il est peu croyable qu'un titre de magistrat inscrit dans l'une des plus anciennes constitutions de Rome ait d'emblée contrevenu à la rigueur habituelle de ses juristes.

Cela étant, la plupart des historiens, convaincus de la nécessité où ils étaient d'admettre, pour comprendre le titre de *praetor maximus*, l'existence de plus de deux préteurs, ont fait à la grammaire cette concession parcimonieuse qu'il devait y en avoir eu *trois*. Sur cette base, De Sanctis a proposé une solution qui a connu un long succès. Le grand historien, étudiant dans des pages mémorables de sa *Storia dei Romani* la décadence graduelle de l'autorité royale, a cru pouvoir « conjecturer » (je le cite, et « conjecturer » est de De Sanctis) « que dès l'origine les préteurs avaient été au nombre de trois ». Dès l'origine, c'est-à-dire dès avant la fondation de la République — les trois préteurs ayant été au nombre de ces auxiliaires ou ministres sur lesquels les rois s'étaient déchargés d'une partie de leurs tâches, et qui survécurent à la chute de la monarchie. Les préteurs auraient été d'abord les commandants des contingents fournis par les trois tribus originelles des *Tities* des *Ramnes* et des *Luceres*. D'ailleurs, ajoutait De Sanctis, « l'habitude de diviser entre eux les attributions multiples de la magistrature suprême introduisit entre leurs pouvoirs et leur autorité une différenciation progressive, car celui qui restait à Rome pour administrer la justice était considéré comme inférieur à ceux qui prenaient régulièrement la tête des troupes en campagne »¹. Ainsi, de la triple préture serait sorti le double consulat.

A cette théorie se sont ralliés, non sans lui apporter quelques modifications de détail, bon nombre d'historiens et de juristes qui, cherchant à préciser la figure des trois

¹ G. DE SANCTIS, *Storia dei Romani* I, Turin 1907, 405 sq.

hypothétiques préteurs, identifiant le *praetor maximus* tantôt avec le *praetor urbanus*, tantôt avec le dictateur, ont essayé en outre d'échapper à l'objection qu'on n'a pas manqué de soulever : si le raisonnement était juste, il y aurait eu deux *praetores maiores* et un *praetor minimus*, mais aucun *praetor maximus*.

D'ailleurs la conception de l'armée royale à trois préteurs n'a pas résisté aux critiques qu'en a faites Pl. Fraccaro dans des mémoires qui ont fait époque sur les origines de l'armée centuriate¹; Fraccaro pensait qu'une seconde légion de type servien avait été créée à l'avènement de la République afin d'attribuer à chacun des deux consuls une légion entière. De guerre lasse, A. Bernardi et E. S. Staveley², qu'on ne saurait taxer d'hypercriticisme — car ils sont de ceux qui la plupart du temps défendent avec éloquence l'autorité de la tradition — en sont revenus à la vieille théorie de Beloch qui, refusant toute valeur aux textes qui établissent que le titre de préteur a précédé celui de consul, soutenait que les lois Licinia-Sextiae avaient, pour la première fois, instauré le régime des trois préteurs. Ils admettent que la *lex uetusta* doit être datée de « la période relativement courte après 367, quand il y eut presque certainement à Rome trois magistrats qui pouvaient légitimement prétendre au titre de préteurs ». Et naturellement ils buttent toujours contre le même obstacle, à moins de concéder à M. Staveley que *maximus* était l'épithète naturelle qui s'appliquait à celui des deux *praetores maiores*, ou consuls, qui se trouvait à un moment donné être en possession des faisceaux. Il y a un peu de jonglerie verbale à imaginer qu'un *maior* à la seconde puissance, le

¹ Pl. FRACCARO, *La storia dell'antichissimo esercito romano e l'età dell'ordinamento centuriato* (1931); *Ancora sull'età dell'ordinamento centuriato* (1934), republiés dans *Opuscula II*, Pavie 1957, 287-92, 293-306; notamment 291.

² A. BERNARDI, *Dagli ausiliari del Rex ai magistrati della Respublica*, Athen. XXX, 1952, 9 sq.; E. S. STAVELEY, *The Constitution of the Roman Republic*, Hist. V, 1956, 99.

maior provisoire de deux *majores* par état, devint *ipso facto maximus*, reléguant par là son collègue *maior* dans la catégorie des *minores*.

Qui ne voit, en définitive, que l'explication par les trois préteurs, issue d'une conjecture de De Sanctis, ne s'est imposée que dans le désir de rendre compte aux moindres frais du superlatif de *praetor maximus*? Et pourtant, comme l'a fait remarquer M. Hanell¹, quand nous pensons au *curio maximus*, au *pontifex maximus*, à la *uestalis maxima*, il ne nous viendrait pas à l'esprit de limiter à trois le nombre des membres du collège qu'ils présidaient. Pourquoi rejeter *a priori* la possibilité que le *praetor maximus* fût à la tête d'une pluralité plus étendue de *praetores*?

J'ai plaisir à me rencontrer ici, si je ne me trompe, avec les thèses de M. Hanell auxquelles M. Gjerstad a apporté la consécration de son autorité, et de M. Werner²: ils s'accordent tous deux pour interpréter comme je l'ai fait la *lex uetusta* de Cincius, considèrent le nom de *praetor maximus* comme un titre officiel et non comme une expression générique, ne mettent pas en doute l'existence, à l'époque de la *dedicatio* du temple de Jupiter Capitolin, d'un *praetor maximus* qui était alors le plus haut magistrat de l'Etat, s'élevant au-dessus d'une pluralité de *praetores*, qu'ils identifient avec les trois *tribuni militum* et les trois *tribuni celerum*. M. Hanell et M. Werner s'entendent encore pour rabaisser la fondation de la République, l'un jusqu'à la loi des XII Tables en 451, l'autre jusqu'au lendemain de la bataille de Cumæ vers 473-471, et par conséquent pour faire remonter l'activité du *praetor maximus* jusqu'à la période royale. Et sans doute ils diffèrent d'avis sur sa compétence. M. Hanell fait de lui l'éponyme de l'année où il exerçait sa magistrature, celui dont le nom servait à dater tous les actes publics, lois

¹ K. HANELL, *Das altrömische eponyme Amt*, Lund 1946, 178.

² R. WERNER, *Der Beginn der römischen Republik*, München-Vienne 1963, 254 sq.

et traités. Ce qui est contesté par M. Werner, qui croit davantage à une ère capitoline mesurée par la plantation annuelle du clou. M. Hanell attribue aux *praetores* du roi la juridiction en même temps que la conduite des armées, mais M. Werner restreint les pouvoirs du *praetor maximus* à un *imperium militaire*.

Ici, qu'il me soit permis de hasarder une légère réserve. Je crois qu'on insiste un peu trop, depuis De Sanctis, sur la nature essentiellement militaire du préteur. L'étymologie varronienne, qui fait de *praetor* le nom d'agent de *praeire* n'est plus admise par tous les linguistes ; elle est tenue pour douteuse, entre autres, par M. Ernout. Mais, en supposant qu'elle soit exacte, il semble qu'on en déduise des conclusions forcées en tirant exclusivement l'image du chef qui marche en avant de la colonne. Le nom implique plus généralement la prééminence de celui qui est à la tête d'un groupe social, et ses associations militaires (le *praetorium* et la *porta praetoria* du camp légionnaire) s'expliquent assez par le fait que la principale occupation du chef, dans la société primitive, est la guerre. En grec, στρατηγός, dont la signification est plus claire encore, comporte aussi des attributions financières et judiciaires, et c'est le seul titre qu'ait porté Périclès. En latin, l'usage historique fait de *praetores* un synonyme de *magistratus* et de *principes*. Tite-Live (VIII, 39, 13) appelle *praetores* les magistrats de la confédération samnite, dans le sens où il dit ailleurs *magistratus Samnitium* (X, 13, 3). Le terme correspondant, en osque, est *meddix*, qui signifie étymologiquement « celui qui montre le droit », *iudex*. Ce qui n'empêche pas le *meddix* de faire la guerre, mais, quand il parle du *meddix tuticus* de Capoue, Tite-Live glose ce titre en disant : *qui summus magistratus apud Campanos est* (XXVI, 6, 13), et traduit : *praetor Campanus* (XXIII, 7, 8). De même on a depuis longtemps reconnu dans le nom étrusque *zilc* l'équivalent du latin *magistratus*, dans le double sens de magistrature et

de magistrat, et dans le nom dérivé *zilaθ* le correspondant du préteur latin. Le *zilaθ meχl rasnal*, qui présidait la confédération étrusque, est celui qui a reparu plus tard sous le nom de *praetor Etruriae quindecim populorum*. C'est pourquoi je suis peu porté à limiter à un commandement militaire les attributions du *praetor maximus*, bien que je reconnaisse que, par la force des choses, *rem gerere* signifiât surtout pour lui faire la guerre.

Mais, à cela près, je souscris avec joie à ce qui me paraît résulter avec force de l'accord de M. Hanell et de M. Werner sur l'essentiel : peut-être sont-ils plus sensibles que moi à ce qui les divise, par exemple sur les origines de l'éponymat et sur l'ère capitoline. Il me suffit pour ma part de constater qu'à leurs yeux il y a bien eu à Rome, en 508, un *praetor maximus* qui était le principal magistrat de l'Etat et qui avait au-dessous de lui une pluralité de préteurs, ce qui pourrait mettre fin, par une conclusion bien assurée, à d'interminables discussions.

* * *

Mais je ferai maintenant observer que cette forme de gouvernement est aussi celle que l'on aperçoit dans les républiques étrusques lorsque, à partir du IV^e siècle, l'épigraphie commence à suppléer, par des *cursus honorum* un peu développés, à l'incertitude des témoignages littéraires et des monuments figurés. Ces inscriptions mentionnent un certain nombre de magistrats tous appelés d'un nom *zil*, *zilc*, surtout *zilaθ*, dont les suffixations variables ne cachent pas l'identité fondamentale, le titre étant parfois complété par un déterminant. Ainsi le *zilx cexaneri*, où la racine *cexa*-signifie « sacré », et où le suffixe *-eri* semble correspondre au géronatif latin, serait un *praetor sacris faciundis*. Le *zil-eterai(a)s* (gen.) ou *zilaθ eterav* (adj.) serait le préteur des clients à côté du *zilaθ parxis*, préteur des patriciens. On

connaît huit de ces magistratures ou *zilc*, mais il y en a d'autres qui ne sont pas expressément qualifiées de *zilc*.

Elles ont été depuis longtemps étudiées, avec le désir de les organiser en un tout articulé et cohérent, non sans céder parfois à des idées préconçues. Rosenberg¹ a voulu retrouver dans les institutions fédérales de la ligue étrusque une réplique exacte des institutions des cités, avec un *zilaθ* assisté d'un *marniu* et d'un *purθne*. Il insistait d'autre part sur les insuffisances de la pensée politique étrusque, qui avait bien conçu le *cursus honorum* et l'itération des magistratures, mais était demeurée en-deçà de l'idée de collégialité. Il reviendrait à Rome de transformer cet Etat bâtard (*Zwarterstaat*) en une république véritable. F. Leifer² au contraire avait un peu plus tard élaboré un système extrêmement précis dans lequel, faisant souvent violence aux textes, il prétendait voir un exemple parfait de cette collégialité inégale (le *magister populi* et le *magister equitum*) que Beloch plaçait aux origines de la République romaine, dans une phase dictatoriale d'où sortirait dans un second temps le régime consulaire à collégialité égale. Et à cette fin il ne voulait retenir, dans la multiplicité des *zilaθ*, que deux de ceux-ci, en supposant que le *zilaθ parxis*, le *zilaθ ceyaneri*, le *zilaθ purθne* se confondaient en un seul « premier *zilaθ* », tandis que le *zilaθ eterav* et le *zilaθ θufi* ne constituaient qu'un même « second *zilaθ* ». Après la guerre M. Mazzarino, avec une attention beaucoup plus sensible à la complexité des faits, a repris le problème³. Aux données épigraphiques, il a espéré pouvoir ajouter le témoignage de monuments figurés, et même du VI^e siècle, en appelant l'attention sur des frises architectoniques de Velletri où il croyait distinguer

¹ A. ROSENBERG, *Der Staat der alten Italiker*, 51 sq. Nous nous référons, pour ce qui suit, à notre article d'*Hist.* VI, 1957, 63 sq.

² F. LEIFER, *Studien zum antiken Amterwesen*, 290-312.

³ S. MAZZARINO, *Dalla Monarchia allo Stato Repubblicano*, 58 sq.

deux magistrats suprêmes armés du sceptre — les *zilaθ*; deux magistrats de second ordre, porteurs du *lituus* et de compétence spécialement religieuse — les *maru*; deux magistrats de troisième ordre, plus jeunes, et que ne caractérisait d'autre insigne qu'un *tutulus* — les *camθi* ou *camilli*; ailleurs, sur des cippes de Chiusi, il n'y avait qu'un seul *zilaθ*, ou prétendu tel, entre deux *maru*, au milieu de plusieurs *camθi*. Il serait beau de se persuader, comme nous y invite M. Mazzarino, que ces groupes représentent des magistrats de cités, et correspondent chaque fois à un état de ces formes institutionnelles dont l'Italie centrale poursuivait la création, et qui, tendant toutes à la collégialité, s'arrêtaient à Chiusi à la magistrature suprême unique avec une collégialité restreinte aux magistratures inférieures, au lieu qu'à Velletri elles étaient parvenues à la collégialité des *zilaθ*. Hélas ! il s'agit peut-être seulement là d'assemblées de dieux ou de jurys d'agonothètes, plus ou moins docilement reproduits d'après des modèles ioniens, sans qu'on ose affirmer qu'ils se sont chargés, en Italie, d'un contenu historique réel.

Il semble que la recherche récente, plus modestement, se soit consacrée à la tâche d'analyser en elles-mêmes, sans parti pris, les données du problème. Les diverses magistratures étrusques paraissent assez hétéroclites ; il est dangereux de vouloir à tout prix les réduire à une unité harmonieuse. Les gouvernements modernes ajoutent sans cesse aux départements classiques, Affaires Etrangères, Finances, Instruction publique, etc. des ministères nouveaux dont les circonstances ont révélé la nécessité imprévue. Il semble que les magistratures étrusques, issues d'un démembrément successif des pouvoirs de la royauté primitive, se soient multipliées empiriquement, sans qu'elles aient jamais peut-être formé un tout organiquement lié.

Et pourtant parmi ces magistratures, il en est une qui se distingue des autres, et qui apparaît en général comme le couronnement d'une carrière. C'est celle du *zilaθ purθ(ne)*.

Dans une épitaphe de Vulci, *Larθ tute* a été *zilaθ* sept fois, et *purθone* une fois¹. Dans la même tombe, il est dit que *Seθre tute*, après avoir été *zilaθ*, peut-être *cexaneri*, est mort dans sa charge de *purθone*, *zilcti purtšvavcti*².

D'après ces inscriptions et quelques autres, on a tendance maintenant à considérer le gouvernement des républiques étrusques « comme constitué par une pluralité de *zilaθ* ou préteurs réunis en un collège où sinon tous, au moins plusieurs d'entre eux étaient dotés d'une compétence spéciale »³. Déjà S. P. Cortsen, qui, à l'époque où Rosenberg et Leifer s'épuisaient en architectures trop ambitieuses, s'efforçait de décrire attentivement les choses telles qu'elles apparaissaient à un regard aigu mais sans prévention, avait comparé ce collège de *zilaθ* avec celui des archontes athéniens⁴. Mais, au-dessus d'eux, s'élève, *primus inter pares*, un *zilaθ* qui est dit *purθone*⁵. Et un rapprochement, proposé autrefois par Hammarström, a rallié depuis quelque temps la majorité et même la quasi-unanimité des critiques : entre *purθone* et le grec *πρύτανις*⁶. Il n'est pas impossible que les Etrusques aient emprunté au grec ce titre très répandu dans de nombreuses cités méditerranéennes. A Corinthe par exemple — et les liens légendaires entre Corinthe et Tarquinii ont été confirmés par l'archéologie — à Corinthe le prytane avait remplacé le roi à la tête d'un collège de magistrats

¹ *T. L. E.* 324.

² *T. L. E.* 325.

³ R. LAMBRECHTS, *Essai sur les magistratures des républiques étrusques*, 202, cf. 95 sq.; J. HEURGON, *Hist.* VI, 1957, 83 ; sur ce point, il semble que l'accord soit maintenant unanime ; cf. M. PALLOTTINO, *St. Etr.* XXVIII, 1960.

⁴ S. P. CORTSEN, *Die etruskischen Standes- und Beamtentitel*, 113.

⁵ J. HEURGON, *ibid.*, 84 ; R. LAMBRECHTS, *ibid.*, 98, 115 sq., 202. La primauté du *purθ(ne)* est aussi reconnue par tous, mais M. PALLOTTINO, *ibid.*, n'admet qu'avec réticence, comme « une hypothèse », l'appartenance du *purθ(ne)* à la catégorie des *zilaθ* (cf. pourtant *T. L. E.* 87 et 325).

⁶ M. HAMMARSTRÖM, *Glotta* XI, 1921, 214 ; M. PALLOTTINO, *Etruscologia*⁵, Milan 1963, 226 ; J. LINDERSKI, *Glotta* XL, 1962, 157 sq.

analogue à celui que je viens d'essayer de ressaisir chez les Etrusques. Il y avait aussi des prytanes en Grande-Grèce, à Tarente, à Crotone ; il y avait un prytane éponyme à Rhegium. Mais il va sans dire que l'exactitude de notre tableau des magistratures étrusques ne dépend pas de ce rapprochement, qui reste fragile, entre *purθne* et prytane.

Je rappellerai ici, entre parenthèses, que S. P. Cortsen, mis en goût par l'interprétation du nom de Mastarna qu'avait proposée G. Herbig, a suggéré que celui de Porsenna pourrait être la transcription du titre *purθne* pourvu du suffixe *-na*¹. *Pur(θ)śna* aurait donné *Poršena* en latin. Cette suggestion, quoiqu'elle ait reçu l'approbation de Trombetti, n'a pas en général été retenue.

Il est plus important pour nous de remarquer que le *zilaθ purθne*, à la tête du collège des *zilaθ* ou préteurs étrusques, est sans aucun doute celui dont les haruspices ont traduit le titre en latin sous la forme de *princeps cīuitatis*². Car les haruspices ne connaissent, pour gouverner la cité étrusque, que le roi ou le *princeps (cīuitatis)*. Ils auraient pu, aussi bien, appeler celui-ci *praetor maximus*.

* * *

Il est d'autre part remarquable que ce que nous croyons apercevoir à Tarquinii et à Vulci n'est pas très différent de ce que nous montrent, dans leurs constitutions primitives, les cités osques. Il y avait à Capoue, si j'ai, après Stefan Weinstock, correctement interprété les inscriptions *iūvīlas*³, une pluralité de *meddices minores* dont le collège était présidé par le *meddix tuticus Capuanus*, appelé par Ennius *summus*

¹ S. P. CORTSEN, *ibid.*, 126.

² Serv., *Ad Aen.* II, 649.

³ J. HEURGON, *Recherches sur l'histoire, la religion et la civilisation de Capoue préromaine*, Paris 1942, 233 sq.; cf. St. WEINSTOCK, *Zur oskischen Magistratur*, *Klio* XXIV, 1931, 235 sq.

meddix et par Tite-Live *summus magistratus*. Mais le superlatif *summus* à Capoue a paru aussi incommodé que le superlatif *maximus* à Rome. Je n'ai pas réussi à convaincre F. Sartori de la pluralité des *meddices* de Capoue¹. Sartori, dans ses *Problemi di storia costituzionale italiota*, a cru devoir conclure à l'existence, à la tête de l'Etat, de deux *meddices* unis dans une collégialité inégale. Tout le problème est résumé dans un vers d'Ennius : *Summus ibi capitur meddix, occiditur alter...* (*Ann.* 298 V.) où *alter* ne signifie pas *le second meddix*, mais *un second meddix*, selon un emploi très latin du pronom *alter*, qui peut être suivi d'un *tertius*.

* * *

Un *meddix* qui est dit *summus* par rapport à l'ensemble des *meddices*, un *zilaθ* qui est dit *purθne* ou *prytane* par rapport à l'ensemble des *zilaθ*, un *praetor* qui est dit *maximus* par rapport à l'ensemble des *praetores*, ces trois exemples me semblent définir une solution analogue au même problème : quel serait le magistrat suprême qui, après la chute des monarchies, suppléerait à l'absence du roi, ou, comme il est dit du prytane de Corinthe, τὴν τοῦ βασιλέως εἶχε τάξιν (Diod. VII, 9), exerçait les fonctions du roi. Et, si je me permets de développer ici ma conception personnelle, il s'agissait là d'une solution élémentaire, empirique, qui ne supposait pas une longue élaboration juridique, mais qu'imposaient d'abord les nécessités du moment. Je voudrais maintenant essayer de me représenter dans quelles circonstances elle a pu prévaloir quelque temps à Rome, au début de la République, avant de se développer en système consulaire.

La tradition annalistique aimait considérer l'avènement de la République à Rome comme un événement de politique

¹ F. SARTORI, *Problemi di storia costituzionale italiota*, Rome 1953, 18 sq.

intérieure, dans lequel les pressions étrangères ou les influences du dehors n'avaient joué aucun rôle. La constitution nouvelle était le fruit d'une évolution autonome et nécessaire longuement couvée, préparée, préméditée comme en vase clos. Servius Tullius, dans ses *Commentarii*, en avait défini les rouages et le fonctionnement. Selon le vers d'Accius, *Tullius... libertatem ciuibus stabiluerat*. En sorte que, le moment enfin venu, tout s'était accompli sans heurts et dans les formes. Lorsqu'une révolution de palais eut amené l'effondrement de la dynastie régnante, la République n'avait eu qu'à entrer en scène ; sous la présidence d'un *interrex*, les comices centuriates avaient élu les deux premiers consuls¹.

Les historiens modernes ont mis longtemps, depuis Mommsen, à se déprendre de cette illusion. Vigilants défenseurs, dès le plus ancien passé, de l'absolue indépendance romaine, ils ont accueilli de mauvaise grâce toute suggestion qui paraissait porter atteinte à la souveraineté du peuple romain. Et le grand De Sanctis écrivait encore cette phrase étonnante : « L'apparition du consulat ne fut pas la conséquence, mais la cause occasionnelle de la chute de la monarchie². » Avouons qu'il nous semble difficile, dans le monde où nous vivons, de dissocier la politique intérieure de ce qu'on appellerait aujourd'hui la conjoncture internationale. Celle-ci me paraît avoir été assez contraignante en effet à la fin du VI^e siècle, si j'ose encore ici, malgré tant d'invitations pressantes à en abaisser la date, placer le début de la République selon la chronologie traditionnelle, environ l'année 508. Je demeure convaincu, après la démonstration magistrale qu'en a récemment administrée M. Alföldi en soulignant l'accord des données de l'annalistique et du fragment de chronique cumaine conservé par Denys d'Halicarnasse.

¹ Liv. I, 48, 9 ; 60, 4 ; D. H. IV, 76, 1 ; 84, 5.

² G. DE SANCTIS, *Storia dei Romani*, I, 403.

carnasse¹, que l'apparition du nouveau régime est inséparable du vaste conflit qui mettait alors aux prises, comme sur les peintures de la tombe François, des coalitions militaires rivales. Porsenna, roi de Clusium, représente le dernier venu des conquérants étrusques qui étaient précédemment partis de Tarquinii et de Vulci pour s'emparer du Latium. Malgré les travestissements de l'histoire, Porsenna a pris Rome et en a chassé les Tarquins. Rome, qu'il a occupée, a été la base de ses campagnes contre la ligue latine, où dominait l'influence de Tusculum, acquise au roi déchu, et d'Aricie, sanctuaire fédéral qu'Aristodème vint défendre de Cumes — de Cumes où Tarquin le Superbe achèverait sa vie dans l'exil. Tout, dans cette reconstitution des événements, se tient et s'articule de manière parfaite. Mais il en résulte qu'on à peine à croire que dans un Latium où s'affrontaient les forces des Tarquins de Porsenna et de ses fils, de la ligue latine et d'Aristodème de Cumes, Rome ait pu être seule et souveraine maîtresse de sa politique. Certes, je me garderai bien de soutenir, reprenant l'hypothèse étymologique de S. P. Cortsen, que Porsenna a introduit, sous le nom de *praetor maximus*, le régime du *purōne*. Je ne prétends pas que la République ait été amenée dans les fourgons de l'étranger. Seulement, née dans les circonstances difficiles que je viens de dire, elle n'a pu sans doute s'affirmer qu'à cause du protectorat qu'exerçait Porsenna sur Rome au milieu de tant d'ennemis et qui d'abord empêcha la restauration des Tarquins.

Rome n'était guère en mesure alors de créer dans l'abstrait la meilleure forme de gouvernement possible, conformément à la doctrine de juristes qui en eussent d'avance monté tous les ressorts. Comme il arrive souvent, comme plus tard M. Brutus et les meurtriers de César, le légendaire L. Brutus et les conjurés de 508 n'avaient peut-être rien prévu du tout.

¹ A. ALFÖLDI, *Early Rome and the Latins*, Ann Arbor 1965, 56 sq.

Leur but immédiat était non pas de partager le pouvoir royal entre deux consuls — ce qui ne se ferait que dans un second temps — mais de substituer à un monarque à vie des magistrats annuels. Or, dans le soudain vide politique qu'avait ouvert le départ du roi, ils trouvaient en fonction, régulièrement investis et peut-être pour certains d'entre eux élus, un certain nombre de ces auxiliaires du roi sur lesquels celui-ci s'était, au fur et à mesure que s'en révélait le besoin, déchargé de ses responsabilités. Aux commandants militaires auxquels on pense surtout, j'ajouterais volontiers tous ceux qu'énumère P. De Francisci dans ses *Primordia Civitatis*¹: *praefectus urbi, IIuiri perduellionis, praetores parricidii, fetialis nuntius, pater patratus*. Tous *praetores, principes* ou *magistratus*, dont le nombre put demeurer incertain et les compétences mal coordonnées jusqu'à ce que les Décemvirs y missent un peu d'ordre. Mais au-dessus de ces *praetores*, il était normal que s'élevât un magistrat suprême à qui revenait le titre de *praetor maximus*, par l'importance de ses fonctions.

Je regrette de me séparer ici de ceux qui considèrent qu'il y avait eu dès l'époque royale un *praetor maximus*. Je ne vois pas pourquoi le roi aurait concédé cette prééminence à l'un de ses auxiliaires, ni, comme l'a remarqué M. Robert Combès, l'honneur de la dédicace du Capitole². Je crois qu'il n'a eu d'existence qu'au début de la République, dans la « situation incertaine et fluide » qu'a définie P. De Francisci³ et au cours de laquelle les institutions nouvelles se sont dessinées.

Cicéron a défini la République romaine en deux termes : *annua imperia, bini imperatores*⁴. Le régime du *praetor maximus* ne réalisait que le premier de ces deux termes, et l'une seulement des conditions de la liberté : à la place de monarques

¹ P. DE FRANCISCI, *Primordia Civitatis*, Rome 1959, 648.

² Dans son compte rendu du livre de R. WERNER, *Latomus* XXIV, 1965, 970.

³ P. DE FRANCISCI, *ibid.*, 765.

⁴ Cic., *De Rep.* II, 53 Z.

à vie, des magistrats annuels. Mais la République romaine n'en resterait pas là : elle s'accomplirait par une innovation apparemment sans exemple, que Mommsen a saluée comme une création *ex nihilo* où s'exprime le plus pleinement le génie du peuple qui l'inventa : les *bini imperatores*. Le régime consulaire, à l'époque classique, repose sur la collégialité et l'intercession. Les consuls détiennent le pouvoir à égalité (*pari potestate*), et chacun des deux, par l'*intercessio*, peut s'opposer à l'action de l'autre.

Nous étions encore loin de là dans la Rome de 508. Mais nous n'avons rien rencontré de tel non plus dans le système des magistratures étrusques, malgré les efforts de Leifer et de Mazzarino pour ressaisir les traces d'une collégialité inégale ou égale. Le tardif double meddiciat des Osques et des Volsques ne s'est introduit à Messine, à Nola, à Corfinium, à Velletri que sous l'influence du consulat romain. C'est à Rome décidément que revient le mérite du partage à deux de la souveraineté.

On en a cherché sans succès le prototype dans la double royauté de Sparte, bien déchue à l'époque, et dont rien ne survivait dans les colonies laconiennes de Grande-Grèce, et on ne l'a pas trouvé non plus dans celle qui unit Romulus et Tatius, quand Romains et Sabins associèrent leurs deux peuples. Si donc c'est à Rome, au début de la République, qu'a été découvert, ou redécouvert, le principe de la collégialité binaire, on voudrait préciser comment l'idée en a pu se former. On se rappellera un essai d'explication que Beloch a soutenu avec force, et qui a connu une grande faveur¹ : les Romains auraient, après l'expulsion des rois, institué, à l'exemple des Latins, une dictature régulière, annuelle, dans laquelle le dictateur aurait été uni à son maître de cavalerie par les liens d'une collégialité inégale. C'est

¹ Ernst MEYER, *Römischer Staat und Staatsgedanke*, 478, n. 8 avec la bibliographie.

seulement dans une seconde phase que, par une évolution des rapports entre les deux collègues, cette collégialité serait devenue égale, et que le couple dictatorial se serait transformé en couple consulaire, la dictature n'étant conservée que dans des circonstances d'exception ou pour des tâches spéciales. A cette thèse séduisante des objections bien fortes, et à mon avis décisives, ont été apportées entre autres par M. Bernardi et, récemment encore, par M. Werner. M. Gjerstad a proposé une hypothèse légèrement différente selon laquelle le *praetor maximus* aurait été assisté du chef de la cavalerie et du chef des *tribuni celerum*, tous deux étant unis par les liens d'une collégialité inégale¹. Il semble concevable aussi que le système binaire soit sorti directement, à un moment donné, du dédoublement des pouvoirs du *praetor maximus*. Et à ce sujet, je voudrais revenir brièvement sur ce que nous fait connaître, de l'histoire des institutions, l'histoire des mots.

Le nom de consul demeure jusqu'à présent inexpliqué. L'étymologie ancienne, *a consulendo*²: « celui qui consulte le peuple et le sénat », est unanimement abandonnée. On a proposé d'interpréter *consules* comme **consodes*, de *sedeo*, et de traduire « ceux qui siègent ensemble »³. Evident cependant, quoique obscur, incontestable malgré le scepticisme de M. Ernout, qui parle d'une coïncidence fortuite, reste le rapprochement avec *praesul*, le coryphée du chant des Saliens. M. Hanell a écrit là-dessus d'excellentes pages⁴, auxquelles je me contenterais de renvoyer, si je ne croyais devoir insister sur un point. Nous avons d'une part deux notions correspondant à deux moments d'un développement historique : *praetor-consul*, et d'autre part deux noms sans

¹ E. GJERSTAD, *Legends and Facts of early Roman History*, Lund 1962, 63 sq.

² Var. *LL* V, 80.

³ WALDE-HOFMANN, *Lat. etym. Wörterbuch*³, s. v. *consilium*; G. DEVOTO, *Storia della lingua di Roma*³, Bologne 1954, 85.

⁴ K. HANELL, *ibid.*, 204 sq.

aucun doute apparentés et ne différant que par le préfixe : *praetor-praesul*. Comme le dit très bien M. Hanell, « *praetor* und *præsul* sind gewissermassen synonyme Begriffe », et devaient l'être d'autant plus pour des intelligences qui prenaient les mots globalement sans les décomposer logiquement en leurs éléments. Lorsque le consulat a remplacé la préture, on a eu besoin d'un terme nouveau qui a été forgé artificiellement, en dépit de l'exactitude morphologique. Peut-être la racine de *praetor* n'offrait-elle pas des possibilités convenables de préfixation. Des grammairiens, s'il est vrai, ce qui n'est pas certain, que *praetor* vienne de *prae-ire*, auraient peut-être abouti à *coitor*, et toute la face de l'histoire romaine en eût été changée. C'est *consul* qui a été retenu. Mais, quelle que soit la cause particulière de ce choix, quelle que soit l'étymologie de *consul*, il est essentiel d'insister sur le sens et les raisons de cette substitution. Si *praetor* ne satisfaisait plus, si *consul* s'imposait maintenant, c'est qu'on voulait exprimer par l'abandon du préfixe *præ*, par l'adoption du préfixe *cum* le passage du concept de prééminence à celui du partage des pouvoirs en vertu d'une collégialité binaire¹.

Le changement de dénomination ne semble pas antérieur aux Décemvirs, mais il ne paraît pas nécessaire de faire descendre jusqu'à 449 la création de ce double consulat. Ce serait, à mon sens, faire trop bon marché des *Fastes*, dont l'autorité me semble, comme à beaucoup, assez bien établie sauf pour les toutes premières années de la République. Disons seulement que l'adoption d'un titre nouveau révèle une prise de conscience accrue de ce que pouvait impliquer déjà une collégialité établie en fait sans qu'on en eût prévu toutes les conséquences. La création, au cours des années qui suivirent immédiatement la chute des rois, de deux *praetores maximi*, appelés parfois seulement *praetores*, les

¹ L. PARETI, *Storia di Roma* I, Turin 1952, 363 sq.

préteurs par excellence, deux *praetores maximi* s'élevant au-dessus de l'ensemble des magistrats romains, se justifie assez comme une mesure improvisée sous la contrainte des événements : l'avenir préciserait les rapports entre les deux collègues, réglerait le droit d'*intercessio*, concilierait la *par potestas* avec la nécessité de l'*imperium maius*. Alors seulement les deux magistrats suprêmes de Rome mériteraient le nom de *consuls*.

Je n'essaierai pas aujourd'hui de reprendre à fond, mais je ne puis pas non plus esquiver complètement la question difficile des rapports entre *praetor maximus* et στρατηγὸς ὑπατος, qui, abrégé ensuite en ὑπατος, est le nom grec des consuls. Entre les deux termes, la ressemblance à première vue s'impose, et Mommsen n'a pas hésité à en conclure que le second était la traduction du premier¹. La difficulté vient de ce que l'expression *praetor maximus* ou *praetores maximi*, pour désigner les deux magistrats suprêmes de Rome, n'a eu d'existence que dans la première moitié du V^e siècle, alors que στρατηγὸς ὑπατος n'est attesté qu'à partir du début du II^e siècle, dans des inscriptions qu'Holleaux a étudiées², et dont les plus anciennes datent de 196 et 194. Pour résoudre cette difficulté, M. Hanell a suggéré que la constitution romaine devait être connue de longue date des cités grecques de l'Occident, Syracuse et Marseille³. La tradition, rapportée par Pline, veut pourtant que Théophraste ait été le premier parmi les Grecs à parler de Rome un peu longuement⁴, et l'on constate qu'Aristote, quand il mentionnait dans ses *Nomima* la prise de la ville par les Gaulois, ne donnait à son mystérieux sauveur, Leukios, aucun titre⁵. Peut-être

¹ Th. MOMMSEN, *Ges. Schriften* VIII, 259 sq.

² M. HOLLEAUX, ΣΤΡΑΤΗΓΟΣ ΥΠΑΤΟΣ, *Etude sur la traduction en grec du titre consulaire*, Paris 1918.

³ K. HANELL, *ibid.*, 160 sq.

⁴ Pl., *N. H.* III, 57.

⁵ Ap. Plut., *Cam.* 22.

Timée, le premier, avait-il eu l'occasion d'exprimer, en grec, le nom des consuls. Donc pas avant le début du III^e siècle.

La question se complique du fait qu'Holleaux, et, dans une certaine mesure, Ernst Meyer¹ contestent le rapport d'équivalence qui semble à première vue évident entre *praetor maximus* et στρατηγὸς ὑπάτος. *Maximus* n'est pas ὑπάτος ; on attendrait μέγιστος, et ὑπάτος est un superlatif dont on ne connaît ni le positif ni le comparatif. D'ailleurs Holleaux a essayé d'expliquer autrement l'origine de l'expression grecque, dont il pensait qu'elle avait été créée non comme une traduction mais comme un équivalent approximatif, valable pour d'autres magistrats que les consuls romains ; il cite une inscription de Délos dans laquelle un haut fonctionnaire de l'empire lagide est qualifié aussi de στρατηγὸς αὐτοκράτωρ καὶ ὑπέρ[τατος]².

Ernst Meyer attire aussi l'attention sur le cas analogue de χιλίαρχος, *tribunus militum*. Or le mot implique que les tribuns militaires dont il s'agit commandaient encore un régiment de 1000 hommes, antérieurement à la réforme de l'armée, au plus tard à la fin du V^e siècle, qui, les retirant de la troupe, fit d'eux des officiers d'Etat-Major. Pour conclure, il n'est pas certain que στρατηγὸς ὑπάτος soit la traduction de *praetor maximus*, mais si c'en était une, comme χιλίαρχος pour désigner le tribun militaire primitif, je me demande si de telles expressions n'ont pas été créées par les premiers annalistes, qui écrivaient en grec. Fabius Pictor, dont les *Annales* grecques ont précédé les *Annales* latines, ne pouvait se dispenser de parler des tribuns militaires, à une époque où ceux-ci ne commandaient qu'un régiment de 1000

¹ M. HOLLEAUX, *ibid.*, 115 sq.; Ernst MEYER, *Zur Frühgeschichte Roms*, Mus. Helv. IX, 1952, 181.

² M. HOLLEAUX, *ibid.*, 127 sq. (Ditt. 140). Mais on a proposé plus récemment la restitution ὑπέρ[μαχος], acceptée par J. et L. Robert (*Bull. épigr.* 1954, n° 258).

hommes, ni des *praetores maximi* du commencement de la République. Encore un méfait à porter au compte de Fabius Pictor !

* * *

Pour terminer, une dernière remarque : une magistrature double comme celle des *bini imperatores* dénonce, me semble-t-il, une situation de désunion politique. Sa raison d'être est de permettre à des forces adverses et à des intérêts opposés une représentation équitable et un contrôle réciproque. Rome, au lendemain de la révolution, était divisée. On entrevoit un faisceau d'antagonismes variés qui ne se recouvriraient pas nécessairement les uns les autres ; un parti étrusque et un parti de l'indépendance, un parti des Tarquins et un parti de Porsenna, un parti de la ligue latine et un parti de l'autonomisme romain, et dans chaque parti des extrémistes et des modérés. Surtout si, comme il est admis par tous aujourd'hui, l'expulsion des rois eut pour conséquence moins la libération du peuple que la victoire du patriciat, la résistance de la plèbe ne dut pas tarder à se manifester. Dans cette « situation incertaine et fluide », on peut imaginer que des tendances rivales aient, en face d'une menace jugée plus grave, conclu un accord de compromis qui déléguait au pouvoir deux de leurs représentants : devant le péril étranger, union nationale des patriciens et des plébéiens ; devant le danger plébéien, solidarité de classe des patriciens et des Etrusques ; devant l'offensive patricienne, alliance de patriciens des *minores gentes* et de certains groupes étrusques libéraux. *A priori*, la composition des premiers collèges consulaires devrait garder trace de cet effort de conciliation, en associant deux titulaires d'origine ethnique, sociale ou politique diverse. Celle-ci, naturellement, pour beaucoup de personnages de l'époque, nous demeure obscure. Remarquons, si, comme l'assurait Fraccaro¹, les listes éponymiques,

¹ PI. FRACCARO, *La storia romana arcaica*, Opuscula I, 5.

à partir de 503, peuvent être considérées comme sûres, qu'elles comportent, pour les années 502, 501 et 500, un consul patricien, Opiter Verginius, T. Larcius et Ser. Sulpicius — les deux premiers étant de souche étrusque et le troisième peut-être des *minores gentes*¹ — et un consul plébéien, Sp. Cassius, Post. Cominius et M. Tullius. En sorte que des trois formules envisagées, c'est plutôt la troisième — alliance de certains Etrusques et des plébéiens qui aurait été déterminante. Mais ceci n'est évidemment qu'un exemple de ce qui a pu se passer. Dans cette perspective, les institutions politiques de la République semblent avoir été des créations empiriques, non point dictées par des *a priori* de juristes, mais suggérées par les circonstances et modifiées à l'usage. Rome y aurait très vite manifesté, par la découverte de la collégialité binaire égale, un génie inventif par lequel elle laissait loin derrière elle les républiques étrusques.

¹ F. MÜNZER, *Römische Adelsparteien und Adelsfamilien*, Stuttgart 1920, 12.

DISCUSSION

M. Riis : I would like to ask a question concerning the Pyrgi inscriptions. The Phoenician text has the word *melek* ('King') designing the reigning person. If it were a case of a magistrate in function for one or a few years only, one would perhaps rather expect the word *šofet* to have been used, as in Carthage. This point has been made by some semitist, as far as I remember.

M. Heurgon : J'ai dit que les inscriptions de Pyrgi soulevaient de nombreuses difficultés. Une de celles-ci est la contradiction entre le *melek* de l'inscription punique et l'absence de titre royal dans les inscriptions étrusques. C'est pourquoi on se demande si le terme *melek* est bien pris ici dans son sens strict. Du reste je ne sais pas si le titre de suffète est attesté à Carthage dès cette époque.

M. Momigliano : In the case of Pyrgi *šofet* could not be used, because no annual magistrature was meant.

M. Alföldi : M. Heurgon a daté les inscriptions de Pyrgi du début du V^e siècle, et sur ce point, je le suis. On a pourtant tendance en ce moment à abaisser à la seconde moitié du siècle la date de ces inscriptions.

M. Heurgon : C'est au Dr. Pfiffig (Uni-Hera-Astarte, Österr. Akad. d. Wiss., Philos.-Histor. Kl. 87, 2, 1965, pp. 40 sq.; cf. Heurgon, *JRS* 1966, pp. 7 sq.; Cristofani, *Arch. class.* XVIII, 1966, pp. 103 sq.) que revient l'initiative de la datation basse. M. Riis y a lui-même souscrit.

M. Gabba : Fino a quando sarebbe durato il *praetor maximus*?

M. Heurgon : J'ai indiqué que le *praetor maximus* avait pu être remplacé, quelques années après 509, par deux *praetores maximi*, lesquels après 449 auraient pris le titre de *consules*.

M. Gabba : Mi domando se *praetor maximus* sia una tarda traduzione di στρατηγὸς ὑπάτος.

M. Heurgon : Devant les difficultés du problème que pose le titre de στρατηγὸς ὑπάτος, j'ai suggéré qu'il était peut-être une approximation due aux premiers annalistes.

M. Momigliano : Infatti non mi sembra esser possibile che un annalista scrivente in greco, come Fabio, e che narrava una *storia*, abbia inventato una *formula* come στρατηγὸς ὑπατος : la formula doveva preesistere, trovarsi forse in Timeo.

M. Wieacker : In den XII Tab. findet man keine regelrechten direkten Titulaturen, sondern nur indirekte Erwähnungen mit Ausnahme der bekannten *Spur(...)* *tor* (Tab. XII : *si vindicias...*) ; dort muss aber wegen *arbitros tres dato zu (prae)tor* ergänzt werden. Dieser Gerichtsmagistrat muss der vorlicinische Kollege des *praetor maximus* gewesen sein.

M. Heurgon : La mention du *praetor* dans les XII Tables a été justement invoquée par M. Hanell pour prouver que les consuls n'existaient pas avant celles-ci.

M. Hanell : *Praetor* scheint mir ein ganz allgemeiner Titel zu sein, wie es z.B. ἄρχων in Athen war. *Praetor* und *tribunus* müssen irgendwie Synonyme sein : der Praetor als Richter spricht von einem *tribunal*, der militärische Befehlshaber, der sich im *praetorium* befindet, spricht ebenfalls von einem *tribunal* aus.

In Rom ist irgendwie das griechisch-archaische Staatsystem eingeführt worden, mit drei Charakteristika :

- a)- Versammlungen der Wehrfähigen ;
- b) ein Rat ;
- c) jährlich wechselnde Beamten.

Rom ist nun sicher ein Stadtstaat griechischer Prägung mit diesen drei Elementen. Der jährliche Beamtenwechsel gehört zum Typus der aristokratischen Stadtstaaten. Die Existenz des Amtes ist das *prius*, die Eponymität das *posteriorius*. Nun sind nach meiner Überzeugung in Rom für das sechste Jahrhundert schon Beamte, und zwar *praetores* oder *tribuni*, anzunehmen. Als dann der griechische Kalender eingeführt wurde, wurde auch die Eponymität eingeführt, und damit die Jahresbezeichnungen. Aber das alles sagt nichts über die Struktur des Staates : es sagt nur, dass es Beamte gab. Der *praetor maximus* gehört der archaischen Zeit an, der *consul*, wie schon oben gesagt wurde, der späteren Zeit.

Es gibt m.E. Andeutungen, dass die *tribuni militum* den Titel *consul* wirklich geführt haben: vgl. die von Macrobius, *Saturn.* I 13, 21 angeführte Äusserung Varros über ein altes inschriftlich erhaltenes Gesetz, das von ihm den «Konsuln» L. Pinarius und Furius zugeschrieben wird (*antiquissimam legem fuisse incisam in columna aerea a L. Pinario et Furio consulibus*). Diese beiden «Konsuln» sind aber nach den *Fasten* zwei von den drei *tribuni militum* des Jahres 432.

M. Alföldi: Man wird vielleicht aus diesen Diskussionen ableiten wollen, dass wir nur die Meinungen von einander destruiert haben. Ich möchte daher betonen, dass hier deutlich wird, dass wir einander sehr viel näher gekommen sind. — Herr Heurgon hat die Bestrebungen von A. Rosenberg und der Gelehrten die ihm folgten, nicht nur erneuert, sondern vertieft — so jetzt durch diesen schönen Vortrag. Fast überall kann man ihm getrost folgen; ich möchte nur in einem einzigen Punkt eine andere Meinung vertreten: ich glaube nicht, dass Mastarna als *magister* mit etruskischem Suffix aufzufassen sei, aus folgenden Gründen:

1. Ich fand in Vindonissa einen etruskischen Legionär, der *Masterna* hiess. Dies ist ein regelrecht gebildeter etruskischer Name, wie Perperna, Saserna, usw.

2. In Vulci, in der *tomba François*, um 300 v.Chr., ist Mastarna ein etruskischer Heros mit einem etruskischen Namen. Seine Taten beziehen sich auf die Zeit bevor er nach Rom kam: in Vulci, in seiner Heimat, hiess er schon Mastarna, als dort ein politischer Kampf ausgefochten wurde. Er konnte sich dann retten, indem er nach Rom flüchtete. Also: sein Name ist nicht Titel, sondern persönliche Namengebung. Überhaupt sind alle Namen, die hierbei auftreten, Eigennamen, nicht Amtstitel.

3. Seine Identifikation mit Servius Tullius ist künstlich, und zwar durch Fabius Pictor gemacht.

4. Der *magister populi* ist kein Erbe der Königszeit, sondern gehört mit dem *magister equitum* in die Anfänge der Republik. Der *praetor maximus*, der den *clavus annalis* in die Wand der *cella*

Minervae am Kapitol einschlägt, muss mit dem *magister populi* identisch gewesen sein: der *praetor maximus* muss eben in 509 eponymen (= *maximus*) Beamte gewesen sein.

Die beiden *magistri* (der *magister populi* und der *magister equitum*), deren Ämter also in der Anfangszeit der Republik eingesetzt sein müssen, haben *kollaterale* Ämter. Später (die Zeit lässt sich nicht mehr genau bestimmen) sind dann diese beiden *magistri* durch die Konsulen ersetzt worden.

In den Fasti sind nur die Namen der ersten Konsulpaare — die natürlich noch nicht, wie eben ausgeführt wurde, Konsulen hießen — falsch. Dann muss der letzte Tarquinier die *dedicatio* des Tempels auf dem Kapitol selbst vorgenommen haben, und die Einführung der Republik mit der Eroberung des Porsenna zusammenfallen.

M. van Berchem : En écoutant l'exposé de M. Heurgon et les interventions qui le suivirent, je me suis demandé quel avait bien pu être le caractère de la monarchie romaine au temps des rois étrusques. Le monde antique nous offre deux types de monarchie, l'un primitif et en quelque sorte naturel, qui tire sa légitimité d'une ascendance divine ; l'autre fondé sur une concentration de pouvoirs politiques et militaires. Il serait important, pour juger des premières magistratures de la République, de savoir duquel de ces deux types se rapprochait la monarchie d'un Servius Tullius ou d'un Tarquin. Une autre question est celle du rapport qu'il nous faut établir entre le *praetor maximus* et le dictateur. Les deux titres recouvrent-ils la même fonction, ou devons-nous admettre, au contraire, que la dictature représente, par opposition à la préture, un retour, limité dans le temps et motivé par des circonstances exceptionnelles, à une forme de gouvernement monarchique ?

M. Heurgon : M. van Berchem s'est demandé à juste titre si la monarchie romaine n'avait pas dégénéré en tyrannie. En fait nous ne savons guère des rois de Rome que ce que nous en disent les annalistes. Ils étaient préoccupés surtout de montrer que la succession de l'un à l'autre s'était faite sans heurts et selon les

formes, grâce à l'institution de l'*interregnum* qui avait fonctionné dès la mort de Romulus. Tite-Live avait d'autre part soumis le récit de leurs règnes à un rythme de progression dramatique, *ut taedio regum maturior veniret libertas* (I 46, 3) : après les vieux rois de droit divin l'avènement de la dynastie étrusque marque la dégradation croissante du régime. Tarquin l'Ancien est le premier *homo ambitious* de l'histoire romaine, Tarquin le Superbe fait figure de tyran plutôt que de roi. Quant à la question de la dictature, on aura sans doute l'occasion d'y revenir. J'ai indiqué que j'avais du mal à me ranger à la théorie de Beloch, selon laquelle une dictature annuelle aurait précédé le consulat, pour n'être plus ensuite qu'une magistrature exceptionnelle, à laquelle on n'avait recours qu'en cas d'urgence.

EMILIO GABBA

Considerazioni sulla tradizione letteraria sulle origini della Repubblica

La storia della città di Roma ha sempre avuto un ruolo molto importante nella cultura della più antica e classica tradizione, e l'anno di fondazione, 753 a.C., è da secoli e secoli una delle poche date certe che si conoscano. La leggenda romana, tuttavia, ha sempre ritenuto che la città fosse stata fondata da Romolo e Remo, e il suo maggiore e più famoso eroe è stato gli inventori di quelli che sono poi diventati i simboli della civiltà per le successive civiltà che si sono sviluppate, ma i fatti storici, quali accadono prima o dopo alla fondazione della città, li raccontano pur sempre capiti come fanno spesso gli scrittori di letteratura in materia nell'opera di Fabio Rustico come in quella di Cipolla Alimenti, che «l'antichità credeva reggeva da vicino al Pittore» non si può dire¹, ma dal francescano universitario sembra si possa dire che non esistesse cognizione dei fatti di Romolo, cioè di Dio che, mentre il potere delle origini e quella anche dell'età degli uomini erano conosciute e impiegate, i strumenti sono poi nati per l'età repubblicana sino alla fine del IV sec. a. C. L'è un fatto e' la deposizione della parola antica rispettosa da Elio Susto VII,

¹ Un'altra cosa è però del solito che sono origini della tradizione romana, ma diversa dall'opinione di Elio Susto rispetto a G. P. Mazzoni, *Die Legende der römischen Stammesgeschichte*, in *Braunschweig und Portschichten*, 32, vol. II, pp. 187-202, 1910, e a G. Guzzo sull'argomento sono da contrapporre le opere delle Anna Schijf, III, 1916, p. 51 ss. Informata prescrizione dei primi anni di Roma, *The Early History of Rome*, di L. Tacita Flaminia, opera di T. A. Thorpe, Londra, 1906, pp. 1-49.

² K. J. Dover, *Roman Discourse*, 1956, p. 98 ss.; Gomme, K. J. H., 1952, 1962 in Jaeger, H. G. H., 1952.

CONSIDERAZIONI SULLA TRADIZIONE LETTERARIA SULLE ORIGINI DELLA REPUBBLICA

La testimonianza fondamentale, che ci permette di farci un'idea sulla struttura della più antica annalistica romana¹, è il passo di Dionigi I, 6, 2 (*F. Gr. H.* 809 T 4a = 810 T 7) nel quale è detto che i più antichi storici romani in lingua greca furono Q. (Fabio) Pittore e L. Cincio (Alimento), fioriti entrambi nell'età delle guerre puniche, e si aggiunge: «l'uno e l'altro di costoro gli avvenimenti ai quali essi stessi parteciparono narrarono con precisione per la conoscenza diretta che ne avevano, ma i fatti antichi, quelli accaduti posteriormente alla fondazione della città, li scorsero per sommi capi». Come fosse propriamente distribuita la materia nell'opera di Fabio (così come in quella di Cincio Alimento, che verisimilmente doveva seguire da vicino il Pittore) non si può dire², ma dai frammenti pervenutici³ sembra si possa ricavare una conclusione congruente con il dato di Dionigi, vale a dire che, mentre il periodo delle origini e quello anche dell'età regia erano trattati con una certa ampiezza, i frammenti sono poi scarsi per l'età repubblicana sino alla fine del IV sec. a. C. (è un caso a sè la descrizione della *pompa circensis* riportata da Dionigi VII,

¹ Un'ottima messa a punto dei problemi sulle origini della storiografia romana, che dispensa dall'appesantire di bibliografia queste note, è in G. PERL, *Der Anfang der römischen Geschichtsschreibung*, in *Forschungen und Fortschritte*, 38, 1964, pp. 185-190; 213-218. I noti lavori di M. GELZER sull'argomento sono ora convenientemente raccolti nelle *Kleine Schriften*, III, 1964, p. 51 ss. Informata presentazione dei problemi è in BADIAN, *The Early Historians*, in *Latin Historian* edited by T. A. Dorey, London, 1966, pp. 1-38.

² K. J. BELOCH, *Römische Geschichte*, 1926, p. 98 ss.; GELZER, *K. S.* III, 105 ss.

³ Ora in JACOBY, *F.Gr.H.* 809.

70 ss. = *F. Gr. H.* 809 F 13 b, e se ne potrebbe ricavare l'impressione che la descrizione di istituti e ceremonie religiose compensasse la scarsezza dei fatti); essi ritornano numerosi per l'età vicina all'autore. Questo schema si ritrova, come è noto, anche in altri annalisti del II sec. a. C. Lasciando da parte il caso delle *Origines* di Catone, che ha caratteristiche proprie, gli *Annales* di L. Cassius Hemina, in almeno quattro libri, ne dedicavano il primo alla preistoria italica e alla saga di Enea, mentre il secondo iniziava con la fondazione di Roma e giungeva fino alla catastrofe gallica (fr. 20 P.), o forse addirittura alla guerra di Pirro (fr. 21 P.); il terzo conduceva la narrazione sino alla seconda punica e il quarto all'età dello storico¹.

Una considerazione analogia può essere fatta per L. Calpurnius Piso Frugi. Sebbene le sue tendenze moraleggianti e la sua abitudine a proiettare fatti e costumanze dal suo tempo nella ricostruzione del passato ne facciano un precursore dell'annalistica più tarda, tuttavia Cicerone nel *Brutus*, 106, dice i suoi *Annales sane exiliter scriptos* (lo stesso vocabolo è usato nel *De legibus* I, 6 per tutta la prima annalistica : *tamen quid tam exile quam isti omnes?*). Orbene, l'opera di Pisone era in sette libri e di questi il primo era dedicato alla narrazione della storia più antica di Roma e di parte della fase monarchica, il secondo comprendeva altri avvenimenti dell'età regia e certamente quelli relativi alla caduta della monarchia (fr. 18, 19, 20 P.), ma il terzo libro parlava già dell'edilità di Gn. Flavio del 304 a. C.². E' altresì ben noto che le notizie annalistiche contenute in Diodoro si dispongono con precisione secondo questo schema³ e questo fatto

¹ CICHIORIUS, in *PW*, sv, nr. 47; SCHANZ-HOSIUS, *GdrL*, I⁴, pp. 194-195.

² CICHIORIUS, in *PW*, sv. nr. 96, coll. 1392-1395; SCHANZ-HOSIUS, I⁴, p. 195 ss.; K. LATTE, Der Historiker L. Calpurnius Frugi, *SB Berlin*, 1960, nr. 7.

³ A. B. DRACHMANN, *Diodors römische Annalen bis 302 A. Chr.*, Kleine Texte 97, Bonn, 1912.

pare anche a me uno degli argomenti più forti per postularne la derivazione da un antico annalista del II sec. a. C.¹.

Come si sia formato e donde derivi alla prima annalistica romana questo schema comune² è problema gravissimo e ricco di implicazioni. E' stata avanzata l'ipotesi (che in qualche modo potrebbe appoggiarsi al confronto che Cicerone istituisce nel *De oratore* II, 51-53 fra annalisti più antichi, *Annales Maximi* e storici greci arcaici) che una disposizione della materia, per la quale ad un'ampia descrizione delle origini seguano uno sguardo sommario al primo periodo storico e poi, di nuovo, una trattazione particolareggiata dei fatti contemporanei, possa derivare da modello greco e specialmente dagli Attidografi³. Il caso sembra diverso: negli Attidografi si assiste ad un progressivo ampliamento della parte storica contemporanea rispetto all'*ἀρχαιολογία*, laddove negli Attidografi più antichi, come Ellanico e Cleidemo, le due sezioni ancora si bilanciavano nella rispettiva estensione⁴.

Vi è di più: quello schema di disposizione della materia, che ora si è indicato nell'annalistica più antica, si ritrova anche negli *Annales* di Ennio, i cui primi tre libri erano dedicati ai re, mentre già nel quinto si parlava delle guerre sannitiche e nel sesto, dell'arrivo di Pirro in Italia: un solo libro, quindi, il quarto, era dedicato alla più antica storia repubblicana⁵. Pur riconoscendo la possibilità di riferimenti indiretti ad eventi anteriori nel corso successivo della

¹ Non è possibile seguire qui la bibliografia sulla questione diodorea; paiono tuttora fondamentali i rilievi di ED. MEYER, *Rb. M.* 37, 1882, pp. 610-627; io concordo pienamente con le osservazioni di P. FRACCARO, in *Opuscula I*, 1956, p. 15 ss. Meno bene A. KLOTZ, *Rb. M.* 86, 1937, pp. 206-224.

² FRACCARO, in *Athenaeum*, n. s. 30, 1952, p. 244 ss.

³ F. W. WALBANK, in *Cl. Q.* 39, 1945, p. 17 ss.; M. BARCHIESI, *Nevio epico*, Padova, 1962, p. 202, n. 1051 a.

⁴ F. JACOBY, *Attis*, Oxford, 1949, p. 111 ss.

⁵ I. VAHLEN, *Ennianae Poësis reliquiae*², pp. CLXX e CLXXIV.

narrazione, è impossibile che tale struttura si possa spiegare con ragioni artistiche¹. Si noti, altresì, che Ennio divergeva in punti importanti, come per esempio nella cronologia sulla fondazione di Roma, da Fabio Pittore².

La spiegazione di questo schema comune deve essere, a mio credere, quella già avanzata da Ed. Meyer e variamente accettata³: per il periodo della prima età repubblicana, *grosso modo* sino alle guerre sannitiche, le notizie a disposizione dei primi annualisti, e di Ennio, erano oltremodo scarse, mentre sulle origini di Roma e sull'età regia si era già stabilita una tradizione relativamente ampia. Non vi è, ovviamente, nessun motivo per ritenere che si sia volontariamente compendiato la narrazione della più antica età repubblicana, tant'è vero che in questo *vacuum* ha avuto buon giuoco ad inserire le sue falsificazioni pseudostoriche l'annualistica sillana (e già in parte quella graccana), prestando ad esempio alla lotta degli ordini le caratteristiche dei contrasti delle fazioni politiche del II e I sec. a. C. e proiettando nel passato problemi, come quello dell'agro pubblico e degli alleati, peculiari dell'età contemporanea a questi storici. Proprio per questo motivo, perchè, cioè, la prima annualistica con le sue magre notizie non corrispondeva agli ideali di completezza storiografica che essi perseguiavano, Livio e più ancora Dionigi si sono serviti per la storia romana arcaica della seconda annualistica⁴, mentre, e questa considerazione, pur non nuova, pare di grande rilievo, la

¹ S. TIMPANARO, in *S.I.F.C.* 23, 1948, p. 16 ss., 25 ss.

² Da ultimo, per es. W. STRZELECKI, in *R.F.I.C.* 91, 1963, pp. 452-453: Ennio concorda con Nevio.

³ Per es. FRACCARO, *Athenaeum* 1952, p. 246; J. P. V. D. BALSDON, in *Cl. Q.*, n. s. 3, 1953, p. 161, riferisce acutamente la distinzione polibiana dei tre tipi di storiografia di IX, 1 ss. proprio alle caratteristiche della storiografia romana, in greco e in latino, del II sec. a. C.

⁴ R. M. OGILVIE, *A Commentary on Livy, Books 1-5*, Oxford, 1965, p. 5 ss.; P. G. WALSH, *Livy. His historical Aims and Method*, Cambridge, 1961, spec. pp. 110 ss. (vd. GABBA, in *R.S.I.* 75, 1963, pp. 153-157).

narrazione tradizionale sulle origini e sull'età regia fornita dai primi annalisti, qualunque sia il suo valore storico, ha bensì subito, nel passaggio alla seconda annalistica, degli ampliamenti, ma questi non sono nemmeno lontanamente paragonabili a quelli sofferti dalle narrazioni sulla prima età repubblicana, proprio perchè quella tradizione si presentava già ampia ed articolata.

Come si sia venuta formando e come si sia consolidata in una forma, nelle sue grandi linee, sostanzialmente univoca la tradizione sulle origini e sull'età regia, è problema complesso e non facilmente risolvibile. Nella sua grande recente opera sulla Roma arcaica e i Latini (*Early Rome and the Latins*) A. Alföldi ha attribuito a Fabio Pittore la pesante responsabilità di aver coscientemente falsato la storia di Roma regia, dandone una rappresentazione di potenza assolutamente inaccettabile, soprattutto per quanto si riferisce ai rapporti con i Latini. Per il periodo delle origini, l'introduzione dei re Albani sarebbe opera di Fabio (p. 126 ss.). Le falsificazioni di Fabio si estenderebbero anche nell'età repubblicana e al suo odio per i Claudi si dovrebbe anche la rappresentazione tradizionale del Decemvirato (p. 154 ss.; 159 ss.).

Non è possibile discutere punto per punto la teoria e le argomentazioni dell'Alföldi, ma vorrei qui tuttavia presentare alcune obiezioni. In linea generale e in primo luogo non è chiaro perchè Fabio Pittore avrebbe dovuto falsificare così ampiamente la narrazione delle origini e dell'età regia e assai meno quella della prima repubblica (dal momento che il dato di Dionigi sulla stringatezza dell'opera del Pittore per questo periodo non può essere revocato in dubbio). Perchè poi con l'inizio dei *Fasti consolari* si riducessero le possibilità di falsificazione, come afferma l'Alföldi (p. 173), non saprei dire, e l'esempio della seconda annalistica e ancor prima gli interventi interessati delle grandi famiglie nobili provano il contrario. In secondo

luogo, sembra che l'Alföldi sia portato ad attribuire a Fabio Pittore, per poi criticarlo, materiale annalistico probabilmente più tardo: una distinzione sull'origine di questo materiale (annalistica antica o recente) non sempre viene fatta. Si può ricordare che il Fraccaro rivolgeva un'analogia osservazione al Pareti, tutto inteso ad attribuire una larga parte della nostra tradizione a redazione annalistica del IV sec. a. C., per valorizzarla. In particolare che Fabio fosse ostile alla *gens Claudia* è possibile, ma che la connotazione sfavorevole con cui i Claudii compaiono nella nostra tradizione tragga origine dal Pittore non si può dire con sicurezza. Anzi. Sebbene l'Alföldi non ne appaia convinto (p. 164, n. 6), sembra oramai ben stabilita la priorità di Nevio sull'opera di Fabio¹, qualunque sia il momento in cui questa fu pubblicata². Ora, come è ben noto, un verso celebre di Nevio attaccava duramente P. Claudius Pulcher, cos. nel 249 a. C.: *superbiter contemptim conterit legiones* (fr. 45 Morel)³ e dimostra che l'ostilità ai Claudii si ritrovava in un'opera letteraria anteriore a Fabio e non era peculiare della di lui *gens*⁴. E' stato pure acutamente rilevato come all'epos di Nevio sottostia il concetto di guerra giusta e pia, di una guerra i cui risultati dipendono da un'adesione alla legge della *pietas* e della *religio*⁵.

E nemmeno si può accettare la teoria che la serie dei re Albani sia invenzione di Fabio. Che l'intrusione di costoro nel mito preistorico di Roma sia un riflesso dell'impossibilità

¹ La bibliografia in BARCHIESI, *Nevio epico*, p. 208, n. 1065a; 243; 260, n. 1139; 262, n. 1149.

² BADIAN, p. 4.

³ BARCHIESI, *Nevio Epico*, p. 461; ALFÖLDI, *Early Rome*, p. 164.

⁴ Come nota A. MOMIGLIANO, in *J.R.S.* 53, 1963, p. 118, n. 97, a favore dell'onestà di Fabio sta il fatto che non risulta che egli abbia attribuito alcun ruolo esplicito alla sua famiglia nell'età regia.

⁵ K. HANELL, in *Histoire et Historiens dans l'Antiquité*, Entretiens sur l'Antiquité classique IV, 1956, pp. 159-160 e BARCHIESI, *Nevio epico*, p. 257, n. 1110; per Fabio vd. GELZER, *K.S.* III, p. 56 ss.

cronologica di collegare direttamente Enea, vale a dire l'età della caduta di Troia, con la data della fondazione di Roma (comunque questa potesse variare) e sia, quindi, invenzione piuttosto tarda (naturalmente prescindendo dagli ulteriori sviluppi del I sec. a. C¹.), è sicuro², ma i famosi passi di Plutarco, *Rom.* 3, 1 e 8, 9 non possono essere trascurati. Questi passi testimoniano la priorità di Diocle di Pepareto, o del λόγος da lui riferito, rispetto a Fabio Pittore, che, per di più, avrebbe seguito Diocle, o il λόγος, soltanto parzialmente: ἐν τοῖς πλείστοις³. Orbene, la tradizione che Diocle per primo divulgò e che Plutarco accetta come quella più degna di fede e più testimoniata, conosce i re Albani⁴.

La conseguenza di questa critica è che, pur non escludendo affatto delle rielaborazioni ad opera di Fabio in relazione soprattutto alle finalità politiche che egli si prefiggeva, il primo annalista romano deve aver trovato davanti a sè già una tradizione sulla preistoria e probabilmente anche sulla fase monarchica di Roma ampiamente elaborata.

A questo punto il nostro problema può essere così proposto con una serie di interrogativi: 1) la tradizione che Fabio ha davanti a sè è di origine greca? 2) egli la seguì perchè non ne aveva altre a disposizione, oppure

¹ DE SANCTIS, *Storia dei Romani* I², p. 200 ss.

² C. J. CLASSEN, in *Philologus* 106, 1962, p. 178.

³ La bibliografia sul passo è amplissima: ottimi mi paiono i ragionamenti di V. COSTANZI, Diocle di Pepareto, in *Studi Storici Antichità Classica* 3, 1910, pp. 74-87 (sul passo acuta traduzione a p. 83, n. 1); vd. anche R. FLACELIERE, in *R.E.G.* 61, 1948, pp. 85-87 e A. MOMIGLIANO, in *Rend. Acc. Lincei, Cl. Sc. Mor.*, ser. VIII, XV, 1960, pp. 315-316. Per il punto di vista opposto, DE SANCTIS, *Storia* I², p. 211 e note.

⁴ Sarà bene precisare che se Eratostene accedeva alla teoria che Romolo era figlio di Ascanio (*F. Gr. H.* 241 fr. 45 = Ser. Dan., *Ad Aen.*, I, 273; dubita della notizia E. BICKERMAN, in *Cl. Phil.* 47, 1952, p. 79, n. 23) non si può legittimamente ricavare da Dionys. I, 74, 2 che Eratostene indicasse come data della fondazione di Roma il 752-51. Cfr. in senso diverso G. F. UNGER, in *Rb. M.* 35, 1880, p. 19 e ALFÖLDI, p. 248, n. 1.

perchè essa meglio rientrava nelle sue finalità politiche ? Devo qui dire che io condivido l'idea che Fabio si rivolgeva ad un pubblico greco e specialmente a quello di Magna Grecia per combattere una propaganda antiromana svolta dagli storici filocartaginesi¹, e per questo egli come Cincio Alimento usa non soltanto la lingua greca ma anche il sistema cronologico greco (*Dionys.* I, 74, 1; 3) oppure Fabio riceve la tradizione sulle origini di Roma dagli *Annales Maximi*?

Quanto ai possibili modelli greci del Pittore si è già detto che, per dichiarazione non dubbia di Plutarco, la tradizione sui re Albani (e quindi, implicitamente e verosimilmente anche quella su Enea) e la leggenda dei gemelli accolta da Fabio erano già in Diocle ; ma dietro a Fabio Pittore sta anche Timeo, come ha ben messo in rilievo A. Momigliano². Alföldi, in più punti del suo libro e appoggiandosi ad una sua apposita ricerca sul fr. 61 di Timeo (= *Plin. N. H.* 33, 42), ove si attribuirebbe a Servio Tullio la monetazione dell'*aes*, sostiene che Timeo non parlava dei re di Roma ad eccezione, forse, del solo Romolo³ : « the 'history' of the Kings was to be written by a Roman ». Che Timeo non trovasse occasione di parlare dei re di Roma, quando parlava certamente della fondazione, può sembrare a priori strano ; ma l'interpretazione che Alföldi dà del fr. 61 non pare accettabile, perchè, come ha notato il Momigliano⁴, la non coincidenza della notizia di Timeo in Plinio con la realtà della monetazione romana non si spiega negando fede alla testimonianza. Ma anche altri autori greci dovevano aver parlato dei re di Roma prima

¹ Bibliografia in PERL, p. 216 ; vd. ALFÖLDI, p. 172 e F. CASSOLA, *I gruppi politici romani nel III sec. a. C.*, Trieste, 1962, pp. 356-360.

² Art. cit. in *Rend. Lincei*, p. 315.

³ ALFÖLDI, p. 172 e in *Mitt. d. Arch. Instituts, Röm. Abt.*, 68, 1961, pp. 64-79.

⁴ Timeo, Fabio Pittore e il primo censimento di Servio Tullio, in *Miscellanea di Studi Alessandrini in memoria di A. Rostagni*, Torino, 1963, pp. 180-187.

di Fabio e spero più innanzi di darne la prova per Numa Pompilio; d'altro canto, pur ammettendo che in ambito greco ci si interessasse a Roma soprattutto per il problema delle origini, tipico della mentalità greca centripeta, come ha dimostrato E. Bickerman¹, sarebbe molto curioso che, dopo aver narrato, con ampia messe di varianti, la leggenda di Romolo, gli storici greci prefabiani si fermassero tutti.

Le origini e lo svolgimento della saga di Romolo e Remo sono stati recentemente riesaminati da C. J. Classen in un articolo che mi pare ottimamente ragionato². Egli ha precisato acutamente i vari elementi che, in progressione di tempo, intervengono nella formazione della leggenda e specialmente ha mostrato come le più antiche tradizioni greche (per es. Ellanico, alla fine del V sec.)³ che collegavano l'origine della città con una donna, troiana o greca, siano state rielaborate presso storici siciliani verso la metà del IV sec. a. C. con altre tradizioni di origine locale o latina che narravano dei due gemelli e come, ulteriormente, sempre sotto l'influsso di tradizioni indigene, si arrivi alla teoria di un fondatore, il cui nome, dopo non poche incertezze, finisce per essere Romolo. Dall'indagine del Classen emergono alcuni punti molto importanti: che verisimilmente la tradizione sui gemelli non risale all'età regia, ma, per gli elementi antiromulei, e si direbbe anche antimonarchici che in essa intervengono, deve essere stata rielaborata in età repubblicana, al più tardi nel IV sec. (e potrà, forse, essere collegata con eventi politici interni a sfondo antitirannico); che l'accoglimento di questa leggenda

¹ *Origines gentium*, in *Cl. Phil.* 47, 1962, pp. 65-81.

² C. J. CLASSEN, Zur Herkunft der Sage von Romulus und Remus, in *Historia* 12, 1963, pp. 447-457. Vd. anche E. GJERSTAD, *Legends and Facts of early Roman History*, Scripta Minora, R. Soc. Hum. Ludensis, 1960-62 : 2, pp. 38-39.

³ Il tentativo di F. P. Rizzo, in *Athenaeum*, n. s. 43, 1965, pp. 369-384 di spostare all'indietro la cronologia di Ellanico sembra non accettabile: A. MOMIGLIANO, *ibid.*, n. s. 44, 1966, pp. 134-140.

da parte di storici sicelioti conferma l'antichità delle fasi della leggenda precedentemente accettate e dimostra ulteriormente l'ampia conoscenza di Roma e delle sue tradizioni in ambito suditalico nel IV e anche nel V sec. a. C.

Si può aggiungere, sebbene si tratti di cosa ben nota, che la tradizione sull'ultimo Tarquinio ha subito, evidentemente in ambito greco, una rielaborazione almeno esteriore con l'introduzione di molti elementi caratteristici della storia dei tiranni greci, come ancora di recente ha fatto notare R. M. Ogilvie¹; ma è da credere che anche in questo caso si sia lavorato su tradizioni e notizie locali, tanto più che il soprannome *superbus*, con sicuro valore spregiativo², rientra nella terminologia politica romana³: *superbiter* era stato già usato da Nevio. E' probabile che anche la tradizione sull'ultimo re abbia acquistato connotazioni più precise contemporaneamente all'elaborazione della leggenda dei gemelli, che presenta taluni caratteri antimonarchici.

E' ovvio che il problema sul valore della tradizione sull'ultimo re coinvolge l'interpretazione della tradizione sulla caduta della monarchia. Sembra questo il momento per considerare la questione della cosiddetta *Cronaca Cumana*, che è stata rinnovata dall'indagine dell'Alföldi. Questo studioso ritiene, e giustamente, che soprattutto a Cuma, in età arcaica, si avesse interesse e si fosse in grado di conoscere la più antica storia di Roma (pp. 70-71). Ora, vi sono cenni nelle nostre fonti a dei Κυραικά, talora attribuiti ad Hyperochos, ma i tre frammenti conservativi (Jacoby, *F. Gr. H.* 576, 1-3; Komm. IIIb Text, p. 607 e Noten, pp. 352-353), come si vedrà più innanzi, sembrano testimoniare per quest'opera una data piuttosto tarda, diciamo

¹ *Commentary*, cit., p. 195 ss.

² Malgrado E. CIACERI, *Le origini di Roma*, 1937, p. 280.

³ H. HAFFTER, Superbia Innenpolitisch, in *S.I.F.C.* 27-28, 1956, pp. 135-141; J. HELLEGUARC'H, *Le vocabulaire latin des relations et des partis politiques sous la république*, Paris, 1963, pp. 439-441.

almeno fine IV — inizio III sec. a. C. A questi Κυμαῖα si è spesso riferito molto materiale, di argomento o attinenza campana¹, e specialmente i capitoli 3-11 del libro VII di Dionigi, che contengono la storia del tiranno Aristodemo². L'Alföldi ritiene di poter distinguere due fasi di questo materiale, una più antica, indipendente da contaminazioni annalistiche (p. 50) rappresentata appunto da Dionys., VII, 3-11 (che egli considera versione ellenistica della cronaca più antica); una più recente alla quale sarebbero da riportare, oltre i tre frammenti citati, una serie di passi di provenienza annalistica (pp. 59-62), nei quali i Κυμαῖα sarebbero stati appunto rielaborati dagli annalisti romani e forse già da Fabio Pittore (pp. 70-71). La *Cronaca di Cumae* sarebbe la base fondamentale della cronologia degli avvenimenti nel Lazio per la fine del VI sec. (p. 71).

Io penso che, in linea di massima, la teoria dell'Alföldi possa essere pienamente accettata. Certamente notizie di un collegamento della Roma delle origini con la Campania si ritrovano in quella tradizione, della quale dovrò far cenno anche più avanti, che parlava di Ascanio come fratello di Romolo e Remo e che collegava le fondazioni di Roma, di Capua e di Alba (Dionys. I, 73, 3) : questa versione non sarà molto antica (si può pensare alla seconda metà del IV sec. quando la Campania entra direttamente nella sfera politica di Roma³), ma è indubbiamente significativa e potrebbe derivare dalla *Cronaca Cumana* anzidetta, la quale, per altro, conosceva una prima fondazione della città ad opera degli Aborigeni, Valentia, nome poi mutato in Rome per l'arrivo in Italia dei parlanti greco con Evandro ed

¹ Per es. da F. ALTHEIM, in ALTHEIM-FELBER, *Untersuchungen zur röm. Geschichte*, I, Frankfurt a. M., 1961, pp. 200-207.

² Bibliografia in ALFÖLDI, p. 64, n. 1; F. JACOBY, *I. c.*, è contrario a questa provenienza : ALFÖLDI, p. 56 ss.; Dionigi conoscerebbe l'opera tramite Timeo : ALFÖLDI, p. 68.

³ W. SCHUR, in *Klio* 17, 1921, p. 143 ss., CLASSEN, *Historia*, 1963, pp. 450-451.

Enea¹. Ma accanto a queste e altrettali notizie, che risentono di una più tarda rielaborazione, vi dovevano essere nelle *Cronaca di Cuma* notizie molto più antiche e l'importanza di Cuma sembra garantire la possibilità della conservazione di queste vetuste tradizioni storiche. Orbene, la parte per noi più importante dei Κυμαικά era quella nella quale si doveva parlare dei fatti connessi con la fine della monarchia e l'inizio della repubblica a Roma. Penso io pure che la biografia di Aristodemo, quale noi leggiamo in Dionys., VII, 3-11, non abbia subito manipolazioni annalistiche, dal momento che essa non era di molto rilievo per gli annalisti romani: tuttavia essa, con la narrazione degli avvenimenti cui hanno parte il figlio di Porsenna e Aristodemo, fornisce elementi di conferma cronologici di grande valore alla tradizione romana². Ma sembra anche probabile che dall'antica *Cronaca di Cuma* derivi la notizia dei rapporti fra l'ultimo re di Roma e il tiranno locale e che ne venga, quindi, una conferma a taluni punti della nostra tradizione sulla caduta della monarchia. Naturalmente molti particolari della nostra tradizione annalistica sull'ultima fase e sulla fine della monarchia sono gravemente compromessi nella loro attendibilità soprattutto dall'impegno di escludere fattori esterni nella caduta dei re e nella difesa della conquistata libertà, e questo vale di fronte a quanto noi sappiamo della storia di Etruschi e Greci di Campania, ma va notato che anche il valore e il significato delle tradizioni etrusche su quegli avvenimenti, che non sembra abbiano influito sulla versione romana, devono, a loro volta, essere soggetti a cautela³. Tuttavia nel complesso la tradizione sulla fine

¹ E. GABBA, *Il latino come dialetto greco*, in *Miscellanea Rostagni*, p. 192, n. 24, A. BERNARDI, in *Athenaeum*, n. s., 42, 1964, p. 235 ss. identifica ora i Βορείονοι (*Arborigenes* dei Latini) con gli Albenses.

² M. PALLOTTINO, in *Studi Etruschi* 31, 1963, p. 26.

³ FRACCARO, *Opuscula I*, pp. 12-14.

violenta della monarchia e, nelle grandi linee, la cronologia degli avvenimenti appare pienamente attendibile.

Quanto siamo venuti sin qui esponendo consente di vedere in anticipo quale sarà la risposta al quesito iniziale: vale a dire che la più antica annalistica romana deve aver trovato in autori greci già sviluppata, se pur in ampia parte sulla scorta di tradizioni locali, non soltanto la tradizione sulle origini di Roma, variamente riportate al mondo greco e troiano, ma anche in notevole parte quella sulla monarchia.

Tuttavia è qui necessario prendere posizione di fronte alla teoria che recentemente S. Mazzarino¹ ha svolto sulla base della citazione che Plutarco fa nella *Vita di Romolo* di uno storico greco Promathion (2, 3-8), riportando una diversa versione della nascita di Romolo. Non mi è possibile discutere la generale interpretazione della storia romana arcaica che Mazzarino ricava dalla datazione che egli propone di Promathion alla prima metà del V sec. a. C., e che può articolarsi in tre punti: rivolta «democratica» di Servio Tullio contro i Tarquinii; politica estera di Servio favorevole ai Massalioti originari di Focea; politica contraria a costoro del successore di Servio Tullio, Tarquinio Superbo. Certamente la nuova datazione di Promathion proposta dal Mazzarino sposterebbe le origini della storiografia greca su Roma e darebbe un ancor più valido grado di attendibilità alla tradizione storica sull'età regia. Mazzarino identifica Promathion con Promathos Samio, citato da Aristotele fr. 248 Rose, scrittore di cose geografiche e interessato, secondo Mazzarino, ai viaggi focei in Occidente. La versione di Promathion faceva i due gemelli figli di una schiava del re di Alba Tarchetios² e di un fallo spuntato dal focolare

¹ *Il pensiero storico classico*, I, Bari, 1966, p. 190 ss. e note a p. 583 ss. e già precedentemente in *Studi Romani* 8, 1960, pp. 388-392 (MOMIGLIANO, *Rend. Lincei*, 1960, p. 310, n. 2 in fine).

² PAIS, *Storia di Roma* I, 1, p. 189, n. 1, richiamava il Tarcinius che appare nella lista dei re Albani negli *Excerpta Barbari*, p. 302 Frick.

della reggia; un oracolo etrusco prediceva la nascita di un discendente illustre per valore, fortuna e forza. Questa tradizione pare a me chiaramente tarda per i seguenti motivi: 1) l'opera di Promathion si intitola in Plutarco *'Ιστορία Ιταλική*; e poichè, malgrado gli ingegnosi ma non convincenti argomenti del Mazzarino per negare in questo punto valore al passo plutarcheo, non vi è motivo per respingere questo titolo, si deve dire che con riferimento a Roma e alle sue origini esso non è credibile nel V sec. ed anche per parecchio tempo dopo; 2) la leggenda dei gemelli, come si è detto, è testimoniata in autori greci dopo la metà del IV sec. nè essa è in contraddizione con l'oracolo che parla di un solo παῖδα κλεινότατον, perchè si presuppone evidentemente già il contrasto fra i due fratelli; 3) sebbene Tarchetios sia estraneo alla lista canonica dei re albanì, si è visto come questi siano un'invenzione piuttosto tarda (diciamo della fine del IV sec.); 4) la nascita di Romolo da una schiava e da un fallo ricalca elementi notoriamente connessi con la tradizione sulla nascita di Servio Tullio¹: la versione sull'origine servile di questo re sembra abbastanza antica². Si può aggiungere che la versione di Promathion promana da ambienti etruschi: sembra chiaro un riferimento di Tarchetios con Tarchon, l'eroe eponimo e fondatore di Tarquinii, variamente collegato con il demone *Tages*, l'inventore della *disciplina etrusca*³. Si può allora avanzare un'ipotesi sull'origine della versione di Promathion: l'*etrusca*

¹ Vd. anche S. WEINSTOCK, *Libri Fulgurales*, in *P.B.S.R.* 19, 1951, p. 132 (tutto l'articolo, pp. 122-153, è molto importante).

² GABBA, in *Athenaeum*, n. s., 39, 1961, p. 117 ss.

³ MARBACH, in *PW*, s. v. Tarchetios; MÜNZER, *ibid.*, sv. Tarchetius; MIELENTZ, *ibid.*, sv. Tarchon: qui tutte le testimonianze antiche; WEINSTOCK, art. cit., pp. 142-143. J. HEURGON, *Vita quotidiana degli Etruschi*, trad. ital., 1963, pp. 339-340, collega giustamente Promathion con ambienti di Caere e di Pyrgi.

disciplina si diffuse in Roma nel I sec. a. C. per opera di Tarquitius Priscus¹ e di C. Fonteius Capito². Quest'ultimo autore è spesso citato da Giovanni Lido, ma un suo frammento, ricavato dal *De magistratibus* II, 12 (= III, 42 = *De mensibus*, fr. 7, p. 180, 10 W.), sembra al caso nostro molto importante. In esso si ricorda un altro oracolo dato a Romolo, che prediceva che la fortuna avrebbe abbandonato i Romani quando essi avessero dimenticato la loro lingua originale. Questa lingua non può essere il greco³, e sarà invece l'etrusco, e questa notizia su Romolo deve collegarsi, a mio credere, con le varie notizie, di fonti greche bensì, ma probabilmente rielaboranti tradizioni etrusche, che esse avranno potuto conoscere così come conoscevano tradizioni locali del Lazio, che mettevano in qualche modo in relazione le origini di Roma con l'Etruria (bene indicate ora dall'Alföldi, p. 278 ss.) e specialmente con le tradizioni, cui accenna Dionigi I, 29, 2, che facevano addirittura Roma città etrusca⁴. In questo stesso ambito deve essere riportata anche la versione ricca di elementi etruschi di Promathion, ma essa con i suoi caratteri recenziatori sopra indicati sembra difficilmente anteriore al I sec. a. C.⁵.

Prima di concludere questa serie di osservazioni, dobbiamo cercare di dare risposta all'interrogativo posto più sopra se mai la tradizione sulle origini di Roma e sull'età regia, che si è detto presentarsi con uno schema abbastanza preciso e uniforme, non derivi alla prima annalistica dagli *Annales Maximi*.

¹ J. HEURGON, in *Latomus* 12, 1953, pp. 402-417.

² S. WEINSTOCK, C. Fonteius Capito and the Libri Tagetici, in *P.B.S.R.* 18, 1950, pp. 44-49.

³ Così WEINSTOCK, art. cit., 1950, p. 46.

⁴ Non sono sicuro che interpreti giustamente questo passo ALFÖLDI, p. 198.

⁵ Meno importa per il nostro assunto discutere l'altra ipotesi del MAZZARINO, p. 203 ss., che Damaste di Sigeio sia anteriore ad Ellanico.

Dei molti problemi connessi con gli *Annales Maximi*¹ interessa qui quello che si riferisce all'esistenza di una sorta di introduzione, relativa alle origini di Roma e all'età monarchica, che si sa doveva precedere, nella stesura degli *Annales Maximi* in ottanta libri (Serv., *Ad Aen.*, I, 373), le annotazioni annue dei pontefici (Cic., *De orat.*, II, 52, dice che gli *A. M.* iniziavano *ab initio rerum Romanarum*). Questa introduzione doveva distinguersi, per materiale compositivo e per tipo di esposizione, dal resto dell'opera, quale si era verisimilmente venuta formando man mano che i pontefici avevano ricopiato, formando gli *annui commentarii*, il contenuto della *tabula dealbata* (il *πίναξ* di Dionigi I, 74, 3)² dell'anno scaduto. Questa ricopiatura avrà sicuramente comportato amplimenti e modifiche, anche con l'impiego dello svariato materiale documentario che doveva raccogliersi presso i pontefici³, rispetto alle scarne annotazioni, di carattere eminentemente pratico e sacrale, registrate sulle *tabulae* (l'episodio degli aruspici etruschi in Gellio, IV, 5, non poteva essere, così com'è, nella *tabula*), ma non ne deve aver modificato sostanzialmente il carattere di magra brevità, come risulta dal passo di Cic., *De leg.*, I, 2, 5. Quando fu stesa l'introduzione? Viene fatto di pensare che essa sia stata preparata in vista della pubblicazione degli *A. M.*, ma quando questa pubblicazione sia avvenuta e se si sia avuta una pubblicazione unica complessiva o se sezioni degli

¹ Non è il caso che io dia qui una bibliografia sugli *A. M.*, par la quale rinvio al PERL e all'ALFÖLDI. Basti dire che io condivido, in linea di massima, le osservazioni di P. FRACCARO, *The History of Rome in the Regal Period*, in *J.R.S.* 47, 1957, pp. 59-65.

² F. W. WALBANK, *A Historical Commentary on Polybius*, I, 1957, p. 665 ss.; GABBA, in *Synteleia Arango Ruiz*, I, p. 486; diversamente T. STEINBY, in *Arctos* 2, 1958, p. 143 ss.

³ DE SANCTIS, *Storia dei Romani* I², p. 20. Pare anche a me che L. CANTARELLI, Origine degli *A. M.*, in *R.F.I.C.* 26, 1898, p. 209 ss. abbia dimostrato la sostanziale identità dei *Commentarii* con gli *Annales* dei pontefici; vd. anche PAIS, I, 1, p. 31, nota.

A. M. siano state rese pubbliche volta per volta non si può dire con sicurezza (così come non si può dire quando in realtà i pontefici abbiano iniziato le registrazioni), sebbene il tono polemico del noto frammento di Sempronio Asellione (2 P.) possa essere un appoggio alla teoria di una pubblicazione generale verso la fine del II sec. a. C.¹. Certamente riesce difficile supporre che l'introduzione sia stata scritta dai pontefici per mera esigenza di completezza ed essa presuppone, a mio avviso, la pubblicità (se non la pubblicazione) dell'opera intiera. Si consideri che, in teoria, qualsiasi cittadino romano poteva, copiando le *tabulae* esposte al pubblico, raccogliere una serie di annotazioni annue pontificali e questo sarà certamente avvenuto presso qualche *gens*.

Il Pareti, nel suo tentativo di rivalutare la nostra tradizione annalistica e di negare ogni influsso greco nella tradizione della storia romana arcaica², ha sostenuto la teoria che dopo l'incendio gallico si sia avuta ad opera dei pontefici una ricostruzione della documentazione pontificale andata perduta e che in questa occasione sia stato steso il completamento per l'età regia³. Ne verrebbe la conseguenza di una sostanziale autenticità tanto per la nostra tradizione sul V sec. quanto per l'età monarchica. L'edizione fondamentale degli *A. M.* risalirebbe, secondo Pareti, alla fine del IV sec.⁴ e da essa deriverebbe alla tradizione annalistica non soltanto quello schema comune, che più sopra è stato notato; ma anche il suo tono sostanzialmente filopatrizio e antiplebeo, dovuto all'attività, per così dire storiografica, dei pontefici, patrizi fin verso il 300 a. C.⁵.

¹ MOMIGLIANO, *Rend. Lincei* 1960, p. 313 e n. 9; vd. GELZER, *K. S.*, III, p. 110.

² *Storia di Roma e del mondo romano* I, pp. 22-23 e 26, n. 3.

³ P. 14; egli, p. 11, 1, si fonda sul passo di Liv., VI, 1, 2 e 10.

⁴ P. 16.

⁵ P. 16 e 678.

Questa teoria urta contro alcune obiezioni, alcune di notevole peso. In primo luogo la supposta ricostruzione documentaria delle *tabulae* non regge perchè non è praticamente ammissibile che le *tabulae dealbatae* venissero ammucchiandosi nella casa del pontefice; inoltre quando si parla di intonazione politica della tradizione a noi pervenuta bisogna cercare di operare una chiara distinzione fra l'annalistica antica e quella tarda, ben più politicizzata che non la prima. Quel che è più grave è che quanto noi conosciamo sulla sezione degli *A. M.* dedicata alle origini e all'età regia tradisce una data piuttosto tarda, come si vedrà subito più avanti.

Più complicata l'ipotesi dell'Alföldi (p. 164 ss.), il quale, rifacendosi alla teoria spesso accettata di una prima edizione degli *A. M.* rispetto a quella, possibile, di età graccana, ritiene che Gn. Flavio nel 304 a. C. abbia reso pubbliche, con i *Fasti*, anche le più antiche annotazioni pontificali; all'inizio di questo testo vi sarebbero state brevissime notizie sull'età regia, forse poco più dei nomi dei re.

Devo dire che, secondo la mia opinione, una distinzione fra una prima e una seconda edizione degli *A. M.*, condotta sulla base delle testimonianze che noi abbiamo relative ai medesimi, è arbitraria e indimostrabile. Anche l'ipotesi che la rielaborazione degli *A. M.* sia posteriore a Catone — con la quale si sanerebbe il contrasto fra il noto frammento delle *Origines* di Catone (Gell. II, 28, 2) e quanto degli *A. M.* dicono Cicerone e Servio nei passi sopra citati¹ — sembra inutile, in quanto Catone allude esplicitamente alla *tabula apud pontificem maximum* e non alla stesura letteraria degli *A. M.* che già al suo tempo doveva essere cosa ben diversa.

Vediamo, ora, quale era il contenuto di questa introduzione. Premetto che dal passo di Dionigi I, 74, 3, ove è nominato il πίναξ che si trova presso i pontefici, non si può

¹ MOMIGLIANO, *Rend. Lincei* 1960, pp. 313-314.

ricavare che la data della fondazione di Roma vi fosse indicata con le Olimpiadi¹. Grande importanza mi pare abbia il passo di Dionigi I, 73, 1 ss., ove si inizia la rassegna delle versioni romane sulla fondazione della città. Lo storico dichiara che non esiste presso i Romani alcun συγγραφεύς ο λογογράφος παλαιός, ma che ἐκ παλαιῶν μέντοι λόγων ἐν ιεραῖς δέλτοις σωζομένων ἔκαστος τι παραλαβὼν ἀνέγραψεν. Seguono (§ 2) due versioni: alcuni dicono Romolo e Remo figli di Enea, altri nipoti da una figlia senza indicarne il padre. Essi sarebbero stati dati come ostaggi al re Latino e da questi lasciati eredi del regno². Segue una terza versione (§ 3), introdotta da un ἄλλοι δὲ λέγουσιν, in cui si parla di Ascanio come fratello di Romolo e di Remo e si collega la fondazione di Alba con quella di Capua e di Roma. Come si è detto, quest'ultima tradizione ci riporta ad ambienti campani³.

Prescindendo per il momento dalla considerazione di Dionigi che i più antichi storici romani dipendono da vetuste narrazioni contenute nelle ιεραὶ δέλτοι, importa qui notare che con ιεραὶ δέλτοι Dionigi indica, secondo ogni verisimiglianza, gli *Annali dei Pontefici*. E se anche noi volessimo, invece, vedere un riferimento ai *Commentarii Pontificum*, il problema non cambierebbe, data la stretta relazione, anzi interdipendenza, fra *Annales* e *Commentarii* dei pontefici⁴. Più ancora significativo è che gli *Annali dei pontefici* registrassero svariate versioni sulle origini di Roma⁵:

¹ Così FRACCARO, in *J.R.S.*, 1957, p. 61.

² CLASSEN, *Historia* 1963, p. 450.

³ CLASSEN, *Historia* 1963, pp. 450-451.

⁴ CANTARELLI, art. cit. Per le ιεροφαντῶν γραφαὶ di Dionys. VIII, 56, vd. PAIS I, 1, p. 30, n. 3 (tutta la nota è importantissima) e DE SANCTIS I², p. 18, n. 40. Per le ιεραὶ βίβλοι di Dionys. X, 1, 4, il confronto deve essere fatto con Liv. VI, 1, 2 e 10.

⁵ PAIS I, 1, p. 32; non vi è motivo di credere che solo la prima versione riportata da Dionigi derivi dagli *A. M.*, come crede CLASSEN, *Philologus* 1962, p. 177.

se si accettano per buone le citazioni che degli *A. M.* fa l'*Origo gentis Romanae* (17, 3 e 5; 18, 4)¹ vi era registrata al quarto libro anche la versione che inseriva fra Enea e Romolo i re Albani. Anche per l'età regia la trattazione doveva essere ampia: come si vedrà più avanti, sui dati degli *A. M.* si poteva discutere del discepolato di Numa da Pitagora.

La conclusione che deriva da queste osservazioni sembra palmare: l'introduzione degli *A. M.* sulle origini e sulla età regia di Roma era composta con materiali di origine greca, e deve essere stata stesa assai tardi. In tale stato di cose l'interrogativo posto più sopra se Fabio Pittore derivaesse da fonti greche o dagli *A. M.* perde in buona parte il suo significato. Anche ammettendo che alla fine del III sec. a. C. questa introduzione fosse già scritta, da essa Fabio Pittore non avrebbe ricavato nulla di diverso da quanto gli potevano fornire le sue fonti greche. La considerazione di Dionigi sulla dipendenza degli storici romani dagli *Annali dei pontefici* può spiegarsi tanto supponendo che Dionigi, che deve aver conosciuto gli *A. M.*, trovasse in essi raccolte le varie tradizioni sulle origini di Roma, che, sparse, si rinvenivano anche presso singoli autori romani, quanto confrontandole, con il Gelzer², con la teoria di Dionigi sulla storiografia greca preclassica esposta nel suo saggio su Tucidide³.

Vorrei nuovamente insistere su di un punto: il fatto che i primi annualisti si siano serviti di narrazioni greche per la storia più arcaica di Roma, non significa che queste fonti greche non avessero per loro conto rielaborato tradizioni indigene delle quali avevano avuto notizia: al contrario, che proprio questo fosse il caso si è già sopra indicato a varie riprese e si dimostrerà subito ora, esaminando alcuni punti della tradizione sul re Numa Pompilio. Si può anche

¹ FRACCARO, *J.R.S.* 1957, p. 62, inizio.

² K. S. III, p. 101.

ritenere che proprio il ritrovare nelle fonti greche, sia pure rielaborate, antiche tradizioni patrie, che dovevano essersi in varia guisa conservate nella Roma della fine del III sec. a. C., avrà facilitato l'accoglimento da parte dei primi annalisti delle narrazioni greche su Roma. Della tradizione a noi giunta sul re Numa Pompilio sono state date valutazioni diametralmente opposte: secondo G. Buchmann, *De Numae regis Romanorum fabula*, Diss. Inaug., Lipsiae 1912, *passim*, l'intiera leggenda di Numa sarebbe di origine greca e riferibile al III sec. a. C.: gli annalisti romani avrebbero trovato il quadro già composto. Secondo G. De Sanctis, *Storia dei Romani*, I², p. 366, l'efficacia degli esemplari greci sull'età regia sarebbe stata assai scarsa e « perfino la leggenda delle relazioni tra Numa e Pitagora non si formò dipendentemente dalla storiografia greca, che ne avrebbe anzi dimostrata la falsità, ma pel semplice contatto coi Greci dell'Italia Meridionale, da cui già nel IV secolo i Romani appresero a venerare la memoria del filosofo di Samo ». Non posteriore al IV sec. sarebbe la statua di Pitagora, eretta insieme con quella di Alcibiade nel Comizio (Plin., *N. H.* 34, 26; Plut., *Num.* 8, 20).

Proprio un attento esame della tradizione sulle relazioni fra Numa e Pitagora consente, a mio avviso, una conferma della tesi che sin qui siamo andati sostenendo. La notizia del discepolato è data, introdotta da un λέγουσιν δέ τινες, da Diodoro VIII, 14, che, probabilmente, dipende da un annalista della metà del II sec. a. C. Cosa dicessero in proposito gli *A. M.* non è chiaro dal passo di Cicerone, *De re publica*, II, 15, 28 (*A. M.*, fr. 5 P.): *Verene, inquit Manilius, hoc memoriae proditum est, Africane, regem istum discipulum aut certe Pythagoreum fuisse? saepe enim hoc de maioribus natu audivimus et ita intellegimus vulgo existimari; neque vero satis id annalium publicorum auctoritate declaratum videmus.* (Si noti, fra parentesi, che se Cicerone ha ricostruito con fedeltà l'ambiente storico del dialogo al 129 a. C., si potrebbe

supporre che gli *A. M.* a questa data fossero già pubblicati). Come ha acutamente rilevato il Pais, *Storia di Roma*, I, 1, p. 32, n. 3, il passo può intendersi in due modi: o gli *A. M.* non riportavano nulla su questa tradizione, oppure accennavano ad essa senza prendere posizione: questa seconda ipotesi mi pare più probabile. Certamente al discepolato di Numa da Pitagora accennano diffusamente varie fonti, ma nella maggior parte dei casi per respingerla a causa del grosso anacronismo che essa implicava: oltre a Cicerone nel seguito del passo citato del *De re publica*, Livio, I, 18, 2; Dionigi in un intiero capitolo (II, 59); Plutarco nella *Vita di Numa*, I, 3-6. Anche nelle *Tusculane* di Cicerone, I, 16, 38 la determinazione cronologica sulla venuta di Pitagora in Italia è implicitamente in polemica con la tradizione sui suoi rapporti con Numa¹. Abbastanza curiosamente, però, Plutarco, nel corso della biografia su Numa (8, 5 ss.), sviluppa quasi un confronto fra le istituzioni religiose del re e le norme religioso-filosofiche pitagoriche, forse in dipendenza da Castore di Rodi che, all'inizio del I sec. a. C., sembra si fosse posto proprio questo problema².

Senza fare la storia del Pitagorismo romano, già più volte scritta se pur non senza esagerazioni³, si deve dire che questo collegamento del secondo re di Roma con Pitagora doveva essere assai vivo all'inizio del II sec. a. C., perché soltanto con questa premessa si può spiegare la possibilità del famoso episodio del 181 a. C., quando furono rinvenuti dei presi libri filosofici di Numa di contenuto

¹ A. ROSTAGNI, *Pitagora e i pitagorici in Timeo*, ora in *Scritti Minori* II, 1, Torino, 1956, p. 8 ss. pensa che fonte ultima sia Timeo per il tramite del *Liber Annalis* di Attico; cfr. anche p. 10 e p. 11, n. 3. Secondo F. JACOBY, *Apollodors Chronik*, Berlin, 1902, pp. 218-219 la cronologia di Pitagora in Cicerone deriverebbe da Apollodoro tramite Nepote; mentre quella di poco più alta in Livio e Dionigi proverebbe da Eratostene; cfr. p. 225.

² F. Gr. H. 250 F 15 = Plut., *Aet. rom.* 10; vd. il commento di JACOBY al passo.

³ L. FERRERO, *Storia del Pitagorismo nel mondo romano*, Torino, 1965.

pitagorico, che il Senato fece distruggere.¹ Certamente la leggenda pitagorica di Numa era accettata da Ennio², mentre non mi pare che vi siano testimonianze precise per affermare che già in Fabio Pittore vi fosse una caratterizzazione pitagorica del re, la quale resta, quindi, una semplice possibilità.³ Fortunatamente noi siamo in grado di indicare la provenienza di questa leggenda e, io penso, anche i motivi che la fecero nascere.

L'ambiente in cui si formò fu la Taranto della metà del IV sec. a. C.⁴: Aristosseno, probabilmente nella sua biografia di Pitagora che era anche una storia della setta pitagorica fino ai suoi tempi (Περὶ Πυθαγόρου καὶ τῶν γνωρίμων αὐτοῦ⁵) parlava di Messapi, Lucani, Peucezi e Romani, che avevano aderito alle dottrine pitagoriche (Porph., *De Pyth.*, 22 = Jambl., *De vita Pyth.*, 241 = Diog. Laert. VIII, 14 = Aristox., fr. 17 Wehrli); si diceva altresì che Pitagora aveva avuto come discepoli molti re e capi dei territori vicini (Porph., *De Pyth.*, 19). Noi sappiamo che Aristosseno, incurante anche in questo caso della cronologia, aveva «annesso» a Pitagora anche Zaleuco, Caronda ed Epaminonda (Diog. Laert. VIII, 16)⁶. Probabilmente lo spunto a questa proiezione nell'età di Pitagora di discepoli

¹ Sarebbe non inutile esempio del metodo di lavoro dell'annualistica tarda ricostruire lo svolgimento dell'episodio dalla testimonianza di Cassio Emina, quasi contemporaneo, a Valerio Anziate, Varrone e Livio. Un tentativo acuto, ma ipotetico, di precisare il contenuto dei testi è stato fatto da A. DELATTE, *Les doctrines pythagoriciennes des livres de Numa*, in *Acad. r. de Belgique, Bulletin de la Classe de Lettres*, 5^e Série, XXII, 1936, pp. 19-40; cfr. anche K. R. PROWSE, *Numa and the Pythagoreans: a curious incident*, in *Greece & Rome* II S, II, 1964, pp. 36-42.

² K. GLASER, in *PW*, sv *Numa Pompilius*, nr. 1, coll. 1244-1245.

³ Diversamente GLASER, l. c.

⁴ OGILVIE, *Commentary*, pp. 89-90.

⁵ K. v. FRITZ, in *PW*, sv *Pythagoras*, nr. 1, col. 174.

⁶ Per la derivazione da Aristosseno, vd. [ZELLER-] MONDOLFO, *La filosofia dei Greci* I, 2^a, p. 384, contro i dubbi dello ZELLER, *ibid.*, p. 404, n. 1 (in generale, pp. 403-404).

italici della setta pitagorica è un'anticipazione di fatti ben possibili nel IV sec.¹; quanto all'arruolamento postumo di Zaleuco e di Caronda, esso si spiega con la rielaborazione e l'adattamento di materiale legislativo attribuito tradizionalmente ai due legislatori e rimesso in circolazione nel IV sec., appunto con intonazione pitagorica². Si rammenti che la vita di Archita dello stesso Aristosseno è quasi certamente la fonte di Cicerone nel *De senectute* per il famoso episodio del dialogo fra Archita, Platone e Ponzio Sannita, padre del vincitore di Caudio³. Penso non si vada errati nel ritenere che Aristosseno sia il responsabile del collegamento anacronistico fra Numa e Pitagora; ed è inutile supporre che la cronologia dei re di Roma non fosse ben conosciuta da Aristosseno, dal momento che egli non si preoccupava nemmeno della cronologia di Zaleuco e di Caronda. E' ovvio che accaparrarsi culturalmente Roma doveva avere un rilievo particolare nella seconda metà del IV sec. a. C.

La teoria prese piede: in un λόγος πρὸς Ἀντήνορα, falsamente attribuito ad Epicarmo, e databile come altro materiale pseudoepicarmeo al IV sec. a. C., si diceva che i Romani avevano iscritto Pitagora nella loro cittadinanza (Plut., *Num.* 8, 17 = Kaibel, *CGF*, I, 1, fr. 295)⁴. Questa strana notizia, che tuttavia si comprende in un momento nel quale la concessione della *civitas sine suffragio* non aveva ancora assunto connotazione negativa, può essere nata, secondo l'ipotesi del Pais, da un qualche possibile cenno

¹ P. WUILLEUMIER, *Tarente, des origines à la conquête romaine*, Paris, 1939, pp. 72, 564, 586, 604-605.

² T. J. DUNBAIN, *The Western Greeks*, Oxford, 1948, pp. 71-73.

³ Cic., *De senec.* 39-41; WUILLEUMIER, *Tarente*, p. 586 e in *Cicerón, Catón l'Ancien*, Paris, Les Belles Lettres, 1961, pp. 46-47; L. ALFONSI, in *La Parola del Passato* 10, 1955, p. 125 ss.

⁴ Anche in H. THESLEFF, *The Pythagorean Texts of the Hellenistic Period*, *Acta Acad. Aboensis, Ser. A. Humaniora* 30, nr. 1, 1965, p. 84. Cfr. KAIBEL, in *PW*, sv *Epicharmos*, nr. 3, col. 40.

di Roma nel pitagorico Epicarmo, cenno spiegabile con i testimoniatati rapporti fra Roma e Sicilia all'inizio del V sec. a. C.¹.

Quel che più conta, la teoria fu ben accetta in Roma, dove l'influsso della cultura pitagorica, verso la fine del IV sec., si era fatto sentire assai: basti pensare al carme pitagorico di Ap. Claudio Cieco². Deve essere di questo tempo la ricordata statua di Pitagora nel Foro. La vitalità della leggenda in ambito romano si spiega, poi, per un duplice ordine di motivi: sebbene le testimonianze presentino punti assai problematici, è molto probabile che un rinvigorimento di tendenze pitagoriche (che spiegano molto bene la posizione di Ennio) si sia avuto in Roma alla fine del III sec. a. C. dopo la presa di Taranto nella seconda punica³. Ma soprattutto vi erano in Roma delle famiglie che si vantavano di discendere da Numa.

Secondo una tradizione, dai quattro figli di Numa sarebbero discese le *gentes* degli Aemilii (Plut., *Num.*, 8, 18-19; *Aem.*, 1; Fest., *Epit.*, p. 22 L.), dei Pinarii⁴, dei Pomponii e dei Calpurnii (Plut., *Num.*, 21, 2-3; cfr. Dionys. II, 76, 5); le prime due *gentes* ripetevano la propria origine da Mamercus, figlio di Numa così chiamato dal nome di un figlio di Pitagora (Plut., *Num.*, 8, 18): Mamercus e Mamercinus si incontrano come *cognomina* dei Pinarii e

¹ *Storia della Sicilia e della Magna Grecia*, 1894, p. 117 e n. 2.

² Cic., *Tusc.* IV, 2, 4; MÜNZER, in *PW*, sv. Claudius, nr. 91 col. 2685; POHLENZ, *ibid.*, sv. Panaitios, nr. 5, col. 434; cfr. PAIS, I, 2, p. 671, n. 1.

³ Il problema è legato alle notizie (specialmente nel *De senectute* di Cicerone) sul filosofo pitagorico filoromano Nearco, la cui storicità è messa in dubbio, e sulla presenza di Catone a Taranto nell'esercito assediante: FRACCARO, in *Opuscula* I, pp. 152-153 ed anche pp. 171-175 (negativo) e, per contro, DE SANCTIS, *Per la scienza dell'antichità*, Torino, 1909, p. 213 ss.; PAIS, in *Mélanges Glotz* II, p. 688 ss.; WUILLEUMIER, *Tarente*, p. 608. In generale ZELLER, *Die Philosophie der Griechen* III, 2⁵, rist. 1963, p. 98 ss.

⁴ F. MÜNZER, *Röm. Adelsparteien und Adelsfamilien*, Stuttgart, 1920, pp. 155-156.

degli Aemilii (presso questi ultimi anche come *praenomen*)¹.

Il caso della *gens Pinaria* sembra molto importante. Questa *gens* patrizia, tradizionalmente collegata con il culto di Eracle e la cui antichità si faceva risalire, secondo un'altra tradizione, al di là delle origini di Roma stessa, al popolo degli Aborigeni², aveva avuto una qualche importanza nella più antica storia repubblicana, soprattutto nel V ed ancora nella prima metà del IV sec. a. C.³ per poi decadere e sparire, ed io penso con R. E. A. Palmer che proprio il declino di questa *gens*, che aveva funzione di supervisione sui *sacra* di Eracle, abbia spinto nel 312 alla «statizzazione» del culto di Eracle⁴. La tradizione della discendenza dei *Pinarii* da Numa, favorita o originata dal *cognomen* della *gens*, deve, quindi, riportarsi al periodo nel quale la *gens* aveva un suo rilievo ben preciso e perciò al V e prima metà del IV sec. a. C. La pretesa era favorita dal permanere in campo pontificio, come si vedrà più avanti, di una fortissima tradizione su Numa e non è senza significato la relazione, accentuata dal Carcopino⁵, fra il culto di Eracle e gli ambienti pitagorici suditalici. La decadenza e il venir meno dei *Pinarii* deve aver favorito la pretesa degli Aemilii Mamercini, molto potenti nel V e nel IV sec a. C. La tradizione della discendenza dei Pomponii pare piuttosto tarda e potrebbe essere nata in circoli pontificali verso la fine del III sec.

¹ La derivazione da Mamercus dei Marcii Reges (Plut., *Num.* 21, 4-6) sembra piuttosto frutto di una confusione dovuta al fatto che il re Anco Marcio era nipote, da figlia, di Numa.

² Diod. IV, 21, 2 (la notizia è inserita in un contesto timaico: *F. Gr. H.*, 566 fr. 89; cfr. III b Komm. pp. 577-578); Cic., *De domo* 134: MÜNZER, in *PW*, sv. coll. 1395-1397; in parte diversamente PAIS I, 1, p. 131, n. 2.

³ MÜNZER, in *PW*, sv. narr. 11, 12, 13, 18; per l'età regia narr. 1 e 27. Dubbi senza fondamento sui *Pinarii* repubblicani in PAIS I, 1, p. 131, n. 2.

⁴ *Historia* 14, 1965, pp. 293-308; credo che PALMER abbia ragione nell'intendere i potitii come schiavi addetti al culto.

⁵ *Aspects mystiques de la Rome païenne*⁶, Paris, 1952, p. 191 ss.

quando i Pomponii appaiono in auge proprio nei sacerdoti e legati alla *gens Aemilia*¹. Quanto ai Calpurnii penso che la genealogia sia stata inventata dall'annalista Calpurnio Pisone, che è difatti citato in Plut., *Num.* 21, 7. Se l'annalista Gn. Gellio negava al re Numa ogni discendenza maschile (*Dionys.* II, 76, 5) e accusava di mendacio le genealogie delle gentes sopraccitate (Plut., *Num.* 21, 4), viene il fondato sospetto che egli fosse in polemica con Calpurnio Pisone². Mi pare ad ogni modo perfettamente spiegabile come la teoria di Aristosseno abbia potuto facilmente essere accolta nella Roma della fine del IV sec.

Su quali basi Aristosseno e gli ambienti pitagorici di Taranto abbiano potuto costruire questa leggenda non sembra difficile da intravedere. Si sarà probabilmente verificato un caso in parte analogo a quello di Zaleuco e di Caronda, vale a dire che saranno state note delle leggi riferite tradizionalmente al secondo re di Roma. Come credo di aver dimostrato in un mio articolo in *Athenaeum*, n. s. 38, 1960, p. 201 ss.³, i dati delle fonti consentono di affermare che nel *corpus* delle cosiddette *leges regiae* quelle attribuite al re Numa rappresentano il nucleo più antico, anteriori a quelle di carattere « costituente » riferite a Romolo e a Servio Tullio e risalenti di sicuro al I sec. a. C. Come è noto, Cicerone, che non sembra conoscere la raccolta di leggi regie che si suol chiamare *jus Papirianum*, conosce per contro l'esistenza di leggi di Numa, che, nel *De re publica* II, 14, 26 (cfr. V, 2, 3), afferma essere conservate nei *monumenta* dei pontefici. La prima menzione esplicita di una legge di Numa è in un frammento di Cassio Emina

¹ MÜNZER, *Röm. Adelsparteien*, pp. 161-162; GUNDEL, in *PW*, sv. col. 2324 e nr. 17, 18, 21.

² MÜNZER, in *PW*, sv. Gellius, nr. 4; secondo J. GAGÉ, *Apollon romain*, Paris, 1955, pp. 311-312, la falsa genealogia dei Calpurnii risalirebbe all'età della seconda punica.

³ Vd. già PAIS I, 2, p. 658, n. 1.

(13 P. = Plin., *N. H.* 32, 20) ed è di sapore pitagorico, ma forse vi è una loro citazione ancora anteriore in un frammento del calendario di M. Fulvio Nobiliore (cos. 189; cens. 179: il calendario fu esposto nel 187, *Macr.*, *Sat.* I, 12, 16) conservato in un passo purtroppo guasto di Giovanni Lido, nel *De ostentis* 16, p. 47, 23 W.² ¹.

La tradizione annalistica sapeva bene che le antiche leggi di Numa erano state ricuperate ed esposte al pubblico da Anco Marcio, che la loro conservazione era affidata ai pontefici e si fa già il nome del pontefice massimo G. Papirio, che avrebbe nuovamente reso pubbliche le leggi numane dopo la cacciata dei re (Dionys. III, 36, 4; Liv. I, 32, 2). Ritengo che esse leggi debbano risalire almeno al IV sec. Il noto passo di Livio VI, 1, 10, testimonia che dopo l'incendio gallico furono ricuperate *foedera ac leges* e fra queste, accanto a quella delle XII tavole, anche *quaedam regiae leges*. Non è difficile credere che i pontefici possano aver rielaborato in questa occasione testi anteriori ² e che tale rielaborazione sia avvenuta, come pensava il Pais, *Storia di Roma*, I, 1, p. 288, anche sotto l'influenza di ambienti della Magna Grecia imbevuti di Pitagorismo (e dalla Magna Grecia tanti culti ed istituzioni religiose erano passate in Roma). E' inutile, poi, ripetere qui le considerazioni ben note sull'importanza e il ruolo dei pontefici nelle fasi più antiche del diritto di Roma ³.

¹ Ταῦτα μὲν οὖν Φούλβιός φῆσιν, ἐκ τῶν τοῦ Νομᾶ ἵστορήσας. Cfr. DELATTE, art. cit., p. 35; non può trattarsi di libri di Numa. Sul calendario del Nobiliore vd. MÜNZER, in *PW*, sv. nr. 91, col. 267 e A. DEGRASSI, *Inscr. Ital.* XIII, 2, 1963, p. XX. I supplementi al passo di Lido sono insicuri.

² Crede alla storicità di Numa e della sua legislazione sacrale, proprio per la possibilità di una trasmissione molto antica in ambito pontificio delle leggi numane, E. M. HOOKES, The Significance of Numa's Religious Reforms, in *Numen* 10, 1963, pp. 87-132, ove è un ottimo esame delle istituzioni religiose di Numa.

³ DE SANCTIS I², pp. 292-293; importanti le osservazioni di PAIS I, 2, p. 675, n. 1.

Questo *corpus* di leggi di Numa poteva ben fornire la base alla teoria di Aristosseno, nella quale, dunque, confluivano svariati elementi: una tradizione locale certo molto antica che parlava di Numa Pompilio come legislatore sacro (e il nome del re era legato all'antichissimo calendario romano¹); una raccolta di origine pontificale di istituzioni e rituali a lui riferita; tradizioni familiari. Su questi elementi si innestò la teoria di una dipendenza del re da Pitagora che fu ben accolta in ambito romano e passò anche in campo storiografico.

Quando ci si sia accorti dell'impossibilità cronologica del collegamento (che tuttavia lasciò, indifferenti larghi strati della opinione corrente in Roma nel II e nel I sec. a. C.) non si può dire con certezza, ma si può supporre circa nello stesso tempo in cui ci si avvide che la cronologia della guerra troiana e di Enea e quella della fondazione di Roma (che presuppone anche una cronologia dell'età regia) non potevano combinarsi direttamente: diciamo nella prima metà del III sec. a. C. F. Jacoby ha avanzato un'acutissima ipotesi su quei passi di Cicerone (*De leg.* II, 15 e *Ad Att.* VI, 1, 18) dai quali si dovrebbe ricavare che Timeo metteva in dubbio l'esistenza storica di Zaleuco. Se Timeo parlava della questione nell'*excursus* su Locri del IX libro, ove era anche la storia di Pitagora, si potrebbe supporre che lo storico siceliota polemizzasse piuttosto contro Aristosseno per la sua teoria dell'appartenenza di Zaleuco, molto più antico, alla scuola pitagorica². Sarebbe suggestivo, aggiungendo ipotesi a ipotesi, pensare che la polemica di Timeo investisse anche la relazione Numa-Pitagora, e si può ricordare che già A. Rostagni, per altra via, aveva ritenuto di far risalire a Timeo la cronologia ciceroniana del *De re publica* su Pitagora.

¹ DEGRASSI, *Inscr. Ital.* XIII, 2, pp. XIX-XX.

² F. Gr. H., 506 F 130 a-b; Komm. III b, Text, pp. 588-589.

Comunque sia di ciò, io credo che l'analisi di questa parte della tradizione su Numa Pompilio abbia contribuito come ulteriore prova alla conferma della precedente conclusione, e cioè che l'ampia tradizione sul periodo delle origini e sull'età regia, quale si ritrovava già nella più antica annalistica, deve la sua origine ad una elaborazione operata in ambienti greci e specialmente magnogreci. Presso di questi si aveva ampia conoscenza di tradizioni locali romane e latine (nonchè etrusche), ben spiegabili per gli antichi rapporti fra le popolazioni centroitaliche e il mondo Greco del Sud italico e della Sicilia, sull'importanza dei quali nella storia arcaica di Roma aveva tanto insistito, pur con esagerazioni e stravaganze, il Pais alla fine del secolo scorso¹.

Queste tradizioni gli storici greci hanno rielaborato secondo i propri canoni storiografici e soprattutto secondo la tendenza a riportare nell'alveo del mondo greco e della storia greca città e popoli stranieri, la cui importanza diveniva crescente. E' il caso della storiografia greca su Roma nel IV sec. e su questa base si spiega la famosa definizione di Roma come πόλις Ἑλληνίς in Eraclide Pontico². Questa rielaborazione è stata accettata dalla prima annalistica alla fine del III secolo soprattutto perchè quell'impostazione della storia di Roma in relazione al mondo greco tornava molto utile alle finalità politiche che Fabio Pittore si prefiggeva con la sua opera storiografica. E' abbastanza ovvio che anche i primi annalisti avranno apportato modifiche e aggiunte a quanto essi ricevevano dalle fonti greche e Fabio Pittore non sarà stato in questo esente da responsabilità

¹ La famosa memoria su *Gli elementi sicilioti e italioti nella più antica storia di Roma*, pubblicata negli *Studi Storici* 2, 1893, pp. 145 ss. e 314 ss., fu ristampata con aggiunte e ampliamenti in *Italia Antica*, Bologna, 1922, I, p. 61 ss. (vd. anche II, p. 307 ss.). Da confrontare in generale anche la *Storia della Sicilia e della Magna Grecia*, Torino, 1894 e la *Storia di Roma* I, 1-2. Un'utile sintesi sui rapporti fra Magna Grecia e Roma in F. SARTORI, *Archivio Storico Calabria Lucania* 28, 1959, p. 137 ss. ove è ampia bibliografia.

² Plut. *Cam.* 22, 3 = fr. 102 Wehrli.

soprattutto nell'esposizione di istituti giuridici romani, ma non vi sono prove per affermare che lo schema fondamentale dell'età regia sia stato da loro largamente modificato e questa considerazione può, forse, darci una qualche fiducia nelle linee generali della nostra tradizione su questo periodo.

Il problema che ora si affaccia è quello di cercare una spiegazione al venir meno dell'abbondante tradizione sulle origini e sull'età regia con l'inizio della repubblica e alla brevità e magrezza dell'annalistica pregraccana per la storia del V e della prima metà del IV sec. a. C. La spiegazione più probabile pare a me questa: sebbene i rapporti fra Roma e il mondo magnogreco fossero molto antichi (intrecciandosi altresì alla storia delle relazioni greco-etrusche), tuttavia l'interesse per Roma diventa veramente dominante nel IV sec. quando la repubblica si affaccia alle zone greche del Sud-Italia¹. La conoscenza della storia di Roma, dei suoi istituti, soprattutto delle sue origini divenne allora problema centrale e lo sforzo degli storici greci, di Magna Grecia e di Sicilia, fu, come si è detto, in primo luogo diretto a portare Roma nel quadro della storia greca: il solito problema delle *origines gentium* studiato dal Bickerman. E questo fine era abbastanza agevole raggiungere trattando anche la storia dell'età regia, con i suoi molti agganci al mondo greco, come provano gli esempi di Numa Pompilio e dei Tarquini, direttamente connessi con la Grecia. In altri termini, la Roma nell'età regia era nella visuale greca molto più importante che non la Roma del V secolo. E' allora molto probabile che derivi dai suoi modelli greci, pur con personale accentuazione, l'idea grandiosa che Fabio Pittore aveva della Roma dell'età dei re etruschi e della quale la sua presentazione delle riforme di Servio Tullio è prova evidente². Questa

¹ Sui rapporti fra Alessandro e i Romani vd. ora M. SORDI, *Rend. Istit. Lomb.* 99, 1965, pp. 435-452.

² GABBA, in *Athenaeum*, n. s. 39, 1961, p. 103 ss., 117.

interpretazione sembra coincidere a un dipresso con la realtà storica¹. E' singolare e significativo quanto poco (meglio : nulla) noi possediamo di tradizione greca su Roma per il periodo fra l'inizio del V sec. e le guerre sannitiche : le poche notizie si concentrano attorno all'episodio della presa di Roma ad opera dei Galli. Esso doveva aver lasciato traccia nella storiografia siceliota contemporanea, per esempio in Filisto ; ma l'accenno che da Filisto ne faceva Teopompo (Plin., *N. H.* 3, 57 = 115 F 317 J.) pare fosse incidentale² ; la notizia, pur frammentaria, di Aristotele (Plut., *Cam.* 22, 3 = fr. 568 Rose) è certamente imprecisa³ ; l'accenno di Eraclide Pontico (Plut., *Cam.* 22, 3) è fantasioso⁴. La famosa notizia teofrastea di una spedizione romana in Corsica (*Hist. pl.* V, 8, 2) è di regola collocata alla metà del IV sec. e talora riferita ai Ceriti⁵ ; ora Mazzarino penserebbe di datarla all'età dei Tarquinii⁶. Di istituzioni romane, sull'esempio di Aristotele, faceva probabilmente parola lo stesso Teofrasto nelle sue opere politiche⁷. Ma le notizie sulle relazioni di Roma con Massalia⁸, le quali pur risalgono, come si sa con sicurezza, all'età regia e che furono sempre di grande importanza, non si lasciano ricondurre a fonti greche. Un episodio di indubbio rilievo come la guerra contro Vei, e che pur ebbe come conseguenza rapporti di

¹ FRACCARO, *Opuscula*, I, p. 11 ss.; D. VAN BERCHEM, *Mélanges Piganiol*, 1966, pp. 747-748.

² L. SORDI, *I rapporti romano-ceriti ecc.*, Roma, 1960, p. 25 ss. La SORDI tratta a lungo anche del grave problema di fonti etrusche nell'annualistica romana.

³ Cfr. con cautela l'interpretazione della SORDI, *op. cit.*, p. 49 ss.

⁴ Lo stesso Aristotele (Dionys. I, 72, 3; Plut., *Aet. rom.*, 6, = fr. 609 Rose) parlava dell'arrivo di Achei reduci da Troia nel Lazio, e nei Νόμιμα βαρβαρικά ricordava il costume romano delle *praeficæ* (Varr. *LL.* VII, 70 = fr. 604 Rose).

⁵ SORDI, *op. cit.*, p. 94.

⁶ *Pensiero storico classico* I, p. 201.

⁷ GABBA, in *Athenaeum*, n. s. 38, 1960, pp. 194-195.

⁸ G. NIENCI, in *Riv. Studi Liguri* 24, 1958, p. 24 ss.

Roma con Delfi, non mostra, nella tradizione a noi giunta, traccia alcuna di essere stato considerato da autori greci. Sia autentica o, per contro, invenzione annalistica del II o I sec. a. C. la tradizione dell'ambasceria romana ad Atene e in Magna Grecia per conoscere le rispettive legislazioni in vista di un codice di leggi scritte, certamente non vi è prova che storici greci si siano occupati del problema¹ e

¹ E' difficile avere un'opinione sicura sull'origine e sul valore della tradizione che vede nelle XII tavole un'imitazione di leggi greche (per coincidenze verbali con leggi soloniane: Cic., *De leg.* II, 59 e 64). Gli storici del diritto sono molto divisi nell'ammettere o meno un'influenza di diritti greci nelle XII tavole (rassegna diligentissima e bibliografia in E. BALOGH, *Cicero and the Greek Law, Scritti in onore di C. Ferrini*, Milano, Univ. Catt., III, 1948, pp. 1-27, favorevole alla tradizione; cfr. F. DE MARTINO, *Storia della costituzione romana* I, rist. 1958, pp. 249-250), ma sembra che uno degli argomenti fondamentali per negarla sia solitamente l'inaccettabilità della tradizione che parla dell'ambasciata che sarebbe stata inviata ad Atene e anche in Magna Grecia (Liv. III, 31, 8 e Dionys. X, 51; X 54), in quanto si esclude la possibilità di rapporti fra Roma ed Atene nel V sec. (G. CIULEI, in *Z.S.S.*, *Röm. Abt.*, 64, 1944, pp. 350-354). Ma un argomento del genere non può più aver valore allo stadio attuale dei nostri studi e il dato dell'ambasceria è oggi largamente accettato (già da A. PIGANIOL, *Essai sur les origines de Rome*, Paris, 1917, pp. 277-278; F. ALTHEIM, *Epochen der röm. Geschichte*, I, 1934, pp. 128-129; MAZZARINO, *Pensiero storico classico* I, p. 202). Tuttavia è indubbiamente grave il silenzio di Diodoro su questa ambasceria ed esso ha indotto taluni critici a formulare l'ipotesi che, fermata l'attenzione su elementi greci nelle XII tavole in seguito all'opera di commento di un qualche giureconsulto, si sia poi formata la leggenda dell'ambasceria (OGILVIE, *Commentary*, pp. 449-450, pensa al commentario di Sex. Aelius Paetus del II sec. a. C.; E. RUSCHENBUSCH, in *Historia* 12, 1963, pp. 250-253, scenderebbe al I sec. a. C. con il commento di Ser. Sulpicius Rufus, ma i suoi argomenti sono poco convincenti; per la bibliografia vd. anche FERRERO, *op. cit.*, p. 129 ss.). Un'altra tradizione parlava dell'opera di collaborazione con i XViri di Ermodoro (Strab. XVI, 642; *Dig.* I, 2, 2, 4), personaggio di rilievo nell'Efeso del V sec. e amico di Eraclito, venuto poi esule in Occidente (Cic., *Tusc.* V, 105); di costui si mostrava una statua nel Comizio (Plin., *N.H.* 34, 21). Se sul fondamento della statua, e pur presupponendo la generica premessa dell'origine greca delle XII tavole, si sia potuto formare questa tradizione presso antiquari del I sec. a. C. come pensa MÜNZER, *PW*, sv., Hermodorus, nr. 3, coll. 859-861, non saprei dire. Non è, per altro, da escludere che un confronto fra norme funerarie soloniane e delle XII Tavole (Cic., *De leg.*, cc.) fosse già in Aristotele (fr. 604 Rose).

nemmeno che abbiano fatto cenno di questo episodio centrale della storia romana del V secolo.

Per concludere: gli annalisti romani non avevano fonti greche da seguire per il periodo dagli inizi della repubblica all'incendio gallico e pertanto essi si sono dovuti accontentare di fondarsi unicamente sulle tradizioni locali. Queste tradizioni, eccetto che per taluni fondamentali episodi, erano scarse; ben poco specialmente per la storia interna si sapeva oltre alla lista dei magistrati e, prima che l'annalistica seriore approfittasse di questo vuoto per le sue ricostruzioni pseudostoriche, la più antica storiografia si atteneva ai pochi dati tramandati. Chi accetta, ed io credo che debba essere accettata, l'autenticità della lista dei *Fasti* per il periodo più antico (eccettuati forse i primi collegi), deve tornare a notare come raramente la prima annalistica abbia saputo interpretare, o interpretare rettamente, la stessa lista dei magistrati, dalla quale si ricavano (meglio: si intuiscono) gravi avvenimenti interni, di cui la tradizione aveva perso memoria¹. Una conferma di tale interpretazione sembra essere nell'uso da parte di Fabio Pittore del sistema di datazione per intervalli di anni da un qualche avvenimento fondamentale², sistema che sta a dimostrare un limitato uso storiografico della lista dei magistrati e, al tempo stesso, una scarsa conoscenza di avvenimenti. Da questa penuria di dati proviene quel carattere nuovo rispetto all'esposizione dell'età precedente che Dionigi notava e quella secchezza di annotazioni che si riscontrava, in generale, in questa parte dell'opera dei primi annalisti e che si ritrova in Diodoro. Con la storia romana dalla metà del IV secolo in poi la situazione cambiava soprattutto perché uno storico come Fabio Pittore poteva facilmente avere a disposizione, per il secolo precedente la sua età, materiale documentario e

¹ FRACCARO, *Opuscula* I, pp. 16-19.

² Da ultimo vd. SORDI, in *Helikon* 5, 1965, p. 3 ss.

tradizioni familiari e pubbliche sicure, che saranno, poi, state integrate, per la storia del III secolo, con la conoscenza diretta delle persone e degli avvenimenti e con la consultazione di opere storiche greche, con talune delle quali, anzi, egli scendeva, forse, addirittura in polemica.

DISCUSSION V

M. Wieacker : Mi sia consentito porre una piccola domanda : Mi dica, prof. Gabba, come Ella si rappresenta una tradizione sicura durante il V secolo ? A Roma in questo periodo la documentazione è rara. Ma c'era naturalmente un archivio dei pontefici.

M. Gabba : Documenti del V sec., trattati (*foedus Cassianum*, *foedus Gabinum*), leggi, ecc. esistevano ancora in età classica. Mi pare chiaro che il testo scritto delle XII Tavole doveva poter essere letto correntemente dalla classe dirigente romana del tempo.

M. Wieacker : Nondimeno, la scrittura non era indispensabile. Può darsi che sia stato possibile di ricostruire le XII Tavole dalla memoria del *pontifex maximus* o dei pontefici. Così Sextus Aelius Catus, vecchio giurista, ha conservato, secondo Cicerone, l'arcaismo *lessus*.

M. Momigliano : Vorrei domandare al Professore Gabba se è possibile riportare il più antico *ius Papirianum* ai Papirii del tempo delle guerre sannitiche. Si potrebbe connettere questo *ius Papirianum* da un lato con l'interesse per le relazioni tra Numa e Pitagora — che Gabba ha dimostrato appartenere al IV sec. — e dall'altro lato con la posizione prominente dei Papirii in questo periodo e in guerre dell'Italia centro-meridionale?

M. Gabba : Penso che il nucleo centrale del *ius Papirianum* siano le *leges regiae* di Numa, rielaborate dopo l'incendio gallico da ambienti pontificali, sulla base di antiche tradizioni e sotto l'influsso di concezioni suditaliche.

M. Wieacker : Mi sembra che l'enigma della tradizione confusa di Pomponio sul *ius Papirianum* sia avvicinata ad una soluzione dalle osservazioni del Professore Gabba sulle aspirazioni dei Papirii ad un collegamento con Numa, legislatore sociale.

M. Gabba : La tradizione collegava già l'attività di Papirii, in ambiente pontificale, con le leggi di Numa.

M. Alföldi: This was a fine contribution. I am happy that Mr. Gabba shares my views on the Kymean chronicle, and the false insertion of the first years of eponymous magistrates. If I unduly neglected to stress the influence of the Greek historians of Sicily from the 4th century on, this may be an omission, but it does not mean, I did not realize its existence. I said that Pictor had Greek helpers; I tried to show, that Timaios' statement on the coinage of Rome is more thoroughly contaminated with a passage of Varro, than hitherto believed; if I discounted the statement of Dionysius of Halikarnass, that Diocles of Peparethos was the first to recount the story of the she-wolf with the twins, I had a special reason for this. Pictor came from a clan, to which the ritual of the Lupercalia was entrusted at least from ca 500 B.C. on, and as this ritual is based on the myth of the *lupa*, treasured since the prehistoric period by the Latins, Pictor did not need the information of a Greek scholar about it. I had a special reason not to rely on such Greek informations, because they did not explain the picture of regal Rome as we know it from the Annals. What matters if that the history of the kings is a logical structure, a systematically planned picture of the early greatness and high cultural level of early Rome, as conceived by Pictor, in the mentality of the Roman aristocracy of the second Punic War as an answer to the Greek historians of Hannibal, for the Greek world. The intentions underlying it are those of the Roman Senate. Why the regal age was broadly depicted, and the first century of the Republic remained a meagre sketch, is easy to understand: it was easy to smuggle in the fictitious picture of the Great Early Rome in the vacuum of the foggy beginnings, and made very difficult after 504, when a second backbone of history emerged in the meagerly annotated list of the *Fasti*.

Concerning the Alban kings, there was there the truly mythical name of Silvius, the "Αγριός of Hesiod, and may be some historians, spoke of the Alban kings in general; but the list with faked names, as to fill the gap between the sack of Troy and the found-

ing of Rome, was made first necessary by the speculations of Pictor.

Concerning the *Annales maximi*, I think their publication in the age of the Gracchi included all the accounts of the Annalists, and contained nothing more of the original, authentic annotations to the *Fasti*, than in the Annalist tale.

M. Gabba: Sono molto grato delle considerazioni del Professore Alföldi. Concordo con lui nel ritenere che vi era maggior possibilità per Fabio Pittore di inserire materiali di origine greca e rielaborazioni proprie nella narrazione dell'età regia. Sono pure d'accordo nel pensare che la redazione finale degli *Annales Maximi* abbia tenuto largo conto del materiale annalistico.

M. Hanell: As to the fakes : they do not *need* documents : fakes are something new. I am afraid I am unable to go into this problem of the authenticity of the documents.

M. Gabba: La copiatura annuale che i pontefici facevano della *tabula dealbata* negli *annui commentarii* comportava sicuramente una amplificazione ed una rielaborazione dei dati della *tabula* ed una stesura «letteraria».

M. van Berchem: Je voudrais rappeler que le quatrième siècle grec a multiplié les falsifications, comme l'a démontré Christian Habicht.

M. Momigliano: E' curioso, come già osservò il Mommsen (*Römische Forschungen*, I, 73), che Suetonio, *Nero* 1, attribuisce ai Domitii Ahenobarbi un consolato di più di quanti compaiono nei *Fasti*.

M. Waszink: Mi chiedo se non sarebbe possibile precisare il carattere delle *cronache familiari*. Si riferisca per esempio, a Tertulliano, *De anima* 46, 7 : *in Vitelliis commentariis conditum est* (con la spiegazione nel mio commento, Amsterdam 1947, p. 494).

M. Gabba: A mio parere, bisogna piuttosto pensare ad una documentazione sulla famiglia.

M. Waszink: Potrebbero, in quel caso, i *sepulcra Scipionum* essere tenuti per una tale documentazione?

M. Gabba: Qui, infatti, le iscrizioni danno la documentazione.

M. Heurgon : La communication de M. Gabba a eu le grand intérêt de rendre vraisemblable l'existence d'une historiographie grecque, qui se serait, plus anciennement qu'on ne le croyait, occupée de Rome. Il a aussi montré comment la figure de Numa avait pu, dès le Ve siècle, prendre consistance en relation avec le rayonnement du pythagorisme. La discussion a enfin jeté un peu de lumière sur la constitution et la transmission des traditions proprement romaines. J'aimerais savoir si, de l'avis de M. Gabba, la rédaction des notices pontificales inscrites sur la *tabula dealbata* préexistait à l'incendie de Rome au moment de la prise de la ville par les Gaulois. M. Gjerstad a retrouvé dans la stratigraphie de Rome une couche de cendres très épaisse correspondant à cette époque. Comment peut-on s'expliquer que les archives pontificales aient survécu? *Pleraque interiere*, dit Tite-Live. Ou bien n'a-t-on commencé qu'après à les rédiger?

M. Gabba : Non saprei dire quando siano iniziate le annotazioni annue dei pontefici sulla *tabula*, ma certamente dopo l'incendio gallico. Non penso che l'incendio gallico abbia rappresentato, per la documentazione precedente, quella catastrofe che da molti studiosi si ritiene, sulla base di affermazioni antiche. Nel II^o e nel I^o sec. ci si doveva essere resi conto dell'esistenza di materiali falsificati, ma questo sarà avvenuto non per la sparizione di materiali documentari in seguito all' incendio gallico, ma per la scarsità del materiale stesso per l'età più antica della storia romana.

M. Momigliano : Beloch poneva l'eclissi di sole del 13 giugno 288 a.C. come la più antica registrata dagli *Annales Maximi*; ma, come è noto, il passo di Cicerone (*De rep.* I, 16, 25) è controverso nel testo e nella interpretazione. Che si tratti di eclissi intorno al 400 a.C. sembra più probabile.

M. Gjerstad : The cippus on the Comitium referred to in the discussion did not yet exist at the time of the invasion of the Gauls, as shown by the fact that it was placed on top of the remains of the Gallic fire.

M. Wieacker : Non si dovrebbero distinguere due problemi

per quanto riguarda l'uso della scrittura : il costume di una documentazione pubblica e l'« analfabetismo » di una maggioranza della popolazione ? Pare che non esista una interdependenza necessaria tra questi due momenti.

M. Brown : How many would be able to read the table ?

M. Riis : As to literacy, it is noteworthy that we have much fewer inscriptions made by the potters or painters themselves on Etruscan and other Italian pottery of the 6th and 5th centuries than on with Attic pottery of the same period.

M. Gjerstad : Two remarks. There is evidence that the Gauls did not burn the whole city.—The Duenos inscription dating from c. 525 B.C. indicates that ability to write and read was known in archaic Rome and the contents of the inscription show that reading and writing was not a matter only for specialists.

H. Hanell : In this connection, I might also refer to the *lex vetusta* of the Capitol.

M. Wieacker : Qualche volta si ha l'impressione che l'incendio gallico sia motivo preferito per la formazione di una storiella impressionante ; anzi pare, per esempio, che si sia detto delle XII Tavole che le originali erano di legno, precisamente per poter dire che, dopo l'incendio, siano state restaurate in bronzo. Si tratterebbe infatti di una versione etiologica.

PROBLEME DER RÖMISCHEN FASTI

Die folgenden Probleme der römischen

KRISTER HANELL

Besuchten Rom, um sich über den Zustand der Forschung zu unterrichten und die

aktuellen Probleme der Römerkunde zu erörtern.

Probleme der Römischen Fasti

Die gesamte Problematik des Römischen Fastenwesens ist so ausgedehnt, daß eine kurze zusammenfassende Darstellung der letzten Generationen von Theorien der Literatur gewünscht sei, und es ist dann das Fragestellungsverzeichnis und dessen Erweiterungen eine zweckmäßige Litteraturzusammenfassung vor der Reden. Wenn ich diesen Abschnitt für diese Konferenz als sehr wichtigen zu schätzen weiß, so liegt dies daran, daß die römischen Fasti ein wesentliches Kapitel der römischen Geschichte liefern, das aufschlußreiche Überreste preisgibt für

1. Wenn wir keine Verstände, wie einstius zur Diskussion über die Probleme der römischen Fasti zu geben, so möchte ich zuerst feststellen, daß es nachdrücklich unmöglich ist, in dieser Plankonferenz alle mit den Fasten verbundenen Probleme zu behandeln oder auch nur anzudeuten, was will nicht durchaus beschrieben zu entfernen, welche Beobachtung die Fasten erweisen für das Problem haben, um das Thema unserer Gespräche hier findet. Erspringt und steigt Geschichtsgegenstand der römischen Spezialistik.

Den fängt mit der Bedeutung des Wortes an, "Was bedeuten fasti?" ja, sonst ich verstehe, mich durch das Wort fasti klar und deutlich der konservativen Grundzustand des Sachen einzugeben, das dem Bedürfnis herzu, da Man, der einzelnen Tage je die nach dem neuen bestimmen zu können, hat bekanntlich das Wort fasti ein Substantivum die Bezeichnung Tagesverzeichnung, Abmaß erhalten, daß die Bekanntmachung des täglichen Lebens in einem geordneten Ordnungswesen war es aber nicht hinreichend, einen Tagen bei jedem Tag einen Namen zu geben.

* Vgl. Pfeiffer, *Die Römer in zeitlicher Entwicklung*, 1928, S. 100.

PROBLEME DER RÖMISCHEN FASTI

Die *fasti consulares*, das Verzeichnis der eponymen Beamten Roms, nehmen unter den Quellen zur Geschichte der älteren römischen Republik eine einzigartige Stellung ein. Macht doch das Verzeichnis darauf Anspruch, die ganze Geschichte der Republik von der Einführung des Freistaates an zu decken. Es ist deshalb auch eine Selbstverständlichkeit, dass die kritische Forschung der letzten Generationen den Fasten ihr Interesse gewidmet hat, und es ist über das Magistratsverzeichnis und dessen Problematik eine enorme Literatur entstanden, von der Robert Werner, dessen Abwesenheit bei diesen Entretiens ich sehr bedaure, in seinem Buche *Der Beginn der römischen Republik* (1963) eine ausgezeichnete Übersicht gegeben hat.

Wenn ich heute versuche, eine Einleitung zur Diskussion über die Probleme der römischen *fasti* zu geben, so möchte ich zuerst feststellen, dass es natürlich unmöglich ist, in dieser Einleitung alle mit den Fasten verbundene Probleme zu behandeln oder auch nur anzudeuten. Ich will mich darauf beschränken zu erörtern, welche Bedeutung die Fasten eventuell für das Problem haben, das das Thema unserer Gespräche hier bildet: Ursprung und älteste Geschichte der römischen Republik.

Ich fange mit der Bedeutung des Wortes an. Was bedeutet *fasti*? Ja, soviel ich verstehe, wird durch das Wort *fasti* klar und deutlich der kalendarische Charakter der Sache angegeben. Aus dem Bedürfnis heraus, die Natur der einzelnen Tage als *dies fasti* oder *nefasti* bestimmen zu können, hat bekanntlich das Wort *fasti* als Substantivum die Bedeutung Tagesverzeichnis, Almanach erhalten¹. Für die Erfordernisse des täglichen Lebens in einem geordneten Gemeinwesen war es aber nicht hinreichend, einen Kalender

¹ Paul. Fest. p. 78 L: *libri in quibus totius anni fit descriptio.*

zu besitzen, der die Natur der Tage angab ; man hatte auch das Bedürfnis, die Jahre genau bestimmen zu können, und zu diesem Zweck gab man jedem Jahr eine Sonderbezeichnung. In der klassischen Republik benutzte man hierzu die Namen der Konsuln, die also Eponyme des Jahres wurden, ganz wie die ersten Archonten in Athen. Die Individualnahmen der verflossenen Jahre konnte man ja auch verzeichnen, und als ein solches Verzeichnis der Tagliste hinzugefügt wurde — Jahre sind ja wie Tage kalendarische Einheiten — wurde der Name der Tagliste auf die Jahrliste übertragen ; beides nannte man *fasti*. Wenn wir also sagen, dass *fasti consulares* das Verzeichnis über Roms höchste Beamte sind, so ist dies zwar eine richtige, keineswegs aber eine erschöpfende Definition. Die *fasti consulares* sind nicht in erster Linie ein Verzeichnis der Träger des höchsten Staatsamtes sondern ein Verzeichnis der Träger des eponymen Amtes, im Grunde also ein Verzeichnis der nach Eponymen benannten Jahre. Die Liste ist also kalendarischer Natur, gehört zum Kalender. Dass die Fasten daneben auch ein Verzeichnis der Magistrate darstellen, nach denen die Jahre benannt wurden, ist natürlich richtig, es muss aber hervorgehoben werden, dass im römischen Sprachgebrauch unter *fasti* nur das Verzeichnis der Eponymen verstanden wurde. Es gab in Rom auch andere Beamtenlisten, *libri magistratum* (Liv. IV 7, 10). Diese hatten aber keinen kalendarischen Charakter, konnten folglich nicht als *fasti* bezeichnet werden. *Fasti tribunicii* etc. gibt es erst heutzutage. Das hat schon Mommsen, *Röm. Chron.*² 208, hervorgehoben. Aus dem kalendarischen Charakter der Fasten folgt auch, dass die durch Namen eponymer Beamten gekennzeichneten Jahre Kalenderjahre gewesen sind. So haben auch die griechischen Historiker und Chronographen die Sache verstanden, welche römische Jahresangaben in eine ihnen und ihrem Leserkreis geläufige Zeitbestimmung übersetzt haben. So setzt z. B. Polybios

ein römisches, nach Konsuln benanntes Jahr mit dem Olympiadenjahr gleich, in dem die betreffenden Konsuln ihr Amt angetreten haben¹.

Als Jahrliste ist das Eponymenverzeichnis abhängig von der Methode, die Jahre mit Hilfe von Beamtennahmen auseinanderzuhalten, eine Methode, die ja nicht nur in Rom angewandt wurde. Überall in der griechischen Welt gab es etwa seit dem 7. Jahrhundert Beamte als Jahreseponyme, und wo es Jahreseponyme gab, da gab es auch Eponymenlisten, die offiziell und regelmässig geführt wurden. Die *fasti consulares* sind also das römische Gegenstück zu einer allgemeinen griechischen Erscheinung. Es kann auch meines Erachtens kaum bezweifelt werden, dass die Methode, die Jahre nach Beamten zu benennen und als Folge davon Verzeichnisse eponymer Beamten zu führen, aus der griechischen Kulturwelt nach Rom gekommen ist, ebenso wie der lunisolare zyklische Kalender von zwölf Monaten.

Nach Griechenland selbst sind sowohl der lunisolare Kalender als auch die Sitte der Jahreseponymie aus der babylonisch-assyrischen Kulturwelt gekommen, und im 6. Jahrhundert gehörte überall in den griechischen Städten die Benennung der Jahre nach Eponymen zu den integrierenden Bestandteilen des Kalendersystems. Wie es in Etrurien war, wissen wir leider nicht. Irgendwann ist der lunisolare Kalender nach Rom gekommen, irgendwann auch die Eponymie. Das Problem ist aber, wann dies geschehen ist. Und ich will sofort hinzufügen, dass es sich durchaus nicht *a priori* behaupten lässt, dass die Eponymie notwendigerweise zusammen mit dem Kalender aufgenommen worden ist.

Was den Kalender betrifft, so hat die römische Gelehrsamkeit das Jahr von zwölf Monaten und 355 Tagen entweder

¹ R. WERNER, *Der Beginn der röm. Republik*, 68.

dem Numa (Fulvius Nobilior) oder einem König Tarquinius zugeschrieben. Für die letztere Auffassung führt Censorinus, *De die nat.* XX 4, Junius Gracchanus als Gewährsmann an. Früher soll man ein Jahr von zehn Monaten gehabt haben, d.h. das Jahr soll in zehn Abschnitte eingeteilt gewesen sein. Eine derartige Jahreseinteilung in Abschnitte, die schwerlich als Monate bezeichnet werden können, scheint in Altitalien gebräuchlich gewesen zu sein. So erzählt Censorinus, *De die nat.* XXII 5 f., dass mehrere italische Städte sogenannte Monate von sehr verschiedener Länge gehabt haben. Klar ist auf jeden Fall und meines Wissens von niemand bestritten, dass der vorzäsarische Kalender mit seinen vielen Besonderheiten das Ergebnis einer bewussten, systematisierenden Reform darstellt, durch die ein lunisolarer, zyklischer Kalender mit einem andersartigen System der Jahreseinteilung kombiniert worden ist. Der frühere Kalender hat bekanntlich — das hat schon Mommsen gezeigt — seine Spuren in den späteren Steinkalendern hinterlassen. Die mit grossen Buchstaben geschriebenen Festnamen gehören ihm an, und in der Tat sind diese Feste auf zehn Monate verteilt. Zwei Monate, September und November, haben keine mit grossen Buchstaben geschriebenen Festnamen. Ferner hat Warde Fowler (*The Religious Experience of the Roman People*, 94) gesehen, dass in jenem uralten Festkalender alle Feste des Jupiter Optimus Maximus fehlen.

Der alte Kalender muss also älter sein als der kapitolinische Kult. Ein weiteres Argument für das Alter des vorzäsarischen Kalenders und der Kalenderreform ist, dass auch in spätrepublikanischer Zeit der Kalender zum Amts bereich des *rex* gehörte. Nach Varro, *De ling. Lat.* VI 13 und 28, hatte der *rex sacrorum* an den Nonen die Feste des Monats bekanntzugeben, und Macrobius I 15, 19 erzählt, dass die *regina sacrorum* an den Kalenden ein Opfer an Juno in der Regia darzubringen hatte. Ferner besagt die Tradition

von einem Gesetz der Dezemvirn über Interkalation (Macrobius I 13, 21), dass der neue zyklische Kalender schon in vordezemviraler Zeit eingeführt worden war. Dies alles passt vorzüglich zu der Angabe des Gracchanus, dass die Kalenderreform von einem König Tarquinius durchgeführt wurde. Mit dem Königsnamen Tarquinius ist aber auch der kapitolinische Kult unlösbar verknüpft.

Die Kalenderreform gehört in dasselbe kulturelle Milieu wie der kapitolinische Kult, dass heisst, sie ist ein Teil des grossen Stromes griechischen Kultureinflusses, der sich in der spätarchaischen Zeit über Italien ergoss. Teils durch Vermittlung der Etrusker, teils aber gewiss auch direkt ist der griechische Kulturstrom in Rom eingedrungen und hat das ganze Leben beeinflusst. Auf keinem Gebiet lässt sich dieser griechische Einfluss so gut wahrnehmen wie in der Religion und im Kult. Und zum Kult gehört die Regelung des Kalenderwesens.

Dieser griechische Kulturstrom kulminierte in den Jahrzehnten um 500 herum. Eine interessante und bedeutsame archäologische Illustration hierzu liefert die Statistik über den Import griechischer Vasen nach Rom, die uns unser Kollege, Prof. Gjerstad in seinem Vortrag mitteilte. Nach den heute bekannten Funden zu urteilen erreichte dieser Import gerade in den Jahren um 500 herum seinen Höhepunkt. Nach 450 hört er fast völlig auf.

Ist also die Einführung des neuen Kalenders um 500 zur Zeit des tarquinischen Königtums anzusetzen, so erhebt sich die zweite Frage, ob dann auch die Eponymie, das heisst die Methode, die Jahre nach Beamten zu benennen, schon zur gleichen oder annähernd gleichen Zeit eingeführt worden ist. Ja, das behauptet die römische Tradition, nach der das erste nach Eponymen benannte Jahr eben das Jahr der kapitolinischen Tempelweihe war. Der älteste Beleg für diese Auffassung ist bekanntlich Polybios III 22, 1, wo der erste Vertrag zwischen Rom und Karthago datiert

wird, κατὰ Λεύκιον Ἰούνιον Βροῦτον καὶ Μάρκον Ὡράτιον τοὺς πρώτους κατασταθέντας ὑπάτους μετὰ τὴν τῶν βασιλέων κατάλυσιν ὅφ' ὃν συνέβη καθιερωθῆναι καὶ τὸ τοῦ Διὸς ἱερὸν τοῦ Καπετωλίου.

Ich bin der Meinung, dass die römische Tradition in diesem Punkte zuverlässig ist, und dass also das erste mit Hilfe eponymer Magistrate gekennzeichnete Jahr der römischen Geschichte eben das Jahr der kapitolinischen Tempelweihe war. Ist diese Hypothese wahrscheinlich? Man muss sich auf alle Fälle mit Wahrscheinlichkeit begnügen; absolute Sicherheit zu erreichen erlaubt das spärliche Quellenmaterial gewiss nicht.

Die Worte des Polybios bezeugen, dass er ein römisches Verzeichnis von Jahren in der Form einer Liste von Namen eponymer Beamten, ὕπατοι genannt, zur Verfügung gehabt hat. An der Spitze dieses Verzeichnisses standen die Eponymen eines Jahres, das als Jahr der kapitolinischen Tempelweihe bezeichnet wurde. Seine Eponymenliste hat ihm erlaubt, jenes Anfangsjahr genau zu errechnen und in griechischer Terminologie auszudrücken. Zum besseren Verständnis seiner Leser hat er einen Synchronismus aufgestellt, wodurch das Jahr der ersten Eponymen in Zeitrelation zu einem Hauptereignis der griechischen Geschichte gestellt wird, dem Zuge des Xerxes, πρότερα τῆς Ξέρξου διαβάσεως ἐς τὴν ‘Ελλάδα τριάκοντ’ ἔτεσι λείπουσι δυεῖν. Voraussetzung für diesen Synchronismus ist, dass Polybios die Jahre der römischen Eponymenliste durchaus als normale Kalenderjahre aufgefasst hat. Und da, wie ich eben bemerkt habe, die Olympiadenrechnung als Grundlage für das chronologische System des Polybios dient, ist das 1. Jahr der 68. Olympiade, 508-507 v. Chr., nach seiner Chronologie das erste mit Hilfe von Eponymen benannte Jahr in Rom, das Jahr der kapitolinischen Tempelweihe.

Wie die Fasten des Polybios ausgesehen haben, wissen wir nicht. Wir wissen nur, dass nach seiner Ansicht, das heisst nach der Ansicht der Römer, um die Mitte des

zweiten Jahrhunderts, die ersten Eponymen auch die ersten ὥπατοι nach der Vertreibung der Könige waren.

Nun besitzen wir eine Quelle, die für die Dedikation des kapitolinischen Tempels denselben Zeitansatz liefert wie Polybios. Das ist die Notiz des Plinius, *N. H.* XXXIII 18 f., über die bronzenen Inschrifttafel, die der kurulische Aedil Cn. Flavius anlässlich der Dedikation der von ihm gestifteten Aedicula der Concordia anfertigen liess, *inciditque in tabella aerea factam eam aedem quattuor et ducentis annis post Capitolinam dedicatam*. Nach der annalistischen Tradition (*Liv. IX 46*) war Flavius Ädil *P. Sulpicio Sauerrione P. Sempronio Sopho consulibus, 304-303 v. Chr.*

Münzer¹ hat die Vermutung ausgesprochen, dass die Notiz über Flavius und seine Inschrift durch Varros Vermittlung aus den Annalen des Piso stammt. Mehr als eine Vermutung ist dies natürlich nicht, aber, wie dem auch sei, liegt meines Erachtens nicht der geringste Grund vor, die Echtheit der Inschrift in Frage zu stellen. Wir haben also hier die älteste chronologische Angabe der römischen Geschichte. Dass sie gerettet worden ist, dürfte der eigenartigen Datierung zu verdanken sein.

Nach dem Referat des gelehrte Polyhistors hat Flavius für seine Aedicula zwar ein Jahr angegeben aber nicht in der für unser Empfinden normalen römischen Weise. Er hat keine Eponymen genannt, hat aber das Jahr seiner Stiftung durch einen Vergleich mit dem Stiftungsjahr des kapitolinischen Tempels ausgedrückt. Wie ist nun dieser Tatsachenbestand zu deuten und zu verwerten?

Cn. Flavius, der ehemalige Sekretär des berühmten Appius Claudius Caecus, scheint eine bemerkenswerte Persönlichkeit gewesen zu sein. In der Erzählung des Livius (IX 46) tritt er uns als Gegner der Nobilität entgegen, der *contumacia aduersus contemnentes humilitatem suam nobiles*

¹ F. MÜNZER, *Beiträge zur Quellenkunde der Naturgeschichte des Plinius*, 225.

certauit und aedem Concordiae summa inuidia nobilium dedicauit. Auch heisst es von ihm, dass er den Kalender veröffentlicht hat, *fastosque circa forum in albo proposuit, ut quando lege agi posset sciretur.* Ist in diesem Zusammenhange unter *fasti* lediglich eine Tagliste zu verstehen und lässt sich die eigenartige Datierungsweise des Flavius vielleicht aus seiner Wirksamkeit erklären?

Dass um 300 v. Chr. die Datierung nach Eponymen in Rom noch ungebräuchlich gewesen sei, scheint mir eine allzu kühne Annahme zu sein. Jedenfalls hat Varro eine viel ältere Urkunde gekannt, die nach Eponymen datiert war. Macrobius zitiert (I 13, 21) Varro für *antiquissimam legem incisam in columna aerea a L. Pinario et Furio consulibus,* was, wie Beloch, *Röm. Gesch.* 260 f., hervorhebt, das Jahr 432 v. Chr. ergibt, in dem nach den Fasten L. Pinarius, L. Furius und Sp. Postumius *tribuni militum consulari potestate* waren.

Wie ich soeben erwähnte, führt die annalistische Tradition die Ädilität des Flavius unter dem Jahr auf, das durch die Konsulsnamen Sulpicius und Sempronius gekennzeichnet wird. Aber aus irgendeinem Grunde hat Flavius die Namen der eponymen Beamten in seiner Dedikationsinschrift nicht nennen wollen. Man könnte ja darauf hinweisen, dass die Dedikation *summa inuidia nobilium* stattfand und dass er *contumelia aduersus nobiles certauit.* Er hat jedoch eine Datierungsmethode gewählt, die ebenso deutlich das Jahr angab, für denjenigen nämlich, der die Möglichkeit hatte, nachzuzählen und sich die Mühe machen wollte, es zu tun. Er hat *post Capitolinam dedicatam* datiert.

Diese Form der Jahresangabe gibt an, dass Flavius die Möglichkeit hatte, die nach der Dedikation des kapitolinischen Tempels verflossenen Jahre zu zählen, das heisst, dass es in Rom eine Zeitrechnung gab, die in dem Jahr der kapitolinischen Tempelweihe ihren Ausgangspunkt hatte, eine Zeitrechnung, die noch zur Zeit des Polybios in un-

veränderter Form weiter bestand, da ja Polybios durch Rückzählung auf dasselbe Jahr für die Dedikation des Kapitols gekommen ist, das gemäss Flavius' Datierung durch Rückzählung von dem Jahr der Konsuln Sulpicius und Sempronius gewonnen wurde. Polybios muss nach den Fasten gezählt haben. Eine andere Möglichkeit hat es für ihn kaum gegeben. Wie hat aber Flavius gezählt?

Es ist behauptet worden, dass Flavius nicht nach den Fasten hat rechnen können, weil seine Jahre Kalenderjahre gewesen sind¹. Ich meine aber, dass die Jahre des Eponymenverzeichnisses als Kalenderjahre gemeint waren, jedenfalls als Kalenderjahre aufgefasst wurden. Flavius kann also meines Erachtens sehr wohl nach einem Eponymenverzeichnis gerechnet haben, unter der Voraussetzung nämlich, dass es ein solches Verzeichnis gab. War das der Fall?

Die Jahresangabe der flavischen Inschrift war ja nichts als eine leere Spielerei, wenn nicht die Zeitgenossen und die nächste Generation das Jahr *post Capitolinam dedicatam* identifizieren konnten. Hat es dann vielleicht im Rom des vierten Jahrhunderts eine kapitolinische Ära gegeben, so dass die einzelnen Jahre mit Zahlenangaben *p. C. d.* bezeichnet werden konnten? Eine wirkliche Ära gab es doch in der ganzen antiken Welt erst, seitdem Antiochos I die Zählung der Regierungsjahre seines Vaters Seleukos fortgesetzt hatte. Und es ist kaum anzunehmen, dass Rom zweihundert Jahre lang eine Ära gehabt hat, die dann zu Anfang des dritten Jahrhunderts ausser Brauch gekommen wäre. Meines Erachtens zeigt auch die flavische Datierung nicht, dass es eine Ära gegeben hat. Sie dürfte im Gegenteil eine Eponymenliste voraussetzen und darauf Bezug nehmen.

Eponyme Beamte und Datierungen nach ihnen hat es in Rom schon lange vor Flavius gegeben. Das zeigt die eben erwähnte, von Varro bezeugte Inschrift mit der *antiquissima*

¹ R. WERNER, *Der Beginn der röm. Republik*, 20.

lex. Und da die Jahresbezeichnung mit Hilfe von Beamtennamen ein Element des griechischen Kalendersystems ist, das nach dem gelehrten Junius Gracchanus von einem König Tarquinius eingeführt wurde, so scheint es mir auf alle Fälle nicht unwahrscheinlich, dass die eponyme Methode zur gleichen Zeit und mit dem Kalender zusammen in Rom Aufnahme gefunden hat. Dann scheint es mir nicht nur möglich, sondern wahrscheinlich, dass die Dediaktion des kapitolinischen Tempels nach dieser Methode urkundlich datiert gewesen ist. Die römische Tradition kennt ferner aus der ersten Hälfte des 5. Jahrhunderts eine ganze Reihe von Tempelgedikationen, die datiert sind. Ich glaube, dass sie alle nach Eponymen datiert gewesen sind und nicht durch Zahlangaben *post Capitolinam dedicatam*.

Nun ist aber nach der allgemeinen heutigen Auffassung die Zahl der überlieferten Eponymen zu klein, um die Jahre bis zurück zur kapitolinischen Tempelgedikation, wenn diese im ersten Jahr der 68. Olympiade stattfand, auszufüllen. Deswegen soll Flavius seine Jahre nicht an Hand einer Eponymenliste sondern mit Hilfe der in die Wand des kapitolinischen Tempels eingeschlagenen Nägel gezählt haben. Es gab ja ein uraltes Gesetz, erwähnt von Livius VII 3, *ut qui praetor maximus sit idibus Septembribus clavum pangat*. Es wird nicht direkt gesagt aber geht doch hervor, dass es sich um eine eherne Tafel handelt, die an einer der Wände des Tempels angebracht war (*fixa fuit*) und zwar an der rechten Seitencella, die der Minerva geweiht war.

Den Text dieser Inschrift konnten die Gelehrten der ausgehenden Republik noch einigermassen entziffern, und das Gesetz ist natürlich ein unschätzbares Dokument aus der archaischen Zeit. Es wird hier zweifelsohne von einer jährlichen Nageleinschlagung gesprochen, es geht aber auch aus dem Kontext des Livius hervor, dass diese Sitte seiner Ansicht nach schon früh obsolet geworden war. Voraussetzung dafür, dass Flavius Nägel hat zählen können, ist

jedoch, dass die jährliche Nageleinschlagung noch zu seiner Zeit eine lebendige Sitte war. Davon wissen wir nun nichts, aber Livius berichtet auch von einer anderen Art der Nagel Einschlagung, die von einem Diktator mit Spezialkompetenz, *dictator clavi figendi causa*, vollzogen worden ist, und zwar als ausserordentliche Sühnemassregel in Katastrofsituationen. Wurde also noch am Ende des 4. Jahrhunderts die Nageleinschlagung als jährlicher Ritus ausgeübt und hat Flavius die Nägel gezählt, so muss er doch wohl sämtliche Nägel gezählt haben, also auch diejenigen, die von Diktatoren herrührten. Dann muss er aber etliche Nägel mehr gezählt haben als Jahre seit der Dedikation des Tempels verflossen waren, und die Dedikation fand nicht im Jahre 507 v. Chr. statt, sondern erst einige Jahre später. Ein derartiges Verhältnis würde natürlich die Differenz zwischen der von Flavius errechneten Zahl der Jahre und der Zahl der überlieferten eponymen Kollegien erklären können, und in diesem Falle kann es nur Flavius selbst gewesen sein, der die Jahrliste zusammengestellt und in irgendeiner Weise ergänzt hat.

Cn. Flavius als Nagelzähler ist natürlich eine sehr hypothetische Erscheinung, und die Hypothese setzt voraus, dass er wie ein wahrer Archäologe mit Hilfe der von dem Gebäude selbst dargebotenen Einzelheiten daran gegangen ist, mit der grösstmöglichen Genauigkeit das Alter des Tempels festzustellen, um eine wissenschaftlichen Ansprüchen genügende Grundlage für die römische Chronologie zu schaffen.

Wie dem auch sei, so hat Flavius die Zahl der seit der Dedikation des kapitolinischen Tempels verflossenen Jahre zählen können, und da die römische Eponymenliste, so wie sie dem Polybios vorlag, eben mit den Eponymen des Dedikationsjahres eingeleitet wurde und die Dedikation auf dasselbe Jahr v. Chr. verlegte wie Flavius, so muss der Jahrliste des Polybios eine Fastenredaktion zu Grunde

liegen, nach der das Jahr der Konsuln Sulpicius und Sempronius, in dem Flavius kurulischer Ädil war, 203 Jahre *post Capitolinam dedicatam* eintraf.

Ich meine, dass es Flavius selbst war, der eine solche Fastenredaktion zusammenstellte und veröffentlichte. Es ist ja überliefert, dass er den Kalender publiziert hat (*fastos circa forum in albo proposuit*), und die Jahrliste ist ein Element des Kalenders. Ferner muss, wie ich eben betont habe, die Jahresangabe des Flavius um überhaupt einen Sinn zu haben auf eine Jahrliste, d. h. auf eine Liste der Eponymen Bezug nehmen, und zwar auf eine, die veröffentlicht war. Hat nun Flavius zum ersten Mal in Rom nicht nur eine Tagliste sondern auch eine Jahrliste öffentlich aufstellen lassen, so ist die Form seiner Jahresangabe ein Hinweis auf diese seine Publikation und ein Ausdruck berechtigten Stolzes.

Als chronologisches Dokument ist die römische Eponymenliste wenigstens annähernd korrekt. Das beweisen die Reste des kapitolinischen Tempels, die ein ausgezeichnetes Kontrollmaterial darbieten, und die den Bau ins ausgehende 6. Jahrhundert datieren. Die Frage, die uns hier interessiert, ist aber folgende: haben die Fasten, direkt oder indirekt, etwas zu sagen über den Anfang des römischen Freistaates oder, anders ausgedrückt, über die Vertreibung der Könige?

Wenn ich damit Recht habe, dass die Eponymie an sich eine Funktion ist, die mit einem Kalendersystem zusammengehört, so lassen sich aus dem Anfang eines Verzeichnisses eponymer Beamten keine Schlüsse auf gleichzeitige politische Umwälzungen ziehen. Die Einführung der eponymen Funktion eines Beamten ist als eine Reform in der Art der Jahresbezeichnung anzusprechen, und der Anfang einer Eponymenliste bezeichnet den Zeitpunkt, von dem an die Namen der eponymen Beamten laufend tradiert waren, braucht also an und für sich nicht die tatsächliche Einführung der eponymen Funktion zu bezeichnen und noch weniger die des Amtes, dem die eponyme Funktion zugeteilt worden ist.

Über die Zeit der Kalenderreform habe ich schon gesprochen. Sie wurde von der römischen Sakralwissenschaft, vertreten durch Junius Gracchanus, einem König Tarquinius zugeschrieben. Ich habe auch hervorgehoben, dass die Art, wie der Kalender in vorzäsurischer Zeit gehandhabt wurde, auf seine Einführung zur Zeit der Könige hindeutet. Meines Erachtens gehört auch die Eponymie zu dieser Reform, und das Ganze ist ein Element oder ein Komplex von Elementen in dem grossen Strom griechischen Kulturgutes, der am Ende des 6. Jahrhunderts Rom überflutete. Von der Dediaktion des kapitolinischen Tempels ab waren die Namen der Eponymen bekannt. An der Spitze der Liste stand der Name des M. Horatius, der irgendwie mit der Dediaktion verknüpft war oder verknüpft werden konnte. Dass dieser Horatius am Architrav der Cellafront eine Dediaktionsinschrift hat anbringen lassen, glaube ich allerdings nicht. Auf alle Fälle lässt sich das nicht aus den Worten des Dionys v. Halikarnass (V 35, 3) herauslesen: *τὴν δ' ἀνιέρωσιν αὐτοῦ καὶ τὴν ἐπιγραφὴν ἔλαβε Μάρκος Ὁράτιος.* Diese Worte sind in anderer Weise zu erklären, wie ich Gelegenheit hatte, in der Diskussion nach Prof. Gjerstads Vortrag (vgl. oben S. 40) zu zeigen. Ist nun aber die Eponymie im letzten Viertel des 6. Jahrhunderts eingeführt worden, so setzt dies voraus, dass es zu dieser Zeit in Rom jährlich wechselnde Beamte gab. Ich glaube auch, dass dies der Fall war.

Das archaische Rom war ein Stadtstaat, eine *πόλις*, von ähnlicher Struktur wie die griechischen und etruskischen Stadtstaaten. Und betrachten wir die archaischen griechischen Städte, so finden wir in ihnen drei für das staatliche Leben konstitutive Elemente, die Versammlung der Wehrfähigen, den Rat und die jährlich wechselnden Beamten: die *ἄρχοντες*, wie sie in Athen hießen. Die Gesellschaftsordnung ist in diesen Staaten ausgesprochen aristokratisch, beherrscht von einer Klasse von Gutsbesitzern, deren Mitglieder zuerst als

Wagenkämpfer, später als Reiter auftreten. Diese adelige Gruppe stellt die Beamten, militärische und andere, und es scheint zu den charakteristischen Eigenschaften der adeligen Gesellschaft zu gehören, dass ihre Vertreter in staatlichen Funktionen jährlich wechseln. Sie sind deswegen auch geeignete Träger der Eponymie. In Griechenland ist es diese organisierte adelige Gesellschaft, die das Königtum unterdrückt. Es muss aber hervorgehoben werden, dass adelige Beamte und eonyme Beamte sehr wohl mit Königtum und Tyrannis vereinbar sind.

Die Versammlung der Wehrfähigen finden wir im archaischen Rom wieder als *comitia curiata*, den Rat auch, die *patres*. Adlige Beamte finden wir auch, jedenfalls kennt die Tradition die *tribuni celerum*, die Führer der adeligen Reiterei. *Tribunus* als Beamtentitel hat in Rom eine Parallel in einem zweiten Wort, *praetor*, und diese beiden Bezeichnungen sind sehr eng mit einander verbunden. Im klassischen Sprachgebrauch gehört zum *praetorium* des Lagers immer ein *tribunal*, und auf dem *tribunal* befindet sich der klassische Prätor bei der Ausübung seines richterlichen Amtes.

Praetor ist ein alter Titel. Wir finden ihn in den XII Tafeln, und wir finden ihn vor allem in dem schon erwähnten Gesetz über die Nagaleinschlagung am kapitolinischen Tempel. Dort steht aber nicht einfach *praetor* sondern *praetor maximus*, wodurch der vornehmste unter mehreren Prätoren bezeichnet werden muss.

Wie unser Kollege, Prof. Heurgon gestern so schön dargelegt hat, ist *praetor* eine Amtsbezeichnung ohne nähere Spezifikation. Ich sehe in dem Titel *praetor* eine Analogie zu dem athenischen *ἀρχων* und fasse die Prätoren wie die Archonten als jährlich wechselnde Vertreter der adeligen Gesellschaft auf. Sie gehören demnach meines Erachtens zu der Organisation der archaischen römischen Polis, und die römische Polis dürfte im Zusammenhang mit der Urbanisierung Roms in der ersten Hälfte des 6. Jahrhunderts konstituiert worden sein.

Von den Prätoren war einer *praetor maximus*, und dieser Würdenträger wurde bei der Dedikation des kapitolinischen Tempels damit beauftragt, den Neujahrsritus der Nagel-einschlagung durchzuführen. Er wurde deswegen auch Eponym oder, vorsichtiger ausgedrückt, einer von den Eponymen des Jahres. Von der Einführung einer neuen Staatsform zeugt dies aber nicht. Der Zeitpunkt für die Konstituierung des von der Herrschaft der Könige befreiten römischen Freistaates muss mit anderen Methoden gesucht werden. Und ich glaube bestimmt, dass die Fasten einen *terminus ante quem* geben können.

Die Fasten sind ja, wie wir wissen, nicht gleichförmig aufgestellt sondern zerfallen in drei deutlich getrennte Abschnitte, die Zeit des historischen Doppelkonsulats nach 367, die Zeit der mehrstelligen eponymen Kollegien 450-367 und die vordezemvirale Zeit. Die Einschnitte bezeugen, dass zweimal grosse und grundlegende Veränderungen in dem Wesen des eponymen Amtes eingetreten sind. Die Fasten der vordezemviralen Zeit sind in der uns überlieferten Form zweistellig, und das ist, wie ich meine, der Grund dafür, dass die späteren Römer die Eponymen der archaischen Zeit als Konsuln aufgefasst haben. Deswegen hat man auch das Anfangsjahr der Fasten als Anfangsjahr der Republik aufgefasst, ein naheliegender aber unerlaubter Schluss.

Die erste von den durchgreifenden Neuorganisationen des Ämterwesens wurde also nach den Fasten um die Mitte des 5. Jahrhunderts durchgeführt. Diese Reformtätigkeit, die mit der Gesetzgebung der Dezemvirn beginnt, gehört natürlich ganz und gar der Republik an, deren Geschichte demnach vor der Mitte des 5. Jahrhunderts begonnen haben muss. Aber auf die Frage, wie lange vor diesem Zeitpunkt der grundlegende Vorgang, die Vertreibung der Könige, sich ereignete, können die Fasten leider keine Antwort geben.

DISCUSSION VI

M. Momigliano: If there were two types of nails in the Capitoline temple, were they mixed up there (viz. nails put in annually by the eponymous magistrate and nails put in in exceptional circumstances by the dictators)?

Further, I would like to know whether, in your opinion, there was only *one* name for each year in the earliest section of the earliest *Fasti*.

M. Hanell: I cannot say anything with certainty about two types of nails. We do not know, where on the temple the nails were put in.

At the request of M. Momigliano, M. Hanell reads the text of Livy VII 3, and M. Riis gives details about nails in early Mesopotamian buildings: Such nails still exist and some have inscriptions on their heads (see Reallexikon der Vorgeschichte VIII, 422 s.v. Nagelurkunde, and, for instance, W. Andrae, Das wiederentstandene Assur pl. 34, with royal inscription on the head of the nail); perhaps the annual nails on the Capitoline temple were inscribed with names and so could give a basis for an eponymous list.

M. Gjerstad: It has been assumed by some scholars, lately by Robert Werner, that Cn. Flavius counted the nails driven each year in one of the walls of the Capitoline temple on the 13th of September, in order to determine the date for the dedication of his *aedicula Concordiae*, assigned by him to 204 years *post Capitolinam dedicatam*. We know, however, from Livy VI, 3, 5-9 that the rite in question which had magical significance was not practised for some time and that afterwards *dictatores clavi figendi causa* were occasionally appointed to perform that ceremony, the first dictator of this kind in 363 B.C. It is therefore obvious that Cn. Flavius in 304/3 B.C. could not determine the sum of years *post Capitolinam dedicatam* by counting the nails mentioned.

Cn. Flavius was a calendar man: he counted the eponymous magistrates of the Fasti: each eponymous year was considered to be equal to a calendar year and, consequently, in 304/3 B.C. a sum of 204 years *post Capitolinam dedicatam* implies a date of 508/7 B.C. for the dedication of the temple, in agreement with the original date given by the *Fasti* for that dedication.

M. Heurgon: A propos du *clavus annalis*, il ne faut pas oublier que ce rite était attesté aussi à Volsinii. Cincius, dont les témoignages me paraissent d'une extrême précision temporelle, et qui dit par exemple que l'inscription de la «lex uetusta» *fixa fuit* (avant l'incendie 83), atteste que les clous du temple de Nortia *comparere* (à l'inf. prés. : étaient visibles) de son temps.

M. Hanell: Ich möchte noch auf die zweite Frage von Herrn Momigliano antworten. Ich habe in *Das römische eponyme Amt* gesagt, dass es in den ersten Jahren nur einen Eponymen gegeben hat, aber ich muss gestehen, dass ich in diesem Augenblick das nicht behaupten will. Es ist möglich, dass der *praetor maximus*, der die Nageleinschlagung vollzog, als Jahreseponym den ersten der drei *tribuni celerum* neben sich hatte.

M. Gjerstad: If you accept that in the first part of the original *Fasti* only one name was mentioned for each year, the second name which we find in the *Fasti*, must be false. Do you regard this as probable?

M. Hanell: Certainly not.

M. Wieacker: Ist es sicher, dass die Zählung des Flavius eine Spitze gegen die Listen der *pontifices* enthält?

M. Hanell: Die Tradition behauptet, dass eine Differenz zwischen Flavius und der Nobilität bestanden hat, aber es würde zu weit gehen, daraus den Schluss zu ziehen, dass seine Zählung eine polemische Spitze hatte, obwohl die Auslassung der Namen der Eponymen des betreffenden Jahres darauf hindeuten könnte, dass Flavius diese Namen nicht hat nennen wollen. Flavius muss doch beabsichtigt haben, dass die Zeitgenossen und Nachfahren das von ihm genannte Jahr identifizieren könnten. Es ist in diesem Zusammenhang darauf hinzuweisen, dass einige

inschriftlich erhaltene Eponymenlisten, z.B. aus Assur und Milet, so aufgestellt waren, dass die Zahl der Jahre unmittelbar hervorging. Auch die kapitolinischen *Fasten* geben neben den Namen der eponymen Beamten in einer eigenen Kolumne die zugehörige Zahl. Vielleicht war die Liste des Flavius auch mit Ziffern versehen.

M. Wieacker : Das persönliche Relief des Cn. Flavius wird durch die Motive seiner Dedikation des Concordia-Tempels und seiner Kalenderpublikation für den Rechtshistoriker deutlicher. Man versteht jetzt endlich den Hintergrund der Anekdoten über seine Brechung des angeblichen Rechtsmonopols der *pontifices* und seine « Enthüllung » ihrer Geheimnisse.

M. Gabba : Dionigi I, 74, 5 riporta l'intestazione di un documento censorio, relativo al censimento del 392 a.C., con i nomi dei due consoli, L. Valerio Potito e T. Manlio Capitolino, e con l'indicazione dell'era dei re. Questa doppia cronologia potrebbe confermare la straordinarietà della datazione di Cn. Flavio. Penso che il documento citato da Dionigi possa essere autentico.

M. Hanell : In questo documento, i consoli portano *cognomina*; il documento, quindi, non può essere arcaico.

M. Alföldi : Concerning the *cognomina* in the consular lists, I published a study in the *Mélanges Piganiol*, with the conclusion, that by the first publication of the *Fasti*, these surnames were already incorporated in them, and their official use originated with the *Fasti*, and not vice versa.

M. Momigliano : Il documento di Dionigi di Alicarnasso citato da E. Gabba è importante perché dà una *doppia tradizione* e può rappresentare un precedente per Cn. Flavio che, secondo Hanell, si serviva pure, almeno implicitamente, di una doppia datazione (data consolare; intervallo dalla dedica del tempio di Giove Capitolino).

M. Brown : We should not forget that our objective interest in absolute chronology should not be attributed to the priests and magistrates of these times. The notion of a magistrate with purely eponymous functions is assuredly anachronistic. In any

case, our evidence does not suggest and it is on the face of it unlikely that Cn. Flavius had any interest in formulating an era *post Capitolium dedicatum*. His inscription, rather, deliberately linked his *aedicula Concordiae* to the *Capitolium* as marking the advent of a new era of freedom comparable to the advent of the Republic.

M. Hanell weist auf Das römische eponyme Amt, S. 138-139, hin, wo dieser Abschnitt ausführlich besprochen wird, und fügt hinzu: Auch mir scheint es, dass die Nägel eine religiöse Funktion hatten; sie können aber eine chronologische Funktion gehabt haben. Neben ihnen muss aber eine Eponymenliste existiert haben, die mit dem Jahr der Dedikation begann. Der kapitolinische Tempel hatte keinerlei Anlass Magistraten aus der Zeit vor ihrer eigenen Existenz zu verzeichnen. Flavius datierte nicht *post reges exactos*, sondern *post aedem Capitolinam dedicatam*.

M. Gjerstad: True. We have, however, other evidence for determining approximately that date, as I tried to show in my lecture.

M. Hanell: To be curious about the *exact* first year of the *libera respublica* is pointless.

M. Heurgon has pointed out that not only in Rome but also in Southern Etruria there were turbulent movements in the first decades of the fifth century, but the Capitoline lists do not register anything about these movements.

M. Alföldi: Against the low chronology of Werner: he admits the authenticity of eponymous magistrates, contained in the *Fasti*, before 474. But if they are authentic remnants of the earliest eponymous list, they did not swim around without being pinned down for a definite date. So this admission is valid not only for the persons, but also for the *Fasti* in general and the existence of the Republic.

M. Gjerstad: You said that to be curious about the *exact* first year of the Republic is pointless. I suppose you mean the same as I do, namely that the introduction of the Republic is both a process and an event, but a process comes to an end, marking the event. I refer to my lecture and the indications mentioned

there for an approximate date of this event about the middle of the fifth century, in any case not much before that date.

M. Wieacker: If Cn. Flavius, as Professor Brown says, felt as a beginner of a new era of plebeian rights, his referring to the dedication of the Capitoline temple meant referring to the glorious "founders of the Republic", in the view of the contemporary reform party.

M. Hanell: I doubt whether Flavius regarded himself as introducing a new era.

M. Wieacker: In my opinion, Flavius must have introduced a new era not personally, but as a freedman of Appius Claudius; he must be seen against the general background of the political and social reforms initiated by Appius Claudius.

M. Heurgon: Je suis sûr que Flavius croyait déjà à la simultanéité de l'expulsion des rois et de la dédicace du temple Capitolin.

Città di Roma. VII. LA DISTINZIONE
TRA PATRIZI E PLEBEI
ARNALDO MOMIGLIANO

Osservazioni sulla distinzione fra patrizi e plebei

Quando i Romani cominciarono ad abitare la Terra tranne quella sotto le mura della cittadella guerriera, ciò che emerse fu che si era costituita una classe di popolazione di Roma, che era sempre cresciuta per la trasformazione di un ordine e obbligo a quello consuetudine. Questa forte città aveva tutta ridotta propria storia nella sua crescita. Si conservava nulla di tempo di lungo rimanere al di fuori delle mura. Tuttavia anche se non erano ancora nate le sue leggi, non avevano potuto mancare molti elementi per la giusta esecuzione dell'ordine disceso. Ma minacciava a Fabio Massimo, e furono a lui l'uso consuetudine gli scrupoli etici per compiere alcuna operazione bellicistica.

Il fatto fondamentale della storia di Roma rappresentava il caso, per la maggiore stessa della politica, di conquiste e di saccheggi, già spesso ordinati direttamente con una regalità che delle regioni circostanti, e con una spietate violenta e simile, funestavano le vicinanze familiari, che invece si ritrovano in altre guerre d'Italia. Quindi Fabio Massimo più a lungo che lui, conservando la scettica passionalmente nelle leggi dei plebei di Roma, la determinazione di un patrizio romano. Chiediamo a Tito Livio una raccolta, affacciata nei limiti di questo, di questo ordine sociale. Riuscirà. Si scopre subito che andare in Umbria a Cibbio per purificarsi nel II anno a.C. la vecchia formula etica insinua una sorta rituale dell'odio per i vicini nemici — le Tribù Umbrie, il nome Umbro, il nome Naso, il nome Iapigico — che doveva essere compimento principale del sentimento religioso-

OSSERVAZIONI SULLA DISTINZIONE FRA PATRIZI E PLEBEI

I

Quando i Romani cominciarono a sistemare la loro tradizione storica verso la fine della seconda guerra punica, ciò che emergeva dai ricordi confusi del passato, in quanto storia interna di Roma, era una lunga contesa per la trasformazione di un ordine politico e sociale preesistente. Quale fosse stato questo ordine preesistente nessuno più sapeva precisamente. Si conservava certo un corpo di leggi risalenti al V secolo — le così dette XII Tavole — che se fosse stato analizzato nella sua integrità avrebbe potuto fornire molti elementi per la ricostruzione dell'ordine scomparso. Ma mancavano a Fabio Pittore, a Catone e ai loro contemporanei gli strumenti critici per compiere siffatta operazione ricostruttiva.

Il fatto fondamentale della storia di Roma repubblicana è che, per la logica stessa della politica di conquiste e di vassallaggi, gli antichi ordini si dissolsero con più rapidità che nelle regioni circostanti, e con essi sparirono anche o almeno fortemente si attenuarono le ideologie corrispondenti, che invece si ritrovano in altre parti d'Italia. Così in Etruria si conservò più a lungo (e la conservazione fu aiutata paradossalmente dalle legioni plebee di Roma) la dominazione di un patriziato ristretto. Dobbiamo a J. Heurgon una recente affascinante analisi di quanto ci è ancora noto di questo ordinamento sociale Etrusco. E così dobbiamo andare in Umbria a Gubbio per ritrovare nel II sec. a.C. in vecchie formole ormai fossilizzate una eco rituale dell'odio per i vicini nemici — la Tribù Tadinate, il nome Etrusco, il nome Narcio, il nome Iapudico — che doveva essere componente normale del sentimento religioso-

politico di queste comunità italiche in età arcaica (cf. Fest., s. v. *exesto*, 72 L. = 82 M.).

Forse i sacrifici rituali di Galli e Greci in Roma durante la seconda guerra punica indicano il riemergere di queste ostilità elementari in un momento di pericolo entro una società che già le aveva dimenticate. Comunque sia di tutto ciò, resta il fatto che appunto perché la storia sociale di Roma nel V e IV sec. a. C. fu di dissoluzione di un ordine sociale e politico preesistente, il ricordo delle lotte per la dissoluzione rimase più vivo che non il ricordo dell'ordine preesistente. Così come la storia dei conflitti tra patrizi e plebei ci è presentata dalle nostre fonti — in specie Livio e Dionigi di Alicarnasso — è ovvia la continua reinterpretazione in termini di avvenimenti del II e I secolo a.C. dai Gracchi a Catilina. Al disotto di questa annalistica più recente è facile però ritrovare, con l'aiuto di Diodoro, almeno le linee essenziali di un racconto più antico. Esso si muoveva in tre direzioni: la lotta per l'ammissione regolare dei plebei alle magistrature e ai sacerdozi; la ridistribuzione dell'*ager publicus*; l'abolizione della servitù per debiti. Le tre direzioni di questo racconto annalistico hanno ciascuna un elemento di verità indubbia. Che i plebei abbiano lottato per essere ammessi alle magistrature con diritto ad almeno un console ogni anno è naturalmente la parte più sicura della tradizione — confermata (quali che siano i particolari) dall'emergere di una *nobilitas* patrizio-plebea dopo il 366 a.C. Che ci fosse anche una questione agraria è in ogni caso indicato da una delle rogazioni Licinio-Sestie. Formulazione ed interpretazione di queste rogazioni sono naturalmente aperte a dubbi, ma la esistenza stessa di una regolamentazione dell'*ager publicus* alla metà del IV sec. a.C. sembra accertata. Io inclinerei ad accettare con G. Tibiletti la ipotesi che la *Lex Licinia de modo agrorum* intendesse assicurare ai plebei l'assegnazione di parcellle dell'*agro pubblico* prima riservate (di fatto o di diritto) ai

patrizi¹. E infine, comunque si interpreti la cosiddetta *Lex Poetelia de nexis*, è chiaro che essa rese impossibile o assai più difficile la servitù personale per debiti.

Se dunque le direzioni della evoluzione sociale di Roma nel V e IV sec. sono abbastanza bene accertate, l'oscurità è nel punto di partenza: che cosa fosse la società che si sgretolò nel processo di espansione territoriale, nell'apertura delle magistrature e dei sacerdozi ai plebei, nell'abolizione della schiavitù per debiti, nella regolamentazione dell'agro pubblico. Va da sè che la trasformazione dovette coinvolgere tanti elementi che non erano direttamente toccati dalle riforme. Per es. nell'ordine religioso perdono chiaramente importanza i Flamini e il *rex sacrificulus* a vantaggio dei pontefici; scendono nell'oblio, per essere richiamati a nuova vita in tempo augusto, i *Sodales Titii* e forse anche i *Fratres Arvales*. Emergono nuovi culti, come quello greco di Apollo, e nuove pratiche come la consultazione degli oracoli Sibillini. Abbiamo noi qualche probabilità di ricostruire quella società arcaica romana, che evidentemente i Romani stessi avevano dimenticato, per eccellenti ragioni, ripeto, di dinamica sociale?

II

E' bene in partenza essere del tutto pessimisti. Naturalmente è facile indicare taluni istituti che dovettero essere più importanti in Roma arcaica che più tardi: le clientele, la *patria potestas*, il *nexum*. Ma lo studio del diritto comparato ci ha fatti cauti nell'interpretare istituti isolati quando non si conosce il loro funzionamento in una precisa situazione storica. Uno dei grandi servizi resi da M. I. Finley allo studio della servitù è l'aver insistito che la stessa espressione di «servitù per debiti» è ambigua e cela differenti realtà:

¹ *Athenaeum* 26, 1948, 216.

troppo spesso il debito non causa, ma definisce l'asserimento del debole e affamato che si fa debitore per ottenere la protezione del ricco¹. La complessità dei rapporti sociali che sta dietro a una parola come cliente può bene essere illustrata da analisi di società contemporanee in cui la clientela e servitù coesistono e possono perciò essere esaminate in tutto il loro contesto. Sociologi dalla reputazione di S. Nadel et M. Herskovits hanno esaminato in opere ben note l'interrelazione di clientela e debiti in parecchie tribù africane. Io vorrei richiamare l'attenzione sui lavori più recenti e meno noti di una mia collega di University College London, Dr. Mary Douglas, su «Blood-debts and Clientship among the Lele»² e «Matriliney and Pawnship in Central Africa»³. Se si prende per esempio la descrizione della clientela tra i Lele (del distretto Kasai del Congo Belga), si ha a tutta prima la impressione o illusione di leggere un ben noto capitolo di storia romana: «Lele rigorously distinguish client from slave. Slaves... were usually persons bought from afar, or captured in war... A slave was a man without a clan, and therefore without protection. No compensation could be claimed from the owner who killed his own slave. A client was a full member of his or her own clan, and doubly protected... For the death of a client, the lord claims compensation, and this is regarded as an added security. Someone threatened, or bullied, will cry out: «Wayibu. Ndi mot akana» (Take care. I am someone else's man). In short, the lord is expected to play a role, both protective and authoritarian, which is very like that of father or mother's brother.»

L'illusione può ben essere perfetta... Ma poi Dr. Douglas ci informa che questo tipo di clientela regola la distribuzione

¹ *Rev. Hist. Droit Français Etr.* 1965, 159.

² *Journ. Roy. Anthr. Inst.* 90, 1960, 1-28.

³ *Africa* 34, 1964, 301-313.

delle donne entro la tribù. In altre parole la clientela presso i Lele ha funzioni che sarebbe assurdo trasferire *a priori* alla clientela di Roma arcaica, entro un regime di *patria potestas* e dove clientela e potere politico sono correlativi. Ciò che i Lele ci hanno insegnato non è come interpretare la struttura della clientela in Roma, ma come sarebbe pericoloso interpretarla sulla base di analogie superficialmente attraenti.

III

Per il momento è dunque consigliabile evitare d'indulgere in confronti e concentrarsi sui pochi indizi che sembrano utilizzabili nella tradizione storica e giuridica di Roma per la ricostruzione della sua società arcaica. Secondo la tradizione stessa, la società romana aveva avuto *ab origine* per caratteristica fondamentale la distinzione fra patriziato e plebe, e solo a poco a poco l'importanza di questa distinzione si era venuta attenuando, senza mai essere cancellata. L'esistenza di questa distinzione è fuori dubbio. Ma poichè la tradizione non conservava certo ricordi degni di fede sul processo di formazione, tocca a noi porre la questione come sia nata la distinzione tra patrizi e plebei e se già fosse esistita durante il periodo monarchico (la cui fine io dato intorno al 500 a.C. in conformità della unanime tradizione antica)¹.

Di per sè l'esistenza di una aristocrazia non costituisce un problema serio. Gruppi ereditari aristocratici esistono in molte società, forse nella maggioranza delle società a noi note. Postulare differenza di razza, di lingua o di religione, quando non ci siano chiari indizi in proposito, è naturalmente tempo perso. Ma non è tempo perso domandarsi se plebe e patriziato siano sempre stati termini correlativi: se cioè (come la tradizione implica) spiegare il termine *patres equi-*

¹ Cf. il mio *Terzo contributo alla storia degli studi classici etc.*, Roma 1966, 545-608.

valga a spiegare il termine *plebs*. La mia tesi sarà appunto che in origine patriziato e plebe non costituivano due termini correlativi. Da questa tesi discendono conseguenze sulle due basi della potenza dei patrizi — il senato e l'esercito — e sul carattere del movimento plebeo.

Come tutti sappiamo, le *gentes* patrizie furono contraddistinte per tutto il periodo repubblicano da speciali funzioni e speciali diritti che i membri di queste *gentes* automaticamente acquistavano appena ammessi al Senato. Cicerone ed altre fonti ci dicono più precisamente che i senatori di queste *gentes* privilegiate, i quali sono chiamati *patres*, hanno l'esclusività dell'*auctoritas* e dell'*interregnum*. A sua volta questa posizione è sacralmente giustificata dalla nozione che i *patres* assicurano collettivamente la continuità degli *auspicio*. Quando non ci sono magistrati curuli, *auspicio ad patres redeunt*. Non è dunque caso che ci sia interdipendenza tra la denominazione di queste *gentes* privilegiate come *patriciae* (che *patres ciere possunt*) e la denominazione dei senatori appartenenti a queste *gentes* come *patres*. E' bene peraltro subito ricordare, a scanso di interpretazioni mistiche, che non esistono tracce di guerra di religione tra *patres* e non-*patres*. La lotta in Roma fu, per quanto sappiamo, prevalentemente politica ed economica, e solo molto subordinatamente religiosa.

Possiamo ora dare un nome ai non-*patres*?

IV

Com'è noto, esiste una formula per indicare tutti i senatori romani che è *patres conscripti*. Di questa formula si sono date nell'antichità e si sono ripetute dagli studiosi moderni due differenti interpretazioni. Una intende *patres conscripti* come *patres et conscripti*, cioè considera *conscripsi* come designazione di quei senatori che non erano *patres* e

non avevano *auspicio*. L'altra intende *conscripti* come aggettivo qualificante *patres* e quindi indicante il fatto che c'erano dei *patres* arruolati o registrati come senatori, presumibilmente per differenziarli da altri *patres* che non erano membri del Senato.

Possiamo senz'altro aggiungere che la seconda interpretazione, sebbene sia tornata di recente in favore (per es. U. von Lübtow, R. M. Ogilvie), è meno autorevolmente sostenuta dalle fonti antiche ed è in sé improbabile. E' molto dubbio, intanto, che Dionigi di Alicarnasso intendesse presentare la formula *patres conscripti* come formula unitaria — in contrapposto a *patres et conscripti*. Ciò che egli dice in II, 12, 3 è semplicemente : οἱ δὲ μετέχοντες τοῦ βουλευτηρίου πατέρες ἔγγραφοι προσηγορεύθησαν καὶ μέχρις ἐμοῦ ταύτης ἐτύγχανον τῆς προσηγορίας. Un altro passo II, 47, 1 è anche meno rilevante.

La interpretazione di *patres conscripti* come formula unitaria si trova esplicitamente solo, per quanto io so, in Isidoro (IX, 4, 11) in un contesto che tradisce erudizione antiquaria di carattere deteriore : *patres conscripti quia dum Romulus decem curias senatorum elegisset nomina eorum praesenti populo in tabulas aureas contulit atque inde patres conscripti vocati*. Poichè non credo che le *tabulae aureae* di Romolo siano state ispirate dalla conoscenza delle lamelle auree di Pirgi o di simili testi arcaici, il testo di Isidoro avrà il suo parallelo in piacevoli fantasie come Plutarco, *Quaest. conviv.* V, 2, 11 : ώς ἐν τῷ Σικυωνίῳ θησαυρῷ χρυσοῦν ἀνέκειτο βιβλίον Ἀριστομάχης, ἀνάθημα τῆς Ἐρυθραίας ποιητρίας Ἰσθμια νενικηκυῖας.¹ E' vero che Cicerone usa una volta *pater conscriptus* al singolare come se fosse espressione unitaria, ma lo fa in un contesto ironico : *est etiam Asinius quidam senator voluntarius, lectus ipse a se. Apertam curiam vidi post Caesaris mortem: mutavit calceos; pater conscriptus repente*

¹ Cfr. O. CRUSIUS, *PW*. II, 943 per il testo e l'ed. di C. HUBERT, *ad loc.*

factus est (*Phil.* 13, 13, 28). Anche se Cicerone non è l'inventore dell'espressione scherzosa al singolare *pater conscriptus*, sembra certo che il singolare *pater conscriptus* non fu mai parte della lingua ufficiale. Nella lingua ufficiale si ha l'espressione *qui patres qui(que) conscripti* indipendentemente conservata da Livio II, 1, 11 e da Festo (p. 254 M. = 304 L.) che non lascia dubbi sulla separazione di *patres* e *conscripti*. Evidentemente l'interrogazione *qui patres qui conscripti* doveva essere di uso comune in Senato, quando per l'esercizio dell'*auctoritas* si dovevano separare i *patres* dagli altri. Una conferma, se ci fosse bisogno, è nella *Lex Iulia Municipalis* e in altre leggi municipali (Malacitana, Salpensiana) dove si parla di *decuriones conscriptosve* (o simili), cioè si distingue tra *decuriones* e *conscripti* per mera analogia di quanto avveniva nel senato romano¹.

Si può quindi ritenere certo che l'espressione *patres conscripti* esprime la dualità di *patres* e non-*patres*. L'obiezione che in tal caso si dovrebbe dire *adscripti* «begs the question». Se il testo dice *conscripti*, non *adscripti*, si tratterà di *conscripti*, non di *adscripti*. La dualità di *patres* — *conscripti* sembra presupporre un gruppo di senatori che non hanno bisogno di essere registrati in una lista speciale per essere membri del Senato (*patres*), mentre gli altri senatori devono essere individualmente registrati, *conscripti*, o dal re o da magistrato. Naturalmente non viene con ciò chiarito come i *patres*, a differenza dai *conscripti*, fossero introdotti in Senato. Erano membri di diritto del Senato tutti i *patres familias* di certe genti? Se non lo erano, come si sceglievano i *patres* tra le genti privilegiate? C'era un elemento ereditario non solo tra le *gentes*, ma anche nell'interno delle *gentes* tra le famiglie? Io non so dare alcuna soluzione a siffatte questioni e mi limiterò a concludere che abbiamo per lo meno trovato una contrapposizione ai *patres*: questi sono i *conscripti*.

¹ MOMMSEN, *Ges. Schriften*, I, 305.

Devo subito aggiungere che sarebbe pericoloso identificare questa distinzione fra *patres* e *conscripti* con la distinzione tra *maiores gentes* e *minores gentes*. La distinzione tra genti maggiori e minori è molto misteriosa, e io posso solo richiamare l'attenzione su un punto che non sembra di solito osservato. Secondo l'opinione seguita da Cicerone (*De Republ.* II, 20, 35) e Livio (I, 35, 6; cf. *De viris illustr.* 6, 6), le *minores gentes* erano i discendenti di *patres* aggiunti al senato da Tarquinio Prisco. Secondo Tacito (*Ann.* XI, 25) le *minores gentes* erano i discendenti di *patres* aggiunti al Senato dal primo console Bruto. In entrambe le opinioni le *minores gentes* erano dunque patrizie, ma di un patriziato più recente e meno autorevole: Cicerone sembra implicare che i *patres maiorum gentium* erano rogati prima di quelli *minorum gentium*. Esiste tuttavia un'altra opinione o teoria nelle nostre fonti secondo cui le *minores gentes* non erano patrizie. Questa opinione si trova espressa nel famoso passo di Suetonio, *Aug.* 1, 2 sulla *gens Octavia*, e dal nostro punto di vista poco importa che esso sia una sfacciata falsificazione in onore di questa gente: la falsificazione corrisponde a una certa visione della situazione giuridica delle *minores gentes*. Dice dunque Suetonio: *ea gens a Tarquinio Prisco rege inter minores gentis adlecta in senatum, mox a Servio Tullio in patricias traducta, procedente tempore ad plebem se contulit...* Ora è interessante che questa opinione di Suetonio non sembra essere stata isolata. Come si ricorderà, Cicerone nella sua lettera a Papirius Paetus (*Fam.* IX, 21) sulla storia della *gens Papiria* rimprovera a Paetus: *Sed tamen mi Paete, qui tibi venit in mentem negare Papirium quemquam unquam nisi plebeium fuisse? fuerunt enim patricii minorum gentium.* Poichè noi non abbiamo la lettera di Paetus a Cicerone, non sappiamo che cosa egli dicesse. Ma o i Papiri avevano perduto il ricordo di aver appartenuto alle *minores gentes* o, pur ricordando di aver appartenuto alle *minores gentes*, non perciò ritenevano che ci fossero stati dei Papirii patrizi.

Nel secondo caso l'opinione di Paetus sulla *gens Papiria* doveva coincidere con quella attestata da Suetonio sulla *gens Octavia*, che sarebbe passata per uno stadio di *minor gens* prima di arrivare al patriziato. Il mistero che circonda le *minores gentes* non è schiarito nemmeno dal passo di Suetonio *Iul.* 39, 2: *Troiam lusit turma duplex maiorum minorumque puerorum*. Se anche si prendono col Mommsen i *maiores minoresque pueri* come *pueri* di *maiores* e *minores gentes*, resta il fatto certo, risultante da Plutarco (*Cat. min.* 3), che al giuoco partecipavano ragazzi plebei: sotto Silla la guida di una delle due *turmae* fu contesa da Sex. Pompeius e Cato Uticensis, entrambi plebei. Ma naturalmente la espressione *maiores minoresque pueri* può non aver nulla a che fare con le *gentes* e riferirsi all'età dei *pueri*¹. Nel complesso parrebbe che la tradizione includente le *minores gentes* nel patriziato sia più autorevole dell'altra che esclude le *minores gentes* dal patriziato. Sembra naturale pensare che le *minores gentes* siano *patres* più recenti da mettersi in relazione con il raddoppiamento dei *Titii*, *Ramnes* e *Luceres*, delle Vestali e in generale delle *classis* (che passò da 3000 a 6000 uomini).

Se ciò fosse vero, resterebbe escluso che i senatori delle *minores gentes* possano essere identificati con i *conscripti*. Ma se anche si preferisse tenere le *minores gentes* fuori dal patriziato, non si verrebbe a creare nessun indizio positivo per identificare le *minores gentes* con i *conscripti*².

V

Piacerebbe d'altra parte poter senz'altro procedere alla identificazione dei *conscripti* con i senatori plebei. Non c'è

¹ KÜBLER, in *PW* s. v. *gens*, 1194.

² E' dubbio se alla fine della Repubblica si potessero indicare — salvo che per congettura — quali *gentes* erano *minores gentes*. Come abbiamo visto, è incerto se i Papirii sapessero per certa conoscenza di essere *minor gens*.

dubbio infatti che i *conscripti* negli ultimi secoli della Repubblica erano invariabilmente membri della plebe. Ma sarebbe prematuro concludere che *conscripti* fu sempre equivalente a plebei (anche a prescindere dalla improbabile, ma non impossibile, identificazione originaria di *conscripti* e *minores gentes*).

Intanto è chiaro che mentre si parla di *patres* anche fuori del Senato a indicare un ordine privilegiato (per es. nella legge delle XII Tavole : *ne conubium patribus cum plebe esset*), il termine *conscripti* non è usato fuori del Senato. Si trova un'altra coppia, contrapposizione di carattere sacrale, o almeno prevalentemente di carattere sacrale, *populus plebesque*, che dovremo ancora discutere. Per il momento basti notare che fuori del Senato *patres* non si contrappone a *conscripti* ma a *plebs*, e a sua volta *plebs* può contrapporsi a *populus*. Il giuoco delle coppie-contrapposizioni è evidentemente complesso.

L'*auctoritas patrum* e l'attribuzione dell'*interregnum* ai *patres* presuppongono naturalmente la esistenza dei *patres*, ma non necessariamente la esistenza dei *conscripti*. Ora l'*interregnum* deve essere stato riservato ai *patres* quando ancora esistevano i re. So bene che esiste una influente teoria che sostiene l'origine dell'*interregnum* durante la repubblica, ma non posso persuadermi che un istituto creato dopo la fine della monarchia si sarebbe potuto chiamare *interregnum*. Ritengo dunque che i *patres* esistessero già durante la monarchia, come del resto è ovvio : un re, in una società tribale, ha il suo consiglio di anziani. Ulteriore conferma potrebbe venire dall'ipotesi molto acuta, ma inevitabilmente incerta, di A. Magdelain che l'*interrex* era necessario ogni anno dopo il *regifugium* che doveva rappresentare una sospensione sacrale della monarchia¹.

¹ *Rev. Et. Lat.* 40 (1962), 220. Mi è grato testimoniare il mio debito a Magdelain per il suo penetrante ripensamento dei problemi sul patriziato. Cfr. *Hommages J. Bayet*, 1964, 427-473.

Per la esistenza della distinzione tra *patres* e *conscripti* l'unico termine *ante quem* assolutamente certo è il plebiscito Ovinio, che si pone di solito — ma con argomenti non troppo stringenti — tra il 317 e il 312 a.C.: *ut censores ex omni ordine optimum quemque curiati <m> in senatum legerent*» (Festus, p. 290 L. = 246 M.). Quando i censori ricevettero questo ordine, la distinzione tra *patres* e *conscripti* doveva già essere secondaria: i membri delle *gentes* patrizie non potevano più invocare privilegi speciali per essere ammessi al Senato, ma continuavano ad avere privilegi quando fossero ammessi al Senato.

Varie considerazioni mi portano tuttavia a preferire il periodo monarchico come quello in cui si introduisse la distinzione tra *patres* e *conscripti*. Anzitutto noi sappiamo che il plebiscito Ovinio fu solo la conclusione di una serie di misure per restringere l'*auctoritas patrum*: il che presuppone che almeno nel V secolo a.C. il potere dei *patres* fosse già in declino.

In secondo luogo il tradizionale numero di 300 per il Senato ha tutta l'aria di appartenere al periodo regio come le 30 curie e i 300 *celeres*. D'altra parte la divisione tradizionale dei *patres* nell'*interregnum* è di 10 decurie, il che presuppone una cifra tonda di 100 *patres*. La soluzione più semplice è di ammettere che i *patres* fossero già in minoranza nel Senato di fronte ai *conscripti* in periodo regio.

Finalmente ha per me importanza la considerazione, a cui dovrò ancora tornare, che nella tradizione non c'è nessuna eco di lotte per la introduzione di nuovi elementi nel Senato durante la repubblica. Questa assenza di lotte mi pare favorisca l'origine della distinzione tra *patres* e *conscripti* in età regia.

Se immaginiamo che un certo numero di *gentes* (per ciò dette di *patres, patriciae*) si fosse assicurata una posizione ereditaria nel Senato dei re, non fa difficoltà ammettere che un qualche re (Tarquinio Prisco? Servio Tullio?) avesse

allargato il senato con elementi non ereditari e più ligi alla propria persona : i *conscripti*.

Nessuno dei miei argomenti è decisivo. Ma l'asserzione di taluna delle nostre fonti che i *conscripti* furono creati al principio della repubblica non sembra fondarsi su autentica tradizione e va incontro a difficoltà intrinseche. Io non riesco ad immaginarmi che proprio al momento in cui i *patres* si impadronivano dello stato al principio della repubblica, essi fossero pronti a introdurre *conscripti* in Senato : si capisce al contrario che essi, i *patres*, consolidassero allora la loro posizione in confronto ai *conscripti* (per es. escludendoli dall'*auctoritas*).

C'è però un elemento curioso in queste antiche congetture sui *conscripti* che va sottolineato. Festo scrive (p. 304 L.= 254 M.) — e la sua informazione si ritrova sostanzialmente in Plutarco, *Popl.*, 11 — *qui patres qui conscripti vocati sunt in curiam? quo tempore regibus urbe expulsis P. Valerius cos. propter inopiam patriciorum ex plebe adlegit in numerum senatorum C et LX et IIII, ut expleret numerum senatorum trecentorum et duo genera appellaret [esse]*. L'antiquario seguito da Verrio Flacco — forse Varrone, forse M. Valerius Messalla Rufus autore di *De familiis (romanis)* — evidentemente contò a 136 le *gentes* patrizie, presupponendo che ogni *pater* fosse il capo di una *gens* patrizia. Il dato è interessante solo in quanto ci indica ciò che un antiquario della tarda repubblica o del primo impero, dopo attenta ricerca, doveva considerare come il numero massimo delle genti patrizie alla fine della monarchia : si noterà tuttavia che il numero non è lontano da 100, schematico per il senato patrizio.

VI

Se si accetta che la distinzione tra *patres* e *conscripti* risale al periodo regio, non è ancora dunque provato che anche la distinzione tra patrizi e plebei sia di periodo regio. Si è

provato solo che già esisteva una distinzione tra senatori (*patres*) e senatori (*conscripti*) che più tardi fa parte di una più generale distinzione fra patrizi e plebei. E' ben noto del resto, sin dal classico studio di Chr. Hülsen, che quattro dei sette re e tre monti del *Septimontium* portano nomi che in periodo repubblicano furono considerati plebei, ma che in tempo più antico dovevano evidentemente essere rispettabili: segno che rigorosa antitesi di nomi plebei e patrizi non esisteva ancora in periodo regio.

Ora, come ho già avvertito, ci è tramandato in formule un nesso *populus plebesque*. Per es. Livio cita uno dei *carmina Marciana* in XXV, 12, 10 : *iis ludis faciendis praesit praetor is qui ius populo plebeique dabit summum*. C'è poi appena bisogno di richiamare l'inizio di Cicerone, *Pro Murena* : *Quae precatus a dis immortalibus sum iudices more institutoque maiorum illo die quo auspicato comitiis centuriatis L. Murenam consulem renuntiavi, ut ea res mihi fidei magistratique meo populo plebique Romanae bene atque feliciter eveniret*. Per Mommsen¹ il nesso *populus plebesque* era semplicemente la controparte di *lex sive id plebi scitum est*. E ci può essere un fondamento di vero. Ma Mommsen non spiega per quali circostanze il *populus* dei comizi centuriati sia contrapposto alla plebe dei concilii plebei in siffatte formule sacrali. Vale la pena di esplorare la possibilità che la distinzione tra *populus* e *plebs* in queste formule risalga al tempo in cui gli *infra classem* erano ancora esclusi dalla *classis* dei comizi centuriati arcaici². Io cercherò appunto di rendere verosimile che nella plebe della formula *populus plebesque* siano da riconoscere gli *infra classem*. Che *populus* equivalesse originariamente a *classis* ci è già noto dal *magister populi* e dal verbo *populor* che presuppone il significato di *populus* come esercito. Io vorrei ora considerare

¹ *Röm. Staatsrecht* III, 6; E. HERZOG, *Röm. Staatsverfassung* I, 1055. I testi raccolti in A. SCHWEGLER, *Röm. Gesch.* II, 104.

² Per questa situazione cf. *Journ. Rom. St.* 53 (1963), 120 = *Terzo Contributo* cit., 596. Cfr. MOMMSEN, *Röm. Forsch.* I, 169, n. 5 che differisce da *Staatsrecht*.

l'ipotesi che *plebs* (*plebes*) fosse originariamente un gruppo escluso dalla *classis* (*infra classem*) e quindi dal *populus*.

A questo punto la mia esplorazione, sempre esitante e ben conscia delle incertezze, si ricongiunge a un mio articolo del titolo *Procum Patricium* apparso nel *Journal of Roman Studies* 1966. In questo articolo ho cercato di dimostrare che mancano convincenti argomenti per ritenere che il patriziato romano fosse originalmente una aristocrazia di cavalieri a cui si contrapponesse una fanteria di plebei. Per me è indicativo che il *magister populi*, un *pater* in origine, non poteva salire a cavallo se non per speciale permesso. In ogni caso è ben chiaro che il patriziato romano nei secoli della sua supremazia ci tenne in primo luogo a controllare la fanteria e che la cavalleria fu subordinata alla fanteria. Il *magister equitum* è nominato dal *magister populi*. Negli stessi anni in cui il patriziato monopolizzò la dittatura (= *magister populi*) non gli fece, a quanto pare, difficoltà di permettere a un non patrizio di essere *magister equitum*. Come ha osservato con il consueto acume A. Bernardi in un suo fondamentale articolo¹, «il primo *magister equitum* è proprio un plebeo [io direi: non-*pater*], Sp. Cassio». E aggiunge Bernardi «Sp. Cassio non è il solo esempio di plebei che abbiano rivestito quella carica: anche P. Manlio Capitolino nel 368 ebbe come *magister equitum* un plebeo C. Licinio».

E' altrettanto notevole che il regime repubblicano liquidò presto il potere militare dei *tribuni celerum* di età regia relegandoli *ad sacra*. Le più antiche sei centurie di cavalieri, i così detti *sex suffragia*, votavano dopo la prima classe in età storica, e non c'è ragione di ritenere che abbiano mai fatto altrimenti. Il rapporto tra prima classe (o dobbiamo dire *classis*?) e *sex suffragia* è parallelo a quello tra *magister populi* e *magister equitum*; conferma la subordinazione della

¹ *Rend. Istit. Lombardo* 79 (1945-6), 21.

cavalleria alla fanteria. Nè esiste (come ho cercato di far vedere nell'articolo su citato) alcuna seria ragione per seguire Mommsen nella identificazione, non accennata in nessuna fonte antica, dei *sex suffragia* con la misteriosa centuria (o centurie) *procum patricium* di cui parlano Cic., *Orat.* 46, 156 e Festus, p. 290 L. = 249 M. La cavalleria è a Roma fin dai tempi più remoti di cui abbiamo informazione una cavalleria pagata dallo Stato : il che non si adatta all'idea di una cavalleria di *hippobotai* alla greca, di grandi proprietari fondiari. Tutto fa ritenere che la tradizione, per quanto confusa e non unanime, della identità fra *equites* e *celeres* e a sua volta tra *celeres* e guardie del re sia corrispondente a verità. Sembra naturale pensare che i *celeres* erano pagati perchè guardie del corpo del re. Ma allora la rivoluzione che eliminò il re si presenta non come una rivolta della cavalleria patrizia, ma come una rivolta della *classis*, cioè della fanteria, guidata dai *patres*.

Finchè la storia degli ordinamenti militari di Roma arcaica rimane nel presente stato d'oscurità, ogni ricostruzione degli istituti politici correlativi deve rimanere necessariamente una semplice ipotesi di lavoro. Ma al momento attuale mi sembra impossibile negare che già intorno al 500 a.C. la fanteria prevalesse sulla cavalleria in Italia centrale, nella greca Cumae, nelle più progredite città della Etruria meridionale e infine a Roma stessa (come indica la subordinazione del *magister equitum* al *magister populi*)¹. Né vedo contraddizione tra il carattere dei *celeres* come guardie pagate del re e la loro appartenenza alle tre tribù gentilizie da cui prendevano il nome. D'altra parte non vedo come ci si potrebbe rappresentare quella trasformazione dei 300 (o 600?) imberbi *celeres* della monarchia in 300 gravi *patres* della repubblica, che la teoria della identità di patriziato e cavalleria è costretta a postulare. Se si ammette l'esistenza

¹ F. ALTHEIM, *Röm. Religionsgeschichte* I, 1951, 247.

di una *classis* intorno al 500 a.C., il potere del patriziato deve essersi fondato su questa *classis*, non sugli *equites*, abilissimi nei loro volteggi, ma incapaci di tener resta ai fanti dieci volte almeno più numerosi. Qui sta il punto centrale della mia ricostruzione. Io non identifico i *patres* con la *classis*, così come non identifico i *patres* con il senato. Secondo me i *patres* controllarono nel V secolo il senato, perchè gli altri senatori, i *conscripti*, potevano essere scelti dopo la caduta della monarchia tra elementi docili ai *patres*. D'altra parte anche nella *classis* i *patres* dovettero essere in posizione di mantenere unità e disciplina per mezzo dei loro clienti. Che cosa potessero i *patres*, se accompagnati dai loro clienti, è ancora vagamente adombrato dalla avventura dei Fabii nelle loro lotte con gli Etruschi. La conferma della mia congettura mi sembra data dal fatto fondamentale che né il senato né la *classis* furono al centro delle lotte fra patrizi e plebei. Così come la tradizione non sa di lotte in senato, non sa di vera guerra civile, di veri urti militari fra patrizi e plebei, come ci si dovrebbe aspettare se gli *equites* patrizi e i loro clienti fossero venuti a trovarsi di contro la *classis* plebea. La tradizione conosce *secessioni* di plebei (*sia pure armati*), non *battaglie* tra plebei e patrizi.

Che il movimento della plebe sia nato fuori del senato (fuori dei *conscripti*) e fuori della classe (e quindi fra gli *infra classem*) mi sembra confermato dalla mancanza di ogni relazione strutturale fra la *classis* e le istituzioni plebee. I sei tribuni della legione (*classis*) hanno evidentemente rapporto con le tribù gentilizie e più precisamente con il raddoppiamento degli effettivi che già abbiamo visto rappresentato dai *sex suffragia*, dalle sei vestali ecc. Al contrario i tribuni della plebe (si ponga il loro numero originario a 2; 4; 5; oppure 10) non hanno rapporto con le tribù gentilizie¹. Il loro nome o è una semplice imitazione del

¹ Cfr. su di ciò il mio articolo in *Bull. Comm. Arch. Com.* 59, 1931.

nome dei tribuni della legione o è connesso con le quattro tribù urbane (se si accetta il numero di quattro come quello più antico dei tribuni della plebe). Alla loro volta i concili della plebe si fondarono sulle tribù locali almeno dal 472 a.C., mentre una connessione fra le tribù locali e la classe — o i comizi centuriati — non è testimoniata prima della riforma del III sec. a.C. Le fonti offrono vari appigli per discutere che cosa fossero i concilii della plebe prima del 472; e non sono mancate teorie moderne che vogliono far risalire alle origini dei comizi centuriati una loro connessione con le tribù locali. Ma l'impressione fondamentale che la tradizione lascia in noi è la differenza fra la struttura della classe — e conseguentemente dei comizi centuriati — e la struttura della organizzazione plebea con i suoi concili tributi, i dieci tribuni della plebe, i due edili. Chi identifica i patrizi con i *sex suffragia* e la plebe con la *classis* deve spiegare perché le istituzioni plebee non si basano sulla *classis*.

A mio vedere, il carattere della lotta politica tra patrizi e plebei era predeterminato dal carattere del senato e della *classis*. Il primo, pur includendo *non-patres*, non poteva essere il centro di rivendicazioni contro i *patres*. La *classis* poi era controllata dai *patres* e da loro ricchi (o meno ricchi, ma privilegiati militarmente) clienti¹. Essendo impossibili ribellioni in guerra o deliberazioni ostili ai *patres* sia in senato sia nei comizi centuriati della *classis*, il plebei ricorsero alla creazione dei tribuni e di una loro assemblea, si valsero di secessioni e contrapposero all'*uctoritas patrum* la *intercessio* dei tribuni della plebe, alla giustizia degli ordinamenti patrizi la consacrazione agli dei. Organizzarono il loro centro religioso nel tempio di Cerere, costituirono il loro

¹ Non posso qui riesaminare il problema della clientela, ciò che spero di fare altrove. Mi basti qui accennare che la tradizione fondamentalmente distingue per il quinto secolo a. C. tra clienti e plebei e che le obbligazioni tradizionali dei clienti presuppongono una considerevole capacità finanziaria da parte loro.

archivio, il loro controllo di strade e mercati con gli edili, stabilirono relazioni con la Magna Grecia e la Sicilia — donde chiamarono artisti, derivarono idee religiose e forse anche ispirazione politica. L'orientamento greco della plebe in contrasto a quello etrusco dei patrizi è indubbio, ma i particolari (salvo quelli concernenti il tempio di Cerere) ci sfuggono ; tra l'altro perchè noi sappiamo così poco della Magna Grecia nella prima metà del V secolo a.C. L'idea di una costituzione scritta, quale fu tradotta in atto nelle XII Tavole, dovette essere di origine greca, e forse anche gli edili e i tribuni della plebe furono ispirati da precedenti greci.

I plebei si dimostrarono nel complesso estremamente efficienti e originali. Ciò dovette attrarre genti non patrizie, ma nemmeno *infra classem*, a cui i plebei offrivano possibilità nuove di comando, di emozioni religiose, di cultura : la efficienza è stata apprezzata in ogni tempo. Io vorrei suggerire che allora la nozione di plebei si allargò e che allora i *conscripti* si riconobbero plebei e aiutarono gli *infra classem* a migliorare la loro situazione, soprattutto rispetto ai debiti e al possesso dell'agro pubblico. Vorrei suggerire più particolarmente che la grande personalità di un *conscriptus*, Sp. Cassio, aperto a idee greche, ebbe parte decisiva nell'incoraggiare la fusione di *conscripti* e plebei. Alla loro volta gli *infra classem* sostinnero i *conscripti* a ottenere regolare accesso alle magistrature curuli e ai sacerdozi e a diminuire l'influenza, generalmente parlando, delle clientele patrizie. Forse «essere plebeo» diventò di moda, quando essere plebeo voleva dire avere la possibilità di diventare sacro-santo tribuno della plebe, convocare i potenti concilii della plebe, rendersi utile e popolare come edile, andare in Magna Grecia e in Sicilia in cerca di grano e di idee¹.

¹ Cfr. su tutto ciò il mio saggio in *Studia et Documenta historiae et iuris* 2, 1936, 373 e H. LE BONNIEC, *Le culte de Cérès à Rome*, 1958, 342-356.

Se si vuole una espressione paradossale della mia tesi a scopo di discussione sono pronto a dire che i *patres* esistettero durante la monarchia, ma non i plebei. Meglio mi sembra precisare che la plebe durante la monarchia e i primi decenni della repubblica esisteva come contrapposizione a *populus* e solo verso il tempo delle XII Tavole acquistò il valore di contrapposto a *patres*. Per me la formazione della plebe, come unico contrapposto ai *patres*, è il risultato (già riconosciuto?) dalle XII Tavole di un movimento rivoluzionario della prima metà del V sec. a.C. che polarizzò le varie forze, i vari elementi sociali di Roma, in un contrasto semplificato patrizi-plebei. Il movimento plebeo degli *infra classem* crea la plebe: non viceversa. Ne risulta anche trasformata, a mio parere, la questione dei nomi plebei nei *Fasti* fra il 509 e il 445 a.C., con particolare frequenza fra il 509 e il 486. Ho io stesso parlato un momento fa di Sp. Cassio come *conscriptus*. A essere più esatto avrei dovuto dire: non uno dei *patres*. Ma se esistevano *conscripti* nel Senato già all'inizio della repubblica e se questi *conscripti* erano nel complesso ligi ai *patres*, non si capisce perchè non dovessero essere ammessi al consolato. Si capisce pure come un membro della gente non patrizia dei Marcii, Coriolano, fosse un campione dei privilegi dei *patres* e passasse alla storia come un nemico della plebe: i più fanatici aristocratici non sono sempre i più aristocratici. In altre parole io considero i nomi non patrizi dei *Fasti* sino al 445 non già come nomi plebei, ma come nomi di *conscripti* più tardi assimilati alla plebe. Solo dopo il Decemvirato, consolidatosi il gruppo dei *patres* in ordine chiuso di fronte alla plebe minacciante, si hanno 80 anni dal 445 al 366 in cui i *patres* tengono per sé il consolato. La situazione non era tuttavia semplice anche allora, se nomi plebei penetrano nelle liste dei misteriosi tribuni con potestà consolare, di cui nessuna spiegazione interamente soddisfacente è stata ancora scoperta.

Da quanto precede risulta che, sempre a mio vedere, sarebbe erroneo confondere gli *infra classem*, cioè i plebei, con i *proletarii*, che ne erano solo la parte più infima. *Proletarii* ha nelle XII Tavole il suo opposto in *adsidui*; e non ci può essere dubbio che la parte più vitale e attiva dei plebei doveva essere di *adsidui* non ammessi alla *classis*. Quale fosse originariamente il censo di ammissione alla *classis* (che io attribuisco a Servio Tullio), come questo criterio fosse applicato dai potenti patrizi interessati a introdurvi i loro clienti, noi non sappiamo. Servio Tullio può ben aver concepito il suo ordinamento timocratico come un ordinamento che doveva impedire l'approfondimento della divisione tra *patres* e non-*patres*. Se tale fu la sua intenzione, il successo non fu completo: egli evitò il dualismo *patres-conscripti*; generò il dualismo *classis-infra classem*. Possiamo poi vagamente intuire che il consolidarsi della plebe dovette corrispondere a quella progressiva evoluzione della *classis* in cinque classi che assorbì gli *infra classem* e che non ha lasciato tracce chiare nella nostra tradizione. Con il dissolversi della contrapposizione *populus-plebs*, la contrapposizione *classis-infra classem* si trasformò in gradazione di cinque classi di *adsidui*, oltre ai *proletarii*. Vorrei pensare che in qualche modo la dissoluzione della *classis* unica vada messa in rapporto con la fase dei tribuni con potestà consolare, sebbene mi sia impossibile precisare questo suggerimento.

VII

Riassumendo, io ho cercato di suggerire le seguenti prospettive come ipotesi di lavoro:

1) La contrapposizione *patres-conscripti* risale all'età regia ma di per sé non presuppone che i *conscripti* fossero ciò che noi chiamiamo plebei. Ciò che è presupposto è l'esistenza di un gruppo aristocratico di *gentes* per cui l'entrata al senato è ormai automatica, quali che siano le modalità della nomina

a senatore. I *patres* si sono anche assicurati la esclusività dei più importanti sacerdozi, hanno vaste clientele e controllano la *classis*. Non c'è prova che, in origine, i *patres* fossero *equites*. Gli *equites* o *celeres* sembrano in periodo monarchico essere stati alle dirette dipendenze del re; e i *tribuni celerum* perdono potere con la repubblica. Il controllo della *classis* dà modo ai patrizi di rovesciare il re e dominare lo stato romano durante il quinto secolo e la prima parte del quarto.

2) In origine la *plebes* sembra essere stata contrapposta al *populus*, cioè rappresentare gli *infra classem*, che devono essere immaginati fuori delle clientele patrizie almeno in considerevole parte. Certo le istituzioni plebee non sono fondate sul modello della *classis*. I così detti nomi plebei dei Fasti prima del 444 a.C. sono estranei alle genti patrizie, ma non perciò devono essere senz'altro considerati plebei. Io stento a credere che fin dall'inizio della repubblica tutti i non patrizi fossero automaticamente considerati plebei.

3) Nella prima parte del V sec. a.C. avviene una rapida trasformazione sociale (parallela e connessa con la grave situazione militare dello Stato Romano). Questa trasformazione è caratterizzata dall'energia intellettuale e morale dei plebei che si organizzano con rara efficienza, agilità spirituale, ampiezza di relazioni religiose e culturali. Mentre i patrizi guardano ancora all'Etruria, i plebei guardano alla Grecia — o alla Magna Grecia. In conseguenza di questa loro attività — io vorrei suggerire — i plebei assorbono altri gruppi sociali, tra cui eminentemente i *conscripti*, e diventano l'antitesi per eccellenza ai *patres*. Essi certo fanno accettate a poco a poco le proprie istituzioni come istituzioni della repubblica romana. Ma per converso con i loro successi si attenua il loro impeto rivoluzionario. Si arresta il loro interesse per le idee greche; la conquista di Veii risolve virtualmente i più gravi problemi agrarii.

Il punto più sorprendente della storia interna di Roma nel V sec. a.C. resta la creatività politica e culturale della

plebe che distacca Roma dal mondo etrusco e la orienta verso il mondo greco. Il momento più riconoscibile di tale trasformazione è la codificazione delle XII Tavole. Ci si domanda se i decemviri non fossero una imitazione significativa dei dieci tribuni della plebe.

ZUR STRUKTUR DES VIII. RÖMERSTAATES

ANDREAS ALFÖLDI

Zur Struktur des Römerstaates im 5. Jahrhundert v. Chr.

Die römische Staatsstruktur ist nicht mehr, sondern nur ein Archiv der Geschichte, es handelt sich um eine historische Allegorie auf den letzten Regierungen, die nach deren Verfehlung die Regierung Roms übernehmen hatten. Über diese Stufen der Staatsform ist Unterscheidung nicht mehr möglich der letzten Monarchen, Romana vera gloria, wie sie geprägt ist, erkennt man ich aufdringlich zuhauf.

Diese Romaburg dient in keiner reinlichen Sonderabschirmung, sondern ist sie eine zur Zeit im Druck befindliche Stadt von 240000 Einwohnern und der verdeckte Wahrturm einer allgemeinistischen Entwicklungspolitik, die durch die griechische Kolonisation mit Mittel- und Süditalien geplant worden war. Von den Fliegenden über Stadt sollen folgende Einzelheiten herausgehoben werden:

Die Zahl der Abgeordneten der Ritterklasse war in der Zeit des 5. Jahrhunderts im archaischen Griechenland

* Die Oberherrschaft und die sonst vertragliche modernisierung des römischen Staates kann hier nicht detailliert, ausführlich verfolgt werden, so sollte in einem in Verhandlung befindlichen Buch sicher die hier benannten Probleme eingeholt werden. Änderungsnotwendigkeiten zwischenzeitlich bestehen. J. Ruffino muss weiterhin zu zitieren, wo er er zu gegenüber zu erwarten und verhindert der weiteren rechtlichen Veränderung, da Richter einen Regelkatalog und kein formel der Siedlungen trennen, der Monarchen gegenüber das eigene Phantasie bei Erneuerung von Ausgangssituationen das rechte Fortschreiten verhindert. Auch habe ich hier mich maßgebende Meinungen einzeln zugezogen.

** A. Alföldi, *Der antike Ritter und seine Ritterrechte*, Badische Verlag, 1934.

† A. Alföldi, *Römisches Recht und das Latein* (in *die Römer, 1911*) II 196., § 2. Römisches Recht und klassisches Recht (in *Festschrift für Karl Schmid*, «Gesetz und Geschichte»), 2. Blätter zu *german. Recht*, Berlin 1967, 23 ff.

ZUR STRUKTUR DES RÖMERSTAATES IM 5. JAHRHUNDERT V. CHR.¹

Vor 15 Jahren hoffe ich nachgewiesen zu haben², dass die römischen Patrizier der Republik nicht einfach die königszzeitliche Führerschicht gewesen sind, sondern nur ein Teil davon, nämlich die Familien der 300 berittenen Leibgardisten des letzten Tarquiniers, die nach dessen Vertreibung die Regierung Roms übernommen hatten. Dass dieser Wechsel der Staatsform im Einvernehmen mit dem Besieger des letzten Monarchen, Porsenna von Clusium, vor sich gegangen ist, versuchte ich unlängst nachzuweisen³.

Diese Reiterherrschaft ist keine römische Sondererscheinung, sondern ist, wie eine zur Zeit im Druck befindliche Studie von mir darlegen soll⁴, nur der verspätete Widerhall einer frühgriechischen Entwicklungsphase, die durch die griechische Kolonisation nach Mittel- und Süditalien verpflanzt worden war. Von den Ergebnissen dieser Studie sollen folgende Einzelheiten hervorgehoben werden:

Die Zahl der Mitglieder der Reitertruppe war in der Zeit der ἀρχὴ τῶν ἵππεων im archaischen Griechenland

¹ Die Quellenbelege und die sehr umfangreiche moderne Literatur zu unserem Thema konnten hier nicht vollständig angeführt werden. Sie sollen in einem Vorbereitung befindlichen Buche über die hier behandelten Probleme mitgeteilt werden. Andererseits habe ich es als meine Pflicht erachtet, J. Rubino dort wörtlich zu zitieren, wo er m.E. gegenüber Mommsen und vielfach der nachmommsenschen Forschung das Richtige schon 1839 festgestellt hat, und ferner die Stellen anzugeben, wo Mommsen gegenüber der eigenen Theorie bei Erörterung von Einzelproblemen den wahren Sachverhalt erfasst hat. Auch habe ich für mich massgebende Meinungen anderer angedeutet.

² A. ALFÖLDI, *Der frührömische Reiteradel und seine Ehrenabzeichen*, Baden-Baden 1952.

³ A. ALFÖLDI, *Early Rome and the Latins* (Jerome Lectures, ser. 7) 1965, 72 ff.

⁴ Diese Studie ist inzwischen erschienen: *Festschrift für Karl Schefold*, «Gestalt und Geschichte», 4. Beiheft zu *Antike Kunst*, Bern 1967, 13 ff.

identisch mit der Zahl der Familien des herrschenden Adels. Dies erklärt die zahlenmässige Exclusivität des römischen Patriziats. Die Zahl der 300 patrizischen Reiter entspricht militärisch der Legion von 3000 Infanteristen. Das ist also die Grösse der römischen Armee um 500 v. Chr., die den von mir herausgearbeiteten territorialen Massverhältnissen des damaligen Römerstaates durchaus entspricht. Es gibt aber auch zu denken, dass Eretria neben 3000 Hopliten 600 Reiter hatte, was noch mit den je 300 *equites priores* und *posteriores* im 1. Jahrhundert der römischen Republik in Einklang gebracht werden könnte.

Wenn man die griechischen Voraussetzungen heranzieht, wird es auch verständlich, warum die frührömischen Reiter ohne Panzer, nur mit einem Lendenschurz und einem leichten Mantel bekleidet, mit je zwei ungesattelten Pferden in den Kampf zogen. Diese primitive Ausrüstung hängt von der griechischen Entwicklung nach der Streitwagenepoche ab. Auch die griechischen Reiteraristokraten rückten mit zwei Pferden aus, um von dem schweissbedeckten, rutschig gewordenen Rücken des einen Kriegsrosses auf das andere hinüberspringen zu können. Neben diesen ἄμφιπποι hatten die Griechen auch — minder vornehme — μόνιπποι, ebenso wie in Rom zu dem Pferdepaar der patrizischen *equites primi* und *equites secundi* später die begüterten plebejischen Reiter mit je einem Pferd hinzukamen.

Der römische Reiter wurde vom Staat mit Pferdegeld und Futtergeld versehen, was vor 269 v. Chr., also vor der Einführung des gemünzten Geldes, nur in der Form von Naturalleistungen geschehen konnte. Doch zahlte der Staat nicht direkt, sondern jedem einzelnen Reiter wurde eine begüterte Witwe oder Waise zugewiesen, die ihm die zwei Pferde und deren Futter stellen musste. Im Falle der Nichterfüllung dieser Verpflichtung hatte der *eques equo publico* das Pfändungsrecht. Diese altertümliche Einrichtung stammt ebenfalls aus Griechenland.

Die alte Reittechnik des Voltigierens mit einem Paar von Rossen, die in Tarent noch in hellenistischer Zeit militärisch hochwertige Dienste zu leisten im Stande war, wurde nicht nur von den mittelitalischen Völkern übernommen, sondern auch von den Etruskern, die jedoch viel früher als die latinischen Völker Körperpanzer trugen.

Im 7. Jahrhundert v. Chr. bereitete in Hellas die eherne Mauer der gepanzerten Infanteristen der führenden Rolle der Reiterei im Kriege mit einem Schlag ein Ende, und damit wurde auch die politische Führerstellung der Reiteraristokratie erschüttert. In Athen wurden die Hippeis nach dem neuen timokratischen Prinzip zur zweithöchsten Klasse abgewertet. In Italien erfasste die gleiche soziale und wirtschaftliche Entwicklung nicht nur die Magna Graecia, sondern auch die mittelitalischen Völker, diese aber erst anderthalb Jahrhundert nach Solon. Fassbar ist dies für uns vor allem in Rom, wo die Vermögenssätze der timokratischen Ordnung nicht in Scheffeln von Korn, sondern in Rohkupfer, bzw. nach der Fähigkeit, eine schwerere oder leichtere Waffenrüstung zu erschwingen, geschätzt wurden. Es ist dies eine mehr auf militärische Bedürfnisse gerichtete Variante des eher auf die Friedensproduktion eingestellten attischen Klassifikationsprinzips. In Rom können wir aber auch einen anderen, politisch ganz grundlegenden Unterschied Athen gegenüber beobachten. Die Einstufung in Censusklassen betraf die Reiter überhaupt nicht, sie blieben *supra classem*. Die *prima classis* in Rom ist bekanntlich die schwere Infanterie. Die in Kompanien gegliederte Heeresversammlung *extra pomerium* wurde also nicht durch den guten alten Legendenkönig Servius Tullius, sondern durch den Reiteradel der Republik als Grundlage für die Aufgliederung der Bürgerschaft in dieses nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit im Kriege abgestufte System benutzt. Dass die Veranlassung zu dieser wirtschaftlich-sozialen wie auch politisch-militärischen Umgestaltung den

Römern vor allem durch die lebenswichtige Auseinandersetzung mit Veji aufgezwungen wurde, kann nicht wohl bezweifelt werden.

Von dieser Grundlage aus vorgehend möchte ich nunmehr versuchen, die Umrisse der staatlichen Struktur des ersten Jahrhunderts der Republik zu rekonstruieren.

Der Reiteradel und die altrömische Gesellschaftsordnung

Es ist ohne Weiteres klar, dass der Patriziat nicht eine zufällig zusammengewürfelte Abenteurerbande war, die sich zur Herrscherin der Stadt aufschwang, wie z.B. vorher die geschlagene Armee der Vulcentaner unter den Brüdern Vibenna und ihres Gefährten Mastarna. Im Gegenteil, die Reiterei, die die Macht wohl um 504 übernahm, war die reguläre Spezialtruppe der letzten Königszeit. Die Namen der drei ersten Reitercenturien nämlich — *Tities*, *Ramnes*, *Luceres* — sind die eines jeden Volksdrittels, der alten Geschlechtertribus, aus denen sie ebenso rekrutiert wurden, wie damals noch die Legionäre. Diese Ordnung muss für die Reiter auch schon in der Königszeit gegolten haben.

Niemand zweifelt daran, dass die drei Geschlechterverbände uralt sind. Sie vertraten ursprünglich wohl auch drei topographische Siedlungseinheiten, wo ihre dreissig Unterabteilungen, die *curiae*, ihre Speisegemeinschaften hatten. Innerhalb der *curiae* hatte sich schon eine soziale Führerschicht gebildet. Um 504 übernahmen die vornehmen Reiter ihre politische Leitung, und bis 209 blieb der *curio maximus* ein Patrizier. Die peinlich genaue Regulierung der Einberufungsformalitäten, des Versammlungs-ortes und der Kompetenz der *comitia curiata* der Geschlechterverbände und der *comitia centuriata* der nach Hundertschaften mobilisierten Heeresverbände muss auch aus dem 5. Jahrhundert stammen. Wieviel dabei etruskisch, wieviel gemeinlatinisch ist, lässt sich nicht leicht auseinanderhalten.

Die Geschlechterverbände der Kurien hatten das Recht der Anerkennung der — in der Frühzeit durch ihre Vorgänger kooptierten — Magistrate. Da die Beschlüsse der Centuriatkomitien nur dann ihre legitime Gültigkeit erlangten, wenn sie von den Kurien bestätigt wurden, ist es klar, dass diese letzteren die ältere Organisation darstellen. Die Kurien waren also in gewissem Sinne Träger der Volks-souveränität. Darauf deuten auch die dreissig *lictores curiati*, die sie als Machtträger kennzeichnen, auch wenn sie mit dem Absterben der Rolle der Kurien zu blossen Staats-dienern wurden. Der Versammlungsplatz der Kurien auf dem Forum Romanum war in unmittelbarer Nähe des Senatshauses, und die Rednerbühne war ebendort, damit die Magistrate zu den Kurien sprechen konnten. Die « Haupt-volksversammlung », der *comitiatus maximus* der Zwölftafeln, die in Kapitalprozessen zu urteilen hatte, bestand damals sicher noch aus den Geschlechterverbänden, auch wenn diese Befugnis später auf die Centurien überging. Die entschei-dende Rolle der Geschlechter in jener Epoche ist uns im Strafrecht fassbar. Wenn nämlich « das gesamte Strafrecht und Strafverfahren der Zwölftafelzeit — mit Ausnahme wohl nur des Perduellionsprozesses und gewisser... Sakral-delikte — auf dem Prinzip der privaten Vergeltung und der privaten Rechtsverfolgung beruhte¹ », so war dieses Geschäft nicht Sache der Individuen sondern der Geschlechter. Die Agnaten sind es, z.B., die einen Widder als Sühne für fahrlässige Tötung empfangen ; sie nehmen die heilige Pflicht der Blutrache auf sich ; sie betreiben die Befreiung ihrer Familiengenossen von der Schuldhaft; sie tragen die kollek-tive Verantwortung bei Diebstahl und Ehebruch in ihrer Mitte, usw. Die Gesamtheit der Einzelgeschlechter sass also zu Gericht bei Hochverrat und *de capite civis*. Die Prozesse

¹ W. KUNKEL, *Untersuchungen zur Entwicklung des römischen Kriminalverfahrens* (Abh. Bayr. Ak., n.F. 56, 1962), 43.

gegen Oberbeamte, die vorher durch die Volkstribunen eingeleitet wurden, sollten nach der Verfügung der Zwölf-Tafeln statt der revolutionären Masse der Kompetenz jenes *comitiatus maximus* übergeben werden.

Doch ist die Kompetenz der Kurien in Staatsangelegenheiten nicht der Volkssouveränität nach unseren heutigen Begriffen vergleichbar. Ihr Recht der Bestätigung des Imperiumsträgers war kaum mehr als eine passive Kenntnisnahme, denn — wie A. Magdelain uns zuletzt wieder deutlich gemacht hat — war der Jahreskönig schon im vollen Besitz seiner Machtbefugnisse, wenn er zur Legitimierung seines Auftrags vor den Verbänden der Gentilen erschien, und zwar wurde die *rogatio*, der Vorschlag dafür, von ihm selbst vorher eingereicht. Die Schilderungen der Königswahlen bei den Annalisten, die eine frei erfundene Übertragung der republikanischen Praxis auf die ältere Zeit darstellen, betonen, dass die Bestätigung der Ernennung durch die Kurien nur eine sekundäre Formalität, eine Verbeugung des Herrschers vor der Bürgerschaft, war. In der Tat war die Verkündung des Amtsantrittes in der frühen Republik nur die Proklamierung einer bereits vollzogenen Tatsache.

Diese Passivität der Geschlechter war eine Folge ihrer archaischen Eigenart. Wie bei den homerischen Griechen greift die Volksmenge nicht in die Staatslenkung ein. Die Kurien hatten eine mehr soziale und auf innere Angelegenheiten gerichtete Funktion und nicht eine allgemein politische. Darum war es ihnen auch möglich, die lange Periode der etruskischen Fremdherrschaft zu überdauern. Die später klar voneinander getrennten Lebensgebiete der Wirtschaft, des Kriegswesens, der Religion und der sozialen Gliederung waren in jenen Verbänden der Frühzeit noch miteinander verflochten. So hatten die drei alten Gentiltribus der *Tities*, *Ramnes*, *Luceres* die drei Bataillone der Armee nebst den drei Reiterschwadronen aufzustellen. Ihre Vorsteher, die drei *tribuni*, kommandierten ihre Bataillone. Die Kurien waren es,

die ein *ver sacrum* beschliessen konnten. Die *liticines* oder *tubicines*, die sie zusammenriefen, waren Heerestrompeter, die vor den *cornicines* der Centurien den Vorrang hatten. *Comitia curiata quae rem militarem continent*, stellt Livius (V, 52, 16) mit Recht fest. Es kann auch nicht bezweifelt werden, dass die Versammlung der Gentiltribus ebenso eine Heerschau der Wehrfähigen war, wie später die der Centurien. Wer sollte denn auch das *imperium* des Staatsoberhauptes bestätigen, wenn nicht diese? So entsprachen ursprünglich die Kurien (und nicht die Centurienversammlungen) den Heeresversammlungen der Indoeuropäer.

Der neue Schutzbürtel von neun Landbezirken um das alte Staatsgebiet herum, der nach dem Fall von Fidenae errichtet worden war, wurde noch als Weide- und Agrarland zur Nutzung der altadligen Geschlechter konstituiert¹. Dies zeigt die Bedeutung der Kurienverbände unter patrizischer Führung noch in den letzten Jahrzehnten des 5. Jahrhunderts. Die neue Centurienordnung, die seit der Mitte des Jahrhunderts die Kurienorganisation zu verdrängen begann, konnte daher frühestens in der Krisenzeit um 400 erreichen, dass die Mannschaften für die jährlichen Kampagnen nicht von dem Kader der Sippenverbände, sondern auf Grund des individuellen Wohnsitzes ausgehoben wurden. Diese geographischen Bezirke wurden dann später auch der Rahmen für die *comitia tributa*, die jedoch erst lange nach den Centuriatkomitien entstanden und uns daher in unserem Zusammenhang nichts angehen.

Die Sitze der Familienhäupter der Reiter, der *patres*, im Senat wurden ebenfalls zwischen den Geschlechterverbänden der Kurien verteilt. Das ist also noch gar nicht die spätere Körperschaft der Ex-Funktionäre. *Gentem habere* ist also nicht etwa eine theoretische Aspiration der Patrizier und im 5. Jahrhundert noch kein rhetorischer Kniff, wie bei den

¹ A. ALFÖLDI, *Early Rome*, 304 ff., bes. 310 ff.

Annalisten der Spätrepublik zur Illustration des Hochmuts des alten Adels, sondern die Erhärtung einer tatsächlich vorhandenen ungebrochenen Exclusivität eines Geblütsrechts. De Sanctis hat schon gesehen, dass die absolute Macht des *pater familias* nicht uralt war, sondern sich parallel zur Macht der Patrizier im Staat entwickelt hat.

Die patrizische Begriffsprägung *gentem habere* beleuchtet auch noch die Tatsache, dass unter den 300 Familien noch eine kleine Spitzengruppe existierte, die *patres maiorum gentium*, die ausschliesslich den *princeps senatus* stellen konnten und die um die Mitte und in den letzten Jahrzehnten des 5. Jahrhunderts mit ihrer Gefolgschaft die neuen Agrargebiete besiedelt hatten. Da die *Papirii*, die erst in der 2. Hälfte dieses Jahrhunderts zum Oberamt kamen, auch in die Reihe der Tribusgeschlechter vordringen konnten, obwohl sie zu den *gentes minores* gehörten, stammt der Vorrang der *gentes maiores* aus den Anfängen des Patrizierstaates, zweifellos von dem königlichen Hochadel her.

Diese *gentes* vererbten die monarchischen Vorrechte des *auspicium* und *augurium*, der Legitimation der Regierungsakte durch die rituelle Befragung des Vogelfluges, und damit auch die ausschliessliche Bekleidung der legitimen Gewalt, des *imperium*. Die ganze Gruppe war also diejenige der potenziellen Gewaltträger. Der Rat der Könige konnte solche souveränen Rechte gar nicht gehabt haben. Und wenn schon die *patres* nachmonarchisch sind, können die *conscripti*, die plebejischen Senatoren, die *gentem non habent*, nur *stirpem*, nur noch später sein. Sie sind frühestens in der Zeit des Konsular tribunates in den Senat eingedrungen. Die Rolle der *auctoritas patrum* und der Rechtsbegriff der *auspicia ad patres redeunt*, bei dem die *patres* eben die Sippenhäupter und nicht die frühere Exekutive sind, weisen zurück in die Epoche der ungeshmälerten Patrizierherrschaft.

Die Beschränkung des Patriziats auf die Familien der 300 Reiter erklärt eine Erscheinung, die die Forschung stets

beschäftigt hat, dass nämlich die *Claudii*, *Cornelii*, *Servilii* und möglicherweise auch noch andere Adelssippen patrizische und plebejische Zweige hatten. Die Weginterpretation dieser Tatsache durch eine *transitio ad plebem* lässt sich nicht aufrechterhalten: vor 366 wäre eine solche Aufgabe der Standesprivilegien politischer Selbstmord gewesen, und noch im 3. Jahrhundert war sie von zweifelhaftem Wert. Auch das Eindringen von Freigelassenen in den Familienverband ist für jene frühe Zeit unmöglich. Daher kann diese Spaltung nur die einmalige, gewalttätige Natur des politischen Zusammenschlusses der Reiterei als Herrscherin über den Staat reflektieren.

Die Isolierung der herrschenden Schicht vom Volk kam schon äusserlich zum Ausdruck: Die Kleidungsstücke und Zierscheiben der Reiter werden Standesabzeichen des Patriziate, und bei den Magistraten kamen noch weitere Attribute hinzu. In der Religionsausübung wurden die Gentilkulte der Patriziersippen für die übrigen Römer Tabu. Es ist eine auffallende Tatsache, auf die ich die Aufmerksamkeit der Archäologen hinlenken möchte, dass die grossen Adelsuppen eigene Begräbnisstätten vom Staat *intra pomerium* erhielten: die Valerier z.B. hatten eine solche neben ihrem Hause an der Velia¹, die Claudier *sub Capitolio* (Suet., *Tib.* 1), usw. — sicher ein ganz besonderes Privileg. Die für die Patrizier vorbehaltene Form der Eheschliessung, die *confarreatio*, stellt nicht ein uraltes Ehezeremoniell dar, sondern war, wie P. Noailles beobachtete, vor allem ein Staatsritual, in scharfem Gegensatz zu den übrigen Formen der Eheschliessung, die zum Privatrecht gehörten. Die *confarreatio* scheint mir also eine sakralrechtliche Konstruktion der Übergangszeit von der Monarchie gewesen zu sein, die für die hermetische Abschliessung der Herrscherschicht ersonnen bzw. herangezogen wurde. Noch bei der Kodifikation der

¹ H. VOLKMANN, RE 7A, 2294, Z. 60 ff.

Zwölftafeln versuchten die Patrizier durch ein gesetzliches Eheverbot diese Absonderung zu einer Kaste zu erwirken, was dann aber bald der gegenteiligen Entwicklung weichen musste. Diese religiöse Ummauerung einer strengen Geschlechterherrschaft erinnert sehr an die etruskische Denkweise und an den sozialen Aufbau der etruskischen Städte.

Die führenden Reitersippen hatten Gefolgschaften, die in die Tausende gehen konnten, wie bei Attius Clausus. Diese Anhängerschaft war militärisch organisiert. Die legendär ausgeschmückte Geschichte der Katastrophe der Fabier ist von der Forschung richtig als positives Beispiel für die Kriegsführung einer Adelssippe für den Staat gewertet worden. Die Zahl 306 für die am Cremerabach gefallenen Fabier gibt uns wenigstens darüber Bescheid, wie sich Fabius Pictor die Armee seiner Sippe vorstellte: es gehörten dazu 300 patrizische Reiter, die die *gens* selbst bestritt nebst ihren 3 Unterabteilungsführern, ferner 3 fabische Tribunen für die 3000 Infanteristen der Gefolgschaft der Sippe. Der Versuch des Appius Herdonius, Rom zu erobern, — vielleicht ein letzter Versuch, der Partei der vertriebenen Tarquinier die Macht zurückzugewinnen — war wohl auch auf seine eigene Gefolgschaft gestützt (so DH IX, 15; anders Liv. III, 15, 5). Die Behauptung der Annalen, dass die Tribunes und Klienten des Camillus einen grossen Teil der Plebs ausgemacht hätten, fußt auf einer wenn auch fiktiv verallgemeinerten Kenntnis dieser Verhältnisse. Richtig ist auch der Kern einer anderen Schilderung (DH VI, 47, 1), dass die Patrizier ihre Anhängerschaft als eigene Armee verwenden konnten. Aus der selbständigen Kriegsführung der führenden Adelssippen der Frühzeit stammt das Recht der Feldherrn der Republik, mit der Beute nach Gutdünken zu verfügen, und noch bestimmter der Patronat der *Sippe* der siegreichen Imperatoren über eroberte Städte und besiegte Völker¹.

¹ Was P. FREZZA, SDHJ 4, 426 ff. gezeigt hat.

Die Existenz solcher Waffenverbände der führenden Patriziersippen war die notwendige Folge des Verhältnisses zwischen dem Schutzherrn und seiner Klientel. In der Welt des 5. Jahrhunderts, wo es keine Polizei und keine Gerichtshöfe gab, die für den Schutz des kleinen Mannes dawaren, und wo der Staat durch die Reitergeschlechter regiert wurde, ist die *fides data*, die Garantie des mächtigen Patrons, das alleinige Mittel für den Schutz und die Sicherheit des einfachen Bürgers. Ursprünglich kann das *obsequium* des Schutzbedürftigen gegenüber seinem Beschirmer nur die Waffenhilfe des Gefolgsmannes gewesen sein.

Dieses Verhältnis gibt uns auch den Schlüssel für das Verständnis der Eigenart der neuen gentilizischen Landbezirke des 5. Jahrhunderts. In meinem Buch *Early Rome* habe ich nachzuweisen gesucht, dass in der Decemviralzeit die kleinen ländlichen Tribus der Königszeit durch das Vatikangebiet ergänzt wurden, das als *tribus Romilia* einverleibt wurde, und dass ferner bald nach 426 das alte Kerngebiet auf dem linken Tiberufer von einer zur gleichen Zeit eingerichteten Zone von Bezirken, die die Namen der führenden Patriziersippen trugen, umgeben wurde. Es ist mir eine grosse Genugtuung, dass der Altmeister der stadtrömischen Topographie, G. Lugli, meine Resultate aus der eigenen Erfahrung bestätigte und durch seine Ergebnisse ergänzt hat¹. Es handelt sich bei der Schöpfung dieser neuen Tribus um eine strategische Massnahme: die führenden *gentes* übernehmen mit ihrer Anhängerschaft rings um das alte Staatsgebiet die Verteidigung gegen Veji und gegen alle anderen Nachbarn. Als Entgelt für die Gefolgschaft wurde diesen Anhängern Land in jener neu eroberten Zone zugewiesen. Als Beweis für diese Tatsache kann eine Stelle der *Epit. Festi.* (p. 289, 1 L.) herangezogen werden: *patres senatores ideo appellati*

¹ G. LUGLI, *Mélanges d'archéologie, d'épigraphie et d'histoire offerts à J. Carcopino*, Paris 1966, 641 ff.

sunt, quia agrorum partes adtribuerant tenuioribus ac si liberis propriis. Nun haben Tibiletti und nach ihm Burdese herausgestellt, dass das eroberte Neuland vor 366 einzig und allein durch die Patrizier besetzt werden konnte : in der Geschichte des Attius Clausus ist eben sicher authentisch, dass die *tribus Claudia* das Nutzungsgebiet seiner Sippe und seiner Klientel war. Der Gebietsstreifen rund um das alte Staatsterritorium wurde den betreffenden patrizischen Sippen nicht als Eigentum überlassen, sondern nur zum Niessbrauch, m.E. kaum als Agrarland, sondern als Weideland und zur Viehzucht. Ihre Anhänger konnten in der Stadt ihr Haus und ihren Garten (*heredium*) behalten, im Neuland Vieh weiden und später eine *villa rustica* haben. Dies ist der Ausgangspunkt des langen Kampfes um den *ager publicus*.

Wie J. Heurgon unlängst festgestellt hat, gab es diese Art bewaffneter Gefolgschaft auch in Etrurien, und die Gestaltung der archaischen Gesellschaft war nicht verschieden in den übrigen Latinerstädten. Die ungeheuere bindende Kraft der Klientel, die noch in der späten Republik der Nobilität als politische Waffe so wichtige Dienste leistete, wird aus dieser alten Verbundenheit auf Leben und Tod besser verständlich.

Es wird kaum dem Zufall zuzuschreiben sein, dass die Oligarchensippen nicht mehr im Stande waren, die nach dem Ring der gentilizischen Agrarbezirke, also seit den letzten Jahrzehnten des 5. Jahrhunderts, hinzugekommenen neuen Tribus in ihre Hand zu bekommen. Dies ist die Zeit, in der die wachsende Bedeutung der schweren Infanterie auch politisch in die Waagschale fiel und der feudale Charakter der Einrichtung der neu eroberten Gebiete allmählich schwinden musste.

Der militärische Charakter der Staatseinrichtung des 5. Jahrhunderts

Mommsen, ein Sohn der fränzösischen Revolution und Zeitgenosse von 1848, wollte die absolute Vereinigungs-

freiheit für jede Person mit der Begründung der Republik ansetzen. Man glaubte ihm allgemein, obwohl man schon längst die Worte, die Livius (XXXIX, 15, 11) einem Konsul des Jahres 186 in den Mund legt, dagegen vorgebracht hat: *Maiores vestri ne vos quidem (scil. Quirites), nisi cum aut vexillo in arce posito comitiorum causa exercitus eductus esset, aut plebi concilium tribunus edixisset, aut aliquis ex magistratibus ad conventionem vocasset, forte temere coire voluerunt; et ubicumque multitudo esset, ibi et legitimum rectorem multitudinis censebant debere esse.* Darum war die Gründung von Vereinen niemals erlaubt *praeter pauca atque certa, quae utilitas desiderasset*, (wie Asconius sich ausdrückt). Die Politik des Römerstaates war um 186 v. Chr. im Prinzip nicht verschieden von der der Kaiserzeit. Vergleichen wir das bekannte kaiserzeitliche Vereinsgesetz von Lanuvium, ein Beispiel für die gesetzlich zugelassenen Vereine der *pauca et certa*, mit dem Bacchanalienverbot von 186 v. Chr., so finden wir gänzlich einander entsprechende Verfügungen, nur mit umgekehrtem Vorzeichen:

COLL. ANTINOI ET DIANAE	S.C. DE BACCHANALIBUS
<i>quibus coire convenire</i>	<i>Bacas vir ne quis adiese velet</i>
<i>collegiumque habere liceat</i>	<i>ceivis Romanus neve nomin(i)s</i>
	<i>Latini neve socium quisquam</i>
<i>quisquis magister ... erit</i>	<i>Magister neque vir neque mulier</i>
	<i>quisquam eset</i>
<i>qui stipem menstruam conferre</i>	<i>neve pecuniam quisquam</i>
<i>volent in funere, in it collegium</i>	<i>eorum comoinem habuisse velet</i>
<i>coeant</i>	
<i>neque sub specie eius collegi nisi</i>	<i>neve post hac inter se coniourasse</i>
<i>semel in mense coeant conferendi</i>	<i>neve comovisse neve conspondise</i>
<i>causa</i>	<i>neve compromesise velet, neve quis-</i>
	<i>quam fidem inter sed dedisse velet</i>

Nicht demokratische Freizügigkeit sondern strikteste Disziplin herrschte also damals in Rom. Es könnte auch

kaum anders zu erwarten sein. Denn der Krieg war damals der Normalzustand in Latium, teils wegen des prekären Entwicklungsstadiums der zwischenstaatlichen Verhältnisse, wie vordem im archaischen Griechenland, teils durch die gegebene historisch-politische Situation. Die etruskischen Staatsmächte waren aus dem Latinerland gewichen. Von keiner übergeordneten Gewalt überschattet und auf sich allein gestellt mussten die jungen latinischen Stadtstaaten ihre Existenz gegeneinander und gegen die herandrängenden Volsker und Äquer in unaufhörlichem Kampf behaupten.

Die militärischen Aufgaben standen daher im Vordergrund der Magistratur. Polizeiaufsicht, Verwaltung und Jurisdiktion gehörten in ihre Kompetenz. Der spätere spezialisierte Beamtenapparat existierte noch nicht, auch die Rechtsprechung war damals noch *in statu nascendi*, und erst im Laufe des ersten Jahrhunderts der Republik wuchs der Oberbeamte in den Kreis der Privatstreitigkeiten hinein, um der Sippenfehde und der Blutrache ein Ende zu bereiten. Noch in der zweiten Hälfte dieser Zeitperiode fungierten die Bataillonskommandanten (*tribuni militum consulari potestate*) als Verwalter und Gerichtsvorsteher.

Der absolute Vorrang der militärischen Aufgaben lässt uns auch mit Schwegler, Beloch, Kornemann usw. fragen, ob nach dem Fall der Monarchie die Exekutive zunächst nicht auf zwei Konsuln, sondern auf einen einzigen Höchstkommandierenden, den Jahresdiktator, übertragen wurde.

Vieles spricht in der Tat dafür. Die diktatorische Gewalt hat durchwegs, bis zum Ende, einen archaisch grausamen Charakter, die alte *severitas*, gewahrt, während das Konsulat als eine mehr *civilis potestas* erscheint und seine Doppelung eben ein Korrektivum für die unkontrollierte, ungehemmte Willkür der Normaldiktatur eines Einzelnen gewesen zu sein scheint. Das Konsulat trägt dem Friedenszustand der Konsolidierung der Republik Rechnung. Man weiss, dass die Bezeichnung *magistratus* für das Amt vom *magister populi*,

dem Diktatornamen, kommt, also nicht vom Konsulat oder der Praetur, wohl weil *magister* älter war. Andererseits zeigt die Stellung des *magister equitum*, dass die Diktatur nach dem Sturz der Monarchie entstand : der Reiterobrist des Diktators scheint mir ursprünglich kein *collega minor* gewesen zu sein sondern ein volles *imperium* gehabt zu haben. Noch bei der Notstandsdiktatur der mittleren Republik hatte der grosse Cunctator 217 gegen seinen Reiterobersten ernste Schwierigkeiten. Die widersinnige Verdoppelung des Oberkommandos unter beiden *magistri* kann dem Staat nur wegen der neuen überragenden Bedeutung der Reiterei nach dem Sturz der Monarchie aufgezwungen worden sein. Die Reiterklasse ging in ihrer Bestrebung, ihre politische Vormachtstellung durch den Jahreskönig nicht gefährden zu lassen, so weit, dass der *magister populi* prinzipiell kein Reitpferd besteigen durfte. Daraus aber, dass ihn der Senat von diesem Verbot befreien konnte, ersieht man, das hier kein Tabu, sondern eine politische Massnahme vorliegt.

Dazu kommt noch das Zeugnis der Eponymenlisten, wie schon Beloch beobachtet hat. Wenn wir von den ersten fälschend interpolierten Konsulpaaren absehen, steht fast am Anfang der Name eines Diktators, T. Larcius. Abgesehen von Sp. Larcius, der in denselben Jahren Jahresleiter des Römerstaates war, ist kein Mitglied dieser etruskischen Familie bekannt, sodass niemand ein Interesse daran haben konnte, bei der ersten Fastenpublikation ihre Namen und Rangstellung fälschend einzuschmuggeln. Ihre Namen waren zweifellos in den Anfangsjahren der Liste chronologisch festgelegt und schwiebten nicht etwa lose in der Luft. Das heisst mit anderen Worten, dass bei der Publikation der Liste sowohl Jahreskonsuln wie Halbjahrdiktatoren am Anfang der *Fasti* angegeben waren, also ein normales Amt und ein Amt für eine Ausnahmesituation. Bei einem Neuanfang, beim Aufkommen einer neuen Regierungsform, ist man genötigt, erst bittere Erfahrungen zu sammeln, ehe

man eine zweite Interimslösung für den Notstand erklügelt: so ist nur ein Normalamt für den Beginn zu postulieren, und da die Diktatur verlässlich bezeugt ist, muss diese zuerst eingeführt worden sein.

Zufällig wissen wir vom Antiquar Cincius, dass die Wahl des latinischen Diktators, dessen Stellung ein ordentliches Jahresamt war, mit denselben sakralrechtlichen Formalitäten verbunden war wie die der römischen Beamten. Ferner wissen wir auch, dass das einstellige Führeramt des Latinerbundes später durch eine kollegiale Magistratur abgelöst wurde, wie in Rom — ob noch im 5. Jahrhundert oder erst im 4. ist aus den mageren Quellenangaben nicht ersichtlich. Durch diese doppelte Analogie wird es noch wahrscheinlicher, dass die junge römische Republik die latinsche Jahresdiktatur nachgeahmt hat, wie es andere Latinerstädte auch getan hatten, und erst in der Folgezeit zur Kollegialität der Führung überging. Es ist also viel plausibler, dass man nach der Abschaffung der Normaldiktatur in Rom noch in Notfällen auf die eiserne Hand jenes Jahreskönigs zurückgriff, als dass man nach 504 sofort ein zweites ausserordentliches Amt für den Notfall kreiert hätte.

Die Priorität des Konsulates gegenüber der Diktatur wird manchmal dadurch nachzuweisen versucht, dass man die 24 Rutenbündel des Diktators als Verdoppelung der 12 Konsularfasces betrachtet, also als eine nachträgliche Adaptierung. Diese Verdoppelung stimmt auch, sie ist aber erst nach dem 5. Jahrhundert eingeführt worden. Die 12 *fasces* entsprechen nämlich einer polemischen Nachahmung des etruskischen Jahreskönigs der 12 Städte mit seinen 12 Liktoren, also einem Liktor für jede Stadt. Dieser offbare Wettbewerb Roms mit dem etruskischen Städtebund hat erst mit dem Beginn der Kämpfe um die Eroberung Etruriens einen Sinn erhalten können.

So glauben wir mit Beloch, dass die beiden Namen in dem Verzeichnis der Jahresvorsteher in der 1. Hälfte des

5. Jahrhunderts die des *magister populi* und des *magister equitum* sind. Das Heer bestand damals aus einer Legion von 3000 Mann und 3 Reitercenturien : der Anführer des Gesamtvolkes und der der Reiter sind für diese Formation militärisch und politisch allein sinnvoll. Die Jahresdiktatur muss auch deshalb als älter betrachtet werden, weil « das römische Staatswesen ausgegangen ist von der Einheitlichkeit der Beamtengewalt und hat diesen seinen Ursprung nie verleugnet. Es ist ein Fundamentalsatz des römischen Staatsrechtes, dass der Begriff des Imperium dem Königtum wie dem frühen Consulat in völliger Gleichheit zu Grunde liegt ; ... diejenige Gewalt, die ursprünglich in dem einzigen Oberbeamten einheitlich sich darstellte¹ ». Man sieht also, dass am Beginn der Republik nicht die Spaltung, sondern nur die Befristung der Regierungsgewalt stand. Denn auch die spätere Kollegialität war keine Doppelmagistratur mit geteilter Kompetenz sondern eine Verdoppelung des einen Oberamtes. Keiner der beiden Konsuln war, « um einen Befehl zu erlassen, gehalten, den ... Collegen vorher zu befragen ; jedes magistratische Dekret hat volle Wirksamkeit, auch wenn nur ein einzelner Magistrat es erlässt² ».

Der Durchbruch der Revolution der Plebs um die Jahrhundertmitte hat dieses quasi-monarchische Regime beseitigt. Seit 444 tragen die drei patrizischen Bataillonskommandanten des Jahresaufgebots, nunmehr von der Armee gewählt und nicht mehr vom Vorgänger aufoktroyiert, die Verwaltung. Am Ende des Jahrhunderts, als das Jahreskontingent verdoppelt wurde, wird dadurch das Fundament für die Doppelmagistratur gelegt, wenn auch zunächst 6 statt 3 Bataillonsführer an der Verwaltung beteiligt sind. Die Diktatur als Notstandseinrichtung kehrt seit 435 immer wieder. Ihre archaische Eigenart tritt auch noch in dieser abgewandelten

¹ MommSEN, *StR* 1³, 6 f.

² *Ebd.* 35 f.

Form hervor : das *imperium* des Diktators bleibt auch fernerhin sowohl *extra* wie *intra pomerium* gültig ; er ist nicht vom Volk gewählt wie die Konsuln (s.u. 249 ff.). Für das Einschlagen des Jahresnagels am Kapitol wird eine Schein- und Ersatzdiktatur eingerichtet, um diesen sakralen Akt auch weiterhin durch den Ranghöchsten im Staate (*praetor maximus*) vornehmen lassen zu können, wie auch für das Latinerfest, um dem alten Brauch genugzutun.

*Die sakralrechtliche Grundlage des patrizischen
Herrschaftsmonopols*

Pierre Noailles beabsichtigte, ein Buch über das Thema *Du droit sacré au droit civil* zu schreiben. J. Rubino hat schon 1839 die entwicklungsgeschichtliche Linie vom Sakralrecht zum Zivilrecht gesehen, und Mommsen hat seine Untersuchung als mustergültig anerkannt, hat sie aber dennoch ganz beiseitegeschoben. Durch Mommsens *Staatsrecht* ist Rubino in Vergessenheit geraten. Doch ist es sicher, dass am Anfang der Republik die Entwicklung so vor sich ging, dass man sich nur mühsam vom Sakralrecht loslöste und das Zivilrecht allmählich zu gestalten begann. Dies hat zwei Hauptursachen. Zunächst war die alte Monarchie emotionell-sakral und nicht sachlich-juridisch fundiert, und dieses Fundament wurde vom Volke heilig gehalten und vom Herrscheradel weiter gebraucht. Dann aber ist es auch klar, dass jede Usurpation (wie man, formell-konstitutionell betrachtet, die Übernahme der Zügel des Staates von den vertriebenen Tarquinien durch die Reitertruppe bezeichnen muss), sich nur auf eine subjektiv-andachtsvolle Anhänglichkeit stützen kann — *credere, obbedire, combattere*, wie Mussolini sagte — nicht auf die mit Füßen getretenen Rechtsregeln.

Das sakralrechtliche Vehikel der Herrschaft des Reiteradels war die ausschliessliche Inanspruchnahme des Auspizienrechtes, also das Recht der Erkundung des Willens der

Götter, der allein die Staatsaktionen in Krieg und Frieden legitimieren konnte. Dieser Anspruch kann nicht als blosster Propagandatrück abgetan werden. Der späte Widerhall in den Annalen könnte freilich diesen Eindruck erwecken, wenn die überlieferten Tatsachen und Sachverhalte nicht lehrten (Gell. XIII, 15, 4), dass dieses Vorrecht de facto existierte und genau definierter Rechtskomplex war. Ja, die Argumente bezüglich der Störung der *pax deorum*, wie sie Livius in der Debatte der *rogationes Liciniae Sextiae* (VI, 40 sqq.) und der *lex Ogulnia* (XI, 6, 7) schildert, sind immer noch vom echten alten Geist der Kämpfe gegen die patrizischen Vorrechte durchdrungen. Für die genaue Definierung dieses Herrschaftsanspruches zitiert man mit Recht immer die Worte, die Livius bei der erstenen Gelegenheit (VI, 41, 4-7) in die Rede eines Claudiers einflechttet : *Penes quos igitur sunt auspicia more maiorum ? Nempe penes patres. Nam plebeius quidem magistratus* (in der Frühzeit existierten freilich solche noch überhaupt nicht) *nullus auspicato creatur ; nobis adeo propria sunt auspicia, ut non solum quos populus creat patricios magistratus* (dies auch nur eine spätere Errungenschaft) *non aliter quam auspicato creat, sed nos quoque ipsi sine suffragio populi auspicato interreges prodamus et privatum auspicia habeamus, quae isti ne in magistratibus quidem habent.*

Sehr wichtig ist eine Beobachtung von P. De Francisci¹ für unsere Problematik : die patrizischen Reitercenturien der Frührepublik waren, im Gegensatz zur übrigen Armee, *inauguratae* (Liv. I, 36, 2 ; I, 43,9). Man sieht auch hier : Reiterei und Patrizier sind identisch. Die Anekdote des Wunderwirkers Attus Navius ist eine lehrreiche Fabel zur Demonstration des in Rede stehenden Rechtssatzes : « ohne Auspicien keine legitime Macht ». Diese Monopolisierung der göttlichen Legitimation durch die Reitersippen bedeutet zugleich den Ausschluss der übrigen Bürgerschaft von der

¹ *Primordia* 541.

Magistratur : die Tatsache, dass nur der Kreis derer, die das Recht der *auspicatio* hatten, zum Amt gewählt werden konnten, und dass nur ihre Vertreter die tatsächliche Staatsleitung haben konnten, sind zwei Aspekte desselben politischen Systems. « Rien n'est plus contradictoire, » schreibt A. Magdelain, « que l'association d'un terme républicain avec un charisme royal ¹. » In der Tat ist dies alles andere als eine Demokratie.

Niemand mehr sollte heute diese Adelsrevolution als eine speziell römische Erscheinung auffassen. Auch in der Umwelt der Römer, und nicht nur in Latium, wiederholte sich dieser ganze politische Umbruch in derselben Form. Die raffinierte sakral-theoretische Begründung der Reiterherrschaft dürfte aus denselben etruskischen Voraussetzungen abzuleiten sein wie die *Etrusca disciplina*, die sich aus der Königszeit vererbt hatte. Noch in der früheren Republik wurden die jungen Aristokratensöhne Roms nicht in griechischer Bildung, sondern in etruskischer Weisheit erzogen. Vielleicht hat Cicero *De leg.* 2,41 ², doch Römer vor Augen mit seiner feierlichen Vorschrift: *Etruria principes disciplinam docet*.

In dieser Tradition ist es wohl begründet, wenn bei den Annalisten die Patrizier sich gegen die Zulassung der Plebejer zum Oberamt auf den Schiedsspruch der Götter berufen : *indignum dis visum, honores volgari, discriminaque gentium confundi* (Liv. V, 14, 4). Das *ius gentium* d.h. nicht wie später das Fremdenrecht sondern das Bündel der patrizischen Sonderrechte (Liv. VII, 6, 11) wird von diesen damit verteidigt, dass die Blutmischung mit Nichtpatriziern eine *perturbatio auspiciorum* (Liv. IV, 2,5) wäre.

Aber auch die Gegner der Oligarchie schaffen für sich einen sakralen Schutz. Die revolutionäre Organisation der

¹ A. MAGDELAIN, *Hommages à J. Bayet*, coll. Latomus 70, 1964, 432.

² Zur Interpretation s. J. HEURGON, *La vie quotid.* 286 f.; vgl. Cic., *Fam.* VI, 6, 3.

Plebs schützt ihre Vertreter, die Volkstribunen, durch die *sacrosanctitas*, d.h. sie bedroht ihre Verletzer mit ihrer Preisgabe an die Rache der Götter (Cato bei Fest. p. 422 L.) Ganz allgemein ist die Grundlage der Organisation der *plebs* eine feierlich-rituelle Verschwörung mit Eidesleistung, eine *lex sacrata* (Cato, *ebd.*; Ascon., *In Cornel.* 67-68, p. 76 Cl.), eine religiöse Selbstverpflichtung der Massen, die auch noch sonst in Rom Spuren hinterlassen hat (Liv. II, 12, 15; VII, 41, 4-6) und nicht nur bei anderen italischen Stämmen, wie bei den Samnitern, sondern auch bei den Etruskern anzutreffen ist¹. Statt eines *exercitus imperatus* der herrschenden Adelsregierung war also die *plebs* als eine rituell gebundene Schwurgemeinschaft konstituiert. Aber auch der innere Zusammenhalt der Klientelarmeen muss auf einem solchen Konjurationsritus beruht haben, wie K. Latte richtig beobachtet hat²; die Fabierarmee an der Cremera wird nicht ohne Grund so bezeichnet (Serv., *Aen.* 7, 614). Die Vornehmsten begannen die Eidleistung für eine Verpflichtung auf Leben und Tod und knüpften durch *vir virum legere* die Maschen des emotionellen Netzes der heiligen Armee weiter und weiter bis zu ihrer Vollendung.

Die Verkündung des Willens der Gottheit durch den Mana-Träger war für die Normierung des Lebens noch wichtiger als eine nüchtern-rechtliche Vorschrift (Strab. XVI, 2, 38; Cic. *De leg.* II, 4, 10: *lex vera atque princeps apta ad iubendum et vetandum ratio est recta summi Jovis*). Die Überlegenheit der Religion in der Rechtsprechung jener Frühzeit

¹ Liv. VI, 2, 2; IX, 39, 5. Der Denar des Ti. Veturius (Syd. 527) stellt vielleicht einen Ahnen jenes Prägebeamten dar, der unter den 300 Jünglingen war, die sich gegen Porsenna verschworen haben sollen (Liv. II, 12, 15 etc.), und der Kopf der Vs. mit dem Flaumbart könnte ebenfalls jenen alten Veturier darstellen. Freilich waren *milites sacrae* auch sonst ausgewählte Elitekrieger, wie die Samnitischen bei Liv. IX, 40, 9.

² *G.G.N.* ph.-h. Kl. n.F. 1, 1934/6, 59 ff., 66.

verdeutlicht die Einteilung der Kalendertage in *dies fasti* und *nefasti*. Das Gottesurteil als Entscheidung von Streitigkeiten scheint im ältesten Prozessverfahren noch durch. Dazu kommt die gewissenhafteste Beobachtung und Entstörung der bösen Vorzeichen in den allerersten Vermerken zu den Namen der Eponymbeamten in den Fasti. Die Furcht vor der Magie lässt sich noch in den Zwölftafeln bei der Bestrafung des Erntezaubers (*qui fruges excantassit...*) usw. erkennen.

Unter solchen Umständen ist es nur natürlich, dass die Rolle der priesterlichen Funktionäre im Staatsleben stark hervortritt. Nach dem Sturz des Königtums musste jemand die Pflege der sakralen Obliegenheiten des Herrschers übernehmen, um den Staat vor dem Zorn des Himmels zu bewahren, und so schuf man in Rom wie auch in manchen anderen Latinerstädten das Amt des *rex sacrorum* mit allen äusseren Ehrenzeichen eines hohen Würdenträgers, dessen Funktion allerdings gänzlich in die Ritualtechnik verlegt wurde und politisch machtlos war. Rom wechselte im Laufe des 6. Jahrhunderts seine etruskischen Machthaber mehrere Male durch Waffengewalt, sodass von einer stufenweise erfolgten Entpolitisierung des Königtums und von einer friedlichen Überleitung in die republikanische Staatsform nicht die Rede sein kann : der *rex sacrorum* ist ein zeitbedingter Ersatz und kein Überbleibsel der Monarchie.

Mehr Einfluss auf die Politik als der Opferkönig erhielten die Auguren. Obwohl sie keine politische Initiative ergreifen konnten, wurden sie in wichtigen Sakralangelegenheiten befragt (Liv. IV 31, 4-5) und konnten auch durch rituelle Einwände dem Adel unerwünschte Massnahmen blockieren. In der sakralrechtlichen Beeinflussung des politischen Lebens wurden sie aber weit von den Pontifex-Priestern, besonders dem *pontifex maximus*, übertroffen. Dieser hatte zwar keine magistratischen Befugnisse¹, aber seine sakralrechtliche

¹ J. BLEICKEN, *Herm.* 85, 1957, 346 ff.

Kompetenz befähigte ihn zu Entscheidungen bei der archaischen Form der Testamentserrichtung, bei der Inauguration, sowie bei bestimmten Wahlen und Volksgerichten. Sein Einfluss im Rechtsleben wuchs vielleicht noch nach den Zwölftafeln bis zur Zeit des Appius Claudius Caecus: *ius civile per multa saecula inter sacra ceremoniasque deorum immortalium abditum solisque pontificibus notum* (Val. Max. II, 5, 2).

Die Priesterstellen waren natürlich für die Patrizier vorbehalten, und Patrizier waren die religiösen Vorsteher der 30 Abteilungen der alten Gentilorganisation. Aber noch wichtiger für das 5. Jahrhundert ist, dass die Pflege von Staatskulten, die keine Sonderpriester hatten, von Staats wegen an prominente Adelssippen zugewiesen wurde, ebenso, wie z.B. in Veji der Kult der Hauptgöttin der Stadt, Juno, einem besonderen Geschlecht anvertraut war, und zwar *more Etrusco*, also nach allgemeinem etruskischem Brauch. In zwei Fällen ist dies in Rom klar erweislich:

1. Die *luperci*-Brüderschaft hatte zwei Abteilungen, die ihre Fruchtbarkeits- und Sühneriten am 15. Februar für die Doppelgemeinde auf dem Palatin und Quirinal verrichteten. Die beiden Gruppen waren durch die uralte Zeremonie des Essens von rohem bzw. gekochtem Fleisch beim Jahresfest rituell unterschieden und zugleich miteinander verbunden. Dasselbe Ritual habe ich in Nordasien bei ostiranischen und ugrischen Völkern konstatiert, wo durch dieses differenzierte Speiseritual die Existenz von zwei exogamen Stammes-hälften mit demselben Ursprungsmythos wie bei den römischen *Luperkalien* erklärt bzw. begründet ist. Dieses Staatsfest muss in Rom vor der Etruskerherrschaft durch die beiden königlichen Sippen betreut worden sein, die dort, wie z.B. auch in Sparta, regierten; ihre Kontinuität zeigt aber, dass es auch unter den Etruskern nicht aufhörte, gefeiert zu werden. So darf man fragen, ob die *Fabii* und die *Quinctii*, die die quirinalischen und die palatinischen Luperker anführten,

nicht bereits im 6. Jahrhundert diese Sakralfunktion erhalten hatten. Viel wahrscheinlicher ist es jedoch, dass diese beiden in der frühesten Republik eine grosse Rolle spielenden Adelssippen erst nach dem Sturz der Tarquinier *luperci* wurden. Ihre koordinierte Zweizahl verbürgt, dass ihre Kultverrichtung nicht privat gentilizisch gewesen sein kann, sondern ihnen vom Staat anvertraut worden war.

2. Eng verwandt ist der Kult des Hercules an der *ara maxima*. Auch hier wurden zwei hochadlige Geschlechter mit der Verrichtung der Opferriten betraut; auch hier essen diese beim Opferfest *semicruda exta* bzw. *cocta exta*. Die beiden Geschlechter sind in der Überlieferung *Potitii* und *Pinarii* genannt. Die letzteren sind eine im 5. Jahrhundert stark hervortretende Adelssippe, und so müssen die ersteren auch eine solche gewesen sein, ja sogar eine weitverzweigte *gens* mit 12 Familien (Val. Max. I, 1, 17). *Potitii* (mit zwei *i*) sind ganz unbekannt. Ihre Identität wird aber sofort deutlich, wenn wir im Namen *Potitii* nicht ein Gentilicium sondern das Cognomen der *Valerii Potiti* erkennen: das zweite *i* stammt aus einer fehlerhaften Quelle. Die *Valerii Potiti* waren nicht nur eine der führenden Reitersuppen des 5. Jahrhunderts, sondern blühten noch bis in die letzten Jahrzehnte des 4. Jahrhunderts, als, nach der Tradition, die *Potitii* als Strafe der Gottheit für die Vernachlässigung der Opferpflege ausstarben¹. *Sacra certis familiis adtributa*, wie sie Q. Antistius Labeo nennt (bei Fest. p. 298, 22 L.), existierten sicherlich in noch grösserer Zahl, aber wir können sie nicht von den privaten Gentilkulten unterscheiden. So scheinen mir der *Veiovis*-Kult der Julier, der *Minerva*-Kult der Nautier, der *Sol*-Kult der Aurelier, die Opferriten der Horatier am *sororium tigillum*, die ihnen *pecunia publica* vom Staate *tradita sunt* (nach Liv. I, 26, 13) solche attribuierte Staatskulte

¹ Anders D. VAN BERCHEM, *Rendic. Pont. Acc.* 32, 1959-60, 64 f.

gewesen zu sein. Die Methode der Zuweisung von Staatsaufgaben an die herrschende Reiterklasse ist im Prinzip dasselbe wie die Zuweisung von Witwen und Waisen an die einzelnen Reiter für deren Equipierung, die Preisgabe des Schuldners an den Gläubiger, oder die Beauftragung einer Adelssippe und ihrer Gefolgschaft mit der Führung eines Krieges : neben dem Jahreskönig wird, in Ermangelung eines ausgebauten Staatsapparates, die ganze herrschende Adelsgruppe zu gewissen Aufgabenkreisen herangezogen. Dieses Handeln der Privilegierten im Namen des Staates und ihre legalisierte Selbsthilfe entspricht dem privatrechtlichen Charakter frührömischer Rechtsinstitutionen, wie es neuerdings für das Kriminalverfahren von W. Kunkel herausgearbeitet¹ und von A. Beck weiter beleuchtet worden ist².

Sakrale und autokratische Elemente in der Beamtenwahl

Nicht unwesentlich für die Beurteilung des Verfahrens bei der Wahl der römischen Exekutivbeamten der Frührepublik sind zwei Einzelheiten der Bestallung der Jahresleiter des Latinerbundes (*Fest.* p. 276, 15 ff. L.), die wohl das Verfahren der 1. Hälfte des 4. Jahrhunderts spiegeln, aber im 5. Jahrhundert nicht sehr verschieden gewesen sein können. Der Augur und die übrigen lokalen Befugten beobachteten beim Sonnenaufgang den Flug der Vögel in dem rituell abgegrenzten Aussichtsfeld auf der Burg, um zu erkunden, ob Juppiter den erkorenen Kandidaten für geeignet hielt oder nicht. Die Initiative und die Kontrolle liegen da sicher nicht bei der Gesamtbürgerschaft, sondern bei den *principes* und ihren priesterlichen Werkzeugen der Einzelstaaten. Weiterhin nahmen Einheiten der latinischen Bundes-

¹ *Untersuchungen zur Entwicklung des römischen Kriminalverfahrens*, Abh. Bayr. Ak., ph.-hist. Kl., n. F. 56, 1962.

² Z. f. Schw. Recht, n. F. 84, 1965, 251 ff. Vgl. auch G. GROSSO, *Studi in onore di F. Anatolisei*, Milano 1963, 7 ff., und andere.

armee die göttlich bestätigte Wahl am Stadttor, durch das der neue Oberkommandant ins Feld rückte, zur Kenntnis. Auch bei den städtischen Wahlen hat das Kollektiv der einberufenen Bürgerversammlung eher einen nach sakraler Bestätigung schon gefallenen Entscheid zur Kenntnis zu nehmen als selbst eine Initiative zu ergreifen.

Rein formell betrachtet ist in Rom die Investitur eines Interrex durch seinen Vorgänger die eigentümlichste Form der Machtübertragung, die schon deshalb den Anschein höchsten Alters erweckt¹. Sie bestand nämlich nur aus dem Auspizienritus, ohne Bestätigung durch die Kurienversammlung. Der Terminus *technicus prodere interregem* zeigt, dass die Einsetzung lediglich mitgeteilt werden musste, ein Einspruch dagegen kam nicht in Frage. Wegen dieser königlichen Machtvollkommenheit der fünftägigen Zwischenkönige glaubte man, dass diese Institution noch königszeitlich sei². Doch blieb diese Auffassung auch nicht ohne Widerspruch³. A. Rosenberg stellte fest, dass es « nicht angeht, wegen der altertümlichen Formprägung die Institution des republikanischen *interrex* einfach in die Königszeit zu versetzen. Der Rechtsgrundsatz, auf dem sie beruht, nämlich dass die Auspizien eigentlich der Gesamtheit des patrizischen Senates gehören, von diesem dem regierenden Magistrat gleichsam geliehen werden, und nach der Erledigung des Oberamtes wieder ‘zurückkehren’ (*auspicia ad patres redeunt*, vgl. Mommsen, *StR* 1, 319, 1) — dieser Satz ist deutlich die Theorie der patrizischen Adelsrepublik des 5. Jahrhunderts ». Tatsächlich ist die Annahme der Existenz einer Körper-

¹ A. MAGDELAIN, *Hommages à J. Bayet*, Coll. Latomus 70, 1964, 444.

² K. J. BELOCH, *R.G.* 226 f. Ihm folgen N. COLI, *Regnum* 70; E. SCHÖNBAUER, *Jura* 7, 1956, 329; P. DE FRANCISCI, *Primordia* 549 f.; W. KUNKEL, *ZSav.* 73, 1956, 315, und andere.

³ J. BINDER, *Die Plebs*, 550; A. ROSENBERG, *RE* 1 A, 707; LEIFER, *Studien* 1, 90 ff.; A. HEUSS, *ZSav.* 64, 80. h; I. G. LUZZATTO *SDHI* 15, 1949, 304, und andere.

schaft unter den Königen, die als Kollektiv das Auspizienrecht besessen hätten, also die souveräne Macht selbst hätten ausüben können, eine Absurdität¹. Die etruskischen Stadt-könige, die öfters wechselnde Machtgruppen vertraten und die ihre Herrschaft inmitten wiederholter Umstürze auf das Recht des Schwertes stützten, hätten ein solches Übergleiten ihrer souveränen Stellung in die Hand einer ganzen Adels-klasse niemals dulden können. Auch ist die Republik in Rom nicht durch friedliche Entwicklung entstanden, sondern wurde durch fremde Einmischung ermöglicht. So glaube ich, dass dieser Ausweg aus politischen Schwierigkeiten erst aus der Praxis der Jahreswahlen hervorgegangen ist, und zwar zu einer Zeit, wo der noch rein patrizische Senat mächtig genug geworden war, seine Funktion über die der jeweiligen Amtsträger zu erheben. Für die Datierung sind die frühen Interreges der *Fasti* wertlos; nach Beloch² und Degrassi³ beginnen die authentischen Namen mit 420. Die Zwischen-könige konnten den Diktator nicht ernennen⁴, sodass ihre Stellung erst nach der Abschaffung der Normaldiktatur aufgekommen sein kann.

Dass seit dem Anfang der Republik der Jahreskönig nicht gewählt, sondern von oben eingesetzt wurde, zeigt die Prozedur beim *dictatorem dicere*. Auch hier, wie beim *magister equitum*, war Einholung und Nachweis der günstigen Auspi-zen beim Sonnenaufgang Grundbedingung. Aber die eigent-lische Ernennung wurde durch den amtierenden Magistrat

¹ Dass der Satz *auspicia ad patres redeunt* republikanisch ist, sahen auch schon U. v. LÜBTOW, *ZSav.* 69, 154 ff.; DE MARTINO I, 176; U. v. LÜBTOW, *Das römische Volk*, Frankfurt 1955, 179 f. — Die *patres* sind nicht nur gewesene *imperium*-Träger, wie A. MAGDELAIN, *a.O.* 428 meint, sondern die Gesamtheit der patrizischen Senatoren; vgl. Cic., *Dom.* 38, *Liv.* I, 17, 4-6; III, 40, 7; IV, 7, 7, etc.

² *R.G.* 29 f.

³ *Inscr. It.* XIII 1, 97 zum J. 416.

⁴ MOMMSEN, *StR* 2³, 147.

vorgenommen, wie schon der Ausdruck *dicere* veranschaulicht. Dass die *lex curiata*, die die Diktatorenwahl legitimierte, erst nach jenem Ernennungsakt hinzukam, wird durch die Tatsache erwiesen, dass dieses Gesetz vom Diktator selbst, nachdem er bereits sein *imperium* besass, beantragt wurde¹. Eine ebensolche Passivität der Geschlechterverbände bei den Wahlen ist auch bezüglich des Konsulates festzustellen; denn hätten die Kurien wirklich abgestimmt, so wäre es zur Wahl durch die Centurienversammlung nicht gekommen. Die absolute Entscheidungsfähigkeit des amtierenden Exekutiven wird nicht nur durch den Ausdruck *dicere dictatorem* erwiesen, sondern auch durch den entsprechenden Ausdruck für das Volk: *iubere populum dicto audientem esse* (Liv. I, 41, 5). Nichts könnte dies besser illustrieren als die Ernennung zum Diktator des M. Claudius Glicia, eines kleinen Mannes, durch den Konsul Ap. Claudius Pulcher im Jahre 249: er konnte zur Abdikation gezwungen werden, aber die Gültigkeit seiner Ernennung stand gar nicht in Zweifel, und bei feierlichen Anlässen durfte er die Abzeichen und Kleidung des Diktators weiter benutzen. Dass später der Senat auf die kreierende Magistratsperson einen Druck ausübte, sodass diese *iussu patrum* (Liv. VIII, 37, 1) die *creatio* vornahm, oder dass dann auch das Volk den Konsul dazu zwingen konnte (Liv. XXVII, 5, 14-19), oder aber dass dieses nach der Niederlage am Trasimenischen See die Diktatorenwahl selbst in die Hand nahm (Liv. XXII, 8, 5-6; XXII, 31, 8 ff. nach Coelius Antipater), ändert am ursprünglichen Sachverhalt nichts.

Auch bei der Wahl der Konsulen galt am Anfang dieselbe autoritäre Methode, wie Hinweise in der Überlieferung noch erkennen lassen. Dass nach der Meinung der frühen Annalisten die *creatio* keiner Bekräftigung durch eine Wahl bedurfte, verdeutlichen Fälle wie die Kreierung zum Konsuln

¹ E. MAGDELAIN, a.O. 446.

des Volksfeindes L. Quinctius Cincinnatus im Jahre 460 (Liv. III, 19, 2; vgl. III, 21, 3), oder auch, dass sie es juristisch für möglich hielten, dass Appius Claudius sich 450 selbst zum Dezemvirn kreierte (Liv. III, 35, 7-10). Von den letzten Jahrzehnten des 5. Jahrhunderts an, als der Einspruch der Bürgerschaft nicht mehr zu vermeiden war, half man sich durch die Ernennung durch einen Zwischenkönig. Die Designierung durch die Volksversammlung für die Ernennung ist spät¹.

Das unantastbare Anrecht des Imperium-Trägers auf die Auswahl und Ernennung des Nachfolgers spiegelt sich in den Terminen *capere* beim Wahlakt der Priesterschaft durch ihr Oberhaupt und *dicere* und *creare* bei der Ernennung des Diktators und der Konsuln. Die Rolle des Senats als beratender Körperschaft ist dabei sekundär und kam in der Prozedur nicht zur Geltung. Die bald einsetzende gegenwärtige Entwicklung, die die Körperschaft der *patres* über die Exekutive erhob, offenbart sich im Vorbestätigungsrecht des Senates für Volksabstimmungen, in der *patrum auctoritas* (*patres auctores fiunt*). Die senatorischen Annalisten verlegten dieses Vorrecht, das erst 287 erschüttert wurde (Gai. I, 3) in die graue Vorzeit zurück (Liv. I, 17. 8-9). Wir sahen aber, dass am Anfang der Republik die Gottheit die Legitimierung verlieh und dass der Gewaltträger den Amtsantritt einfach kundgab, anstatt das Volk zu befragen. Wie und wann es begann, *consules senatui dicto audientes esse* (Liv. IV, 26, 9), wissen wir nicht. Historisch ist die Nachricht von 356 v. Chr., dass ein Diktator sich über die *auctoritas patrum* hinweggesetzt hat².

¹ Dies hat gegen MOMMSEN, *StR* 3, 409 ff., schon G. DE SANCTIS, *StdR* 1², 345 erkannt, allerdings in die Königszeit zurückverlegt.

² Liv. VII, 17, 9. Entwertung 339: *ebd.* VIII, 2, 15. Vgl. E. BUX, *Das Probuleuma bei Dionys von Halikarnass*, Diss. Leipzig 1915, 19 A. 2. Cic., *De rep.* II, 13, 25 geht letzten Endes auf dieselbe Quelle zurück, deren «Probuleuma» Dionys zu Tode ritt.

*Die Reaktion der vom Patriziat ausgeschlossenen Sippen
und der politische Durchbruch der schweren Infanterie*

Bekanntlich sieht die Annalistik schon in der ersten Bewegung der Plebs die θῆτες καὶ πελάται καὶ χειρώνακτες (DH VI, 51, 1), aus denen in der Spätrepublik die Plebs in der Tat bestand. Natürlich fehlte in der Gefolgschaft der *principes plebis* (Liv. IV, 7, 9 ; IV, 25, 9) auch der kleine Mann nicht, in dessen Interesse der politische Kampf gleich nach der Machtergreifung durch die Reiterei begann. Die Nicht-patrizier, die am Ende des 5. Jahrhunderts schon amtsfähig waren, wenn sie auch vorerst nur zum mehrstelligen Konsulartribunat ohne eigene Auspizien und nicht zum Konsulat zugelassen wurden, kommen nicht aus der Hefe des Volkes sondern von alten Geschlechtern, die bei der « *serrata del patriziato* » ausserhalb der neuen Herrschergruppe geblieben waren. Die Heiratserlaubnis mit Angehörigen der Reitersippen, die nach dem Verbot der Zwölftafeln durch die sog. *lex Canuleia* gesichert wurde, hatte ebenfalls nur für vornehme nichtpatrizische Römer einen praktischen Sinn. Ihre Ambition war die volle Gleichstellung : *consulatum superesse plebeiiis... quippe ex illa die in plebem ventura omnia quibus patricii excellent, imperium atque honorem, gloriam belli, genus, nobilitatem* (Liv. VI, 37, 9-10). Die Klientel der Geschlechter, die aus dem exclusiven Kreis der regierenden *gentes* ausgeschlossen waren, mag am Anfang das Rückgrat der revolutionären Schwurgemeinschaft der *plebs* gebildet haben. Es ist m.E. glaubhaft, dass diese bei der Machtübernahme der Reiter entstandene Gemeinschaft sich schon ein Jahrzent später (494 v. Chr.) unter Leitung eigener Tribunen empörte und durch den ersten Auszug auf den Aventin die Anerkennung der Existenz ihrer Organisation vom Patriziat erzwang. Die Anführer des Aufstandes wurden dann in den folgenden Jahrzehnten, wohl allmählich, in polemischem Wettbewerb mit der patrizischen Staatsmaschinerie zu ständigen Jahres-

vorstehern der *plebs*, zu denen nach der Gründung der *aedes* der Ceres die *aediles* hinzukamen. Wesentliche Konzessionen der Reitersippen an diese Bewegung waren der erneuten Okkupation des Aventins durch die Infanterie im Jahre 456 und 449 zu verdanken, die den Durchbruch der plebejischen Sonderorganisation besiegelt hat. Am Ende des Jahrhunderts wurde schon den Nicht-Patriziern der Weg zum Staatsdienst frei. Seit 409 erscheinen Plebejer als Quaestoren, 400 die ersten plebejischen Konsulartribunen (Liv. V, 12, 10). Wohl zur gleichen Zeit erhielten zuerst Angehörige nicht-patrizischer Sippen (wohl ehemalige Amtsträger) einen Sitz im Senat, wenn auch nur als minderberechtigte Mitglieder¹. Ihr Name *conscripti* (neben den patrizischen *patres*) weist auf eine einmalige erste *conscriptio* als Gruppe (und nicht auf gelegentliche individuelle *adscriptiones*) hin.

Die Auflehnung der Fusstruppen erzwang das neue politische Gewicht der Versammlung der mobilisierten Armee, also der *comitia centuriata*. Die 193 Centurien der Stimmbürgers, deren Organisation durch die Annalen dem guten alten Märchenkönig Servius Tullius zugeschrieben wird, waren nämlich nicht so alt wie jener, « dies schon darum, weil die ‘servianische’ Gliederung allzu deutlich auf einer raffinierten Abstimmungsarithmetik aufgebaut ist, die sich schwerlich mit den Anforderungen militärischer Taktik vereinigen liess»², und Cl. Nicolet hat — nach Vorgang von Mommsen — neuerlich wieder gezeigt, dass jene timokratische Einteilung auf den Sextantarfuss der Bronzeprägung begründet ist, der durch die Devaluation während des 2. Punischen Krieges entstanden ist³. Die Alliance der 18 Reitercenturien mit den 80 der *prima classis* als absolute

¹ P. WILLEMS, *Le Sénat romain de la République* 1² 49 ff. Mommsen, der so selten persönlich wird, war ihm gegenüber sehr ungerecht (*StR* 3, 872, 1 nennt er diesen Zeitansatz « eitel Torheit »).

² W. KUNKEL, *ZSav.* 72, 1955, 318.

³ Cl. NICOLET, *L'ordre équestre*, Paris 1966, 15 ff.

Mehrheit bei den Wahlen reflektiert dann den Ausgleich der begüterten Plebejer mit den Patriziern, um durch ihre Dauer-verbindung das übrige Volk bei den Abstimmungen *a priori* überstimmen zu können, eine Entwicklung, die wohl erst nach 366 verständlich ist, als die Plebejer die aktive Regierungs-fähigkeit erhielten¹.

Es kann kaum mehr bezweifelt werden, dass in der 1. Hälfte des 5. Jahrhunderts die politischen Volksversamm-lungen stets auf Grund der gentilizischen Ordnung, also als *comitia curiata* einberufen wurden² und andererseits, dass die Centuriatkomitien zunächst als das Volk in Waffen ihre Stimme hören liessen und erst in der Folgezeit zum Wahl-körper unter Einschluss der Patrizier wurden. Für die Zeit-bestimmung dieser frühesten Entwicklungsphase haben wir einige Anhaltspunkte:

1. Die Wache am Janiculum ist erst nach der Eroberung des Brückenkopfes auf dem rechten Ufer und der Ein-richtung der Tribus Romilia, also seit den mittleren Jahr-zehnten des 5. Jahrhunderts, möglich³. Dazu stimmt die Beobachtung von De Francisci⁴, dass die Aufstellung einer solchen Wache nur in der Zeit des Kriegszustandes mit Veji und Fidenae einen Sinn gehabt hat, also bis 426 bzw. 396 v. Chr.

2. Ernst Meyer beobachtete unlängst⁵, dass der ältesten Zenturienordnung die Zahl von 20 Tribus zu Grunde liegt. Nach den Ergebnissen meiner Untersuchungen setzen sich diese 20 aus den vier Stadttribus, den königzeitlichen Agrar-

¹ Vgl. die weisen Bemerkungen von G. DE SANCTIS, *Riv. di filol.* n.s. 11 1933, 289 ff.

² M. KASER, *Das altrömische Jus*, Göttingen 1949, 67; J. BLEICKEN, *Hermes* 85, 1957, 352.

³ Vgl. A. ALFÖLDI, *Early Rome*, 310.

⁴ *Studi Arangio Ruiz*, 1, 14; siehe auch U. COLI *SDHJ* 21, 1955, 187.

⁵ *Gnomon* 33, 1961, 603.

bezirken und den Eroberungen des 5. Jahrhunderts zusammen. Da die Zone der Tribus mit Gentilnamen, die zur gleichen Zeit konstituiert wurde, auch das 426 eroberte Fidenae einbegreift, stieg die Zahl der Tribus erst in den letzten Jahrzehnten des 5. Jahrhunderts auf 20.

3. An der Tatsache, dass bei der Zenturienversammlung die gottgesandten Vorzeichen nicht in dem Masse wie bei den Kuriatkomitien eingeholt werden mussten, erkennt man die Lockerung der sakralrechtlichen Kontrolle des Patriziates. Dadurch kommen wir in die Zeit nach dem Durchbruch der plebejischen Revolution.

4. In der neuen Gesellschaftsordnung, die die Zenturienverfassung als Voraussetzung hat, besteht die *prima classis* aus der voll gepanzerten Infanterie¹.

Man hat sich oft gefragt², warum die gepanzerte Infanterie in Rom nicht königlich sein könnte. Denn die Griechen haben die Phalanx-Taktik schon im 7. Jahrhundert erfunden, und eine grosse Verspätung der Wirkung dieser neuen Taktik auf Mittelitalien sei im Hinblick auf den regen kommerziellen Verkehr nicht anzunehmen. Aber das Beispiel der Geldwirtschaft beleuchtet mit Sicherheit das Gegen teil: in der griechischen Welt war das Münzgeld im 7. Jahrhundert eingeführt, die Etrusker folgten nur spät und spärlich, während Rom erst viel später, 269 v. Chr., zur Münzprägung schritt. Ein etwa entsprechender zeitlicher Abstand und die gleiche Stufenfolge Griechen — Etrusker — Römer ist bezüglich der Panzerrüstung vorhanden. Die Eroberung Mittelitaliens durch die Etrusker beruht auf deren früherer Aneignung der fortgeschrittenen griechischen Waffentechnik und Kriegstaktik. Da nach der Vertreibung der Könige nicht die schwere Infanterie sondern die Reiterei

¹ Vgl. z.B. G. PASQUALI, *La nuova antologia* 386, 1936, 409 f.; U. COLI, *a. a. O.*

² Zuletzt D. VAN BERCHEM, *Mél. Piganiol* 1966, 743 ff.

der ausschlaggebende Faktor in Rom war, der die Staatslenkung übernahm, so kann die Hoplitenphalanx noch nicht existiert haben. Man darf dabei nicht die Lehre vergessen, die die Forschung aus der griechischen Entwicklung gezogen hat: die Kenntnis und die Einzelverwendung der einzelnen Rüstungsstücke waren nur die Vorstufen zur neuen Taktik, vor deren Einführung die Infanterieturmen — mit oder ohne Panzer — dem Angriffskeil der Reitterturmen folgten. Die Konstituierung der neun neuen Wehrbezirke nach der Eroberung von Fidenae, die die Namen der vornehmsten Reitersuppen trugen, bedingt noch jene altertümliche Kampfordnung, während die geographischen Namen der am Anfang des 4. Jahrhunderts einverleibten Landbezirke das Aufhören jener feudalen Wehr- und Siedlungsordnung bezeugen; die *tribules* gingen nicht mehr unter der Führung ihrer Gefolgsherren in die Schlacht. Die absolute Notwendigkeit, sich im Existenzkampf mit Veji den fortgeschrittenen Kriegsapparat des Gegners anzueignen (Fest., p. 358, 21 L.), zwang die Römer zur Einführung der Phalanx.

Gepanzerte Krieger an sich erschienen freilich schon früher in Rom. Die wohlhabenden *heredium*-Besitzer sind als *assidui* in den Zwölftafeln erwähnt¹. Diese soziale Schicht, die ihr Wehrrecht nunmehr mit politischen Vorrechten verband, war verwaltungsmässig noch leicht zu erfassen, während die Differenzierung und Ausweitung der timokratischen Wehrordnung nach dem Ausgleich der Stände die uns bekannte sogen. Servianische Durchgliederung und deren Überwachung durch das neue Amt der Censoren mit sich brachte².

Die Willens- und Handlungsfähigkeit der Volksversammlung, die persönliche Mitwirkung der stimmberechtigten

¹ MÖMSEN, *StR* 2³, 402 f.; K.-J. NEUMANN, *Die Grundherrschaft der römischen Republik*, Strassburg 1900; A. ROSENBERG, *Unters.* 22, 41.

² MÖMSEN, *StR* 2³, 332; K.-J. BELOCH, *RG* 77 ff.; E. MEYER, *Der röm. Staat*³, 71 f.

Bürger scheinen uns in der modernen Demokratie so natürlich, dass wir geneigt sind, diese Eigenschaften für die frühe römische Republik ohne Weiteres vorauszusetzen, umso mehr, als das fiktive Idealbild jener Frühzeit bei den Anna-listen diesen Eindruck noch verstärkt. In dieselbe Kerbe schlägt Mommsens Lehre¹ vom sofortigen Eintreten der vollen Volkssouveränität beim Beginn der Republik. Die Beamtengewalt entsteht nach ihm durch das ausdrückliche Mandat der Komitien, obwohl er in der sachlichen Behandlung der Einzelprobleme klar sieht, dass die Gemeinde nur ihr Treuwort vernehmen liess, um sich dem Erwählten der Götter zu verpflichten. J. Rubino hat vor ihm den wahren Sachverhalt erkannt. Wenn der Magistrat — stellte er fest — unter zustimmenden Auspizien in dem dazu geweihten Raum seinen Sitz eingenommen und eine Frage (*rogatio*) an die Bürger gerichtet hatte, und wenn diese darauf, nach ihren Abteilungen einzeln vortretend, *uti rogas*, geantwortet hatten, so waren sie kraft jenes feierlichen Versprechens zum Gehorsam und zur Mitwirkung verpflichtet². Aber nicht einmal diese Anfrage war unerlässlich: «Der Regel nach ist der Magistrat nicht genötigt, die Frage zu stellen, und kann bis sie beantwortet wird, beliebig abändern oder fallen lassen.» «Es mangelt also sowohl der Bürgerschaft, wie dem einzelnen Bürger durchaus die Initiative; sie können nur antworten, nicht ihrerseits dem Magistrat die Frage vorlegen, ob er mit diesem oder jenem einverstanden sei³.» «Die staatsrechtliche *lex* enthält ihrem ursprünglichen Sinne nach nicht eine Vorschrift, welche die Volksversammlung etwa dem Magistrate erteilt, sondern im Gegenteil ein Versprechen, welches sie ihm ablegt. Nach dem Sprachgebrauche,

¹ *StR* 3, 330.

² *Unters.*, 254 f.

³ Vgl. auch MOMMSEN, *StR*. 3, 390 f.

⁴ MOMMSEN, *StR*. 3, 303.

welcher sich so tief dem römischen Verfassungswesen eingeprägt hat, dass er stets, auch unter veränderten Verhältnissen, angewendet wurde, ist es der Magistrat, *qui legem fert*, welches das Volk auffordert, eine Verpflichtung zu übernehmen, das Volk dagegen ist es, *qui legem accipit*, welches die Verpflichtung eingeht und auf sich nimmt¹. »

Obwohl die Rudimente dieser altertümlichen Grundeinstellung noch in den spätrepublikanischen Volksbeschlüssen fassbar sind, wurde der Gedanke, dass das Volk die Lenkung seines Schicksals selbst in die Hand nehme, schon in den Anfängen der Republik geboren. Der Anstoss dazu kam von dem revolutionären *concilium plebis*, das als deliberatives und beschlussfassendes Organ entstanden war. Statt an die *plebs* lehnte sich der Reiteradel an das Gesamtvolk, an den *populus* an, dessen Kurienversammlung durch den Impuls von der gegnerischen Seite belebt worden war. In den Zwölftafeln stand der Satz, *ut quodcumque postremum populus iussisset, id ius ratumque esset*². Wenn wir Recht mit der Annahme haben, dass die Geschlechterverfassung bis zum Jahrhundertende die Grundlage der Heeresverfassung bildete, müssen bis dahin die Kurien als *populus* befragt worden sein.

Andererseits zeigt die Stellung der *assidui* in den Zwölftafeln, dass die besitzenden Nichtpatrizier im Gesellschaftsaufbau und im Wehrsystem damals schon eine Rolle spielten. Es scheint sicher zu sein — worauf P. De Francisci schon hingewiesen hat —, dass diese als die *classis* bei der Bestätigung der jährlichen Imperiumträger seither mitgewirkt haben müssen, vor allem bei der Wahl der Militärtribunen als Staatsverwalter. Etwa seit der Zeit, in der diese auf kamen, wurden die Quaestoren nicht mehr vom Oberbeamten ernannt, sondern von den Zenturien gewählt (Tac., *Ann.* 11,

¹ J. RUBINO, *Unters.* 335 f.

² 12, 5, gewöhnlich auf die Zenturien bezogen. Vgl. A. GUARINO, *RIDA*, 1, 1948, 107; ders., *L'ordinamento giuridico romano* 1, 1949, 137 ff.; P. DE FRANCISCI, *Studi Arangio-Ruiz* 1, 1953, 1 ff., 25 ff., und andere.

22). Da es damals noch keine plebeijischen Beamten gab, war dieses neue Bestätigungsrecht für die Patrizier ungefährlich. Nach den schweren Kriegsanstrengungen gegen Veji und die Gallier, durch die die gepanzerte Infanterie in den Vordergrund gerückt wurde, überwand die timokratische Ordnung der *classis* den alten Geschlechterstaat endgültig, wie einst in Griechenland¹. Nachdem das aktive Beschlussrecht der Volksversammlung erkämpft worden war, gelang es dem patrizischen Senat, die selbständige Handlungsfähigkeit des politischen Volkskörpers durch das legalisierte Einverständnis des Senates (*patrum auctoritas*) in Fesseln zu legen.

Oberamt und Senat in der Frührepublik

Das neue Oberamt nach dem Sturz der Monarchie trat nicht als eine juristisch klar umschriebene konstitutionelle Einrichtung in die Welt, wie uns die Annalistik glauben machen möchte, sondern als zwar befristete, aber volle Königsgewalt², vermutlich in derselben Art, wie in jenem Übergangsstadium auch bei den etruskischen und latinischen Nachbarn. Die im 5. Jahrhundert entstandene Einrichtung des Zwischenkönigtums als Überbrückung für den Fall, wenn zur Ernennung des Imperiumträgers kein Vorgänger vorhanden war, ist ein direktes Zeugnis für das monarchische Element der Magistratur. Dieser autokratische Charakter wurde noch bestärkt dadurch, dass die militärischen Probleme im Vordergrund der Regierungsaufgaben standen und ferner, dass das Führeramt nicht durch eine Körperschaft von Politikern, sondern durch die Adelsreiterei eingesetzt wurde. Etwa als « Militärkommando im Friedensbereich »,

¹ Der Vergleich stammt von FR. CORNELIUS, *Unters. z. frühröm. Gesch.*, 1940, 80 f. Vgl. auch A. ROSENBERG, *Unters.* 61.

² Es ist etwas anderes, dass die Rhetorik und Topik sich über die königliche Macht des Staatsleiters gerne aufhielt. Vgl. M. J. HENDERSON, *JRS* 47, 1957, 82 ff.

imperium domi, wird die Regierungsvollmacht innerhalb der Stadt bezeichnet¹. Der Jahresregent nimmt den Treueid aller Offiziere und Soldaten auf seine eigene Person entgegen wie vor ihm der König ; er ernennt die Legionstribunen und Amtsgehilfen nach Gutedanken. In seiner Hand lagen in jener Zeit noch die Kriegserklärung und die Staatsverträge². Er verteilte die Kriegsbeute nach eigenem Ermessen³ und konnte eigenmächtig einen Triumph feiern⁴. Die unbeschränkte Strafgewalt lag bei ihm⁵. Gesetzliche Normen für seine Strafentschlüsse waren noch nicht aufgestellt. Es gab nur die Zuchtrute des Gewalthabers. Was man später als *coercitio* und Polizeiaufsicht differenzierte, war damals noch in seiner *ad personam* erteilten Pauschalermächtigung vereinigt.

Der Senat war dem *magister* des Gesamtvolkes ebenfalls untergeordnet⁶. Seine ursprüngliche Rolle ist schon aus seiner staatsrechtlichen Definition ersichtlich : er wurde nicht als legitime Körperschaft (*collegium*) betrachtet, sondern lediglich als ratgebendes Organ des Imperiumsträgers⁷. « Sieht man ferner auf die Form der im Senat gefassten Beschlüsse und auf die Ausdrücke, welche dabei immer im Gebrauch geblieben sind, so stellt sich auch hierin seine Bestimmung, ein *consilium* zur Unterstützung der Magistrate zu bilden, dar. Überall ist es auf das Nachdrücklichste ausgesprochen, dass er nicht über diesen stehe, um ihnen Befehle, sondern neben oder vielmehr unter ihm, um Gutachten zu erteilen. Das Resultat der Verhandlungen mit ihm,

¹ G. DE SANCTIS, *StdR* 1², 340 ; U. COLI, *SDHJ* 21, 1955, 190 f., u.a.m.

² J. RUBINO, *Unters.* 168 ff.

³ MOMMSEN, *StR* 1³, 241 f.

⁴ *Ebd.* 134.

⁵ *Ebd.* 163, M. KASER, *Das altrömische Jus* 88, u.a.m.

⁶ P. DE FRANCISCI, *Studi Albertario* 1, 1953, 414 f.; ders., *Primordia* 597.

⁷ MOMMSEN, *StR* 3, 835 ff.

obgleich zuweilen mit der allgemeinen Benennung *decretum* bezeichnet, führt doch als eigentlichen Namen den eines *senatus consultum*, als seiner Antwort auf eine Anfrage um seinen Rat; die Kraft eines solchen beruht auf keiner Gewalt, sondern auf einer Autorität, u.zw. ist der Ausdruck immer an den Magistrat gerichtet, welchem er entweder eine Handlung als ratsam darstellt (*uctor ei est*), ... jedoch regelmässig mit dem bescheidenen Zusatze, wenn jener es selbst für gut fände, — oder ihm durch das Gewicht seiner Stimmenmehrheit widerrät. In den uns erhaltenen S.C. gebietet er demnach niemals, ... sondern gibt nur eine Meinung ab (*censet*): dabei hat er über niemand zu verfügen, der seine Sprüche vollziehen müsste; er hat keinen Lictor, keinen Viator, keinen Herold¹. »

Die Auswahl der Ratsmitglieder war vor der Errichtung der Censur durch den Jahresleiter des Staates nach Belieben vorgenommen worden², daher *lectio senatus* (Fest., p. 290, § L.). « Das monarchische Prinzip war so strenge durchgeführt, dass dem Rechte nach kein Senat, keine Volksversammlung vorhanden war, als in dem Momente, wo der Magistrat sie ins Dasein rief, und dass sie aufhörte in dem Augenblick, wo er sie entliess; dass kein Gegenstand verhandelt werden durfte, welchen er nicht vorlegte; dass seine Anträge keine Veränderung erlitten, es sei denn im Senate mit seiner Genehmigung; dass keine Abstimmung zulässig war, wozu er nicht aufforderte, und dass daher die Beschlüsse beider Körperschaften nicht sowohl für ihre Handlungen galten, als für die seinigen, welche er vermittelst ihrer vollzogen habe³. » « Der Magistrat hat die Senatoren zur Sitzung zu 'versammeln', *co-agere*, später *cogere*. Bei mangelnder Ladung ist der Senatsbeschluss nichtig. ... (Es) ist für den

¹ J. RUBINO, *Unters.*, 161.

² J. RUBINO, *Unters.* 149.

³ J. RUBINO, *Unters.*, 129 f.; vgl. 159 f.

Senator die Ladung ein Befehl, wie denn auch mit jenem technischen oft militärisch verwendeten Worte der Zwangsbegriff sich verbindet. ... Gegen das ausbleibende Ratsmitglied konnte der berufende Magistrat sich der ihm zustehenden Coercitionsmittel bedienen, der Multierung sowohl, wie der Pfändung, d.h. der Wegnahme und der Zerstörung eines dem unbotmässigen Senator gehörigen Wertobjekts^{1.} » « Der vorsitzende Magistrat redet wann und sooft er will, der Senator nur, wenn die Reihe auf ihn kommt^{2.} » « Bei der Abstimmung tut der Senator seine Meinung äussern, *censere, sententiam dicere*, aber nicht ' beschliessen ' ; *decernere* ist Sache des Magistrats.^{3.} »

Im Banne des annalistischen Scheinbildes über die verfassungsmässige Rolle des Senates der Könige hat man vergessen — was wir immer wieder betonen müssen —, dass wegen der in fast jeder Generation wechselnden Fremdherrschaft⁴ in der archaischen Epoche sich überhaupt keine spezifisch römischen Regeln und Praxis der Senatsprozedur entwickelt haben konnten. Auch besitzen wir glaubwürdige Nachrichten, die aus der kymaeischen Stadtchronik stammen⁵, wonach die « tarquinische Partei » zu den Latinern und nach Kyme geflüchtet sei. Diese « Partei » kann nichts anderes sein als die unter dem letzten König einflussreichsten und zu ihm haltenden Sippen — seien sie Etrusker oder Römer gewesen — mit ihren Gefolgschaften. Die Ratgeber des letzten Tarquiniers sind so also aus Rom vertrieben worden, wie vorher die Ratgeber des Mastarna und der Vibennae durch die Tarquinier vertrieben worden waren, usw. Eine verfassungsmässig entwickelte Senatstradition

¹ MommSEN, *StR* 3, 915 f.

² *Ebd.* 942 f.

³ *Ebd.* 988 f.

⁴ Vgl. A. ALFÖLDI, *Early Rome*, 176 ff.

⁵ A. ALFÖLDI, *Early Rome*, 56 ff.

unter den Königen kann also gar nicht existiert haben. Die Republik baute alles neu auf.

Die Spuren des Überordnung des jährlichen Imperiumsträgers über den Staatsrat sind nie verschwunden. Noch 262 soll L. Postumius Megellus gesagt haben (DH XVI, 4, 5 [16, 16]), solange er Konsul sei, verfüge nicht der Senat über ihn, sondern er über den Senat. Aber der regelmässige jährliche Wechsel im Amt und die ungebrochene Permanenz der Körperschaft hat sehr bald begonnen, das Verhältnis der beiden Faktoren zueinander umzukehren. Die in den Rat zurückkehrenden ehemaligen Amtsträger haben in wenigen Jahrzehnten eine unschätzbare Summe politischer und administrativer Erfahrung gesammelt, die der jeweilig amtierende Verwalter des Staates nicht unberücksichtigt lassen konnte¹. Dabei verschob das ständige Wachsen des Stadtgebietes und der Machtstellung Roms den Schwerpunkt in der Staatslenkung von einer blossen Anführung der Truppen immer mehr auf die strategische und politische Planung, also vom persönlichen Einsatz des Imperiumsträgers im Felde auf die kollektive Denkarbeit der Ratsmitglieder zu Hause. Die *decemprimi*, die bei den Beratungen des Latinerbundes Rom zu vertreten hatten, erwarben bei den Zusammenkünften jenes Stammesparlaments aussenpolitische Einsichten, die ihren Gesichtskreis weit über das Lokalniveau erhoben: die fortschreitende Übernahme der Führung im Bund und dessen Überwindung am Ende unserer Periode war ihr Werk². Unvermerkt — und für uns nur im Endeffekt kontrollierbar — gelangte die Entscheidung in den wichtigsten Zweigen der Staatsverwaltung in die Hände der *patres*. Der Abschluss von Staatsverträgen, die Aufstellung der Jahresarmee³, die vermögensrechtlichen Massnahmen

¹ P. WILLEMS, *Le Sénat* 2, 237.

² A. ALFÖLDI, *Early Rome*, 377 ff.

³ Anders MOMMSEN, *StR* 1, 119; 3, 1071 ff.

und die Staatsfinanzen¹, die anfangs nach dem Belieben des Oberbeamten verwaltet und gehandhabt wurden, gerieten in den Kompetenzbereich des Rates, dessen Mitglieder auch Besitzer des Magistrats bei der Rechtspflege wurden².

Dieser Prozess ist zugleich ein Teil der Entmachtung des Oberamtes, die auch sonst immer weitere Fortschritte machte. Z. B., durch die Vermehrung der Gewalthaber bei der Einführung des Militärtribunals als Staatsverwalterschaft bis zur ständigen Doppelung des Oberamts im Konsulat; durch die notwendige Bestallung von Gehilfen im Rechnungswesen, in der Rechtsprechung, usw.; durch den wachsenden Anteil des Senates in der Staatslenkung und das Aufkommen der Mitsprache der Volksversammlungen in öffentlichen Angelegenheiten. Die erste Etappe dieser Entwicklung wurde zwar erst 366 abgeschlossen, aber die Ansätze liegen alle im 5. Jahrhundert.

Die wirtschaftliche Struktur im 5. Jahrhundert

Mommsen hatte noch angenommen, dass die ursprüngliche Grundlage für die Schatzung der Zenturiatordnung die *iugera* des Bodens waren. Doch muss man mit U. Coli³ sagen, dass die technischen Bezeichnungen für die Schatzung, *censere* und *aestimare* sich eher auf bewegliche Güter und Erz beziehen als auf Grundbesitz. Unser Altmeister hat schon selbst festgestellt⁴, dass « als technische Benennung des Privatvermögens und der Erbmasse den Römern ‘Häuserschaft’ (*familia*) und ‘Viehstand’ (*pecunia*) bald vereinigt, bald gesondert, dient, ... so bestimmt diese Ausdrücke auf

¹ *Ebd.* 1³, 237 f., 2³, 445.

² *Ebd.* 1³, 228 A. 1; 2, 229.

³ *SDHJ* 21, 1955, 188.

⁴ *StR* 3, 22 f.

das bäuerliche Anwesen hindeuten, so entschieden zeigen sie, dass namentlich erbrechtlich der Boden selbst nicht zur Habe gehörte ». «Man darf hinzufügen, dass der dem Eigentum zu Grunde liegende Machtbegriff (*potestas manus mancipium*) unmittelbar allein auf bewegliche Gegenstände, namentlich Menschen und Tiere Anwendung leidet, nicht aber auf Grund und Boden.» In der Tat war die frührömische Ökonomie keine Bodenwirtschaft, sondern vielmehr eine Viehwirtschaft¹. Varro trifft das Richtige, wenn er sagt (*LL* V, 95), dass die Römer früher Hirten waren und ihr Vermögen in Vieh bestand, ferner, dass bei ihnen der Wertmesser, *pecunia*, das *pecus* gewesen ist. Kunst und Handel blühten schon im ersten Jahrhundert der Republik, aber militärisch und politisch blieben die landbesitzenden Vieh- und Pferdezüchter massgebend, wie die *ἱππόβοται* im archaischen Griechenland. Der *ager publicus*, das neueroberte Land, wurde ursprünglich als *ager compascuus* benutzt², wofür eine Angabe des Plinius (*NH* XVIII, 3, 11) aufschlussreich ist: *etiam nunc in tabulis censoriis pascua dicuntur omnia, ex quibus populus redditus habet, quia diu hoc solum vectigal fuerat.* Die auf Viehzucht gegründete Wirtschaft der archaischen Zeit prägt andere Eigentumsbegriffe als die reine Bodenwirtschaft: der römische *assiduus* konnte wohl im Stadtgebiet Haus und Garten (*heredium*) als Eigenbesitz haben, gleichzeitig konnte er aber sein Vieh auf dem *ager compascuus* in einer der staatlichen Ruraltribus weiden lassen.

Glücklicherweise erfahren wir aus Angaben über die Busse (*multa*), die von Magistratspersonen auferlegt wurde (*DH* X, 50, 2; *Fest. p. 269, 33 L.*, etwas abweichend), dass die Strafansätze in der ersten Hälfte des 5. Jahrhunderts noch in Vieh zu zahlen waren. Bald aber kam die Umrechnung

¹ Vgl. dazu meine Bemerkungen, *RM* 68, 1961, 64 ff.

² A. SCHWEGLER, *Rg* 2, 1856, 402 ff.; G. TIBILETTI, *Athen.*, n.s. 27, 1949, 28 A. 1.

der Viehbusse in Rohkupfer nach Gewicht¹. Seitdem, d.h., seit der Mitte des Jahrhunderts, bis zum Jahre 269 blieb das *aes rude* der Wertmesser. Im Rechtsverfahren der *mancipatio*, des *nexum*, usw. wurde der Besitzanspruch seitdem *per aes et libram* angezeigt, wahrscheinlich schon in den Zwölftafeln, wo sich schon Spuren des Gebrauchs der Rohkupfer-Währung finden (vgl. die *aeris confessi*)². Die Hortung der Bronze war auch in Mittelitalien und Etrurien vor der Einführung des Münzgeldes gebräuchlich. Was für Schwierigkeiten sich daraus bei grösseren Transaktionen ergaben (vgl. auch Liv. IV, 49, 6), kann die Ernennung von *quinqueviri mensarii* 352 (Liv. VII, 21, 5-8) für deren Abwicklung verdeutlichen.

Warum wurde nun um die Mitte des 5. Jahrhunderts plötzlich nicht mehr das Vieh als Zahlungsmittel und Werteinheit benutzt sondern das Kupfer? Die plötzlich einsetzende erhöhte Nachfrage nach diesem Metall ist wohl nicht Handelsbedingungen sondern dem neuen Bedarf an Ausrüstungsstücken für die schwere Infanterie zuzuschreiben. Rom hatte aber kein Kupferbergwerk und auch keine Metallindustrie von einer Grösse, die eine so totale Umstellung aus eigener Produktion hätte bestreiten können. So kommt als Bezugsquelle des Bruchmetalls fast nur der Krieg in Betracht: wie das Hacksilber des früheren Mittelalters war auch das zerhackte Kupfer in erster Linie Beutegut, das *per aes et libram* leicht verteilt werden konnte.

¹ O. KARLOWA, *R. Rechtsg.* 1, 169 f.; MOMMSEN, *Strafr.* 51; B. KÜBLER, *Gesch. d. röm. Rechts* 74 f.; K. REGLING, *Eberts Reallex.* 4, 229; H. WILLERS, *Z. f. Num.* 34, 1923, 193 ff.; W. KUNKEL, *RE* 14, 1006 f.

² Dass die Kupferprägung auf Servius Tullius zurückgeht, ist eine annalistische Erfindung, die den Zweck hatte, die *as*-Ansätze des ihm zugeschriebenen timokratischen Systems glaubhaft zu machen. Vgl. meinen Aufsatz *RM* 68, 1961, 64 ff., und S. MAZZARINO, *Storia del pensiero storico-classico* II, 1, 1966, 511 f. — *Per aes et libram*: M. KASER, *Das röm. Privatrecht* 1, 1955, 37 ff. gibt die Details, aber es handelt sich nicht um «Barrentgeld», sondern um Rohkupfer. Gegen MOMMSEN, *StR* 2, 432 A. 3 glaube ich, dass die *vectigalia* (von *plaustris vobere*) ursprünglich die Fuhren des *aes rude* bedeuteten.

Nach unseren Quellen (Liv. IV, 59, 11; IV, 60, 6; V, 2, 3) wurde 406 die Soldzahlung für die Infanterie eingeführt, was aber höchstens eine Vergütung für Nahrung und Kleidung gewesen sein kann, da die Zenturienverfassung damals gerade den Eigenbesitz der Ausrüstung für die Zulassung zur vollgerüsteten *prima classis* vorgeschrieben hatte. Aber sicherlich gab es damals die schwierige Alternative: soll der Staat den Soldaten die Beute *viritim* überlassen, oder soll er sie für die staatlichen Kriegskosten und als Gewinn benutzen (Liv. V, 20, 1 ff.)?

Überhaupt muss man dem Beutemachen im Wirtschaftsleben der Frührepublik eine grosse Rolle einräumen. Wenn im Athen des Solon die Beutemacher, ἐπὶ λείαν οἰχόμενοι¹ eine anerkannte Korporation waren, zu einer Zeit, als Handwerk, Handel und Kunst schon blühten, so hatte die Beute damals nicht mehr so eine überragende wirtschaftliche Bedeutung wie einst in homerischer Zeit². Aber wie z.B. der organisierte Seeraub im Staatsleben der Liparensen um 400 (Liv. V, 28, 1 ff.), so waren Viehraub und Beutezug bei den latinischen Viehzüchtern und bei ihren volkskisch-aequischen Gegnern im 5. Jahrhundert die treibende Kraft der kriegsbedingten Wirtschaft. Damit hängt zusammen, dass die Teilnahme am Krieg ein Privileg und nicht eine Last war³. Die Zwangslieferungen der Besiegten gehörten auch zu dieser Form der Wirtschaft: die Beute beim Sieg und die dauerhafte Ausbeutung sind korrelate Begriffe. Wenn wir auch den Anna-listen die Begründung der alljährlichen Angriffe der Bergstämme nicht zu glauben brauchen, so können wir ruhig mit ihnen annehmen, dass es sicherlich eine kontinuierliche kriegerische Fluktuation von Raubzügen gab (vgl. Liv. VI,

¹ *Dig.* XLVII, 22, 4; dazu MOMMSEN, *RF* 2, 249 A. 28; K. LATTE, *GGN* ph.-h. Kl., n. F. 1, 1934-36, 67.

² H. BENGTON, *Gr. Geschichte*, München 1950, 60 A. 3.

³ MOMMSEN, *StR* 2³, 411.

12, 2-5): grossangelegte Feldzüge waren selten, aber pausenlos die kleineren Plünderungszüge.

Geschehen und Politik

Der Verlauf des historischen Geschehens gleicht nicht dem regelmässigen, stetigen Ticken einer Uhr, sondern vielmehr dem menschlichen Pulsschlag, der je nach Inanspruchnahme und Gesundheitszustand sehr schnell oder auch ganz langsam sein kann. Fieberhafte Wandlung und ungestörte Stabilität wechselten auch im Leben Roms. Kein Wechsel darin könnte umstürzender sein als der Umbruch kurz vor 500. Rom war nicht allein darin verstrickt. Plötzlich waren die Etrusker gezwungen, das Latinerland, das ihnen bisher als Brücke zwischen ihrem Mutterland und ihrem Kolonialreich in Kampanien gedient hatte, zu verlassen. Statt zum kampanischen Süden wandte sich der Städtebund ihres Kerngebiets gegen Norden, zum neuen etruskischen Eldorado im Po-Tal. Die Latinerstaaten waren gezwungen, sich gegen ihre Nachbarvölker ohne fremde Hilfe zu behaupten und gleichzeitig die Form ihrer Selbstverwaltung aus eigener Kraft zu gestalten. Unbegrenzte Möglichkeiten taten sich auf. Denn entgegen den Darstellungen der römischen Annaлистen hatte Rom damals keine im voraus geplante, schriftlich fixierte Verfassung.

Die allgemeine Situation schob, wie schon betont, das militärische Element in den Vordergrund. Die politische Geltung der einzelnen sozialen Schichten war durch ihre Schlagkraft im Kriege bestimmt: die Spitzengruppe erlangte zuerst als Kavallerie die Macht, fünfzig Jahre später drängt sich die Oberschicht der Nicht-Patrizier als gepanzerte Infanterie auch politisch vorwärts, und um 400 wirkt sich die Einbeziehung weiterer, minder begüterter Schichten in das Aufgebot wiederum in ihrer höheren politischen Potenzierung aus. Ein Ausblick auf den weiteren Fortgang dieses

Prozesses scheint mir lohnend zu sein. Diese, immer niedrigere soziale Schichten einbeziehende Bewegung erreichte unter Marius und Sulla die unterste Schicht der Besitzlosen, deren politischer Wille im Aufstieg ihrer Generäle auf den Thron zum Ausdruck kam: sie hatten kein Interesse an der *res publica*. Nachdem der vertikale Abstieg bei der Ausnutzung der Wehrkraft des stadtrömischen Menschenmaterials solcherweise sein Ende fand, folgte jetzt ein Ausgreifen nach neuen Quellen für den militärischen Nachwuchs in horizontaler Richtung, zuerst zu den wehrkräftigen Jungmannschaften der Kelten, dann zu denen der Illyrier und schliesslich zu denen der Germanen, wobei das militärische Hervortreten dieser ethnischen Gruppen stets von ihrem politischen Aufstieg im Reich begleitet wurde bis hinauf zum Thron, bis am Ende jene zentrifugale Verschiebung der Kraftzentren im Norden die Grenzen übersprang und die germanischen Stammesfürsten statt die Lenkung des Westreiches zu übernehmen in den Westprovinzen ihre eigene Königsherrschaft errichteten¹. Diese pausenlose Verlagerung der militärischen und politischen Brennpunkte war vom Anfang zum Ende durch die Erschöpfung und Ausblutung des vorangehenden Energiereservoirs bedingt. So hat die Last der Kriegsführung zuerst die Reitersippen verbraucht, sodass in der Spätrepublik nur noch eine Hand voll alt-patrizischer Geschlechter vorhanden waren. Bei einer jeden solchen Verschiebung der Hauptquelle der Kriegsenergie wechselten mit den ethnischen Elementen auch die soziologischen Strukturen. Zuerst, nach der Machtergreifung der Reiter, stehen noch die alten Sippenverbände mit ihrer aristokratischen Spitze im Vordergrund, dann treten, auf Grund ihrer finanziellen Leistungsfähigkeit, die schwergerüsteten Fusskämpfer an ihre Seite, und im folgenden Jahr-

¹ Für diese ständige Verschiebung der Rekrutierungsgebiete während der Kaiserzeit vgl. meine Ausführungen in *Historia Mundi* 4, 199 ff.

hundert kommen die von Geburtsprivileg und Reichtum losgelösten, auf geographischem Prinzip aufgebauten, mehr demokratischen Bürgerversammlungen der breiteren Volkschichten mit ihrem Anteil am Heeresdienst zur Geltung.

Bei der Betrachtung der einzelnen Faktoren, die an den geschichtlichen Vorgängen beteiligt waren, und ihrem Verhältnis zueinander überrascht uns die Menge von unausgeglichenen Gegensätzlichkeiten. Altes und Überholtes bleibt neben dem Zeitgemässen und Neuen ruhig bestehen, selbst einander bekämpfende oder ausschliessende Elemente. Dieses scheinbare Durcheinander ist jedoch alles Andere, als ungelenkes Flickwerk; bei näherem Zusehen erkennt man darin vielmehr eine kluge Konzessionsbereitschaft und eine erstaunliche Anpassungsfähigkeit.

Ein gutes Beispiel für diese staatsmännischen Tugenden bietet die auf den ersten Blick widersinnig anmutende Einfügung der revolutionären Schwurgemeinschaft der Plebs in den Rahmen des Patrizierstaates. Mommsen¹ sprach von dieser als von der «Constituierung vom Bürgerverband ausgeschlossenen Gemeindeangehörigen als Sondergemeinwesen». Aber die Plebejer waren gar nicht aus dem Staatsbürgertum ausgeschlossen: mächtige Männer, deren Sippen schon seit etwa 400 in führenden Stellungen waren, finden sich in ihren Reihen, wie wir es schon erwähnt haben. Und sie wollten nie, so scheint es mir, ein gesondertes Gemeinwesen bilden, sondern nur ihre eidlich verklammerte Interessengemeinschaft in den Staatsverband einfügen. Mit ihrer Sezession beabsichtigten sie nicht den Austritt aus der Gemeinde², sondern Folgendes: Da in Rom das Versammlungs- und Vereinigungsrecht ohne staatliche Bewilligung ein unbekannter Begriff war, so konnte die politische Opposition einzige und allein als religiöser Verein und auch

¹ *StR* 3, 143 f.

² Wie MOMMSEN, *StR* 3, 144 glaubte.

als solcher nur ausserhalb der Stadt existieren, wohin die Aufsicht der Staatspriester nicht reichte¹. Es kam den Führern der Plebejer gar nicht in den Sinn, sich vom Römerstaat losreissen zu wollen. Auch später verblieb deshalb der religiöse Mittelpunkt ihrer Bewegung ausserhalb der sakralen Grenzfurche, auf dem Aventin, während sich die politische Auseinandersetzung der Plebs mit den patrizischen Behörden immer auf dem Forum abspielte. Die polemische Anpassung ihrer Organisation an die patrizischen Verwaltungsorgane ist ebenso eindeutig wie ihre sonstige Rücksichtnahme auf sie. « Ihre Vorsteher haben nie einen Privatprozess entschieden oder ein Commando geführt; ein plebeisches Heer und plebejische Steuern sind widersinnig; es gibt keinen plebejischen Senat; was jedes Collegium haben kann, Eigentum und Forderung, ist der Plebs untersagt. ... Während der Gegensatz der staatlichen Tätigkeit daheim (*domi*) und auswärts (*militiae*) zum Wesen der römischen Gemeinde gehört und keiner der beiden Rechtskreise ohne den andern gedacht werden kann, haben alle plebejischen Institutionen an der Bannmeile ihre Grenze². » Man sieht also wieder, dass die plebejische Gemeinschaft kein Sonderstaat sein wollte, sondern nur eine lediglich nach innen gerichtete Komplementärbildung zum Schutz eigener Interessen. Der Patrizierstaat hat seinen Standpunkt, dass die Plebs illegal sei, nicht aufgegeben. Das Versammlungsrecht (*co-ire*) wurde ihr nie zugebilligt, und darum konnte die plebejische Versammlung nicht als *co-m-itium* bezeichnet werden. Die Vorsteher der Plebs, die Volkstribunen, konnten das Gesamtvolk (*populus*) nicht einberufen, weil darin auch die Patrizier einbegriffen waren. Darum gipfelte auch die Amtsgewalt der *tribuni plebis* nach erlangter staatlicher Anerkennung in einem Negativum: im

¹ Vgl. A. ALFÖLDI, *Early Rome*, 89 ff.

² MOMMSEN, *StR* 3, 146 f. — *Mit. Piganiol* 2, 136, 26. — *Die Römer* 2, 217 f.

Recht, Magistratsverfügungen zu verbieten und ungültig zu machen. Mommsen, bei aller Bewunderung für die « grossartige Stetigkeit » in der Erlangung des patrizisch-plebejischen Ausgleichs, stellt verlegen fest, dass « die constituierte *plebs* die beschränkte und in die bestehende Ordnung eingefügte, aber permanente Organisation desjenigen Gemeinwesens (sei), das die durchgeführte Revolution geschaffen haben würde, die Gemeinde in der Gemeinde, eine Institution, welche, soweit sie reichte, den Staat aufhob. Keine Nation hat ... das Werk der Revolution, wie sehr dasselbe theoretisch wie praktisch der Organisation spottet, dennoch so in dauernder Einrichtung zum Ausdruck gebracht, wie die römische in den plebejischen Institutionen »¹. In der Tat ist dieser Zwiespalt absichtlich verfestigt, in bewusster Ausserachtlassung der logischen Folgen dieser Doppelspurigkeit, um das Zusammenleben beider gegensätzlicher Aggregate zu ermöglichen. Die Risse und Unstimmigkeiten, die dabei stehen gelassen wurden, sind offensichtlich, aber sie wurden stets überwunden. Ausserhalb der Stadt brauchte ein Bürger nur dem Imperiumträger Gehorsam zu leisten, aber innerhalb der Bannmeile unterlag er einerseits der magistratischen *coercitio*, andererseits schuldete er seinem Patron ebenso die Treue, wie er auch der *coniuratio* der *plebs* angehörte und obendrein seiner Sippe auch politisch verpflichtet war.

Dieser Charakterzug der römischen Politik, Zwiespältigkeiten lieber erträglich zu machen suchen als durch ihre gewaltsame Entfernung den Staatskörper zu gefährden, lässt uns auch die Eigenart der dezemviralen Rechtssatzungen besser verstehen. Die Annalisten wollen uns glauben machen, dass der Zweck die *aequatio iuris* (Liv. III, 57, 2 ; 67, 9), die *ἰσονομία* und *ἰσηγόρια* (DH X, 1, 2) sein sollte. Cicero griff ihre griechisch-demokratischen Parolen auf und behauptete

¹ *StR* 3, 145.

(*De rep.* II, 31, 54 und *De leg.* III, 19, 44), dass die Berufung vom Magistratsurteil zum Volksgericht, die *provocatio*, in den Zwölftafeln vielfach gesichert sei. Diesen alten Gewährsmännern folgend spricht man auch heute gerne von der « Rechtsgleichheit », die die dezemviralen Gesetze gebracht hätten. Mommsen meinte¹, dass diese die Einverleibung der plebejischen Sonderorganisation zum Zwecke gehabt hätten, obwohl er selbst das unangetastete Weiterbestehen jener konstatiert hat. Und die neuere Forschung² ist einmütig darin, dass die *provocatio* an das Volksgericht erst um 300 eingeführt wurde, nicht um 450.

Zweifellos war die Kodifizierung des Rechtes eine plebejische Forderung, die den einfachen Mann vor der Willkür des Magistrats schützen sollte³, — eine Forderung konstruktiv-staatlich gesinnter Politiker, nicht unverantwortlicher Aufwiegler. Die Vorschrift, dass *adsiduo vindex adsiduus esto*, erlaubt es dem Wehrbürger der *classis*, sich auf seinesgleichen zu stützen — ein Schlag gegen die Sippenverbände und die Klientel⁴. Solche Konzessionen des Reiteradels an das Fussvolk waren nach der Okkupation des Aventins 456 unvermeidlich. Andererseits waren die Dezemviren Patrizier,

¹ *StR* 2³, 272.

² In diesem Sonderfall empfiehlt es sich, die neue Literatur anzuführen: Ed. MEYER, *RhM* 37, 626 f.; MOMMSEN, *Strafr.* 164 ff.; A. ROSENBERG, *Unters.* 55 f.; CHR. H. BRECHT, *ZSav* 59, 1939, 261 ff.; G. PUGLIESE, *Appunti sui limiti dell'« imperium » nella repressione penale*, 1939, 6 ff.; H. SIBER, *ZSav* 62, 1942, 376 ff., 413 ff.; A. GUARINO, *Studi in onore di S. Solarzzi*, 1948, 25.; ders., *L'ordinamento giuridico romano* I, 1949, 163.; A. HEUSS, *ZSav* 64, 1944, 57 ff., 114 ff., 124; P. DE FRANCISCI, *Studi E. Albertario*, 1953, 422 ff.; E. S. STAVELEY, *Athen.* n.s. 33, 1955, 15 f.; J. BLEICKEN, *ZSav* 76, 1959, 356 ff., 369 ff.; ders., *RE* 23, 2444; W. KUNKEL, *Unters. zur Entwicklung des röm. Kriminalverfahrens* (Abh. Bayr. Ak., n.F. 56, 1962), 23 ff., 28, 30; P. A. BRUNT, *Rev. d'histoire du droit* 32, 1964, 440 ff.; ERNST MEYER, *Der röm. Staat und Staatsgedanke*³, 1964, 65 f., 492 A. 47 (Lit.); LENGLE, *RE* 6 A, 2478; P. GARNSEY, *JRS* 56, 1966, 169; G. GROSSO, *Mél. Piganiol* 3, 1966, 1434 f.

³ G. DE SANCTIS, *StdR* 2¹, 41 ff.

⁴ Zuletzt D. VAN BERCHEM, *Mél. Piganiol* 2, 1966, 746.

und das Heiratsverbot zwischen Patriziern und Plebejern brachte keine Gleichberechtigung der Stände, sondern besiegelte die kastenmässige Abschliessung der Führerschicht. Ferner ist der Satz *privilegia ne inroganto* eine Schutzmassregel der regierenden Sippen gegen die Übergriffe der Volkstribunen, um gewesene Magistrate nicht der Verurteilung durch das *concilium plebis* preiszugeben¹.

Umso auffallender ist es, dass die umkämpfte Verfassungsordnung von der Traktandenliste der Zwölftafeln ausgeschlossen wurde². Dies geschah zweifellos im Sinne der *patres*, die mit ihren Gegnern ein Provisorium abschliessen wollten, um durch dieses Schweigen den Weg für weitere Änderungen freizuhalten. Statt ein politisches Manifest zu sein legt diese Gesetzgebung den Akzent auf die kritischen Erscheinungen des täglichen Zusammenlebens³. « Indem sie die grossen politischen und sozialen Bruchlinien und Risse schliesst und in Kreditverstrickung Rechtsgang, Vollstreckung und Strafrecht den gestörten Frieden des Gemeinwesens wieder aufrichtet », in ähnlicher Weise wie die griechischen Nomotheten⁴, macht der patrizische Adel den besitzenden Bürgern ein wesentliches Zugeständnis, um für seine eigene Herrschaft eine breitere Plattform zu gewinnen.

Statt einer doktrinären Systembildung finden wir auch sonst in der frührepublikanischen Politik ein Flickwerk von Kompromissen und provisorischen Halblösungen, zu dessen Zustandekommen eine grosse Opferbereitschaft und eine unerhörte Disziplin seitens aller streitenden Parteien notwendig gewesen ist. Dieser innere Zusammenhalt war nicht zuletzt die Folge des lebensbedrohenden Druckes von aussen.

¹ V. ARANGIO-RUIZ, *Std. dir. rom.*², 1940, 78; A. HEUSS, *ZSav* 64, 115 f.; P. DE FRANCISCI, *Studi Arangio-Ruiz* 1, 1953, 19 ff.; J. BLEICKEN, a.O.

² F. WIEACKER, *Die Antike* 16, 1940, 182.

³ F. WIEACKER, *Vom röm. Recht*², 1961, 56.

⁴ F. WIEACKER, *Vom röm. Recht*², 179.

Ein politisches Gleichgewicht zwischen den verschiedenen Machtfaktoren und allen wirksamen Kräften kann auf zweierlei Weise herbeigeführt werden, entweder durch ein straff geknüpftes, ausgeklügeltes System, das abweichende Lösungen *a priori* ausschliesst, oder durch ein biegsamen Vorgehen, das — die Möglichkeiten des Augenblicks stets weiter ausbalancierend — vorwärtsschreitet. Rom hat den zweiten Weg gewählt. F. Wieacker¹ hat es wahrgenommen, dass die Römer, anstelle der griechischen Schaffung abstrakter Staatstheorien und einer vorgeformten Ideologie in ihrer Rechtssprechung stets empirische Übergangslösungen gesucht haben, die zwar der straffen Logik mit der Faust ins Gesicht schlugen, aber die Konflikte der Interessen umso erfolgreicher ins Gleichgewicht bringen konnten. Solch ein Flickwerk mag dem Theoretiker den Künsten der politischen Mathematik der griechischen Denkart gegenüber vielleicht minderwertig erscheinen. In Wahrheit aber sind das strenge System der Utopie und die förderlichen Zwischenlösungen der Politik ein antithetisches Paar, in dem sich das bipolare Prinzip der Welt spiegelt. Es ist das Paar der weltbewegenden Kräfte, das Goethe als Systole und Diastole bezeichnet hat, das bei Nietzsche als die Antinomie des Apollinischen und des Dionysischen charakterisiert ist, das in der Naturwissenschaft als die Wechselwirkung des Organischen und des Anorganischen erkannt worden ist und in der Kunswissenschaft als das Wechselspiel von Barock und Klassizismus. In der Politik ist dieser auseinanderstrebende Doppelweg der des Chirurgen und des Internisten². Roms ewige Grösse hat sich daraus ergeben, dass es den zweiten Weg beschritt.

Wir sind am Ende unserer Betrachtungen. Was einzelne Persönlichkeiten bei all diesen Wandlungen und Form-

¹ A.O. 59.

² Für die Kaiserzeit habe ich diese Bipolarität schon früher zu skizzieren versucht: *RM* 50, 1935, 154 ff.

prägungen geleistet haben, ist für uns nicht mehr greifbar. Schade, denn im 5. Jahrhundert war die Spannung zwischen statischen und dynamischen Energien vielleicht grösser als in irgendeinem anderen Säculum der anderthalbtusend Jahre römischer Geschichte, und Menschen waren es, die diese Konflikte auszutragen hatten. Aber man kann auch mit dem alten Cato (*Cic., De rep.* II, 1, 2; II, 21, 37) sagen, dass die römische Verfassung nicht das Werk eines Menschen und eines Menschenalters war, sondern das der gesamten Nation und der Jahrhunderte.

DISCUSSIONS VII ET VIII

M. van Berchem : Il y a deux façons de décrire la croissance d'un Etat, aussi bien que d'un organisme vivant. L'une met en lumière la succession des étapes et s'attache à démontrer la continuité du progrès; l'autre admet des accidents, des arrêts et même des retours en arrière. Appliquées à l'histoire de Rome, ces deux optiques produisent des affirmations contradictoires, qu'il s'agisse des relations de la cité avec l'extérieur ou du développement de ses institutions. Lorsque M. Alföldi nous invite à découvrir, dans les sanctuaires qui jalonnent les routes romaines à cinq ou six milles de la ville, la trace d'une ancienne frontière de l'*ager Romanus*, il exclut du même coup que le territoire romain ait pu connaître, antérieurement au V^e siècle, une extension plus grande, voire atteindre la mer. Et lorsqu'il insiste sur le caractère tardif de la constitution servienne, telle que la définissent nos sources, il semble nier qu'un principe timocratique ait pu être observé à Rome avant l'introduction de cette constitution complexe. Il nous a toutefois présenté la chute de la monarchie et la dévolution du pouvoir à la noblesse des *equites* comme un retour au régime aristocratique qui avait été celui des cités grecques à l'époque archaïque. Je ne me sens donc pas en désaccord avec lui quand je prétends que l'événement daté par la tradition de 509 eut, à bien des égards, le caractère d'une réaction. Il s'agit seulement de savoir jusqu'à quel point de son évolution politique Rome était parvenue à ce moment. J'ai exposé ailleurs mes raisons de penser qu'une infanterie lourde s'était déjà imposée sur les champs de bataille de l'Italie centrale avant la fin du VI^e siècle. La *classis clipeata*, recrutée sur une base censitaire, pourrait ainsi remonter à l'époque royale.

Je rejoins donc sur ce point les conclusions de M. Momigliano. Mais c'est pour m'en distancer aussitôt, lorsqu'il nous propose de chercher les membres de la plèbe dans la catégorie des *infra classem*. J'ai peine à imaginer que le puissant mouvement, dont il

a évoqué les initiatives sur les plans religieux, politique, économique et même artistique, ait pu se développer parmi les seuls prolétaires, au sens originel du mot, sans l'appui d'une fraction notable de la *classis*. L'existence d'une plèbe organisée politiquement est un phénomène particulier à Rome; on n'en trouve l'équivalent ni dans les cités grecques, ni dans le reste de l'Italie. Faute d'un prototype à l'extérieur, il semble qu'il faille chercher l'amorce des institutions plébéiennes dans une expérience locale. Ces institutions sont principalement l'assemblée des tribus, les *tribuni plebis* et l'inviolabilité qui les protège. J'ai tenté naguère d'expliquer cette dernière en fonction de l'asylie accordée de longue date au sanctuaire de Diane sur l'Aventin, où se constituait la plèbe. Je n'y reviendrai donc pas et vais m'attacher pour un instant à la notion de tribu. Les plus anciennes tribus romaines sont celles des *Ramnes*, *Titienses*, *Luceres*; groupements basés sur l'appartenance familiale des individus, au sein desquels les *patres* exerçaient tout naturellement l'autorité. Puis nous entendons parler des quatre tribus urbaines de Servius Tullius. Elles m'ont toujours intrigué; limitées au territoire de la ville, elles ne pouvaient absorber l'ensemble de la communauté civique. On ne voit donc pas bien à quelle fin elles auraient servi. Mais peut-être ne sont-elles devenues urbaines que depuis et par le fait de la constitution des seize tribus rustiques, attribuée par la tradition à l'année 495. On peut imaginer, en effet, que les quatre tribus *Collina*, *Esquilina*, *Suburrana* et *Palatina* se sont étendues, à l'origine, jusqu'à la limite extérieure du territoire romain. La manipulation des tribus a toujours été un moyen de renverser la tendance politique. Pour battre en brèche l'influence de la noblesse, un réformateur comme nous est dépeint Servius Tullius peut avoir substitué aux vieilles tribus gentilices des tribus régionales comprenant chacune un quartier de la ville et une fraction du territoire rural. Nous ignorons tout de la structure de la *classis* primitive, mais les tribus y ont certainement joué un rôle: cela résulte du fait que les officiers des légions se sont de tout temps appelés *tribuni*. Dans cette perspective, la création des seize tribus

rustiques, détachées de celles de Servius Tullius, apparaît comme une mesure de réaction opérée en faveur des *patres*; car il est clair qu'au sein de ces tribus, l'autorité des grands propriétaires devait aisément prévaloir. La révolte de la plèbe, qui suivit de près, serait la conséquence immédiate de cette mesure. Réunie sur l'Aventin, où elle échappait aux foudres du patriciat, elle devait y reconstituer l'assemblée qui, sous les derniers rois, lui avait permis de s'affirmer dans la vie publique.

J'ai conscience que cette vue, largement hypothétique, s'oppose dans une égale mesure à celles de MM. Alföldi et Momigliano, mais peut-être contribuera-t-elle à alimenter la discussion.

M. Momigliano: La differenza fra l'amico Professore van Berchem e me circa l'interpretazione delle istituzioni plebee in parte dipende dalle nostre esperienze storiche. Per me, vissuto in Piemonte all'ombra (per così dire) della rivoluzione francese, è naturale pensare ad una rapida e creativa attività rivoluzionaria dei plebei (che naturalmente per essere *infra classem* non perciò erano *proletarii*). Vorrei solo aggiungere :

1) il patriziato non sarebbe stato vitale senza l'appoggio della *classis* (che perciò non può essere stata nel suo insieme plebea o filo-plebea); 2) le istituzioni della plebe non sono quelle della *classis* ed i tribuni della plebe non sono tribuni della *classis*, i quali ultimi presero il nome dalle tre tribù gentilizie.

A mia opinione, il *concilium plebis* era costituito da rappresentanti delle tribù urbane come delle tribù rustiche.

M. Hanell: Wir haben drei verschiedene Darstellungen von den Zuständen in Rom im 5. Jahrhundert gehört, und zwar von den Herren Alföldi, Momigliano und van Berchem. In ihren Interpretationen sind diese Herren zu recht verschiedenen Ergebnissen gekommen, was ein Beweis dafür ist, wie spärlich unsere Quellen sind: es handelt sich eben um *disiecta membra*, und jeder Versuch, diese zu einem Gebäude zusammenzufügen, fällt *eo ipso* verschieden aus.

Von den drei Hauptthemen, die Herr Momigliano am Anfang seines Vortrags hervorgehoben hat, hat er das dritte (die kumäische Chronik) leider nicht mehr besprochen.

Die einzigen sicheren Quellen, die nicht durch die spätere Annalistik gefärbt worden sind, sind die von der Archäologie gegebenen. Es ist deswegen notwendig, dass die archäologischen Tatsachen in eine möglichst sichere Chronologie eingefügt werden, ehe wir daran gehen können, diese archäologischen Tatsachen mit Quellen anderer Art zu konfrontieren.

Ich bin mit Herrn Momigliano darüber einig, dass die Voraussetzungen für den Kampf der Stände in der Königszeit ausgebildet worden sind. Ebenso möchte ich mit ihm annehmen, dass der *interrex* aus der Königszeit stammt, ebenso wie die Zahl von 300 Senatoren. Das archaische Rom war ein Stadtstaat, eine πόλις; nach Herrn Gjerstad, mit dem ich hier ganz einig bin, fällt die Organisation dieses Stadtstaates in das frühe sechste Jahrhundert.

Nun ist aber die Form des Stadtstaates kein uritalisches Erbgut; sie gehört der östlichen Mittelmeerwelt an, und ist nach dem Westen gebracht worden von Griechen, Etruskern und Karthagern.

Ich bin mit Herrn Alföldi durchaus darüber einig, dass die soziale Struktur der Gesellschaft in den Stadtstaaten aristokratisch war, so wie sie schon früher gewesen war bei den italischen *Stämmen*. Diese Aristokratie war kräftig genug um sich gegen Könige zu behaupten; sie stellte nicht nur Priester, wie die *flamines*, sondern auch Profanbeamte. Wie das Verhältnis zwischen den Aristokraten und dem König sich gestaltete, wissen wir nicht, aber es muss unterstrichen werden, dass die archaischen Könige Roms keine Territorialfürsten hellenistischen Stiles waren. Ich glaube, wie gesagt, dass das *interregnum* auf die Königszeit zurückgeht.

Herr Gjerstad hat gezeigt, dass nach der römischen Tradition das *interregnum* nur in Verbindung mit den vier ersten Königen zu finden ist, was darauf hindeutet, dass die drei letzten Könige ein anderes Verhältnis zu der Aristokratie hatten.

Die Beamten der Königszeit waren, glaube ich, die *praetores*, die als Vertreter der Aristokratie aufzufassen sind. Als der König Tarquinius den neuen Kalender einführte, ist der vornehmste

unter den Prätoren, der *praetor maximus*, Namengeber des Jahres geworden. Das Amt an sich war älter. Die Geschichte der Republik zeigt, dass zwei grosse Neuordnungen der sozial-politischen Zustände stattgefunden haben, zum letzten Male im Jahre 367, wo das klassische Ämtersystem eingeführt wurde, im Zusammenhang mit dem Neuaufbau des Staates nach der gallischen Katastrophe.

Die erste Neuorganisation ist die der Dezemviralzeit. Zwischen dieser und 367 verzeichnen die Fasti die sogenannten *tribuni militum consulari potestate*. Ihre Mehrzahl deutet darauf hin, dass sie Befehlshaber von Teilen des Gesamtheeres waren. Ich glaube auch, dass schon diese Tribunen den Titel *consules* geführt haben. Ich meine, dass eine Reform in der Heeresleitung um die Mitte des 5. Jahrhunderts stattgefunden hat, wo der *praetor maximus* von einem Kollegium von *consules* abgelöst worden ist. Im Jahre 367 wurde die Zahl der Konsuln auf zwei reduziert als Folge des Friedenschlusses zwischen zwei kämpfenden Sozialgruppen.

Die Reform der Dezemviralzeit gehört der *res publica Romana*. In der Zeit zwischen der Dedikation des kapitolinischen Tempels und der Dezemviralzeit ist das eponyme Amt dasselbe geblieben, das heisst: das eponyme Amt der Königszeit hat bis zur Mitte des 5. Jahrhunderts die Funktion der Jahresbenennung behalten. Der Übergang von Monarchie zu Republik hat vor 450 stattgefunden. Die nähere Antwort muss die Archäologie zu geben versuchen, und nichts zwingt uns, so viel ich sehen kann, dazu, mit der prinzipiellen Veränderung der Staatsleitung bis in 6. Jahrhundert hinaufzugehen.

M. Heurgon: A propos de la cavalerie romaine, il n'est peut-être pas inutile de rappeler une donnée de la philologie. M. Alföldi a mentionné les trois tribus génétiques des *Tities*, des *Ramnes* et des *Luceres*, et il n'est pas douteux qu'elles remontaient aux origines pré-étrusques de Rome; mais elles ne nous sont connues qu'à propos de la cavalerie et précisément des *sex suffragia*. Or les noms sous lesquels elles nous apparaissent alors sont étrusques, sont des transcriptions étrusques de noms latins préexistants. Nous

savons les difficultés qui avaient empêché Tarquin l'Ancien de créer de nouvelles centuriae (Liv. I 36, 3); Servius Tullius avait pu le faire en dédoublant les trois centuriae romuliennes *sub iisdem nominibus* (43, 9). La transcription en étrusque des mêmes noms pré-étrusques me paraît s'être produite alors; elle se rattache à ce problème religieux des dénominations, et l'on voit dans quelles circonstances le développement de la cavalerie romaine a dû se faire.

Pour revenir à un autre point de la doctrine de M. Alföldi, je crois que sa définition de l'*ager Romanus antiquus* est fondée sur des données incontestables. Les frontières déterminées au Ve ou au VI^e siècle, marquées par les fêtes des *Terminalia*, des *Ambarvalia*, etc., avaient une réalité religieuse. Mais il n'est pas certain que l'activité militaire et économique de Rome fût contenue à l'intérieur de ces étroites limites. La navigation sur le Tibre était un moyen de communiquer avec le monde extérieur. D'ailleurs la cavalerie ne pouvait se déployer que dans de vastes espaces en dehors de ce cercle de 15 km. de diamètre. Il faudrait donc peut-être distinguer ce « sacred boundary » et une zone plus étendue d'opérations militaires et d'influences politiques.

M. Gjerstad: M. Heurgon was speaking about the "sacred girdle" around Rome marking the boundary of the *ager Romanus antiquus*. Its date? Cults performed between the 4th and 6th mile from Rome along this boundary give chronological evidence. Of particular interest are the cults on the right side of the Tiber: the festival Robigalia celebrated at the 5th mile of the Via Claudia, and the cult performed by the *fratres Arvales* in the grove of Dea Dia at the 5th mile of the Via Campana. The Robigalia were exclusively in the hands of the *flamen* of Quirinus, the protective god of the Quirinal. In the grove of Dea Dia the *fratres Arvales* sacrificed to Mars, the protective god of the Palatine settlement. Both these cults are pre-urban and served to protect the fields of the Palatine and the Quirinal on the right side of the Tiber. This extension of the territory to the right side of the Tiber dates probably from the late pre-urban epoch. The boundary of the fields

of the pre-urban villages on the left side of the Tiber seems to be marked by similar cults between the 4th and 6th mile of the Via Laurentina, Via Appia and Via Latina. When the archaic city was formed by an unification of the pre-urban villages, the fields of these villages were also unified to form the earliest territory of the city, that of the three early tribes, the *ager Romanus antiquus*, protected by the sacred girdle.

M. Gabba : Dalle relazioni dei professori Alföldi e Momigliano riemergono differenti datazioni dell'ordinamento centuriato « serviano ». Mi pare chiaro che la struttura che la tradizione attribuisce a questo ordinamento non può essere quella originale, ma riflette una situazione politicamente e socialmente più evoluta. Si può allora supporre che lo schema originale, di età regia, della *classis* a base timocratica, sotto la quale stavano gli *infra classem*, si sia andato evolvendo nel corso della prima metà del quinto secolo, man mano che la situazione economica degli *infra classem* e, di conseguenza, la loro posizione sociale e le loro esigenze politiche andavano crescendo. Questa evoluzione corrisponde, come ha ben detto il professore Momigliano, all'evoluzione culturale e politica della « plebe » e deve aver condotto alla possibilità di una valorizzazione militare, oplitica, degli *infra classem* e, di riflesso, ad una loro immissione progressiva nell'ordinamento centuriato.

Questo processo storico deve essersi concluso nella seconda metà del quinto secolo (la datazione proposta dal professore Alföldi) con una strutturazione più articolata dell'ordinamento centuriato e ad essa deve essere correlativa l'istituzione dei *tribuni militum consulari potestate*, magistrati supremi dello stato ed espressione della nuova struttura politico-militare dello stato. La *classis* originaria, una struttura aperta in quanto basata sul censo, si trasforma nelle cinque classi. Il movimento ascensionale degli *infra classem* non è, quindi, un movimento proletario, ed esso si sa dare proprie « istituzioni » politiche e culturali, derivandole specialmente dalla Magna Grecia e dalla Sicilia. Vorrei ricordare l'ipotesi di Pais che i *tribuni plebis* siano derivati dal

προστάτης τοῦ δήμου di Siracusa. A proposito della teoria del professore van Berchem sulle tribù rustiche, vorrei rammentare che secondo la tradizione annalistica più antica, quella di Fabio Pittore, il re Servio Tullio avrebbe proceduto anche ad una organizzazione della *χώρα* e non soltanto della città di Roma.

M. Momigliano: Sono d'accordo con Gabba, e mi piace la sua idea che la trasformazione della *classis* in cinque classi sia l'opera dei tribuni con potestà consolare.

M. Riis: The Central Italian arms and armour of the Iron Age are rather well known, and there seems to be no essential difference between those of the 8th and the earlier 7th centuries. From the late 7th century onwards the *Greek* types of arms and armour play a considerable part, and in the 6th century art of Central Italy there are, I think, more representations of warriors with the full equipment of the *Greek* hoplite than with *Etruscan* outfit. Probably, the introduction of Greek arms and armour was connected with the introduction of the phalanx.

M. Alföldi: Zuerst möchte ich Herrn van Berchem antworten. Was ist gradlinige Entwicklung? Die moderne Vorstellung von einer horizontal fortschreitenden Entwicklung, wo ein jeder Schritt nach vorne auch « vorwärts » bedeutet, ist falsch. Aber wie ein jeder Organismus, so ist auch der staatliche einer Entwicklung unterworfen, die einmal aufwärts, einmal abwärts geht, die Rückschlägen und Katastrophen ausgesetzt ist, aber eine Lebenskurve beschreibt.

Was nun die Eigenart der Grenzziehung anbetrifft, die man als *ager Romanus* bezeichnet hat, so ist dieser in den Quellen als Staatsgrenze bezeichnet. Und dann der zweite Kreis um die alte Grenze, die Grenze der suburbanen Region, muss von aussen her betrachtet werden, d.h. die Latiner sind sicher nie näher an die römische Grenze gekommen, als an diesen Kreis. Die Auffassung dass Rom früher einmal grösser gewesen sein konnte, hat also keine Stütze in der alten Grenzziehung.

Die Idee, dass die schwere Infanterie früher geherrscht haben könnte, ist nicht möglich, weil dies die Reiterherrschaft ausge-

schlossen hätte. Und dass die *patres* früher schon regiert hätten, ist nicht möglich, weil sie das *imperium* unter den Königen nicht besitzen konnten. Dass die *classis* ein timokratischer Begriff ist, geht daraus hervor, dass die Reiter *nicht* eingeschlossen waren; sie blieben *supra classem*.

Herr van Berchem hat richtig hervorgehoben, dass die Alternative ist: entweder friedliche Entwicklung, oder gewaltsamer Umschwung, der die *patres* zur Regierung gebracht haben sollte. Die Römer hatten jedenfalls dieser Lösung geglaubt, wie die Annalen es vorstellen. Noch wichtiger ist, dass die juristische Begriffsprägung vom königlichen *imperium*, das in jährliche Befristung überging, aber unvermindert blieb, die Vorstellung einer aktuellen Machtübernahme deutlich zeigt.

Ist es wirklich « unfair » die 193 Centurien des Servius Tullius und seine erfundene Bronzeprägung gegen die Annalen aufzubringen, weil diese Sachen evident falsch sind, und in viel spätere Zeiten gehören? Sicher nicht: entweder nehmen wir ernst und wörtlich, was die Annalen sagen, oder wir sehen ihre Fälschung ein.

Es wurde richtig betont, dass die Archäologie Wichtiges beizutragen hat. Dies ist nun durch die *Regia*-Grabung von Frank Brown demonstriert. Er erweist, dass am Anfang des 5. Jahrhunderts die politischen und staatlich-religiösen Mittelpunkte am Forum neu systematisiert worden sind. Vielleicht gehörte — möchte ich meinen — auch der Dioskurentempel zu dieser neuen, politisch bedingten Gesamtkonzeption, als Heiligtum des Reiteradels. Jedenfalls fällt diese Neuordnung mit der Machtübernahme des Patriziates zusammen.

Herrn Momigliano möchte ich auch mit wenigen Bemerkungen antworten. *Populus plebesque* muss m. E. im Sinne von Mommsen verstanden werden, denn die *plebs* lieferte die schwere Infanterie, konnte nicht *infra classem* sein.

Dass die Patrizier die *equites* waren, beweisen ihre Kleidung und Insignien — soweit ich sehe, hat dagegen allein F. Altheim in aller Einzelheit Stellung genommen. Seine Argumente habe

ich in der *Schefold-Festschrift* erörtert: sie bringen nichts Stichhaltiges.

Herrn Hanell möchte ich sagen, dass, wenn die Annalistik das *interregnū* als Institution nach dem Tod des mythischen Gründers einführen will, man dem nicht Glauben schenken kann. Ferner: *aediles* scheinen mir nicht die ersten Beamten der *plebs* gewesen zu sein, weil am Anfang die *plebs* keinen Tempel (*aedes*) hatte, die *tribuni* aber sofort nötig gewesen sind; die *tribuni* sind also älter als die *aediles*.

Herrn Gabba soll gesagt werden, dass die *comitia centuriata* als die mobilisierte Armee anfangs keine Rolle als politische Versammlung haben mussten; dies kam später.

Herr Riis hat sehr richtig betont, dass die Verbreitung der griechischen Panzerung in Italien sehr wichtig ist. Aber: wenn die Herren *auf dem Pferd* Panzer tragen, so ist das noch keine Phalanx. Die Verspätung ist in Zentralitalien manifest, und die militärische Rolle des Voltigierens ist in Tarent lange nach der Einführung der Phalanx für die Infanterie bekannt (Einzelheiten in meinem Aufsatz in der *Schefold-Festschrift*).

Sicher wichtig ist die Bemerkung von Herrn Heurgon, dass die Stammestribus nicht nur etruskische, sondern in etruskisierter Form überlieferte Namen haben können, wie *Ramnes*. Dass die weiteren 300 Reiter *sub iisdem nominibus* kreiert worden sind, ist auch wesentlich, weil dies die Identität der *sex suffragia* mit den 600 Reitern zeigt.

M. Wieacker: Vielleicht ist es zweckmässig, zunächst von den unbestrittenen Befunden auszugehen. Erstens: wir stimmen über das Bestehen einer revolutionären und sozialen Bewegung in der ersten Hälfte des 5. Jahrhunderts überein. Zweitens: unbestritten ist das Bestehen zweier Gruppen in dieser Bewegung mit sehr verschiedenen Zielen: a) eine aufsteigende einflussreiche Gruppe erstrebt den Zugang zu den Magistraturen und das *conubium* mit den patrizischen *gentes*; b) eine breite ohnmächtige Gruppe ist durch Verschuldung, brutale Exekution und willkürliche Rechtsprechung unterdrückt oder gefährdet. In der Sprache des ita-

lienischen Comune im späten Mittelalter können wir die erste Gruppe « popolo grasso », die zweite « popolo minuto » nennen; wir vermeiden damit zunächst den Streit um den Begriff der *plebs*. Drittens : die *plebs*, als « popolo grasso », ist eine mächtige und aufsteigende Gruppe : sie dediziert Tempel und Kulte und setzt eine mächtige politische Organisation mit eigenen Magistraturen ins Werk ; sie fühlt sich stark genug, einen dauernden politischen Druck auf die patrizische *res publica* zu üben und zwingt ihr eine Reihe von politischen Zugeständnissen ab. Viertens : von einem bestimmten Augenblick an macht sich diese Gruppe zum Anwalt auch des ‘popolo minuto’, d. h. der kleinen Besitzer und der proletarii, für welche sie die XII Tafeln durchsetzt.

Wenn dies alles wahr ist — und wir haben hierfür unmittelbare Zeugnisse aus dem 5. Jahrhundert und nicht nur die annalistische Tradition —, stellt sich die Frage, ob wirklich der Staat der *patres* die Kontrolle über den *populus* (im Sinne Momiglianos), d. h. den *exercitus centuriatus* der *classici*, das Fussheer, im Laufe der revolutionären Entwicklung in der Hand behalten hat. Die Nachrichten über die *secessio* (was immer im einzelnen daran annalistische Legende ist) und die Formation eines Staats im Staat auf dem Aventin, der Tempel der Ceres, des Liber und der Libera, geben dagegen zu denken.

M. Momigliano : Non c’è dubbio che il punto maggiore di differenza fra la concezione del professore Alföldi e le mie opinioni riguarda la relazione tra il patriziato e la cavalleria. Ma questa differenza potrà essere in futuro non lontano risolta dall’archeologia. Si tratta semplicemente di vedere se l’organizzazione oplitica già predominava nell’Italia centrale alla fine del sesto secolo.

M. Gjerstad : It is impossible to discuss all the details of the extremely interesting papers of our colleagues Alföldi and Momigliano. Mr. Momigliano seems to accept the tradition that there were ten *tribuni plebis* from the beginning and, further, that the *decemviri* are to be seen as a reaction to the ten *tribuni*. As it

seems to me, the original number of the *tribuni plebis* probably amounted to four.

Do you think it impossible or excluded that there was actually a conflict between the orders during the regal period?

M. Momigliano: I find it difficult to visualize a real struggle between patricians and plebeians under the kings. No episode of this struggle is connected with the kings in our tradition (Menenius Agrippa was no king!). But of course our tradition may have transformed the reality beyond recognition.

M. Gjerstad: As the annalists wrote the Roman history from the point of view that the Republic was introduced in 509, the kings could of course not be connected with the struggle between the patricians and the plebeians that started after 509.

M. Gabba: In ogni caso l'ordinamento timocratico di Servio Tullio rappresenta una certa lotta degli ordini.

M. Riis: To judge from art, the Etruscan cavalry was not heavily armed. The horsemen might wear single pieces of Greek types, but usually not the complete Greek hoplite armour. Still it should be remembered that sometimes Etruscan representations simply copy Greek art, so that in such cases nothing can be deduced about the Etruscan cavalry.

M. Alföldi: Die Tatsache, dass die Reiterei oft leicht bewaffnet war, bedeutet nicht, dass die Phalanx die Macht der Reiterei gebrochen hat.

M. Momigliano: Una questione che vorrei porre è se i tre *praetores* di Ostia (con la loro distinzione di *praetor primus*, *secundus*, ecc.) sono rilevanti per il nostro problema della interpretazione del *praetor maximus*. Era il *praetor primus* un *praetor maximus* di Ostia?

M. Hanell: In general, the early history of Ostia is not known. For that reason it is impossible to answer this question.

M. Gjerstad: Excavations show that the colony of Ostia can not be older than the fourth century B.C.

M. Riis: To my knowledge the earliest architectural terracottas found at Ostia date from the years between 425 and 370 B.C.

Die XII Tafeln in ihrem Jahrhundert

FRANZ WIEACKER

Die XII Tafeln in ihrem Jahrhundert

1. Für die Untersuchung der zweiten Jahrhundertvorchristlichen Epoche schien mir zunächst eine Übersicht über die Tafeln ein brauchbarer Ausgangspunkt, doch ebenso im allgemeinen ist besser und schwieriger das mittlere Jahrhundert, in dem die Mannigfaltigkeit und Interdependenz dieser Quellen, Widersprüche und Fehle in den angegebenen Rumpf vergleichbare geplätteten und stilisierten Ergebnissen Daten, aus den Dokumenten der vorrömischen Zeit und Verfasstes liefern quellen die eigentlich oder potentiell überliefern würden, und aus der literarischen Tradition, die bis vor unterschiedlichster Verzerrung die einzige Quelle der vorrömischen Geschichtsschreibung zu sein schien. Doch dann begann der mechanistische Kult der aktualistischen Tradition durch Niebuhr und des Zugangs auf die primären Aussagen des Spatiums, der Spezie, der Konkretisierung und des Inszenierens in die Koordinaten und Synthesemuster dieser von Dokumentationsgruppen heranreihenden und Gegenstand der Forschung geworden.

2. Demgegenüber bleibt unter Kenntnis der XII Tafeln wesentlich auf einer volleren und wichtigermässig hinzugefügten Tradition, nämlich auf der Überlieferung eines Schriftbands darin, die juridische und praktische Literatur; d. h. auf der verdeckten oder alten Traditionen. Diese Reins-Judicae und Antiquaria bewirken den späteren Vericht auf die archetypische Funktion der Geschichtsschreibung und unbedingt durch die Vernehrungen zulässig, welche die politischen Ideologien um eine in der geschichtlichen

* Zum folgenden Material vgl. Am zweiten Kapitel seines *Origins of Rome*, 183 ss. (S. 63 ff. 66 ff.).

* Minucius, 10, 98.

DIE XII TAFELN IN IHREM JAHRHUNDERT

I. DIE ÜBERLIEFERUNG

1. Für die Kenntnis des ersten Jahrhunderts der römischen Republik kommt der Überlieferung über die XII Tafeln eine besonders ausgezeichnete Stellung zu. Im allgemeinen ist Stärke und Schwäche der römischen Frühgeschichte die Mannigfaltigkeit und Inhomogenität ihrer Quellen. Wir erschliessen heute die Anfänge Roms zugleich aus archäologischen und ethnisch-linguistischen Daten, aus den Dokumenten des römischen Kult- und Verfassungslebens (mögen sie epigraphisch oder literarisch überliefert sein)¹ und aus der literarischen Tradition, die bis vor anderthalb Jahrhunderten die einzige Quelle der römischen Frühgeschichte zu sein schien. Seit dem Beginn der methodischen Kritik der annalistischen Tradition durch Niebuhr und des Zugriffs auf die primären Aussagen des Spatens, der Sprache, der Kultaltertümer und der Inschriften ist die Koordination und Synchronisierung dieser vier Dokumentationsgruppen Faszination und Crux der Forschung geblieben².

2. Demgegenüber beruht unsere Kenntnis der XII Tafeln wesentlich auf einer isolierten und verhältnismässig homogenen Tradition, nämlich auf der Überlieferung einer Staatsurkunde durch die juristische und antiquarische Literatur; d. h. auf der verlässlichsten aller Traditionen. Denn Roms Juristen und Antiquare bemühten sich unter Verzicht auf die ästhetische Forderung der Geschichtserzählung und unbirrt durch die Versuchungen kultureller, sozialer und politischer Ideologie um eine an der griechischen

¹ Zum folgenden MOMIGLIANO, An Interim Report on the Origins of Rome, *JRS* 53 (1963) 96 ff.

² MOMIGLIANO, 98.

ιστορία geschulte Bestandsaufnahme und Interpretation der ihnen zugänglichen Dokumente¹. Die eigentümlichen Schwierigkeiten der Frühgeschichte mit den drei anderen Dokumentationsgruppen treten hier zurück. Der *archäologische* Befund mit seiner schwierigen Chronologie ist für den Rechtshistoriker keine Verlegenheit, sondern eine grosse Hilfe: er hat uns durch Verifizierung der Kulturrealien der XII Tafeln in Grab- und Siedlungsfunden unschätzbare Authentizitätskriterien geliefert². Das *linguistische* Zeugnis der XII Tafeln ist auf eine schmale Sprachschicht konzentriert, und das altertümliche Vokabular und die Syntax waren durch die Eigenart dieser Überlieferung besser vor Verwitterung geschützt als jede andere mittelbare Tradition. Endlich: die Ungewissheiten der *historischen* Tradition betreffen nur die Randzonen des Phänomens, Motive, Hergang und griechische Einflüsse auf die Gesetzgebung. Im Kern ist der Gesetzgebungsauftrag der Dezemvirn durch die *Fasten* gesichert. Unser einziges kritisches Problem bleibt, ob dieses Zeugnis über die Dezemvirn wirklich auch jenen Rechtssätzen zugeordnet werden darf, die eine spätestens um 200 konsolidierte, komplexe und sich gegenseitig stützende fachjuristische und antiquarische Überlieferung übereinstimmend als Inhalt der XII Tafeln bezeichnet. Hiervon soll noch ausführlich die Rede sein.

3. Freilich fallen uns auch die XII Tafeln nicht mühelos in den Schoss. Ihre Überlieferung ist ausschliesslich eine mittelbare, literarische, die freilich im letzten Grund auf unmittelbarer Kenntnis, Prüfung und Interpretation eines öffentlichen Dokuments durch juristische Fachleute und durch Altertumsforscher beruhen muss. Aber unsere ersten direkten Nachrichten sind in der juristischen Literatur meist

¹ MOMIGLIANO, 108.

² Unten S. 311 ff.

nicht älter als Labeos und Gaius' Zwölftafelkommentare¹, in der antiquarischen nicht älter als Varro, Gellius und Festus; endlich gibt auch Cicero reiche Nachrichten, die vermutlich auf der (nicht immer zuverlässig wiedergegebenen) juristischen Information beruhen. Hinter diese unmittelbaren Berichte können wir aber mit grösserer oder geringerer Sicherheit auf ältere Tradition zurückgreifen: so bei den Juristen und bei Cicero wahrscheinlich bis auf die *Tripartita* des Sex. Aelius (um 200 v. Chr.)²; bei den Antiquaren für Gellius auf Fabius Pictor, Cincius Alimentus, Cassius Hemina, Messala, Aelius Stilo und Varro selbst, sowie auf die älteren Juristen bis herunter zu Masurius Sabinus; für Festus natürlich auf Verrius Flaccus und durch diesen auf Aelius Stilo, Cincius und deren Quellen. Soweit die Nachrichten der Antiquare nicht etwa auf unmittelbarer Kenntnisnahme von dem beruhen, was als Zwölf Tafeln archiviert oder denn öffentlich ausgestellt war³, werden sie der Natur des Gegenstandes nach aus der ältesten ihnen zugänglichen juristischen Literatur zu schöpfen versucht haben. Die älteste Hauptquelle werden die *Tripartita* des Sex. Aelius sein: *qui liber veluti cunabula iuris continent: tripartitum autem dicitur, quoniam lege duodecim tabularum praeposita iungitur interpretatio* (D. I, 2, 2 § 38 Pomp lb sg enhiridii).

Diese Überlieferungsmasse ist erstaunlich homogen. Wo Zwölftafelsätze mehrfach überliefert sind, zeigt sich, bis auf die unvermeidlichen Überlieferungsfehler und juristischen Interpolationen⁴ eine Übereinstimmung, die sich

¹ Zuletzt LAURIA, *Ius Romanum* I (Napoli 1963) 21-51; cf. WIEACKER *IVRA* 16 (1965) 271 ff.

² Die Belege ergeben sich aus den Nachweisen bei SCHOELL (unten S. 318, Anm. 2) und in *FIRA* I²: *Leges* (edd. Riccobono Florentiae 1941) 23 sqq.; vgl. ferner WIEACKER, *Festschr. Wenger* I (1944) 132; Zwölftafelprobleme in *RIDA* 33 (1956) 15. (im folgenden stets: *RIDA*.)

³ Hierüber unten S. 324 u. Anm. 4

⁴ Unten S. 317 f.

auch auf den (modernisierten) Wortlaut erstreckt. Die feste Tradition, die als *leges XII tabularum* oder XII schlechthin gemeinsamer Besitz des klassischen römischen Bewusstseins ist, muss sich ziemlich früh, spätestens um 200, ausgebildet haben; vielleicht eben durch Sex. Aelius Catus. Aber damit trennen uns immer noch mehr als zwei Jahrhunderte von den Dezemvirn selbst. Auch die Homogenität dieser Überlieferungsschicht verbürgt uns weder die Authentizität des einzelnen Zwölftafelsatzes noch die der gesamten Gesetzgebung in der Gestalt und Folge, die wir den frühesten literarischen Quellen entnehmen können.

II. ZUR AUTHENTIZITÄT DER XII TAFELN

1. Die Authentizität dieser Tradition ist für die Zwecke dieser Zusammenkunft das eigentliche Problem. Wenn die XII Tafeln authentisch sind — und nur dann — sind sie das sicherste Zeugnis der öffentlichen Zustände ihrer Zeit, über die sie überhaupt etwas aussagen: das einzige unmittelbare Dokument geistiger Prozesse und politischer und sozialer Willensakte, die uns Archäologie, Kultüberlieferung und *Fasten* schuldig bleiben müssen, und welche die historische Tradition seit der älteren Annalistik immer zu entstellen bereit war.

Das Urteil «authentisch» schliesst genauer drei verschiedene Aussagen ein. Einmal: die von der Überlieferung den XII Tafeln zugeschriebenen Rechtssätze waren wirklich römisches Recht der Mitte des V. Jhs; ferner: diese Sätze standen wirklich im Gesetz der *decemviri legibus scribundis*; und endlich: die historische Tradition über Anlässe, Motive und Hergang der Gesetzgebung selbst entspricht einer historischen Wirklichkeit. Es ist klar, dass es für diese dritte Aussage eine unmittelbare Authentizitätskontrolle überhaupt nicht gibt. Aber auch die ersten beiden Annahmen können jedenfalls unbedingt und allgemein nicht bewiesen

werden. Auch der bestimmteste Nachweis, dass ein Zwölftafelsatz dem V. Jh. angehören kann oder muss, deckt nicht die Authentizität anderer Sätze, die unter der Flagge der XII Tafeln segeln; und er beweist nicht einmal, dass dieser Satz selbst «in den XII Tafeln stand». Wir müssen uns in jedem Fall mit dem relativen Beweiswert zufrieden geben, den schon die gesicherte Authentizität einzelner Normen und Normenkomplexe für die Kenntnis der Zustände der frühen *res publica* hat.

2. Die Authentizität der XII Tafeln als ganzes ist (in diesem dreifachen Sinn) vor etwa einem halben Jahrhundert zuerst¹ von Lambert und Pais² bestritten worden. Bekanntlich haben ihnen Historiker und Rechtshistoriker durchweg die Gefolgschaft versagt³. Indessen sollten wir jedenfalls die Kritik dieser bedeutenden Althistoriker nicht mit der hochfahrenden Anmerkung abtun, sie seien nur die Nachzügler einer veralteten radikalen Überlieferungskritik im Stile Niebuhrs. «Es ist der Wahrheit gewiss nichts so gefährlich, als wenn einseitige Meinungen einseitige Widerlegen finden» (Schiller). Denn Lambert und Pais gingen von dem methodisch ganz korrekten Gedanken aus, die Tradition der Juristen über die Tafeln — und sie ist wirklich unsere älteste Tradition — könne sich nicht wohl vor dem III. Jh. ausgebildet haben; sie durften deshalb mit gutem Grund für möglich halten, dass sie überhaupt erst

¹ Vgl. jedoch bereits LEWIS, *Inquiry into the Credibility of Early Roman History* (1855); vgl. auch *The Edinburgh Review* 115 (1862), 453 f.

² LAMBERT, *NRH* 1902, 347 ff.; *RevGén., Droit* (1902), 381ff.; *Mélanges Appleton* (Lyon 1903), 501 ff. PAIS: *Storia di Roma* (Torino 1898) 546 ff.; 631 ff. u. bes. *Storia critica di Roma II* (1915), 203-301; *Ricerche sulla storia e sul diritto pubblico di Roma I* (1915), 1-179.

³ Statt aller GIRARD, *NHR* 1902, 381 ff.; LENEL, *SZ* 26 (1906), 499 ff.; MOMMSEN, *Mélanges Boissier* (1903), 1 ff. (*GesSchr.* II, 141 ff.); alle zu Lambert. Seitdem etwa ARANGIO-RUIZ, *Storia di dir. rom. I* (1937), 54 ff.; WESENBERG, *SZ* 68 (1951), 598 ff.; GUARINO, *Storia di dir. Rom.* (1948), 102 ff.; WENGER, *Gesch. d. Quellen* (Wien 1953), 372.

das Ergebnis einer fachjuristischen Kompilation älteren Materials sei ; des Sex. Aelius, wie Lambert glaubte, oder des Cn. Flavius, wie Pais erwog. In der Tat kann, ja muss es eine solche fachjuristische Rezension der XII Tafeln in den Anfängen der juristischen Literatur gegeben haben ; und sie muss dann auch die Hauptquelle, ja die einzige Quelle aller Zwölftafeltradition in unseren Händen sein. Auch wenn wir in der Sache glauben, dass das Material dieser Redaktion authentisch war, nämlich nach Form und Gehalt aus der Gesetzgebung der Dezemvirn stammte, können wir Lambert und Pais nicht durch allgemeinen common sense-Konservativismus, sondern nur durch die positive Darlegung eines dokumentierten Befundes wirklich widerlegen.

Lambert und Pais zufolge hätte es einen der historischen Überlieferung entsprechenden Gesetzgebungsakt der Dezemvirn überhaupt nicht gegeben. Nun weisen die *Fasten* jedenfalls *decemviri legibus scribundis* aus, und wir werden nicht mehr bereit sein, diese Aussage ohne ein methodisch ermitteltes Motiv in Frage zu stellen¹. Die Zuschreibung der uns bekannten Zwölftafelsätze an die in den *Fasten* genannten Dezemvirn gehört freilich ausschliesslich erst der juristischen und antiquarischen Tradition an, die wir höchstens bis in das Ende des III. Jhs. zurückverfolgen können. Aber auch diese späte Überlieferung hat eine gewisse Vermutung der Glaubwürdigkeit für sich: sie konnte, wo nicht an öffentlichen aufgestellten Gesetzen, so doch an archivierten Texten urkundlich verifiziert werden und wurde durch die tägliche Anwendung und Auslegung der pontifikalen und später der profanen Jurisprudenz auch weiterhin beständig unter Kontrolle gehalten. Es ist unter

¹ Grundlegend TÄUBLER, *Unters. z. Gesch. d. Dezemvirats u. d. Zwölftafeln* (1931; Neudruck Vaduz 1965). Zur Kritik der Dezemvirnliste zuletzt R. WERNER, *Der Beginn d. röm. Rep.* (München-Wien 1963), 280 ff.; mit weiteren Nachweisen.

diesen Umständen schwer vorstellbar, wie sie sich als blosse Ausgeburt etwa einer alten annalistischen Tendenz hätte ausbilden können. Auch die kulturelle Analogie mit den griechischen Gesetzgebungen, besonders der solonischen, welche die spätere historische Tradition allerdings beherrscht und die Entstehung einer solchen Fiktion begünstigen konnte, hätte jedenfalls ohne einen grossen Anlass in der historischen Erinnerung und ohne das Vergleichsmaterial römischer Rechtssätze gar nicht entstehen können. Und dieser Anlass und diese Rechtssätze schnitten dauernd so tief in das tägliche öffentliche Leben der frühen Republik ein, dass die Gesetzgebung zu den wenigen Ereignissen gehören muss, die stets in öffentlicher Erinnerung blieben. Es gab also sicher eine umfassende Gesetzgebung der Dezemvirn — mag auch keine der näheren Erzählungen (Amtsanmassung und Sturz des Zweiten Dezemvirats; Nachlieferung zweier ungerechter Tafeln; Gesandtschaft nach Athen, Griechenland oder Grossgriechenland; Mitwirkung des Hermodor) durch diese Feststellung mit gedeckt sein¹.

3. Nicht gedeckt wird durch sie natürlich auch der Inhalt der einzelnen Rechtssätze, welche die Überlieferung den Dezemvirn zuschreibt; ihre Authentizität muss vielmehr von Fall zu Fall geprüft werden. Man könnte erwarten, dass die Rechtshistoriker uns diese Aufgabe abgenommen hätten. Aber die meisten rechtshistorischen Untersuchungen können und wollen einen solchen Authentizitätssatz nicht erbringen. Die Romanisten sehen vernünftigerweise keinen Grund, die Echtheit eines Zwölftafelsatzes in Frage zu stellen, solange er mit ihrem Gesamtbild von der frühesten Entwicklung des römischen Rechts vereinbar bleibt. Hierfür aber lässt die sehr unbestimmte

¹ Eine abgewogene Scheidung des authentischen Erzählungskerns von den legendären Zutaten bei ARANGIO-RUIZ, *Storia di dir. rom.*, 54.

Chronologie des ältesten römischen Rechts leider weithin carte blanche. Unsere nähere Kenntnis der Entstehung römischer Zivilrechtssätze beginnt nicht vor dem II. Jh. Vom vordezemviralen Recht wissen wir so gut wie gar nichts, von der pontifikalnen *interpretatio iuris* nach den XII Tafeln so wenig, dass auch hier noch bestimmtere Datierungen ein Wagnis bleiben.

4. Wir müssen uns also an die unmittelbaren Befunde halten¹. Dabei sind drei Komplexe zu unterscheiden. Einmal: eine hocharchaische Sprach- und Rechtsschicht, die besonders zu der alttümlichen Patina des Zwölf Tafeln beiträgt, aber eben wegen ihres hohen Alters für ihre Chronologie selbst wenig ausgibt (a); ferner: Symptome von Verfassungs-, Siedlungs- und Wirtschaftszuständen, die im allgemeinen auf das V. Jh. deuten (b); endlich: einige wenige Indizien, die gerade auf die Mitte dieses Jahrhunderts weisen (c).

(a) Das Vocabular der Tafeln ist trotz dauernder Modernisierung der Lautformen hochaltertümlich². Eben dieser Altertümlichkeit verdanken wir das Interesse der Antiquare und damit einen guten Teil unserer Nachrichten.

¹ Die wichtigeren habe ich (auf Grund einer Zusammenarbeit mit Latte 1955 in Brüssel vorgelegt, vgl. RIDA (s. S. 295, Anm. 2) 473 ff.

² Dazu besonders DEVOTO, *Storia della ling. lat.* 20 f.; 51 ff.; 101 und vor allem 73 ff.; vgl. auch RIDA 482 ff. Die verbreitete Meinung, die überlieferten Fassungen seien, etwa im Vergleich mit der älteren Scipioneninschrift, sehr rezent, trifft zwar für Wortformen wie *iumentum* (Foruminschrift: *iouxmenta*), *iusto* (*iovestod*), *aere* (*aisid*: vgl. STROUX, *Philologus* 86 (1931), 460), *erit* (*esed*) sicher zu; dieser Lautstand erklärt sich ohne weiteres aus der kontinuierlichen Adaptation des Gesetzes (unten S. 316); für das (später häufig unverständlich gewordene) Vokabular trifft es gerade nicht zu. Die künstliche Repristinierung des Zwölftafelstils bei Cicero, *De leg.* 2, 3 sqq. (dem die stilgetreue Nachahmung freilich nicht immer gelingt: ERMAN, *SZ* 23 (1903), 546) zeigt, dass Cicero der Text in derselben Art von Patinierung vorlag wie den Juristen und Antiquaren seiner Zeit, deren Werk dieses Erscheinungsbild ist.

Wörter wie *anfractus*¹, *adsiduus*, *heredium*, *lessus*, *obvagulare*, *recinium*, *rupitia*, *tugurium*; Formen wie *aevitas*, *dies status*, *portus* (für *porta*), *sam* (für *eam*); Bedeutungen wie *ambitus* (vgl. S. 306 Anm. 2), *hostis* (für *peregrinus*), *orare* (*in iure* rechtsförmlich sprechen; dazu *adorare furto*), *telum* (für die Waffeschlechthin) und *tutela suae rei* (für das Vermögen des *paterfamilias*) scheinen sonst schon vor Beginn der literarischen Überlieferung ausgestorben und haben wahrscheinlich eben nur durch die XII Tafeln überlebt. Aber gerade das Fehlen aller Vergleichsmaterials gestattet hier keine bestimmtere Datierung.

Devoto² nimmt seit der Zurückdrängung Roms in ackerbürglerliche Verhältnisse nach dem Ende der etruskischen Vorherrschaft die Ausbildung einer (postdezemviralen) Sprache an, die ihre Begriffe gern dem Ackerbau entnommen hätte (*ager*, *locuples*, *peregrinus*³, *rivalis*, *stipulatio*, selbst *pecunia*). Wenn dies richtig wäre, verträten die Äquivalente der XII Tafeln (*adsiduus* für *locuples*, *fundus* für *ager*, *hostis* für *peregrinus*, *sponsio* für *stipulatio*) allerdings eine ältere Sprachschicht; das würde selbst für die ohnedies problematische *pecunia* gelten, wenn man sie in der juristischen Überlieferung des Legatsatzes V 3 für eine Interpolation der *interpretatio iuris* hält (vgl. unten). Da aber Devoto seine Belege für jene ältere voragrarische Sprache notgedrungen fast immer gerade den XII Tafeln selbst entnehmen muss, wäre dieses Kriterium für die Datierung des Gesetzes ein offensichtlicher Zirkelschluss.

Die Tafeln enthalten einige hocharchaische Rechtsinstitute, welche die Rechtshistoriker überwiegend für vordezemviral, d. h. für älteres, von den Dezenvirn übernommenes Recht halten; damit verbindet sich ausnahmslos

¹ Zur sabinischen Lautform von *anfractus*: DEVOTO, *op. cit.* 82, dessen Konsequenzen für die Datierung aus einer «antisabinischen Reaktion» freilich mit dieser gewagten These stehen und fallen.

² *Op. cit.* 101 ff.

³ Vgl. aber zu *peregre* Nordens Hinweis auf Hofmann 453 (*peregre*, uralter Lokativ): *Aus altrömischen Priesterbüchern*, 169, Anm. 1.

auch hohe sprachliche Altertümlichkeit. Auch diese Relikte gestatten keine genauere Datierung der XII Tafeln, in die sie ja auch zu jeder späteren Zeit hätten übergehen können. Nur soviel könnte man zugeben, dass diese Übernahme je später desto unwahrscheinlicher war, und dass diese Petrefakte daher den allgemeinen Eindruck der Echtheit des Gesetzes unterstützen.

Hierher gehört zunächst die Selbsthilfetötung des Diebes, der *nox furtum faxit* oder *telo se defendit* unter Erhebung des altertümlichen «Gerüftes» (*endoplorare*)¹. Die Art der Qualifikation des Diebstahls wie die Funktion der aufs Gerüft hin herbeilegenden «Schreimannen», ursprünglich als Helfer gegen den ortsfremden Eindringling, später als Notrichter über den auf handhafter Tat Ergriffenen sind, wie ein reiches Vergleichsmaterial bestätigt, Relikte prä-urbaner Gerichts-übung durch formalisierte Selbsthilfe².

Ebenso sind Spurfolge und förmliche Haussuchung *lance et licio*³ mit ihrem höchst altetümlichen Ritual indogermanisches (und wohl nicht nur indogermanisches⁴) Urgestein der vergleichenden Rechtsgeschichte. Die Spurfolge mit aufgebotenen Nachbarn und ritualisiertem Durchsuchungszeremoniell weist in sehr alte Situationen zurück, die zur öffentlichen Friedenswahrung der *res publica* der Dezemvirn nicht mehr passen: die Verfolger müssen den Anschein des willkürlichen Überfalls meiden; dem Heimgesuchten drohte ohne das offenbar seiner Sicherung dienende Ritual nackte Gewalt unter dem Vorwand der Diebstahlsbezeichnung. Anrseits sind die anderen Spurfolger offenbar auch hier zunächst auch Notrichter des Überführten⁵; dass sie später

¹ Dazu eingehend *Festschr. Wenger* I (1944), 129 ff.

² Zuletzt KASER, *Röm. Zivilprozessrecht* (1966), 19.

³ Dazu etwa E. WEISS, *SZ* 43 (1923), 455; v. SCHWERIN, *Die Formen d. Haus- suchung in indogerm. Rechten* (1924); GOLDMANN, *SZGerm.* 45 (1925), 46 ff.; HAMMERICH, *Clamor* (Kopenhagen 1941); WIEACKER, *Festschr. Wenger*; KUNKEL *RPrP* 254 u. Anm. 10; KASER, *Altrom. Ius* (1949), 340 f. u. *RPrR* I (1955), 141.

⁴ Dass sie auf indogermanische Rechte nicht beschränkt war, zeigt DAUBE, *Stud. on Biblical Law*, 201 ff.; *Tijdschr.* 15 (1938), 48 ff.

⁵ WIEACKER, *Festschr. Wenger* I, 156 u. Anm. 2; zustimmend jetzt KASER, *Röm. Zivilproz.* 19. Im römischen Stadtstaat, wo sich Viehspur und Menschen-

vor dem Gerichtsmagistrat die Rechtmässigkeit und den Erfolg der förmlichen Haussuchung zu bezeugen scheinen, ist ersichtlich spätere Anpassung an das öffentliche Gericht der entwickelten *civitas*.

Endlich gehört zu dieser ältesten Rechtsschicht auch das *obvagulare ante portum*, das « Beschreien » des pflichtvergessenen Solemnitätszeugen vor seinem Hause¹. Dass auch diese Form aussergerichtlicher Leumundsbekundung und « Volksjustiz » (Usener²) sich in das sonst in den XII Tafeln voll ausgebildete öffentliche Gericht³ nicht einfügt, hat man längst gesehen⁴: sie passt weder im allgemeinen zum Verfahren *in iure* noch im besonderen zur öffentlichen (« staatlichen ») Sanktion gegen den *testis improbus* in Tab. VIII 22: *qui se sierit testarier... ni testimonium fatiatur, improbus intestabilisque esto* (Gell. 5, 13, 11).

(b) Für die Verfassungszustände ihrer Entstehungszeit ergeben die überlieferten Fragmente leider fast nur Argumente *e silentio*. Natürlich erweisen sie nicht mehr den *rex* als Gerichtsmagistrat. Aber auffällig (und für uns ärgerlich) enthalten sie uns auch mit einer Ausnahme den Namen des republikanischen Gerichtsmagistrats ihrer Zeit (*index?* *consul?* *praetor maximus?*) vor.

Der (nachmalige) Prätor der licinischen Reform ist für III 5; VIII 8 u. 14 nur in den indirekten Berichten bei Gellius und Plinius genannt und hier sicher das Zeugnis einer naheliegenden Anpassung an die licinische Magistratur. Dagegen muss in XII 3 der lückenhafte Festustext (376 s.v. *vindiciae*)

tritt schnell verließ und das Aufgebot der Siedlungsnachbarn durch Gerüst unnötig werden musste, hat sich die Spurfolge ersichtlich früh verloren: LUZZATTO, *Per un'ipotesi sulle origini d. obblig. rom.* (Milano 1944), 154 f.; KASER, *Eigentum u. Besitz*, 36 f.; WIEACKER, *op. cit.* 155.

¹ ARIAS-BONET, *St. de Francisci I* (1954), 285-301; KASER, *RPrR* I, 149; WIEACKER, *RIDA*, 478 f.; KASER, *RömZPr*, 19.

² Grundlegend *RheinMus*, N. F. 56, 22 f.

³ Cf. Tab. I, 1 sqq.; II, 1 sqq.; XII, 3 u. ö.; vgl. KASER *RZPr* 19.

⁴ Anders aber ARIAS-BONET, *op. cit.*, 23.

...tor arbitros tris dato wohl wegen Cato bei L. Furius, *De aqua: praetores secundum populum vindicias dicunt* (gleichfalls im Festus) wohl wirklich als (*prae*)*tor* ergänzt werden¹ und dann den vorlicinischen ein-oder mehrköpfigen höchsten Magistrat, nämlich entweder den *praetor maximus* oder den diesem nachgeordneten Magistrat gleichen Namens, aber mit anderem Epitheton, meinen.

Der Privatrichter (*arbiter*, wohl auch schon *index*: cf. II 2: *Morbus sonticus - - - quid horum fuit vitium i u d i c i arbitrove reove*) und damit die Verfahrensteilung ist den XII Tafeln wohl schon über die für sie ausdrücklich bezeugte *legis actio per iudicis arbitrive postulationem* hinaus bekannt.

Dass die kurulische Ädilität nach Ciceros Zeugnis (*Ad. Att. 6, 1, 19*) *multis annis post Xviros* eingerichtet wurde, ist natürlich für die Datierung nicht besonders interessant.

Die Anfänge der Zenturienverfassung sind vielleicht schon sichtbar. Vom *comitiatus maximus* (den die meisten für identisch mit der nach Zenturien angetretenen Volksgemeinde, im Gegensatz zu den (kleineren) *comitia curiata*, halten) spricht zwar nur Ciceros mittelbare Wiedergabe (*De leg. 9, 44*) *de capite civis rogari nisi maximo comitiatu (lex) vetat*; aber Cicero kann den nur in früher Zeit sinnvollen Ausdruck nicht erfunden haben. Bedenklicherweise ist dieser Rechtssatz aber der gleiche, den die Annalisten der *lex Valeria de provocatione* und also nicht den XII Tafeln zuweisen. Noch wichtiger scheint mir daher, dass das Gesetz zwar weder die *classis* noch gar die fünf Zensusklassen nennt, wohl aber die zwei Besitzklassen der *adsidui*

¹ Zu den frühesten Jurisdiktionsmagistraten: KASER, *Festschr. Wenger I* (1944), 122 u. Anm. 2 u. zuletzt *Tijdschr. 32*, 340 u. Anm. 30; HEUSS, *SZ 64* (1944), 89; BROGGINI, *Index arbiterve*, 53 f. In Tab. III, 5 (Gell. 20, 1, 46 sq.), VIII 9 (Plin., *NH* 18, 3, 12) und VIII 14 (Gell. 11, 8, 8) erscheint der Prätor nur in offenbar modernisierten Inhaltsangaben der Autoren.

und der *proletarii* (I 4)¹. Es liegt nahe, in dieser durch das Institut des *vindex* und durch das spätere Verschwinden des *adsiduus* aus dem juristischen Wortschatz besonders gut beglaubigten Überlieferung ein Indiz für die bereits sich ausbildende Hoplitenphalanx der Vollbürger und für die Formierung einer timokratischen Zenturienverfassung zu sehen.

Dass die Tafeln Patriziat und Plebs nicht unterscheiden, ist wohl schon in ihrer Tendenz auf Rechtsgleichheit der Bürger begründet. Nach Cicero (*De rep*, II, 37) hätte ausdrücklich von beiden Ständen nur das berüchtigte Eheverbot der (11. oder 12.?) *tabulae iniquae* des zweiten Dezemvirats gesprochen. — Die Terminologie *hostis* (= *peregrinus*) und die rätselhaften, jedenfalls latinischen *Forctes* (1) und *Sanates* (I 5)² lassen bestimmte Rückschlüsse auf die zwischenstaatlichen Verhältnisse nicht zu. Sie zeigen immerhin Gerichtsstandschaft (latinisher?) Nichtbürger vor dem römischen Magistrat (*dies status cum hoste*) und tatsächliches *commercium* (*adversus hostem aeterna auctoritas esto*).

Im übrigen ist der Verfassungsaufbau der Zwölftafelzeit aus dem verfügbaren Material schlechthin nicht mehr erschliessbar. Diese verstimmende Schweigsamkeit könnte sich aus blossen Zufällen der Überlieferung erklären; wahrscheinlicher ist sie das Ergebnis einer Selektion, die bei der dauernden Adaptation der XII Tafeln an gewandelte Zustände die obsolet gewordenen oder aufgehobenen Institutionen ausscheiden musste.

¹ Über eine möglicherweise schon servianische Unterscheidung zweier Gruppen *classis* und *infra classem* (mit einer möglichen dritten Gruppe von *proletarii*) zuletzt MOMIGLIANO, *An Interim Report*, 120. — Erklärt sich die wunderliche Notiz bei Festus (P. 102) «*hortus*» *apud antiquos omnis villa dicebatur* (entspr. Plin., *NH* 19, 4, 50, der die Beziehung dieser *antiqui* auf die XII Tafeln sicherstellt) *quod ibi, qui arma capere possint, «orientur»* aus der Wehrpflicht der *adsidui*, d. h. der mit einem *hortus* (*villa*) angesessenen *cives*?

² Tab. I 5; dazu ROSENBERG, *Hermes* 54, 127 ff.; PHILIP, *RE* 14, 985 sv. *Sanates*; zuletzt ALFÖLDI, *Early Rome and the Latins* (Ann Arbor 1963) 14.

Als Siedlungsformen blicken, wie nicht anders zu erwarten, sowohl bäuerliche als ackerbürgerliche, bereits urbane durch; auf beide nebeneinander nimmt das Nachbarrecht der Dezemvirn Bedacht. Die weiträumigeren, prä-urbanen Verhältnisse, welche Spurfolge und *quaestio lance et licio* und das *obvagulare ante portum* vorauszusetzen scheinen¹, gehörten ersichtlich einer älteren Rechtschicht an (S. 302); immerhin veranschaulicht auch die Vorschrift, dass der Nachbar sein Gespann durch des Nachbarn Land führen kann, wo er will, wenn nicht der Weg durch Steinsetzung (*dilapidare*) kenntlich gemacht ist², noch sehr extensive Nutzungsverhältnisse. Auch die von Festus (355 s. v. *tugurium*) nach Messala als *sordida domicilia rusticorum* und noch spät von Isidor (15, 22, 2) als *casula quam faciunt sibi custodes vinearum ad tegimen suum* erklärten *tuguria*, also wohl Schutzhütten, setzen erhebliche Distanzen zwischen Wohnhaus und bewirtschaftetem Weinberg (oder Weide) voraus; doch haben die etwas ratlosen Erklärungen der Antiquare wohl wenig frühgeschichtlichen Wert. Ausdrücklich hört man von Baumpflanzungen und Weinbau; das muss schon wegen der eigentümlichen, nicht leicht zu erfindenden Zusammenstellung von *tigna iuncta* beim Hausbau und bei Rebenpfählen sehr alt

¹ Freilich ist *endoplorare* trotz seiner von W. SCHULZE, *BerlSitzB* 1918, 481 ff. (Kl. Scbr. (1934), 160 ff.) entdeckten Beziehung auf die altindogermanische Rufweite nicht notwendig auf die offene Dorfsiedlung beschränkt, sondern auch in urbanen Siedlungsformen und andererseits bei bäuerlicher Einzelsiedlung nicht gegenstandslos.

² Festus F. 37, sv. *dilapidare*; eingehend WIEACKER, *RIDA* 476, besonders gegen die Deutung Pflasterung, — Der *ambitus* in der Breite eines *pes sesertius* (Tab. VII 1; Varro, *LL* 5, 22; Marcius., *Assis distrib.* 46; dazu LENEL, *SZ* 39 (1899), 168; BERGER, *Atti Congr. Roma I* (1934), 57; WIEACKER, *RIDA*, 475) setzt jedenfalls geschlossene dörfliche oder städtische Siedlung voraus. *Ambitus* ist später in dieser konkreten Bedeutung verschwunden und meint nur mehr Ämterbewerbung (nach dem Umgang des Kandidaten, oft pejorativ), daneben als Bedeutungslehnwort die *περιόδος* der griechischen Grammatiker.

sein¹. Wegbreiten von acht, im *anfractus* von 16 Fuss, die ersichtlich das Passieren von entgegenkommenden Lasttieren und Gespannen sicherstellen sollen, stimmen zu Landwegen wie zu städtischen Strassen; für diese entsprechen sie — nach freundlichem Hinweis von Herrn Gjerstad — genau dem archäologischen Befund des frühen V. Jhs.

Durchweg ist Holzbau vorausgesetzt.; auf ihn vor allem bezieht sich die bekannte Vorschrift über das *tignum iunctum* (S. 308). Die Archäologie ergibt, dass dies freilich nur für den privaten und profanen Hausbau und auch für diesen nicht ausnahmslos gelten kann; und das *tignum iunctum* behielt, schon für den Dachstuhl, auch für den Steinbau seine Bedeutung. Mit Baustoff und Bauart der Frühzeit hängt es jedenfalls zusammen, dass Bauwerke (*aedes*) ursprünglich nicht zum *fundus* rechneten und daher nicht der zweijährigen *usus auctoritas* beim *fundus*, sondern der einjährigen der Mobilien unterlagen; zumindest waren *aedes* hier nicht besonders genannt (im Gegensatz zu X 9) und auch nicht dem *fundus* gleichgestellt oder als Grundstücksbestandteile aufgefasst (Cic., *Top* 4, 23 und Boethius, *In Top*; *pro Caecina* 19, 54)². Zu einer solchen Auslegung gelangten erst die Juristen (cf. Gai. II, 42), als der massive Steinbau die Ausbildung des Grundsatzes *superficies solo cedit* oder doch seine Anwendung auf Gebäude nahelegte. Auf

¹ Zu den *vites succisae* sind noch die Auslegungen der späteren Juristen instruktiv: Gai. IV, 11; Ulp. D 47, 7, 2 § 4 u. 3 pr.

² Dies bezeugt ausdrücklich Cic., *Top.* 4, 23 *at in lege «aedes» non appellantur* und *Pro Caec.* 19, 54 *at utimur eodem iure* (sc. *usus auctoritas fundi biennium est*: Tab. VI 3) *in aedibus quae in lege non appellantur*. Die Erstreckung der zweijährigen Ersitzung auf *aedes*, die der Satz *superficies solo cedit* unvermeidlich nach sich zog, hatte sich also zur Zeit Ciceros als überliefertes *ius* festgestellt; daher sagt Gai. I 42 («minus accurate»): RICCOPONO, *FIRA* I² p. 44 3B) einfach (*usucapio*) *mobilium quidem rerum anno completetur, fundi vero et aedi in biennio; et ita lege XII tab. cautum est*: der Glücksfall eines Beweises für eine unbefangene, durch die Sache gebotene und für uns dokumentierbaren Interpolation der Jurisprudenz. Zur Sache etwa PERNICE, *Labeo* II 1², 328 ff.; LEIFER, *SZ* 57 (1937), 124 ff.; MAYER-MALY, *SZ* 78 (1961), 228 ff.

denselben Gründen beruht es, dass eine Sondernorm der XII Tafeln das *solvore* (und die Vindikation) eines fremden *tignum iunctum* ausdrücklich ausschliessen musste; im späteren Recht hätte dem schon das Prinzip *superficies solo cedit* entgegengestanden¹.

cc. Für die ö k o n o m i s c h e n Zustände lassen wir hier die schwierigen und seit alters umstrittenen Geld-, Zins- und Kalenderfragen² beiseite und beschränken uns auf die Struktur des Grundbesitzes. Die XII Tafeln kennen nach allgemeiner und richtiger Ansicht bereits das « private », unter Lebenden veräusserliche Eigentum des *paterfamilias*; sie lassen auch seine Teilung im Erbgang (das *eriscere*), und zwar auch im Klagwege zu. Praktisch wird sich eine solche Teilung auf den grösseren Besitz beschränkt haben. Mit der Klientel ist zwar ein solcher Besitz vorausgesetzt, der durch Abhängige bewirtschaftet wird. Die wirtschaftliche Regel scheint indessen die Fortsetzung der ungeteilten Hausgemeinschaft (*erctum non citum*) zwischen den Hauserben gewesen zu sein.

Unwahrscheinlich ist, dass sich dies alles noch auf die umfriedigte Hofstelle (*hortus*) beschränkt hätte — worauf zunächst die Zwölftafelworte *hortus* und *heredium* (für *villa*) in Verbindung mit der fragwürdigen Tradition von der Ausweisung eines *heredium* von zwei *iugera* an jeden *civis* durch Romulus deuten könnten³. Aber schon das Vollstreck-

¹ Zum Problem der *quiescenza* und *reviscenza* des Eigentums am *tignum iunctum* grundlegend GUARNERI-CITATI, *Annali Palermo* 14 (1930), 227 ff.; weitere Nachweise bei KASER, *RPrR* I, 361, Anm. 22-25. Zuletzt, MELILLO, *Tignum iunctum* (Napoli 1964).

² Dazu MOMMSEN, *Röm. Chronologie* 31; 210; HARTMANN, *Röm. Kalender*, 83 ff.; mit Bezug auf die XII Tafeln: LAMBERT, *Mél. Appleton* (1903), 65 ff. des *SA*; LENEL, *SZ* 26, 504 ff. Über die Zinskontroversen: WIEACKER, *RIDA* 478 u. Anm. 43, mit weit. Nachweisen.

³ Vgl. statt aller KASER, *RPrR* I 105 f.; mit ausführlichen Nachweisen: Anm. 2. In den XII Tafeln legen Erbteilung, *usus auctoritas fundi*, in geringerem Mass die *mancipatio* (deren Ritual zunächst nur auf Mobilien passt) und die (wahrscheinlich postdezemvirale) *emptio familiae* Veräußerlichkeit des

ungsrecht der Tafeln lässt sich mit einer solchen Beschränkung des Privateigentums nicht recht vereinbaren.

Dagegen kennen die XII Tafeln noch nicht das Erbeinsetzungstestament und damit die Möglichkeit einer geschlossenen Vererbung des Grundbesitzes¹. Auch die Ausscheidung von Kindern aus Hausgewalt und Hauserbrecht war nach der herrschenden Meinung, die im bekannten *Si ter pater filium venum duit* einen echten Verwirkungssatz sieht², ihnen noch unbekannt. Das Gesamtbild der Epoche ist, mit *erctum non citum* oder Freiteilung statt Erbeinsetzung *hortus* und *heredium* statt *ager* und *villa* von dem freizügigen, zugleich mobilisierten und die Konzentration der grossen Hausvermögen sicherndem Grundeigentum der späteren Republik noch ganz verschieden.

Aus all diesen Daten ergibt sich etwa folgende Besitz- und Agrarstruktur. Die Besitzgrössen sind überwiegend bescheiden, die Nutzung extensiv, weithin auch weidewirtschaftlich, auch mit Kleinvieh (Schafweide und Eichelmaist). Das Fehlen von *ager publicus*, wenigstens für die kleinen Besitzer, und von Kolonisationsmöglichkeiten er-

Grundbesitzes über das *heredium*, die *bina iugera* der umfriedigten Hofstelle (des späteren *hortus*), hinaus nahe.

¹ WIEACKER, *Hausgenossenschaft u. Erbeinsetzung* (Leipzig 1940), 15 ff.; mit Einschränkungen zustimmend KASER, *RPrR* I, 82, Anm. 2 und 83 f. Zu den zahlreichen Kontroversen, *ebd.* 81 ff.; 92 ff.; mit weiteren Nachweisen. Das wahrscheinlich schon vordezemvirale *testamentum kalatis comitiis* des (kinderlosen?) Erblassers und das (Legaten?)*-Testament in procinctu* bleiben hier ausser Betracht; diese Vergabungen « wollen... die Hauserbfolge... nicht abändern oder ausschliessen, sondern durch einen familienrechtlichen Vorgang erst ermöglichen » (KASER, 93).

² Anders aber LÉVY-BRÜHL, *Nouv. Etudes*, 80 ff.; *Festschr. Lewald* (1953), 93 ff.; KASER, *SZ* 67, 474 ff. u. *RPrR* I 63: im Hinblick auf die zu vermutenden Interessen und Bestrebungen der jüngeren Haussöhne im Heeresdienst und im *comitiatus centuriatus* bei der Durchsetzung der XII Tafeln wenig wahrscheinlich. Über die familien- und agrarwirtschaftlichen Voraussetzungen der späteren Ausbildung der *emancipatio*: WIEACKER, *Eos* 58/1 (Varsaviae 1956 = Symb. Taubenschlag), 588 f.

zwingt bei steigender Bevölkerung entweder kümmerliche Kommunionwirtschaft in fortgesetzter Hausgemeinschaft oder Besitzzerplitterung durch Erbteilung. Diese Zersplitterung wird zwar für die Töchter des Hauses bei Verheiratung in Manusehe durch Auscheiden aus Haus und Hauserbrecht abgefangen; dagegen ist eine Ausschliessung der Söhne aus dem Erbrecht noch nicht möglich. Diese Zustände führen bei beginnender Tauschmittel- oder Metallwirtschaft die kleinen Besitzer notwendig in Verschuldung und Abhängigkeit von den grossen. Das ist wohl der harte Kontext der Beschwerden der Plebs über schwere Verschuldung, lastenden Zinsdruck, brutale Vollstreckung und anstössigen Luxus der Grossen, auf den die XII Tafeln nach ihrem Inhalt und nach der literarischen Tradition ersichtlich reagiert haben. Auch in diesen Symptomen entsprechen also die XII Tafeln dem allgemeinen Zeitklima des V. Jhs.

(c) Zwei weitere Indizien deuten darüber hinaus bestimmter auf die Jahrundertmitte, der die *Fasten* die Gesetzgebung der Dezemvirn zuschreiben.

aa. Wie längst bemerkt, setzt der (zwar nicht im Wortlaut gesicherte, aber glaubwürdig überlieferte) Verkauf des Vollstreckungsschuldners *trans Tiberim*¹, d. h. ins nicht-latinische etruskische Ausland, in dem allein der *civis* mangels Indigenat (wie mit den Latinerstädten) der *civis* Bürgerrecht und Freiheit verlieren kann, die Tibergrenze gegen Etrurien (mit den bekannten Ausnahmen des Ianiculus

¹ Dazu noch grundlegend MOMMSEN, *Ges. Schr.* III, 4 ff.; ferner ARANGIO-RUIZ, *Storia*, 53 f.; KASER, *RömRG* (1950), 57; WIEACKER, *RIDA* 477 f.; zuletzt fördernd ALFÖLDI, *Early Rome*, 295. Zur Parallelle des P. Hal. (*Dikaiomata*) lin. 219 (attischer Herkunft?): L. MITTEIS, *SZ* 34 (1914), 462 ff.; BRASSLOFF, *Hermes* 57, 472 ff.; WENGER, *Zivilproz.* (1925), 215 Anm. 9 u. *Krit. Viert. Schr.* 54, 19 f. — *trans Tiberim* ist freilich von Gell. (20, 1, 46) nur wiedergegeben, nicht wörtlich aus dem Text zitiert, der aber noch kurz vorher *tertiis nundinis partes secanto* im Wortlaut zitiert, und auch das hochaltertümliche *trans Tiberim* nicht improvisiert haben wird.

einerseits und von Fideneae andererseits) voraus. Die schlagkräftige, wahrscheinlich früh odiose Formel *trans Tiberim* konnte sich noch nicht ausbilden, solange die etruskische Vorherrschaft über Latium andauerte; sie war auch nicht mehr möglich, seit Rom über den Tiber gegen Veji ausgegriffen hatte, vor allem seit der Ausbildung einer römischen Gürtelzone auf dem rechten Tiberufer (Alföldi). Selbst wenn das Schreckwort im allgemeinen Sprachgebrauch auch nach dem Fortfall seiner geographischen Voraussetzungen überlebt hätte, wäre es doch schwer denkbar, dass es dann noch in einer Kodifikation angewandt wurde.

Andererseits setzt diese Vorschrift auch länger andauernde Friedeszustände voraus, die den Menschenhandel *trans Tiberim* zuließen; dies war bereits kurz nach 450, also nach der entschiedenen Aufnahme der römischen Unternehmungen gegen Veji (seit 426) für längere Zeit nicht mehr möglich. Endlich setzt der Verkauf *trans Tiberim* implicite auch ein *ius migrandi*, und ein *commercium* mit den latini schen Bundesstädten voraus¹, wie es der damaligen Struktur des Latinerbundes zu entsprechen scheint.

bb. Die wichtigste Landmarke für eine bestimmtere Datierung ist vielleicht der Durchblick auf die materielle Kultur der Epoche, welche die Verbote der Zehnten Tafel gegen Bestattungsluxus und aufwendige Grabbeigaben freigeben². Die Koexistenz begrabender und verbrennender

¹ Hierzu jetzt eingehend wieder ALFÖLDI, *op. cit.*, 295.

² Zum folgenden bereits WIEACKER, RIDA 474 f. Zum römischen Bestattungswesen im allgemeinen: BAUDRILLART, *Hist. du luxe* II (1878), 447 ff.; III, 587 ff. (archäologisch überholt); MAU, RE 3 (1897), 355 sv. Bestattung; zu den Beschränkungen des Bestattungsluxus und zu den griechischen Parallelen, insbes. LENEL, SZ 26, 513 ff.; SONDHAUS, *De Solonis legibus* (Jenaer Diss. 1909), 36 ff. u. ö.; ARANGIO-RUIZ, 57; WENGER, *Quellen*, 364; BESNIER, NRH 334 (1955), 199; zuletzt DELZ, Der griech. Einfl. auf die Zwölftafelgesetzgeb., MusHelv. 23 (1966), 78 f. u. Anm. 39-42. Gegen Lamberts unbedeutliche Annahme, der hier vorausgesetzte Luxus sei mit den Zuständen des V. Jhs. unvereinbar, und daher nichts als ein Komplex späterer Anordnungen, bereits LENEL, *op. cit.*; gegen die gleiche Meinung Besniers jetzt

Gruppen (X 1 : *hominem mortuum in urbe ne sepelito neve urito*¹) wäre natürlich zu jeder in Betracht kommenden Zeit zu erwarten und ist ohne jeden Indizienwert. Dass die uns erhaltenen Fragmente gerade den Scheiterhaufenluxus einschränken (X 2 *rogum ascea ne polito*), kann ebenso wenig heissen, dass gerade auf verbrennende Geschlechter ein missgünstiger Blick fiel.

Im Reflex der Beschränkungen des Bestattungsluxus spiegeln sich leuchtkräftige und anschauliche Bilder aus dem etruskisch-altitalischen Adelsleben. Die *sumptuosa funebria* und *lamentationes* im allgemeinen (Cic, *De leg.* 2, 25, 64), im besonderen die Klageweiber mit dem Zerfleischen der Wangen und dem Klageheul (*lessus*)², die *recinia*³ und die *purpureae tuniculae* ins Grab; die Besprengung des Scheiterhaufens, die *libationes*, die Vielzahl der *tibicines*⁴ und die *acerra ara quae ante mortuum poni solebat*, Festus 18); endlich die *longae coronae* (doch wohl Kranzgewinde) und die *coronae* als Preis in Reiter- und anderen Kampfspielen⁵; fast alles

zutreffend DELZ 79, 43 (der aber zu Unrecht annimmt, ich leugne den griechischen Einfluss).

¹ Bemerkenswerterweise ist aber, wo der Bestattungsmodus im Text oder der mittelbaren Überlieferung ausdrücklich genannt wird, nur vom Scheiterhaufen (*rogus*), nicht von Erdgrab oder Monument (σῆμα) die Rede.

² Cic. *De leg.* 2, 23, 59 : *tollit etiam lamentationem*; *id.* 25, 64 : *posteaquam... sumptuosa fieri funera et lamentabilia coepissent*; Tusc. 2, 23, 55 : *ingemescere, eiulatus; fletus* (*leg. lessus*) *quem XII tab. in funeribus adhiberi vetuerunt*; zu den Ungewissheiten der alten Kommentatoren : *De leg.* 23, 59 : danach bekannten der Juristen Sex. Aelius und der Historiker Acilius, *lessus* nicht mehr zu verstehen, während der grosse Antiquar L. Aelius Stilo ihn richtig nach der (zutreffenden) Etymologie *lugere* als *lugubris eiulatio* verstand. Zum *genas radere* : Plin. *NH* 11, 38, 157; Serv. *Ad. Aen.* 12, 606 u. 3, 67 und vor allem Festus (F. 273 sv. *radere*).

³ Über diese eingehend unten S. 345 f.

⁴ Es handelt sich um die nach antikem Urteil spezifisch etruskische (PALLOTTINO, *Die Etrusker*, dtsh., Frankfurt-Hamburg (1965, 147) Doppelflöte (*tibia*), also nicht um ein griechisches Musikinstrument.

⁵ Plin. *NH* 21, 3, 7 : *namque ad certamina in circum per ludos et ipsi descendebant... Inde illa XII tab. lex* : « *Qui coronam parit ipse pecuniae eius honoris virtutisve*

dies kennen wir aus der etruskischen Grabmalerei dieser Zeit, besonders auch aus den Fürstengräbern des nahen Tarquinii ; und wir kennen es nicht einfach als « Szenen aus dem Adelsleben », sondern als dauernde Vergegenwärtigung der einstigen Totenehrung durch Funeralien und Kampfspiel. Einen grossen Teil dieser Realien zeigen die Tarquiniergräber gerade in der Zeit zwischen 530 (Tomba dei Tori) und 470 (Tomba dei Triclini) ; in der ersten Hälfte dieser Zeit herrschte in Rom ein tarquinischer Stadtfürst, und nach seinem Sturz durch die patres ist das altetruskische Adelsleben nicht mit einem Schlag aus Rom verschwunden¹. Ebenso bekannt sind aus den Grabfunden die reichen Goldbeigaben, welche die Zehnte Tafel verbietet, und die Goldkronen (als Kampfpreis) und die *dentes auro iuncti*², die sie ausnahmsweise gestattet. Sollen wir unter diesen Umständen glauben, die Tafeln hätten hier nur die anderthalb Jahrhunderte zurückliegenden Gesetze Solons kopiert, wie die Späteren wollten (S. 344 ff.)? Sie traten offenbar einem gegenwärtigen Ärgernis entgegen : der adeligen Lebensfürbung auf grossem Fuss, die im der zunehmenden Bedrängnis und Kriegsnot der jungen *res publica* täglich die Plebs herausfordern und den sozialen Ständekampf in Brand halten musste.

Aber die Luxusverbote geben auch einen erwünschten *terminus ante quem*. Längere Zeit nach 450, mit Roms Ab-

ergo arduitur (Schoell) ei...; Cicero, *De Leg.* 2, 24, 60 : *laudis ornamenta ; coronam virtute partam*.

¹ ALFÖLDI, *Early Rome*, 331. Zur materialen Kultur Etruriens und Altitaliens etwa MATZ, in BOSSERT, *Geschr. d. Kunstgew.* I (1928), 192 ; BIANCHI-BANDINELLI, *St. Etr.*, 2 (1928), 69 ; *Gnomon* 10, (1931), 73 ; v. KASCHNITZ-WEINBERG, *St. Etr.* 7 (1933), 35 ff.; ALTHEIM, *Epochen d. röm. Gesch.* I (1934), 113 ; zum Begräbnisluxus BAUDRILLART, *op. cit.* II 485 ff.

² X 8 : *At cui auro dentes iuncti escunt* (Ms. essent), *ast im cum illo sepeliet urete, se fraude esto*. Über solche Funde : SKUTSCH, *RE* 6 (1907), 740, sv Etrusker und zuletzt DELZ, 79⁴³ mit zutreffenden Hinweis auf das selbständige Vorgehen der Dezemvirn bei der Übernahme griechischer Vorschriften; hierher würden auch die *tibicines* (cf. S. 312, Anm. 4) rechnen.

schnürung vom etruskischen Reichtum und Fernhandel infolge des Einsturzes der etrurisch-kampanischen Landbrücke, mit Roms Zurückwerfung auf engere ackerbürgerliche Verhältnisse¹, vor allem mit dem härteren Kampf der Bürgerphalanx gegen mannigfache mittelitalische Feinde, können diese Beschwerden nicht mehr aktuell geblieben sein — anders als in Etrurien selbst, wo kein politischer Aufstieg der Plebs, ihre fehlende Integration in den Staatstaat und kein harter Ausgriff in die Umwelt die Fortdauer dieses aufwendigen Lebensstils unterbrach. Wir können uns hierfür vielleicht auf das Verschwinden der attischen Keramik in Rom seit 450 (Gjerstad, Riis) berufen, das sich in der ersten Hälfte des V. Jhs. erst vorbereitet hatte (und die aktuelle Tendenz der Luxusverbote gerade um die Jahrhundertmitte erklären könnte). Diese Verbote scheinen (bei allen älteren griechischen Vorbildern) zugleich eine Antwort der patrizischen Dezemvirn auf die gärende Auflehnung gedrückter Schichten zu sein.

4. Noch ist aber die andere Seite der Authentizitätsfrage offen geblieben: können wir diese gute Tradition auch gerade mit den Dezemvirn selbst verknüpfen? Auf den ersten Blick scheint alles klar. Die historische Tradition sagt uns, der unmittelbare Anlass zur Beauftragung der Dezemvirn sei der Ruf der Plebs nach Rechtssicherheit, Rechtsgleichheit und Milderung des harten Vollstreckungsdrucks gewesen; und die erhaltenen Fragmente werden gerade diesen Forderungen gerecht: umfassende Rechts-

¹ Hierüber statt aller PASQUALI, *Preistoria della poesia romana* (1934), 63 ff.; DEVOTO, *Storia della ling. lat.* (1940), 101 ff. (Vgl. auch S. 301, Anm. 2; dazu schon RIDA 470²³, 491⁸¹). Man beruft sich dafür auch auf den Verlust der Vormachtstellung der tarquinischen Zeit, insbesondere auf die Preisgabe der römischen Hegemonie im *foedus Cassianum* (493), den Verlust von Laurentum und Ardea im V. Jh. und den Sonderbund mit diesen beiden Städten, Aricia, Tusculum und Tibur. Gegen all diese Annahmen aber jetzt mit Entschiedenheit ALFÖLDI, *Early Rome*, bes. 318 ff.; 335 ff.

aufzeichnung, Verbot der *privilegia*, eine feste Ordnung des Verfahrens, ein strenges, doch vor Willkür schützendes Vollstreckungsrecht; Beschränkung des anstössigen Luxus der grossen Geschlechter. Bei der Tendenz der annalistischen Tradition ist gleichwohl Vorsicht am Platz¹.

Vor 25 Jahren hatte ich geglaubt², aus den XII Tafeln selbst ein geschlossenes Reformprogramm und ein charakteristisches Überwiegen der sozial neuralgischen Materien über die statisch-traditionellen ablesen zu können; umso mehr, als die spätere plebisitäre Gesetzgebung (Prozess- und Vollstreckungsgesetze; *leges sumptuariae*; Zinsmaxima) beständig dieses Programm — und nur dieses — fortzusetzen³ scheint. Aber dieser physiognomische Eindruck könnte trügen. Einmal könnte unsere fragmentarische Überlieferung selbst schon das Ergebnis einer bewussten Selektion im Sinne der annalistischen Tradition vom Ständekampf sein. Ferner: wenn wirklich die XII Tafeln (wie Lambert und Pais glaubten) nur ein Sediment von Gewohnheiten, Regeln und Gesetzen früherer Jahrhunderte waren, so würde erst durch ihre authentische Redaktion um 300 oder 200 nachträglich der Eindruck einer sozialpolitischen Gesetzgebung der Dezemviri entstanden sein, wenn die Redaktoren vorzugsweise die neueren und reformerischen Regelungen zusammenstellten, die statisch-traditionellen aber mehr der juristischen Interpretation überliessen. Auch die auffallende Anlehnung der späteren Volksgesetzgebung an das Programm der Dezemviri könnte sich dann gerade umgekehrt daraus erklären, dass jene offiziöse Redaktion sich eben an späteren Gesetzen der späteren sozialen Kämpfe orientierte. Ja der Eindruck dieser späteren Gesetze könnte *ex post* die Tradition über die Motive und Absichten der Dezemviri umgefärbt haben³.

Nach der fortschreitenden Verifizierung vieler Zwölf-tafelsätze an der Realität des V. Jhs. halte ich diese Skrupel für nicht mehr so durchschlagend. Liessen sich gerade so entscheidende Vorschriften wie der Verkauf *trans Tiberim*

¹ Vgl. bereits RIDA 471 ff.

² Zum folgenden RIDA 472.

³ *Vom röm. Recht*¹ (Leipzig 1945), 40 ff.; bes. 48 ff.

und die Luxusverbote mit den Zuständen der Mitte des V. Jhs. — und nur mit diesen — in Verbindung bringen: dann ist es eine vernünftige Annahme, dass die XII Tafeln, deren Fragmente wir in Händen haben, wirklich die XII Tafeln der Dezemvirn sind: die strenge und karg bemessene, doch nicht abweisende Antwort der *res publica* auf die Klagen und Anklagen des gedrückten *adsiduus* und *proletarius* über Rechtsunsicherheit, Verschuldungsdruck, Vollstreckungswillkür und den anstössigen, unwirtschaftlichen und die Not vermehrenden Aufwand der Grossen.

5. Aber über dieses Maximum von Authentizität kommen wir auch nicht hinaus. Keines der bisher erörterten Kriterien deckt die weiteren Elemente der Tradition: über den Hergang der Gesetzgebung, die auswärtigen Gesandtschaften, den Beirat des Hermodor (S. 338 ff.). Vor allem können wir aus den vorliegenden Fragmenten den ursprünglichen Text nicht mit Sicherheit, die ursprüngliche Anordnung des Gesetzes überhaupt nicht zurückgewinnen. Wir können weder Überlieferungsfehler oder juristische Interpolationen ausschliessen (a) noch die ursprüngliche Abfolge der Materien und damit den wichtigsten hermeneutischen Kontext wiederherstellen (b).

(a) Die beständige sprachliche Modernisierung der Tafeln liegt auf der Hand. Die zeitgenössische Parallele des *Lapis niger* (*quoi, homce, iouxmenta, aisid [aere], esed [erit], iovestod [iusto]*) gibt uns von dem Verwitterungsprozess eine willkommene Anschauung; er zeigt uns übrigens, dass der Zwölftafeltext, von Generation zu Generation weitergegeben, nicht unverständlich zu werden brauchte. Gewiss wäre ohne schleichende Anpassung diese Grundurkunde des römischen Rechtslebens nicht funktionsfähig geblieben. Aber die Neuerungen haben zwar den Lautstand zerstört, aber nicht das Vokabular und die Syntax. Der Konservativismus der Juristen und die Passion der Antiquare hat den Text so gut wie überhaupt möglich konserviert.

Dementsprechend sind die uns erkennbaren Korruptelen und Varianten für einen so alten Text eher gering; auch hier bewährt sich offenbar die Genauigkeit einer wesentlich Juristen und Antiquaren anvertrauten Überlieferung. Eine Auswahl solcher Störungen haben wir früher zusammengestellt¹.

Aufschlussreicher und sicherer, weil in ihren Motiven erkennbar, sind die absichtlichen Textänderungen der späteren Juristen. Dass sie sich oft noch heute leicht herauslösen lassen, stellt der Festigkeit und Geschlossenheit des ursprünglichen Textes ein bemerkenswertes Zeugnis aus.

Hierhin rechnen etwa die offensichtliche Einfügung des *libipens* unter die *testes improbi* der Manzipation² und die Varianten der juristischen Tradition über den Legatssatz (V 1): *super pecunia tutelave sua rei* (Ulpian und Paulus), *sua re* (Pomponius); *super pecunia tutelave sua rei* (bei den Rhetoren, cf. auct. ad. Her. 1, 13, 25; Cic. *De inv.* 2, 25, 148; auch hier wohl nach juristischen Quellen) — Wenn man das Erbeinsetzungstestament mit den Meisten für postdezemviral hält, muss auch *intestatus* in V 4 *Si «intestatus» moritur cui suus heres nec escit* später eingefügt sein. — Eine bewusste Rechtsfortbildung ist wohl auch die Umdeutung des alttümlichen Schadenszaubers des *malum carmen* in das

¹ RIDA 464 ff.: I 4 *proletario iam c i v i s qui volet vindex esto* (die beiden Handschriftengruppen von Gell. 16, 19, 5 lesen *proletario civi quis volet* und *pr. iam c i v i qui v.*; Schoell p. 76 p. *iam c i v i quis volet*) — VIII 22 *ni testimonium fatiatur* (Gell. 5, 13, 11 *fariatur*) — VIII 8 *a a l i e n o s fruges excantassit* (so allein Seneca, *Nat. quaest.* 4, 6) — VIII 1 *qui malum carmen occentassit* (Plin. *NH* 28, 2, 10 *incantassit*) — VIII 24 *aries subicitur* (mit Festus 347, nach Cincius: *subici aries dicitur*, gegen Festus 351 *subigere arietem... qui pro se agatur*, nach Labeo, der hier etymologisch mit *pro se agere* spielt). Dagegen gibt jetzt DELZ 80⁵⁰ *subigere* wegen Lucan I, 384 *aries actus* den Vorzug — In I 3 zeigt das von E. FRAENKEL (*Hermes* 58, 442) aufgedeckte Glossem *Si morbus aevitas [vitium] escit* (bei Gell. 20, 1, 25) einen besonders gedankenlosen Anklang an das ädilizische Sklavenedikt; ähnlich II 2 *Morbus santicus... aut status dies cum hoste... quid horum fuit [vitium (!)] iudici arbitrio reove*.

² Eingehender RIDA 464 f.

Iniuriadelikt des *famosus libellus* bei den Juristen¹ und nach ihrem Vorgang in der klassischen Literatur². Eine Interpolation würde auch XII 3 (*prae*)*tor arbitros tris dato* sein, wenn es nicht den vorlininischen Prätor meinen sollte (S. 304). Das juristische Motiv dieser Änderungen liegt meist auf der Hand³.

(b) Nicht mehr rekonstruierbar ist die ursprüngliche Folge der Materien in den XII Tafeln. Zunächst lässt sich schon nicht ausschliessen, dass zu irgendeiner Zeit sich zwischen das Original und die juristische Tradition, die allein Rückschlüsse auf das äussere System zulässt, eine durchgreifende Neuordnung eingeschoben hat.

Historisch unverbindlich ist natürlich die durch Schoell *Legis XII tabularum reliquiae* (1866) massgeblich gewordene moderne Ordnung und Verteilung auf die XII Tafeln⁴, so durchdacht und für die Verständigung nützlich sie übrigens ist⁵. So kann nach dem soeben (a, am Ende) Gesagten das *malum Carmen* nicht unter den Iniuriadelikten (VIII 1-4)⁶, sondern nur beim Schadenszauber (*fruges excantare, segetes pelleter*: bei Schoell VIII 8) gestanden haben⁷.

¹ Paulus, *Sent.* 5, 4, 6 und danach *Inst.* 4, 4, 7.

² *Malum Carmen* als *flagitium*; Cicero, *Tusc.* 4, 2, 4; Hor., *Ep.* 2, 1, 152; *Sat.* 2, 1, 82; Porph., *Ad Hor.* 1. c; Cornut., *In Pers.* 1, 137. Festus, 181 s. v. *occidentatissit*. Zu alledem *RIDA* 462 ff.

³ Nämlich beim Legatssatz die Erstreckung der Vergabungsfreiheit auf alle Massen des Hausvermögens nach dem Vorgang der postdezemviralen *familiae emptio*; in V 4 [*intestatus*] das Erbeinsetzungstestament und beim *malum Carmen* das Zurücktreten der Überzeugung von der Möglichkeit eines Schadenszaubers am Ende der Republik.

⁴ Dazu *RIDA* 462 ff.; 467²³; zuletzt LAURIA, *Ius Romanum* I (Napoli 1963), 24, mit weiteren Nachweisen.

⁵ Dazu abgeklärt RICCOBONO, *FIRA* 1² p. 24 sq.: *in rebus enim multifariam uexatis et quae omnino rationibus carent, tutissimum est usui consulere, alioquin augentur difficultates et quidem sine fructu* (mit Bezug auf die Übernahme der *recensio* von BRUNS-GRADENWITZ, *Fontes* 7).

⁶ *RIDA* 467.

⁷ Die eigentümliche Zuweisung des Preiszahlungserfordernisses (*Inst.* 2, 1, 41) und der testamentarischen Freilassung in die siebente Tafel (VII 11 u. 12), zum Nachbarrecht, scheint von Schoell in der pandektistischen Denkfolge

Aber schon die Ordnung der Materien in der späten Republik ist uns kaum zugänglich. Unmittelbar wissen wir nur durch Dionys von Halikarnass, dass Sätze über die *patria potestas* in der Vierten Tafel, und durch Cicero, dass die Beschränkungen des Bestattungsluxus in der Zehnten Tafel standen¹, und die Ladung (*Si in ius vocat*) die Erste Tafel eröffnete². Hiermit könnte zusammenhängen, dass auch das prätorische Edikt (wie aber ohnedies naheliegend) mit der Eröffnung des Verfahrens *in iure* begann³.

Wahrscheinlich schloss sich das *ius civile* des Mucius und das (von ihm abhängige) Sabinussystem im Prinzip der Zwölftafelordnung der älteren Juristen seit Sex. Aelius an⁴. Doch zeigt die Voranstellung des Erbrechts bei diesen beiden Juristen⁵, mit wie grossen Umstellungen immer zu rechnen ist. Methodisch richtiger ist es also, sich an die Ordnung der klassischen Zwölftafelkommentare, vor allem an Gaius zu halten⁶; doch will das Unglück, dass die Texte durchweg sehr kurz sind und den Kontext nicht erkennen lassen. Zudem steht die Hälfte der Fragmente des gajanischen Kommentars im Titel D 50, 16 *De verborum significatione*,

Nachbarrecht — Eigentumsbeschränkung — Übereignung — Veräußerung des Erbschaftssklaven vorgestellt. Wenig einleuchtend sind auch die Zuweisungen des Kapitalverbrechen in die neunte und der *sodales* ins Deliktrecht der achten Tafel.

¹ Dionys. Hal. II 16, 4 ἐν δὲ τετάρτῃ; Cicero, *De leg.* 2, 25, 64 *in decimam tab. coniecerunt.*

² Dieser alten Schlussfolgerung aus *De leg.* 2, 4, 9 *a parvis enim didicimus « si in ius vocat »* wird kaum auszuweichen sein. Ein weiteres genaues Zitat aus der zweiten Tafel bei Festus F. 273 sv. *reus: nam in secunda tabula secunda lege* (II 2; cf. oben S. 317, Anm. 1 a. E.); dazu zuletzt LAURIA, 26 f.

³ LAURIA, *op. cit.* 49.

⁴ Zutreffend F. SCHULZ, *Gesch. d. röm. Rechtswiss.* (Weimar 1961), und zuletzt LAURIA, 65 ff. u. ö.

⁵ LAURIA, 58.

⁶ So vorbildlich LAURIA, 32 ff.; zu den Schwierigkeiten, vgl. WIEACKER, *IVRA* 16 (1965), 271 u. Anm. 10.

wo der ursprüngliche Zusammenhang wegen der mechanischen Exzerption durch die Kompilatoren besonders unkenntlich ist.

Aber könnten wir auch die Materienfolge bei den späteren Juristen wirklich feststellen: nichts bürgte dafür, dass sie auch die ursprüngliche des V. Jhs. war. Was sich auch sonst gegen Lambert und Pais vorbringen liess, darin hatten sie recht, dass bereits die gegen 200 a. Chr. konsolidierte Anordnung der Tafeln erst auf einer durchgreifenden Neuredaktion der alten Juristen beruhen kann, die sich dann auch in der literarischen Tradition durchsetzen musste. Die ursprüngliche Gedankenfolge der Dezemvirn bleibt uns für immer verschlossen, und damit der wichtigste Kontext einer historischen Interpretation dieses Dokuments aus den Bedingungen seiner Entstehungszeit.

III. STIL- UND DENKFORMEN DES ZWÖLFTAFELSATZES

1. Unter diesen Umständen bleibt der wichtigste Zugang zum historischen Verständnis der *membra disiecta* die formale Analyse des einzelnen, wörtlich überlieferten Zwölftafelsatzes. Ohne uns bei dem alten berechtigten Lob der Sprachgewalt des ehrwürdigen Dokuments aufzuhalten, wenden wir uns dem syntaktischem Bau der Sätze zu.

Eine ursprüngliche metrische Form ist bei aller spürbaren rhythmischen Kraft unwahrscheinlich und müsste jedenfalls der Verwitterung der Lautformen zum Opfer gefallen sein. Die in Ritualformeln häufige Alliteration (die wegen ihres Zusammenhangs mit dem Ictus auf dem Wortanfang ein sehr altertümliches Symptom sein würde) ist offenbar weder gesucht noch (natürlich) vermieden. Eine Ausnahme ist das uralte *lance et licio*. Gewollt ist Alliteration vielleicht auch in *furtum faxit, aeterna auctoritas, solis occasus suprema tempestas*, vielleicht auch in *volet vindex esto*; eher zufällig wohl in *si volet maiore*

*vincito, si volet suo vivito*¹ und vollends in *com perorant ambo praesentes.*

2. Auf den ersten Blick heben sich zwei Grundtypen heraus :

(a) Knappe, parataktisch gereihte Imperative : *Igitur em capito. Post meridiem praesenti litem addictio — Aeris confessis rebusque iure indicatis XXX dies iusti sunt — Post deinde manus injectio esto. In ius ducito. — Tertiis nundinis partes secanto*, alle in der « ersten » und « dritten » Tafel. Aber auch weiterhin : *Adversus hostem aeterna auctoritas* (VI 4). — *Tignum iunctum... ne solvito* (VI 8). — *Viam muniunto* (VII 7). — *Hominem mortuum in urbe ne sepelito neve urito* (X 1). — *Mulieres genas ne radunto neve lessum funeris ergo habento* (X 6). Diese Form liegt hier in der Sache begründet : es handelt sich entweder um Verfahrensvorschriften, die wegen des mitgedachten Handlungszusammeuhanges, oder um solche Gebote und Verbote, die wegen ihre einfachen Voraussetzungen weiterer Bedingungen nicht bedürfen².

Ähnlich schlicht gebaut sind gedanklich knappe Sätze mit einer verbal formulierten Zeitbestimmung (*com peroranto, ambo praesentes; cum nexum faciet mancipiumque...*) oder einer anderen Modalität (*Uti legassit...*³). Hierher gehört auch die

¹ Altlateinische Assonanz wird nicht notwendig dadurch ausgeschlossen, dass sich die *volet*-Formeln vermutlich unmittelbar an altgriechische Vorbilder anschliessen: NORDEN, *Aus altröm. Priesterbüchern* (Lund 1939), 255 f. Über Alliteration und Assonanz in *concepta verba* im allgemeinen, *ebd.* 17 f.; aus den XII Tafeln nennt Norden gerade keine Belege; bei Plautus, *Circ. 5 status conductus dies cum hoste* entsteht sie gerade erst durch Einschub des *conductus* in das Zitat. Zum 8-Silbenrythmus in *uti lingua nuncupassit* (6, 1) dagegen NORDEN 102.

² Gedanklich können natürlich auch diese einfachen Gebotssätze zufolge ihrer notwendigen Beziehung auf die mitgedachte nähere Normsituation als bedingte verstanden werden: (Wenn die dreissig Tage ohne Auslösung des Vollstreckungsschuldners verstrichen sind), hat die *manus injectio* statt.

³ *Uti(que)* so in hochaltertümlichen Formeln: so in der Auguralformel bei Varro, *LL* 7, 7 *utique ea rectissime sensi* (dazu auch das dezenvirale *lingua nuncupare*), ferner im Lagereid bei Liv. 1,24 = Gellius 16, 4, 2 (nach Cincius)

ganz formelhafte Bedingung *si volet...*, hier wahrscheinlich unter griechischem Einfluss (S. 351).

(b) Eher vorherrschend ist jedoch der einfache oder gestaffelte Bedingungssatz: *Si iniuriam faxsit, XXV poena sunt.* — *Si in ius vocat ito* (oder *Si in ius vocat, ni it, antestaminio*¹) — *Si furtum faxsit, si im occisit, iure caesus esto* — *Si membrum rupsit, ni cum eo pacit, talio esto.* Die Bedingung trägt hier die Denkform des allgemeinen Rechtssatzes: des durch einen Tatbestand bedingten Gebotes an jedermann.

Die gleiche gedankliche Struktur hat die relativische Anknüpfung. Sie liegt nahe, wenn der Normadressat eine Person ist, deren Verhalten sanktioniert (*Qui malum carmen incantassit* (VIII 1); *Qui fruges excantassit*; VIII 8), oder der etwas gewährt wird (*Cui testimonium defuit... obvagulatum ito*). In all diesen Fällen könnte der Relativsatz ohne Veränderung der gedanklichen Struktur in einen subjektlosen Bedingungssatz *si...* oder ein *si quis* umgeformt werden. Diese Form kennt bereits der spätestens gleichzeitige Lapis niger: *Quoi ho[mce locom]?[violased s]akros esed*² (lin. 1 sqq.; cf. lin. 13 *Quoi*).

Dass die konditionale Fassung des allgemeinen Rechtsatzes für ein römisches Gesetz des V. Jhs. eine besonders progressive Denkform wäre³, würde ich nach den Befunden der Rechtsvergleichung (wie sie jüngst vor allem für altorientalische Gesetze Petschow⁴ vorgelegt hat) nicht mehr so

uti quod recte factum voles und *im foedus mit der Albanern* (Liv. 1, 24 *ut illa... vocitata sunt... utique ea rectissime intellecta sunt*). Zu diesen Texten NORDEN, *Aus altröm. Priesterbüchern* 35 f.; zu *utique* im besondern 37 Anm. 1; PFRENZINGER, *Die Partikel utique* (Würzb. Diss. 1919).

¹ So NOAILLES, *Fas et Ius* (Paris 1948), 170 ff.; 191 f.; DAUBE, *Forms of Roman Legislation* (Oxford 1956), 28 f.; zustimmend jetzt DELZ 82, Anm. 59.

² Rekonstruktion nach STROUX, *Philologus* 86 (1931), 489; gebilligt von NORDEN, *op. cit.*, 258 f.; vgl. auch *FIRA* I², p. 15.

³ So aber RIDA, 484 f.

⁴ SZ 82 (1965), 25 ff.

bestimmt behaupten. Doch behält der Hinweis auf die Entstehung hypotaktischer Satzgebilde aus parataktischen¹, auf die Entstehung allgemeiner Rechtssätze aus individuellen Urteilsakten und Weistümern² und auf die Vorbereitung der Ausbildung allgemeiner Erfahrungssätze durch die paradigmatische Erzählung in Zauberspruch, Sprichwort und Sentenz³ auch für die geistige Vorgeschichte des Zwölftafelsatzes seine Bedeutung. Immerhin ist kein Zweifel, dass die Bedingungs- und Relativsätze der XII Tafeln syntaktisch echte Hypotaxen sind und gedanklich bereits allgemein erfasste Tatbestände ausdrücken⁵, und dass im unbestimmten Relativpronomen *qui* und in dem als *si quis* zu verstehenden subjektlosen Bedingungssatz des Pathos der allgemeinen Rechtsgleichheit aller *cives* und insofern ein forgeschrittener Rechts- und Staatsgedanke sichtbar wird⁴. Umgekehrt sieht

¹ DEVOTO, *op. cit.*, 15, der indessen für die Zwölftafelstufe bereits echte Hypotaxen mit parataktischen Rückständen, besonders in dem bekannten Subjektswechsel in den Satzgliedern, annimmt.

² RIDA 487, mit Bezugnahme auf KASER, *Altröm. Ins* (1949), 15 ff.; 35 ff., 305 ff. und *Annali Catania* 3 (1949), 1 ff.

³ Ausführlich RIDA 485, Anm. 59-61; mit Hinweis auf altbabylonische Omina, *Rg-Veda*, angelsächsische und althochdeutsche Zaubersprüche, die altisländische Havamal und Hergers frühmittelhochdeutsche Spruchdichtung.

⁴ So auch DEVOTO, 121. Auch die jetzt von PETSCHOW (s. S. 322, Anm. 4) durchmusterten altorientalischen Rechtsaufzeichnungen zeigen überwiegend echte hypotaktische Unterordnung in Konditionalsätzen (sum. *tukan-bi*; akk. *šumma*; heth. *taku*, jünger *inan*). Doch spricht KRAUS (vgl. SZ 69 (1952) 553) den Bestimmungen der Codices Lipit Ištar und Hammurapi noch den Charakter echter Normalwendungsbefehle ab; ihre Einleitung *tukum-bi*; *šumma* («gesetzt den Fall») ginge vielmehr auf die Formulierung sakraler Omina zurück. In der ältesten akkadischen Sammlung, den «Gesetzen von Ešnunna» (vor 1750) begegnen jedenfalls auch nach Petschow (*op. cit.*, 35) altägyptische parataktische Fügungen wie «Der Lohn eines...: möge er fünf Sekel Silber überbringen, ist ein Sekel sein Lohn; möge er zehn Sekel überbringen, sind zwei Sekel sein Lohn».

⁵ RIDA 490, mit Hinweis auf Wilamowitz', von NORDEN (*op. cit.*, 255 ff.) näher belegte Zuweisung der sprachlichen Form der XII Tafeln zu einem «althellenischen Stiltypus» bis in Publikationsform und Schriftanordnung (βουστροφεδόν) hinein, *op. cit.*, 259 f.; zur κύρβις von Chios (um 600) WILAMOWITZ, *Abb. Berl. Akademie* (1909) 64 f.; zum Cippus aus Prinias (Kreta) KRETSCHMER, *Glotta* 27 (1932).

Daube¹ im Konditionalsatz gerade den älteren, in der relativischen Verknüpfung eher einen jüngeren Stiltypus. Hierin spiegeln sich der Übergang von einem konkreten « *folk law* » zu einem « *legal system* »; die konditionale Form fasse den künftig eintretenden konkreten Fall, die relativische bereits eine abstrakte gedankliche Kategorie ins Auge. Ich frage mich, ob man damit nicht die Quellen zu sehr presst. Der Relativsatz findet sich schon im *Lapis niger* für die (sehr altertümliche) Sanktion der Verletzung eines tabuierten *k o n k r e t e n* Objekts durch irgend jemanden, und in den XII Tafeln *promiscue* mit dem Bedingungssatz immer dann, wenn er das Tun und Lassen einer *P e r s o n* sanktioniert: in diesen Fällen wäre auch ein *si in ein si (quis)* umgedacht worden (oben S. 322).

Richtig ist aber, dass die konditionale Form die spontanere, weniger reflektierte, wenn man will, die « natürlichere »² ist, freilich auch die unbeholfenere. Immerhin ermöglichte sie eine zwangloser Verknüpfung von Tatbestand und Rechtsfolge, solange der Subjektswechsel eine Veränderung des Genus des Zeitworts im Folgesatz ersparte; man vgl. *Si in ius vocat* mit *Qui in ius vocat, ni it...*

2. Die innere Vorgeschichte und der Reifegrad solcher Sätze wird deutlicher durch einen Vergleich mit anderen Satzungen der Zeit. Da wir heute von der Einheit oder dem beständigen Austausch latinischer, umbro-sabellischer und etruskischer Kulturelemente ausgehen, dürfen wir hilfsweise auch altitalische und etruskische Texte heranziehen³. In Frage kommen für diese Zeit nur Sakralnormen; das braucht uns stilistisch von den XII Tafeln nicht zu weit abzuführen. Wurden diese überhaupt von Experten formuliert, müssen sie von *pontifices* redigiert sein⁴, auch wenn

¹ *Forms of Legislation* 1, 3 ff.; zuversichtlich zustimmend offenbar PETSCHOW, *op. cit.*, 24 f. u. 36.

² PETSCHOW, *op. cit.*, 37.

³ So bereits vorbildlich OLZSCHA, Interpretationen der Agramer Mumienbinde, *Klio* 40 (1939), Beiheft.

⁴ An der ursprünglichen Schriftlichkeit der Aufzeichnung der Tafeln ist (schon im Hinblick auf den eher früheren) *Lapis niger* kaum zu zweifeln,

sie ihrem Inhalt nach (etwa als Nachbildung griechischer Gesetze) ausserhalb der pontifikalen Tradition standen.

Vergleichen lassen sich nur allgemeine Normen für ein künftiges rituelles Verhalten. Denn die alten Rituale (wie die Fetialenformeln, *evocatio Deum*, *devotio* die Gebetsformeln der Sakralbeamten, Magistrate und des *pater familias*) sind nicht Normen, sondern unmittelbarer Vollzug sakraler Akte oder (wie die Akten der Arvalbrüder) Protokolle über einen solchen Vollzug. Sie konnten wohl für profane Klagen wie die *legis actiones* oder für Geschäftsformulare wie die *mancipatio* oder die *familiae emptio* vorbildlich werden, aber nicht für die allgemeinen Rechtssätze der Dezemvirn (vgl. aber S. 318 Anm. 3). In Betracht kommen daher für unsere Zwecke nur der *Lapis niger*, die als *leges regiae* überlieferten Kultvorschriften und der Tabukatalog des *flamen Dialis* nach Fabius Pictor (bei Gell. X, 15, 1 sqq.); für Altitalien die Lustrationsvorschriften der iguvinischen *Atiedii* für die *arx Fisia (ukriper fisiu)* und die iguvinische Bürgerschaft (*tutoper ikwiina*); endlich,

und die usprüngliche öffentliche Aufstellung schon wegen der griechischen Vorbilder (S. 323, Anm. 5) wahrscheinlich — auch wenn der Durchschnitt der *cives* schwerlich des Lesens kundig war. Dass sie vor dem Gallierbrand auf Holztafeln (D 1, 2, 2 & 4 Pomp. *tabulas eboreas* ist besser mit DELZ, *MusHelv.* 23 (1966) 75 *roboreas* zu lesen) aufgezeichnet waren wie das spätere (aber seiner Natur nach kurzlebige) Album, hernach in Erz, könnte der Tradition altrömischer Einfachheit oder dem Gallierbrand zulieb erfunden sein: wenn sie damals verbrannt sein sollten, mussten sie hölzern sein. Wenn sie aufgestellt wurden, geschah das vermutlich von vornherein in Stein oder Erz; und die nach den archäologischen Befunden ohnedies nicht vollständige und Tempel verschonende Einäscherung oder die Plünderung brauchten sie nicht zu treffen. Liv. 6, 1, 3 spricht nur von der Zerstörung von *litterae*; dass die Militärtribunen Vergleichstexte suchten, ist wenig einleuchtend (vgl. DELZ 75²⁵); dass sie umgestürzte Stelen oder Cippi und verschleppte Erztafeln zusammensuchen liessen, fände ich nicht so ungereimt. Bemerkenswert skeptisch gegen längere inschriftliche Überlieferungen dieser Zeit LENEL *SZ* 26, 500 ff. unter dem Eindruck der starken Modernisierung der überlieferten Lautformen, die indessen doch wohl in jedem Fall eine unvermeidliche Folge der täglichen Anwendung und sodann der Aufnahme in juristische Werke war.

mit der gebotenen Vorsicht, die bisher einleuchtend entziffernen¹ Opfervorschriften der Agramer Mumienbinde.

(a) In diesen Texten überwiegen einfache, unbedingte Gebots- und Verbotssätze; sie werden in parataktischer, das künftige Verfahren vorwegnehmend erzählender Folge gereiht.

So im Tabukatalog des *flamen Dialis*, fast durchweg auch in den iguvinischen Tafeln und in der Agramer Binde²: Im Monat September am 26. (?) Tag das Opfer für Neptun muss man erklären (?) und muss man ausführen (col. VII lin 3 sqq); nach links (?) gib den Wein, setze vor, ruf an den Gott, bitte um Darbietung eines Opfertiers (IX 6); an demselben Morgen ein Opfer dem Veiovos soll man darbringen und ausserdem den göttlichen Dienst wie am 26. (?) (IX 14 sqq.) ».

Diese einfachen Formen lassen sich leicht verstehen. Gebote für einen Ritenvollzug oder sakrale Verbote sind ihrer Natur nach meist unbedingte, deren nähere Voraussetzungen sich aus dem kultischen Kontext ergeben. Dies galt ebenso für die profanen Gebote und Verbote der XII Tafeln, die keiner näheren Erläuterung ihrer Voraussetzungen bedurften: *Igitur em capito. In ius ducito — Hominem mortuum in urbe ne sepelito neve urito.*

In den iguvinischen Tafeln deutet rituelle Genauigkeit und Wiederholung (die auf uns pedantisch wirkt) auf den umständlichen Wortreichtum postdezemviraler Gesetze voraus³. Da-

¹ Wir folgen PALLOTTINO, *Die Etrusker* (autor. dtsc. Ausgabe, Frankfurt-Hamburg 1965) 217 ff.

² PALLOTTINO, *op. cit.*, 219.

³ Man vgl. dazu die *lex Silia de ponderibus publicis* (Festus 246; *FIR A I*² p. 79) oder die *lex Papiria de sacramentis* (Festus 344; *FIR A* p. 80, nicht vor 242 v. Chr.). Übrigens sind hier noch, im Gegensatz zu späteren *leges rogatae*, gewisse Anklänge an den Zwölf-Tafeln durchzuhören, welche die *lex Platoria de iurisdictione* (Censorin., *De die nat.* 24, 3; *FIR A* 80; gleichfalls nach 242) geradezu zitiert: *usque supremam ad solem occasum*. Auch wenn man mit MOMMSEN (*Staatsrecht II*³ 194 f.) *ad solem occasum* aus formalen Gründen und

neben stehen feierlich rhythmische Anrufungen, deren Ritual in die Vorschriften aufgenommen ist.

(b) Das Vergleichsmaterial mit den hypotaktischen Sätzen der Dezemvirn ist schon aus diesen inneren Gründen spärlicher. Für die relativische Anknüpfung kommt, wie soeben bemerkt, vor allem die Foruminschrift in Betracht; Bedingungssätze zeigen vor allem die Kultvorschriften der sogenannten *leges regiae*. Überraschenderweise sind sie mit dem formalen Aufbauschema des Zwölftafelsatzes völlig identisch.

Paelex aram Iunonis ne tangito. Si tangit, Iunoni crinibus demissis agnum feminam caedito (Festus 222 s. v. *Paelices*). — *Si parentem puer verberat, ast olle plorassit, puer divis parentum sacer esto; si nurus, sacra divis parentum esto* (Festus 230 s. v. *Plorare*): ersichtlich zusammenhängend, obwohl von Festus unerfindlicherweise für den *puer* Servius Tullius, für die *nurus* Romulus zugewiesen; cf. *FIRA* I² (1941) 9 n. 2; 17), — Endlich: *Si hominem fulmen occisit, ne supra genua tollito, Homini si fulmine occisus est, ei iusta nulla fieri oportet* (Festus 178 s.v. *Occisus*).

Diese Übereinstimmung gibt Rätsel auf. Dass diese Vorschriften in Wahrheit Zwölftafelsätze waren, die erst spätere Gelehrsamkeit wegen ihres sakralen, auf *piacula* oder Sazertät bezüglichen Inhalts Numa oder anderen königlichen Kultgesetzgebern zuschrieb, ist bei der sonst komplexen Überlieferung der XII Tafeln und ihrer entschiedenen Profanität nicht recht wahrscheinlich. Dann müssten sie (auch als *leges curiatae*) von den *pontifices* oder anderen Sakralbeamten wie dem *rex (sacrorum)* redigiert sein: zugleich eine Erklärung für ihren Namen *leges regiae*. Das würde aber bedeuten, dass die innere Form des Zwölftafelsatzes, auch

im Hinblick auf Varro, *LL* 6, 5 für einen späteren Einschub hält, nimmt jedenfalls die *lex Plaetoria* mit *supremam* das sprachlich altertümliche *suprema tempestas* der Tafeln (I 9) bewusst auf. Über Cäsars späte Aufnahme des XII Tafelstils im Anfang der *lex Usonensis* NORDEN, *op. cit.*, 12, Anm. 3 (Willenakt Cäsars).

seine lapidare Konzentration, nicht auf die Dezemviren zurückginge, sondern auf die Kulttradition. Bei dem starken Einfluss griechischen Satzungsstils auf diese Formen (S. 351) kämen wir hiermit in die Nähe der Vorstellung Nordens¹, dass auch die altrömische Kultsatzung durch grossgriechische Vermittelung altgriechischen Vorbildern folgte. Unter diesen Umständen wage ich keine Entscheidung.

Wo die (mindestens zwei Jahrhunderte später aufgezeichneten) iguvinischen Tafeln ausnahmsweise Relativ-oder Bedingungssätze haben, ist die straffe Konzentration der XII Tafeln und der *leges regiae* längst dem Wortreichtum der gleichzeitigen *leges rogatae*, des *SC de Bacchanalibus*, der *lex Osca tabulae Bantinae* gewichen. Man vgl. VII b am Ende «Wer immer einmal *Fratrex* für die atiedischen Brüder sein wird, (der) schaffe in seinem Fratrikat die Dinge herbei... Wenn er sie nicht herbeigeschafft hat, wie oben geschrieben, (dann) sei dem *Fratrex* eine Strafe von 300 As» (vgl. auch II a 1 sqq. *aufertur pisi pumpe fust — flamen quicumque fuerit*)². Solche Fassungen bleiben für ein Verständnis der XII Tafeln wohl ganz ausser Betracht.

3. Kultvorschriften sind wegen ihres rituellen und hochformalistischen Charakters im allgemeinen unbedingte Anordnungen, Verbote und Erlaubnisse. Dass gleichwohl bei verwickelteren Regelungen die näheren Voraussetzungen als Bedingungssätze ausgedrückt werden, liegt in der Natur der Sache. Aber die Annäherung an den Zwölftafelstil, die sich daraus ergibt, ist nur noch äusserlich. Diese Bedingungen

¹ Aus altröm. Priesterbüchern 251, 260.

² Übersetzung und Text nach PFIFFIG, *Religio Iuwina* (Wien 1964), 31. Freilich fehlen auch straffere, die XII Tafeln ähnlichere Sätze in den iguvinischen Tafeln nicht: so die subjektlosen Imperative Tab. IV 24: *Inumek evius tasez tertu. Inumek kumaltu. Adkani kanetu kumaks persnibimu.* Einfache Konditionalsätze auch Tab. II A lin. 1 (PFIFFIG 18). Auf Zusammenklänge der iguvinischen Tafeln (IV 24) einerseits mit dem «kommatischen Stil» der XII Tafeln, anderseits mit der Sakralinschrift von Kos (*SIG* 1025; erst 200 v. Chr.) verweist immerhin NORDEN 262; das griechische Material dort (262 f.) stimmt vielfach mit dem XII Tafelstil zusammen.

behalten eine von der profanrechtlichen Regelung des menschlichen Zusammenlebens verschiedenen Charakter: sie betreffen künftige, vom Menschen nicht verfügbare göttliche Eingriffe wie *augurium*, *portentum* und *fulmen*¹ und geben für diesen Fall das zur Herstellung der *pax Deum* erforderliche Ritual an. Bedingung und Folge bleiben in magischer Kausalität starr verknüpft, ohne dass menschliche Verantwortung dazwischen tritt; das gilt auch dann, wenn menschliche Verehrung sakrales Unheil gestiftet hat. Diesen Charakter der Bedingung zeigen schon die altorientalischen *Omina*² und noch das römische Votum, dessen Erfolg darum drastisch als «Schädigung» des Gelobenden durch die Gottheit (*voti damnari*) um die versprochene Leistung aufgefasst wird.

Anders die bedingte Rechtsfolgeanordnung des profanen Rechtssatzes der XII Tafeln, die ihr einziges Gegenstück und Vorbild im altgriechischen Satzungstil hat (S. 351). Sie bezieht sich auf freies menschliches Handeln (töten — es sei denn Ungefährwerk *si telum manu magis fugit quam iecit* —

¹ Dies gilt im Wortsinn natürlich nicht mehr für unmittelbar ausgesprochene und sanktionierte sakrale Gebote oder Verletzungsverbote an einen mehr oder minder unbestimmten Personenkreis, wie *Paelex aram Iunonis ne tangito* oder *quoi homce locum violased sakros esed* (Cippus). Aber auch hier wird von der individuellen Schuld des Verletzers ersichtlich abgesehen. Dies gilt selbst noch für Orakel, die das (scheinbar gewillkürte) Handeln des Adressaten zur Bedingung eines Künftigen machen, wie Delphis berühmtes Kroisosorakel Κροῖσος "Ἄλυν διαβάσ.. Zur eigentümlichen Struktur der hier vorausgesetzten Beziehung zwischen menschlicher Handlung und Folgeereignis jetzt FUHRMANN, *Obscuritas in Poetik und Hermeneutik* (1966) 51: «Dan Handeln hängt von einer Entscheidung, die Entscheidung aber von Zeichen ab; Zeichen aber können trügen und Orakelsprüche können sich trotz aller Anstrengung die man darauf verwandt hat, den richtigen Sinn zu treffen, in paradoxa, völlig unvorhergesehener Weise erfüllen» (mit Berufung auf die bekannte Verteidigung der Pythia gegen die Klagen des irregeführten Lyderkönigs bei Herod. I, 91: οὐ συλλαβθών δὲ τὸ ὅρτὸν οὐδὲ ἐπανειρόμενος ἔωντὸν αἴτιον ἀποφαίνεται.

² Vgl. KRAUS, *Genava* 8 (1960), 288 f. und zuletzt PETSCHOW, *op. cit.*, 37 f.; mit Hinweis auf Landsberger, *Islamica* 2 (1926), 370; GADD, *Ideas of Divine Rule* (1948) 79; DRIVER-MILES, *The Babylonian Laws* I (1956) 42 n. 1.

stehlen, *membrum rumpere, lingua nuncupari, in ius vocare*) und die Reaktion des Stadtstaates auf dieses Handeln; sie will dieses menschliche Verhalten und seine sozialen Folgen nach einem rationalen Plan prospektiv beeinflussen und ordnen¹. Dies gilt noch dann, wenn diese Regelung an zufälliges Menschengeschick, wie den Tod, Nachlassordnung und Erbfolge anknüpft.

Das Gesetz als das vom jungen Stadtstaat gleichsam entdeckte Mittel der Ordnung des Zusammenlebens in der Polis: das ist die spezifische Differenz der Bedingungsform des profanen Rechtssatzes gegen das bedingte Kultgebot. Nicht also in der Denkform des hypothetischen allgemeinen Satzes, sondern in diesem profanen Ordnungswillen liegt auch das Neue der XII Tafeln. Sie zielen nicht mehr auf rituelle Absicherung der menschlichen Existenz durch Erhaltung oder Wiederherstellung der *pax Deum*, sondern auf eine Ordnung menschlicher Selbstverantwortung. Sie sind ihrem altgriechischen Vorbild gleich Regeln für die *politische* Existenz im Wortsinn: für das Dasein in der Polis, die sich in den XII Tafeln vielleicht zum erstenmal als geistigen Entwurf zu verstehen beginnt.

IV. DER GRIECHISCHE ANTEIL AN DEN XII TAFELN

1. Es ist seit alters die allgemeine Meinung, dass diese Leistung durch altgriechische Vorbilder inspiriert worden ist². Diese Überzeugung wurde im älteren europäischen

¹ Zu diesem grundsätzlichen Schritt der Rechtsvorstellung bahnbrechend MAX WEBER, *Rechtssoziologie* (in *Wirtsch. u. Gesellsch. in Grdr. d. Sozialökonomik* III 2³ Tübingen 1947) 395 ff.; 401 ff.; 463 ff.

² Statt aller WILAMOWITZ, *Griech. Verskunst* (1921), 31 und vor allem *Berl. Sitzungsber.*, 1909, 64 ff.; ALTHEIM, *Epochen d. röm. Gesch.* I (1934), 128; F. SCHULZ, *Prinzipien d. röm. Rechts* (1934), 5; WIEACKER, *Vom röm. R.*² (1961), 47 ff.; vgl. auch RIDA 468 ff.; 489 f.; KASER, *RömRG* (1950), 17; etwas zurückhaltender KUNKEL, *RömRG*⁴ (1964, 32; skeptischer ARANGIO-RUIZ, *Storia* 1937, 61 (und so auch in den folgenden Auflagen); zuletzt DELZ (*MusHelv.* 23 1966), 69-83, fördernd durch Formulierung der Probleme

Humanismus natürlich zunächst weniger durch historische Einsichten genährt als durch die konsolidierte römische Tradition von einer Gesandtschaft der Dezemvirn, sei es nach Athen und dem griechischen Mutterland, sei es nach Grossgriechenland, und von einer unmittelbaren Entlehnung aus den solonischen Gesetzen. Auf die inneren Strukturzusammenhänge haben erst Wilamowitz¹, Latte², Piganiol und Eduard Norden aufmerksam gemacht; vor allem Norden³ verdanken wir die Aufdeckung überraschender

und oft gesundes Urteil, aber mit unbegründeten verdrossenen Pauschalurteilen über die Rechtshistoriker *op. cit.*, 74: «ins Uferlose angewachsene Literatur»; diese «für den Philologen aus verschiedenen Gründen abschreckend» usf.). Aber: *peccatur intra muros et extra*. — Auch PAIS, *Ricerche I* (1915) 148 u. ö. erwägt griechische Einflüsse, aber mit der folgerichtigen Tendenz, sie erst in eine spätere Zeit zu verlegen und damit gerade die überlieferte Datierung der XII Tafeln zu erschüttern; dawider BESELER, *SZ* 45 (1925), 533 ff.; KRELER, *ebd.* 589 f.

¹ Vgl. auch schon Aristoteles u. Athen I (1893), 65⁸⁶ und *Glaube d. Hellenen* II² (1955), 331 Anm. 1.

² *Heiliges Recht* (1920), *passim*; *Hermes* 66 (1931) 73 ff.; Das Vorbild d. röm. Adilität (*Nachr. d. Gött. Wiss. Ges.* 1934) 73 ff.; *Antike u. Abendland* 1946, 48 ff. u. bes. 49 f.

³ Aus altröm.-Pristerbüchern (Lund 1939), 254 ff.; über Sakralformen 262 ff. Ausser den unten S. 351 genannten Stilparallelen sind hervorzuheben die Entsprechung von XII 3 *Si vindicias falsas tulit*, mit dem solonischen θεσμός, (Aufzeichnung aber erst 409/6) ἐὰν δὲ hoῦτοι ὅσι ... ἐὰν ἀπαντες αἰδέσασθαι (NORDEN, 258) des ersten Satzes des Cippus zu altgriechischen Verfluchungen wie 519, 38 δὸν τὰς στήλας ή κατάσει η̄ φοινικῆια ἔκχρόψει η̄ ἀφανέας ποιήσει, κένον ἀπόλλυσθαι καὶ αὐτὸν καὶ γένος κένο (ao 258 f.) ähnliches in privaten Fluchformeln nach dem auch grossgriechischen Muster, *IG XIV*, 865 (Cumae 6 Jh.) Ταταλες ἐμὶ λέγουθος ἡδὸς δ' ἄν με κλέφσει, θυφλὸς ξσται; dazu NORDEN, 266); das Wiederkehren der Boustrophedonschrift des Cippus in der κύρβις von Chios (um 600 v. Chr., NORDEN, 259 f. und bereits WILAMOWITZ, *Berl. Sitzungsber.* 1909, 64 f. und die Bezifferung der solonischen ἔξονες. Das schönste Beispiel für den syntaktischen Aufbau des Zwölftafelsatzes ist das bekannte kyrenische Hiketidenstatut (SOLMSEN-FRAENKEL, *Inscriptiones Graecae ad illustrandas dialectos selectas*⁴ (Leipzig 1930) 39 B 5; jetzt auch SOKOLOWSKI, *Lois sacrées des cités grecques*, Suppl. (Paris 1962), Nr. 115); dazu WILAMOWITZ, *Berl. Sitzb.* 1937'19, 167; NORDEN 255; DELZ 82): ικέσιος ἐπαυτός αἱ κα ἐπιμεμφθή ἐπὶ τὸν οἰκιαν, αἱ μέγ κα ἵσαι, αἱ' διτιός οἱ ἐπῆνθε, δύνυμαξεῖ αὐτὸν προειπῶν τρὶς ἀμέρας· αἱ δ[έ] κα τεθνάκη ἔγγαιος η̄ ἀλητ πη̄ ἀπολώλη[ι], αἱ μέγ κα ἵσαι τὸ δύομα δύομαστι προερει κτλ.

Details für die Übernahme charakteristischer Formel und Techniken des altgriechischen Gesetzesstils.

Auch mit diesen Einzelheiten war das ganze Ausmass der Initiation der Dezemvirn durch den Geist der griechischen Gesetzgebung noch nicht ausgeschöpft. Schon die Idee einer Integration der Polis durch eine umfassende Rechtssetzung als solche ist frühgriechisch, nicht latinisch-italisch oder gar etruskisch¹. Griechisch ist auch das von der Tradition genannte Hauptmotiv für die Einsetzung des Dezemvirats : die Befriedung politischen und sozialen Haders durch die Schiedsgewalt eines Aisymneten mit ausserordentlichen magistratischen Befugnissen.

Eine solche Befriedung erstrebt die Gesetzgebung nicht nur durch öffentliche Aufzeichnung und Gewissheit des Rechts, sondern auch durch neue Rechtsinhalte. Im allgemeinen will sie die Isonomie, die formal und rational aufgefasste Gleichheit vor dem Gesetz herstellen, in der der Stadtstaat sich als Verband aller Politen konstituiert. Der stärkste Antrieb für diese Konzeption musste die Ablösung des Reiterkampfes der adeligen Geschlechter durch die Hoplitenphalanx der Vollbürgerschaft sein. Die griechische wie die römische Aisymmetie wird daher charakteristisch für den Übergang von der alten Adelsherrschaft oder der Tyrannis zum klassischen Stadtstaat.

In einem notwendigen Zusammenhang mit dem Aufstieg des Bürgerheers steht die soziale Befriedung, die diese Gesetze durch genaue und sichere Regeln für Rechtsgang und Vollstreckung, durch Entschuldung und Zinsmaxima, durch Lösungsfristen für den verurteilten Schuldner, ja durch seinen Rückkauf aus dem Ausland (wie in der solonischen Gesetzgebung) anstreben. Dies alles sind Interessen

¹ Es ist hier nicht nötig, die bekannten inneren Gründe, vor allem die italische Schwäche in der geistigen Antizipation der Wirklichkeit in idealen Vorentwürfen und die Stärke des sozialen und politischen Realismus zu wiederholen.

des verschuldeten oder durch Verschuldung bedrohten mittleren und kleineren Besitzes, der nun mit dem Eintritt ins Heer auch seine Forderungen geltend machte. Dem politischen Frieden dient die Verfolgung der *crimina publica* mit Einschluss der einfachen Bürgertötung, der mittelbare Vergleichszwang und feste Bussen beim privaten Delikt, die genaue Bestimmung der Grenzen gerichtsfreier Selbsthilfe und die Ordnung des kultischen, die Kontrolle oder das Verbot des politischen Vereinswesens und der *coetus nocturni* (VIII 26); dem täglichen bürgerlichen Frieden Nachbarrecht, Grenzschlichtung, Erbteilung und Autorisation der sich entwickelnden Umsatz- und Kreditgeschäfte.

2. Die bekannten Motive der altgriechischen Gesetzgebung finden sich in den Erzählungen der Annalistik über die Anlässe der dezemviralen Gesetzgebung wieder, deren schwieriges Verhältnis zur Realität des V. Jhs. wir noch zu untersuchen haben. Aber sie lassen sich auch an den Zwölf-tafelfragmenten selbst verifizieren und stehen dort in einem so gleichartigen Gesamtzusammenhang, dass es schwer wird, an eine selbständige Neuschöpfung der römischen *res publica* zu glauben. Dass sie Rom durch etruskische Städte vermittelt wurde, hat jede Wahrscheinlichkeit gegen sich. Zunächst kann man die Grundtendenzen der XII Tafeln wenn nicht anti-etruskisch, so doch eigentlich « unetruskisch » nennen; sie richten sich etwa in den Luxusverboten unmittelbar gegen den Lebensstil jener Adelsgesellschaft, die in Etrurien noch im Niedergang des IV. und des III. Jhs. fortlebte, während sich die *res publica* seit der Mitte des V. Jhs. einem frugaleren und disziplinierterem Wehrbürgertum verschrieb. Und die Ausbildung der klassischen Polis begann in dieser Zeit in Etrurien hinter der römischen *res publica* zurückzubleiben. Es war gerade die rechtliche Konstituierung der Plebs und die Durchsetzung ihrer Forderungen in Verfassung und Gesetzgebung, die zur dauernden Abkehr der römischen

Gesellschaftsform von der altetruskischen führte, wo die Adelsherrschaft, unter gelegentlichen gewaltsamen Auflehnungen der unteren Klassen, der Hörigen und Sklaven, andauerte¹ — so wie den etruskischen Verfassungen die strikte Begrenzung der Magistrate, ihre streng paritätische Kollegialität, vollends die Volkswahlen länger fremd blieben als in Rom².

Auf der anderen Seite ist die Intensität der grossgriechischen Einstrahlung nach Rom und Latium bis zur Mitte des V. Jhs. in den letzten Jahrzehnten immer deutlicher geworden³. Ich brauche in diesem Kreise Bekanntes nur anzudeuten: kultgeschichtliche Symptome wie die Einholung der sibyllinischen Bücher aus Cumae, die Begründung des Kults der Ceres, des Liber und der Libera durch die Volkstribunen (493), die Weihung des Kastortempels (484) und die Einführung des Merkurkultes⁴; kulturelle Symptome wie die beständige und rasche Aufnahme der Kunstentwicklung des griechischen Mutterlandes in der Plastik und Keramik Etruriens, Latiums und Roms bis zur Jahrhundertmitte; aber auch bestimmtere Indizien, wie die Mitwirkung griechischer Künstler und Handwerker beim römischen Tempelbau oder die Funde ionischer Triklinien

¹ Statt aller HEURGON, *Historia* 6 (1957), 69 f.; zuletzt PALLOTTINO, *Die Etrusker* 122; 125.

² HEURGON, *op. cit.*, 76; 79 u. ö.

³ Während sie seit der zweiten Hälfte des 5. Jhs. infolge der Schwächung des kampanischen Griechentums durch die Samniten abzuklingen scheinen; vgl. RIDA 493 u. Anm. 81 und oben S. 314.

⁴ BESNIER, L'état économique de Rome sous les Rois, in *Conf. Inst. Dr. Rom.* (Paris 1950), 28 ff. Weitere kultgeschichtliche Einflüsse bei PASQUALI, *Preistoria della poesia Rom.* (1936), 65 ff.; 71 (*triumpe* im Arvalbrüderlied); Übernahme des (gesungenen) *Saturnius* im 6. Jh. aus Grossgriechenland, vermutlich Cumae. Zustimmend ED. FRAENKEL, *Journ JRS* 27 (1937), 264; NORDEN 279; NORDEN, *op. cit.*, 255 f. Zur griechischen Vorgeschichte des *versus quadratus*: ED. FRAENKEL, *Hermes* 62 (1927), 357 ff.; Schriftrezeption: HAMMERSTRÖM, *Beitr. z. Geschichte d. etr. lat. u. griech. Alphabet* (Helsinki 1920); SUNDVALL, *Villanovastudien* (Åbo 1928), 113; zuletzt MOMIGLIANO, *JRS* 53 (1963), 96 sqq.

auf dem Palatin¹; endlich handelsgeschichtliche Daten, wie die Gründung des *collegium mercatorum*, der beständig durch Grossgriechenland (Tarent, Syrakus) vermittelte Keramikimport aus dem Mutterland (Korinth, Lakonien, Attika), die ersten Kornimporte aus Sizilien (494?)² und die Handelsgeschichte latinischer Häfen bis zur Mitte des 5. Jhs.

3. Dies sind die allgemeinen Symptome einer beständigen Durchdringung spätarchaischer griechischer und gemeinitalischer Kultur, an der heute niemand zweifelt und die sich einer griechisch-italischen Kultureinheit annähert. Für die griechische Vorgeschichte der XII Tafeln wird es aber nötig sein, bestimmtere Indizien herauszuheben. Folgende drei scheinen mir von besonderem Gewicht.

(a) Einmal das politische und kommerzielle Vordringen des Grossgriechentums, vor allem des aufsteigenden Syrakus nach Mittelitalien, das mit dem Siege Gelons bei Himera (480) über Karthago und einer grossgriechischen Liga unter syrakusischer Führung bei Cumae (474) begann, die Verbindung Kampaniens mit der Dodekapolis des etrusrischen Kerngebiets schwächte und schliesslich die latitische Landbrücke herausbrach. Als die Syrakuser bald nach 474 auf Ischia Fuss fassen und gegen 453, anscheinend ohne ernsten etruskischen Widerstand nach Korsika und Elba vortossen³, hat sich auch ihr unmittelbarer kommerzieller Einfluss auf

¹ BIREN, *Figurative Terracotta revetents in Etruria and Latium* (London); ANDRÉN, *Architectural Terracottas from Etrusco-Italian Temples* (1940); A. ÅKERSTRÖM, *Opuscula Romana I* (1954), 191-231; danach zeigen auch noch im frühen V. Jh. die Akroteria noch «griechischen Geschmack» (MOMIGLIANO, *op. cit.*, 100 ff.) — Jonische Klinai auf dem Palatin (die auf Übernahme griechischer Tafelsitten deuten): PASQUALI, *Preistoria* 67. I. SCOTT RYBERG, *An Archaeological Report of Rome* (London-Philadelphia 1949), 202 ff.; GJERSTAD, *Early Rome I/III*; ALFÖLDI, *Early Rome* 329-33 u. ö.

² Zur verwinkelten Datierung jetzt ALFÖLDI, *Early Rome* 343.

³ Diod. 11, 88, 4; vgl. STROHECKER, *Dionysios I.* (Wiesbaden 1958), 2 u. Anm. 6; zuletzt ALFÖLDI 339 f.

Rom und Latium verstärkt. In die gleiche Richtung weist schon früher die Unterstützung Latiums gegen die etruskische Hegemonie durch das Bündnis mit Cumae, und andererseits das Aufblühen der griechischen Niederlassung in Caere¹. Hiermit darf wohl der Merkurkult, das *collegium mercatorum* und die Aufnahme der sizilischen Korneinfuhr in Verbindung gebracht werden.

(b) Ein spezielles Indiz scheint auch die Rezeption der Hoplitenphalanx und ihrer Taktik, die in Altgriechland und, unter griechischem Einfluss, auch in Rom den Gedanken der Rechtsgleichheit der wehrfähigen Bürger zum Siege führen musste. Was man in einzelnen über die Erzählungen der Annalistik denken mag, in der Geschichte von den Sezessionen des plebejischen Heeres kommt dieser Zusammenhang deutlich zum Ausdruck. In Rom wird diese Reform heute gern mit Erfahrungen wie der Fabierkatastrophe an der Cremera (474) verknüpft, die dem öffentlichen Bewusstsein die Unzulänglichkeit spontaner militärischer Geschlechterunternehmungen eingeprägt hätte². Solche Lehren für den Übergang zur Phalangentaktik gingen — wie das Erscheinen des *comitiatus maximus* in Zwölftafeltext zeigt³ —, der Einsetzung des Dezemvirats unmittelbar voraus⁴.

(c) Begeben wir uns mit weiteren Mutmassungen über eine unmittelbare Ermutigung der Führer der Plebs und der von ihnen betriebenen Staats- und Rechtsreform durch grossgriechische Einflüsse allzu sehr auf dem Boden der Spekulation? Immerhin scheint mir mit Momigliano nach-

¹ ALFÖLDI 341; MOMIGLIANO 118 (beide mit etwas abweichender Deutung).

² FREZZA, *Studi Ferrini* (Pavia 1946), 295 ff.; HEURGON, *Latomus* 18 (1959), 713 ff.; zuletzt MOMIGLIANO, 121.

³ S. oben S. 304.

⁴ Vermutungen über einen ersten Versuch des Servius Tullius, sie unter dem unmittelbaren Einfluss der solonischen Gesetzgebung einzuführen, jetzt bei MOMIGLIANO, 119 f.

denkenswert, dass die Überlieferung für die Tempelweihe für Ceres, Liber und Libera durch die Volkstribunen (494) nicht nur eine Kultrezeption, sondern auch ein bestimmteres kulturgeschichtliches Datum enthält. Nach einer vertrauenswürdigen Notiz des Plinius (die die Archäologie römischer Antefixe und Terrakotten bestätigt¹) hätten bei der Ausschmückung dieses Tempels griechische Künstler mitgewirkt.² Gewiss sollte man solche Details (die ja auch in Etrurien jederzeit möglich waren) nicht strapazieren, Sie scheinen aber doch ein Streiflicht zu werfen auf den allgemeinen Zusammenhang der sozialen und demokratischen Bewegungen im nahen Grossgriechentum, etwa in Cumae und in Syrakus, mit der Ausbildung des politischen und sozialen Selbstbewusstseins der Plebs und den Forderungen, die ihre Führungsschicht an den patrizischen Adelsstaat stellte. Den Königssturz oder — vorsichtiger — die Zurückdrängung der königlichen Magistratur — hatte noch dieser ins Werk gesetzte; aber wäre es überraschend, wenn das Preislied auf die Tyrannenmörder Harmodios und Aristogeiton, die *ἰσονόμους Ἀθηναῖον εὐθυκαν*, das ein halbes Jahrhundert vor den Dezemviren in der griechischen Welt zu erklingen begann, auch bei den Führern der Plebs einen Widerhall gefunden hätte?

4. Bei alledem drängt sich die Notwendigkeit auf, diese ebenso einleuchtenden wie unbestimmten allgemeinen Vermutungen mit der römischen historischen Tradition über die griechische Vorgeschichte der XII Tafel zu verknüpfen und dadurch greifbar zu dokumentieren. Wir meinen die

¹ Vgl. S. 335, Anm. 1.

² Dazu GJERSTAD, The Early History of Rome, in *Acta Congr. Madvig.* I (København 1958), 375 ff.; *Discussions concerning Early Rome, Opusc. Rom* 3 (1960), 69 ff.; *Legends and Facts of Early Rom. Hist.*, (Lund 1962); LATTE, *Röm RelGesch.* (1960), 261 f.; VAN BERCHEM, *MusHelv* 17 (1960), 30; MOMIGLIANO, *op. cit.* 103; ALFÖLDI, *Early Rome* 93 ff. setzt die Einführung des Cereskults erst in den Anfang des IV. Jhs.

Berichte über die Gesandtschaft der Dezemvirn nach Athen, anderen Städten des griechischen Mutterlandes oder Grossgriechenland und über die unmittelbare Benutzung solonischer Gesetze durch die Dezemvirn. Ich behalte die Kritik dieser Tradition im einzelnen einer spezielleren Untersuchung vor¹; hier soll nur das Problem gestellt, die Ergebnisse skizziert und an einem besonders instruktiven Einzelfall näher begründet werden.

(a) Die auf die Annalistik zurückgehenden Berichte der römischen Historiker² stimmen über eine Gesandtschaft der Dezemvirn in den griechischen Bereich überein. Über das Reiseziel dieser Legation sind sie sich aber nicht einig: Livius spricht von Athen und anderen Städten (des Mutterlandes³); Dionys von Halikarnass gleich von zwei Gesandtschaften nach Athen und nach Grossgriechenland⁴; andere unbestimmter von *graecae civitates*, *Graecia*, usw.⁵. In scheinbar

¹ Solon und die XII Tafeln, in *Studi in onore di E. Volterra* (1967).

² Liv. 3, 31, 8; 32, 6 sq.; Dion. Hal. 10, 51, 5 u. 52, 4; Cicero, *In Verr.* 5, 72, 189; Florus, *Ep.* 1, 24; Plin. min., 5, 24, 4; Pomp. D 1, 2, 2 § 4; August. *Civ. Dei* 2, 16. Dazu TÄUBLER, *Untersach. z. Gesch. d. Dezemvirats w. d. Zwölf-tafeln* (1931, Neudruck Vaduz 1965) und R. WERNER, *Der Beginn d. röm. Rep.* (München-Wien 1963); CIULEI, *SZ* 64 (1944), 350 ff.; SJÖLUND, *Studies* D. M. Robinson (St.-Louis 1951), 400 ff.; RUSCHENBUSCH, *Historia* 12 (1963), 250 ff.; WENGER, *Quellen* 365 f.; DELZ, 71 ff. u. Anm. 7, 19 (dem ich den Hinweis auf Sjölund entnehme).

³ III, 31, 8 missi legati Athenas... iussique inclitas leges Solonis describere et aliarum Graeciae civitatum constituta mores iuraque noscere. Ab Atheniensibus mutuarentur leges Solonis sagt auch Augustin, II, 16.

⁴ 10, 51, 5 πρέσβεις ἐλέσθαι εἰς τὰς Ἑλληνίδας πόλεις τὰς ἐν Ἰταλίᾳ, τοὺς δὲ εἰς Ἀθήνας, οἵτινες αἰτησάμενοι παρὰ τῶν Ἑλλήνων τοῦς κρατίστους νόμους καὶ μάλιστα τοῖς ἡμετέροις ἀρμόττοντας βίοις οἰσουσι δεῦρο. Vgl. auch 10, 57: οἱ δέκα ἄνδρες συγγράψαντες νόμους ἔκ τε τῶν Ἑλληνικῶν νόμων κτλ.

⁵ Cic., *I. c.: legum... sacra... a Graecis adscita*; Florus, *I. c.: allatas a Graecia leges*; Plin. min., *I. c. habe ante oculos hanc esse terram (sc. Graecia) quae nobis misera at iura*; die *Graecia* dieser Texte kann nach dem üblichen Sprachgebrauch wohl nicht die italische *Magna Graecia* sein; dagegen ist diese Interpretation möglich bei Pomp. D 1, 2, 2 § 4 viros per quos peterentur leges a Graecis civitatibus und dem Zusammenhang nach (cf. 10, 51, 5 εἰς τὰς Ἑλληνίδας πόλεις τὰς ἐν

eindruckvoller Entsprechung dazu werden, den Anschein nach ohne Zusammenhang mit der Gesandtschaftserzählung, von Cicero und den Juristen einzelne Zwölftafelsätze ausdrücklich auf solonische Gesetze zurückgeführt¹. Keine dieser beiden Dokumentationsreihen wird einer methodischen Überlieferungskritik wirklich standhalten. Da wir andererseits von der Wirksamkeit altgriechischer Vorbilder im allgemeinen und von der Übernahme griechischer Rechtsätze im einzelnen mit zureichenden Gründen überzeugt sind, stellt sich mit voller Schärfe die Frage nach dem paradoxen Verhältnis der römischen Tradition zur Realität der von ihr erinnerten Vorgänge, die auch sonst die antike Frühgeschichte beherrscht. Anstatt über Wahrheit oder Unwahrheit dieser Tradition kontradiktiorisch zu entscheiden, müssen wir mit der dritten Möglichkeit rechnen, dass diese Tradition, ohne anthropischen und kritischen Zugang zu der von ihr erzählten Vergangenheit und in konventionellen Modellen von Symptomen auf Ursachen zurückschliessend, kraft ihres von den Griechen erlernten Kulturverständnisses einen realen Geschichtszusammenhang richtig aufgefasst und in der Parabel ihrer lehrhaften Geschichtserzählung ihrem eigenen Ethos angemessen ausgedrückt hat.

Die richtige Würdigung dieses an sich schon hinreichend verwickelten Befundes wird dem Historiker der römischen Frühgeschichte durch seine eigenen Kultur- und Wissenschaftsmodelle noch schwerer gemacht. Denn diese Ideale selbst

¹ Ιταλία, τοὺς δ' εἰς Ἀθήνας) geboten bei Dionys. 10, 57 νόμους ἔκ τε τῶν Ἑλληνικῶν νόμων. Dass man das Treffliche herbeigeschafft habe, wo immer man es fand (*accitis, quae usquam egregia*) sagt Tac., *Ann.* 3, 27, nachdem er im Sinne griechischer Kulturtheorie die beiden grossen griechischen und römischen Gesetzgeberreihen Minos-Lykurg-Solon und Numa-Servius-Tullius-Dezemvirn konfrontiert hat.

¹ Cic., *De leg.* 2, 23, 59 u. 25, 64 (unten S. 345); Aug., *Civ. Dei* 2, 16 ab *Atheniensibus mutuarentur leges Solonis*; Gai. D 10, 1, 13 *leg XII tab.* und D 27, 22, 4 *leg XII tab.* Nur vom *exemplum Atheniensium* spricht Festus 347 sv. *subiecti* (nach Cincius) beim Sühnewider für Ungefährtötung.

sind ambivalent: einerseits ist die Vorstellung, dass die XII Tafeln gerade am Altgriechenlands schönstem Staatskunstwerk und seinem grössten Gesetzgeber ihren Lehrmeister gefunden haben, dem heutigen Humanisten nicht weniger teuer als dem gebildeten Römerstum der klassischen Zeit; andererseits misstraut ein oft bewährtes kritisches Vermögen jeder dieser beiden Traditionen für sich und erst recht ihrer allzu guten Übereinstimmung. Endlich: unser Takt für historische Wahrscheinlichkeiten sträubt sich dagegen, dass ausgerechnet die tiefste Provinz am Rande der hellenischen Welt einen solchen Initiator gehabt hätte: dieser Adelsbrief ist zu schön, um wahr, um nicht von nachgeborenem kulturellen Enthusiasmus erfunden zu sein.

Wägen wir vor dieser schwierigen Lage noch einmal ohne humanistisches oder historistisches Vorurteil das Für und Wider der Wahrscheinlichkeiten! Dabei unterscheiden wir zweckmässig die Frage der Gesandtschaft (5) und die der unmittelbaren Entlehnung solonischer Gesetze (6).

5. (a) Gewiss wäre es voreingenommen, unmittelbare Kontakte des dezemviralen Rom zum griechischen Mutterland und selbst zum Vorort des damals aufsteigenden Attischen Seebundes *a limine* von der Hand zu weisen. Aus Rom selbst hört man freilich erst für 395 von der Weihung von Gold aus der Vejenterbeute nach Delphi ins Schatzhaus der Massalioten — vielleicht eine gute Tradition¹. Aber das nahe Caere erbittet und erhält schon nach 540 ein delphisches Sühnorakel wegen der Steinigung der phokäischen Gefangenen von Alalia²; und die korinthische Vor-

¹ Diod. 14, 93, 35 sqq.; Liv. 2, 25, 10 u. 29, 2-5; Plut., *Camill.* 8, 3-8; Appian, *Ital.* 8, 1; dazu zuletzt ALFÖLDI 347, mit weiteren Nachweisen in Anm. 3.

² Über die Beziehungen Caeres zu Delphi und zum griechischen Mutterland jetzt zuletzt ALFÖLDI 211 u. 346. — Entsendung der Söhne des Tarquiniius Superbus nach Delphi als ausserordentliches Unternehmen: Liv. 1, 56, 5 sq.

geschichte der Tarquinier mit Demarats Einwanderung braucht wenigstens in ihren kulturellen Voraussetzungen schon im Hinblick auf den korinthischen Vasenimport im VI. Jh. und auf die besonders engen Handelsbeziehungen zwischen Korinth und Tarquinia (Heurgon) nicht legendär zu sein. Gerade bis zur Mitte des V. Jhs. strömt nun auch in Rom beständig attische Keramik ein (Gjerstad, Riis); freilich scheint sie, wie früher die korinthische und lakonische, über grossgriechische Handelsplätze (Tarent, auch Syrakus) vermittelt. Es gibt also keinen zwingenden Grund, unmittelbare Kenntnis attischer (und dann schliesslich auch solonischer) Gesetze, allenfalls sogar eine Erkundigung römischer Männer an Ort und Stelle für unmöglich zu halten.

(b) Die Bedenken gegen die Erzählung kommen eher aus der Art und Gestalt unserer Tradition. Dass aus dem perikleischen Athen selbst, im hellsten Licht der Geschichte, vom Erscheinen römischer Gesandter nichts verlautet¹, sagt freilich bei der peripheren Bedeutung gerade des nachtarquinischen Rom so gut wie nichts. Schwerer wiegt die Frage, wie in Rom selbst zuverlässige Kunde von der Mission der Dezemvirn in ein öffentliches Staatsdokument hätte gelangen sollen, das allein (wie *Fasten*, *Pontifikale Annalen*, Vertragstexte und öffentliche Inschriften) die Fortdauer authentischer Erinnerung bis in die Zeit einer nicht sehr alten literarischen Tradition sicherstellen konnte. Die Bedenken wachsen, wenn man die Komposition der Erzählung bei den beiden Hauptzeugen Livius und Dionys näher ins Auge fasst.

Livius (III, 31, 8) nennt zwar drei Abgesandte Sp. Postumius Alba, A. Manlius und P. Sulpicius Camerinus, von denen die ersten beiden tatsächlich in der Dezemvirnliste

¹ Nach einem mündlichen Hinweis von Latte (cf. RIDA 3⁸ (1956) 468).

der *Fasten*¹ figurieren. Aber seine Quelle konnte diese zu jeder Zeit den *Fasten* entnehmen. Die ganze Enquêteaktion ist nach einem kunstvollen Terminkalender durchgerechnet, wie er noch einer modernen Gesetzgebung Ehre machen würde. In der Phase, in der man sich zwar schon über das Gesetz, aber noch nicht über seinen Antragssteller (*lator!*) geeinigt hat, bleibt gerade passende Zeit für die Mission. Während diese in Griechenland fleissig ihrem Auftrag nachgeht, setzen sich in der Heimat die Auseinandersetzung fort. Zur rechten Zeit für die Klimax der Erzählung kommt die Kommission mit dem Studienmaterial zurück (III, 32, 6 *iam redierunt legati cum Atticis legibus*); jetzt werden die Tribunen vollends ungeduldig, etc. Es ist offenbar aussichtslos, in dieser kunstvoll geschmiedeten Komposition nach dem amorphen Bruchgold authentischer Information über reale Vorgänge des V. Jhs. zu suchen.

Auch bei Dionys gibt es die zwei Dezemvirn aus der Fastenliste, dafür aber gleich zwei Gesandtschaften: eine nach den italischen Griechenstädten, die andere nach Athen (X, 51, 5). Damit kreuzt sich aber eine enger mit Livius zusammengehende. Überlieferung über eine Kommission, gleichfalls mit Sp. Postumius, Ser. Sulpicius und Aulus Manlius (X. 52, 4). Dabei fabuliert Dionys nach seiner Weise einlässlich von den Trieren und sonstigen standesmässigem κόσμος der entsandten Imperiumsträger aus Staatsmitteln².

Die gemeinsame Wurzel dieser Varianten kann sich nicht vor der älteren Annalistik gebildet haben. Sehr viel jünger scheint sie aber nicht zu sein: gerade die Kreuzung der livianischen Tradition mit einer anderen, einleuchtenderen, von der grossgriechischen Gesandtschaft bei Dionys scheint auf eine ältere Tradition des gesamten Erzählungsmaterials zu deuten, die bis auf Fabius Pictor zurückgehen

¹ Vgl. TÄUBLER, *op. cit.*; R. WERNER, *op. cit.*). Dieselbe Dreierkommission bei Dion. Hal. 10, 52, 4 vgl. S. 338, Anm. 4: πρέσβεις ἀπεδειχθησαν ... Σπόριος Ποστόμιος καὶ Σέρουιος Σολπίνιος καὶ Αὖλος Μάλλιος; kennzeichnend in dem mit Livius übereinstimmendem Teil seiner Erzählung, der sich auf die Gesandtschaft nach Athen bezieht.

² οἵ τριήρεις τε παρεσκευάσθησαν ἐκ τοῦ δημοσίου καὶ ἄλλος κόσμος εἰς ἐπίδειξι τῆς ἡγεμονίας ἀποχρᾶν. Zur Klärung von Missverständnissen auch in der neueren Literatur DELZ 71, Anm. 7.

könnte. Pictor selbst war nach der Katastrophe von Cannae zum delphischen Orakel, vielleicht auch mit diplomatischen Aufträgen, geschickt worden¹; der athenische Stammbaum der XII Tafeln würde gut in seine Annalen passen, die in der mit Hannibal sympathisierenden hellenistischen öffentlichen Meinung für Roms Griechenfreundlichkeit, ja für seine alte Hellenität, werben sollten.

(c) Unabhängig von der Gesandtschaftstradition ist die Erzählung von der Mitwirkung Hermodors bei der Beratung oder Redaktion der Tafeln²; wo sie neben der Gesandtschaft erscheint (wie bei Pomponius), wird sie ausdrücklich auf andere Quellen zurückgeführt: *quidam rettulerunt*. In der Tat dementiert sie (was immer man über ihre Authentizität denken mag) die Gesandtschaftstradition. Sie verträgt sich schlecht mit einer Mission nach Athen und

¹ Hierüber zuletzt ALFÖLDI 169; über seine Annalen 169 f.; mit weiteren Nachweisen 170, Anm. 1.

² Strabo 642; Plin. *NH* 34, 21; Pomp. D 1, 2, 2 § 4 1b *sg enbir*. Für die Entstehung der Hermodortradition gibt einen Hinweis vielleicht die Notiz des Plinius über eine *Hermodori Ephesii statua in comitio... publice dedicata*. Sie erinnert an die von Ap. Claudius auf delphische Weisung gleichfalls *in comitio* aufgestellten Statuen des Pythagoras und des Alkibiades (Plut., *Numa* 8, 20 und zuletzt ALFÖLDI, 346). Es mag die Zeit einer erneuten Öffnung gegen die griechische Kultur durch Ap. Claudius und seinen Helfer Cn. Flavius, wenig später auch durch die Fabier und die ihnen verbündeten Ogulnier sein, in der der die fortschrittliche Richtung diese Weihe für einen Mann betrieb, der der Plebs als Redaktor der XII Tafeln teuer sein musste. Das setzt freilich voraus, dass sich die Tradition von seiner Mitwirkung schon gebildet hatte, für die er als ephesischer Exulant (Pomp. D 1, 2, 2 § 4 *exulantem in Italia*) in Italien abkömmlig war. Auch diese Tradition diente der Beglaubigung der XII Tafeln durch höchsten griechischen Geistesadel. Vielleicht gibt es noch einen näheren Zusammenhang mit den beiden Statuen des Pythagoras und des Alkibiades, die nach der Weisung des delphischen Orakels den weisesten und den tapfersten Griechen ehren sollte: Heraklits Scheltrede an die Epheser (eben bei Strabo, 642), durch die Rang und Exil des Hermodoros den Gebildeten gegenwärtig blieb, hatte den Hermodor als den «Vortrefflichsten» wenn nicht der Griechen, so der Ephesier ($\alpha\pi\delta\rho\alpha \xi\omega\tau\delta\omega\delta\sigma\tau\delta\omega$) gerühmt. Strabo lässt eben diesen Spruch unmittelbar der Mitwirkung Hermodors bei der römischen Gesetzgebung folgen.

besonders mit der Benutzung solonischer Gesetze : entweder schickte man eine eigene Kommission ins Ausland und studierte Solons Gesetze an der Quelle, oder man berief der Ephesier im Exil nach Rom und übertrug ihm die Redaktion. Natürlich konnte man sich später zur Not zurechtlegen, Hermodor habe dabei eben die Gesetze seines grossen Stammes- und Geistesverwandten Solon ausgeschrieben, oder er habe nur einen Teil der Gesetze verfasst. Dass Strabo vorsichtshalber nur von *vόμοι τίνες* spricht, ist vielleicht ein schwächerer Harmonisierungsversuch dieser Art.

All dies bedacht, ist eine Gesandtschaft nach Athen oder auch nur sonst ins griechische Mutterland zum Studium der Gesetze an Ort und Stelle oder ihre Einholung nach Rom doch höchst unwahrscheinlich. In der grossgriechischen Welt war an Gesetzgebungen kein Mangel; das ein Jahrzehnt nach den Dezemvirn als panhellenische Unternehmung von Perikles gegründete Thurioi (443) fand alsbald in Protagoras seinen Gesetzgeber. Eine Information in dieser nahen Welt ist wahrscheinlich, ja nach dem Inhalt der XII Tafeln fast gewiss. Dagegen lagen Solons Gesetze (oder was man dafür halten konnte) für die italische Welt des V. Jh. nicht nur in räumlicher Ferne, sondern auch im Zeitenabstand der anderthalb Jahrhunderte, die inzwischen das Glück der Tarquinier, ihren Fall und zuletzt den beginnenden Aufstieg der Plebs gesehen hatten.

Die mutmassliche Genesis der beiden Erzählungen von der Gesandtschaft und von Hermodor soll hier nicht weiter verfolgt werden¹.

6. Der heute vorherrschenden Skepsis gegen diese Erzählungen scheint nun aber auf den ersten Blick eine zweite, selbständige und z. T. sehr detaillierte Traditionsserie über die unmittelbare, selbst wörtliche Entlehnung

¹ Vgl. *Studi in onore di E. Volterra* (1967); zu Hermodor soeben S. 343, Anm. 2.

einzelner Zwölftafelsätze aus solonischen Gesetzen Unrecht zu geben. Bei näherem Zusehen zeigt sich auch hier die Ambivalenz der Interpretationsmöglichkeiten bei ungeklärten Überlieferungsverhältnissens. Solange nicht die völlige Unabhängigkeit dieser beiden Überlieferungen erwiesen ist, kann sich ihre erstaunliche Konvergenz statt aus der Realität ihres Gegenstandes auch daraus erklären, dass die Gesandtschaftsgeschichte den Blick der Juristen und Antiquare auf die Vergleichung mit attischen (und dann natürlich auch solonischem) Recht lenkte, oder dass umgekehrt die Wahrnehmung wirklich vorhandener inhaltlicher Ähnlichkeiten ätiologisch die Gesandtschaftsgeschichte hervorrief. Um dies zu entscheiden, müsste zunächst jedes einzelne Solonzeugnis überprüft werden. Wir haben dies an anderem Ort versucht¹ und beschränken uns hier auf ein einziges, allerdings auf das instruktivste Beispiel. Denn hier scheinen wir uns bis auf Haaresbreite dem stringenten Beweis einer unmittelbaren Entlehnung aus Solon bis auf Haaresbreite zu nähern; bei näherem Zugriff verschwindet aber dann das scheinbar klare Bild wieder wie hinter Nebelschwaden.

Es handelt sich um ein so bestimmtes Detail wie das Verbot, einer Toten mehr als drei Kleider ins Grab mitzugeben (Tab. X 3)².

(a) Für die zehnte Tafel bezeugt das Verbot ausdrücklich Cicero, *De leg.* II, 23, 59: *Extenuato igitur sumptu tribus recinisis et † vincla purpurae † (corr. tunicula purpurea) et decem*

¹ *Studi Volterra*; vgl. auch bereits RIDA 468 f.

² Zu den Bestattungsvorschriften der Zehnten Tafel im allgemeinen und zu den *ricinia* insbes.: MAU, *RE* 3 (1897), 355 ff. sv. Bestattung; LENEL, *SZ* 26, 513 ff., (in der Auseinandersetzung mit Lambert); SONDHAUS, *De Solonis legibus* (Jenaer Diss. 1909), 36 sqq.; PAIS, *Ricerche sulla Storia e sul diritto pubblico di Roma I*, 147-168; ARANGIO-RUIZ, *Storial*¹ (1937), 57; WENGER, *Quellen* 364; WIEACKER, RIDA 474; BESNIER *NRH*³ 33 (1935), 199 ff.; zuletzt DELZ, 78 f. Zu den archäologischen Belegen vgl. S. 313, Anm. 1 und S. 335, Anm. 1. Archäologisch überholt, aber materialreich BAUDRILLART, *Hist. du luxe* II 447 ff.; III 587 ff.

tibicinibus tollit etiam lamentationem und i. c. 25, 64 posteaquam... sumptuosa fieri funera et lamentabilia coepissent, Solonis lege sublata sunt, quam legem eisdem prope verbis nostri Xviri in decimam tab. coniecerunt, nam de tribus reciniis et pleraque illa Solonis sunt. Dass die *recinia* im Test standen, ergibt Festus (F. 274) *Recinium omne vestimentum quadratum ii, qui XII interpretati sunt, esse dixerunt rell.* Klar ist nur, dass die Vorschrift den Bestattungssluxus betraf und für einen *recinium* genannten Gegenstand auf eine Höchstzahl von drei beschränkte. Das Wort *recinium* (*ricinium*) selbst war verschollen und wurde von den Juristen und Antiquaren sehr verschieden erklärt. Von dieser Erklärung hängt die Auffassung des Verbots selbst ab: betraf es *Grabbeigaben* oder die Kleidung der Lebenden im Trauerzug?

Die Erklärer stimmten nur darin überein, dass das *recinium* ein Kleidungsstück wäre. Die juristischen Kommentatoren (Festus l.c.) erklärten es als *omne vestimentum quadratum* (also auch Männer *toga*, Kopftücher usf.); die Antiquare übereinstimmend für ein Frauengewand. Im übrigen gingen ihre Meinungen wieder auseinander: Varro (*De vit. Rom.* bei Nonius p. 371) hielt es für ein schmuckloses Unglücksgewand, dass Frauen *in adversis rebus et luctibus* anlegen, *cum omnem vestitum delicatiorem ac luxuriosum deponunt*; Nonius selbst für ein *palliolum feminarum breve, quod nunc mafurtium dicitur* (das durchs Griechische vermittelte hebräische oder aramäische Lehnwort, besonders für ein Kopftuch). Im genauen Gegensatz zu Varro sah Verrius Flaccus (bei Festus F. 274) im *recinium* gerade eine *toga qua mulieres utebantur*¹ *praetextam clavo purpureo*, also des kostbare Obergewand einer Frau senatorischen Ranges; dazu passt, dass Cicero (*De leg.* 2, 23, 59) unmittelbar neben die *tria recinia* eine *tunicula purpurea*, also das entsprechend vornehme und prunkvolle Untergewand umstellt.

Entsprechend diesen Erklärungen wäre der Sinn der Beschränkung auf drei *recinia* zu bestimmen². Varros Deutung

¹ Emendation nach Lipsius; der Text hat *togam qua vir toga mulieres utebantur*.

² Die Schlüsselstellung der Meinungsverschiedenheiten und Missverständnisse über das Wort *recinium* für die Entscheidung der Solonfrage betont

auf ein Trauergewand würde notwendig auf Gewänder führen, die von trauernden Frauen getragen würden. Aber dann wäre die Dreizahl sinnlos. Zwar kennen die uns bekannten Funeralsatzungen aus Iulis und Delphi (sogleich S. 348 ff.) eine Beschränkung der Zahl der trauernden *Frauen* im Zuge zum Grab; aber wir können aus *tria recinia* unmöglich « drei trauernde Frauen in *recinia* » machen¹. Dann bleiben aber nur die Bedeutungen der anderen Erklärer (*omne vestimentum quadratum, palliolum feminarum, toga mulierum praetextam clavo pupureo*) ; unter diesen ist angesichts der Tendenz der zehnten Tafel zur Beschränkung kostspieligen Aufwands die letzte, von Verrius Flaccus angegebene die wahrscheinlichste; sie passt auch am besten zu Ciceros, unabhängig davon überliefelter *tunicula purpurea*. Jedenfalls aber war überall von Gewändern die Rede, die einer Toten ins Grab gegeben wurden.

Auf diesem etwas ermüdenden Wege sind wir zu folgendem Sinn der Mitteilung Ciceros gelangt « Die XII Tafeln vermindern den Aufwand auf drei Frauenobergewänder mit purpurnem Streifen und eine (?) purpurne *Tunica* (ins Grab) und auf zehn Flötenspieler (im Trauerzug), und sie besetzen auch die Trauerklagen » (*De leg. 2, 23, 59*) und: « als die Bestattungen begonnen hatten, aufwendig und klagenreich zu werden, hob sie ein Gesetz Solons auf; dieses Gesetz haben unsere Dezemvirn fast wörtlich in die Zehnte Tafel aufgenommen: denn das über die drei *recinia* und das meiste dort sind Worte Solons ».

(b) Und eben dies hätte nun nach Plutarch (*Sol. 21, 6*) Solon wirklich angeordnet: « Er duldet nicht mehr die Zuführung eines Rindes (als Totenopfer) und die Mitgabe

jetzt zutreffend DELZ, 78⁴² (dessen Annahme, ich bezöge die *recinia* auf Gewänder der am Begräbnis teilnehmenden Frauen, aber nicht zutrifft; ich spreche RIDA 474 von « *recinia* der Frauen » und verweise dieserhalb auf Festus und Nonius und damit auf die von diesen mitgeteilten Kontroversen, auf die ich dort nicht einzugehen hatte).

¹ So aber (nach DELZ, 78⁴²) COLEMAN-NORTON, in *Ancient Roman Statutes. The Corpus of Roman Law 2* (Austin 1961), 12.

von mehr als drei Gewändern»¹. Die Art dieser Gewänder (Männer-oder Frauenkleider, Wert und Kostbarkeit) wird nicht bezeichnet; dagegen steht ausser Zweifel, dass es sich um Grabbeigaben handelt (*συντιθέναι*).

Dass im unmittelbar vorausgehenden Satz aus Anlass des Verbots von schrankenlosen Auszügen der Frauen mit ungehemmten Jubeln oder Klagen wieder von den gleichen drei Gewändern die Rede ist² (die dann wie bei Varro unsinnigerweise auf eine Frau mit drei Gewändern (!) oder auf drei Frauen mit je einem Gewand bezogen werden müssten), soll uns hier nicht beirren, solange wir mit Mau und Delz gegen Sondhaus³ diesen Passus nicht mit auf das Bestattungswesen beziehen. Offenbar hat Plutarch oder seine Quellen diese solonische Vorschrift nicht mehr verstanden oder nicht mehr wirklich anschaulich vergegenwärtigt oder mit den Grabbeigaben kontaminiert.

Diese in der Tat eindrucksvolle Parallele kann nicht mit der Auskunft wegerklärt werden, Plutarch habe seine Solontradition gerade aus Cicero *De legibus* (oder einer entsprechenden Quelle) geschöpft. Denn einmal war seine Quelle für Solon die *Ατθίς* des Androton (zweite Hälfte der IV. Jhs.), die Plutarch durch Hermippus vermittelt war⁴; übrigens werden die XII Tafeln ja auch nicht von ihm erwähnt. Vor allem steht dem, wie längst bemerkt⁵, eine genau entsprechende Anordnung im Bestattungsstatut

¹ Εναγάζειν δὲ βοῦν οὐκ εἴασσεν, οὐδὲ συντιθέναι πλέον ἵματίων τριῶν.

² Ἐπέστησε δὲ καὶ ταῖς ἐξόδοις τῶν γυναικῶν καὶ τοῖς πένθεσι καὶ ταῖς ἑορταῖς νόμου ἀπειργοντα τὸ ἄπακτον καὶ ἀκόλαστον, ἐξιέναι μὲν ἵματίων τριῶν, μὴ πλέον ἔχουσαν κελεύσας ... μηδὲ νύκτωρ πορεύεσθαι πλὴν ἀμαξῇ κομιζόμενην λύχνου προφαίνοντος.

³ MAU, 355; SONDHAUS, 36, 40 f., DELZ, 78⁴².

⁴ KEIL, *Die solon. Verfass. in Arist. Verfassungsgesch.* (1892), 156; ADCOCK, *Klio* 12, 15; BUSOLT, *GriechGesch.* II¹ 273¹; BUSOLT-SWOBODA, *GriechStaatskunde* I (1926), 850²; zuletzt M. JUST, *Die Ephesis in d. Gesch. d. att. Prozesses* (Würzberger Diss. 1966), 3 u. 75 f. (dem ich einen Teil dieser weiteren Nachweise entnehme).

⁵ MAU, LENEL, SONDHAUS, *op. cit.*

der Stadt Iulis auf Keos (zweite Hälfte der V. Jhs.) entgegen¹; ἐν ἑματίο[ις τρι]σὶ λευκοῖς, στρώματι καὶ ἐνδύματι [καὶ ἐ-] πιβλέματι - ἔξεναι, δὲ καὶ ἐν ἐλάσ[σ]ο[σι—μὲ] πλέονος ἀξίοις τοῖς τρισὶ ἑκατὸν δρ[αχ]μέων; sie weicht von Solon und den XII Tafeln nur darin ab, dass sie für die drei weissen ἱμάτια noch einen Höchstwert von hundert Drachmen² bestimmt Plutarchs Mitteilungen müssen also in ihrem Kern authentisch sein, gleich, ob das Statut von Iulis solonisches oder sonst attisches Recht entlehnte oder dem nahen attischen Recht ähnlich war; gleich auch ob, Solon und Iulis älteres Recht kodifizierten oder neues geschaffen hatten.

Die Untersuchung spitzt sich damit überraschend auf die Frage zu, ob dieses eine, allerdings sehr auffallende Detail der drei Grabgewänder den stringenten Beweis der unmittelbaren Entlehnung der Dezemvirn aus solonischen Gesetzen trägt; denn die anderen Parallelen aus dem Bestattungswesen sind auf die Solonüberlieferung bei Plutarch nicht beschränkt, können also ohne weiteres durch grossgriechischen Einfluss erklärt werden. Wären die drei Gewänder wirklich ein attisches Unikum, wäre dem Schluss kaum auszuweichen, es hätte sich hier ein kostbares Beweisstück für die unmittelbare Entlehnung gerettet. Dass sie gerade auch auf Keos widerkehren, liesse sich dann allenfalls durch die Nähe Attikas erklären. Und die einzige uns bekannte nichtattisch-jonische Funeralsatzung, das Statut der delphischen Labyadenphratrie (um 400)³, kennt zwar Kleider als Grabbeigaben und einen Höchstwert für die Beigaben, aber nicht die Dreizahl.

¹ Wir benutzen SOLMSEN-FRAENKEL, *Inscript. ad instru. dialectos selectae*⁴ (Lipsiae 1930), Nr. 64; Kommentar von ZIEHEN: *Leges Graecorum sacrae* II 1 (1906), 262 ff.

² [μὲ] πλέονος ἀξίοις τοῖς τρισὶ ἑκατὸν δρ[αχ]μέων. Dieses Höchstmass ist von der Höchstzahl der ἱμάτια (ἔξεναι δὲ καὶ ἐν ἐλάσ[σ]ο[σι]) getrennt zu halten.

³ SOLMSEN-FRAENKEL, *op. cit.*, Nr. 36; ZIEHEN, *op. cit.*, S. 217 ff. vgl. aber unten, S. 353, Anm. 1.

Gleichwohl halte ich den Schluss nicht für zwingend. Wir kennen überhaupt nur drei einschlägige Satzungen: Solon, Iulis und die Labyaden, und müssen mit einer weiteren Verbreitung der Dreizahl im griechischen Bestattungsrecht rechnen, sei es, dass sie wirklich durch die solonische Gesetzgebung angeregt war, sei es dass sie überhaupt gemeingriechischem Brauch entsprach. Für einen solchen Brauch spricht aber auch ausserhalb Attikas die literarische Tradition¹ — während an archäologische Belege bei Textilien natürlich nicht zu denken ist. Nach alledem ist der wahrscheinlichere Hergang, dass die XII Tafeln die *tria recinia* aus italischen Griechenstädten entlehnten; dass aber die an der griechischen Rechtsvergleichung geschulte Gelehrsamkeit älterer römischer Juristen und Antiquare diese Parallele in der Solonüberlieferung wieder erkannte und daraus (übrigens verständig und gewissenhaft) auf eine unmittelbare Entlehnung der XII Tafeln aus Solon schloss. Für die anderen Solonparallelen habe ich einen solchen Verlauf an anderem Ort näher zu begründen versucht². Es scheint danach wirklich das zuvor (S. 345) erwogene Verhältniss der Tradition zur Realität des V. Jhs. zu bestehen, dass sie ohne genaue Einsicht in konkrete Ursachen- und Wirkungszusammenhänge den realen Kulturzusammenhang in einer ihrem Kulturverständnis entsprechenden Fabel angemessen ausgedrückt hat. Ob die Erkenntnis der solonischen Parallelen die Geschichte von der athenischen Gesandtschaft hervorgerufen, oder ob umgekehrt diese Geschichte die Juristen und Antiquare auf die Parallelen aufmerksam gemacht hat, oder ob eine verwickeltere Wechselwirkung zwischen den beiden Traditionsschichten statt hatte, soll hier nicht mehr erörtert werden.

¹ Belege bei ZIEHEN 263; vgl. auch MAU, *RE* 3 (1897), 355 ff.

² *Studi Volterra*.

7. Das bestätigt sich dadurch, dass die von Norden¹ aufgedeckte Übereinstimmungen des dezemviralen Gesetzesstils mit dem altgriechischen sich auf das attische Recht keineswegs beschränken. Das *plus ne facito* (X 2), *Si volet maiore vincito* (III 3); *Si volet plus dato* (III 4) findet sich nicht nur in der attischen *SIG* 93 μὲ δλεζον ἐ διακόσια πλέονα δὲ ἐὰν βόλεται und im solonischen οὐδέ ... πλέον τριῶν (Plut. *Sol.* 21, 6) wieder, sondern auch im delphischen Labyadenstatut (l. 1 sqq.; l. 10 sqq.: μὴ πλέον) und vor allem im Gesetz von Gortyn². Das besonders charakteristische *ne minore aut si volet maiore vincito* (III 3) wiederholt sich freilich in undurchsichtiger Weise in dem vielleicht aus Attika oder gar Solon entlehnten νόμος von Iulis: ἔξεναι δὲ καὶ ἐν ἑλάσσοσι (dagegen bezieht sich [μὲ] πλέονος auf das folgende ἀξίους). Aber die im Gesamteindruck weitaus schlagendste Parallele zu den gestaffelten Bedingungssätzen und dem bekannten Subjektswechsel der XII Tafeln ist nach Wilamowitz Hinweis das κυρηνische Hiketidenstatut³. Die formale Struktur des Zwölftafelsatzes muss aus altgriechischen, aber nicht aus altattischem Sitzungsstil erklärt zu werden⁴.

Ähnliches gilt für die inhaltlichen Einflüsse. Zwar können wir bei unserer begrenzten Kenntnis altgriechischer «Stammesrechte» oder «Stadtrechtsfamilien» kaum mit genügender Sicherheit entscheiden, ob eine Vorschrift attischer, jonischer oder dorischer, also ob sie chalzidisch-kumäischer, tarentinischer, lokrischer oder syrakusischer

¹ *Op. cit.*, 257 f.; vgl. S. 331, Anm. 3.

² NORDEN 257; vgl. auch die nichtattischen Parallelen aux Thasos (*SIG* 1033, V. Jh., δμ βόλη), Mytilene (ZIEHEN, Nr. 119: δ κε θέλη) und Oropos (*SIG* 1004, 31: hier schon nicht mehr ohne Subjekt).

³ Oben, S. 331, Anm. 3.

⁴ So schon WILAMOWITZ, *Griech. Verskunst* 31, Anm. 3; zustimmend F. SCHULZ, *Prinzipien* 5; NORDEN, 254 Anm. 2 251 f. (Tarent und Cumae); 256 (anderer Bestattungsnomos in Syrakus). Zur κύρβις von Chios und zum Cippus von Prinias, vgl. oben S. 323, Anm. 5; S. 331, Anm. 3.

Herkunft ist. Unter diesem Vorbehalt ist zu sagen: so nahe es läge, griechische Einflüsse auf die XII Tafeln auf Cumae, also auf «jonisches» Recht zurückzuführen: die profiliertesten Symptome weisen nach den Untersuchungen Lattes¹ gerade auf den dorischen Bereich. Poena-ποινή (gegen die solonisch-attische ζημία) ist dorisch (oder, wenn wirklich umbro-sabellisches Lehnwort², grossgriechische Anleihe bei Sikulern oder Italikern); die *quaestores paricidii* finden ihre Parallele nicht in der attischen Gerichtsverrassung, sondern in dorischen μνηστῆρες³; das dezemvirale *se fraude esto* in einem gortynischen ἀπατον ἡμεν⁴. Vor allem hat Latte⁵ gezeigt, dass ein so grosser Schritt des rechtethischen Bewusstseins wie die Scheidung von Totschlag und Ungefährtötung in *si telum manu magis fugit qua miecit* und *Si quis liberum dolo sciens morte duit*⁶ trotz der naheliegenden Parallele des drakontischen Mordgesetzes mit *scientia* gerade auf dorische Schuldformeln weist, während die attische πρόνοια mit *prudens, imprudens* von den Römern erst auf einer späteren, mehr reflektierenden Stufe aufgenommen wurde. So scheinen die Zusammenhänge weniger nach Athen oder Cumae als nach dorischen Kolonien der Magna Graecia zu deuten, wie Lokroi (mit

¹ *Heiliges Recht* (1920); *Hermes* 66 (1931), 130 ff.; allgemeiner: Die Rechtsidee d. arch. Griechentums, in *Antike und Abendland*, 1946, 48 ff.; 69 f.

² So wegen lat. gefordertem **quoina*: DEVOTO, *St. d. ling. lat.* 21; CIULEI, *RheinMus.* 91 (1942), 287 f. Ein griechisches Lehnwort nehmen überzeugender an ERNOUT-MEILLET, s. h. v. (784); NORDEN, *op. cit.*, 254²; weitere Literatur bei WENGER, *Quellen* 367. Zuletzt FUHRMANN, *RE*, Suppl. 9 (1962), 843 sv. *poena*; DELZ, 73 u. Anm. 17.

³ LATTE, Das Vorbild d. röm. Adilität, *Nachr. d. Gott. Wiss. Ges.* 1934, 73 ff.

⁴ NORDEN, 257 Anm. 1. Weitere Beispiele aus z. T. sehr verschiedenen Zeitschichten bei WENGER, 367 Anm. 94.

⁵ *Hermes* 66, 130.

⁶ Hier aus Numas «lex regia» bei Festus P. 221 sv. *Parrici*; dazu grundlegend LATTE, *Hermes* 66, 133 u. Anm. 1. *RE* 16 (1933), 287 f. sv. *Mord*. Zu *dolus* zuletzt DELZ, 73 u. Anm. 16: das Wort *dolo* (*malo*) bezeugt Donat, *Ad. Ter. Eun.* 3, 3, 9 als ἀρχαιομένος der XII Tafeln.

seinen bekannten Luxusgesetzen), Kroton, Tarent (das ein so wichtiger Platz für den mutterländischen Import blieb) und Syrakus, das gerade in diesen Jahren in Mittelitalien Einfluss erhielt (S. 335)¹. Wie die Keramik und Plastik des Mutterlandes mögen auch seine Rechtssätze ihren Weg nach Rom über diese grossen Handelsplätze gefunden haben, und es wird auch hier der direkte Import das Unwahrscheinlichere sein.

Wichtiger als heute noch kaum mögliche Antworten im Detail ist die Evidenz des griechischen Einflusses auf Geist, Denkformen und Motive der Dezemvirn. Nach allem, was wir heute über die dauernde Präsenz des spätarchaischen Griechentums in zentralen Italien wissen, ist das Erstaunlichere nicht diese Rezeption, sondern dass die XII Tafeln dabei so überaus römisch geblieben sind: das Wunder einer geglückten Initiation, in der eine weit fortgeschrittene politische und geistige Kultur im Empfänger Kräfte entband, die dann die Leistung der gebenden Zivilisation so überbieten sollten wie das römische *ius civile* alles griechische positive Recht. Das ist nur durch das überaus glückliche, nämlich sozial realistische und zugleich höchst formalistische Verhältnis des Römers zu seiner eigenen Lebensform möglich geworden.

V. DIE NACHFOLGE DER XII TAFELN

Die XII Tafeln verdienen ihren Nachruhm in der römischen Tradition: sie sind wirklich die Gründungscharta des *ius civile*. Von der pontifikalen *interpretatio legum* bis zu der reifen Leistung der profanen Jurisprudenz der späten Republik, die die klassischen Juristen bereits vorgefunden haben, ist die Kontinuität dieser Tradition nicht mehr abgerissen. Fast alle Strukturen des Prozess-, Vollstreckungs-

¹ Auf das syrakusische Gesetz (vor 478) zu Beschränkung des Bestattungsaufwandes (bei Diod. 11, 38, 2) weist hin NORDEN, 256 f.

und Privatrechts sind auf dem Grundriss der XII Tafeln erarbeitet und ausgebaut worden. Diese Kontinuität beruhte wesentlich auf der sozialen und politischen *auctoritas* des Pontifikats und der späteren Adelsjuristen und auf der Rom eigentümlichen Achtung vor dem spezialisierten Sach- und Überlieferungswissen, das in Griechenland hinter den philosophischen, methodischen und ästhetischen Forderungen der *ἐπιστήμη* und *τέχνη* eher an die zweite Stelle trat. Auf diesen Grundlagen beruht auch ein zweiter Zug, der die weitere Gesetzgebung der *res publica* ungünstig beeinflussen sollte. Die alten Juristen, d. h. zunächst die *pontifices* haben beim Ausbau des *ius civile* offenbar nicht an die reformerischen Neueinsätze der Dezemvirn angeknüpft, sondern an die in den XII Tafeln nicht erneuerten, sondern bestätigten Grundverhältnisse von Eigentum und Erbe, Ehe und Familiengut, Haftungsgeschäft und Privatdelikt. Eher hat das prätorische Edikt, die kontinuierlich wirksame reformatorische Grundkraft der römischen Rechtsbildung, das politische und soziale Vermächtnis der griechischen Aisynnetie gewahrt. Aber auch hier ist, wie in der ganzen grossen Geschichte des römischen Rechts, der griechische Gedanke einer rationalen Durchplanung des gesamten Rechtsordnung durch eine umfassende Kodifikation nicht wieder aufgenommen worden.

Weit weniger glücklich haben in der republikanischen Gesetzgebung die progressiven politischen Kräfte der römischen Gesellschaft die plebejischen Errungenschaften der XII Tafeln weiterverfolgt. Die römische Privatrechtsgesetzgebung, stets fragmentarisch und selten gut beraten, bald sprunghaft und demagogisch äussere Anlässe ausnutzend, bald durch die beharrenden Kräfte an wirklich durchgreifenden Reformen gehindert und oft geradezu sabotiert¹, hat sich merkwürdig eintönig immer wieder an

¹ WIEACKER, *Vom röm. Recht*² (Stuttgart 1961), 67 ff. (beifl. 164) schneidet

dem sozialen Programm der XII Tafeln orientiert¹. Sie beschränkt sich durch vier Jahrhunderte fast ganz auf Prozess- und Vollstreckungsschutz, Zins- und Bürgschaftsgesetzte, auf die sozial neuralgischen Punkte des Deliktsrechts und auf die Aufwandsgesetzgebung. Es war offenbar in der eigentümlichen Lagerung der politischen und sozialen Kräfte in der römischen Gesellschaft begründet, dass sich auch reformrische und revolutionäre Initiativen immer wieder auf den *mos maiorum* und die Staatstradition, also auch auf die XII Tafeln, berufen mussten. Noch die grachischen Agrargesetze mit ihrer Anknüpfung an die Licianischen Gesetze, selbst noch die augusteische Ehegesetzgebung mit ihrer restaurativen Berufung auf die *virtus* der Altvordern und die verstaubten Warnrufe des alten Metellus Celer enthüllen die Gefahren dieser sehr römischen Art von Beschränktheit, die wohlerwogene, durchgreifende und ausdauernde soziale Planungen in konservierendem Flickwerk oder in demagogischen Tagesaktionen stranden liess.

Auch dieser Zug hat die politische und soziale Erneuerung der *res publica* im II. und I. Jh. vereitelt und verschuldet, dass die römische Revolution statt in einer Gesellschaftserneuerung in den prinzipienlosen, doch nicht weniger blutigen Parteikriegen ausmündete, in denen sich die alten Agone der Adelsparteien mit furchtbareren Mitteln fortsetzten und den freien Staat schliesslich zerstörten. Die *res publica* ist nicht an ihrer Revolution gestorben, sondern an ihrer konstitutionellen Unfähigkeit zur wirklichen Revolution². Von diesen ganzen Irrwegen hat sich wohl erst der mittlere Prinzipat der Adoptivkaiser endgültig abgekehrt.

¹ *Op. cit.*, 62 f.

² Über die Gründe jetzt CHRISTIAN MEIER, *Res publica amissa* (Wiesbaden 1966), bes. 24 ff.; 102 ff.; 201 ff. und 301 ff. (*nec vitia nostra nec remedia pati possumus*).

Man darf vielleicht die Behauptung wagen, dass diese angeborene Schwäche der römischen Gesetzgebung schon in dem geheimen Widerspruch der griechischen und demokratischen Idee der XII Tafeln zum politischen Daimon der römischen Gesellschaft angelegt war, dem Glück und Scheitern der griechischen Polis im Grunde verschlossen blieb. Die weltgeschichtlichen Möglichkeiten dieses Daimons haben nicht Roms Gesetze, sondern Roms Juristen vollstreckt.

DISCUSSION

M. Gjerstad: First of all I would like to point out the complete agreement between archaeological evidence and the contents of the XII Tables. A number of instances may be mentioned here, first of all the roads in Rome, especially the *Sacra Via*, is c. 8 ft. wide and bordering stones as stipulated in the XII Tables.

As to the laws against luxury : there must indeed be against *Etruscan* luxury.

Direct Greek influence, probably from *Magna Graecia*, is quite obvious for the former part of the 5th century, both by literary evidence concerning the temple of Ceres, which was decorated by Greek artists, as also by the finds of architectural terracottas.

As to *trans Tiberim venire* : this seems to be in conflict with the fact that the most ancient boundary of archaic Rome is marked by cults that most go back to the time of the formation of the archaic city, and even to the late part of the pre-urban epoch, as I said in the discussion of yesterday. So the formula may be a survival from the early part of the pre-urban epoch.

M. Wieacker : Ich bin auch der Meinung, dass sich die Formel *venire* (oder *ire*) *trans Tiberim*, die emotional belastet ist und sich tief einprägen musste, beibehalten werden konnte, auch nachdem der Tiber im Wortsinn nicht mehr die Etruskergrenze war.

M. Momigliano : Se gli ambasciatori romani fossero andati ad Atene intorno al 450, Pericle avrebbe dato loro qualcosa di più moderno che le leggi di Solone. Ma forse un elemento greco è il fatto stesso che la nuova costituzione non è stata presentata come il ritrovamento di qualcosa di più antico, o come una legislazione di origine divina, ma è senz'altro l'opera di certe persone contemporanee. Dico elemento greco, ma non di tutti i Greci : a Sparta si attribuiva la costituzione a un misterioso Licurgo. L'analogia è invece offerta da Atene e da Solone (e ad

Atene vigeva dopo Solone una costituzione timocratica come quella di Servio Tullio).

M. Reverdin: A l'époque des décémvirs, la propagande athénienne se déployait en Grande Grèce, notamment dans les cités ionniennes, avec une grande intensité. Qu'il suffise de rappeler la fondation de Thourioi, en 444, l'intervention en faveur des Léontins, peu après, l'apparition du type de l'Athéna attique sur les monnaies de Thourioi, d'Elée (la chouette y figure aussi), de Naples et d'Héraclée. Rien ne nous interdit de penser que cette propagande s'exerçait non seulement en faveur du régime démocratique, mais aussi dans divers secteurs de la législation. On pourrait ainsi expliquer l'analogie entre les dispositions somptuaires sur les funérailles des XII Tables et les lois sur le même objet attribuées à Solon, pour Athènes, et attestées à Ioulis (Céos) par un document épigraphique (*IG XII*, 5, 593) datant de la seconde moitié du V^e siècle. Cela revient à dire qu'au milieu du V^e siècle, l'influence d'Athènes s'exerçait en Italie même, et que point n'était besoin pour les Romains d'envoyer une ambassade à Athènes pour se procurer des lois d'inspiration attique. Cela n'infirme d'ailleurs pas absolument la tradition d'une ambassade à Athènes.

M. Wieacker: Ich möchte natürlich attischen und chalkidisch-kumäischen Einfluss auf die XII Tafeln, besonders zum Begräbnisluxus, nicht ausschliessen. Ich habe eine eingehende Auseinandersetzung mit der solonischen Überlieferung und dem (jonischen) Begräbnisstatut der Stadt Iulis auf Keos der Kürze halber im Vortrag weggelassen, in die Publikation aber aufgenommen. Übrigens zeigt aber das *d e l p i s c h e* Labyadenstatut ganz ähnliche Bestimmungen.

M. Gabba: La tradizione sull'ambasciata ad Atene (e in città di Magna Grecia) è certamente tarda, del I, o al massimo del II secolo a.C. Non è in Diodoro e, sebbene sia congruente con l'interpretazione di Fabio Pittore, non si può dire se il primo annalista parlava dell'ambasceria e della derivazione delle XII Tavole da Solone. Tuttavia nel IV secolo, Aristotele era interes-

sato a istituzioni romane e così Teofrasto. La storiografia greca del tempo (per es. Teopompo) si occupava ampiamente di istituzioni di stati greci e non greci. Un frammento di Aristotele è sulle *praeficae*: le analogie maggiore fra le XII Tavole e Solone notate da Cicerone si riferiscono a norme sepolcrali. Un confronto era forse già in Aristotele? Si rammenti l'interesse di Polibio per il funerale romano.

M. Wieacker: Ich bin sehr dankbar für die Warnung, die Tradition über die Gesandtschaft und die solonischen Gesetze zu früh anzusetzen, und für die konkreten neuen Daten. Ich habe die allgemeine Vorstellung, dass sich die Gesandtschaftserzählung auf römischer Seite gebildet hat, um den Anschluss an die grosse griechische geistige Tradition herzustellen; während die Wahrnehmung auffallender Übereinstimmungen zwischen attischer Gesetzen und den XII Tafeln ganz im Geist griechischer wissenschaftlicher Beobachtung und Rechtsvergleichung (Aristoteles, Theophrast, Theopomp, Polybius) ist und dann von den römischen Antiquaren und Juristen übernommen wurde. — Wie mag sich die Hermodorerzählung ausgebildet haben? Es wäre bestechend, mit Prof. Gabba an eine Hermodorstatue (ähnlich der von Appius Claudius aufgestellten des Pythagoras) zu denken.

M. Riis: I would like to revert to the question of Attic influence. It has often been maintained, most convincingly by K. Friis Johansen in his monography on the *Attic Grave Reliefs*, that funeral luxury was forbidden in the period from the reform of Kleisthenes to about 440 B.C. In the development of Etruscan art we can distinguish phases of different influences from Greece, and that phase which is marked by the culmination of the impulses from Athens is just the first half of the 5th century. In fact, a remarkable coincidence!

M. Wieacker: Diese Daten sind für mich eine grosse Ermüdigung. Für eine Einschränkung des Aufwandes für Grabmonumente können natürlich die XII Tafeln keine eigentlichen Parallelen geben; wohl aber begegnet in dem Satz *Rogum ascea ne polito* eine verwandte Beschränkung des Scheiterhaufenluxus

(des kunstmässigen Zurichtens und «Glättens» der Scheiter).

M. Alföldi: Die Gesetzgebung für Gräberluxus wird meist so erklärt, dass Rom seine Kräfte sammelte im Sinne des späteren *mos maiorum*. Die Angriffe der Äquer und Volsker trafen zunächst die Latinerstädte, nicht Rom. In der zweiten Hälfte des 5. Jahrhunderts wird dann auch Rom stark mitgenommen.

Was *trans Tiberium venire* anbetrifft, so muss ich im Gegenzatz zu Herrn Gjerstad an meiner Meinung festhalten, dass noch im 5. Jahrhundert die Grenze des lateinischen Gebietes der Tiber selbst war. Noch zur Zeit des Commodus findet sich die Bezeichnung des rechten Tiberufers als *ripa Veiens*. Als Handelsplatz wäre Fidenae am Zusammenfluss vom Tiber und Anio ungeeignet gewesen.

M. Hanell: Ich bin mit Herrn Gabba darüber völlig einig, dass die Tradition von der Gesandschaft nach Athen kurz vor 450 eine späte Erfindung ist. Die erste römische Gesandschaft nach Athen ist meines Wissens die nach dem zweiten Mazedonischen Krieg und es ist möglich, dass die Annalistik für diese Gesandtschaft ein Vorbild erfunden hat.

Was den griechischen Einfluss auf die Gesetzgebung der XII Tafeln betrifft, auf den Herr Wieacker hingewiesen hat, möchte ich hinzufügen, dass Eduard Norden in seinem Buche *Aus alt-römischen Priesterbüchern* bemerkt, dass das *Carmen Arvale* ein *carmen graecanicum* sei. Der sprachliche Einfluss aus dem griechischen Kulturgebiet hat sich in der archaischen Zeit nicht auf die Sprache der Gesetze beschränkt; auch die kultische Poesie scheint nicht vom Griechischen unbeeinflusst zu sein. Auch die alten *Leges regiae* zeigen, dass es schon zur Zeit der XII Tafeln eine ausgebildete Gesetzsprache gab, die in ihren Formulierungen Verwandtschaft mit der archaischen griechischen Gesetzssprache aufweist. Ich möchte hier hinweisen auf die merkwürdige, schon früher hier von mir hervorgehobene Ähnlichkeit zwischen griechischer und römischer staatsrechtlicher Terminologie, wie in *praetor* = ἀρχων, *senatus* = γερουσία, *comitium* = ἀγορά (ὁ τόπος οὗ ὁ δῆμος ἀγείρεται).

M. Wieacker: Ich muss gestehen, dass mich die Übereinstimmung der *leges regiae* mit dem XII. Tafelstil (die auf dem gemeinsamen griechischen Satzungsstil zu beruhen scheint) in eine gewisse Verlegenheit bringt: sie schwächt den Eindruck eines «explosiven», das heisst eines besonders scharf markierten griechischen Einflusses gerade und nur auf die XII Tafeln ab. Ich hoffe aber, dass eine Lösung möglich ist.

M. Heurgon: M. Wieacker a magistralement illustré ce monument capital de la civilisation romaine au V^e siècle qu'est la loi des XII Tables. Son influence sur la prose juridique latine n'étonnera pas, si l'on se rappelle que les enfants jusqu'à l'époque de Cicéron l'apprenaient par cœur. Elle s'est même exercée sur les modernes, car les traductions que Devoto et Pallottino ont données des tables Eugubines et des bandes de la momie de Zagreb sont dans le style des XII tables. Mais les documents étrusques originaux, par exemple le cippe de Pérouse, sont dépourvus de cette tendance à la *concininitas*, de ces répétitions, de ces chiasmes que M. Wieacker a signalés — sauf peut-être la 4^e inscription de Pyrgi (sur bronze) publiée récemment par M. Pallottino.

On ne saurait trop remercier M. Wieacker de son analyse linguistique et historique, qui nous a rappelé entre autres (*Tab. 1.4*) la distinction entre *adsiduus* et *proletarius*, laquelle nous ramène à notre débat. Les *adsidui* sont les *domiciliés* de la *classis*, dont la fortune était foncière. Les *proletarii infra classem* n'avaient pas de biens fonciers.

M. Wieacker: Ich danke sehr für die linguistische Bestätigung. Die dauernde Fortwirkung der XII Tafeln wird z.B. deutlich in der *Lex Plaetoria de iurisdictione* (Bruns p. 45; 3. oder frühes 2. Jh.): dort werden die XII Tafeln (I 9) mit *usque supremam ad solem occasum* wörtlich parodiert; und wenn man *ad solem occasum* mit Mommsen (*Staatsr.* I³, S. 384, n. 2; II³, S. 194 sq.) für eine Interpolation hält, bleibt doch *suprema*.

M. Waszink: Da Kurt Latte in seiner *Römischen Religionsgeschichte* darauf hinweist, dass für die XII Tafeln sicher mit einem Einfluss des *dorischen* Griechentums zu rechnen ist, andererseits

aber doch auch mit einem Einfluss der attisch-ionischen Kultur, vielleicht auch hier von Süditalien selbst aus (vgl. oben die Bemerkung von Herrn Reverdin), so frage ich mich ob wir hier bei der Suche nach Quellen der dezemviralen Gesetzgebung nicht mehr mit einer griechischen Kultureinheit in Süditalien rechnen müssen, ebenso wie wir allmählich zu der Vorstellung einer zentralitalischen Kultureinheit gekommen sind.

M. Wieacker: Ich stimme mit den Hinweisen Lattes, auf die ich hier nur kurz eingehen konnte, ganz überein. Ebenso hat mir die Formel Momiglianos gestern : «die *patres* blicken nach Altetrurien, die *plebs* nach Grossgriechenland», grossen Eindruck gemacht. Alte Lehnwörter, wie *mutuum* und *poena*, mögen sie nun griechische Entlehnungen aus dem Sikulischen (*mutuum*) oder Oskischem (*poena*) sein, oder umgekehrt (was ich bei *poena* für das Wahrscheinlichere halte), deuten jedenfalls sehr früh auf einen geistigen Austausch zwischen Italikern und italisch-sikeliotischem Grossgriechentum, der sich bei der praktischen Bedeutung dieser Worte in ständiger Berührung, z.B. im täglichen Handelsaustausch, gebildet haben muss.

INDICES

I.	Index auctorum et fontium	
A.	Auctores antiquiores	365
B.	Fontes variae	369
C.	Auctores recentiores	370
II.	Index geographicus	
A.	Index generalis	375
B.	Topographia Urbis Romae	377
III.	Index prosopographicus	
A.	Dei, Heroes	379
B.	Homines, Gentes	380
IV.	Index rerum graecarum, romanarum et italicarum	384

INDEX AUCTORUM ET FONTIUM

A. AUCTORES GRAECI ET LATINI

- A**ccius: 118.
- Aelius Paetus Catus, Sex., *Tripartita* (*ap. D. I 2, 2, 38*): 295-6, 298, 319.
- Aelius Stilo: 295, 312.
- Alkimos: 34.
- Androtion, Ἀτθόλις: 348.
- Apollodorus, *Chron.*: 156.
- Appianus, *Ital.* VIII, 1: 340.
- Arctinus Milesius, *Aithiopis*: 71.
- Aristoteles: 360-1 / *Nomima*, Fr. 248 R.: 147 / Fr. 568 R.: 166 / Fr. 604 R.: 166-7 / Fr. 609 R.: 166.
- Aristoxenus: 161, 163 / *Vit. Arhytae* (*ap. Cic., De Sen.*): 158 / *Vit. Pyth.*: 157 / Fr. 17 Wehrli: 157 / *FGrH* 506 F. 130 a-b: 163.
- Asconius: 237 / *In Cornel.* 67-8, p. 76 Cl.: 245.
- Attidographi: 137.
- Atticus, *Liber Annalis*: 156.
- Augustinus, *Civ. Dei* II, 16: 339.
- Augustus, *Res gestae*, 4: 26.
- Aurelius Victor, *De vir. ill.* 6, 8: 13 / 6, 6: 207.
- B**oethius, *In Top.* (IV, 43): 307.
- Calpurnius Piso Frugi: 183 / 18-20 P.: 136 / *ap. Plut. Num.* 21, 7: 161.
- Cassius Hemina, L.: 157, 295 / Fr. 13 P.: 161-2 / Fr. 20 P.: 136 / Fr. 21 P.: 136.
- Castor Rhodius *FGrH.* 250 F. 15: 156.
- Cato, *Origines*: 136, 199 / *ap. Cic. De rep.* II, 1, 2: 278 / *ap. Cic. De rep.* II, 21, 37: 278 / *ap. Festus* 422 L.: 245 / *ap. L. Furius, De aqua*: 304 / *ap. Gell. II 28, 2: 152.*
- Censorinus, *De die nat.* XX, 4: 180 / XXII, 5 sq.: 180 / XXIV, 3: 326.
- Ciceron: 152, 170, 295, 319, 339, 347, 361.
- Ad Att.* VI, 1, 18: 163 / VI, 1, 19: 304 / X, 3 A, 1: 48.
- Ad Fam.* IX, 21: 207.
- Brut.* 106: 136.
- De domo* 134: 160 / 38; 251.
- De inv.* II, 25, 148: 317.
- De leg.* 348 / I, 2, 5: 150 / I, 6: 136 / I, 25, 64: 346 / II, 3 sqq.: 300 / II, 4, 9: 319 / II, 4, 10: 245 / II, 15: 163 / II, 23, 59: 312, 339, 346-7 / II, 24, 60: 313 / II, 25, 64: 312, 319, 339 / II, 25, 66: 312 / II, 41: 244 / II, 59: 167 / II, 64: 167 / III, 19, 44: 275 / IX, 44: 304.
- De or.* II, 51-3: 137 / II, 52: 150.
- De rep.*: 163 / I, 16, 25: 173 / II, 1, 2: 278 / II, 13, 25: 253 / II, 14, 26: 161 / II, 15, 28: 155, 156 / II, 20, 35: 207 / II, 20, 36: 10, 13 / II, 21, 37: 278 / II 53, 2: 120 / II 31, 54: 278 / II, 37: 305 / V, 2, 3: 161.
- De sen.*: 158, 159.
- In Verr.* V, 19, 48: 10 / V, 72: 338.
- Orator*, 46, 156: 214.
- Phil.* 13, 13, 28: 205-6.
- Pro Caecina* XIX 54: 307.
- Pro Murena* I: 212.
- Top.* IV, 23: 307.
- Tusc.* I, 16, 38: 156 / II, 23, 55: 312 / IV, 2, 4: 159, 318 / V, 105: 167.
- Cincius Alimentus, L.: 110, 135, 142, 240, 295 / *Mystagogica*, *ap. Liv. VII*, 3, 5 sq.: 105 / *ap. Fest.* 347 L.: 317, 339 / *ap. Gell. XVI*, 4, 2: 321.

- Cleidemus: 137.
 Coelius Antipater *ap. Liv.* XXII, 31,
 8 sqq.: 252.
 Cornelius Nepos: 156.
 Cornutus, *In Pers.* I, 137: 318.
- D**amastes Sigeus: 149.
 Dio Cassius: 106 / XLIII, 24, 4: 48 /
 XLIV, 17, 2: 16, 48 / Fr. 5, 3: 16 /
 Fr. 6, 2: 48.
 Diocles Pepairethus: 141-2, 171.
 Diodorus Siculus: 136-7, 167-8 200,
 360 / IV 21, 2: 160 / VII 9: 117 /
 VIII 14: 155 / XI 38, 2: 353 /
 XI 88, 4 sqq.: 28, 335 / XII 31:
 28 / XIV 93, 35 sqq.: 340.
 Diogenes Laertius VIII, 14: 157 /
 VIII, 16: 157.
 Dionysius Halicarnassensis: 41, 48,
 118-9, 138-9, 154, 168, 171, 194,
 200, 253, 319, 338, 341.
 I 6, 2: 135 / I 29, 2: 149 / I 47,
 6: 70 / I 48, 1: 70 / I 49, 4: 70 / I
 72, 2: 70 / I 72, 3: 166 / I 73,
 1: sqq.: 153 / I 73, 3: 145 / I 74,
 1: 142 / I 74, 2: 141 / I 74, 3:
 142, 150, 152 / I 74, 5: 194.
 II 12, 3: 205 / II 16, 4: 319 / II 34:
 16 / II 47, 1: 205 / II 59: 156 /
 II 66, 1: 16 / II 76, 5: 159,
 161.
 III 31: 24 / III 36, 4: 162 / III 37
 sqq.: 24 / III 39, 2 sqq.: 22 / III 40,
 4: 22 / III 41, 4: 22 / III 43: 24 /
 III 49 sqq.: 24 / III 65, 6: 39 /
 III 68: 13 / III 69: 10, 16.
 IV 3, 2: 22 / IV 27, 7: 19 / IV
 53 sqq.: 24 / IV 54, 2: 20 /
 IV 59: 10 / IV 76, 1: 118 / IV
 84, 5: 118.
 V 1, 4: 58 / V 35, 3: 40-1, 189.
 VI 1, 4: 59 / VI 51, 1: 254 / VI
 13, 4: 59 / VI 47, 1: 234.
 VII 3, 11: 145-6 / VII 70 sqq.: 136.
 VIII 56: 153.
 IX 15: 234 / IX 60: 20.
- X, 1, 2: 274 / X 1, 4: 153 / X 50, 2:
 267 / X 51: 167 / X 51, 5: 338-9,
 342 / X 52, 4: 338, 342 / X 54:
 167 / X 57: 338-9.
 XVI 4, 5: 265.
Vit Thuc. 5: 154.
 Donatus, *Ad Ter. Eun.* III, 3, 9: 352.
- E**nnius: 138 / *Ann.*: 137, 157, 159 /
Ann. 298 V.: 116-7.
 [Epicharmus], *Or. ad Ant.*, *ap.* Kaibel
CGF I 1, Fr. 295: 158.
 Eratosthenes: 38, 156 / *FGrH* 241,
 Fr. 45: 141.
 Eutropius I 6: 13.
- F**abius Pictor: 33, 37-8, 125-6, 129-30,
 135, 138-42, 145, 154, 157, 164-5,
 168, 171-2, 199, 234, 286, 295,
 342-3, 360 / *Ann. Gr.*: 125 /
FGrH 809: 135 / *Ann Lat.*: 125 /
ap. Gell. X 15, 1: 325.
 Festus: 106, 295, 347 / *De verb. sign.*,
 ed. L, pp. 18: 312 / 37: 306 / 72:
 200 / 78: 177 / 102: 305 / 152:
 106 / 160: 16 / 178: 327 / 181:
 318 / 190: 47 / 198: 26 / 202: 16,
 47 / 222: 327, 362 / 269, 33: 267 /
 273: 319 / 274: 346 / 276, 15 sqq.:
 249 / 289, 1: 235-6 / 290: 210, 214 /
 290, 5: 263 / 292: 47 / 298, 22: 248 /
 304: 206, 211 / 311: 60 / 320: 16 /
 344: 326 / 346: 47, 60 / 347: 47-8,
 317, 339 / 349: 47 / 351: 317 / 355:
 306 / 358, 21: 258 / 372: 59 / 376:
 303 / 422: 245 / 428: 101 / 430:
 59 / 439: 47-8.
 Flavius, Cn.: 298.
 Florus, *Ep.* I, 24: 338.
 Fulvius Nobilior: 180.
 Furius, L., *De aqua*: 304.
- G**aius: 295 / I, 3: 253 / I 42: 307 /
 II 42: 307 / IV, 11: 307 / D. 10, 1,
 13: 339 / D. 27, 22, 4: 339 / D. 50,
 16: 319.

Gellius, Aulus: 295 / *Noct. Att.* II, 28, 2: 152 / IV, 5: 150 / IV, 6, 1-2: 16, 47-8 / V, 13, 11: 303, 317 / X, 15, 1: 325 / XI, 8, 8: 304 / XIII, 15, 4: 243 / XVI, 4, 2: 321 / XVI, 19, 5: 317 / XX, 1, 25: 317 / XX, 1, 46, sq.: 304, 310.

Gellius. *Gn. ap. D. H.* II 76, 5: 161.

Hellenicus, Τρωικά: 70-1, 137, 143, 149.

Heraclides Ponticus Fr. 102 Wehrli: 164, 166.

Hermippus: 348.

Herodotus I, 91: 329.

Hesiodus: 171.

Horatius, *Carm.* I, 2, 15: 48 / *Ep.* II, 1, 152: 318 / *Sat.* II, 1, 82: 318.

Hyperochus: cf. Κυραῖκά

Iamblichus, *Catal.*: 99 / *Vit. Pyth.* 241: 157.

Isidorus IX 4, 11: 205 / XV 22, 2: 306.

Julius Obsequens 6: 47 / 19: 36: 47 / 44: 47 / 44 a: 47 / 47: 47 / 50: 47.

Iunius Gracchanus: 181, 189.

Labeo: 295.

Livius, Titus: 26, 33, 39, 48, 57, 99, 102, 106, 117, 138, 157, 173, 200, 338, 341.

I 3, 10: 107 / I 10, 5-6: 16 / I 17, 4-6: 251 / I 17, 8-9: 253 / I 18, 2: 156 / I 18, 3: 99 / I 24: 321-2 / I 26, 13: 248 / I 28: 24 / I 30, 2: 24 / I 32, 2: 162 / I 33, 1: 24 / I 33, 8: 16 / I 35, 6: 207 / I 35, 7: 24 / I 35, 7-9: 13 / I 36, 2: 243 / I 36, 3: 284 / I 38: 24 / I 38, 7: 10 / I 40, 2: 95 / I 41, 5: 252 / I 43, 9: 243, 284 / I 44, 3: 20 / I 46, 3: 132 / I 48, 9: 118 / I 53, 4: 24 / 55, 3 sq.: 16 / I 55, 10: 10, 24 / I 56, 5 sq.: 340 / I 59, 12: 24 / I 60, 4: 118.

II 1, 11: 206 / II 12, 15: 238, 245 / II 19: 13 / II 20, 12: 59 / II 21: 18-9 / II 21, 2: 59 / 21, 7: 38 / II 25, 10: 340 / II 29, 2-5: 340 / II 45, 5: 59.

III 15, 5: 234 / III 19, 2: 253 / III 21, 3: 253 / III 31, 8: 167, 338, 341 / III 32, 6: 338, 342 / III 35, 7-10: 253 / III 40, 7: 251 / III 57, 2: 274 / III 67, 9: 274.

IV 2, 5: 245 / IV 7: 30 / IV 7, 7: 251 / IV, 7, 9: 254 / IV 7, 10: 178 / IV 20, 3: 16 / IV, 25, 9: 254 / IV 26, 9: 253 / IV 31, 4-5: 246 / IV 41, 11: 26 / IV 42: 30 / IV 49, 6: 268 / IV 59, 11: 269 / IV 60, 6: 269.

V 1, 3: 101 / V 1, 6: 101 / V 2, 3: 269 / V 12, 10: 255 / V 14, 4: 244 / V 19, 6: 19 / V 20, 1 sqq.: 269 / V 28, 1 sqq.: 269 / V 52, 16: 231.

VI 1, 2: 151-3 / VI 1, 3: 325 / VI 1, 10: 151, 153, 162 / VI 2, 2: 238 / VI 3, 5-9: 192 / VI 8: 19 / VI 12, 2-5: 269-70 / VI, 37, 9-10: 254 / VI 40 sqq.: 243 / VI 41, 4-7: 243.

VII 3: 186-7, 192 / VII 3, 5 sq.: 105 / VII 6, 11: 244 / VII 17, 9: 253 / VII 21, 5-8: 268 / VII, 41, 4-6: 245.

VIII 2, 15: 253 / VIII 37, 1: 252 / VIII 39, 13: 111.

IX 39, 5: 238 / IX 40, 9: 238 / IX 46: 183.

X 13, 3: 111.

XI 6, 7: 243.

XXII 8, 5-6: 252 / XXII 31, 8 sqq.: 252.

XXIII 7, 8: 111.

XXV 12, 10: 212.

XXVI 6, 13: 111.

XXVII 5, 14-19: 252.

XXXIX 15, 1: 237.

Perioch. Oxyrrh. 50: 47.

Lucanus (M. Annaeus), *Phars.* I 384: 317.

Lydus (Iohannes), *De mag.* II 12: 149 / III 42: 149 / *De mens.* Fr. 7 p. 180, 10 W.: 149. *De Ost.* 16, p. 47, 23 W.: 162.

Macrobius, *Sat.* I, 8, 1: 59 / I, 12, 16: 162 / I, 13, 21: 130, 181, 184 / I, 15, 19: 47-8, 180 / I, 16, 30: 47 / III 4, 7 sqq.: 10.

Marcianus, *Assis distrib.* 46: 306.

Masurius Sabinus: 295, 319.

Messala: 295, 306.

Mucius: 319.

Naevius: 137, 138, 144 / Fr. 45

Morel: 140.

Nonius p. 371: 346-7.

Ovidius Naso, P., *Fast.* I, 318: 16 / II, 667 sqq.: 16 / V, 727 sqq.: 60 / VI, 261 sqq.: 16, 48-50 / *Tr.* I, 30: 48.

Paulus, Iulius: 317 / *Inst.* IV, 4, 7: 318 / *Sent.* V, 4, 6: 318.

Philistus: 166.

Pindarus, P. I, 138-40: 28.

Plautus, *Cure.*, 5: 321.

Plinius Secundus, C.: 303, 357 / *N. H.* III, 57: 124, 166 / XI, 38, 157: 312 / XVIII, 3, 11: 267 / XVIII, 3, 12: 304 / XIX, 4, 50: 305 / XXI, 3, 7: 312 / XXVIII, 2, 10: 317 / XXXII, 20: 162 / XXXIII, 18 sqq.: 183 / XXXIII, 42: 142 / XXXIV, 21: 167, 343 / XXXIV, 26: 155 / XXXV, 157: 10-2, 35, 39.

Plinius Caecilius Secundus, C., *Ep.* IV, 11, 6: 48 / V, 24, 4: 338.

Plutarchus: 142 / *Aem.* I: 159 / *Aet.*

Rom. VI: 166 / X: 156 *Cam.* VIII,

3-8: 340 / XXII: 124 / XXII, 3:

164-6 / *Cat. min.* III: 208 / *Num.*:

I 3, 6: 156 / VIII, 5 sqq.: 156 / VIII, 17: 158 / VIII, 18-9: 159 / VIII, 20: 155, 343 / XI, 4: 16 / XIV, 1: 47-8 / XXI, 2-3: 159 / XXI, 4: 161 / XXI, 4-6: 160 / XXI, 7: 161.

Popl. XI: 211 / XIV: 10, 12 / XVI, 1: 13 / *Quaest. Conv.* V, 2, 11: 205 / *Rom.* II, 3-8: 147-9 / III, 1: 141 / VIII, 9: 141 / XVI: 16 / *Sol.* XXI, 6: 347-9, 351.

Polybius: 150, 178, 184-7, 361 / III 22, 1: 40, 181-3 / IX 1 sqq.: 138.

Polyhistor: 183.

Pomponius: 170, 317 / *ap.* D. I 2, 2, § 4: 338, 343.

Porphyrius, *Ad Hor.* I c: 318 / *De Pyth.* 19: 157 / 22: 157.

Promathion *ap.* Plut. *Rom.* II, 3-8: 147-9.

Sempronius Asellio, Fr. 2 P.: 151.

Seneca, *Nat. Quaest.* IV, 6: 317.

Servius, *Ad Aen.* I, 273: 141 / I, 373: 150 / II, 57: 47-8 / II, 113: 24 / II, 649: 116 / III, 67: 312 / VII, 603: 47 / VII, 614: 245 / VIII, 3: 47 / VIII, 363: 48 / XII, 606: 312.

Servius Tullius, *Commentarii*: 118.

Solinus I, 21: 16, 48.

Stesichorus, Στεσίχορος: 70-1.

Strabo: 344 / V, 231: 24 / XIV, 642: 167, 343 / XVI, 2, 38 (p. 761-2): 245.

Suetonius: *Aug.* I, 1: 207 / 21: 26 / *Jul.* 39, 2: 208 / *Ner.* I: 172 / *Tib.* I: 223.

Tacitus, *Ann.* II, 41: 26 / III, 27: 339 /

VI, 11: 24 / XI, 22: 27, 260-1 /

XI, 25: 207 / XV, 41, 1: 48 /

Hist. III, 72: 9-10.

Terentius, *Adelph.* 881: 107.

Tertullianus, *De an.* 46, 7: 172.

Theophrastus: 361 / *H.P.* V, 8, 2: 166 / *ap.* Plut. *Cam.* XXII: 124.

Theopompus: 361 / *ap.* Plin, *N.H.* III, 57 Fr. 115 Jacoby: 166.

Timaeus: 125, 142, 145, 156, 171 / Fr. 61 Jacoby: 142 / Fr. 89 Jacoby: 160 / IX, Fr. 130 a-b Jacoby: 163.

Ulpianus: 317 / D. 47, 7, 2 § 4: 307.

Valerius Antias: 157.

Valerius Maximus I 1, 17: 248 / II 5, 2: 247 / VI 9, 5: 41.

Valerius Messala Rufus, M., *De fam. Rom.*: 211.

Varro: 57, 106, 157, 171, 183, 185. 211, 295, 348 / *LL* V, 22: 306 / V, 47: 59 / V, 95: 267 / VI, 5: 327 / VI, 12: 16, 47-8 / VI, 3: 60 / VI, 13: 180 / VI, 21: 16, 47 / VI, 28: 180 / VII, 7: 321 / VII, 70: 166. / *ap.* Macr. *Sat.* 13, 21: 130, 184 / *ap.* Non. p. 371: 346-7 / *ap.* Plin., *N.H.* XXXV, 157: 10-2, 35, 39. Verrius Flaccus: 106, 211, 295 / *ap.* Fest. p. 274 L.: 346-7.

B. FONTES VARIAE

Annales Maximi: 137, 142, 149-52, 154, 156, 171-3, 287 / Fr. 5 P.: 155.

Annales Pontificum: 153-4, 341.

Carmen Arvale: 362.

Carmen Graecanicum: 362.

Carmina Marciana, *ap.* Liv XXV, 12, 10: 212.

Carmina Saliorum: 122.

Col. Antinoi et Diana: 237.

Commentarii: 150, 153, 172.

Digesta: I 2, 2, 4: 167, 235 / XLVII, 22, 4: 269 / cf. s.v. Gaius, Ulpianus. Δικαιώματα (Pap. Hal.), l. 219: 310.

Elogia Tarquiniensia: 101.

Excerpta Barbari: 147.

Fasciae Zagabrienses: 324, 326, 363.

Fasti: 13, 18, 21-2 29, 36, 38-40, 96, 123, 130-1, 139, 152, 168, 171-2, 177-96 *passim*, 218, 220, 239, 251, 294, 296, 298, 310, 341 / *Ad ann.* 509 a. C.: 13 / *Ad ann.* 448 a. C.: 28 / *Ad ann.* 450-336 a.C.: 29.

Fasti consulares, Inscr. It. XIII, I, 97: 251.

Fasti fratribus Arvalium, Inscr. It. XIII, 2, p. 31: 47.

Fasti Praenestini, Inscr. It. XII, 2, 122 sq.: 60.

Fasti tribunicii: 178.

Institutiones Iustiniani II 1, 81: 318 / II, 1, 41: 318 / IV, 4, 7: 318.

Koupaiká: 144-6, 171, 196, 264, 281 / *FGrH.* 576, 1-3: 144.

Kóπρια: 71.

Lapis niger: 103, 316, 324-5 / l. 1: 322 / l. 13: 322.

Libri Sibyllini: 201, 334.

Libri Targetici: 149.

Monumentum Ancyranum, 4: 26.

Origo gentis Romanae, Fr. 17, 3: 154 / Fr. 17, 5: 154 / Fr. 18, 4: 154.

Rg Veda: 323.

Rhetorica ad Herennium, I, 13, 25: 317.

Senatus consultum de Bacchanalibus:
237, 328.

Tabulae XII: 95, 110, 129, 167,
170, 174, 190, 199, 217-9, 221,
229-30, 233-4, 246-7, 260, 275-6,
289, 293-364 *passim*.
I: 319 / I, 1 sqq.: 303 / I, 3: 317 /
I, 4: 305, 317 / I, 5: 305 / I, 9:
327.
II: 319 / II a, 1 sqq.: 328 / II 1
sqq.: 303 / II, 2: 304, 317, 319.
III, 3: 351 / III, 4: 351 / III, 5:
303-4.
IV: 319 / IV, 24: 328.
V, 1: 317 / V, 3: 301 / V, 4: 317-8.
VI, 3: 307 / VI, 4: 321 / VI, 8: 321.
VII b: 328 / VII, 1: 306 / VII, 7:
321/VII, 11: 318 / VII, 12: 318.
VIII: 319 / VIII, 1: 317, 322 /
VIII, 1-4: 318 / VIII, 8: 303,

317-8, 322 / VIII, 8 a: 317 /
VIII, 9: 304 / VIII, 14: 303, 305 /
VIII, 22: 303, 317 / VIII, 24:
317 / VIII, 26: 333.
IX: 319 / IX, 1: 27.
X: 311, 313, 319, 346-7 / X, 1:
312, 321 / X, 2: 312, 351 / X, 3:
345 / X, 6: 321 / X, 8: 313 / X, 9:
307.
XII, 3: 303, 318, 331.
Tituli
Cumaram (= *JG* XIV, 865): 331.
Fori Romani: 300.
Inscr. It. (Degrassi) XII, 2, 122
sqq.: 60 / XIII, 1, 97: 251 /
XIII, 2, 415 sq.: 60.
Ioulidos Caei (= *I G* XII, 5, 593):
349, 360.
Labyadarum: 349-51, 360.
Manios: 34.
SIG 93: 351 / 1025: 328 / 1033:
351.

C. AUCTORES RECENTIORES

- A**dcok: 345.
Akerström, A.: 335.
Alföldi, A.: 19, 23, 39, 88-9, 100,
118-9, 139-42, 145, 149-50, 152,
225, 231, 235, 256, 264-5, 273,
305, 310-1, 313-4, 335-7, 340, 343.
Alfonsi, L. 158.
Altheim, F. 145, 167, 214, 287, 313,
330.
Amelung, W.: 91.
Andrae, W.: 192.
Andrén, A.: 78-82, 85, 335.
Arangio Ruiz, V.: 276, 297, 299,
310-1, 330, 345.
Arias, P. E.: 83, 303.
Arndt, P.: 91.
Badian, E.: 135, 140.
Balogh, E.: 167.
Balsdon, J.P.V.: 138.
Banti, L.: 81.
Barchiesi, M.: 137, 140.
Baudrillart, H.: 311, 313, 345.
Bearley, J. D.: 69-72, *passim*.
Beck, A.: 249.
Beloch, K. J.: 19, 29, 59, 109, 121,
132, 135, 173, 184, 238, 240-1,
250-1, 258.
Bengtson, H.: 269.
Berchem, D.: van: 100, 166, 248,
257, 275, 337.
Bernardi, A.: 109, 122, 146, 213.
Berger, A.: 306.
Beseler, G.: 331.
Besnier, M.: 311, 334, 345.
Bianchi Bandinelli, R.: 313.
Bickermann, E.: 141, 143, 165.
Binder, J.: 250.
Biren: 335.
Bleicken, J.: 246, 256, 275-6.

- Bonet: 303.
 Boni, G.: 48-50, 58.
 Bossert: 313.
 Brassloff, St.: 310.
 Brecht, Chr. H.: 275.
 Broggini, G.: 304.
 Brommer, F.: 91.
 Broughton, T.: 29, 30.
 Brown, F. E.: 5, 17-8, 75, 84.
 Brown, W.L.: 75.
 Bruns, C. G.: 318, 363.
 Brunt, P. A.: 275.
 Buchmann, G.: 155.
 Bulle, H.: 90.
 Burdese, A.: 236.
 Busolt, G.: 348.
 Bux, E.: 253.
- C**antarelli, J.: 150, 153.
 Carcopino, J.: 160.
 Cassola, F.: 142.
 Ciaceri, E.: 144.
 Cichorius, C.: 136.
 Ciulei, G.: 167, 338, 352.
 Classen, C. J.: 141, 143, 145, 153.
 Cohen, D.: 107.
 Coleman-Norton, P. R.: 347.
 Coli, N.: 250.
 Coli, U.: 256-7, 262, 266.
 Colonna, G.: 102.
 Combès, R.: 120.
 Cornelius, Fr.: 261.
 Cortsen, S. P.: 101, 115-6, 119.
 Costanzi, V.: 141.
 Cristofani: 128.
 Crusius, O.: 205.
 Curtius, L.: 90.
- D**aube, D.: 302, 322, 324.
 De Francisci, P.: 22-6, 120, 243, 250,
 256, 260, 262, 275-6.
 Degrassi, A.: 60, 162-3, 251.
 Delatte, A.: 157, 162.
 Della Seta: 84.
 Delz, J.: 311-3, 317, 322, 325, 330-1,
 338, 342, 345, 347-8, 352.
- De Martino, F.: 107, 167, 251.
 De Sanctis, G.: 19, 108, 111, 118,
 141, 150, 153, 155, 159, 162, 232,
 253, 256, 262, 275.
 Deubner, L.: 58.
 Devoto, G.: 122, 300-1, 314, 323,
 352, 363.
 Dorey, T. A.: 135.
 Douglas, M.: 202.
 Drachmann, A. B.: 136.
 Dragendorff, H.: 69, 72.
 Driver, G. R.: 329.
 Ducati, P.: 76.
 Dunabin, T. J.: 158.
 Dutert, F.: 48.
- E**rman: 300.
 Ernout, E.: 111, 122, 352.
- F**elber, D.: 145.
 Ferrero, L.: 156, 167.
 Finley, I.: 201.
 Flacelière, R.: 141.
 Fowler, W. Warde: 180.
 Fraccaro, Pl.: 109, 126, 137-8, 140,
 146, 150, 153-4, 159, 166, 168.
 Fraenkel, E.: 317, 331, 334, 349.
 Frezza, P.: 234, 336.
 Friis Johansen, K.: 361.
 Fritz, K. von: 157.
 Fuhrmann, M.: 329, 352.
 Furtwängler, A.: 90-1.
- G**abba, E.: 138, 146, 148, 150, 161,
 165-6.
 Gabrici, E.: 74.
 Gadd, C. J.: 329.
 Gagé, J.: 161.
 Garbini, G.: 102.
 Garnsey, P.: 275.
 Gelzer, M.: 135, 140, 151, 154.
 Gerhard, E.: 70.
 Giglioli, G. Q.: 70, 74.
 Girard, P. F.: 297.

- Gjerstad, E.: 4, 6-8, 15, 18-22, 28, 34, 49, 51, 58-9, 85-7, 99, 110, 122, 173, 307, 314, 335, 337, 341.
- Glaser, K.: 157.
- Goethe, W. von: 277.
- Goldmann, E.: 302.
- Gradenwitz, O.: 318.
- Grosso, G.: 249, 275.
- Guarino, A.: 260, 275, 297.
- Guarneri Citati, A.: 308.
- Gundel: 161.
- H**abicht, Chr.: 172.
- Haffter, H.: 144.
- Hammerich: 302.
- Hammerström: 334.
- Hampe, R.: 71, 76.
- Hanell, K.: 22, 25, 110-2, 122-4, 129, 140, 193.
- Hartmann: 308.
- Helleguarc'h, J.: 144.
- Henderson, J.: 261.
- Herbig, G.: 116.
- Herskowitz, M.: 202.
- Herzog, E.: 212.
- Heurgon, J.: 73, 101, 115-6, 128, 148-9, 236, 244, 334, 336, 341.
- Heuss, A.: 250, 275-6, 304.
- Hirschfeld, O.: 18.
- Hofmann, J. B.: 122, 301.
- Holleaux, M.: 124-5.
- Hooke, E. M.: 162.
- Hosius, C.: 136.
- Hubert, Chr.: 205.
- Hülsen, C.: 48, 212.
- J**acoby, F.: 135, 137, 145, 156, 163.
- Jahn, O.: 70.
- Jordan, H.: 48.
- Jucker, H.: 74, 76, 89.
- Jucker, I.: 74, 76, 89.
- Just: 348.
- K**aibel, G.: 158.
- Kaschnitz-Weinberg, G. von: 313.
- Kaser, M.: 256, 262, 268, 302-4, 308-10, 330.
- Keil, B.: 348.
- Klotz, A.: 137.
- Kornemann, E.: 238.
- Kraus: 323, 329.
- Kreler, H.: 331.
- Kretschmer, P.: 323.
- Kubitschek: 19.
- Kübler, B.: 208, 268.
- Kunkel, W.: 229, 249, 255, 268, 275, 302, 330.
- L**ambert, Ed.: 297-8, 308, 311, 315, 320.
- Lambrechts, R.: 101, 115.
- Landsberger, B.: 329.
- Langlotz, E.: 71, 90.
- Latte, K.: 50, 58-9, 136, 245, 269, 300, 331, 337, 341, 352, 363-4.
- Lauria: 295, 318-9.
- Le Bonniec, H.: 217.
- Leifer, F.: 101, 113, 115, 121, 250, 307.
- Lenel, O.: 297, 306, 308, 311, 325, 345, 348.
- Lengle: 275.
- Levy-Brühl, H.: 309.
- Lewis: 297.
- Linderski, J.: 115.
- Lübtow, U. von: 205, 251.
- Lugli, G.: 235.
- Luzzato, I. G.: 250, 303.
- M**agdelain, A.: 209, 230, 244, 250-2.
- Marbach: 148.
- Matz, F.: 90, 95, 313.
- Mau, A.: 311, 345, 348, 350.
- Mayer-Maly, Th.: 307.
- Mazzarino, S.: 23, 100, 102, 104, 113-4, 121, 147-9, 166-7, 268.
- Meier, Chr.: 355.
- Meillet, A.: 352.
- Melillo, G.: 308.
- Messerschmidt, F.: 69, 72.
- Meyer, Ed.: 137-8, 275.

- Meyer, Ernest: 106-7, 121, 125, 256, 258, 275.
 Mielentz: 148.
 Milani, L.-A.: 74.
 Miles: 329.
 Mitteis, L.: 310.
 Momigliano, A.: 100, 140-3, 147, 151-2, 203, 213-5, 293-4, 305, 334-7.
 Mommsen, Th.: 13, 19, 24-5, 106, 118, 121, 124, 172, 178, 180, 206, 208, 212, 225, 236, 241-2, 250-1, 253, 255, 258-9, 262, 264-6, 268-9, 272-3, 275, 297, 308, 326, 363.
 Mondolfo, R.: 157.
 Müller, H. J.: 39.
 Müller-Karpe, H.: 49.
 Muñoz, A.: 86.
 Münzer, F.: 148, 159-62, 167, 183.
 Mussolini, B.: 242.
- N**adel, S.: 202.
 Nenci, G.: 166.
 Neugebauer, K. A.: 75.
 Neumann, K. J.: 258.
 Nicolet, Cl.: 255.
 Niebuhr, B. G.: 13, 293, 297.
 Nilsson, M.: 42.
 Noailles, P.: 233, 242, 322.
 Norden, Ed.: 301, 321-3, 327-8, 331, 334, 351-3, 362.
- O**gilvie, R. M.: 133, 144, 157, 167, 205.
 Olzscha, K.: 324.
- P**ais, E.: 147, 150, 153, 156, 158-62, 164, 285, 297-8, 315, 320, 331, 345.
 Pallottino, M.: 57, 69, 72, 74, 76-7, 80, 89, 101-2, 115, 146, 312, 326, 334, 363.
 Palmer, R. E. A.: 160.
 Paresi, L.: 123, 140, 151.
 Paribeni, R.: 92.
 Pasquali, G.: 257, 314, 334-5.
- Pauly, A. F.: 16.
 Payne, H.: 88-9.
 Perl, G.: 135, 142, 150.
 Pernice, A.: 307.
 Petschow, H.: 322-4, 329.
 Pfiffig, A. J.: 79, 102, 128, 328.
 Prenzinger: 322.
 Philip: 305.
 Piganiol, A.: 167, 331.
 Pohlenz, M.: 159.
 Poulsen, F.: 88-9.
 Prowse, K. R.: 157.
 Pugliese, G.: 275.
- R**egling, K.: 268.
 Riccobono, S.: 307, 318.
 Richardson, E.: 80.
 Ridder, A. de: 89.
 Riis, P. J.: 67, 71, 74-6, 89-90, 128, 314, 341.
 Rizzo, F. P.: 143.
 Robert, J.: 125.
 Robert, L.: 125.
 Romanelli, P.: 101.
 Roscher, W. H.: 70, 76.
 Ross-Taylor, L.: 19.
 Rosenberg, A.: 101, 113, 115, 130, 250, 258, 275, 305.
 Rostagni, A.: 156, 163.
 Rubino, J.: 225, 242, 259-60, 262, 263.
 Ruschenbusch, E.: 167, 338.
 Ryberg, I. S.: 49.
- S**adurska, A.: 70.
 Sartori, F.: 117, 164.
 Schanz, M.: 136.
 Schauenburg, K.: 70, 71.
 Schiller, F.: 297.
 Schoell, R.: 295, 318.
 Schönbaum, E.: 250.
 Schrader, H.: 88-9.
 Schulz, F.: 351.
 Schulze, W.: 306.
 Schur, W.: 145.

Schwegler, A.: 212, 238, 267.
 Schwerin, von: 302.
 Scott Ryberg, I.: 335.
 Siber, H.: 275.
 Simon, E.: 71, 76.
 Sjölund: 338.
 Skutsch: 313.
 Sokolowski, F.: 331.
 Solmsen, F.: 331, 349.
 Sondhaus: 311, 345, 348.
 Sordi, L.: 165-6, 168.
 Staveley, E. S.: 109, 275.
 Stehower, P.: 50.
 Steinby, T.: 150.
 Strohecker, K. F.: 335.
 Stroux, J.: 300, 322.
 Strzelecki: 138.
 Sundvall: 334.
 Swoboda, G.: 348.

Täubler, E.: 298, 338, 342.
 Tea, E.: 49.
 Thesleff, H.: 158.
 Tibiletti, G.: 200, 236, 267.
 Timpanaro, S.: 138.
 Trombetti: 116.

Unger, G. F.: 141.
 Usener, H.: 303.

Vahlen, I.: 137.
 van Berchem, D.: 100, 166, 248, 257,
 275, 337.
 Van Büren, A. W.: 92.

Van Deman, E. B.: 50.
 Vermeule, E.: 73.
 Villard, F.: 7.
 Vlad Borelli, L.: 102.
 Volkmann, H.: 233.

Walbank, F.: 137, 150.
 Walde, A.: 122.
 Walsh, P. G.: 138.
 Walters, H. B.: 75-6.
 Weber, Max: 330.
 Wehrli, F.: 157.
 Weinstock, St.: 116, 148-9.
 Weiss, E.: 302.
 Weissenborn: 39.
 Wenger, L.: 297, 310-1, 338, 345,
 352.
 Werner, R.: 110-2, 120, 122, 177, 179,
 185, 192, 195, 298, 338, 342.
 Wesenberg: 297.
 Wieacker, F.: 276-77, 295, 302-3,
 306, 308-11, 315, 319, 330, 338,
 344-5, 350, 354.
 Wilamowitz, U. von: 323, 330-1, 351.
 Willems, P.: 255, 265.
 Willers, H.: 268.
 Wissowa, G.: 16-7.
 Wuilleumier, P.: 158-9.

Young, G. M.: 88-9.

Zancani Montuoro, P.: 75-6.
 Zeller, Ed.: 157, 159.
 Ziehen, L.: 349-51.

INDEX GEOGRAPHICUS

A. INDEX GENERALIS (PRAETER ROMAM)

- A**borigenes: 146, 160.
Accadi (populus Mesopotamiae): 323.
Achaei: 166.
Aenea (oppidum Macedoniae): 70-1.
Aequi: 30, 238.
Agrigentum: 93.
Alalia: 340.
Alba (Longa): 24, 37, 139-42, 145-8,
 153-4, 171, 322.
Albani (montes): 31, 68.
Ameriola: 24.
Anio: 362.
Antemnae: 78.
Apiolae: 13, 24.
Apulia: 32.
Aramaei: 346.
Ardea: 30.
Aricia: 88-9, 119, 314.
Asia citerior: 61.
Athenae: 7, 23, 69-70 74, 88, 89,
 91, 115, 167, 189-90, 227, 269, 299,
 331, 338-9, 341-4, 352, 359-62.
Attica: 20, 32, 62, 70-3, 75-6, 80,
 83, 92, 100, 314, 335, 340-2, 345,
 349-52, 361, 364.
Assyria: 38, 179, 192, 194.
- B**abylonia: 179, 192, 323.
Berlin: 79.
Bologna: 96.
Boston: 73, 83, 85.
- C**aere: 37, 63, 67, 73, 77-81, 85, 87,
 90, 101-3, 148, 166, 336, 340.
Cameria: 24.
Campania: 28, 68, 102, 111, 145-6,
 153, 270, 314, 334-5.
Cannae: 343.
Cantabria: 26.
Capua: 84, 94, 102, 111, 116-7, 145,
 153.
Carthago, Carthaginenses: 40, 104,
 128, 135, 142, 159, 171, 181, 255,
 282, 335.
Celti: 271 — v. Galli.
Ceos: 349, 360.
Ceri: 73.
Chalcidicus: 351.
Chios: 323, 331, 351.
Ciminus mons: 67.
Clusium: 67, 69, 74, 101, 114, 119,
 225.
Collatia: 24.
Colonia Iulia: 107.
Congo: 202.
Copenhague: 69, 71-2, 79, 88-9.
Corfinium: 121.
Corinthus: 95, 115, 117, 205, 335,
 340-1.
Corniculum: 24.
Corsica: 28, 335.
Cos: 328.
Cremera: 234, 245, 336.
Creta: 323.
Croto: 99, 116, 353.
Crustumrium: 13, 24.
Cumae: 28, 110, 119, 144, 146, 196,
 214, 264, 334-7, 351-2.
Cyrene: 331, 351.
- D**elphi: 167, 329, 340, 343, 347,
 349, 360.
Delus: 125.
Dori: 351-2, 363.
- E**lba: 28, 335.
Elea: 360.
Ephesus: 343, 344.
Eretria: 226.
Etrusci: 8-12, 15-17, 21-2, 27-8, 31,
 33, 35-9, 61, 63, 67-96 *passim*, 99-
 132 *passim*, 146, 148-50, 164-6, 174,
 179, 181, 189, 195, 199, 214-5,
 220-1, 230, 234, 236, 238-9, 240,

- 244-7, 251, 257, 261, 264, 268, 270, 282-90 *passim*, 310-14, 333-7, 359, 361, 363-4.
- F**alerii: 67, 77-8, 81-2, 85.
Falisci: 67, 77, 80, 82, 85.
Ficana: 24.
Ficulea: 24.
Fidenae: 13, 231, 256-8, 311, 362.
Firenze: 74.
- G**abii: 21, 24.
Galli: 30, 124, 136, 166, 168, 173-4, 200, 261, 271, 283, 325.
Germani: 271.
Gortyn: 351, 352.
Graeci, Graecia: 7, 8, 24, 28, 36-8, 58, 61-2, 68-9, 72-3, 75, 78, 84-5, 88, 95, 99, 100, 124, 129, 137, 141-51, 154-5, 157, 162, 164, 166-9, 171-3, 179, 181-2, 186, 189-90, 200, 214, 217, 220-1, 225-7, 230, 238, 257, 261, 267, 277, 279-80, 282, 286, 290, 299, 311, 314, 323, 325, 328, 330-6, 338-40, 342-6, 350-4, 356, 359, 361-4.
Graecia, Magna: cf. *Magna Graecia*.
Gubbio: V. Iguvium.
- H**alys: 329.
Hebreai: 346.
Heraclea (urbs Lucaniae): 99, 360.
Hesperia: 70.
Himera: 70, 335.
Hittiti (populus Asiae Citerioris): 37.
- I**apudicus: 199.
Iguvium: 102, 199, 325-8, 363.
Ionia: 71, 88, 334-5, 349, 351-2, 364.
Ioulis (urbs insulae Caei): 347, 349-51, 360.
Iran: 37, 247.
Ischia: 335.
Islande: 323.
Italia centralis: 8, 67, 71, 79, 90, 95, 99, 104, 114, 225, 227, 257, 268, 288, 314, 353, 364 / meridionalis: 72, 144, 155, 160, 165, 225, 364 / septentrionalis: 180.
- K**asai: 202.
- L**aconia: 335.
Lanuvium: 26, 76, 83, 237.
Latin, Latium: 8, 16-7, 21, 28, 31, 34, 50, 67-96 *passim*, 119, 121, 139, 143-9 *passim*, 153, 166, 171, 196, 199, 236, 238, 240, 242, 244, 249, 261, 265, 269-70, 286, 311, 335-6.
Lavinium: 85, 93, 99, 105.
Lele: 202.
Leontinoi: 360.
Lipara: 269.
Locri Epizephyrii: 99, 163, 351-2.
London: 75-6.
Lucani: 157.
- M**acedonia: 70.
Magna Graecia: 90, 95, 116, 121, 142, 162, 164-5, 167, 217, 220, 225, 227, 285, 299, 328, 334-8, 342, 344, 349, 352, 359-60, 364 — cf. etiam *Graecia*, *Italia septentrionalis*.
Massalia: 7, 124, 147, 166, 340.
Mesopotamia: 38, 179, 192, 194.
Messapi: 157.
Messana: 121.
Metapontum: 99.
Miletus: 71, 194.
München: 70-2.
Mytilena: 70, 351.
- N**arce: 78, 199.
Neapolis: 360.
Nemorensis lacus: 89.
Nola: 121.
Norba: 78.
Nortia: 193.
- O**lympia: 76, 80.
Oropus: 351.
Orvieto: 69, 101, 103.

- Osci: 111, 116, 121, 364.
 Ostia: 290.
Ougriens: 247.
- P**adus: 270.
Palermo: 74.
Paris: 71-2.
Perugia: 363.
Persae: 84.
Peuceti: 157.
Phocaea: 147, 340.
Phoenicia: 79, 128.
Plateae: 84.
Poeni: cf. *Carthago, Carthaginenses*.
Politorium: 24.
Pontus (Euxinus): 71.
Praeneste: 37, 68, 78, 81, 83-4.
Pratia di Mare: 85.
Prinias (urbs Cretae): 323.
Pyrgi: 39, 77-81 *passim*, 90, 92, 101-5
passim, 128, 148, 205.
- R**hegium: 116.
- S**abelli: 352.
Sabini: 7-8, 17, 36, 99, 121.
Salamis: 84.
Samnites: 28, 111, 138, 158, 166,
 238, 245, 334.
Samus: 155.
Santa Severa: cf. *Pyrgi*.
Satricum: 68, 78, 79, 83-88.
Schwerin: 72.
Sicilia: 72, 159, 164-6, 171, 217, 285,
 335-6.
Siculi: 352, 364.
Sicyon: 205.

- Signia*: 78, 82, 85.
Sparta: 121, 247, 359.
Syracusae: 28, 124, 286, 335, 337,
 341, 351, 353.

- T**adine: 199.
Tainat: 61.
Tarentum: 99, 116, 157, 159, 161,
 288, 335, 341, 351, 353.
Tarquinii: 34, 57, 67, 72-3, 90, 101-2,
 115, 116, 119, 148, 166, 313, 341.
Tellenae: 24.
Thasus: 351.
Thurii: 344, 360.
Tibur: 68, 83, 87, 314.
Trasimenus (lacus): 252.
Troia: 37, 61, 70, 141, 143, 147,
 163, 166, 171, 208.
Tuscania: 103-4.
Tusculum: 26, 102, 119, 314.

Umbri: 102, 199, 352.

- V**eii: 10-2, 29, 35, 63, 67, 73, 76-87
passim, 91, 101-2, 104, 166, 220,
 228, 235, 247, 256-8, 261, 311,
 340, 362.
Velitrae: 78, 81, 85, 87, 93-4, 113-4,
 121.
Vindonissa: 129.
Volsinii: 193.
Volsci: 30, 121, 238.
Vulci: 34, 37-8, 67, 71-7 *passim*, 85,
 89-91, 101, 104, 115-6, 119, 129,
 228.

Zagreb: 324, 326, 363.

B. TOPOGRAPHIA URBIS ROMAE

- Aedes** (*templum, Sacrarium*)
Capitolina: cf. *Iovis Optimus
 Maximus*.
Castorum: 35, 59, 86, 92, 287, 334.
Cereris: 216-7, 255, 289, 337, 359.

- Concordiae*: 183-4, 192-5.
Dianae: 280.
Divi Iulii: 47, 52-3.
Fortunae et Matris Matutiae: 5,
 19-20, 33, 62, 84, 93.

- Iani: 4, 15-7.
 Iovis Feretrii: 16.
 Iovis Optimus Maximus: 9, 10-18,
passim, 31-43 *passim*, 86-7, 93,
 105-6, 131, 181-96, *passim*.
 Liberi et Liberae: 289, 337.
 Martis: 16, 57.
 Matris Matutiae: cf. Fortunae.
 Mercurii: 18.
 Minervae: 93, 105, 131, 186.
 Opis Consivae: 16, 57.
 Saturni: 59.
 Semonis Sanci: 19-20, 24.
 Vestae: 5, 15-7, 49-50, 56, 58-9,
 62-3.
 Vulcani: 59.
 Agger: 5, 20.
 Ara Iunonis: 327.
 Ara Maxima: 248.
 Arcus Titi: 35.
 Atrium Regium: 57.
 Aventinus mons: 255, 273, 280-1,
 289.
- B**asilica Iulia: 82, 85-6.
- C**ampo Vaccino: 48.
 Capitolium: 3, 9-11, 16, 31, 33, 35,
 49, 59, 63, 78, 82, 85, 87, 94, 105,
 131, 174, 181, 194-5, 233, 237,
 242.
 Circus Maximus: 13, 31-2.
 Cloaca Maxima: 7, 59.
 Comitium: 5, 59-60, 63, 87, 155, 167,
 173.
 Curia: 87.
- E**skulinus mons: 3, 78.
- F**orum Boarium: 4, 5, 19, 32-3, 87.
 Forum Romanum: 4, 5, 16-7, 32-3,
 47-8, 50, 58-60, 78, 92-3, 159, 184,
 188, 287.
- Ianiculum: 90, 256, 310.
 Insula Tiberina: 32.
- Lapis niger: 103, 316, 322, 324-5.
 Lucus Deae Diae: 284.
 Lucus Diana: 89.
- P**alatinus mons: 3, 17, 50-1, 63, 78,
 85, 87, 247, 284, 335.
- Q**uirinalis mons: 7, 17, 63, 247, 284.
- R**egia: 5, 15-18, 33, 45-64 *passim*,
 95, 287.
 Ripa Veiens: 362.
- S**acellum: 5.
 Sacrarium: cf. Aedes.
Sant' Omobono: 87, 92-3.
 Septimontium: 212.
 Sepulcra Scipionum: 172.
 Statua Alcibiadis: 343.
 Statua Hermodori: 343, 361.
 Statua Pythagorae (in Foro): 159,
 343, 361.
- T**emplum: cf. Aedes.
 Tiberis: 4, 32, 235, 284-5, 310-1, 315,
 359, 362.
- V**alentia (antiquum nomen Romae):
 145.
 Vaticanus mons: 235.
 Velabrum: 3.
 Velia: 59, 233.
 Via Appia: 285.
 Campania: 284.
 Claudia: 284.
 Latina: 285.
 Laurentina: 285.
 Sacra: 6, 47, 59-60, 359.
 Salaria: 33.

INDEX PROSOPOGRAPHICUS

A. DEI, HEROES

- A**eneas: 70-2, 83, 136, 141-2, 146, 153-4, 163.
Amazonae: 79, 84.
Anchises: 70, 72, 83.
Antinous: 237.
Apollo: 73, 81, 91, 277.
Ascanius: 70, 72, 141, 145, 153.
Astarte: 79, 102, 128.
Athena: 80.
- C**astores: 35, 59, 86, 92, 99, 105, 334.
Ceres: 216-7, 255, 334, 337.
Centauri: 84.
Concordia: 183-4, 194.
Consus: 50.
Creusa: 70.
- D**ia: 284.
Diana: 88-9, 237.
Dionysus: 277.
Dioscuri: v. Castores.
Divus Iulius: v. Iulius.
- F**ortuna: 5, 19, 33, 62, 93.
- G**anymedes: 76.
- H**elena: 71.
Hera: 76, 102, 128.
Heracles: 76, 160.
Hercules: 11, 75-6, 87, 248.
- I**anus: 4, 16-7, 33, 57.
Iulius (Divus): 47, 52-3.
Iuno: 17, 47, 57, 79, 85, 87, 180, 247, 327.
Iuno sospita mater regina: 76.
Iupiter Capitolinus: v. Iupiter Optimus Maximus.
Iupiter Feretrius: 16-7, 33.
Iupiter Lapis: 17.
- Jupiter Optimus Maximus: 9-10, 13, 16-18, 31, 32, 35, 39, 47, 57, 86, 105, 180, 182, 245, 249.
- Iuventas: 16.
- L**iber: 334, 337.
Libera: 334, 337.
Lycurgus: 339, 359.
- M**ars: 16, 17, 57, 59, 284.
Mater Matuta: 5, 19, 33, 62, 84, 93.
Mercurius: 18, 334, 336.
Minerva: 17, 80, 87-8, 90, 93, 105, 248.
Minos: 339.
- N**eptunus: 326.
- O**ps consiva: 16, 47, 50, 57.
- Q**uirinus: 17, 284.
- R**emus: 37, 143-5, 147, 148, 153.
Romulus: 7-8, 16, 33-4, 36-8, 49, 121, 132, 141, 143-5, 147-9, 153-4, 205, 327.
- S**aturnus: 59.
Semo Sancus: 20, 24.
Sileni: 76, 79, 82, 86-7.
Sol: 248.
- T**erminus: 16.
- U**ni: 79, 102, 128.
- V**ediovis: 248, 326.
Vesta: 5, 15-7, 33, 49-50, 56, 59, 62-3.
Vulcanus: 59.
- Z**eus: 76.

B. HOMINES

- A**elius Paetus Catus, Sex.: 167, 170.
 Aemilius: 159, 161.
 Aemilius Mamercini: 160.
 Aemilius MamerCUS: 28.
Aeneas: 70-2, 83, 136, 141-2, 146,
 153-4, 163.
 Albinius, M.: 30.
 Alcibiades: 155, 343.
Amasis, peintre d': 69.
 Ancus Martius: 14, 16-7, 24, 37,
 160, 162.
 Antenor: 158.
 Antiochus I: 185.
 Antistius, L.: 30.
 Antonius, Q.: 30.
 Appius Herdonius: 234.
 Aquilius Corvus, L.: 30.
 Archytas: 158.
 Arctinos (Milesius): 71.
 Aristodemus (Cumaeus): 119, 146.
 Aristogiton: 337.
 Aristomachus: 205.
 Asconius, Pedianus, Q.: 237.
 Asinius: 205.
 Atiedii: 325.
 Atilius, L.: 30.
 Atilius Priscus, L.: 29.
 Attus Navius: 243.
Augustus (imperator): 106.
 Aurelii: 248.
Avle V(i)pinas: 73.
- B**erlin, *peintre de*: 70.
 Brutus: cf. Iunius Brutus.
Brygos, peintre de: 72-3.
- C**aecilius Metellus Celer, Q.: 355.
 Caeculus: 37.
 Caesar: cf. Iulius, Caesar C.
 Calpurnii: 159, 161.
 Calpurnius Piso Frugi: 33, 136.
 Camillus: v. Furius.
 Cassius, Sp.: 127, 213, 218.
- Catilina: v. Sergius Catilina, L.
 Cato: cf. Porcius Cato.
 Catulus, Q.: 41.
 Charondas: 157-8, 161.
 Claudia (tribus): 236.
 Claudii: 136-7, 233, 243.
 Claudius (imperator): 33, 38-9, 103.
 Claudius Caecus, Appius: 158-9,
 183, 196, 247, 253, 343, 361.
 Claudius Glicia, M.: 252.
 Claudius Pulcher, Ap.: 252.
 Claudius Pulcher, P.: 140.
 Clausus, Attius: 234, 236.
Cleophrades, peintre de: 69-70, 76.
 Clisthenes: 361.
 Cloelii: 24.
 Clustumina (tribus): 19.
 Collina (tribus): 280.
 Coriolanus: cf. Marcus Coriolanus.
 Cornelii: 233.
 Cornelius Scipio Aemilianus Afri-
 canus, P.: 155.
 Cornelius Sulla, L.: 138, 208, 271.
 Critios (sculptor): 72.
 Cresus: 329.
 Curiati: 24.
- D**anae, *peintre de*: 72.
 Demaratus (pater Tarquinii regis):
 95, 341.
 Despuig (cardinalis): 88.
 Domitii Abenobarbi: 172.
 Domitius Calvinus, Cn.: 49.
 Douris: 72-3.
 Draco: 352.
 Duilius Longus, C.: 29.
- E**picharmus: 158-9.
 Epaminondas: 157.
 Erenucius (?), C.: 30.
 Erythraea (poeta): 205.
Ešnunna: 323.

Esquilina (tribus): 280.

Euphronios: 73.

Evandros: 145.

Fabenna: 103.

Fabii: 103, 215, 234, 245, 247, 336,
343.

Fabius Maximus Verrucosus Cunc-
tator, Q.: 25, 239.

Flavius, Gn.: 136, 152, 183-8
passim, 192-6, 343.

Fonteius Capito, C.: 149.

Forge, peintre de la: 70.

Fulvius Nobilior, M.: 162, 180.

Furius, L.: 130, 184.

Furius Camillus, M.: 101, 234.

Geganii: 24.

Gelo (Syracusanus): 335.

Genucius, C.: 30.

Genucius Augurinus, Cn.: 29.

Germanicus: 26.

Gracchi: 138, 152, 165, 172, 200, 355.

Hammurabi: 323.

Hannibal: 171, 343.

Harmodius: 337.

Heraclitus: 167, 343.

Herdonius, Appius: 234.

Herminius, Sp. (vel Lars): 21.

Hermodorus: 167, 299, 316, 343-4,
361.

Hiero (Syracusanus): 28.

Horatii: 36, 248.

Horatius, Marcus: 39-43, *passim*,
182, 189.

Hostili: 36.

Iulii: 24, 248.

Julius Caesar, C.: 25, 47, 52-3, 119,
205, 327.

Junii: 36.

Iunius Brutus, L.: 27, 40, 119, 182,
207.

Iunius Brutus, M.: 119.

Iunius Gracchanus: 181, 186, 189.

Labyades (phratria Delphica): 349-
51, 360.

Larcius, Sp.: 21, 239.

Larcius, T.: 21, 27, 127, 239.

Larθ tute: 115.

Lars (= Herminius, Sp.): 21.

Leukios: 124.

Licinius, C.: 213.

Licinius Calvus, P.: 29.

Licinius Murena, L.: 212.

Lipit Istar: 323.

Luceres (tribus): 108, 208, 228, 230,
280, 283.

Lycurgus: 339, 359.

Maelius Capitolinus, P.: 29.

Mamercus (filius Numae regis): 160.

Manilius, M.: 155.

Manios: 34.

Manlius, Aulus: 341-2.

Manlius Capitolinus, T.: 194, 213.

Marcii 218.

Marcii Reges: 160.

Marcus Coriolanus, Cn.: 218.

Marius, C.: 271.

Mastarna: 37-9, 103-4, 116, 228, 264.

Myro (sculptor): 80.

Nearchus (philosophus pythagoreus): 159.

Nesiotes (sculptor): 72.

Nicosthenes (pictor): 71.

Numa, Rex: 8-9, 14, 16-7, 34, 36-8,
48-9, 99, 143, 154-65 *passim*,
170, 173, 180, 327, 339, 352.

Numasios: 34.

Octavii: 207-8.

Ogulnii: 343.

Ovinius: 210.

- P**alatina (tribus): 280.
Pan, peintre de: 72.
Panaitios, peintre de: 69.
 Papirii: 170, 207-8, 232.
 Papirius, G.: 162.
 Papirius, Manius: 58.
 Papirius Paetus: 207.
 Pedius, Q.: 25.
 Pericles: 111, 344, 359.
 Phidias: 91.
 Pinarii: 159, 160, 248.
 Pinarius, L.: 130, 184.
 Pistoxenos, *peintre de:* 70, 72.
 Plato: 158.
 Pompeius Paetus, Sex.: 208.
 Pomponii: 159-61.
 Pomponius Rufus, M.: 29.
 Pontius (Samnis): 158.
 Porcius Cato, M.: 158-9.
 Porcius Cato Uticensis, M.: 208.
 Porsenna: 116, 119, 126, 131, 146,
 225, 238.
 Postumius Albus, Sp.: 341.
 Postumius, Sp.: 184, 342.
 Postumius Cominius: 127.
 Postumius Tubertus, Aulus: 26.
 Potitii: 248.
 Praxias: 72.
 Protagoras: 344.
 Publilius Philo, L.: 29.
 Publilius Philo, Volero: 29.
 Pyrrhus: 136-7.
 Pythagoras: 99, 154-63 *passim*, 170,
 173, 343, 361.
- Q**uintii: 24, 247.
 Quintius Cincinnatus, L.: 253.
 Quintius, Titus: 26.
 Quintilius: 36.
 Quirites: 237.
- R**amnes (tribus): 108, 208, 228, 230,
 283, 288.
 Remus: 37, 143-8 *passim*, 153.
 Romilia (tribus): 235, 256.

- Romulus: 7, 8, 16, 33-38 *passim*,
 49, 121, 132, 141-9 *passim*, 153,
 154, 205, 327.
- S**abouroff, *peintre de:* 72.
 Sciarra: 89-90.
 Scipiones: 172.
 Seleucus I: 185.
 Sempronius Sophus, P.: 183-5, 188.
 Sergius Catilina, L.: 200.
 Servilius: 24, 233.
 Servius Tullius: 9, 14, 18-24 *passim*,
 33-9 *passim*, 92, 103-4, 130-1,
 147-8, 161, 165, 207, 210, 219,
 227, 255, 280-90 *passim*, 327, 336,
 339, 360.
 Sextilius, C.: 30.
 Silvius: 37, 171.
 Solo: 167, 227, 269, 299, 313, 331,
 336-40 *passim*, 344-52 *passim*,
 359-61.
 Suburrana (tribus): 280.
 Sulpicius, Ser.: 127, 342.
 Sulpicius Camerinus, P.: 341.
 Sulpicius Rufus, Ser.: 167.
 Sulpicius Saverrio, P.: 183-5, 188.
- T**adinatis (tribus): 199.
 Tages: 148.
 Tanaquil: 33.
 Tarchetios: 37, 147-8.
 Tarchetius: 148.
 Tarchon: 37, 148.
 Tarcius: 147.
 Tarquinii: 8-11, 22, 28, 33-42 *passim*,
 93, 95, 119, 126, 131, 147, 165,
 180-1, 186, 189, 225, 234, 242,
 248, 264, 282, 314, 344.
 Tarquinius Priscus: 8-14 *passim*, 18,
 24-5, 27, 33, 35, 37, 39, 43, 95,
 132, 207, 210, 284.
 Tarquinius Superbus: 8-14 *passim*,
 18, 20-24 *passim*, 27-8, 33-41
 passim, 119, 131-2, 144, 147, 340.

- Tarquinius Collatinus, L.: 21.
 Tarquitius, L.: 21.
 Tarquitius Priscus: 149.
 Tatius, Titus: 7-8, 121.
 Thefarie Velianas: 79, 102, 104.
 Tiberius (imperator): 26.
 Tities (tribus): 108, 208, 228, 230,
 280, 283.
 Titinius Pansa, L.: 29.
 Titus (imperator): 35.
Tityos, peintre de: 71.
 Trebonius, M.: 30.
 Trebonius, P.: 30.
 Tullius, M.: 127.
 Tullius Cicero, M.: 363.
 Tullus Hostilius: 14, 17, 24, 36-7.
- U**rbanus *VIII Pont. max.:* 90.
- V**alerii: 36, 233.
 Valerii Potiti: 233.
 Valerius Poplicola (cons. 509): 13.
 Valerius Potitus (trib. mil. 447):
 28.
 Valerius Potitus, L.: 194.
 Varo: 26.
 Verginius, Opiter: 127.
 Veturii: 238.
 Veturius, Ti.: 238.
 Vibennae: 104, 228, 264.
 Vitellii: 172.
 Volumnius, P.: 21.
 Vulca (sculptor): 10-2, 35, 39.
- X**erxes: 182.

Zaleucus: 157-8, 161, 163.

INDEX RERUM GRAECARUM, ROMANARUM ET ITALICARUM

- A**doptio: 355.
Adscriptiones: 255.
Adscriptus: 207.
Adsiduus: v. assiduus.
Aedes: 307.
Aedilis: 107, 216-7, 255, 288 /
 curulis: 183, 188.
Aedilitas: 184.
Aequatio iuris: 274.
Aes: 142, 321 / rude: 268.
Ager: 301, 309 / compascuus: 267 /
 publicus: 138, 200-1, 217, 236, 267,
 309 / Romanus: 279, 286 / Roma-
 nus antiquus: 284, 285.
Agnati: 229.
Alouμηται: 332, 354.
Ambarvalia: 284.
Ambitus: 301, 306.
Ancilia Martis: 57.
Anfractus: 301, 307.
Arbiter: 129, 304, 317-8.
"Αρχων (Athensis): 115, 178, 189-90,
 362.
Arvales (fratres): 201, 284, 325,
 334.
As: 268, 328.
Assiduus: 219, 258, 260, 267, 275,
 301, 304-5, 316, 363.
Asylia: 280.
Auctio Veientium: 101.
Auctoritas: 204, 206, 305, 307-8,
 320-1, 354 / patrum: 209-11, 216,
 232, 253, 261.
Auguri: 246, 249, 321.
Augurium: 232, 329.
Auspicio: 244.
Auspicium: 25-6, 204-5, 232, 242-3,
 250-1, 259.
- B**acchanalia: 237, 328.
Βασιλεύς: 117, 182.
- Calator: 103.
Camilli: 114.
Camōi: 114.
Canuleia (rogatio): 94 / (lex): 254.
Carmina convivalia: 33.
Cassianum (foedus): 170, 314.
Celeres: 22, 210, 214, 220.
Censor: 27, 210, 258.
Censura: 263.
Census: 227, 279, 304.
Centuria: 18, 213, 229, 231, 243,
 252, 256, 269, 284-5, 287, 305.
Cexaneri: 112-3, 115.
Χαλιάρχος: 125.
Circensis (pompa): 135.
Civilis (potestas): 238.
Civis: 310, 317, 325.
Civitas: 303 / sine suffragio: 158.
Classis: 18, 208, 212-6, 219-20, 227,
 261, 275, 280-1, 285-7, 305, 363 /
 clipeata: 279 / prima: 227, 257,
 269 / infra classem: 212-20 *passim*,
 279, 281, 285, 287, 305, 363.
Clavus (annalis): 106-7, 111, 130,
 186-7, 190, 192-3, 195.
Cliens: 215, 234.
Clientela: 202, 216-7, 235-6, 245, 254,
 275, 308.
Coercitio: 262, 274.
Cognomen: 194.
Collega, collegium, collegialis: 237,
 239-40, 262, 273, 334 / collegium
 mercatorum: 335-6.
Comitia: 237, 259, 273, 343, 362 /
 calabria: 63 / centuriata: 27, 29,
 35, 59, 212, 216, 228-9, 252, 255-7,
 288 / curiata: 190, 231, 256, 260 /
 kalata: 62, 309 / tributa: 27, 59,
 231.
Comitiatus centuriatus: 309 / maxi-
 mus: 27, 229-30, 304, 336.
Commerciū: 305, 311.

- Concilium plebis: 260, 276, 281.
 Confarreatio: 233.
 Coniuratio: 274.
 Conscripti (patres): 204-12, 215,
 217-20, 232, 256.
 Conscription: 256.
 Consilium: 262.
 Consul consulatus: 26-7, 106, 118,
 120-32 *passim*, 178-9, 182, 191,
 218, 237-41 *passim*, 252-4, 265-6,
 283, 303.
 Conubium: 288.
 Contio: 237, 256.
 Cornicines: 231.
 Creatio: 252-3.
 Crimina publica: 333.
 Curia: 205, 210-1, 228-31, 252, 260.
 Curiata (lex): 27, 252, 327.
 Curio maximus: 110, 228.
 Cursus honorum: 112-3.
- D**ecember: 42.
 Decemprimi: 265.
 Decemviri: 120, 123, 139, 167, 181,
 218, 235, 253, 275, 283, 289, 294,
 296, 298-9, 302, 304-6, 310, 314-6,
 320, 325, 328, 331-3, 336, 338-42,
 344, 346-7, 349, 351-4, 360, 364.
 Decretum: 263.
 Decuria: 210.
 Decuriones: 206.
 Devotion: 325.
 $\Delta\eta\mu\sigma$: 286, 362.
 Dialis: cf. Flamen Dialis, Flaminica
 Dialis.
 Dictator: 25-7, 107, 109, 121-2, 131,
 187, 192, 238-9, 241, 251-3.
 Dictatura: 213, 240-1.
 Dies agonialis: 47 / conditio: 321 /
 fastus: 177, 246 / natalis: 105 /
 nefastus: 177, 246 / status: 305.
 Disciplina Etrusca: 148-9, 244.
 Duoviri: 107 / perduellionis: 120.
- E**mancipatio: 309.
 Emptio (familiae): 308, 318, 325.
- Endoplorare: 302, 306.
 Ephorus: 38.
 Eponymus (magistratus): 34, 37-41,
 43, 110, 129, 131, 171, 177-95
 passim, 239, 246, 283.
 Equitatus, Equites: 190, 213-5,
 220, 225-35 *passim*, 239, 241,
 243-4, 248-9, 251, 254-5, 257-8,
 270-1, 275, 279, 283-4, 286-90,
 332 / equites posteriores: 226 /
 primi: 226 / priores: 226 / secundi:
 226 / cf. Magister equitum.
 Evocatio deum: 325.
 Excantare: 246, 317, 322.
 Exercitus: 237 / centuriatus: 288 /
 imperatus: 245.
 Exta semicrudia: 248.
- F**amilia: 207, 232, 266, 301, 308,
 318, 325.
 Fasces: 240.
 Februarius: 42.
 Fetiales (fratres) 17, 120, 325.
 Fidem dare: 235, 237.
 $Fisia$ (*arx*): 325.
 Flamen: 284, 328 / Dialis: 325-6 /
 Flamines: 201, 282 / maiores: 17.
 Flaminica Dialis: 47.
 Focus: 47.
 Foedus Cassianum: 170, 314 / Gabi-
 num: 21, 170.
 Fortes: 305.
 Frater: cf. Arvales (fratres); Fetiales
 (fratres); Luperci (fratres).
 Fratrex: 328.
 Fundus: 301, 307-8.
 Funus: 302, 307, 311-3, 321, 326,
 345-50, 353. 360-2.
 Furtum: 320.
- G**abinum (foedus): 21, 170.
 Gens: 151, 160, 204, 207, 232-3,
 235 / Gentes: 207-8, 210, 219,
 229-31, 232-4, 247-8, 254, 257, 288,

312 / maiores: 207-8, 232 / minores: 126-7, 207-9, 232.
Gentilicius (cultus): 233, 248 / gentilicium (nomen): 36, 248.
Γερουσία: 362.

Haruspices: 150.

Hastae Martis: 57.

Hereditas: 309-10, 354.

Heredium: 236, 258, 267, 301, 308-9.

Honos: 254 / cf. *cursus honorum*.

Hortus (= *villa*): 305, 308-9.

Hostis (= *peregrinus*): 301, 305, 321.

Ianuarius: 42.

Imperator: 120-1, 126, 234.

Imperium: 25-6, 41, 111, 120, 230-2, 239, 241-2, 251-4, 265, 274, 287, 342 / domi: 262 / maius: 124 / mandatum: 25, 41.

Improbus (*testis*): 303, 317.

Iniectio (*manus*): 321.

Intercessio: 121, 124, 216.

Interpretatio (*legum*): 353.

Interregnum: 204, 209-10, 261, 282, 288.

Interrex: 107, 118, 243, 250, 253, 282.

Intestabilis: 303.

Intestatus: 317-8.

Ἴπποθόται: 214, 267.

Ἴστηροία: 274.

Ἴσθμία: 205.

Ἴσονομία: 274, 332.

Iudex: 111, 303-4, 317.

Iulia (*lex municipalis*): 206.

Iurisdictio: 326.

Ius: 318, 322 / in ius ducere: 321, 326 / vocare: 319, 322, 324, 330 / ius civile: 242, 247, 319, 353-4 / gentium: 244-5 / migrandi: 311 / Papirianum: 161, 170 / sacram: 242, 246-7.

Iuvilas: 116.

Kalendae: 47.

Kalendarius: 41-2, 129, 177-81, 184-9, 193-4, 308.

Lamentatio: 312, 346.

Lance et licio: 302, 306, 320.

Lares: 90 / *Grundules*: 93.

Lectio (*Senatus*): 263.

Legatio (*ad Athenas*): 340-5, 359-64.

Legio: 226.

Lex, Leges: 212, 259, 260 / *Canuleia*:

254 / *Curiatae*: 27, 252, 327 /

Iulia municipalis: 206 / *Lanuvii*

de societatibus: 237 / *Licinia de modo agrorum*: 200 / *Licinia*: 30,

109, 303, 355 / *Malacitana municipalis*: 206 / *Ogulnia*: 243 / *Papiria de sacramentis*: 326 / *Plaetoria de iurisdictione*: 326-7, 363 / *Poetelia de nexis*: 201 / *regiae*: 161-2, 170,

325, 327-8, 362-3 / *rogatae*: 326,

328 / *Sacra*: 245 / *Silia de ponderibus publicis*: 326 / *Sulpensiana municipalis*: 206 / *sumptuariae*:

315, 360-2 / *Usonensis*: 327 /

Valeria de provocatione: 304 /

vetusta: 105, 109, 193.

Liberatio (*servi*): 233.

Libertas: 132, 195.

Libra: 268.

Licinia (*lex, rogatio*): 30, 109, 200,

243, 303, 355.

Lictores: 240, 263 / *curiati*: 229.

Limmu (*Assyrius magistratus*): 38.

Lis: 321.

Liticines: 231.

Lituus: 114.

Lucumo: 101-3.

Luctus: 346 / cf. *Funus*.

Ludi: 42-3, 212, 312 / *capitolini*:

101 / *magni*: 14, 18, 31.

Lupa (*Statua Romae in Museo*

Capitolino): 90-96 *passim*, 171.

Luperci (*fratres*): 247-8.

Lupercalia: 171, 247.

- M**acstarna: 103.
Magister: 103-4, 130-1, 239, 262 / equitum: 21, 26, 104, 113, 121, 130-1, 213-4, 239, 241, 251 / populi: 21, 25-7, 104, 107, 113, 131, 212-4, 238, 241, 262.
Magistratus: 111, 120, 238, 243, 259, 264, 289.
Malacitana (lex municipalis): 206.
Malum carmen: 318, 322.
Mancipatio: 268, 308, 317, 325.
Mancipium: 267, 321.
Manus inieictio: 321.
Marniu: 113.
Martius (mensis): 42.
Maru: 114.
Matrimonium: 310, 354.
Meddix, **M**eddices: 111, 117 / minores: 116 / summus: 116-7 / tuticus: 111, 116 / tuticus Capuanus: 116.
Melek: 128.
Mensarii (quinqueviri): 268.
Milites (= gallice: *infanterie*): 226, 253-5, 261, 269, 286, 288, 290, 305, 314, 332, 336.
Morbus sonticus: 317.
Mos maiorum: 212, 243, 355, 362.
Multa: 267, 333.
Mutuum (Siculum): 364.
- N**atalis (dies): 105.
Nexus: 201, 268, 321.
Nobiles, Nobilitas: 183-4, 190, 200, 226, 232-4, 236, 244, 246, 248-9, 251, 254, 261, 275, 287, 332, 337, 254-5.
Nomen gentilicium: 36 / patronymicum: 36.
Nonae: 47.
November: 41-2.
Nuncupare: 321.
- O**bsequium: 235.
Obvagulare ante portum: 301, 303, 306, 322.
- October: 42.
Ogulnia (lex): 243.
Olympiades: 153, 179, 182, 186.
Ὀπλῖται: 258, 286, 290, 336.
Ordo sacerdotum: 26.
Ovinius (plebiscitus): 210.
- P**apiria (lex): 326 / Papirianum (ius): 161, 170.
Parricidium: 352.
Pater familias: 207, 232, 301, 308, 325 / patratus: 120.
Patres, patriciatus: 27, 35-6, 126-7, 151, 190, 196, 199-221, *passim*, 225-6, 228, 231-6 *passim*, 243-5, 250-1, 253-4, 260-1, 270, 272-6, 280-1, 287-90, 305, 314, 337, 364 (Patres adscripti: 207 / conscripti: 204-12, 215, 217-20, 232).
Patria potestas: 201, 203, 318.
Patrimonium: 354.
Patronatus: 234-5.
Pecunia: 142, 226, 237, 255-7, 266-8, 301, 308, 317 / publica: 248.
Pecus: 267-8.
Penates: 50.
Perduellio: 120, 229.
Peregrinus: 301, 305.
Phalanx: 257-8, 286, 305, 314, 332, 336.
Pietas: 140.
Plaetoria (lex de iurisdictione): 326-7, 363.
Plebiscitum: 212 / Ovinium: 210.
Plebs: 27-30, 35-6, 126-7, 151, 196, 199-21 *passim*, 226, 233-4, 237, 241, 243-5, 254-6, 260, 272-4, 276, 279-81, 285, 288-90, 305, 310, 313-4, 333, 336-7, 343-4, 354, 364.
Poena: 322, 352, 364.
Ποινή: 352.
Pomerium: 227, 233, 242.
Pompa circensis: 135.
Pontifex, pontifices: 62, 150-3, 160, 170-3, 193-4, 247, 282, 324, 327,

- 354 / maximus: 17, 47-8, 62, 103,
110, 152, 162, 190, 196, 246.
- Pontificatus: 354.
- Populus: 209, 218, 220, 243, 252,
260, 267, 273, 287, 289, 304 /
populus plebesque: 212.
- Postulatio: 304.
- Potestas: 121, 124 / civilis: 239 /
patria: 201, 203, 318.
- Praefectus Urbi: 24, 25, 120.
- Praesul: 122, 123.
- Praetor, praetores: 22, 41, 106-8,
111, 117, 120, 123, 129, 190-1,
239, 282, 303-4, 318-9, 354, 362 /
maiores: 106, 109-10 / maximi:
128 / maximus: 22-3, 104-12
passim, 116, 119-20, 122-6, 128-31,
186, 190-1, 196, 242, 283, 303-4 /
minimus: 109 / minores: 106,
109-10 / parricidii: 120 / primus
(Ostiae): 290 / sacris faciundis:
112 / secundus (Ostiae): 290 /
urbanus: 109.
- Praetoria (porta): 111.
- Praetorium: 111, 190.
- Princeps, principes: 111, 120, 249 /
civitatis: 116 / plebis: 254 /
senatus: 232.
- Principatus: 355.
- Privilegium: 276, 315.
- Proletarii: 219, 280-1, 305, 316, 363.
- Promiscue: 324.
- Προστάτης (τοῦ δήμου): 286.
- Provocatio: 275, 304.
- Πρύτανις: 115-7.
- Purθne: 113, 115-6, 119.
- Q**uaestor: 27, 255, 352.
- Quinqueviri mensorii: 268.
- Quirites: 237.
- R**ecinium: 301, 312, 345-50.
- Refugium: 209.
- Regia (domus): 47-64 *passim*.
- Regiae (leges): 161-2, 170, 362-3.
- Regina sactorum: 47, 180.
- Religio: 140.
- Res publica: *passim*.
- Reus: 304, 317.
- Rex, Reges: *passim* / sacrificulus:
201 / sacrorum: 16-7, 22, 26, 39,
47-8, 58, 60, 62, 180, 246, 327.
- Robigalia: 284.
- Rogatio: 230, 259 / Canuleia: 94 /
Licinia-Sextia: 200, 243.
- S**acerdos Iani: 17 / Vestae: 17.
- Sacra: 248.
- Sacrarium: 47, 57.
- Sacrosanctitas: 245.
- Salii: 17.
- Salpensiana (lex municipalis): 206.
- Sanates: 305.
- Saturnius: 334.
- Senatores: 205, 212, 235, 263-4,
282, 362.
- Senatus: 157, 171, 204, 206-7, 209-12,
215, 229, 232, 239, 251-3, 261-6,
273.
- Senatus consultum: 263 / de Baccha-
nalibus: 237, 327-8.
- September: 41-2, 105-6, 186, 192, 326.
- Servus: 334.
- Sextilis (mensis): 42.
- Sextia (lex, rogatio): 109, 200, 243.
- Sibyllini (libri): 201.
- Silia (lex de ponderibus publicis): 326.
- Socius: 237.
- Sodales Titii: 201.
- Sodalitas: 17.
- Sofet: 127.
- Sonticus morbus: 317.
- Spolia opima: 17.
- Sponsio: 301.
- Στρατηγός: 111 / αὐτοκράτωρ: 125 /
ὕπατος: 124-5, 128-9, 196.
- Stipulatio: 301.
- Suffragium: 213-6, 283, 288,
- Sumptuariae (leges): 315.

- Sumptus (praecipue in funeribus): 311-6, 345-6, 353, 360, 362.
 Superficies solo cedit: 307-8.
- T**abulae aureae: 205 / censoriae: 267 / dealbatae: 150-2, 172-3 / XII Tabulae: 95, 110, 129, 167, 170, 174, 190, 199, 217-9, 221, 229-30, 233-4, 246-7, 260, 275-6, 289, 293-364 *passim* / Tabulae eboreae: 325 / iniquae: 305 / roboreae: 325.
- Talio: 322.
 Terminalia: 284.
 Testamentum: 309.
 Testimonium: 303, 317, 322.
 Testis (improbus): 303, 317.
 $\Theta\eta\tau\alpha$: 254.
 Tibicinae: 312, 346-7 / tubicinae: 231.
 Tigillum (sororium): 248.
 Tignum iunctum: 306-8.
 Trans Tiberim: 310-1, 315, 359, 362.
 Transitio ad plebem: 233.
 Tribules: 234, 258.
 Tribunal: 129, 190.
 Tribunus, tribuni: 129, 190, 230, 234, 237, 254, 280, 288, 342 / celerum: 22-3, 110, 122, 190, 193, 213, 220 / legionum: 262 / militum: 27, 29, 110, 125, 130, 325 / militum cons. pot.: 184, 218-9, 232, 238, 254-5, 266, 283, 285-6 / plebis: 216-7, 245, 273, 280-1, 285, 289-90, 334, 337.
 Tribus: 18-9, 27, 38, 202-3, 216, 232, 235-6, 257, 267, 280, 281, 286.
 Triumphator: 25, 32.
 Triumphus: 14, 25, 31-2, 262.
 Tugurium: 301, 306.
 Tutela: 317.
 Tutulus: 114.
 Tyrannus: 143-4, 146, 190, 332, 337.
 $\Upsilon\pi\alpha\tau\omega$: 124-5, 128-9, 182-3, 196.
Usonensis (lex): 327.
 Usucapio: 307.
- V**aleria (lex de provocatione): 304.
 Vectigal: 267-8.
 Veientium (auctio): 101.
 Ver sacrum: 231.
 Vestales (virgines): 47, 57, 62, 208.
 Vestalis maxima: 110.
 Vetusta (lex): 105, 109, 193.
 Vexillum: 237.
 Viator: 263.
 Villa: 305, 308-9 / rustica: 236.
 Vindex: 305, 317, 320.
 Vindicia: 304.
 Vindicatio: 308.
 Virgines (Vestales): 47, 57, 62, 208.
 Virtus: 355.
- Z**ilaθ: 102, 112-4, 116, 118 / Cexaneri: 112-5 / eterav: 112 / parχis: 112-3 / purθne: 115, 177.
 Zilc: 111, 113 / θufi: 113.
 Zilcti purstvaveti: 115.
 Zilχ cexaneri: 112, 115.

des deux derniers mois de l'année 1998, et dans les deux derniers mois de l'année 1999. Les deux derniers mois de l'année 1998 ont été marqués par une augmentation importante des cours de l'or et de l'argent. Les deux derniers mois de l'année 1999 ont été marqués par une diminution importante des cours de l'or et de l'argent.

Le cours de l'or a augmenté de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1998. Le cours de l'or a diminué de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1999.

Le cours de l'argent a augmenté de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1998. Le cours de l'argent a diminué de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1999.

Le cours de l'or a augmenté de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1998. Le cours de l'or a diminué de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1999.

Le cours de l'argent a augmenté de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1998. Le cours de l'argent a diminué de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1999.

Le cours de l'or a augmenté de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1998. Le cours de l'or a diminué de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1999.

**ACHEVÉ D'IMPRIMER EN FÉVRIER 1999
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
«ORIENTALISTE» À HERENT, BELGIQUE**

Le cours de l'or a augmenté de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1998. Le cours de l'or a diminué de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1999.

Le cours de l'argent a augmenté de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1998. Le cours de l'argent a diminué de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1999.

Le cours de l'or a augmenté de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1998. Le cours de l'or a diminué de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1999.

Le cours de l'argent a augmenté de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1998. Le cours de l'argent a diminué de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1999.

Le cours de l'or a augmenté de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1998. Le cours de l'or a diminué de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1999.

Le cours de l'argent a augmenté de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1998. Le cours de l'argent a diminué de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1999.

Le cours de l'or a augmenté de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1998. Le cours de l'or a diminué de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1999.

Le cours de l'argent a augmenté de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1998. Le cours de l'argent a diminué de 10% au cours des deux derniers mois de l'année 1999.

DÉPOSITAIRES

LIBRAIRIE DROZ S.A.

11, *rue Massot,*
CH-1206 Genève
Tél.: (+41-22) 346 66 66
Fax: (+41-22) 347 23 91

DR. RUDOLF HABELT GMBH,
Am Buchenhang 1, Postfach 150104,
D-53040 Bonn
Telefon: (+49-228) 923 83-0
Telefax: (+49-228) 923 83-6
*pour l'Allemagne et les régions
de langue allemande*

ENTRETIENS SUR L'ANTIQUITÉ CLASSIQUE

Les volumes I, III à V, VII, VIII, X, XI, XIX, XXVII sont épuisés.

Volumes réimprimés en 1999:

- II (1956) L'INFLUENCE GRECQUE SUR LA POÉSIE LATINE DE CATULLE À OVIDE. *Six exposés et discussions par J. Bayet, A. Rostagni, V. Pöschl, Fr. Klingner, P. Boyancé, L.P. Wilkinson.* Prix: CHF 70.-
VI (1960) EURIPIDE. *Sept exposés et discussions par J.C. Kamerbeek, A. Rivier, H. Diller, A. Lesky, R.P. Winnington-Ingram, G. Zuntz, V. Martin.* Prix: CHF 60.-
XIII (1967) LES ORIGINES DE LA REPUBLIQUE ROMAINE. *Neuf exposés suivis de discussions par E. Gjerstad, F.E. Brown, P.J. Riis, J. Heurgon, E. Gabba, K. Hanell, A. Momigliano, A. Alföldi, F. Wieacker.* Avec la participation de J.H. Waszink et D. Van Berchem. Prix: CHF 65.-

Volumes disponibles:

- IX (1963) VARRON.
XII (1966) PORPHYRE.
XIV (1969) L'ÉPIGRAMME GRECQUE.
XV (1970) LUCAIN.
XVI (1970) MÉNANDRE.
XVII (1972) ENNIUS.
XVIII (1972) PSEUDEPIGRAPHA I.
XX (1974) POLYBE.
XXI (1975) DE JAMBLIQUE À PROCLUS.
XXII (1976) ALEXANDRÉ LE GRAND, IMAGE ET RÉALITÉ.
XXIII (1977) CHRISTIANISME ET FORMES LITTÉRAIRES DE L'ANTIQUITÉ TARDIVE EN OCCIDENT.
XXIV (1978) LUCRÈCE.
XXV (1979) LE CLASSICISME À ROME AUX I^{es} SIÈCLES AVANT ET APRÈS J.-C.
XXVI (1980) LES ÉTUDES CLASSIQUES AUX XIX^e ET XX^e SIÈCLES.
XXVII (1982) ÉLOQUENCE ET RHÉTORIQUE CHEZ CICÉRON.
XXIX (1983) SOPHOCLE.
XXX (1984) LA FABLE.
XXXI (1985) PINDARE.
XXXII (1986) ASPECTS DE LA PHILOSOPHIE HELLÉNISTIQUE.
XXXIII (1987) OPPOSITION ET RÉSISTANCES À L'EMPIRE D'AUGUSTE À TRAJAN.
XXXIV (1989) L'ÉGLISE ET L'EMPIRE AU IV^e SIÈCLE.
XXXV (1990) HÉRODOTE ET LES PEUPLES NON GRECS.
XXXVI (1991) SÉNÈQUE ET LA PROSE LATINE.
XXXVII (1992) LE SANCTUAIRE GREC.
XXXVIII (1993) ARISTOPHANE.
XXXIX (1993) HORACE.
XL (1994) LA PHILOGIE GRECQUE À L'ÉPOQUE HELLÉNISTIQUE ET ROMAINE *par N.J. Richardson, J. Irigoin, H. Maehtler, R. Tosi, G. Arrighetti, D.M. Schenkeveld, C.J. Classen. Entretiens préparés et présidés par Franco Montanari.*
XLI (1996) PAUSANIAS HISTORIEN *par D. Musti, Fr. Chamoux, M. Moggi, W. Ameling, Y. Lafond, E.L. Bowie, S.E. Alcock, D. Knoepfler. Entretiens préparés et présidés par Jean Bingen.*
XLII (1996) LES LITTÉRATURES TECHNIQUES DANS L'ANTIQUITÉ ROMAINE *par P. Gros, P. Fleury, M. Lenoir, J. Delaine, P. Brennan, A. Chastagnol, L. Toneatto. Entretiens préparés et présidés par Claude Nicolet.*
XLIII (1997) MÉDECINE ET MORALE DANS L'ANTIQUITÉ *par H. Flashar, V. Nutton, T. Rütten, C. Schubert, H. von Staden, J. Jouanna, J. Pigeaud, Ph. Mudry, A. Garzya, O. Reverdin. Entretiens préparés et présidés par Hellmut Flashar et Jacques Jouanna.*
XLIV (1998) LA BIOGRAPHIE ANTIQUE *par S.M. Maul, E. Bresciani, W. Berschin, M. Beard, A. Dihle, L. Piccirilli, G.W. Bowersock, R. Goulet. Entretiens préparés et présidés par W.W. Ehlers.*
XLV (A paraître en 1999) HERMANN DIELS (1848-1921) ET LA SCIENCE DE L'ANTIQUITÉ *par W. Burkert, W.M. Calder III, T. Dorandi, J. Kollesch, J. Mansfeld, S. Rebenich, W. Rösler, W.A. Schröder. Entretiens préparés et présidés par W.M. Calder III et J. Mansfeld.*

ISBN 2-600-00713-X



ISSN 0071-0822

ISBN 2-600-00713-X

9 782600 007139